

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2019/41387]

7 AVRIL 2019. — Loi portant assentiment à la Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices et à la Note explicative, faites à Paris le 24 novembre 2016 (1)(2)(3)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

La Chambre des représentants a adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. La Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices, ci-après dénommée « la Convention », et la Note explicative, faites à Paris le 24 novembre 2016, sortiront leur plein et entier effet.

Art. 3. Les réserves émises et les notifications formulées en vertu des articles 28 et 29 de la Convention, reproduites en annexe, ainsi que les modifications à ces réserves et notifications, sortiront leur plein et entier effet.

Art. 4. Les listes accessibles au public de données relatives aux autres parties à la Convention, telles qu'énumérées à l'article 39, paragraphe 3 de la Convention, tenues à jour par le depositaire tel que défini à l'article 39, paragraphe 1^{er} de la Convention, tiennent lieu de publication au sens de l'article 8 de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 7 avril 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDEERS

Le Ministre des Finances,
A. DE CROO

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Notes

(1) Chambre des Représentants (www.lachambre.be):

Documents: n° 54-3510

Rapport intégral: 14/03/2019

(2) Décret de la Communauté flamande/ la Région flamande du 05/04/2019 (*Moniteur belge* du 02/05/2019), Décret de la Communauté française du 25/04/2019 (*Moniteur belge* du 24/06/2019), Décret de la Communauté germanophone du 06/05/2019 (*Moniteur belge* du 12/06/2019), Décret de la Région wallonne du 04/04/2019 (*Moniteur belge* du 04/06/2019), Ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale du 25/04/2019 (*Moniteur belge* du 03/05/2019)

(3) Liste des Etats liés

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2019/41387]

7 APRIL 2019. — Wet houdende instemming met de Multilaterale overeenkomst ter implementatie van aan belastingverdragen gerelateerde maatregelen ter voorkoming van grondslaguitholling en winstverschuiving en met de verklarende Nota, gedaan te Parijs op 24 november 2016 (1)(2)(3)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamer van volksvertegenwoordigers heeft aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. De Multilaterale overeenkomst ter implementatie van aan belastingverdragen gerelateerde maatregelen ter voorkoming van grondslaguitholling en winstverschuiving, hierna te noemen "de Overeenkomst", en de verklarende Nota, gedaan te Parijs op 24 november 2016, zullen volkomen gevolg hebben.

Art. 3. De gemaakte voorbehouden en gedane kennisgevingen overeenkomstig de artikelen 28 en 29 van de Overeenkomst, opgenomen als bijlage, evenals de wijzigingen aan de voorbehouden en de kennisgevingen, zullen volkomen gevolg hebben.

Art. 4. De publiek beschikbare lijsten van gegevens aangaande de andere partijen bij de Overeenkomst, zoals opgesomd in artikel 39, paragraaf 3 van de Overeenkomst, bijgehouden door de depositaris zoals gedefinieerd in artikel 39, paragraaf 1 van de Overeenkomst, gelden als bekendmaking in de zin van artikel 8 van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerking treden van wetten en verordeningen.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 7 april 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDEERS

De Minister van Financiën,
A. DE CROO

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota's

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers (www.dekamer.be):

Stukken: nr.54-3510

Integraal verslag: 14/03/2019

(2) Zie Decreet van de Vlaamse Gemeenschap/het Vlaamse Gewest van 05/04/2019 (*Belgisch Staatsblad* van 02/05/2019), Decreet van de Franse Gemeenschap van 25/04/2019 (*Belgisch Staatsblad* van 24/06/2019), Decreet van de Duitstalige Gemeenschap van 06/05/2019 (*Belgisch Staatsblad* van 12/06/2019), Decreet van het Waalse Gewest van 04/04/2019 (*Belgisch Staatsblad* van 04/06/2019), Ordonnantie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest van 25/04/2019 (*Belgisch Staatsblad* van 03/05/2019),

(3) Lijst der gebonden staten

**CONVENTION MULTILATERALE POUR LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES
RELATIVES AUX CONVENTIONS FISCALES POUR PREVENIR L'EROSION DE LA BASE
D'IMPOSITION ET LE TRANSFERT DE BENEFICES**

Les Parties à la présente Convention,

Reconnaissant que les gouvernements subissent d'importantes pertes de recettes au titre de l'impôt sur les bénéfices des sociétés liées à la mise en place de planifications fiscales agressives ayant pour conséquence de transférer artificiellement des bénéfices vers des destinations où ils ne sont pas imposés ou sont soumis à une imposition réduite ;

Conscientes que les problématiques liées à l'érosion de la base d'imposition et au transfert de bénéfices (ci-après dénommés « BEPS ») revêtent un caractère d'urgence non seulement pour les pays industrialisés, mais également pour les économies émergentes et les pays en développement ;

Reconnaissant qu'il est important de s'assurer que les bénéfices soient imposés là où s'exercent réellement les activités économiques qui génèrent ces bénéfices et là où la valeur est créée ;

Se félicitant de l'ensemble des mesures élaborées dans le cadre du projet BEPS de l'OCDE et du G20 (ci-après dénommé « l'ensemble des rapports BEPS de l'OCDE et du G20 ») ;

Notant que l'ensemble des rapports BEPS de l'OCDE et du G20 comprend des mesures relatives aux conventions fiscales visant à lutter contre certains dispositifs hybrides, à prévenir l'utilisation abusive des conventions fiscales, à lutter contre les mesures destinées à éviter artificiellement le statut d'établissement stable et à améliorer le règlement des différends ;

Conscientes de la nécessité d'assurer une mise en œuvre rapide, coordonnée et cohérente des mesures BEPS relatives aux conventions fiscales dans un contexte multilatéral ;

Notant la nécessité de veiller à ce que les conventions conclues en vue d'éviter la double imposition en matière de revenu soient interprétées dans le but d'éliminer la double imposition à l'égard des impôts visés par ces conventions, sans pour autant créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite via des pratiques d'évasion fiscale ou de fraude fiscale/évitement fiscal (résultant notamment de la mise en place de stratégies de chalandage fiscal destinées à obtenir des allègements prévus dans ces conventions au bénéfice indirect de résidents de juridictions tierces) ;

Reconnaissant la nécessité de créer un mécanisme efficace pour mettre en œuvre les modifications adoptées, de façon synchronisée et efficiente, dans l'ensemble du réseau de conventions existantes conclues en vue d'éviter la double imposition en matière de revenu, et ce, sans renégocier chacune de ces conventions au niveau bilatéral ;

Conviennent de ce qui suit :

PARTIE I.
CHAMP D'APPLICATION ET INTERPRÉTATION DES TERMES

Article 1 – Champ d'application de la Convention

La présente Convention modifie toutes les Conventions fiscales couvertes telles que définies à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 2 (Interprétation des termes).

Article 2 – Interprétation des termes

1. Aux fins de la présente Convention, les définitions suivantes s'appliquent :

- a) L'expression « Convention fiscale couverte » désigne un accord conclu en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu (que cet accord porte ou non sur d'autres impôts) :
 - i) qui est en vigueur entre deux ou plusieurs:
 - A) Parties ; et/ou
 - B) juridictions ou territoires, ayant conclu un accord susmentionné et dont les relations internationales relèvent de la responsabilité d'une Partie ; et
 - ii) pour lequel chacune de ces Parties a formulé une notification au Dépositaire indiquant cet accord ainsi que tous les instruments le modifiant ou l'accompagnant (identifiés par leur titre, les noms des parties, la date de signature et, si applicable au moment de la notification, la date d'entrée en vigueur) comme un accord qu'elle souhaite voir visé par la présente Convention.
- b) Le terme « Partie » désigne :
 - i) un État pour lequel la présente Convention est en vigueur en vertu de l'article 34 (Entrée en vigueur) ; ou
 - ii) une juridiction qui a signé la présente Convention en vertu des alinéas b) ou c) du paragraphe 1 de l'article 27 (Signature et ratification, acceptation ou approbation) et pour laquelle la présente Convention est en vigueur en vertu de l'article 34 (Entrée en vigueur).
- c) L'expression « Juridiction contractante » désigne une partie à une Convention fiscale couverte.
- d) Le terme « Signataire » désigne un État ou une juridiction qui a signé la présente Convention mais pour lequel la Convention n'est pas encore en vigueur.

2. Pour l'application de la présente Convention à un moment donné par une Partie, tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue à ce moment la Convention fiscale couverte concernée.

PARTIE II. DISPOSITIFS HYBRIDES

Article 3 – Entités transparentes

1. Au sens d'une Convention fiscale couverte, le revenu perçu par ou via une entité ou un dispositif considéré comme totalement ou partiellement transparent sur le plan fiscal selon la législation fiscale de l'une des Juridictions contractantes est considéré comme étant le revenu d'un résident d'une Juridiction contractante, mais uniquement dans la mesure où ce revenu est traité, aux fins de l'imposition par cette Juridiction contractante, comme le revenu d'un résident de cette Juridiction contractante.

2. Les dispositions d'une Convention fiscale couverte qui imposent à une Juridiction contractante d'exempter de l'impôt sur le revenu ou d'accorder une déduction ou un crédit égal au montant de l'impôt sur le revenu payé au titre d'un revenu perçu par un résident de cette Juridiction contractante qui est imposable dans l'autre Juridiction contractante en vertu des dispositions de la Convention fiscale couverte ne s'appliquent pas dans la mesure où ces dispositions permettent l'imposition par cette autre Juridiction contractante uniquement parce que le revenu est également un revenu perçu par un résident de cette autre Juridiction contractante.

3. S'agissant des Conventions fiscales couvertes pour lesquelles une ou plusieurs Parties ont émis la réserve prévue à l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 11 (Application des conventions fiscales pour limiter le droit d'une Partie d'imposer ses propres résidents), la phrase suivante est ajoutée à la fin du paragraphe 1 : « En aucun cas les dispositions du présent paragraphe ne doivent être interprétées comme affectant le droit d'une Juridiction contractante d'imposer les résidents de cette Juridiction contractante. »

4. Le paragraphe 1 (tel que susceptible d'être modifié par le paragraphe 3) s'applique à la place ou en l'absence des dispositions d'une Convention fiscale couverte qui stipulent qu'un revenu perçu par ou via une entité ou un dispositif considéré comme fiscalement transparent selon la législation fiscale de l'une des Juridictions contractantes (par l'application d'une règle générale ou de règles détaillant le traitement applicable à des situations de faits spécifiques ou des types d'entités ou de dispositifs) doit être considéré comme le revenu d'un résident d'une Juridiction contractante.

5. Une Partie peut se réserver le droit :

- a) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes ;
- b) de ne pas appliquer le paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une disposition décrite au paragraphe 4 ;
- c) de ne pas appliquer le paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une disposition décrite au paragraphe 4 qui refuse l'octroi des avantages prévus par la convention dans le cas où un revenu est perçu par ou via une entité ou un dispositif établi dans une juridiction tierce ;

- d) de ne pas appliquer le paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une disposition décrite au paragraphe 4 qui détaille le traitement applicable à des situations de faits spécifiques ou des types d'entités ou de dispositifs ;
- e) de ne pas appliquer le paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une disposition décrite au paragraphe 4 qui détaille le traitement applicable à des situations de faits spécifiques ou des types d'entités ou de dispositifs et qui refuse l'octroi des avantages conventionnels dans le cas où le revenu est perçu par ou via une entité ou un dispositif établi dans une juridiction tierce ;
- f) de ne pas appliquer le paragraphe 2 à ses Conventions fiscales couvertes ;
- g) d'appliquer le paragraphe 1 uniquement à ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une disposition décrite au paragraphe 4 qui détaille le traitement de situations de faits spécifiques ou le type d'entités ou de dispositifs.

6. Toute Partie qui n'a pas émis de réserve prévue aux alinéas a) ou b) du paragraphe 5 notifie au Dépositaire les Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite au paragraphe 4 et qui ne font pas l'objet d'une réserve prévue aux alinéas c) à e) du paragraphe 5, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. La notification de la Partie qui a émis la réserve prévue à l'alinéa g) du paragraphe 5 est limitée aux Conventions fiscales couvertes visées par cette réserve. Lorsque toutes les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification relative à une disposition de cette Convention fiscale couverte, cette disposition est remplacée par le paragraphe 1 (tel que susceptible d'être modifié par le paragraphe 3) dans les conditions prévues au paragraphe 4. Dans les autres cas, le paragraphe 1 (tel que susceptible d'être modifié par le paragraphe 3) prévaut sur les dispositions des Conventions fiscales couvertes seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec le paragraphe 1 (tel que susceptible d'être modifié par le paragraphe 3).

Article 4 – Entités ayant une double résidence

1. Lorsque, en vertu des dispositions d'une Convention fiscale couverte, une personne autre qu'une personne physique est un résident de plusieurs Juridictions contractantes, les autorités compétentes des Juridictions contractantes s'efforcent de déterminer d'un commun accord la Juridiction contractante de laquelle cette personne est réputée être un résident aux fins de la Convention fiscale couverte, eu égard au lieu où se situe son siège de direction effective, au lieu où elle a été constituée en société ou en toute autre forme juridique, et à tout autre facteur pertinent. En l'absence d'un tel accord entre les Juridictions contractantes, cette personne ne pourra prétendre à aucun des allègements ou exonérations de l'impôt prévus par la Convention fiscale couverte, sauf dans la mesure et selon les modalités convenues par les autorités compétentes des Juridictions contractantes.

2. Le paragraphe 1 s'applique à la place ou en l'absence de dispositions d'une Convention fiscale couverte qui prévoit des règles permettant de déterminer si une personne autre qu'une personne physique est considérée comme un résident de l'une des Juridictions contractantes dans les situations où cette personne serait autrement considérée comme un résident de plus d'une des Juridictions contractantes. Le paragraphe 1 ne s'applique pas aux dispositions de Conventions fiscales couvertes qui traitent de la résidence de sociétés participant à des structures à double cotation.

3. Une Partie peut se réserver le droit :
- a) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes ;
 - b) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes qui règlent déjà les situations dans lesquelles une personne autre qu'une personne physique est un résident de plusieurs Juridictions contractantes en demandant aux autorités compétentes des Juridictions contractantes de s'efforcer de déterminer d'un commun accord la seule Juridiction contractante dont cette personne est réputée être un résident ;
 - c) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes qui règlent déjà les situations dans lesquelles une personne autre qu'une personne physique est un résident de plusieurs Juridictions contractantes en refusant les avantages conventionnels sans demander aux autorités compétentes des Juridictions contractantes de s'efforcer de déterminer d'un commun accord la seule Juridiction contractante dont cette personne est considérée être un résident ;
 - d) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes qui règlent déjà les situations dans lesquelles une personne autre qu'une personne physique est un résident de plusieurs Juridictions contractantes en demandant aux autorités compétentes des Juridictions contractantes de s'efforcer de déterminer d'un commun accord la seule Juridiction contractante dont cette personne est réputée être un résident, et qui prévoient le traitement de cette personne aux fins de la Convention fiscale couverte lorsqu'un tel accord ne peut être trouvé ;
 - e) de remplacer la dernière phrase du paragraphe 1 par la phrase suivante pour l'application de ses Conventions fiscales couvertes : « En l'absence d'un tel accord, cette personne ne pourra prétendre à aucun des allègements ou exonérations de l'impôt prévus par la Convention fiscale couverte. » ;
 - f) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes conclues avec des Parties qui ont émis la réserve prévue à l'alinéa e).

4. Toute Partie qui n'a pas émis de réserve prévue à l'alinéa a) du paragraphe 3 notifie au Dépositaire les Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite au paragraphe 2 et qui ne font pas l'objet d'une réserve prévue aux alinéas b) à d) du paragraphe 3, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Lorsque toutes les Juridictions contractantes ont formulé une telle notification relative à une disposition d'une Convention fiscale couverte, cette disposition est remplacée par le paragraphe 1. Dans les autres cas, le paragraphe 1 prévaut sur les dispositions des Conventions fiscales couvertes seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec le paragraphe 1.

Article 5 – Application des méthodes d'élimination de la double imposition

1. Une Partie peut choisir d'appliquer les paragraphes 2 et 3 (Option A), les paragraphes 4 et 5 (Option B) ou les paragraphes 6 et 7 (Option C), ou peut choisir de n'appliquer aucune de ces options. Lorsque chaque Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte choisit une option différente (ou lorsqu'une Juridiction contractante choisit d'appliquer une option et l'autre décide de n'en appliquer aucune), l'option choisie par chaque Juridiction contractante s'applique à ses propres résidents.

Option A

2. Les dispositions d'une Convention fiscale couverte qui auraient pour effet d'exempter d'impôt le revenu ou la fortune d'un résident d'une Juridiction contractante dans cette Juridiction contractante aux fins d'éliminer la double imposition, ne s'appliquent pas lorsque l'autre Juridiction contractante applique les dispositions de la Convention fiscale couverte pour exempter d'impôt ce revenu ou cette fortune ou pour limiter le taux auquel ce revenu ou cette fortune est imposé. Dans ce dernier cas, la première Juridiction contractante accorde sur l'impôt qu'elle perçoit sur le revenu ou la fortune de ce résident une déduction d'un montant égal à l'impôt payé dans cette autre Juridiction contractante. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt, calculé avant déduction, correspondant aux éléments de revenu ou de fortune imposables dans cette autre Juridiction contractante.

3. Le paragraphe 2 s'applique à une Convention fiscale couverte qui exigerait par ailleurs d'une Juridiction contractante qu'elle exempte d'impôt le revenu ou la fortune décrit dans ce paragraphe.

Option B

4. Les dispositions d'une Convention fiscale couverte qui auraient pour effet d'exempter d'impôt dans une Juridiction contractante un revenu d'un résident de cette Juridiction contractante aux fins d'éliminer la double imposition du fait que ce revenu est considéré comme un dividende par cette Juridiction contractante ne s'appliquent pas lorsque ce revenu donne lieu à une déduction pour la détermination des bénéfices imposables d'un résident de l'autre Juridiction contractante en vertu de la législation de cette autre Juridiction contractante. En pareil cas, la première Juridiction contractante accorde sur l'impôt qu'elle perçoit sur le revenu de ce résident une déduction d'un montant égal à l'impôt payé sur le revenu en cause dans cette autre Juridiction contractante. Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt sur le revenu, calculé avant déduction, correspondant à ce revenu imposable dans cette autre Juridiction contractante.

5. Le paragraphe 4 s'applique à une Convention fiscale couverte qui exigerait par ailleurs d'une Juridiction contractante qu'elle exempte d'impôt le revenu décrit dans ce paragraphe.

Option C

6. a) Lorsqu'un résident d'une Juridiction contractante reçoit des revenus ou possède de la fortune qui sont imposables dans l'autre Juridiction contractante conformément aux dispositions d'une Convention fiscale couverte (sauf dans la mesure où ces dispositions permettent l'imposition par cette autre Juridiction contractante uniquement parce que le revenu est également un revenu reçu par un résident de cette autre Juridiction contractante), la première Juridiction contractante accorde :

- i) sur l'impôt qu'elle perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt payé sur le revenu en cause dans cette autre Juridiction contractante ;
- ii) sur l'impôt qu'elle perçoit sur la fortune de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt payé sur la fortune en cause dans cette autre Juridiction contractante.

Cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur la fortune, calculé avant déduction, correspondant aux revenus ou à la fortune imposables dans cette autre Juridiction contractante.

- b) Lorsque, conformément à une disposition quelconque d'une Convention fiscale couverte, les revenus qu'un résident d'une Juridiction contractante reçoit ou la fortune qu'il possède sont exempts d'impôt dans cette Juridiction contractante, celle-ci peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus ou de la fortune de ce résident, tenir compte de ces revenus ou de cette fortune exemptés.

7. Le paragraphe 6 s'applique à la place des dispositions d'une Convention fiscale couverte qui, aux fins d'éliminer la double imposition, prévoient qu'une Juridiction contractante exempte d'impôt le revenu qu'un résident de cette Juridiction contractante reçoit ou la fortune qu'il possède qui, conformément aux dispositions de la Convention fiscale couverte, est imposable dans l'autre Juridiction contractante.

8. Une Partie qui ne choisit pas d'appliquer l'une des options prévues au paragraphe 1 peut se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à l'une ou plusieurs de ses Conventions fiscales couvertes identifiées (ou à toutes ses Conventions fiscales couvertes).

9. Une Partie qui ne choisit pas d'appliquer l'Option C peut se réserver le droit, aux fins d'une ou de plusieurs de ses Conventions fiscales couvertes identifiées (ou aux fins de toutes ses Conventions fiscales couvertes), de ne pas permettre à l'autre ou aux autres Juridictions contractantes d'appliquer l'Option C.

10. Toute Partie qui choisit d'appliquer l'une des options prévues au paragraphe 1 notifie au Dépositaire l'option choisie, ainsi que :

- a) dans le cas où une Partie choisit d'appliquer l'Option A, la liste de ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite au paragraphe 3, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée ;
- b) dans le cas où une Partie choisit d'appliquer l'Option B, la liste de ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite au paragraphe 5, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée ;
- c) dans le cas où une Partie choisit d'appliquer l'Option C, la liste de ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite au paragraphe 7, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée.

Une option s'applique à une disposition d'une Convention fiscale couverte uniquement si la Partie qui choisit d'appliquer cette option a formulé une notification à l'égard de cette disposition.

PARTIE III.

UTILISATION ABUSIVE DES CONVENTIONS FISCALES

Article 6 – Objet d'une Convention fiscale couverte

1. Une Convention fiscale couverte est modifiée pour inclure le texte du préambule suivant :

« Entendant éliminer la double imposition à l'égard d'impôts visés par la présente Convention, et ce, sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite via des pratiques d'évasion ou de fraude fiscale/évitemment fiscal* (résultant notamment de la mise en place de stratégies de chalandage fiscal destinées à obtenir des allègements prévus dans la présente convention au bénéfice indirect de résidents de juridictions tierces), ».

2. Le texte mentionné au paragraphe 1 est inséré dans une Convention fiscale couverte à la place ou en l'absence de texte au préambule de cette Convention faisant référence à l'intention d'éliminer la double imposition, que ce dernier fasse également référence, ou non, à l'intention de ne pas créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite.

3. Une Partie peut également choisir d'inclure le texte suivant dans le préambule de ses Conventions fiscales couvertes qui ne font pas référence au souhait des Parties de promouvoir leurs relations économiques ou d'améliorer leur coopération en matière fiscale :

« Soucieux de promouvoir leurs relations économiques et d'améliorer leur coopération en matière fiscale, ».

4. Une Partie peut se réserver le droit de ne pas appliquer le paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà un préambule faisant référence à l'intention des Juridictions contractantes d'éliminer la double imposition sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite, et ce, que ce préambule vise uniquement les pratiques d'évasion ou de fraude fiscale/évitemment fiscal (résultant notamment de la mise en place de stratégies de chalandage fiscal destinées à obtenir des allègements prévus dans la présente convention au bénéfice indirect de résidents de juridictions tierces) ou qu'il s'applique plus largement.

5. Toute Partie notifie au Dépositaire les Conventions fiscales couvertes, autres que celles qui font l'objet d'une réserve prévue au paragraphe 4, qui contiennent un préambule tel que décrit au paragraphe 2, en indiquant le texte des paragraphes concernés. Lorsque toutes les Juridictions contractantes ont formulé cette notification à l'égard d'un préambule d'une Convention fiscale couverte, ce dernier est remplacé par le texte du paragraphe 1. Dans les autres cas, le texte mentionné au paragraphe 1 est ajouté au préambule existant.

6. Toute Partie qui choisit d'appliquer le paragraphe 3 notifie au Dépositaire son choix ainsi que la liste de ses Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas déjà le texte relatif au développement des relations économiques et à l'amélioration de la coopération en matière fiscale. Le texte mentionné au paragraphe 3 est inséré dans une Convention fiscale couverte uniquement si toutes les Juridictions contractantes d'une Convention fiscale couverte choisissent d'appliquer ce paragraphe et notifient ce choix pour la Convention fiscale couverte.

Article 7 – Prévenir l'utilisation abusive des conventions

1. Nonobstant toute disposition d'une Convention fiscale couverte, un avantage au titre de la Convention fiscale couverte ne sera pas accordé au titre d'un élément de revenu ou de fortune s'il est

raisonnable de conclure, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances propres à la situation, que l'octroi de cet avantage était l'un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction ayant permis, directement ou indirectement, de l'obtenir, à moins qu'il soit établi que l'octroi de cet avantage dans ces circonstances serait conforme à l'objet et au but des dispositions pertinentes de cette Convention fiscale couverte.

2. Le paragraphe 1 s'applique à la place ou en l'absence de dispositions d'une Convention fiscale couverte qui refusent tout ou partie des avantages qui seraient prévus par la Convention fiscale couverte lorsque l'objet principal ou l'un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction, ou de toute personne concernée par un montage ou une transaction, était d'obtenir ces avantages.

3. Une Partie qui n'a pas émis la réserve prévue à l'alinéa a) du paragraphe 15 peut également choisir d'appliquer le paragraphe 4 à ses Conventions fiscales couvertes.

4. Lorsqu'une Juridiction contractante refuse à une personne l'octroi de tout ou partie des avantages prévus par une Convention fiscale couverte, en application des dispositions de cette même convention (telles que susceptibles d'être modifiées par la présente Convention), lorsque l'objet principal ou l'un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction, ou de toute personne concernée par un montage ou une transaction, est d'obtenir ces avantages, l'autorité compétente de cette Juridiction contractante qui aurait normalement accordé cet avantage doit néanmoins considérer que cette personne peut prétendre à cet avantage ou à d'autres avantages au titre d'un élément de revenu ou de fortune spécifique si cette autorité compétente, à la demande de cette personne et après examen des faits et circonstances pertinents, conclut que ces avantages auraient été octroyés à cette personne en l'absence de la transaction ou du montage. L'autorité compétente de la Juridiction contractante à laquelle un résident de l'autre Juridiction contractante a adressé une demande, en vertu du présent paragraphe, doit consulter l'autorité compétente de cette autre Juridiction contractante avant de rejeter la demande.

5. Le paragraphe 4 s'applique aux dispositions d'une Convention fiscale couverte (telles que susceptibles d'être modifiées par la présente Convention) qui refusent d'accorder tout ou partie des avantages qui seraient prévus par cette Convention fiscale couverte lorsque l'objet principal ou l'un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction, ou de toute personne concernée par un montage ou une transaction, était d'obtenir ces avantages.

6. Une Partie peut également choisir d'appliquer à ses Conventions fiscales couvertes les dispositions prévues aux paragraphes 8 à 13 (ci-après dénommées la « règle simplifiée de limitation des avantages ») en formulant une notification décrite à l'alinéa c) du paragraphe 17. La règle simplifiée de limitation des avantages ne s'applique à l'égard d'une Convention fiscale couverte que si toutes les Juridictions contractantes choisissent de l'appliquer.

7. Dans les cas où seulement certaines Juridictions contractantes qui ont conclu une Convention fiscale couverte choisissent d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages en vertu du paragraphe 6, alors, nonobstant les dispositions de ce paragraphe, la règle simplifiée de limitation des avantages s'applique à l'octroi des avantages prévus par une Convention fiscale couverte :

- a) par toutes les Juridictions contractantes, si toutes les Juridictions contractantes qui ne choisissent pas d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages en vertu du paragraphe 6, acceptent cette application en optant pour le présent alinéa et le notifient au Dépositaire ; ou
- b) par les seules Juridictions contractantes qui choisissent d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages, à condition que l'ensemble des Juridictions contractantes qui ne choisissent pas d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages en vertu du paragraphe 6, acceptent cette application en optant pour le présent alinéa et le notifient au Dépositaire.

Règle simplifiée de limitation des avantages

8. Sauf dispositions contraires de la règle simplifiée de limitation des avantages, un résident d'une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte ne peut bénéficier d'un avantage qui serait par ailleurs accordé par la Convention fiscale couverte, autre qu'un avantage prévu par les dispositions de la Convention fiscale couverte :

- a) qui déterminent la résidence d'une personne autre qu'une personne physique qui est un résident de plus d'une Juridiction contractante en vertu des dispositions de la Convention fiscale couverte qui définissent un résident d'une Juridiction contractante ;
- b) qui prévoient qu'une Juridiction contractante accorde à une entreprise de cette Juridiction contractante un ajustement corrélatif à la suite d'un ajustement initial auquel a procédé l'autre Juridiction contractante, conformément à la Convention fiscale couverte, du montant de l'impôt perçu dans la première Juridiction contractante sur les bénéfices d'une entreprise associée ; ou
- c) qui permettent aux résidents d'une Juridiction contractante de demander que l'autorité compétente de cette Juridiction contractante examine les cas d'imposition non conformes à la Convention fiscale couverte,

sauf si ce résident est une « personne admissible » telle que définie au paragraphe 9 au moment où l'avantage serait accordé.

9. Un résident d'une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte est une personne admissible au moment où un bénéfice serait par ailleurs accordé par cette Convention fiscale couverte si, au moment considéré, le résident est :

- a) une personne physique ;
- b) cette Juridiction contractante, ses subdivisions politiques ou ses collectivités locales, une agence ou une personne morale de droit public de cette Juridiction contractante, de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ;
- c) une société ou une autre entité, si la principale catégorie de ses actions fait régulièrement l'objet de transactions sur un ou plusieurs marchés boursiers reconnus ;
- d) une personne, autre qu'une personne physique, qui est :
 - i) un organisme sans but lucratif relevant d'une catégorie agréée par les Juridictions contractantes au moyen d'un échange de notes diplomatiques ; ou
 - ii) une entité ou un dispositif constitué dans cette Juridiction contractante qui est considéré comme une personne distincte au regard de la législation fiscale de cette Juridiction contractante et :
 - A) qui est constitué et géré exclusivement ou presque exclusivement dans le but d'administrer ou de verser des prestations de retraite et des prestations accessoires ou auxiliaires à des personnes physiques et qui est réglementé au sens de la législation de cette Juridiction contractante, une de ses subdivisions politiques ou une de ses collectivités locales ; ou

- B) qui est constitué et géré exclusivement ou presque exclusivement dans le but d'investir des fonds pour le compte d'entités ou de dispositifs mentionnés au A) ;
- e) une personne, autre qu'une personne physique, si pendant au moins la moitié des jours au cours d'une période de douze mois incluant la date à laquelle l'avantage serait par ailleurs accordé, des personnes qui sont résidentes de cette Juridiction contractante et qui ont droit aux avantages de la Convention fiscale couverte en vertu des alinéas a) à d), possèdent, directement ou indirectement, au moins 50 pour cent des actions de cette personne.
10. a) Un résident d'une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte aura droit aux avantages prévus par cette Convention fiscale couverte concernant un élément de revenu provenant de l'autre Juridiction contractante, que ce résident soit ou non une personne admissible, s'il est engagé dans l'exercice effectif d'une activité d'entreprise dans la première Juridiction contractante, et si ce revenu émane de cette activité ou s'il en constitue un élément accessoire. Aux fins de la présente règle simplifiée de limitation des avantages, l'expression « l'exercice effectif d'une activité d'entreprise » ne comprend pas les activités suivantes ou l'exercice combiné de telles activités :
- i) société holding ;
 - ii) supervision ou administration générale d'un groupe d'entreprises ;
 - iii) activité de financement de groupe (y compris la gestion centralisée de trésorerie) ;
ou
 - iv) réalisation ou gestion d'investissements, sauf si ces activités sont exercées par une banque, une compagnie d'assurance ou un opérateur sur titres agréé dans le cadre ordinaire de son activité.
- b) Si un résident d'une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte tire un élément de revenu d'une activité d'entreprise qu'il exerce dans l'autre Juridiction contractante, ou reçoit d'une personne liée un élément de revenu provenant de cette autre Juridiction contractante, les conditions énoncées à l'alinéa a) sont considérées comme remplies concernant ce revenu seulement si l'activité d'entreprise exercée par le résident dans la première Juridiction contractante, à laquelle le revenu se rapporte, présente un caractère substantiel par rapport aux activités d'entreprise identiques ou complémentaires exercées par le résident ou par cette personne liée dans l'autre Juridiction contractante. Aux fins de l'application du présent alinéa, le caractère substantiel de l'activité d'entreprise est déterminé en tenant compte de l'ensemble des faits et circonstances propres à chaque cas.
- c) Aux fins de l'application du présent paragraphe, les activités exercées par des personnes liées à un résident d'une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte sont réputées être exercées par ce résident.
11. Un résident d'une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte qui n'est pas une personne admissible peut néanmoins bénéficier d'un avantage qui serait par ailleurs accordé par cette Convention fiscale couverte au titre d'un élément de revenu si, pendant au moins la moitié des jours au cours d'une période de douze mois incluant la date à laquelle l'avantage serait par ailleurs accordé, des personnes qui sont des bénéficiaires équivalents détiennent, directement ou indirectement, au moins 75 pour cent des droits ou participations effectifs dans ce résident.

12. Lorsqu'un résident d'une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte ne remplit pas les conditions lui permettant d'être une personne admissible en vertu du paragraphe 9, ou de bénéficier des avantages en vertu du paragraphe 10 ou 11, l'autorité compétente de l'autre Juridiction contractante peut néanmoins accorder les avantages prévus par cette Convention fiscale couverte, ou des avantages au titre d'un élément de revenu spécifique, en tenant compte de l'objet et du but de cette Convention fiscale couverte, mais uniquement si le résident démontre auprès de cette autorité compétente, que ni la création, l'acquisition ou la maintenance, ni l'exercice de ses activités n'avaient comme un de ses principaux objectifs de bénéficier des avantages de la Convention fiscale couverte. Avant d'accepter ou de rejeter une demande présentée par un résident d'une Juridiction contractante en vertu du présent paragraphe, l'autorité compétente de l'autre Juridiction contractante à laquelle la demande a été adressée consulte l'autorité compétente de la première Juridiction contractante.

13. Aux fins de l'application de la règle simplifiée de limitation des avantages :

- a) l'expression « marché boursier reconnu » désigne :
 - i) tout marché boursier établi et réglementé selon la législation de l'une des Juridictions contractantes ; et
 - ii) tout autre marché boursier que les autorités compétentes des Juridictions contractantes conviennent de reconnaître ;
- b) l'expression « principale catégorie d'actions » désigne la catégorie ou les catégories d'actions d'une société qui représentent la majorité du total des droits de vote et de la valeur de la société, ou la catégorie ou les catégories de droits ou participations effectifs dans une entité qui, conjointement, représentent la majorité du total des droits de vote et de la valeur de l'entité ;
- c) l'expression « bénéficiaire équivalent » désigne toute personne qui pourrait prétendre à des avantages équivalents ou plus favorables au titre d'un élément de revenu, octroyé par une Juridiction contractante, ayant conclu une Convention fiscale couverte, en vertu de son droit interne, de cette Convention fiscale couverte ou de tout autre accord international que les avantages accordés à cet élément de revenu par cette Convention fiscale couverte. Pour déterminer si une personne est un bénéficiaire équivalent au titre de dividendes, cette personne est réputée détenir le même capital dans la société qui paie les dividendes que celui détenu par la société qui réclame l'avantage au titre des dividendes ;
- d) s'agissant des entités qui ne sont pas des sociétés, le terme « actions » désigne des droits ou participations comparables à des actions ;
- e) deux personnes sont considérées comme des « personnes liées » si l'une d'elles possède, directement ou indirectement, au moins 50 pour cent des droits ou participations effectifs dans l'autre (ou, dans le cas d'une société, au moins 50 pour cent du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société) ou si une autre personne possède, directement ou indirectement, au moins 50 pour cent des droits ou participations effectifs dans chacune d'elles (ou, dans le cas d'une société, au moins 50 pour cent du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société). Dans tous les cas, une personne est considérée comme liée à une autre personne si, au vu de l'ensemble des faits et circonstances propres à chaque cas, l'une est sous le contrôle de l'autre ou elles sont toutes deux sous le contrôle d'une même personne ou de plusieurs mêmes personnes.

14. La règle simplifiée de limitation des avantages s'applique à la place ou en l'absence de dispositions d'une Convention fiscale couverte qui limiteraient l'octroi des avantages prévus par la Convention fiscale couverte (ou qui limiteraient l'octroi d'avantages autres qu'un avantage prévu par

les dispositions d'une Convention fiscale couverte, relatives à la résidence, aux entreprises associées ou à la non-discrimination, ou d'un avantage qui n'est pas réservé qu'aux résidents d'une Juridiction contractante) uniquement à un résident qui remplit un ou plusieurs des critères donnant droit à ces avantages.

15. Une Partie peut se réserver le droit :

- a) de ne pas appliquer le paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes si elle a l'intention d'adopter une règle détaillée de limitation des avantages complétée par des mécanismes visant les sociétés-relais ou par une règle du critère des objets principaux et de satisfaire ainsi la norme minimale visant à prévenir l'utilisation abusive des conventions fiscales définie dans le cadre du Projet BEPS de l'OCDE et du G20 ; dans ce cas, les Juridictions contractantes s'efforcent de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante qui soit conforme à la norme minimale ;
- b) de ne pas appliquer le paragraphe 1 (et le paragraphe 4, dans le cas d'une Partie qui choisit d'appliquer ce paragraphe) à ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà des dispositions qui refusent d'accorder tous les avantages qui seraient par ailleurs accordés par cette Convention fiscale couverte si l'objet principal ou l'un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction, ou de toute personne concernée par un montage ou une transaction, était d'obtenir ces avantages ;
- c) de ne pas appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages à ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà les dispositions décrites au paragraphe 14.

16. Sauf dans les cas où la règle simplifiée de limitation des avantages s'applique, en vertu du paragraphe 7, pour l'octroi d'avantages prévus par une Convention fiscale couverte, par une ou plusieurs Parties, une Partie qui choisit d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages en vertu du paragraphe 6 peut se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes pour lesquels une ou plusieurs autres Juridictions contractantes n'ont pas choisi d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages. Dans ce cas, les Juridictions contractantes s'efforcent de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante qui soit conforme à la norme minimale visant à prévenir l'utilisation abusive des conventions définie dans le cadre du Projet BEPS de l'OCDE et du G20.

17. a) Toute Partie qui n'a pas émis la réserve prévue à l'alinéa a) du paragraphe 15 notifie au Dépositaire les Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite au paragraphe 2 et qui ne font pas l'objet d'une réserve prévue à l'alinéa b) du paragraphe 15, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Lorsque toutes les Juridictions ont formulé une telle notification à l'égard d'une disposition d'une Convention fiscale couverte, celle-ci est remplacée par les dispositions du paragraphe 1 (et lorsqu'il est applicable, le paragraphe 4). Dans les autres cas, le paragraphe 1 (et lorsqu'il est applicable, le paragraphe 4) prévaut sur les dispositions des Conventions fiscales couvertes seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec le paragraphe 1 (et lorsqu'il est applicable, le paragraphe 4). Une Partie qui formule une notification à l'égard du présent alinéa peut également inclure une déclaration précisant que, bien que cette Partie accepte l'application du seul paragraphe 1 de manière provisoire, elle a l'intention, si cela est possible, d'adopter une règle de limitation des avantages dans le cadre de négociations bilatérales, en ajout ou en remplacement de ce paragraphe 1.
- b) Toute Partie qui choisit d'appliquer le paragraphe 4 notifie son choix au Dépositaire. Le paragraphe 4 s'applique à une Convention fiscale couverte seulement si toutes les Juridictions contractantes formulent une notification à cet égard.

- c) Toute Partie qui décide d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages conformément au paragraphe 6 notifie son choix au Dépositaire. La notification doit inclure la liste des Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite au paragraphe 14, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée, sauf si cette Partie a émis la réserve prévue à l'alinéa c) du paragraphe 15.
- d) Toute Partie qui n'opte pas pour l'application de la règle simplifiée de limitation des avantages conformément au paragraphe 6, mais qui choisit d'appliquer les alinéas a) ou b) du paragraphe 7, notifie au Dépositaire l'alinéa choisi. La notification doit inclure la liste des Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite au paragraphe 14, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée, sauf si cette Partie a émis la réserve prévue à l'alinéa c) du paragraphe 15.
- e) Lorsque toutes les Juridictions contractantes ont formulé une notification prévue aux alinéas c) ou d) relative à une disposition d'une Convention fiscale couverte, cette disposition est remplacée par la règle simplifiée de limitation des avantages. Dans les autres cas, la règle simplifiée de limitation des avantages prévaut sur les dispositions des Conventions fiscales couvertes seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec la règle simplifiée de limitation des avantages.

Article 8 – Transactions relatives au transfert de dividendes

1. Les dispositions d'une Convention fiscale couverte qui prévoient une exemption d'impôt sur les dividendes payés par une société qui est un résident d'une Juridiction contractante ou qui limitent le taux d'imposition de ces dividendes, sous réserve que le bénéficiaire effectif ou le destinataire du paiement soit une société qui est un résident de l'autre Juridiction contractante et qui possède, détient ou contrôle, dans la société qui paie les dividendes, plus d'un certain montant du capital, des actions, des titres, des droits de vote ou des droits ou participations similaires, ne s'appliquent que si les conditions de détention énoncées dans ces dispositions sont satisfaites tout au long d'une période de 365 jours incluant le jour du paiement des dividendes (il n'est pas tenu compte, aux fins du calcul de cette période, des changements de détention qui résulteraient directement d'une réorganisation, telle qu'une fusion ou une scission de la société qui détient les actions ou qui paie les dividendes).

2. La période minimale de détention prévue au paragraphe 1 s'applique à la place ou en l'absence d'une période minimale de détention dans les dispositions d'une Convention fiscale couverte décrites au paragraphe 1.

3. Une Partie peut se réserver le droit :
- a) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes ;
 - b) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes dans la mesure où les dispositions mentionnées au paragraphe 1 prévoient déjà :
 - i) une période minimale de détention ;
 - ii) une période minimale de détention inférieure à 365 jours ; ou
 - iii) une période minimale de détention supérieure à 365 jours.

4. Toute Partie qui n'a pas émis de réserve prévue à l'alinéa a) du paragraphe 3 notifie au Dépositaire les Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite au paragraphe 1 et qui ne font pas l'objet d'une réserve prévue à l'alinéa b) du paragraphe 3, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Le paragraphe 1 s'applique à une disposition d'une Convention fiscale couverte seulement lorsque toutes les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification relative à la disposition concernée.

Article 9 – Gains en capital tirés de l'aliénation d'actions, de droits ou de participations dans des entités tirant leur valeur principalement de biens immobiliers

1. Les dispositions d'une Convention fiscale couverte qui prévoient que les gains qu'un résident d'une Juridiction contractante tire de l'aliénation d'actions ou d'autres droits ou participations dans une entité sont imposables dans l'autre Juridiction contractante à condition que ces actions, droits ou participations tirent plus d'une certaine partie de leur valeur de biens immobiliers (immeubles) situés dans cette autre Juridiction (ou qui prévoient que plus d'une certaine partie des biens de l'entité soit constituée de tels biens immobiliers (immeubles)) :

- a) s'appliquent si le seuil de valeur pertinent est atteint à un moment donné au cours des 365 jours qui précèdent l'aliénation ; et
- b) s'appliquent à des actions ou à des droits ou participations similaires, tels que des droits ou participations dans une société de personnes, une fiducie (ou un trust) (dans la mesure où ces actions, droits ou participations ne sont pas déjà couverts), en plus des actions, droits ou participations déjà couverts par les dispositions.

2. La période prévue à l'alinéa a) du paragraphe 1 s'applique à la place ou en l'absence d'une période définie pour déterminer si le seuil de valeur pertinent prévu par les dispositions d'une Convention fiscale couverte mentionnées au paragraphe 1 a été atteint.

3. Une Partie peut également choisir d'appliquer le paragraphe 4 à ses Conventions fiscales couvertes.

4. Pour l'application d'une Convention fiscale couverte, les gains qu'un résident d'une Juridiction contractante tire de l'aliénation d'actions ou de droits ou participations similaires, tels que des droits ou participations dans une société de personnes, une fiducie (ou un trust), sont imposables dans l'autre Juridiction contractante si, à tout moment au cours des 365 jours qui précèdent l'aliénation, ces actions, droits ou participations similaires tirent directement ou indirectement plus de 50 pour cent de leur valeur de biens immobiliers (immeubles) situés dans cette autre Juridiction contractante.

5. Le paragraphe 4 s'applique à la place ou en l'absence de dispositions d'une Convention fiscale couverte qui prévoient que les gains qu'un résident d'une Juridiction contractante tire de l'aliénation d'actions ou d'autres droits ou participations dans une entité sont imposables dans l'autre Juridiction contractante à condition que ces actions, droits ou participations tirent plus d'une certaine partie de leur valeur de biens immobiliers (immeubles) situés dans cette autre Juridiction Contractante, ou que plus d'une certaine partie de la propriété de l'entité soit constituée de tels biens immobiliers (immeubles).

6. Une Partie peut se réserver le droit :

- a) de ne pas appliquer le paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes ;
- b) de ne pas appliquer l'alinéa a) du paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes ;
- c) de ne pas appliquer l'alinéa b) du paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes ;
- d) de ne pas appliquer l'alinéa a) du paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une disposition telle que décrite au paragraphe 1 qui prévoit une période visant à déterminer si le seuil de valeur pertinent a été atteint ;
- e) de ne pas appliquer l'alinéa b) du paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une disposition telle que décrite au paragraphe 1 qui s'applique à l'aliénation de droits ou participations autres que des actions ;
- f) de ne pas appliquer le paragraphe 4 à ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà les dispositions décrites au paragraphe 5.

7. Toute Partie qui n'a pas émis la réserve prévue à l'alinéa a) du paragraphe 6 notifie au Dépositaire les Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite au paragraphe 1, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Le paragraphe 1 ne s'applique à l'égard d'une disposition d'une Convention fiscale couverte que lorsque toutes les Juridictions Contractantes ont formulé une notification y afférente.

8. Toute Partie qui choisit d'appliquer le paragraphe 4 du présent article notifie son choix au Dépositaire. Le paragraphe 4 ne s'applique à une Convention fiscale couverte que si l'ensemble des Juridictions contractantes le choisit. Dans ce cas, le paragraphe 1 ne s'applique pas à cette Convention fiscale couverte. Dans le cas d'une Partie qui n'a pas émis la réserve prévue à l'alinéa f) du paragraphe 6 et qui a émis la réserve prévue à l'alinéa a) du paragraphe 6, cette notification inclut également la liste des Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite au paragraphe 5, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Lorsque toutes les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte ont formulé une notification relative à une disposition de la Convention fiscale couverte conformément au présent paragraphe ou au paragraphe 7, celle-ci est remplacée par les dispositions du paragraphe 4. Dans les autres cas, le paragraphe 4 prévaut sur les dispositions des Conventions fiscales couvertes seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec le paragraphe 4.

Article 10 – Règle anti-abus visant les établissements stables situés dans des juridictions tierces

1. Lorsque :

- a) une entreprise d'une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte tire un revenu de l'autre Juridiction contractante et que la première Juridiction contractante considère ce revenu comme étant attribuable à un établissement stable de cette entreprise situé dans une juridiction tierce ; et que
- b) les bénéficiaires attribuables à cet établissement stable sont exonérés d'impôt dans la première Juridiction contractante,

les avantages accordés par la Convention fiscale couverte ne s'appliquent pas à tout élément de revenu au titre duquel l'impôt dans la juridiction tierce est inférieur à 60 pour cent de l'impôt qui serait dû dans la première Juridiction contractante sur cet élément de revenu si cet établissement stable était situé dans la première Juridiction contractante. Dans ce cas, tout élément de revenu auquel s'appliquent les dispositions du présent paragraphe reste imposable conformément à la législation de l'autre Juridiction contractante, nonobstant toute autre disposition de la Convention fiscale couverte.

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas si le revenu tiré de l'autre Juridiction contractante tel qu'il est décrit dans le paragraphe 1 est lié ou constitue un élément annexe ou accessoire à l'exercice effectif d'une activité d'entreprise exercée par l'intermédiaire de l'établissement stable (autre que l'activité consistant à réaliser, gérer ou simplement détenir des placements pour le compte de l'entreprise, à moins qu'il ne s'agisse d'activités bancaires, d'assurance ou d'activités portant sur des valeurs mobilières exercées respectivement par une banque, une compagnie d'assurance ou un opérateur sur titres agréé).

3. Si les avantages prévus par une Convention fiscale couverte sont refusés en vertu du paragraphe 1 pour un élément de revenu tiré par un résident d'une Juridiction contractante, l'autorité compétente de l'autre Juridiction contractante peut néanmoins accorder ces avantages pour cet élément de revenu si, en réponse à une demande de ce résident, cette autorité compétente considère que l'octroi de ces avantages est justifié au regard des motifs pour lesquels ce résident n'a pas satisfait les conditions des paragraphes 1 et 2. L'autorité compétente de la Juridiction contractante à laquelle une demande a été faite en vertu de la phrase précédente par un résident de l'autre Juridiction contractante consulte l'autorité compétente de cette autre Juridiction contractante avant d'accepter ou de rejeter la demande.

4. Les paragraphes 1 à 3 s'appliquent à la place ou en l'absence de dispositions d'une Convention fiscale couverte qui refusent ou limitent les avantages qui seraient octroyés à une entreprise d'une Juridiction contractante qui tire un revenu de l'autre Juridiction contractante qui est attribuable à un établissement stable de cette entreprise situé dans une juridiction tierce.

5. Une Partie peut se réserver le droit :

- a) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes ;
- b) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà les dispositions mentionnées au paragraphe 4 ;
- c) d'appliquer le présent article uniquement à ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà les dispositions mentionnées au paragraphe 4.

6. Toute Partie qui n'a pas émis de réserve prévue aux alinéas a) ou b) du paragraphe 5 notifie au Dépositaire les Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite au paragraphe 4, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Lorsque toutes les Juridictions contractantes ont formulé une telle notification à l'égard d'une disposition d'une Convention fiscale couverte, cette disposition est remplacée par celles des paragraphes 1 à 3.

Dans les autres cas, les paragraphes 1 à 3 prévalent sur les dispositions des Conventions fiscales couvertes seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec ces paragraphes.

Article 11 – Application des conventions fiscales pour limiter le droit d'une Partie d'imposer ses propres résidents

1. Une Convention fiscale couverte n'affecte pas l'imposition par une Juridiction contractante de ses résidents, sauf en ce qui concerne les avantages accordés en vertu de dispositions de cette Convention fiscale couverte :

- a) qui prévoient qu'une Juridiction contractante accorde à une entreprise de cette Juridiction un ajustement corrélatif après un ajustement initial auquel a procédé l'autre Juridiction contractante, conformément à la Convention fiscale couverte, du montant de l'impôt perçu dans la première Juridiction contractante sur les bénéfices d'un établissement stable de l'entreprise ou sur les bénéfices d'une entreprise associée ;
- b) qui peuvent affecter la manière dont cette Juridiction contractante impose une personne physique qui est un résident de cette Juridiction contractante si cette personne tire un revenu au titre de services rendus à l'autre Juridiction contractante ou à l'une de ses subdivisions politiques, collectivités locales ou autres institutions comparables ;
- c) qui peuvent affecter la manière dont cette Juridiction contractante impose une personne physique qui est un résident de cette Juridiction Contractante si cette personne est également un étudiant, apprenti ou stagiaire, ou un enseignant, professeur, conférencier, instructeur, chercheur ou maître de recherche qui remplit les conditions de la Convention fiscale couverte ;
- d) qui prévoient que cette Juridiction contractante accorde un crédit d'impôt ou une exemption d'impôt aux résidents de cette Juridiction contractante au titre de revenus que l'autre Juridiction contractante peut imposer conformément à la Convention fiscale couverte (y compris les bénéfices attribuables à un établissement stable situé dans cette autre Juridiction contractante conformément à la Convention fiscale couverte) ;
- e) qui protègent les résidents de cette Juridiction contractante contre certaines pratiques de discrimination fiscale appliquées par cette Juridiction contractante ;
- f) qui permettent aux résidents de cette Juridiction contractante de demander que l'autorité compétente de cette Juridiction contractante ou de l'une ou l'autre des Juridictions contractantes, examine les cas d'imposition non conformes à la Convention fiscale couverte ;
- g) qui peuvent affecter l'imposition par cette Juridiction contractante d'une personne physique qui est un résident de cette Juridiction contractante lorsque cette personne est un membre d'une mission diplomatique, d'une mission gouvernementale ou d'un poste consulaire de l'autre Juridiction contractante ;
- h) qui prévoient que les pensions ou autres sommes payées en application de la législation de l'autre Juridiction contractante en matière de sécurité sociale ne sont imposables que dans cette autre Juridiction contractante ;
- i) qui prévoient que les pensions et paiements similaires, rentes, pensions alimentaires ou autres allocations d'entretien provenant de l'autre Juridiction contractante ne sont imposables que dans cette autre Juridiction contractante ; ou

- j) qui limitent expressément le droit d'une Juridiction contractante d'imposer ses propres résidents ou qui prévoient expressément qu'une Juridiction contractante d'où provient un élément de revenu a le droit exclusif d'imposer cet élément de revenu.

2. Le paragraphe 1 s'applique à la place ou en l'absence de dispositions d'une Convention fiscale couverte prévoyant que la présente Convention n'affecterait pas l'imposition par une Juridiction contractante de ses résidents.

3. Une Partie peut se réserver le droit :

- a) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes ;
- b) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà les dispositions décrites au paragraphe 2.

4. Toute Partie qui n'a pas émis de réserve prévue aux alinéas a) ou b) du paragraphe 3 notifie au Dépositaire les Conventions fiscales couvertes qui contiennent des dispositions décrites au paragraphe 2, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Lorsque toutes les Juridictions contractantes d'une Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification à l'égard d'une disposition d'une Convention fiscale couverte, cette disposition est remplacée par le paragraphe 1. Dans les autres cas, le paragraphe 1 prévaut sur les dispositions des Conventions fiscales couvertes seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec le paragraphe 1.

PARTIE IV. MESURES VISANT À ÉVITER LE STATUT D'ÉTABLISSEMENT STABLE

Article 12 – Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par des accords de commissionnaire et autres stratégies similaires

1. Nonobstant les dispositions d'une Convention fiscale couverte qui définissent l'expression « établissement stable » mais sous réserve du paragraphe 2, lorsqu'une personne agit dans une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte, pour le compte d'une entreprise et, ce faisant, conclut habituellement des contrats ou joue habituellement le rôle principal menant à la conclusion de contrats qui, de façon routinière, sont conclus sans modification importante par l'entreprise, et que ces contrats sont :

- a) au nom de l'entreprise ; ou
- b) pour le transfert de la propriété de biens appartenant à cette entreprise ou pour la concession du droit d'utiliser de tels biens ou des biens que l'entreprise a le droit d'utiliser ; ou
- c) pour la prestation de services par cette entreprise,

cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cette Juridiction contractante pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que ces activités, si elles étaient exercées par l'entreprise par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires de cette entreprise située dans cette Juridiction contractante, ne conduiraient pas à considérer cette installation fixe d'affaires comme un établissement stable, selon la définition d'établissement stable contenue dans la Convention fiscale couverte (telle que susceptible d'être modifiée par la présente Convention).

2. Le paragraphe 1 ne s'applique pas lorsque la personne qui agit dans une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte, pour le compte d'une entreprise de l'autre Juridiction

contractante exerce dans la première Juridiction contractante une activité d'entreprise comme agent indépendant et agit pour l'entreprise dans le cadre ordinaire de cette activité. Toutefois, lorsqu'une personne agit exclusivement ou presque exclusivement pour le compte d'une ou de plusieurs entreprises auxquelles elle est étroitement liée, cette personne n'est pas considérée comme un agent indépendant au sens du présent paragraphe en ce qui concerne chacune de ces entreprises.

3. a) Le paragraphe 1 s'applique à la place des dispositions d'une Convention fiscale couverte qui énoncent les conditions dans lesquelles une entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans une Juridiction contractante (ou qu'une personne est considérée comme étant un établissement stable dans une Juridiction contractante) pour une activité qu'une personne autre qu'un agent jouissant d'un statut indépendant exerce pour l'entreprise, mais uniquement dans la mesure où ces dispositions traitent de la situation dans laquelle cette personne dispose, dans cette Juridiction contractante, de pouvoirs qu'elle y exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise.
- b) Le paragraphe 2 s'applique à la place des dispositions d'une Convention fiscale couverte qui prévoient qu'une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans une Juridiction contractante pour une activité qu'un agent jouissant d'un statut indépendant exerce pour l'entreprise.

4. Une Partie peut se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes.

5. Toute Partie qui n'a pas émis de réserve prévue au paragraphe 4 notifie au Dépositaire les Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite à l'alinéa a) du paragraphe 3, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Le paragraphe 1 s'applique à une disposition d'une Convention fiscale couverte lorsque toutes les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte ont formulé une notification relative de cette disposition.

6. Toute Partie qui n'a pas émis de réserve prévue au paragraphe 4 notifie au Dépositaire les Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite à l'alinéa b) du paragraphe 3, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Le paragraphe 2 s'applique à une disposition d'une Convention fiscale couverte lorsque toutes les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification relative à cette disposition.

Article 13 – Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par le recours aux exceptions applicables à certaines activités spécifiques

1. Une Partie peut choisir d'appliquer le paragraphe 2 (Option A) ou le paragraphe 3 (Option B) ou de n'appliquer aucune de ces options.

Option A

2. Nonobstant les dispositions d'une Convention fiscale couverte qui définissent l'expression « établissement stable », on considère qu'il n'y a pas d'« établissement stable » dans les cas suivants :

- a) les activités spécifiquement énumérées dans la Convention fiscale couverte (avant qu'elle ne soit modifiée par la présente Convention) et considérées comme ne constituant

pas un établissement stable, que cette exception relative au statut d'établissement stable soit ou non subordonnée au fait que l'activité revête un caractère préparatoire ou auxiliaire ;

- b) une installation fixe d'affaires utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute activité non visée à l'alinéa a) ;
- c) une installation fixe d'affaires utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités visées aux alinéas a) et b),

à condition que l'activité concernée ou, dans le cas de l'alinéa c), l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires, revête un caractère préparatoire ou auxiliaire.

Option B

3. Nonobstant les dispositions d'une Convention fiscale couverte qui définissent l'expression « établissement stable », on considère qu'il n'y a pas d'« établissement stable » dans les cas suivants :

- a) les activités spécifiquement énumérées dans la Convention fiscale couverte (avant qu'elle ne soit modifiée par la présente Convention) et considérées comme ne constituant pas un établissement stable, que cette exception relative au statut d'établissement stable soit ou non subordonnée au fait que l'activité revête un caractère préparatoire ou auxiliaire, sauf dans la mesure où la disposition de la Convention fiscale couverte prévoit expressément qu'une activité spécifique est considérée comme ne constituant pas un établissement stable si cette activité revêt un caractère préparatoire ou auxiliaire ;
- b) une installation fixe d'affaires utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité non visée à l'alinéa a), à condition qu'elle revête un caractère préparatoire ou auxiliaire ;
- c) une installation fixe d'affaires utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités visées aux alinéas a) et b) du présent paragraphe ; à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul revête un caractère préparatoire ou auxiliaire.

4. Une disposition d'une Convention fiscale couverte (telle que susceptible d'être modifiée par le paragraphe 2 ou le paragraphe 3) qui énumère des activités spécifiques dont l'exercice est considéré comme ne constituant pas un établissement stable, ne s'applique pas à une installation fixe d'affaires utilisée ou détenue par une entreprise si la même entreprise ou une entreprise étroitement liée exerce des activités d'entreprise dans la même installation ou dans une autre installation dans la même Juridiction contractante et :

- a) lorsque l'une de ces installations constitue un établissement stable pour l'entreprise ou pour l'entreprise étroitement liée en vertu des dispositions de cette Convention fiscale couverte définissant un établissement stable ; ou
- b) lorsque l'activité d'ensemble résultant du cumul des activités exercées par les deux entreprises dans la même installation, ou par la même entreprise ou des entreprises étroitement liées dans les deux installations, ne revêt pas un caractère préparatoire ou auxiliaire,

à condition que les activités d'entreprise exercées par les deux entreprises dans la même installation, ou par la même entreprise ou des entreprises étroitement liées dans les deux installations, constituent des fonctions complémentaires qui s'inscrivent dans un ensemble cohérent d'activités d'entreprise.

5.
 - a) Le paragraphe 2 ou le paragraphe 3 s'applique à la place des parties pertinentes des dispositions d'une Convention fiscale couverte qui énumèrent des activités spécifiques dont l'exercice est considéré comme ne constituant pas un établissement stable même si elles sont exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires (ou des dispositions d'une Convention fiscale couverte qui ont un effet comparable).
 - b) Le paragraphe 4 s'applique aux dispositions d'une Convention fiscale couverte (telles que susceptibles d'être modifiées par les paragraphes 2 ou 3) qui énumèrent des activités spécifiques dont l'exercice est considéré comme ne constituant pas un établissement stable même si elles sont exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires (ou des dispositions d'une Convention fiscale couverte qui ont un effet comparable).
6. Une Partie peut se réserver le droit :
 - a) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes ;
 - b) de ne pas appliquer le paragraphe 2 à ses Conventions fiscales couvertes qui prévoient expressément une liste d'activités spécifiques qui doivent être considérées comme ne constituant pas un établissement stable uniquement si chacune de ces activités revêt un caractère préparatoire ou auxiliaire ;
 - c) de ne pas appliquer le paragraphe 4 à ses Conventions fiscales couvertes.
7. Toute Partie qui choisit d'appliquer une option en application du paragraphe 1 notifie au Dépositaire son choix d'option. Cette notification inclut également la liste des Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite à l'alinéa a) du paragraphe 5, ainsi que les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Une option ne s'applique à une disposition d'une Convention fiscale couverte que si toutes les Juridictions contractantes ont choisi d'appliquer la même option et ont formulé une telle notification relative à cette disposition.
8. Toute Partie qui n'a pas émis de réserve prévue aux alinéas a) ou c) du paragraphe 6 et qui n'a pas choisi d'option en application du paragraphe 1 notifie au Dépositaire les Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite à l'alinéa b) du paragraphe 5, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Le paragraphe 4 ne s'applique à une disposition d'une Convention fiscale couverte que si toutes les Juridictions contractantes ont formulé une notification relative à cette disposition en vertu du présent paragraphe ou du paragraphe 7.

Article 14 – Fractionnement de contrats

1. À seule fin de déterminer si la période (ou les périodes) visée(s) dans une disposition d'une Convention fiscale couverte qui prévoit une période (ou des périodes) au-delà de laquelle (ou desquelles) des projets ou des activités spécifiques constituent un établissement stable a (ont) été dépassé(es) :
 - a) lorsqu'une entreprise d'une Juridiction contractante exerce des activités dans l'autre Juridiction contractante à un endroit qui constitue un chantier de construction ou de montage, ou tout autre projet spécifique mentionné dans la disposition pertinente de la Convention fiscale couverte, ou exerce des activités de surveillance ou de conseil qui sont liées à cet endroit, dans le cas d'une disposition d'une Convention fiscale couverte qui mentionne de telles activités, et que ces activités sont exercées pendant une ou des périodes qui, au total, dépassent 30 jours mais ne dépassent pas la période ou les périodes indiquées dans la disposition pertinente de la Convention fiscale couverte ; et

- b) lorsque des activités connexes sont exercées dans cette autre Juridiction contractante (ou lorsque la disposition pertinente de la Convention fiscale couverte s'applique à des activités de surveillance ou de conseil, en lien avec cet endroit) sur le même chantier de construction ou de montage ou à tout autre endroit identifié dans la disposition pertinente de la Convention fiscale couverte pendant différentes périodes de plus de 30 jours chacune, par une ou plusieurs entreprises étroitement liées à la première entreprise,

ces différentes périodes sont ajoutées à la période totale pendant laquelle la première entreprise a exercé des activités sur ce chantier de construction ou de montage ou à tout autre endroit identifié dans la disposition pertinente de la Convention fiscale couverte.

2. Le paragraphe 1 s'applique à la place ou en l'absence des dispositions d'une Convention fiscale couverte dans la mesure où ces dispositions portent sur le fractionnement de contrats en plusieurs parties pour éviter de dépasser une période ou des périodes relatives à l'existence d'un établissement stable pour des projets ou des activités spécifiques décrites au paragraphe 1.

3. Une Partie peut se réserver le droit :

- a) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes ;
- b) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article aux dispositions de ses Conventions fiscales couvertes relatives à l'exploration ou l'exploitation de ressources naturelles.

4. Toute Partie qui n'a pas émis de réserve prévue à l'alinéa a) du paragraphe 3 notifie au Dépositaire les Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite au paragraphe 2 et qui ne font pas l'objet d'une réserve prévue à l'alinéa b) du paragraphe 3, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Lorsque toutes les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification relative à une disposition de la Convention fiscale couverte, cette disposition est remplacée par le paragraphe 1 dans les conditions prévues au paragraphe 2. Dans les autres cas, le paragraphe 1 prévaut sur les dispositions de la Convention fiscale couverte seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec le paragraphe 1.

Article 15 – Définition d'une personne étroitement liée à une entreprise

1. Aux fins des dispositions d'une Convention fiscale couverte modifiées par le paragraphe 2 de l'article 12 (Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par des accords de commissionnaire et autres stratégies similaires), le paragraphe 4 de l'article 13 (Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par le recours aux exceptions applicables à certaines activités spécifiques), ou le paragraphe 1 de l'article 14 (Fractionnement de contrats), une personne est étroitement liée à une entreprise si, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents, l'une est sous le contrôle de l'autre ou toutes deux sont sous le contrôle des mêmes personnes ou entreprises. Dans tous les cas, une personne est considérée comme étroitement liée à une entreprise si l'une détient directement ou indirectement plus de 50 pour cent des droits ou participations effectifs dans l'autre (ou, dans le cas d'une société, plus de 50 pour cent du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société ou des droits ou participations effectifs dans les capitaux propres de la société), ou si une autre personne détient directement ou indirectement plus de 50 pour cent des droits ou participations effectifs (ou, dans le cas d'une société, plus de 50 pour cent du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société ou des droits ou participations effectifs dans les capitaux propres de la société) dans la personne et l'entreprise.

2. Une Partie qui a émis les réserves prévues au paragraphe 4 de l'article 12 (Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par des accords de commissionnaire et autres stratégies similaires), aux alinéas a) ou c) du paragraphe 6 de l'article 13 (Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par le recours aux exceptions applicables à certaines

activités spécifiques) et à l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 14 (Fractionnement de contrats) peut se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité du présent article aux Conventions fiscales couvertes auxquelles ces réserves s'appliquent.

PARTIE V. AMÉLIORER LE RÉGLEMENT DES DIFFÉRENDS

Article 16 – Procédure amiable

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par une Juridiction contractante ou par les deux Juridictions contractantes entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Juridictions contractantes, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'une ou l'autre des Juridictions contractantes. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte.

2. L'autorité compétente s'efforce, si cette réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Juridiction contractante, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention fiscale couverte. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Juridictions contractantes.

3. Les autorités compétentes des Juridictions contractantes s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention fiscale couverte. Elles peuvent également se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention fiscale couverte.

4. a) i) La première phrase du paragraphe 1 s'applique à la place ou en l'absence des dispositions (ou parties de dispositions) d'une Convention fiscale couverte qui prévoient que, lorsqu'une personne estime que les mesures prises par l'une ou l'autre des Juridictions contractantes ou par les deux entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte, cette personne peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Juridictions contractantes, soumettre son cas à l'autorité compétente de la Juridiction contractante dont elle est un résident, y compris les dispositions en vertu desquelles, si le cas qu'elle soumet relève des dispositions relatives à la non-discrimination fondée sur la nationalité d'une Convention fiscale couverte, le cas peut être soumis à l'autorité compétente de la Juridiction contractante dont elle possède la nationalité.

ii) La deuxième phrase du paragraphe 1 s'applique à la place des dispositions d'une Convention fiscale couverte qui prévoient qu'un cas mentionné dans la première phrase du paragraphe 1 doit être soumis dans un délai spécifique inférieur à trois ans à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte, ou en l'absence de disposition d'une Convention fiscale couverte établissant un délai pour la présentation d'un tel cas.

b) i) La première phrase du paragraphe 2 s'applique en l'absence de dispositions d'une Convention fiscale couverte qui prévoient que l'autorité compétente à laquelle la personne mentionnée au paragraphe 1 soumet son cas s'efforce, si la réclamation

lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Juridiction contractante, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention fiscale couverte.

ii) La deuxième phrase du paragraphe 2 s'applique en l'absence de dispositions d'une Convention fiscale couverte qui prévoient que l'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Juridictions contractantes.

c) i) La première phrase du paragraphe 3 s'applique en l'absence de dispositions d'une Convention fiscale couverte qui prévoient que les autorités compétentes des Juridictions contractantes s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention fiscale couverte.

ii) La deuxième phrase du paragraphe 3 s'applique en l'absence de dispositions d'une Convention fiscale couverte qui prévoient que les autorités compétentes des Juridictions contractantes peuvent également se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention fiscale couverte.

5. Une Partie peut se réserver le droit :

a) de ne pas appliquer la première phrase du paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes, au motif qu'elle a l'intention de satisfaire la norme minimale relative à l'amélioration du règlement des différends définie dans le cadre du Projet BEPS de l'OCDE et du G20 en garantissant qu'aux fins de chacune de ses Conventions fiscales couvertes (autre qu'une Convention fiscale couverte qui permet à une personne de soumettre son cas à l'autorité compétente de l'une ou l'autre des Juridictions contractantes), lorsqu'une personne estime que les mesures prises par une Juridiction contractante ou par les deux Juridictions contractantes entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte, cette personne peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Juridictions contractantes, soumettre son cas à l'autorité compétente de la Juridiction contractante dont la personne est un résident ou, si le cas relève de la disposition d'une Convention fiscale couverte relative à la non-discrimination fondée sur la nationalité, à la Juridiction contractante dont elle possède la nationalité; et l'autorité compétente de cette Juridiction contractante engage un processus bilatéral de notification ou de consultation avec l'autorité compétente de l'autre Juridiction contractante pour les cas où l'autorité compétente saisie d'un cas de procédure amiable considère que la réclamation du contribuable n'est pas fondée ;

b) de ne pas appliquer la deuxième phrase du paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes qui ne prévoient pas que le cas mentionné dans la première phrase du paragraphe 1 doit être soumis dans un délai spécifique, au motif qu'elle a l'intention de satisfaire la norme minimale relative à l'amélioration du règlement des différends définie dans le cadre du Projet BEPS de l'OCDE et du G20 en garantissant qu'aux fins de toutes ses Conventions fiscales couvertes, la personne mentionnée au paragraphe 1 est autorisée à soumettre son cas dans un délai d'au moins trois ans à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte ;

c) de ne pas appliquer la deuxième phrase du paragraphe 2 à ses Conventions fiscales couvertes, au motif qu'aux fins de toutes ses Conventions fiscales couvertes :

i) l'accord obtenu par voie d'accord amiable est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Juridictions contractantes ; ou

- ii) elle a l'intention de satisfaire à la norme minimale relative à l'amélioration du règlement des différends définie dans le cadre du Projet BEPS de l'OCDE et du G20 en acceptant, lors des négociations de ses conventions bilatérales, une disposition prévoyant que :
 - A) les Juridictions contractantes ne procèdent à aucun ajustement des bénéfices qui sont attribuables à un établissement stable d'une entreprise de l'une des Juridictions contractantes au-delà d'un délai convenu par les deux Juridictions contractantes, qui commence à compter de la fin de la période imposable au cours de laquelle les bénéfices auraient dû être attribués à l'établissement stable (la présente disposition ne s'applique pas en cas de fraude, négligence grave ou manquement délibéré) ; et
 - B) les Juridictions contractantes s'abstiennent d'inclure dans les bénéfices d'une entreprise, et d'imposer en conséquence, des bénéfices qui aurait dû être réalisés par cette entreprise, mais qui ne l'ont pas été en raison des conditions mentionnées dans une disposition de la Convention fiscale couverte relative aux entreprises associées, au-delà d'un délai convenu par les deux Juridictions contractantes, qui commence à compter de la fin de la période imposable au cours duquel ces bénéfices auraient dû être réalisés par l'entreprise (la présente disposition ne s'applique pas en cas de fraude, négligence grave ou manquement délibéré).
6. a) Toute Partie qui n'a pas émis la réserve prévue à l'alinéa a) du paragraphe 5 notifie au Dépositaire les Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite au point i) de l'alinéa a) du paragraphe 4, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Lorsque toutes les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte ont formulé une notification relative à une disposition de la Convention fiscale couverte, cette disposition est remplacée par la première phrase du paragraphe 1. Dans les autres cas, la première phrase du paragraphe 1 prévaut sur les dispositions des Conventions fiscales couvertes seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec cette phrase.
- b) Toute Partie qui n'a pas émis la réserve prévue à l'alinéa b) du paragraphe 5 notifie au Dépositaire :
- i) la liste de ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition qui prévoit que le cas mentionné à la première phrase du paragraphe 1 doit être soumis dans un délai spécifique, inférieur à trois ans, à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée ; lorsque toutes les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification relative à une disposition de la Convention fiscale couverte, cette disposition est remplacée par la deuxième phrase du paragraphe 1 ; dans les autres cas, sous réserve du point ii), la deuxième phrase du paragraphe 1 prévaut sur les dispositions des Conventions fiscales couvertes seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec la deuxième phrase du paragraphe 1 ;
 - ii) la liste de ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition qui prévoit que le cas mentionné à la première phrase du paragraphe 1 doit être soumis dans un délai spécifique, d'au moins trois ans, à compter de la première notification de la mesure qui a entraîné une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée ; la deuxième phrase du paragraphe 1 ne s'applique pas à une Convention fiscale couverte dès lors qu'une

Juridiction contractante a formulé une telle notification relative à cette Convention fiscale couverte.

- c) Toute Partie notifiée au Dépositaire :
 - i) la liste de ses Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas une disposition décrite au point i) de l'alinéa b) du paragraphe 4 ; la première phrase du paragraphe 2 s'applique à une Convention fiscale couverte dès lors que toutes les Juridictions contractantes ont formulé une telle notification relative à cette Convention fiscale couverte ;
 - ii) pour les cas où une Partie n'a pas émis la réserve prévue à l'alinéa c) du paragraphe 5, la liste de ses Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas une disposition décrite au point ii) de l'alinéa b) du paragraphe 4 ; la deuxième phrase du paragraphe 2 s'applique à une Convention fiscale couverte dès lors que toutes les Juridictions contractantes ont formulé une telle notification relative à cette Convention fiscale couverte.
- d) Toute Partie notifiée au Dépositaire :
 - i) la liste de ses Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas une disposition décrite au point i) de l'alinéa c) du paragraphe 4 ; la première phrase du paragraphe 3 s'applique à une Convention fiscale couverte dès lors que toutes les Juridictions contractantes ont formulé une telle notification relative à cette Convention fiscale couverte ;
 - ii) la liste de ses Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas une disposition décrite au point ii) de l'alinéa c) du paragraphe 4 ; la deuxième phrase du paragraphe 3 s'applique à une Convention fiscale couverte dès lors que toutes les Juridictions contractantes ont formulé une telle notification relative à cette Convention fiscale couverte.

Article 17 – Ajustements corrélatifs

1. Lorsqu'une Juridiction contractante inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cette Juridiction contractante — et impose en conséquence — des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre Juridiction contractante a été imposée dans cette autre Juridiction contractante, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise de la première Juridiction contractante si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre Juridiction contractante procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la Convention fiscale couverte et, si nécessaire, les autorités compétentes des Juridictions contractantes se consultent.

2. Le paragraphe 1 s'applique à la place ou en l'absence d'une disposition qui impose à une Juridiction contractante de procéder à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur les bénéfices d'une entreprise de cette Juridiction contractante lorsque l'autre Juridiction contractante inclut ces bénéfices dans les bénéfices d'une entreprise de cette autre Juridiction contractante, et les impose en conséquence, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise de cette autre Juridiction contractante si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes.

3. Une Partie peut se réserver le droit :
- a) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une disposition mentionnée au paragraphe 2 ;
 - b) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes au motif qu'en l'absence de dispositions décrites au paragraphe 2 à ses Conventions fiscales couvertes :
 - i) elle procède à l'ajustement corrélatif approprié tel que mentionné au paragraphe 1 ; ou
 - ii) son autorité compétente s'efforce de régler le différend conformément aux dispositions d'une Convention fiscale couverte relative à la procédure amiable ;
 - c) de ne pas appliquer l'intégralité du présent article à ses Conventions fiscales couvertes lorsqu'elle a émis la réserve prévue au point ii) de l'alinéa c) du paragraphe 5 de l'article 16 (Procédure amiable), au motif qu'elle prévoit d'adopter, par le biais de négociations bilatérales, une disposition conventionnelle s'inspirant du paragraphe 1 et que les Juridictions contractantes parviennent à un accord sur cette disposition et celle du point ii) de l'alinéa c) du paragraphe 5 de l'article 16 (Procédure amiable).
4. Toute Partie qui n'a pas émis de réserve prévue au paragraphe 3 notifie au Dépositaire chacune de ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite au paragraphe 2, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Lorsque toutes les Juridictions contractantes ont formulé une telle notification relative à une disposition d'une Convention fiscale couverte, cette disposition est remplacée par le paragraphe 1. Dans les autres cas, le paragraphe 1 prévaut sur les dispositions des Conventions fiscales couvertes seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec le paragraphe 1.

PARTIE VI. ARBITRAGE

Article 18 – Choix d'appliquer la partie VI

Une Partie peut choisir d'appliquer la présente partie à ses Conventions fiscales couvertes et le notifie au Dépositaire. Cette partie s'applique entre deux Juridictions contractantes à l'égard d'une Convention fiscale couverte uniquement lorsque les deux Juridictions contractantes ont formulé une telle notification.

Article 19 – Arbitrage obligatoire et contraignant

1. Lorsque :
- a) en application d'une disposition d'une Convention fiscale couverte (telle que susceptible d'être modifiée par le paragraphe 1 de l'article 16 (Procédure amiable)) qui dispose qu'une personne peut soumettre son cas à une autorité compétente d'une Juridiction contractante dès lors que cette personne estime que les mesures prises par une Juridiction contractante ou par les deux Juridictions contractantes entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte (telle que susceptible d'être modifiée par la présente Convention), une personne a soumis

son cas à l'autorité compétente d'une Juridiction contractante au motif que les mesures prises par une Juridiction contractante ou par les deux Juridictions contractantes ont entraîné pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte (telle que susceptible d'être modifiée par la présente Convention) ; et que

- b) les autorités compétentes ne parviennent pas à un accord permettant de résoudre le cas conformément à une disposition d'une Convention fiscale couverte (telle que susceptible d'être modifiée par le paragraphe 2 de l'article 16 (Procédure amiable)) qui dispose que l'autorité compétente s'efforce de résoudre le cas avec l'autorité compétente de l'autre Juridiction contractante, dans un délai de deux ans à compter de la date de début mentionnée au paragraphe 8 ou 9, selon le cas (sauf si, avant l'expiration de ce délai, les autorités compétentes des Juridictions contractantes sont convenues d'un délai différent pour ce cas et en ont informé la personne qui a soumis le cas),

les questions non résolues soulevées par ce cas doivent, si la personne en fait la demande par écrit, être soumises à l'arbitrage selon les modalités énoncées dans la présente partie, conformément aux règles ou aux procédures convenues par les autorités compétentes des Juridictions contractantes en application des dispositions du paragraphe 10.

2. Lorsqu'une autorité compétente a suspendu la procédure amiable mentionnée au paragraphe 1 parce qu'un cas portant sur une ou plusieurs questions identiques est en instance devant un tribunal judiciaire ou administratif, le délai prévu à l'alinéa b) du paragraphe 1 cesse de courir jusqu'à ce que ce tribunal judiciaire ou administratif rende une décision définitive ou que le cas soit suspendu ou retiré. De plus, lorsque la personne qui soumet le cas et une autorité compétente ont convenu de suspendre la procédure amiable, le délai prévu à l'alinéa b) du paragraphe 1 cesse de courir jusqu'à la levée de cette suspension.

3. Lorsque les deux autorités compétentes conviennent qu'une personne directement concernée par le cas n'a pas communiqué en temps opportun les informations pertinentes complémentaires requises par l'une ou l'autre des autorités compétentes après le début du délai prévu à l'alinéa b) du paragraphe 1, le délai prévu à l'alinéa b) du paragraphe 1 est prolongé d'une durée égale à celle séparant la date à laquelle ces informations ont été demandées et la date à laquelle elles ont été communiquées.

- 4. a) La décision de la commission d'arbitrage concernant les questions soumises à l'arbitrage est mise en œuvre par le biais de l'accord amiable concernant le cas mentionné au paragraphe 1. La décision de la commission d'arbitrage est définitive.
- b) La décision de la commission d'arbitrage est contraignante pour les deux Juridictions contractantes sauf dans les situations suivantes :
 - i) une personne directement concernée par le cas n'accepte pas l'accord amiable qui met en œuvre la décision de la commission d'arbitrage. Dans un tel cas, le cas ne peut faire l'objet d'un examen complémentaire par les autorités compétentes. L'accord mettant en œuvre la décision de la commission d'arbitrage concernant le cas est considéré comme n'étant pas accepté par une personne directement concernée par le cas lorsque dans les 60 jours suivant la notification de l'accord amiable à la personne directement concernée par le cas, cette personne ne retire pas ou ne met pas un terme définitif à toute action devant un tribunal judiciaire ou administratif ou à toute autre procédure administrative ou juridictionnelle en cours et relative à l'une des questions soumises à l'arbitrage et résolues par l'accord amiable, d'une manière conforme à cet accord amiable.
 - ii) une décision définitive des tribunaux de l'une des Juridictions contractantes déclare que la décision de la commission d'arbitrage est invalide. En pareil cas, la demande d'arbitrage couverte au paragraphe 1 est considérée comme n'ayant pas été formulée et la procédure d'arbitrage est considérée comme n'ayant pas eu lieu.

(sauf aux fins de l'article 21 (Confidentialité de la procédure d'arbitrage) et de l'article 25 (Coûts de la procédure d'arbitrage)). Dans ce cas, une nouvelle demande d'arbitrage peut être soumise, à moins que les autorités compétentes conviennent que cette nouvelle demande n'est pas permise.

- iii) une personne directement concernée par le cas intente une action contentieuse au sujet d'une des questions résolues par l'accord amiable mettant en œuvre la décision de la commission d'arbitrage.

5. L'autorité compétente qui reçoit la demande initiale de procédure amiable telle que mentionnée à l'alinéa a) du paragraphe 1 doit, dans un délai de deux mois calendaires à compter de la réception de cette demande :

- a) envoyer une notification à la personne qui a soumis le cas confirmant la réception de la demande ; et
- b) envoyer une notification de la demande, accompagnée d'une copie de cette demande, à l'autorité compétente de l'autre Juridiction contractante.

6. Dans un délai de trois mois calendaires suivant la réception par une autorité compétente de la demande de procédure amiable (ou de la copie de la demande de celle-ci provenant de l'autorité compétente de l'autre Juridiction contractante), cette autorité compétente :

- a) notifie à la personne qui a soumis le cas et à l'autre autorité compétente qu'elle a reçu les informations nécessaires pour procéder à un examen approfondi du cas ; ou
- b) demande à cette personne des informations complémentaires à cet effet.

7. Lorsque, en application de l'alinéa b) du paragraphe 6, l'une des autorités compétentes, ou les deux, ont demandé à la personne qui a soumis le cas des informations complémentaires nécessaires pour procéder à un examen approfondi, l'autorité compétente qui a demandé ces informations complémentaires doit, dans un délai de trois mois calendaires suivant la réception de ces informations complémentaires de cette personne, informer cette personne et l'autre autorité compétente :

- a) qu'elle a reçu les informations demandées ; ou
- b) que certaines des informations demandées sont toujours manquantes.

8. Lorsqu'aucune des autorités compétentes n'a demandé d'information complémentaire conformément à l'alinéa b) du paragraphe 6, la date de début indiquée au paragraphe 1 est la première des deux dates suivantes :

- a) la date à laquelle les deux autorités compétentes ont informé la personne qui a soumis le cas conformément à l'alinéa a) du paragraphe 6 ; et
- b) la date qui suit de trois mois calendaires la date à laquelle la notification a été envoyée à l'autorité compétente de l'autre Juridiction contractante conformément à l'alinéa b) du paragraphe 5.

9. Lorsque des informations complémentaires ont été demandées conformément à l'alinéa b) du paragraphe 6, la date de début mentionnée au paragraphe 1 est la première des deux dates suivantes :

- a) la dernière des dates à laquelle les autorités compétentes qui ont demandé des informations complémentaires ont informé la personne qui a soumis le cas ainsi que l'autre autorité compétente conformément à l'alinéa a) du paragraphe 7 ; et

- b) la date qui suit de trois mois calendaires la date à laquelle les deux autorités compétentes ont reçu l'ensemble des informations demandées par l'une ou l'autre des autorités compétentes de la personne qui a soumis le cas.

Toutefois, si l'une des autorités compétentes, ou les deux, transmettent la notification couverte à l'alinéa b) du paragraphe 7, cette notification doit être considérée comme une demande d'informations complémentaires au sens de l'alinéa b) du paragraphe 6.

10. Les autorités compétentes des Juridictions contractantes doivent, par accord amiable (en vertu de l'article de la Convention fiscale couverte concernée relatif à la procédure amiable), s'entendre sur les modalités d'application des dispositions de la présente partie, y compris sur le minimum d'informations requis pour que chaque autorité compétente puisse procéder à un examen approfondi du cas. Cet accord doit être conclu avant la date à laquelle les questions non résolues d'un cas sont susceptibles d'être soumises à l'arbitrage et pourra être modifié par la suite.

11. Aux fins de l'application du présent article à ses Conventions fiscales couvertes, une Partie peut se réserver le droit de remplacer le délai de deux ans mentionné à l'alinéa b) du paragraphe 1 par un délai de trois ans.

12. Nonobstant les autres dispositions du présent article, une Partie peut se réserver le droit d'appliquer les règles suivantes à ses Conventions fiscales couvertes :

- a) toute question non résolue et soulevée par un cas examiné en procédure amiable qui entre dans le champ d'application de la procédure d'arbitrage prévue par la présente Convention ne doit pas être soumise à l'arbitrage si un tribunal judiciaire ou administratif de l'une ou l'autre des Juridictions contractantes a déjà rendu une décision sur cette question ;
- b) si, à tout moment après qu'une demande d'arbitrage a été formulée et avant que la commission d'arbitrage ait communiqué sa décision aux autorités compétentes des Juridictions contractantes, un tribunal judiciaire ou administratif de l'une ou l'autre des Juridictions contractantes rend une décision concernant cette question soumise à l'arbitrage, la procédure d'arbitrage prend fin.

Article 20 – Désignation des arbitres

1. À moins que les autorités compétentes des Juridictions contractantes conviennent de règles différentes, les paragraphes 2 à 4 s'appliquent à la procédure d'arbitrage prévue par la présente partie.

2. Les règles ci-après régissent la désignation des membres de la commission d'arbitrage :

- a) La commission d'arbitrage se compose de trois personnes physiques possédant une expertise ou une expérience en matière de fiscalité internationale.
- b) Chaque autorité compétente doit désigner un membre de la commission d'arbitrage dans les 60 jours suivant la demande d'arbitrage formulée en application du paragraphe 1 de l'article 19 (Arbitrage obligatoire et contraignant). Les deux membres de la commission d'arbitrage ainsi désignés nomment, dans les 60 jours suivant la désignation du dernier d'entre eux, un troisième membre de la commission d'arbitrage qui assume la fonction de président de la commission d'arbitrage. Le président ne doit pas être un ressortissant ou un résident de l'une ou l'autre des Juridictions contractantes.
- c) Chaque membre de la commission d'arbitrage doit être impartial et indépendant des autorités compétentes, des administrations fiscales et des ministères des Finances des

Juridictions contractantes et de toutes les personnes directement concernées par la demande (ainsi que de leurs conseils) au moment où il accepte la désignation, demeurer impartial et indépendant tout au long de la procédure, et éviter ensuite, pendant une durée raisonnable, toute conduite pouvant entacher l'apparence de son impartialité et de son indépendance.

3. Si l'autorité compétente d'une Juridiction contractante omet de désigner un membre de la commission d'arbitrage selon les règles et dans les délais prévus au paragraphe 2 ou convenus par les autorités compétentes des Juridictions contractantes, ce membre est désigné pour le compte de cette autorité compétente par le responsable ayant le rang le plus élevé au sein du Centre de politique et d'administration fiscales de l'Organisation de coopération et de développement économiques et qui n'est ressortissant d'aucune des Juridictions contractantes.

4. Si les deux membres de la commission d'arbitrage initialement désignés omettent de nommer le président selon les modalités et dans les délais prévus au paragraphe 2 ou convenus par les autorités compétentes des Juridictions contractantes, le président est désigné par le responsable ayant le rang le plus élevé au sein du Centre de politique et d'administration fiscales de l'Organisation de coopération et de développement économiques qui n'est ressortissant d'aucune des Juridictions contractantes.

Article 21 – Confidentialité de la procédure d'arbitrage

1. Aux seules fins de l'application des dispositions de la présente partie et des dispositions de la Convention fiscale couverte applicables et du droit interne des Juridictions contractantes relatives à l'échange de renseignements, à la confidentialité et à l'assistance administrative, les membres de la commission d'arbitrage ainsi qu'un maximum de trois de leurs collaborateurs (et les membres pressentis de la commission d'arbitrage seulement dans la mesure où cela est nécessaire pour apprécier leur capacité à exercer la fonction d'arbitre) doivent être considérés comme des personnes ou des autorités à qui des renseignements peuvent être communiqués. Les renseignements reçus par la commission d'arbitrage et par les membres pressentis de la commission d'arbitrage, et ceux que les autorités compétentes reçoivent de la commission d'arbitrage sont considérés comme des renseignements échangés en vertu des dispositions de la Convention fiscale couverte relatives à l'échange de renseignements et à l'assistance administrative.

2. Les autorités compétentes des Juridictions contractantes veillent à ce que les membres de la commission d'arbitrage et leurs collaborateurs s'engagent par écrit, avant de participer à la procédure d'arbitrage, à traiter tout renseignement en lien avec la procédure d'arbitrage conformément aux obligations de confidentialité et de non-divulgaration prévues dans les dispositions de la Convention fiscale couverte relatives à l'échange de renseignements et à l'assistance administrative et à celles résultant du droit applicable des Juridictions contractantes.

Article 22 – Règlement d'un cas avant la conclusion de l'arbitrage

Au sens de la présente partie et des dispositions de la Convention fiscale couverte qui régissent la résolution des cas dans le cadre de la procédure amiable, la procédure amiable ainsi que la procédure d'arbitrage portant sur le cas prennent fin si, à tout moment après qu'une demande d'arbitrage a été formulée et avant que la commission d'arbitrage ait communiqué sa décision aux autorités compétentes des Juridictions contractantes :

- a) les autorités compétentes des Juridictions contractantes parviennent à un accord amiable permettant de résoudre le cas ; ou

- b) la personne qui a soumis le cas retire sa demande d'arbitrage ou de procédure amiable.

Article 23 – Méthode d'arbitrage

1. À moins que les autorités compétentes des Juridictions contractantes conviennent de règles différentes, les règles ci-après s'appliquent à une procédure d'arbitrage engagée conformément à la présente partie :

- a) lorsqu'un cas est soumis à l'arbitrage, l'autorité compétente de chaque Juridiction contractante doit soumettre à la commission d'arbitrage, au plus tard à la date fixée d'un commun accord, une proposition de résolution qui porte sur toutes les questions non résolues de ce cas (en tenant compte de tous les accords précédemment conclus entre les autorités compétentes des Juridictions contractantes concernant ce cas). La proposition de résolution doit se limiter à la mention de montants spécifiques exprimés en unités monétaires (de revenu ou de charges, par exemple) ou, le cas échéant, à la mention d'un taux d'imposition maximal applicable conformément à la Convention fiscale couverte, et ce, pour chaque ajustement ou chaque question similaire soulevée par le cas. Dans les cas où les autorités compétentes des Juridictions contractantes n'ont pas pu se mettre d'accord sur une question relative aux conditions d'application d'une disposition d'une Convention fiscale couverte (ci-après dénommée une « question de seuil »), par exemple, la question de savoir si une personne physique est un résident ou s'il existe un établissement stable, les autorités compétentes peuvent soumettre des propositions de résolution alternatives portant sur toute question dont la résolution dépend du règlement de cette question de seuil.
- b) l'autorité compétente de chacune des Juridictions contractantes peut également soumettre à la commission d'arbitrage un exposé de position à l'appui de sa proposition de résolution. Chaque autorité compétente qui soumet une proposition de résolution ou un exposé de position doit en présenter une copie à l'autre autorité compétente au plus tard à la date à laquelle la proposition de résolution ou l'exposé de position doit être soumis. Chaque autorité compétente peut également, au plus tard à la date fixée d'un commun accord, soumettre à la commission d'arbitrage un mémoire en réponse à la proposition de résolution et à l'exposé de position soumis par l'autre autorité compétente. Une copie de tout mémoire en réponse à la proposition de résolution doit être présentée à l'autre autorité compétente au plus tard à la date à laquelle cette réponse doit être soumise à la commission d'arbitrage.
- c) la commission d'arbitrage choisit l'une des propositions de résolution du cas soumis par les autorités compétentes pour chacun des points et questions soulevés, et n'est pas tenue de motiver ou d'expliquer sa décision. La décision d'arbitrage est adoptée à la majorité simple des membres de la commission d'arbitrage. La commission d'arbitrage remet sa décision par écrit aux autorités compétentes des Juridictions contractantes. La décision de la commission d'arbitrage n'a aucune valeur de précédent.

2. Pour l'application du présent article à ses Conventions fiscales couvertes, une Partie peut se réserver le droit de ne pas appliquer le paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes. Dans ce cas, sauf dans la mesure où les autorités compétentes des Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte conviennent de règles différentes, les règles ci-après s'appliquent à la procédure d'arbitrage :

- a) lorsqu'un cas est soumis à l'arbitrage, l'autorité compétente de chacune des Juridictions contractantes doit communiquer sans délai aux membres de la commission d'arbitrage les informations qui peuvent être nécessaires pour rendre la décision d'arbitrage. À moins

que les autorités compétentes des Juridictions contractantes conviennent de règles différentes, toute information qui n'a pas été portée à la connaissance des deux autorités compétentes avant la réception de la demande d'arbitrage par les deux autorités compétentes n'est pas prise en compte par la commission d'arbitrage pour rendre sa décision.

- b) la commission d'arbitrage se prononce sur les questions soumises à l'arbitrage conformément aux dispositions applicables de la Convention fiscale couverte et, sous réserve de ces dispositions, à celles du droit interne des Juridictions contractantes. Les membres de la commission d'arbitrage doivent également prendre en considération toutes autres sources de droit que les autorités compétentes des Juridictions contractantes peuvent avoir expressément identifiées d'un commun accord.
- c) La décision de la commission d'arbitrage est communiquée par écrit aux autorités compétentes des Juridictions contractantes et indique les sources de droit sur lesquelles elle se fonde ainsi que le raisonnement qui la sous-tend. La décision d'arbitrage doit être prise à la majorité simple des membres de la commission d'arbitrage. La décision de la commission d'arbitrage n'a aucune valeur de précédent.

3. Une Partie qui n'a pas émis la réserve prévue au paragraphe 2 peut se réserver le droit de ne pas appliquer les paragraphes précédents du présent article à ses Conventions fiscales couvertes conclues avec des Parties qui ont émis la réserve du paragraphe 2. Dans ce cas, les autorités compétentes des Juridictions contractantes à une telle Convention fiscale couverte s'efforcent de parvenir à un accord relatif à la méthode d'arbitrage applicable à cette Convention fiscale couverte. L'article 19 (Arbitrage obligatoire et contraignant) ne s'applique pas au titre d'une Convention fiscale couverte tant qu'un tel accord n'est pas conclu.

4. Une Partie peut choisir d'appliquer le paragraphe 5 à ses Conventions fiscales couvertes et le notifie au Dépositaire. Le paragraphe 5 s'applique entre deux Juridictions contractantes au titre d'une Convention fiscale couverte si l'une des Juridictions contractantes choisit de l'appliquer et le notifie au Dépositaire.

5. Avant le début de la procédure d'arbitrage, les autorités compétentes des Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte veillent à ce que chacune des personnes qui a soumis le cas, ainsi que leurs conseils, s'engagent, par écrit, de ne pas divulguer, à toute autre personne, toute information reçue dans le cadre de la procédure d'arbitrage, des autorités compétentes et de la commission d'arbitrage. La procédure amiable ouverte en application de la Convention fiscale couverte, ainsi que la procédure d'arbitrage ouverte en application de la présente partie de la Convention, prennent fin dès lors que, à tout moment entre le moment où la demande d'arbitrage est formulée et le moment où la commission d'arbitrage communique sa décision aux autorités compétentes des Juridictions contractantes, la personne qui a soumis le cas, ou un conseil de la personne qui a soumis la demande, a enfreint cet engagement de manière importante.

6. Nonobstant le paragraphe 4, une Partie qui ne choisit pas d'appliquer le paragraphe 5 peut se réserver le droit de ne pas appliquer le paragraphe 5 à l'une ou plusieurs de ses Conventions fiscales couvertes identifiées ou à toutes ses Conventions fiscales couvertes.

7. Une Partie qui choisit d'appliquer le paragraphe 5 peut se réserver le droit de ne pas appliquer la présente partie au titre des Conventions fiscales couvertes pour lesquelles l'autre Juridiction contractante émet une réserve prévue au paragraphe 6.

Article 24 – Accord sur une solution différente

1. Pour l'application des dispositions de la présente partie à ses Conventions fiscales couvertes, une Partie peut choisir d'appliquer le paragraphe 2 et le notifie au Dépositaire. Le paragraphe 2 s'applique entre deux Juridictions contractantes à l'égard d'une Convention fiscale couverte seulement si les deux Juridictions contractantes ont fait une telle notification.
2. Nonobstant le paragraphe 4 de l'article 19 (Arbitrage obligatoire et contraignant), une décision d'arbitrage rendue en vertu de la présente partie n'est pas contraignante à l'égard des Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte et ne doit pas être appliquée si les autorités compétentes des Juridictions contractantes conviennent d'une autre solution portant sur l'ensemble des questions non résolues dans un délai de trois mois calendaires suivant la date à laquelle la décision leur a été communiquée.
3. Une Partie qui choisit d'appliquer le paragraphe 2 peut se réserver le droit de n'appliquer le paragraphe 2 qu'à l'égard de ses Conventions fiscales couvertes pour lesquelles le paragraphe 2 de l'article 23 (Méthode d'arbitrage) s'applique.

Article 25 – Coûts de la procédure d'arbitrage

Dans une procédure d'arbitrage ouverte en application de la présente partie, les rémunérations et les dépenses des membres de la commission d'arbitrage, ainsi que les coûts liés à la procédure d'arbitrage supportés par les Juridictions contractantes, sont pris en charge par les Juridictions contractantes selon des modalités déterminées d'un commun accord par les autorités compétentes. En l'absence d'un tel accord, chaque Juridiction contractante supporte ses propres dépenses et celles du membre de la commission d'arbitrage qu'elle a désigné. Les coûts afférents au président de la commission d'arbitrage et les autres dépenses liées à la conduite de la procédure d'arbitrage sont supportés par les Juridictions contractantes à parts égales.

Article 26 – Compatibilité

1. Sous réserve de l'article 18 (Choix d'appliquer la partie VI), les dispositions de la présente partie s'appliquent à la place ou en l'absence de dispositions d'une Convention fiscale couverte qui prévoient le règlement par voie d'arbitrage des questions non résolues soulevées par un cas examiné en procédure amiable. Chaque Partie qui choisit d'appliquer la présente partie notifie au Dépositaire chacune de ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent une telle disposition autres que celles qui font l'objet d'une réserve prévue au paragraphe 4, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Lorsque deux Juridictions contractantes ont formulé une notification à l'égard d'une disposition d'une Convention fiscale couverte, cette disposition est remplacée par les dispositions de la présente partie aux fins de la relation de ces deux Juridictions contractantes.
2. Toute question non résolue soulevée par un cas examiné en procédure amiable qui entre dans le champ de la procédure d'arbitrage prévue par la présente partie ne doit pas être soumise à l'arbitrage si une commission d'arbitrage ou un organe similaire a déjà été constitué pour ce cas en application d'une convention bilatérale ou multilatérale qui prévoit un mécanisme d'arbitrage obligatoire et contraignant pour le règlement des questions non résolues soulevées en procédure amiable.
3. Sous réserve du paragraphe 1, aucune disposition de la présente partie ne porte atteinte au respect d'obligations plus larges afférentes au règlement par voie d'arbitrage de questions non

résolues en procédure amiable qui peuvent résulter d'autres conventions auxquelles les Juridictions contractantes sont ou seront parties.

4. Une Partie peut se réserver le droit de ne pas appliquer la présente partie à l'une ou plusieurs de ses Conventions fiscales couvertes identifiées (ou à toutes ses Conventions fiscales couvertes) qui prévoient déjà une procédure d'arbitrage obligatoire et contraignant pour le règlement de questions non résolues soulevées par un cas examiné en procédure amiable.

PARTIE VII. DISPOSITIONS FINALES

Article 27 – Signature et ratification, acceptation ou approbation

1. Au 31 décembre 2016, la présente Convention est ouverte à la signature de :
 - a) tous les États ;
 - b) Guernesey (le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ; l'Île de Man (le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ; Jersey (le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord) ; et
 - c) toute autre juridiction autorisée à devenir une Partie au moyen d'une décision prise par consensus des Parties et des Signataires.
2. La présente Convention est soumise à ratification, acceptation ou approbation.

Article 28 – Réserves

1. Sous réserve du paragraphe 2, aucune réserve n'est admise à l'égard de la présente Convention, hormis celles qui sont expressément autorisées par :
 - a) le paragraphe 5 de l'article 3 (Entités transparentes) ;
 - b) le paragraphe 3 de l'article 4 (Entités ayant une double résidence) ;
 - c) les paragraphes 8 et 9 de l'article 5 (Application des méthodes d'élimination de la double imposition) ;
 - d) le paragraphe 4 de l'article 6 (Objet d'une Convention fiscale couverte) ;
 - e) les paragraphes 15 et 16 de l'article 7 (Prévenir l'utilisation abusive des conventions) ;
 - f) le paragraphe 3 de l'article 8 (Transactions relatives au transfert de dividendes) ;
 - g) le paragraphe 6 de l'article 9 (Gains en capital tirés de l'aliénation d'actions, de droits ou de participations dans des entités tirant leur valeur principalement de biens immobiliers) ;
 - h) le paragraphe 5 de l'article 10 (Règle anti-abus visant les établissements stables situés dans des juridictions tierces) ;
 - i) le paragraphe 3 de l'article 11 (Application des conventions fiscales pour limiter le droit d'une Partie d'imposer ses propres résidents) ;

- j) le paragraphe 4 de l'article 12 (Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par des accords de commissionnaire et autres stratégies similaires) ;
 - k) le paragraphe 6 de l'article 13 (Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par le recours aux exceptions applicables à certaines activités spécifiques) ;
 - l) le paragraphe 3 de l'article 14 (Fractionnement de contrats) ;
 - m) le paragraphe 2 de l'article 15 (Définition d'une personne étroitement liée à une entreprise) ;
 - n) le paragraphe 5 de l'article 16 (Procédure amiable) ;
 - o) le paragraphe 3 de l'article 17 (Ajustements corrélatifs) ;
 - p) les paragraphes 11 et 12 de l'article 19 (Arbitrage obligatoire et contraignant) ;
 - q) les paragraphes 2, 3, 6 et 7 de l'article 23 (Méthode d'arbitrage) ;
 - r) le paragraphe 3 de l'article 24 (Accord sur une solution différente) ;
 - s) le paragraphe 4 de l'article 26 (Compatibilité) ;
 - t) les paragraphes 6 et 7 de l'article 35 (Prise d'effet) ; et
 - u) le paragraphe 2 de l'article 36 (Prise d'effet de la partie VI).
2. a) Nonobstant les dispositions du paragraphe 1, une Partie qui choisit d'appliquer la partie VI (Arbitrage) en vertu de l'article 18 (Choix d'appliquer la partie VI) peut émettre une ou plusieurs réserves concernant le type de cas pouvant être soumis à l'arbitrage en vertu des dispositions de la partie VI (Arbitrage). La Partie qui choisit d'appliquer la partie VI (Arbitrage) en vertu de l'article 18 (Choix d'appliquer la partie VI) après qu'elle est devenue une Partie à la présente Convention doit émettre les réserves prévues au présent alinéa au moment où elle formule la notification prévue à l'article 18 (Choix d'appliquer la partie VI) au Dépositaire.
- b) Les réserves prévues à l'alinéa a) sont soumises à acceptation. Une réserve prévue à l'alinéa a) considérée comme acceptée par une Partie si cette dernière n'a pas notifié au Dépositaire une objection à cette réserve au plus tard dans les douze mois calendaires à compter de la date de notification de la réserve par le Dépositaire ou à la date du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, selon la dernière de ces dates. Une Partie qui choisit d'appliquer la partie VI (Arbitrage) en vertu de l'article 18 (Choix d'appliquer la partie VI) après être devenue une Partie à la présente Convention peut faire une objection à toute réserve précédemment émise par les autres Parties et prévue à l'alinéa a) en la notifiant au moment où elle formule la notification prévue à l'article 18 (Choix d'appliquer la partie VI) au Dépositaire. Lorsqu'une Partie formule une objection à une réserve prévue à l'alinéa a), l'intégralité de la partie VI (Arbitrage) ne s'applique pas entre la Partie qui a formulé l'objection et la Partie auteur de la réserve.
3. Sauf mention contraire expresse dans les dispositions pertinentes de la présente Convention, une réserve émise conformément aux paragraphes 1 ou 2 :

- a) modifie pour la Partie auteure de la réserve dans ses relations avec une autre Partie, les dispositions de la présente Convention sur lesquelles porte la réserve, dans la mesure prévue par cette réserve ; et
- b) modifie ces dispositions dans la même mesure pour l'autre Partie dans ses relations avec la Partie auteure de la réserve.

4. Les réserves applicables aux Conventions fiscales couvertes conclues par ou pour le compte d'une juridiction ou d'un territoire dont les relations internationales relèvent de la responsabilité d'une Partie, lorsque cette juridiction ou ce territoire n'est pas une Partie à la présente Convention en vertu des alinéas b) ou c) du paragraphe 1 de l'article 27 (Signature et ratification, acceptation ou approbation) sont émises par ladite Partie et peuvent différer des réserves émises par cette Partie aux fins de ses propres Conventions fiscales couvertes.

5. Les réserves sont émises au moment de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, sous réserve des dispositions des paragraphes 2, 6 et 9 du présent article et du paragraphe 5 de l'article 29 (Notifications). Toutefois, une Partie qui choisit d'appliquer la partie VI (Arbitrage) en vertu de l'article 18 (Choix d'appliquer la partie VI) après être devenue une Partie à la présente Convention doit émettre les réserves prévues aux alinéas p), q, r) et s) du paragraphe 1 du présent article au moment où elle formule la notification prévue à l'article 18 (Choix d'appliquer la partie VI) au Dépositaire.

6. Si des réserves sont émises au moment de la signature, elles doivent être confirmées lors du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, à moins que le document qui énonce ces réserves n'indique expressément qu'il doit être considéré comme définitif, sous réserve des paragraphes 2, 5 et 9 du présent article et du paragraphe 5 de l'article 29 (Notifications).

7. Si aucune réserve n'est émise au moment de la signature, une liste provisoire de réserves prévues doit être remise au Dépositaire à ce moment.

8. S'agissant des réserves émises conformément à chacune des dispositions suivantes, une liste des Conventions fiscales couvertes notifiées en vertu du point ii) de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 2 (Interprétation des termes) qui relèvent du champ d'application d'une réserve, tel que défini aux dispositions pertinentes (et, s'agissant d'une réserve émise conformément à chacune des dispositions suivantes, à l'exception de celles listées aux alinéas c), d) et n), les numéros de l'article et du paragraphe de chacune des dispositions pertinentes) doit être fournie lorsque ces réserves sont émises :

- a) aux alinéas b), c), d), e) et g) du paragraphe 5 de l'article 3 (Entités transparentes) ;
- b) aux alinéas b), c) et d) du paragraphe 3 de l'article 4 (Entités ayant une double résidence) ;
- c) aux paragraphes 8 et 9 de l'article 5 (Application des méthodes d'élimination de la double imposition) ;
- d) au paragraphe 4 de l'article 6 (Objet d'une Convention fiscale couverte) ;
- e) aux alinéas b) et c) du paragraphe 15 de l'article 7 (Prévenir l'utilisation abusive des conventions) ;
- f) aux points i), ii) et iii) de l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 8 (Transactions relatives au transfert de dividendes) ;

- g) aux alinéas d), e) et f) du paragraphe 6 de l'article 9 (Gains en capital tirés de l'aliénation d'actions, de droits ou de participations dans des entités tirant leur valeur principalement de biens immobiliers) ;
- h) aux alinéas b) et c) du paragraphe 5 de l'article 10 (Règle anti-abus visant les établissements stables situés dans des juridictions tierces) ;
- i) à l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 11 (Application des conventions fiscales pour limiter le droit d'une Partie d'imposer ses propres résidents) ;
- j) à l'alinéa b) du paragraphe 6 de l'article 13 (Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par le recours aux exceptions applicables à certaines activités spécifiques) ;
- k) à l'alinéa b) du paragraphe 3 de l'article 14 (Fractionnement de contrats) ;
- l) à l'alinéa b) du paragraphe 5 de l'article 16 (Procédure amiable) ;
- m) à l'alinéa a) du paragraphe 3 de l'article 17 (Ajustements corrélatifs) ;
- n) au paragraphe 6 de l'article 23 (Méthode d'arbitrage) ; et
- o) au paragraphe 4 de l'article 26 (Compatibilité).

Les réserves mentionnées aux alinéas a) à o) ci-dessus ne s'appliquent pas à une Convention fiscale couverte ne figurant pas sur la liste mentionnée au présent paragraphe.

9. Toute Partie qui a émis une réserve conformément aux paragraphes 1 ou 2 peut à tout moment la retirer ou la remplacer par une réserve de portée plus limitée, en adressant une notification au Dépositaire. Cette Partie formule toute notification complémentaire requise à la suite de ce retrait ou de ce remplacement conformément au paragraphe 6 de l'article 29 (Notifications). Sous réserve du paragraphe 7 de l'article 35 (Prise d'effet), le retrait ou le remplacement prend effet :

- a) s'agissant d'une Convention fiscale couverte conclue uniquement avec des États ou des juridictions qui sont Parties à la présente Convention lorsque la notification du retrait ou du remplacement de la réserve est reçue par le Dépositaire :
 - i) pour les réserves portant sur des dispositions relatives aux impôts prélevés à la source, si le fait générateur de ces impôts intervient à compter du 1er janvier de l'année qui suit l'expiration d'une période de six mois calendaires commençant à la date de communication par le Dépositaire de la notification du retrait ou du remplacement de la réserve ; et
 - ii) pour les réserves portant sur toutes les autres dispositions, pour les impôts perçus au titre de périodes d'imposition qui débutent à compter du 1er janvier de l'année qui suit l'expiration d'une période de six mois calendaires commençant à la date de communication par le Dépositaire de la notification du retrait ou du remplacement de la réserve ; et
- b) s'agissant d'une Convention fiscale couverte conclue avec une ou plusieurs Juridictions contractantes qui deviennent Parties à la présente Convention après la date de réception par le Dépositaire de la notification du retrait ou du remplacement : à la dernière des dates à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour ces Juridictions contractantes.

Article 29 – Notifications

1. Sous réserve des paragraphes 5 et 6 du présent article et du paragraphe 7 de l'article 35 (Prise d'effet), les notifications formulées conformément aux dispositions suivantes doivent être émises au moment de la signature de la Convention ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation :

- a) le point ii) de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 2 (Interprétation des termes) ;
- b) le paragraphe 6 de l'article 3 (Entités transparentes) ;
- c) le paragraphe 4 de l'article 4 (Entités ayant une double résidence) ;
- d) le paragraphe 10 de l'article 5 (Application des méthodes d'élimination de la double imposition) ;
- e) les paragraphes 5 et 6 de l'article 6 (Objet d'une Convention fiscale couverte) ;
- f) le paragraphe 17 de l'article 7 (Prévenir l'utilisation abusive des conventions) ;
- g) le paragraphe 4 de l'article 8 (Transactions relatives au transfert de dividendes) ;
- h) les paragraphes 7 et 8 de l'article 9 (Gains en capital tirés de l'aliénation d'actions, de droits ou de participations dans des entités tirant leur valeur principalement de biens immobiliers) ;
- i) le paragraphe 6 de l'article 10 (Règle anti-abus visant les établissements stables situés dans des juridictions tierces) ;
- j) le paragraphe 4 de l'article 11 (Application des conventions fiscales pour limiter le droit d'une Partie d'imposer ses propres résidents) ;
- k) les paragraphes 5 et 6 de l'article 12 (Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par des accords de commissionnaire et autres stratégies similaires) ;
- l) les paragraphes 7 et 8 de l'article 13 (Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par le recours aux exceptions applicables à certaines activités spécifiques) ;
- m) le paragraphe 4 de l'article 14 (Fractionnement de contrats) ;
- n) le paragraphe 6 de l'article 16 (Procédure amiable) ;
- o) le paragraphe 4 de l'article 17 (Ajustements corrélatifs) ;
- p) l'article 18 (Choix d'appliquer la partie VI) ;
- q) le paragraphe 4 de l'article 23 (Méthode d'arbitrage) ;
- r) le paragraphe 1 de l'article 24 (Accord sur une solution différente) ;
- s) le paragraphe 1 de l'article 26 (Compatibilité) ; et
- t) les paragraphes 1, 2, 3, 5 et 7 de l'article 35 (Prise d'effet).

2. Les notifications des Conventions fiscales couvertes conclues par ou pour le compte d'une juridiction ou d'un territoire dont les relations internationales relèvent de la responsabilité d'une Partie, lorsque cette juridiction ou ce territoire n'est pas une Partie à la présente Convention en vertu des alinéas b) ou c) du paragraphe 1 de l'article 27 (Signature et ratification, acceptation ou approbation), sont formulées par ladite Partie et peuvent différer des notifications effectuées par cette Partie aux fins de ses propres Conventions fiscales couvertes.

3. Si des notifications sont formulées au moment de la signature, elles doivent être confirmées lors du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, à moins que le document qui énonce les notifications n'indique expressément qu'il doit être considéré comme définitif, sous réserve des paragraphes 5 et 6 du présent article et du paragraphe 7 de l'article 35 (Prise d'effet).

4. Si aucune notification n'est formulée au moment de la signature, une liste provisoire de notifications prévues doit être remise à ce moment.

5. Une Partie peut à tout moment compléter la liste de ses conventions notifiées prévue au point ii) de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 2 (Interprétation des termes) en formulant une notification à cet effet au Dépositaire. La Partie précise dans cette notification si la convention ajoutée fait l'objet de réserves listées au paragraphe 8 de l'article 28 (Réserves). La Partie peut également émettre une nouvelle réserve prévue au paragraphe 8 de l'article 28 (Réserves) dans le cas où la convention ajoutée à la liste serait la première convention à laquelle s'appliquerait cette réserve. La Partie doit également préciser toute notification complémentaire potentiellement requise aux alinéas b) à s) du paragraphe 1 pour tenir compte de l'ajout de nouvelles conventions. En outre, si l'ajout a pour effet pour la première fois d'inclure une convention fiscale conclue par ou pour le compte d'une juridiction ou d'un territoire dont les relations internationales relèvent de la responsabilité de la Partie, la Partie doit indiquer les réserves (prévues au paragraphe 4 de l'article 28 (Réserves)) et les notifications (prévues au paragraphe 2 du présent article) applicables aux Conventions fiscales couvertes conclues par ou pour le compte de la juridiction ou du territoire. À compter de la date à laquelle la ou les conventions ajoutées deviennent des Conventions fiscales couvertes en vertu du point ii) de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 2 (Interprétation des termes), les modifications apportées à la Convention fiscale couverte prennent effet à la date prévue par les dispositions de l'article 35 (Prise d'effet).

6. Une Partie peut formuler des notifications complémentaires prévues aux alinéas b) à s) du paragraphe 1, au moyen d'une notification adressée au Dépositaire. Ces notifications prennent effet :

- a) s'agissant des Conventions fiscales couvertes conclues uniquement avec des États ou des juridictions qui sont Parties à la présente Convention lorsque la notification complémentaire est reçue par le Dépositaire :
 - i) pour les notifications portant sur des dispositions relatives aux impôts prélevés à la source, si le fait générateur de ces impôts intervient à compter du 1er janvier de l'année qui suit l'expiration d'une période de six mois calendaires commençant à la date de communication par le Dépositaire de la notification complémentaire ; et
 - ii) pour les notifications portant sur toutes les autres dispositions, pour les impôts perçus au titre de périodes d'imposition qui débutent à compter du 1er janvier de l'année qui suit l'expiration d'une période de six mois calendaires commençant à la date de communication par le Dépositaire de la notification complémentaire ; et
- b) s'agissant d'une Convention fiscale couverte conclue avec une ou plusieurs Juridictions contractantes qui deviennent Parties à la présente Convention après la date de réception par le Dépositaire de la notification complémentaire: à la dernière des dates à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour cette Juridiction contractante.

Article 30 – Modifications ultérieures des Conventions fiscales couvertes

Les dispositions de la présente Convention ne préjugent pas des modifications ultérieures d'une Convention fiscale couverte susceptibles d'être convenues entre les Juridictions contractantes de la Convention fiscale couverte.

Article 31 – Conférence des Parties

1. Les Parties peuvent convoquer une Conférence des Parties afin de prendre toute décision ou d'exercer toute fonction qui pourrait être requise ou appropriée en vertu des dispositions de la présente Convention.
2. La Conférence des Parties est assistée par le Dépositaire.
3. Toute Partie peut demander la tenue d'une Conférence des Parties en adressant une demande au Dépositaire. Le Dépositaire informe toutes les Parties de toute demande. Le Dépositaire convoque ensuite une Conférence des Parties, à condition que la demande soit soutenue par un tiers des Parties, dans un délai de six mois à compter de la communication de la demande par le Dépositaire.

Article 32 – Interprétation et mise en œuvre

1. Toute question relative à l'interprétation ou à la mise en œuvre des dispositions d'une Convention fiscale couverte telles que modifiées par la présente Convention doit être réglée conformément aux dispositions de la Convention fiscale couverte relatives au règlement par accord amiable des questions d'interprétation ou d'application de la Convention fiscale couverte (ces dispositions pouvant être modifiées par la présente Convention).
2. Toute question relative à l'interprétation ou à la mise en œuvre de la présente Convention peut être traitée par une Conférence des Parties convoquée conformément au paragraphe 3 de l'article 31 (Conférence des Parties).

Article 33 – Modifications

1. Toute Partie peut proposer une modification de la présente Convention en soumettant une proposition de modification au Dépositaire.
2. Une Conférence des Parties peut être convoquée afin d'examiner la proposition de modification conformément au paragraphe 3 de l'article 31 (Conférence des Parties).

Article 34 – Entrée en vigueur

1. La présente Convention entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois calendaires à compter de la date du dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.
2. Pour chaque Signataire qui ratifie, accepte ou approuve la présente Convention après le dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, la Convention entre en

vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois calendaires à compter de la date de dépôt par ce Signataire de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Article 35 – Prise d'effet

1. Les dispositions de la présente Convention prennent effet dans chaque Juridiction contractante à l'égard d'une Convention fiscale couverte :

- a) s'agissant des impôts prélevés à la source sur des sommes payées ou attribuées à des non-résidents, si le fait générateur de ces impôts intervient à compter du premier jour de l'année civile qui commence à compter de la dernière des dates à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour chacune des Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte ; et
- b) s'agissant de tous les autres impôts perçus par cette Juridiction contractante, pour les impôts perçus au titre de périodes d'imposition commençant à l'expiration ou après l'expiration d'une période de six mois calendaires (ou d'une période plus courte si toutes les Juridictions contractantes notifient au Dépositaire qu'elles ont l'intention d'appliquer une telle période) à compter de la dernière des dates à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour chacune des Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte.

2. Pour une application unilatérale de l'alinéa a) du paragraphe 1 et de l'alinéa a) du paragraphe 5 par une Partie, une Partie peut choisir de remplacer l'expression « année civile » par « période d'imposition » en notifiant son choix au Dépositaire.

3. Pour une application unilatérale de l'alinéa b) du paragraphe 1 et de l'alinéa b) du paragraphe 5 par une Partie, une Partie peut choisir de remplacer le texte suivant « périodes d'imposition commençant à l'expiration ou après l'expiration d'une période » par « périodes d'imposition commençant à compter du 1er janvier de l'année qui commence à compter de l'expiration d'une période », en notifiant son choix au Dépositaire.

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, l'article 16 (Procédure amiable) s'applique aux fins d'une Convention fiscale couverte concernant un cas soumis à l'autorité compétente d'une Juridiction contractante à compter de la dernière des dates à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour chacune des Juridictions contractantes ayant conclu la Convention fiscale couverte, à l'exception des cas qui ne pouvaient être soumis à cette date en application de la Convention fiscale couverte, avant qu'elle ne soit modifiée par la présente Convention, quelle que soit la période d'imposition concernée par le cas.

5. Pour une Convention fiscale couverte ajoutée conformément au paragraphe 5 de l'article 29 (Notifications) à la liste des conventions notifiées en vertu du point (ii) de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 2 (Interprétation des termes), les dispositions de la présente Convention prennent effet dans chaque Juridiction contractante :

- a) s'agissant des impôts prélevés à la source sur des sommes payées ou attribuées à des non-résidents, si le fait générateur de ces impôts intervient à compter du premier jour de l'année civile qui suit une période de 30 jours suivant la date de communication par le Dépositaire de la notification de l'ajout à la liste des conventions ; et
- b) s'agissant de tous les autres impôts perçus par cette Juridiction contractante, pour les impôts perçus au titre de périodes d'imposition commençant à l'expiration ou après l'expiration d'une période de neuf mois calendaires (ou d'une période plus courte si toutes les Juridictions contractantes notifient au Dépositaire qu'elles ont l'intention

d'appliquer une telle période) qui commence à compter de la date de communication par le Dépositaire de la notification de l'ajout à la liste des conventions.

6. Une Partie peut se réserver le droit de ne pas appliquer le paragraphe 4 à ses Conventions fiscales couvertes.

7. a) Une Partie peut se réserver le droit de remplacer :

- i) les références, figurant aux paragraphes 1 et 4, à « la dernière des dates à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour chacune des Juridictions contractantes d'une Convention fiscale couverte » ; et
- ii) les références, figurant au paragraphe 5, à « la date de communication par le Dépositaire de la notification de l'ajout à la liste des conventions » ;

par des références à : « 30 jours après la date de réception par le Dépositaire de la dernière des notifications par chacune des Juridictions contractantes qui ont émis la réserve prévue au paragraphe 7 de l'article 35 (Prise d'effet), indiquant l'accomplissement des procédures internes relatives à la prise d'effet des dispositions de la présente Convention aux fins de la Convention fiscale couverte concernée » ;

- iii) les références, figurant à l'alinéa a) du paragraphe 9 de l'article 28 (Réserves), à « à la date de communication par le Dépositaire de la notification du retrait ou du remplacement de la réserve » ; et
- iv) la référence, figurant à l'alinéa b) du paragraphe 9 de l'article 28 (Réserves), à « à la dernière des dates à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour ces Juridictions contractantes » ;

par des références à : « 30 jours après la date de réception par le Dépositaire de la dernière des notifications de chacune des Juridictions contractantes qui ont émis la réserve prévue au paragraphe 7 de l'article 35 (Prise d'effet), indiquant l'accomplissement des procédures internes relatives à la prise d'effet du retrait ou du remplacement de la réserve aux fins de la Convention fiscale couverte concernée » ;

- v) les références, figurant à l'alinéa a) du paragraphe 6 de l'article 29 (Notifications), à « à la date de communication par le Dépositaire de la notification complémentaire » ; et
- vi) la référence, figurant à l'alinéa b) du paragraphe 6 de l'article 29 (Notifications), à « à la dernière des dates à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour ces Juridictions contractantes » ;

par des références à : « 30 jours après la date de réception par le Dépositaire de la dernière des notifications de chacune des Juridictions contractantes qui ont émis la réserve prévue au paragraphe 7 de l'article 35 (Prise d'effet), indiquant l'accomplissement des procédures internes relatives à la prise d'effet de la notification complémentaire aux fins de la Convention fiscale couverte concernée » ;

- vii) les références, figurant aux paragraphes 1 et 2 de l'article 36 (Prise d'effet de la partie VI), à « la dernière des dates à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour chacune des Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte » ;

par des références à : « 30 jours après la date de réception par le Dépositaire de la dernière des notifications de chacune des Juridictions contractantes qui ont émis la réserve prévue au paragraphe 7 de l'article 35 (Prise d'effet), indiquant l'accomplissement des procédures internes relatives à la prise d'effet des dispositions de la présente Convention aux fins la Convention fiscale couverte concernée » ; et

- viii) la référence, figurant au paragraphe 3 de l'article 36 (Prise d'effet de la partie VI), à « la date de communication par le Dépositaire de la notification de l'ajout à la liste des conventions » ;
- ix) les références, figurant au paragraphe 4 de l'article 36 (Prise d'effet de la partie VI), à « la date de communication par le Dépositaire de la notification du retrait de la réserve » « la date de communication par le Dépositaire de la notification du remplacement de la réserve » et « la date de communication par le Dépositaire de la notification du retrait de l'objection à la réserve », respectivement ; et
- x) la référence, figurant au paragraphe 5 de l'article 36 (Prise d'effet de la partie VI), à « la date de communication par le Dépositaire de la notification complémentaire » ;

par des références à : « 30 jours après la date de réception par le Dépositaire de la dernière des notifications de chacune des Juridictions contractantes qui ont émis la réserve prévue au paragraphe 7 de l'article 35 (Prise d'effet), indiquant l'accomplissement des procédures internes relatives à la prise d'effet de la partie VI (Arbitrage) aux fins la Convention fiscale couverte concernée ».

- b) Une Partie qui émet une réserve conformément à l'alinéa a) doit notifier, simultanément au Dépositaire et à toutes autres Juridictions contractantes une confirmation de l'accomplissement de ses procédures internes.
- c) Si une ou plusieurs Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte émettent une réserve conformément au présent paragraphe, la date de prise d'effet des dispositions de la présente Convention, du retrait ou du remplacement d'une réserve, de toute notification complémentaire relative à cette Convention fiscale couverte, ou de la partie VI (Arbitrage), est régie par le présent paragraphe pour toutes les Juridictions contractantes parties ayant conclu la Convention fiscale couverte.

Article 36 – Prise d'effet de la partie VI

1. Nonobstant le paragraphe 9 de l'article 28 (Réserves), du paragraphe 6 de l'article 29 (Notifications) et des paragraphes 1 à 6 de l'article 35 (Prise d'effet), les dispositions de la partie VI (Arbitrage) prennent effet entre deux Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte :

- a) concernant les cas soumis à l'autorité compétente d'une Juridiction contractante (comme mentionné à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 19 (Arbitrage obligatoire et contraignant)), à compter de la dernière des dates à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour chacune des Juridictions contractantes ayant conclu la Convention fiscale couverte ; et
- b) concernant les cas soumis à l'autorité compétente d'une Juridiction contractante avant la dernière des dates à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour chacune des Juridictions contractantes ayant conclu la Convention fiscale couverte, à la date à laquelle les deux Juridictions contractantes ont notifié au Dépositaire qu'elles sont

parvenues à un accord amiable conformément au paragraphe 10 de l'article 19 (Arbitrage obligatoire et contraignant). Cette notification doit aussi indiquer l'information concernant la date à laquelle ou les dates auxquelles ces cas seront considérés avoir été soumis à l'autorité compétente de la Juridiction contractante (comme mentionné à l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 19 (Arbitrage obligatoire et contraignant), conformément aux termes de l'accord amiable obtenu.

2. Une Partie peut se réserver le droit de n'appliquer la partie VI (Arbitrage) à l'égard d'un cas soumis à l'autorité compétente d'une Juridiction contractante avant la dernière des dates à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour chacune des Juridictions contractantes ayant conclu la Convention fiscale couverte que dans la mesure où les autorités compétentes de toutes les Juridictions contractantes conviennent de l'appliquer à ce cas.

3. Lorsqu'une Convention fiscale couverte est ajoutée en vertu du paragraphe 5 de l'article 29 (Notifications) à la liste de conventions notifiées en application du point ii) de l'alinéa a) du paragraphe 1 de l'article 2 (Interprétation des termes) les références figurant aux paragraphes 1 et 2 du présent article à « la dernière des dates à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour chacune des Juridictions contractantes ayant conclu la Convention fiscale couverte » sont remplacées par des références à « la date de communication par le Dépositaire de la notification de l'ajout à la liste des conventions ».

4. Le retrait ou le remplacement d'une réserve émise en vertu du paragraphe 4 de l'article 26 (Compatibilité) conformément au paragraphe 9 de l'article 28 (Réserves), ou le retrait d'une objection à une réserve émise en vertu du paragraphe 2 de l'article 28 (Réserves) qui déclenche l'application de la partie VI (Arbitrage) entre deux Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte, prend effet conformément aux alinéas a) et b) du paragraphe 1 du présent article sous réserve que les références à « la dernière des dates à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour chacune des Juridictions contractantes ayant conclu la Convention fiscale couverte » soient remplacées par des références à « la date de communication par le Dépositaire de la notification du retrait de la réserve », « la date de communication par le Dépositaire de la notification du remplacement de la réserve » ou « la date de communication par le Dépositaire de la notification du retrait de l'objection à la réserve », respectivement.

5. Une notification complémentaire formulée en vertu de l'alinéa p) du paragraphe 1 de l'article 29 (Notifications) prend effet conformément aux alinéas a) et b) du paragraphe 1 sous réserve que les références figurant aux paragraphes 1 et 2 du présent article à « la dernière des dates à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour chacune des Juridictions contractantes ayant conclu la Convention fiscale couverte » soient remplacées par des références à « la date de communication par le Dépositaire de la notification complémentaire ».

Article 37 - Retrait

1. Toute Partie peut, à tout moment, se retirer de la présente Convention en formulant une notification à cet effet au Dépositaire.

2. Le retrait prévu au paragraphe 1 prend effet à la date de réception de la notification par le Dépositaire. Dans les cas où la présente Convention est entrée en vigueur à l'égard de toutes les Juridictions contractantes d'une Convention fiscale couverte, avant la date à laquelle le retrait d'une Partie prend effet, cette Convention fiscale couverte demeure telle qu'elle a été modifiée par la présente Convention.

Article 38 – Relation avec les protocoles

1. La présente Convention peut être complétée par un ou plusieurs protocoles.
2. Pour être une partie à un protocole, un État ou une juridiction doit également être Partie à la présente Convention.
3. Une Partie à la présente Convention n'est pas liée par un protocole si elle n'est pas devenue partie à ce protocole, conformément à ses dispositions.

Article 39 – Dépositaire

1. Le Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques est le Dépositaire de la présente Convention et des protocoles y afférents en vertu de l'article 38 (Relation avec les protocoles).
2. Le Dépositaire notifie aux Parties et aux Signataires dans un délai d'un mois calendaire :
 - a) toute signature conformément à l'article 27 (Signature et ratification, acceptation ou approbation) ;
 - b) le dépôt de tout instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation conformément à l'article 27 (Signature et ratification, acceptation ou approbation) ;
 - c) toute réserve, retrait ou remplacement d'une réserve conformément à l'article 28 (Réserves) ;
 - d) toute notification ou notifications complémentaires conformément à l'article 29 (Notifications) ;
 - e) toute proposition de modification de la présente Convention en application de l'article 33 (Modifications) ;
 - f) tout retrait de la présente Convention en application de l'article 37 (Retrait) ; et
 - g) toute autre communication relative à la présente Convention.
3. Le Dépositaire tient à jour des listes accessibles au public :
 - a) des Conventions fiscales couvertes ;
 - b) des réserves émises par les Parties ; et
 - c) des notifications formulées par les Parties.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, le 24ème jour de novembre 2016, en anglais et français, les deux textes faisant également foi, en un exemplaire unique qui sera déposé aux archives de l'Organisation de coopération et de développement économiques.

**NOTE EXPLICATIVE PORTANT SUR LA CONVENTION MULTILATÉRALE
POUR LA MISE EN ŒUVRE DES MESURES RELATIVES AUX CONVENTIONS
FISCALES POUR PRÉVENIR L'ÉROSION DE LA BASE D'IMPOSITION ET LE
TRANSFERT DE BÉNÉFICES**

Contexte

1. La Convention multilatérale pour la mise en œuvre des mesures relatives aux conventions fiscales pour prévenir l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (la Convention) est l'un des résultats du Projet de l'OCDE et du G20 pour lutter contre l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (le « Projet BEPS »), c'est-à-dire la mise en place de stratégies de planification fiscale qui exploitent les failles et les disparités dans les règles fiscales en vue de transférer artificiellement des bénéfices vers des destinations à fiscalité nulle ou peu élevée où il n'y a que peu ou pas d'activités économiques, ce qui aboutit à une charge fiscale faible ou nulle.
2. Le Plan d'action concernant l'érosion de la base d'imposition et le transfert de bénéfices (le « Plan d'action BEPS ») a été élaboré par le Comité des affaires fiscales (CAF) de l'OCDE et approuvé par les dirigeants du G20 en septembre 2013. Il identifiait 15 actions à engager pour apporter une réponse globale aux pratiques d'érosion de la base d'imposition et de transfert de bénéfices (BEPS) et fixait des délais pour la réalisation de ces actions. L'Action 15 du Plan d'action BEPS analysait la possibilité d'élaborer un instrument multilatéral en vue de déployer les mesures BEPS relatives aux conventions fiscales « permettant aux juridictions qui le souhaitent de mettre en œuvre les mesures mises au point dans le cadre des travaux relatifs au Projet BEPS et de modifier les conventions fiscales bilatérales ».
3. Après deux années de travaux, le CAF, réunissant tous les États de l'OCDE et du G20 œuvrant sur un pied d'égalité, a produit l'ensemble final des rapports BEPS, qui a été entériné par le Conseil de l'OCDE et par les dirigeants du G20 en novembre 2015 (l'« Ensemble final BEPS »). L'Ensemble final BEPS, présenté sous la forme de rapports portant sur chacune des 15 actions accompagné d'un Exposé des actions, donne aux États et aux économies les outils dont ils ont besoin pour garantir l'imposition des bénéfices là où s'exercent réellement les activités économiques qui génèrent ces bénéfices et là où la valeur est créée, tout en offrant aux entreprises une sécurité accrue grâce à la réduction du nombre de différends relatifs à l'application des règles fiscales internationales et à une harmonisation des obligations de conformité. Il a été convenu qu'un certain nombre de mesures BEPS constituent des normes minimales, ce qui signifie que les États ont décidé que ces normes doivent être appliquées.
4. La mise en œuvre de l'Ensemble final BEPS nécessitera la modification des modèles de convention fiscale, ainsi que des conventions fiscales bilatérales qui s'en inspirent. En raison du nombre considérable de conventions bilatérales (plus de 3000), la mise à jour bilatérale du réseau conventionnel constituerait un processus long et fastidieux, ce qui limiterait l'efficacité des efforts multilatéraux.
5. Le rapport sur l'Action 15, intitulé « L'élaboration d'un instrument multilatéral pour modifier les conventions fiscales bilatérales », conclut qu'un instrument multilatéral, offrant une approche novatrice pour permettre aux États de modifier rapidement leurs conventions fiscales bilatérales en vue de mettre en œuvre les mesures élaborées dans le cadre du Projet BEPS, est souhaitable et possible, et que les négociations en vue de l'élaboration d'un tel instrument devraient être engagées rapidement. Le rapport sur l'Action 15 a été rédigé avec l'aide d'un groupe d'experts en fiscalité internationale et en droit international public.

6. Conformément au rapport sur l'Action 15, un mandat pour la constitution d'un Groupe *ad hoc* chargé d'élaborer un instrument multilatéral a été approuvé par le CAF et entériné par les ministres des Finances et les gouverneurs de banques centrales des États du G20 en février 2015. Ce mandat prévoyait que le Groupe *ad hoc* élabore un instrument multilatéral destiné à modifier les conventions fiscales bilatérales existantes dans le but de mettre rapidement en œuvre les mesures relatives aux conventions fiscales élaborées dans le cadre du Projet BEPS. Il disposait également que le Groupe devait conclure ses travaux et ouvrir l'instrument multilatéral à la signature pour le 31 décembre 2016.

7. Le Groupe *ad hoc* était ouvert à l'ensemble des États intéressés participant sur un pied d'égalité. 99 États ont pris part au Groupe *ad hoc* en qualité de membres. Quatre juridictions non étatiques et sept organisations internationales ou régionales y ont participé en tant qu'observateurs. Le Groupe était présidé par M. Mike Williams (Royaume-Uni).

8. Le contenu des mesures BEPS relatives aux conventions fiscales (Actions BEPS 2, 6, 7 et 14) a fait l'objet d'un accord dans le cadre de l'Ensemble final BEPS. Par conséquent, les négociations au sein du Groupe *ad hoc* ont essentiellement porté sur la façon dont la Convention devrait modifier les dispositions des conventions fiscales bilatérales ou régionales en vue de mettre en œuvre ces mesures.

9. Le rapport sur l'Action 14 (« Accroître l'efficacité des mécanismes de règlement des différends ») prévoyait également qu'une clause d'arbitrage obligatoire et contraignant dans le cadre de la procédure amiable serait élaborée dans le cadre de la négociation de la Convention. À cette fin, le Groupe *ad hoc* a créé un Sous-groupe sur l'arbitrage auquel 27 États ont participé. Le Sous-groupe était présidé par Mme Ingela Willfors (Suède). À la différence des autres mesures BEPS, la négociation des dispositions relatives à l'arbitrage obligatoire et contraignant dans le cadre de la procédure amiable a porté tant sur le contenu des dispositions, que sur les modalités de leur mise en œuvre dans les conventions fiscales bilatérales ou régionales.

10. Au cours des négociations, le Groupe *ad hoc* s'est réuni six fois et le Sous-groupe sur l'arbitrage cinq fois.

11. Le texte de la présente note explicative destinée à accompagner la Convention (« Note explicative ») a été préparé par les membres du Groupe *ad hoc* et du Sous-groupe sur l'arbitrage afin de donner des éclaircissements sur l'approche adoptée dans la Convention et l'effet que chaque disposition est destinée à avoir sur les conventions fiscales couvertes par la Convention (« Conventions fiscales couvertes »). Il reflète donc la compréhension commune des négociateurs concernant la Convention. La Note décrit les différentes catégories de dispositions conventionnelles visées et explique de quelles manières elles doivent être modifiées. Les membres du Groupe *ad hoc* ont adopté la présente Note explicative le 24 novembre 2016 en même temps que le texte de la Convention.

12. L'élaboration des mesures BEPS mises en œuvre par la Convention s'est accompagnée de commentaires destinés à être utilisés lors de l'interprétation de ces mesures. Si la présente Note explicative vise à préciser comment la Convention modifie les Conventions fiscales couvertes, elle n'est pas destinée à l'interprétation des mesures BEPS sous-jacentes (sauf en ce qui concerne les dispositions relatives à l'arbitrage obligatoire et contraignant et prévues aux articles 18 à 26 de la Convention, tel que mentionné ci-après aux paragraphes 19 et 20). Aussi, les dispositions contenues aux articles 3 à 17 doivent être interprétées conformément au principe ordinaire d'interprétation des traités, c'est-à-dire qu'un traité doit être interprété de bonne foi suivant le sens ordinaire à attribuer aux termes du traité dans leur contexte et à la lumière de son

objet et de son but. À cet égard, la Convention a pour objet et pour but la mise en œuvre des mesures BEPS relatives aux conventions fiscales. Les commentaires élaborés dans le cadre du Projet BEPS et inclus dans l'Ensemble final BEPS sont particulièrement pertinents à cet égard. Il convient de souligner que si, dans certains cas, comme indiqué ci-dessous, les dispositions de la Convention diffèrent quant à la formulation des dispositions modèles élaborées au cours du Projet BEPS, ces modifications ne visent pas à changer le contenu de ces dispositions, sauf mention contraire. Elles visent plutôt à mettre en œuvre les mesures BEPS dans le contexte d'un instrument multilatéral applicable à un large éventail de conventions existantes.

Approche suivie dans la Convention

13. La Convention a pour effet de modifier les conventions fiscales conclues entre deux ou plusieurs Parties à la Convention. Elle ne fonctionnera pas de la même manière qu'un protocole portant modification d'une seule convention existante, qui modifierait directement le texte de la Convention fiscale couverte ; au lieu de cela, elle s'appliquera en parallèle avec les conventions fiscales existantes dont elle modifiera l'application afin de mettre en œuvre les mesures BEPS. En conséquence, bien que certaines Parties puissent, pour des raisons internes, produire des versions consolidées de leurs Conventions fiscales couvertes telles que modifiées par la Convention, l'élaboration de ces versions consolidées n'est pas une condition préalable à l'application de la Convention. Comme indiqué ci-dessous, il demeure possible pour les Juridictions contractantes de convenir par la suite de modifications de leurs Conventions fiscales couvertes qui diffèrent de celles prévues par la Convention.

14. Comme déjà mentionné ci-dessus, l'objet de la Convention est de mettre en œuvre rapidement les mesures BEPS relatives aux conventions fiscales. Conformément à cet objet, le Groupe *ad hoc* a considéré que la Convention devrait permettre à toutes les Parties de satisfaire aux normes minimales relatives aux conventions fiscales adoptées dans le cadre de l'Ensemble final BEPS, qui sont la norme minimale pour prévenir l'utilisation abusive des conventions fiscales (adoptée dans le cadre de l'Action 6) et la norme minimale pour améliorer le règlement des différends (adoptée dans le cadre de l'Action 14). Toutefois, étant donné qu'il existe de multiples façons de satisfaire à chacune de ces normes minimales, et compte tenu de la grande diversité des États et juridictions qui ont participé à l'élaboration de la Convention, il était nécessaire que la Convention garantisse un degré suffisant de souplesse pour prendre en compte les positions des différents États et juridictions tout en respectant l'objet de la Convention. Il était également nécessaire que la Convention garantisse une certaine souplesse par rapport aux dispositions qui ne constituent pas des normes minimales, particulièrement en ce qui concerne l'interaction de ces dispositions avec les dispositions figurant dans les Conventions fiscales couvertes. La Convention ménage cette souplesse de différentes façons :

- **Spécifier les Conventions fiscales auxquelles s'applique la Convention (les « Conventions fiscales couvertes »).** Bien que la Convention ait vocation à s'appliquer au plus grand nombre possible de conventions existantes, il peut y avoir des circonstances dans lesquelles une Partie préfère exclure une convention spécifique du champ d'application de la Convention, par exemple parce que cette convention a été récemment renégociée afin de mettre en œuvre les résultats du Projet BEPS, ou est en cours de renégociation en vue de mettre en œuvre ces résultats dans cette convention en cours de renégociation. Pour ce faire, la Convention ne s'appliquera qu'à un accord expressément énuméré par les Parties (désignées dans la Convention par l'expression « Juridictions contractantes ») ayant conclu cet accord.
- **Flexibilité concernant les dispositions relatives à une norme minimale.** Lorsqu'une disposition reflète une norme minimale adoptée dans le cadre du Projet BEPS, l'option

de ne pas appliquer cette disposition n'est possible que dans des circonstances bien précises, par exemple lorsque les Conventions fiscales couvertes d'une Partie satisfont déjà à cette norme minimale. Lorsqu'il existe plusieurs options différentes pour satisfaire à une norme minimale, la Convention ne privilégie aucune option plutôt qu'une autre. Cependant, afin d'assurer en pareil cas que la norme minimale puisse être mise en œuvre, si chacune des Juridictions contractantes adopte une approche différente pour satisfaire à une norme minimale qui nécessite l'inclusion d'un type de disposition conventionnelle spécifique, ces Juridictions contractantes doivent s'efforcer de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante et conforme à la norme minimale. Il est à noter que la conformité d'une Convention fiscale couverte (telle qu'éventuellement modifiée par le biais de négociations bilatérales) à une norme minimale sera déterminée dans le cadre du processus général d'examen et de surveillance du Cadre inclusif BEPS qui rassemble un grand nombre d'États et de juridictions pour collaborer à la mise en œuvre de l'Ensemble final BEPS.

- **Option de ne pas appliquer des dispositions ou des parties de dispositions de la Convention à toutes les Conventions fiscales couvertes.** Lorsqu'une disposition substantielle ne reflète pas une norme minimale, une Partie a généralement la possibilité de ne pas appliquer l'intégralité de cette disposition (ou, dans certains cas, de ne pas appliquer une partie de cette disposition). Elle le fait en recourant au mécanisme des réserves, qui sont définies de façon spécifique pour chacun des articles substantiels de la Convention. Lorsqu'une Partie émet une réserve afin de ne pas appliquer une disposition de la Convention, cette disposition ne s'applique pas entre cette Partie et toutes les autres Parties à la Convention. Ainsi, la modification prévue par cette disposition ne produira ses effets à l'égard d'aucune des Conventions fiscales couvertes de la Partie auteure de la réserve.
- **Option de ne pas appliquer des dispositions ou des parties de dispositions de la Convention à des Conventions fiscales couvertes qui contiennent des dispositions présentant des caractéristiques spécifiques et définies de façon objective.** Le Groupe *ad hoc* a reconnu que même si une Partie a l'intention d'appliquer une disposition particulière de la Convention à son réseau conventionnel, des raisons stratégiques peuvent la conduire à maintenir l'application de certains types de dispositions existantes. Pour répondre à cette nécessité, la Convention autorise une Partie, dans un certain nombre de cas, à se réserver le droit de ne pas appliquer une disposition à un sous-groupe de Conventions fiscales couvertes afin de préserver des dispositions existantes qui possèdent des caractéristiques spécifiques et définies de façon objective. À moins que cela ne soit expressément prévu, ces réserves ne s'excluent pas mutuellement. En conséquence, lorsqu'une Partie émet une ou plusieurs de ces réserves, toutes ces réserves s'appliqueront entre la Partie auteure de la réserve et toutes les Juridictions contractantes ayant conclu les Conventions fiscales couvertes qui font l'objet de ces réserves.
- **Option d'appliquer des dispositions facultatives et alternatives.** Dans certains cas, les travaux relatifs au Projet BEPS ont abouti à l'élaboration de plusieurs solutions alternatives à un problème particulier. Dans d'autres cas, ces travaux ont abouti à une disposition principale pouvant être complétée par une disposition additionnelle. La Convention comporte un certain nombre de dispositions facultatives et de dispositions alternatives qui ne s'appliqueront généralement que si toutes les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte choisissent de les appliquer.

dispositions de la partie VI) est la suivante :

- **Mesure BEPS adoptée servant de base à la disposition de la Convention.** En général, chacun des articles 3 à 17 commence par un ou plusieurs paragraphes reflétant l'une des mesures BEPS. Dans la plupart des cas, ces paragraphes reprennent le texte des dispositions du Modèle de convention fiscale concernant le revenu et la fortune de l'OCDE (« Modèle de convention fiscale de l'OCDE ») qui ont été élaborées au cours du Projet BEPS, en y apportant un certain nombre de modifications, notamment :
 - **Modifications terminologiques visant à aligner la terminologie utilisée dans la disposition modèle sur celle employée dans la Convention.** Par exemple, pour rendre dûment compte du champ d'application de la Convention et du fait que les diverses conventions fiscales peuvent avoir différents titres, l'expression « Convention fiscale couverte » est employée à la place du terme « Convention » qui figure dans le Modèle de convention fiscale de l'OCDE et le Modèle de convention des Nations Unies concernant les doubles impositions entre États développés et États en voie de développement (« Modèle de convention des Nations Unies »). En outre, l'expression « Juridiction contractante » est utilisée à la place de l'expression « État contractant » afin de désigner les parties à une Convention fiscale couverte, pour refléter le fait que la Convention peut modifier des conventions auxquelles une ou plusieurs juridictions non étatiques sont parties.
 - **Remplacement de renvois à des articles et à des paragraphes spécifiques par des descriptions de ces dispositions.** Un certain nombre des mesures BEPS interagissent avec des dispositions existantes de conventions fiscales qui n'ont pas été modifiées. En raison des différences significatives entre les conventions fiscales existantes, il n'a pas été possible dans les dispositions de la Convention d'identifier ces dispositions en faisant référence à des numéros spécifiques d'articles et de paragraphes. Lorsqu'il est nécessaire de faire référence aux dispositions de conventions fiscales existantes, la Convention les identifie au moyen d'une description.
 - **Modifications visant à refléter des différences dans les dispositions sous-jacentes.** Dans certains cas, le Projet BEPS a apporté des solutions à des problèmes liés à des dispositions spécifiques du Modèle de convention fiscale de l'OCDE. Dans la Convention, il a été nécessaire de modifier les dispositions du Modèle de convention fiscale de l'OCDE pour faire en sorte qu'elles puissent s'appliquer de façon adéquate dans le contexte de conventions qui s'en écartent. Par exemple, les travaux relatifs à l'Action 6 ont abouti à la modification de l'article 10(2) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE de manière à imposer une durée minimale de détention pour qu'une entreprise puisse bénéficier d'un taux d'imposition réduit sur les dividendes d'une filiale. Cette disposition était basée sur les taux de retenue à la source sur les dividendes et sur les seuils de participation prévus par le Modèle de convention fiscale de l'OCDE et a dû être adaptée afin de tenir compte de la grande variété de dispositions similaires contenues dans les conventions existantes.

- **Clause(s) de compatibilité définissant en termes objectifs la relation entre les dispositions de la Convention et celles des Conventions fiscales couvertes.** Comme indiqué précédemment, de nombreuses dispositions de la Convention recourent à celles figurant dans les Conventions fiscales couvertes. Dans certains cas, elles peuvent être appliquées sans entrer en conflit avec les dispositions de Conventions fiscales couvertes. Néanmoins, lorsque les dispositions de la Convention risquent d'entrer en conflit avec des dispositions existantes portant sur le même sujet, l'ajout d'une ou plusieurs clauses de compatibilité permet de parer à ce risque. Ces clauses peuvent, par exemple, décrire les dispositions existantes que la Convention doit remplacer, ainsi que l'effet sur les Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas de disposition du même type.
- **Clause(s) de réserve définissant la/les réserve(s) autorisée(s) pour chaque disposition (conformément à l'accord obtenu concernant la mesure BEPS concernée).** Très souvent, les Parties sont autorisées à choisir de ne pas appliquer des dispositions particulières, soit à la totalité de leurs Conventions fiscales couvertes soit à un sous-ensemble d'entre elles défini sur la base de critères objectifs (voir le paragraphe 14 ci-dessus). À cette fin, chacun des articles comprend un ou plusieurs paragraphes définissant une liste exhaustive de réserves autorisées. Par souci de clarté, une Partie qui émet une réserve applicable à un sous-ensemble de Conventions fiscales couvertes défini sur la base de critères objectifs est tenue de fournir une liste des dispositions existantes de ses Conventions fiscales couvertes visées par cette réserve. Comme indiqué précédemment, lorsqu'une Partie a émis une réserve à l'égard d'une disposition, cette réserve s'appliquera entre la Partie auteure de la réserve et toutes les autres Parties à la Convention.
- **Clause(s) de notification reflétant les dispositions facultatives choisies.** Chaque article qui autorise une Partie à choisir entre plusieurs dispositions impose à chacune des Parties faisant ce choix de le notifier au Dépositaire, et décrit les conséquences d'un décalage entre les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte, ces conséquences variant selon la disposition en cause.
- **Clause(s) de notification permettant d'identifier clairement les dispositions existantes qui sont dans le champ d'application des clauses de compatibilité de la Convention.** Afin que l'application de la Convention soit transparente et ne donne lieu à aucune ambiguïté, lorsqu'une disposition remplace ou modifie des dispositions existantes spécifiques d'une Convention fiscale couverte, les Parties sont généralement tenues de formuler une notification précisant les Conventions fiscales couvertes qui contiennent des dispositions de ce type. Il est attendu des Parties qu'elles s'efforcent d'identifier toutes les dispositions qui entrent dans le champ d'application objectif des clauses de compatibilité. Il n'est donc pas prévu que les Parties choisissent d'omettre certaines dispositions pertinentes et d'en inclure d'autres. L'effet de ces notifications varie en fonction du type de clause de compatibilité applicable à la disposition concernée. Les effets peuvent être les suivants :
 - **La disposition de la Convention s'applique « à la place » d'une disposition existante d'une Convention fiscale couverte.** Lorsqu'une disposition de la Convention s'applique seulement « à la place » d'une disposition existante, la disposition de la Convention est censée remplacer une disposition existante lorsqu'une telle disposition existe et ne pas s'appliquer en l'absence de disposition existante. En pareil cas, la clause de notification prévoit que la disposition de la Convention ne s'applique que lorsque toutes les Juridictions contractantes formulent une notification

à l'égard de la disposition existante de la Convention fiscale couverte telle que décrite dans la Convention.

- **La disposition de la Convention « s'applique à » une disposition existante d'une Convention fiscale couverte ou « modifie » une telle disposition.** Lorsqu'une disposition de la Convention « s'applique à » une disposition existante ou « modifie » une telle disposition, la disposition de la Convention vise à modifier l'application d'une disposition existante sans la remplacer et ne peut donc s'appliquer que lorsqu'une telle disposition existe. En pareil cas, la clause de notification prévoit que la disposition de la Convention ne s'applique que lorsque toutes les Juridictions contractantes formulent une notification à l'égard de la disposition existante de la Convention fiscale couverte.
- **La disposition de la Convention s'applique « en l'absence » de disposition existante d'une Convention fiscale couverte.** Lorsqu'une disposition de la Convention s'applique seulement « en l'absence » d'une disposition existante, la disposition de la Convention ne s'applique que lorsque toutes les Juridictions contractantes notifient l'absence de disposition dans la Convention fiscale couverte.
- **La disposition de la Convention s'applique « à la place ou en l'absence » de disposition existante d'une Convention fiscale couverte.** Lorsqu'une disposition de la Convention s'applique « à la place ou en l'absence » d'une disposition existante, la disposition de la Convention s'appliquera dans tous les cas. Si toutes les Juridictions contractantes notifient l'existence d'une disposition existante, cette dernière sera remplacée par la disposition de la Convention (dans la mesure prévue par la clause de compatibilité pertinente). Si les Juridictions contractantes ne notifient pas l'existence d'une disposition existante, la disposition de la Convention s'appliquera néanmoins. S'il existe en fait une disposition existante qui n'a pas été notifiée par toutes les Juridictions contractantes, la disposition de la Convention prévaudra sur cette disposition existante et la remplacera dans la mesure où celle-ci est incompatible avec la disposition existante de la Convention. En l'absence de disposition, la disposition de la Convention sera ajoutée à la Convention fiscale couverte.

16. L'approche décrite au dernier point du paragraphe précédent est destinée à refléter le principe ordinaire d'interprétation des traités, tel qu'énoncé à l'article 30(3) de la Convention de Vienne sur le droit des traités, selon lequel un traité antérieur signé par des parties étant aussi parties à un traité postérieur ne s'applique que dans la mesure où ses dispositions sont compatibles avec celles du traité postérieur.

17. Une disposition existante d'une Convention fiscale couverte est considérée comme « incompatible » avec une disposition de la Convention lorsqu'il existe un conflit entre ces deux dispositions. Par exemple, l'article 17(2) de la Convention prévoit que l'article 17(1) s'appliquera à la place ou en l'absence d'une disposition existante qui « impose à une Juridiction contractante de procéder à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur les bénéficiaires d'une entreprise de cette Juridiction contractante lorsque l'autre Juridiction contractante inclut ces bénéficiaires dans les bénéficiaires d'une entreprise de cette autre Juridiction contractante, et les impose en conséquence, et que les bénéficiaires ainsi inclus sont des bénéficiaires qui auraient été réalisés par l'entreprise de cette autre Juridiction contractante si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des

entreprises indépendantes.» Cependant, certaines dispositions existantes prévoient seulement qu'une Juridiction contractante peut procéder à un ajustement correspondant ou peut consulter à cet effet, mais n'exigent pas qu'il soit procédé à des ajustements correspondants en aucune circonstance particulière. Ces dispositions existantes seraient hors du champ d'application de l'article 17(2), ce qui signifie qu'elles continueraient de s'appliquer à moins d'être incompatibles. Dans la mesure où ces dispositions permettraient à une Juridiction contractante de choisir de ne pas procéder à un ajustement approprié même dans le cas où l'ajustement effectué par l'autre Juridiction contractante était justifié, ces dispositions seraient incompatibles avec l'article 17(1). Par conséquent, l'article 17(1) prévaudrait sur ces dispositions, ce qui signifie que son application remplacerait l'application de ces dispositions dans la mesure nécessaire pour éviter un conflit entre les dispositions.

18. Comme indiqué ci-dessus, il est attendu des Parties qu'elles s'efforcent d'identifier les dispositions couvertes par le champ d'application objectif de chaque clause de compatibilité. Cela devrait réduire au minimum les situations dans lesquelles une disposition existante pertinente n'est pas identifiée par les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte. Ces situations ne sont cependant pas impossibles, soit parce que les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte sont en désaccord sur le fait de savoir si une disposition spécifique entre dans le champ d'application d'une clause de compatibilité, soit parce que les deux Juridictions contractantes sont d'accord quant à l'existence d'une disposition pertinente mais sont en désaccord quant à la disposition dont il s'agit. Afin de réduire le risque que ces situations surviennent, des listes de notification, bien que provisoires, doivent être fournies au moment de la signature afin que les Signataires aient la possibilité de discuter des notifications discordantes et d'y remédier avant la finalisation des listes. Dans la mesure où de telles situations se présentent néanmoins, tout désaccord entre les Juridictions contractantes concernant l'application d'une clause de compatibilité à des dispositions existantes pourrait être résolu dans le cadre de la procédure amiable prévue par la Convention fiscale couverte, ou, si nécessaire, par le biais d'une conférence des Parties réunie selon la procédure prévue à l'article 31(3). De plus, il est possible de remédier à l'omission involontaire d'une disposition existante en formulant une notification complémentaire en vertu de l'Article 29(6).

Approche suivie pour élaborer la disposition facultative relative à l'arbitrage obligatoire et contraignant de cas de procédure amiable

19. La partie VI de la Convention (articles 18 à 26) est l'aboutissement des travaux du Sous-groupe sur l'arbitrage pour l'élaboration de dispositions relatives à l'arbitrage obligatoire et contraignant de cas de procédure amiable pour lesquels les autorités compétentes ne parviennent pas à un accord dans un délai déterminé. Comme mentionné précédemment, à la différence des autres mesures BEPS, ces travaux comportent l'élaboration du contenu d'une clause d'arbitrage obligatoire et contraignant. Par conséquent, à la différence des articles 3 à 17, les dispositions de la Note explicative concernant la partie VI portent à la fois sur le contenu de ces dispositions et sur l'application pratique de la partie VI aux Conventions fiscales couvertes.

20. Contrairement aux autres articles de la Convention, les articles de la partie VI s'appliquent uniquement entre les Parties qui choisissent expressément d'appliquer la partie VI en ce qui concerne leurs Conventions fiscales couvertes. La structure des articles de la partie VI diffère également de celle des autres articles de la Convention. Ces différences reflètent le fait que la partie VI est destinée à fonctionner comme une clause d'arbitrage unique et cohérente. Aussi, comme il est expliqué en détail ci-après, les règles de compatibilité avec les dispositions existantes sont regroupées à l'article 26 au lieu d'être prévues à chacun des articles de la partie VI. De plus, bien que la partie VI prévoit certaines réserves définies, il est également permis aux

Parties qui choisissent d'appliquer la partie VI d'émettre leurs propres réserves relatives au type de cas pouvant être soumis à l'arbitrage (sous réserve que celles-ci soient acceptées par les autres Parties), comme indiqué dans les sections de la présente Note explicative relatives à l'article 28(2).

Préambule

21. Le préambule stipule que l'objet général de la Convention est d'assurer une mise en œuvre rapide, coordonnée et cohérente des mesures relatives aux conventions fiscales développées dans le cadre de l'Ensemble final BEPS dans la totalité du réseau de conventions fiscales existantes sans qu'il soit nécessaire de renégocier chacune de ces conventions au niveau bilatéral.

22. L'avant-dernier paragraphe du préambule note que les Parties reconnaissent la nécessité de veiller à ce que les conventions existantes conclues en vue d'éviter la double imposition en matière de revenu soient interprétées dans le but d'éliminer la double imposition à l'égard des impôts visés par ces conventions, sans pour autant créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite via des pratiques d'évasion fiscale, de fraude fiscale ou d'évitement fiscal (résultant notamment de la mise en place de stratégies de chalandage fiscal destinées à obtenir des allègements prévus dans ces conventions au bénéfice indirect de résidents de juridictions tierces). Cette déclaration renvoie tout particulièrement à l'article 6(1) qui vise à modifier les préambules des Conventions fiscales couvertes afin d'y insérer le texte suivant :

« Entendant éliminer la double imposition en matière d'impôts visés par la présente Convention, et ce, sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite via des pratiques d'évasion ou de fraude fiscale/évitement fiscal (résultant notamment de la mise en place de stratégies de chalandage fiscal destinées à obtenir des allègements prévus dans la présente convention au bénéfice indirect de résidents de juridictions tierces), »

23. L'insertion de cette déclaration au préambule de la Convention a pour objectif d'indiquer clairement la volonté des Parties de voir les Conventions fiscales couvertes interprétées conformément au texte du préambule prévu à l'article 6(1).

Partie I. – Champ d'application et interprétation des

termes Article 1 – Champ d'application de la Convention

24. L'article 1 définit le champ d'application de la Convention. La Convention modifie toutes les Conventions fiscales couvertes telles qu'elles sont définies à l'article 2(1)(a).

Article 2 – Interprétation des termes

Paragraphe 1

Convention fiscale couverte

25. Le paragraphe 1(a) définit l'expression « Conventions fiscales couvertes », utilisée pour décrire les conventions qui sont modifiées par la Convention. Cette définition couvre les accords conclus en vue d'éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu qui sont en vigueur entre deux ou plusieurs Parties à la Convention ou, comme indiqué ci-dessous, des juridictions ou territoires dont les relations internationales relèvent de la responsabilité d'une Partie. Seraient également inclus les accords qui couvrent les impôts sur la fortune, ou les impôts sur les gains en capital, en sus des impôts sur le revenu. Cependant, la Convention n'a cependant pas vocation à s'appliquer aux accords qui portent exclusivement sur le transport maritime ou aérien ni aux accords de sécurité sociale.

26. Pour éviter toute confusion ou incertitude quant au champ d'application des accords couverts, la Convention modifie seulement un accord spécifiquement désigné dans une notification adressée au Dépositaire par chacune des Parties à la Convention qui est, soit une Juridiction contractante ayant conclu cet accord, soit un État responsable des relations internationales d'une partie à cet accord. Cette notification mentionnerait l'accord ainsi que tout instrument l'ayant modifié et tout instrument accompagnant cet accord et qui en modifie l'application. Cette approche ménage une certaine flexibilité pour déterminer quels accords existants sont couverts par la Convention. Bien que la Convention ait vocation à s'appliquer au plus grand nombre possible d'accords existants, il peut exister des circonstances dans lesquelles une Partie préfère exclure un accord spécifique de son champ d'application. Par exemple, une Partie peut souhaiter ne pas inclure un accord dans le champ d'application de la Convention du fait que cet accord a été récemment renégocié en vue de mettre en œuvre les résultats du Projet BEPS, ou parce qu'il est en cours de renégociation en vue de mettre en œuvre ces résultats dans l'accord renégocié.

27. Le paragraphe 1(a)(i)(B) autorise un État qui est Partie à la Convention à inclure dans sa liste de Conventions fiscales couvertes des accords fiscaux conclus par une juridiction ou un territoire dont les relations internationales relèvent de sa responsabilité. Cette disposition vise à couvrir le cas de juridictions ou territoires qui, en vertu des accords avec l'État responsable de leurs relations internationales, ont la capacité de conclure eux-mêmes des accords fiscaux.

28. Par conséquent, la Convention peut couvrir de deux façons des accords fiscaux conclus par des juridictions ou des territoires qui ne sont pas des États : (i) des juridictions peuvent devenir des Parties à la Convention lorsqu'elles sont nommément listées à l'article 27(1)(b) au moment de l'adoption du texte de la Convention ou lorsqu'elles sont par la suite autorisées à signer et à ratifier la Convention en vertu d'une décision prise par consensus des Parties et des Signataires en vertu de l'article 27(1)(c) (voir les paragraphes 261 et 262 de la présente Note explicative ci-dessous) ; ou (ii) conformément à l'article 2(1)(a)(i)(B) de la Convention, un État Partie peut inclure dans sa liste de Conventions fiscales couvertes des accords fiscaux conclus par une juridiction ou un territoire dont les relations internationales relèvent de sa responsabilité.

29. Dans les cas où un État Partie fait usage du paragraphe 1(a)(i)(B), il émet des réserves et formule des notifications concernant la juridiction ou le territoire concerné, qui sont applicables à l'ensemble des Conventions fiscales couvertes de cette juridiction ou de ce territoire. Ces réserves et notifications peuvent différer des réserves émises par l'État Partie conformément aux articles 28(4) et 29(2) de la Convention.

30. La Convention peut également couvrir des accords fiscaux conclus par un État Partie « pour le compte » d'une juridiction qui n'est pas un État ou d'un territoire dont les relations internationales relèvent de la responsabilité de cet État Partie. Dans ces cas, l'État Partie inclurait ces accords fiscaux dans sa liste de Conventions fiscales couvertes en vertu du paragraphe 1)(a)(i)(A), mais a la possibilité, en vertu des articles 28(4) et 29(2), d'émettre des réserves et de formuler des notifications concernant cette juridiction ou ce territoire qui peuvent différer de la liste de réserves et de notifications de cet État Partie.

31. Il est important de noter que le champ d'application territorial d'une Convention fiscale couverte reste celui défini dans cette Convention fiscale couverte et n'est pas modifié par la Convention. Par conséquent, les dispositions des Conventions fiscales couvertes qui sont modifiées par la Convention conservent le même champ d'application territorial que celui de la Convention fiscale couverte d'origine.

32. Une Partie a la possibilité d'inclure dans la liste prévue au paragraphe 1(a)(ii) un accord signé mais non encore entré en vigueur. Dans ce cas, la Partie doit notifier au Dépositaire en temps opportun la date d'entrée en vigueur de cet accord puisqu'il s'agit de la date à laquelle l'accord peut devenir une Convention fiscale couverte. Lorsque cette date est postérieure à l'entrée en vigueur de la Convention pour cette Partie en vertu de l'article 34(2), cette notification est considérée comme un ajout à la liste de ses Conventions fiscales couvertes, en vertu de l'article 29(5).

33. En fournissant sa liste de Conventions fiscales couvertes prévue au paragraphe 1(a)(ii), une Partie doit mentionner non seulement l'accord initial mais également tout instrument accompagnant cet accord qui en modifie l'application ainsi que tout instrument qui aurait modifié cet accord par la suite. Ceci garantit la clarté au sujet du contenu de l'accord en vigueur au moment où il est modifié par la Convention. Il importe cependant de noter que la Convention n'a pas pour but de figer le contenu des accords fiscaux sous-jacents et que les Juridictions contractantes peuvent évidemment décider d'apporter d'autres modifications à ces accords fiscaux sous-jacents après qu'ils ont été modifiés par la Convention. Le droit des Juridictions contractantes de continuer à modifier leurs Conventions fiscales couvertes ne doit pas être affecté, que ces modifications ultérieures portent ou non sur des dispositions qui ont été modifiées par l'application de la Convention. Ceci ressort de l'article 30 de la Convention, qui prévoit que les Juridictions contractantes peuvent convenir de modifications ultérieures des Conventions fiscales couvertes.

Partie

34. Le terme « Partie » est employé dans l'ensemble de la Convention pour désigner les États ainsi que les juridictions qui ont signé la Convention en vertu de l'article 27(1)(b) ou (c), pour lesquels la Convention est en vigueur en vertu de l'article 34.

Juridiction contractante

35. L'expression « Juridiction contractante » désigne les États, juridictions ou territoires qui sont parties à une Convention fiscale couverte. Elle est employée à la place de l'expression « État contractant », qui est plus fréquemment utilisée (mais qui est inappropriée en raison de l'application potentielle de la Convention à des accords auxquels une juridiction qui n'est pas un État est partie) et de l'expression « Partie contractante », qui pourrait être source de confusion du fait que « Partie » désigne une partie à la Convention.

Signataire

36. Le terme « Signataire », employé exclusivement dans les dispositions finales de la Convention, désigne les États ou les juridictions qui ont signé la Convention en vertu de l'article 27(1) mais pour lesquels la Convention n'est pas encore en vigueur.

Paragraphe 2

37. Ce paragraphe énonce une règle générale d'interprétation des termes utilisés dans la Convention mais qui n'y sont pas définis. Tout terme ou expression non défini dans la Convention, sauf si le contexte exige une interprétation différente, a le sens que lui attribue la Convention fiscale couverte concernée au moment où la Convention est appliquée.

38. S'agissant d'un terme ou d'une expression qui n'est pas explicitement défini dans la Convention ou dans la Convention fiscale couverte concernée, les Conventions fiscales couvertes disposent en général que tout terme ou expression qui n'y est pas défini a, sauf si le contexte exige une interprétation différente, le sens que lui attribue la législation interne de la Juridiction contractante qui applique la Convention fiscale couverte au moment où cette Juridiction contractante applique la Convention fiscale couverte, étant entendu que le sens attribué à ce terme ou cette expression par le droit fiscal de cette Juridiction contractante prévaut sur le sens que lui attribuent les autres branches du droit de cette Juridiction contractante. Lorsque cette règle figure dans une Convention fiscale couverte, elle s'appliquerait aux fins de déterminer le sens de termes ou expressions non définis dans la Convention, sauf si le contexte exige une interprétation différente. À cette fin, le contexte comprendrait l'objet de la Convention, tel que décrit aux paragraphes 1 à 14 figurant ci-dessus, ainsi que de l'objet de la Convention fiscale couverte, tel qu'il ressort du préambule modifié par l'article 6 (voir les paragraphes 21 à 23 ci-dessus relatifs au préambule de la Convention et le paragraphe 76 ci-dessous, relatif à l'article 6).

Partie II. – DISPOSITIFS HYBRIDES**Article 3 – Entités transparentes****Paragraphe 1**

39. Le rapport sur l'Action 2 « Neutraliser les effets des dispositifs hybrides » contient le

nouvel article 1(2) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE qui traite du revenu perçu par ou via des entités transparentes. Le texte de ce nouvel article 1(2) figurant au paragraphe 435 (page 139) du rapport sur l'Action 2 est le suivant :

2. Aux fins de la présente Convention, le revenu perçu par ou via une entité ou un dispositif considéré comme totalement ou partiellement transparent sur le plan fiscal selon la législation fiscale de l'un des États contractants est considéré comme étant le revenu d'un résident d'un État contractant, mais uniquement dans la mesure où ce revenu est traité, aux fins de l'imposition par cet État, comme le revenu d'un résident de cet État.

40. L'article 3(1) de la Convention reproduit ce texte. Les modifications qui y ont été apportées visent seulement à aligner la terminologie employée dans ce texte modèle sur celle employée dans la Convention.

Paragraphe 2

41. Le paragraphe 2 met en œuvre les modifications relatives à l'élimination de la double imposition, telles que mentionnées au paragraphe 64 du rapport sur l'Action 6 « Empêcher l'utilisation abusive des conventions fiscales lorsque les circonstances ne s'y prêtent pas » et approuvées dans le cadre des travaux de suivi sur l'Action 6. Cette disposition vise à modifier l'application de dispositions relatives aux méthodes d'élimination de la double imposition, telles que celles figurant aux articles 23A et 23B des Modèles de convention fiscale de l'OCDE et des Nations Unies.

Paragraphe 3

42. Comme exposé de manière plus détaillée au paragraphe 154 des explications relatives à l'article 11(3), le paragraphe 3 règle la relation entre l'article 3 et la clause de sauvegarde prévue à l'article 11 en ajoutant une phrase supplémentaire à la fin du paragraphe 1. Il s'appliquera à toute Convention fiscale couverte pour laquelle une ou plusieurs Parties se sont réservé le droit de ne pas appliquer l'article 11 en vertu du paragraphe 3(a) de cet article.

Paragraphe 4

43. Un nombre important de Conventions fiscales couvertes contient déjà des dispositions relatives aux entités fiscalement transparentes, et ces dispositions peuvent prendre des formes différentes. Par exemple, alors que la formulation de la disposition qui figure au paragraphe 1 est rédigée pour s'appliquer au revenu perçu par une entité transparente, certaines dispositions peuvent être rédigées sous forme de définitions du terme « résident ». D'autres dispositions contiennent des règles plus détaillées précisant les circonstances particulières dans lesquelles un revenu perçu via une entité considérée comme transparente selon la législation des Juridictions contractantes peut bénéficier d'avantages.

44. Le paragraphe 4 est la clause de compatibilité qui traite de l'interaction entre l'article 3(1) (tel que susceptible d'être modifié par l'article 3(3)) et les dispositions existantes du même type. Il vise tous les types de dispositions mentionnées ci-dessus en indiquant que l'article 3(1) (tel que susceptible d'être modifié par l'article 3(3)) remplacerait les dispositions d'une

Convention fiscale couverte traitant de la question de savoir si un revenu perçu par ou via une entité ou un dispositif considéré comme fiscalement transparent selon la législation fiscale de l'une des Juridictions contractantes sera considéré comme étant le revenu d'un résident d'une Juridiction contractante, ou serait ajouté si de telles dispositions n'existent pas. Lorsqu'une disposition existante régit à la fois le traitement des entités et dispositifs fiscalement transparents et le traitement d'entités exonérées d'impôt qui ne sont pas fiscalement transparentes, une telle disposition serait remplacée uniquement en ce qui concerne le traitement des entités fiscalement transparentes.

45. Le paragraphe 1 remplace donc les dispositions qui déterminent si un revenu perçu par ou via une entité ou un dispositif considéré comme fiscalement transparent selon la législation fiscale de l'une des Juridictions contractantes doit être considéré comme le revenu d'un résident d'une Juridiction contractante, que ces dispositions soient rédigées sous la forme d'une règle générale inspirée de celle du Modèle de convention fiscale de l'OCDE, qu'elles définissent avec précision le traitement de situations de faits spécifiques, ou qu'elles décrivent avec précision des types spécifiques d'entités ou de dispositifs. Il n'est cependant pas prévu que l'article 3(1) (tel que susceptible d'être modifié par le paragraphe 3) remplace les dispositions qui contiennent des « règles d'intégrité » détaillées, précisant comment un article d'une Convention fiscale couverte s'applique à un élément de revenu spécifique perçu par un résident d'une Juridiction contractante, telles qu'une règle considérant que le bénéficiaire d'une fiducie (ou trust) dispose d'un établissement stable et attribuant à cet établissement stable la part des bénéfices de la fiducie (ou trust) qui revient au bénéficiaire. Bien que de telles dispositions d'intégrité puissent s'appliquer à des revenus perçus par ou via une entité ou un dispositif considéré comme fiscalement transparent selon la législation fiscale de l'une des Juridictions contractantes, elles ne déterminent pas si ces revenus sont considérés comme les revenus d'un résident d'une Juridiction contractante aux fins de l'article 3(4). Au contraire, ces dispositions ne s'appliquent que lorsque l'élément de revenu en cause est déjà considéré comme le revenu d'un résident d'une Juridiction contractante pouvant bénéficier d'avantages en vertu de la Convention fiscale couverte pertinente.

Paragraphe 5

46. Une disposition relative aux entités fiscalement transparentes n'est pas requise pour satisfaire à une norme minimale. Les clauses de réserves du paragraphe 5 indiquent donc qu'une Partie peut se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité de cet article. En outre, les Parties peuvent se réserver le droit de conserver les dispositions existantes relatives à ces situations. Ainsi, la disposition existante serait conservée lorsque l'une ou l'autre des Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte émet une telle réserve.

47. Une Partie peut également se réserver le droit de conserver les dispositions existantes qui refuseraient l'octroi d'avantages lorsque l'entité transparente est établie dans une juridiction tierce. Les Parties peuvent également se réserver le droit de conserver les dispositions existantes qui détaillent davantage le traitement des situations de fait et des entités auxquelles la disposition s'applique (ou se réserver le droit de conserver ces dispositions seulement si celles-ci refusent l'octroi d'avantages aux entités établies dans une juridiction tierce). Les Parties peuvent également se réserver le droit de ne pas appliquer le paragraphe 2 à leurs Conventions fiscales couvertes. Enfin, les Parties peuvent se réserver le droit de remplacer les dispositions détaillées tout en conservant les dispositions existantes moins détaillées telles qu'elles sont.

Paragraphe 6

48. Afin d'indiquer clairement quelles dispositions existantes seront remplacées par le

paragraphe 1 (tel que susceptible d'être modifié par le paragraphe 3), le paragraphe 6 prévoit que chaque Partie (à l'exception d'une Partie qui s'est réservé le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 3 à l'ensemble de ses Conventions fiscales couvertes ou de ne pas appliquer le paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une disposition décrite au paragraphe 4) doit notifier au Dépositaire ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition existante du même type ne faisant pas l'objet d'une réserve prévue au paragraphe 5(c) à (e). Lorsqu'une Partie a émis la réserve prévue au paragraphe 5(g), la notification inclurait uniquement les dispositions des Conventions fiscales couvertes visées par cette réserve. Une telle disposition serait remplacée par le paragraphe 1 (tel que susceptible d'être modifié par le paragraphe 3) dans la mesure prévue par le paragraphe 4 lorsque toutes les parties à la Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification. Dans tous les autres cas, le paragraphe 1 (tel que susceptible d'être modifié par le paragraphe 3) s'appliquera à la Convention fiscale couverte mais prévaudra sur les dispositions existantes de la Convention fiscale couverte seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec le paragraphe 1 (tel que susceptible d'être modifié par le paragraphe 3).

Article 4 – Entités ayant une double résidence

Paragraphe 1

49. Le paragraphe 1 modifie les règles permettant de déterminer au sens d'une convention la résidence d'une personne autre qu'une personne physique qui est un résident de plus d'une des Juridictions contractantes et s'inspire du texte de l'article 4(3) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE qui figure au paragraphe 48 (page 72) du rapport sur l'Action 6, et qui se lit comme suit :

3. Lorsque, en vertu des dispositions du paragraphe 1, une personne autre qu'une personne physique est un résident des deux États contractants, les autorités compétentes des États contractants s'efforcent de déterminer d'un commun accord l'État contractant duquel cette personne est réputée être un résident aux fins de la Convention, eu égard au lieu où se situe son siège de direction effective, au lieu où elle a été constituée en société ou en toute autre forme juridique, et à tout autre facteur pertinent. En l'absence d'un tel accord entre les États contractants, cette personne ne pourra prétendre à aucun des allègements ou exonérations de l'impôt prévus par la Convention sauf dans la mesure et selon les modalités convenues par les autorités compétentes des États contractants.

50. Comme pour les autres dispositions de la Convention, l'article 4(1) présente certaines modifications au texte modèle pour aligner la terminologie utilisée dans ce texte sur celle employée dans la Convention et pour remplacer les renvois à des paragraphes spécifiques par des descriptions de ces paragraphes.

Paragraphe 2

51. Le paragraphe 2 est la clause de compatibilité qui décrit l'interaction entre l'article 4(1) et les dispositions des Conventions fiscales couvertes. Compte tenu de l'importance d'avoir dans toute Convention fiscale couverte une seule règle de départage (aussi connue sous sa dénomination anglaise « tie-breaker rule ») concernant la résidence des entités, le paragraphe 2 prévoit que l'article 4(1) (tel que susceptible d'être modifié par la réserve prévue à l'article

4(3)(e)) s'appliquerait à la place des dispositions d'une Convention fiscale couverte qui établissent des règles afin de déterminer si une personne autre qu'une personne physique doit être considérée comme un résident de l'une des Juridictions contractantes dans les situations où cette personne serait autrement considérée comme un résident de plus d'une des Juridictions contractantes, ou serait ajouté en l'absence de telles dispositions.

52. Les « règles de départage » existantes relatives à la résidence de personnes autres que des personnes physiques prennent des formes différentes. Par exemple, certaines (comme l'article 4(3) du Modèle de convention des Nations Unies, et l'article 4(3) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE avant l'achèvement du Projet BEPS), tranchent en faveur du siège de direction effective, d'autres font prévaloir le lieu où la personne a été constituée en société ou en toute autre forme juridique, et d'autres exigent le recours à la procédure amiable pour déterminer la résidence sans refuser de façon explicite l'octroi d'avantages prévus par la Convention fiscale couverte en l'absence d'une telle détermination. Certaines dispositions de départage existantes règlent ces problèmes en refusant l'octroi des avantages de la convention sans exiger des autorités compétentes qu'elles s'efforcent de parvenir à un commun accord sur une seule Juridiction contractante de résidence. Les dispositions de l'article 4 remplaceraient tous ces types de règles de départage permettant de déterminer la résidence d'une personne autre qu'une personne physique. Lorsqu'une Convention fiscale couverte contient une règle de départage applicable à la fois aux personnes physiques et aux personnes autres qu'une personne physique, le paragraphe 1 ne s'appliquerait à la place de cette disposition que dans la mesure où elle concerne une personne autre qu'une personne physique.

53. L'article 4 ne remplacerait pas les dispositions des Conventions fiscales couvertes qui traitent expressément de la résidence de sociétés participant à des structures à double cotation. La notion de structures à double cotation désigne généralement un arrangement, adopté par certaines sociétés cotées en bourse, qui reflète une communauté de gestion, d'exploitation, de droits des actionnaires, d'objet et de mission par le biais d'un arrangement ou d'une série d'arrangements entre deux sociétés mères, chacune avec sa propre cotation boursière, ainsi que par des dispositions particulières dans leurs statuts respectifs, y compris dans certains cas, par exemple, la création d'actions à droit de vote spécial. Dans ce type de structures, alors que les sociétés participantes conservent leur statut juridique d'entité distincte, la position des actionnaires de la société mère est, autant que possible, la même que s'ils détenaient des actions dans une seule société, avec le même droit aux dividendes et les mêmes droits de participation aux actifs des sociétés participant à des structures à double cotation en cas de liquidation. Ce type d'arrangement existe dans relativement peu de juridictions et les dispositions des conventions qui les traitent sont généralement adaptées en détail à la situation de ces juridictions afin d'assurer la détermination d'une seule juridiction de résidence pour chaque société participante.

Paragraphe 3

54. Étant donné que des dispositions traitant des cas dans lesquels une personne autre qu'une personne physique est un résident de plus d'une Juridiction contractante ne sont pas requises pour satisfaire à une norme minimale, le paragraphe 3(a) permet à une Partie de se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 4 à ses Conventions fiscales couvertes et le paragraphe 3(b) à (d) permet à une Partie de choisir de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 4 aux Conventions fiscales couvertes qui contiennent des dispositions comportant des caractéristiques spécifiques et objectivement définies.

55. En vertu du paragraphe 3(b), une Partie peut se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 4 aux Conventions fiscales couvertes qui imposent déjà aux autorités

compétentes des Juridictions contractantes de s'efforcer de trouver un accord sur une seule Juridiction contractante de résidence. En revanche, le paragraphe 3(c) permet à une Partie de se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 4 à ses Conventions fiscales couvertes qui refusent déjà l'octroi des avantages prévus par la Convention fiscale couverte, sans que les autorités compétentes des Juridictions contractantes soient tenues de s'efforcer de déterminer d'un commun accord une seule Juridiction contractante de résidence. Le paragraphe 3(d) prévoit une version plus limitée de la réserve prévue au paragraphe 3(b), en permettant à une Partie de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 4 aux Conventions fiscales couvertes qui requièrent des autorités compétentes des Juridictions contractantes qu'elles s'efforcent de trouver un accord sur une seule Juridiction contractante de résidence pour une personne autre qu'une personne physique et qui prévoient le traitement de cette personne lorsqu'un tel accord ne peut être trouvé.

56. En vertu du paragraphe 3(e), une Partie peut également se réserver le droit de remplacer la dernière phrase de l'article 4(1) par la phrase suivante pour l'application de ses Conventions fiscales couvertes : « En l'absence d'un tel accord, cette personne ne pourra prétendre à aucun des allègements ou exonérations de l'impôt prévus par la Convention fiscale couverte. » Concrètement, cela permet à une Partie de faire en sorte que les autorités compétentes des Juridictions contractantes ne soient pas autorisées à décider d'accorder les allègements ou exonérations d'impôt prévus par la Convention fiscale couverte sauf si elles parviennent à s'entendre sur la Juridiction contractante dont la personne décrite au paragraphe 1 est réputée être un résident aux fins de la Convention fiscale couverte.

57. Reconnaissant que l'application du paragraphe 3(e) peut ne pas être acceptable pour toutes les Parties, le paragraphe 3(f) permet à une Partie de se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 4 à ses Conventions fiscales couvertes avec des Parties qui ont émis la réserve prévue au paragraphe 3(e). Du fait de l'interaction entre les alinéas e) et f), le paragraphe 1 sera modifié par la réserve prévue au paragraphe 3(e) lorsque celle-ci aura été émise par une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte, sauf si l'autre Juridiction contractante a émis la réserve prévue au paragraphe 3(f). Par conséquent, toutes les références au paragraphe 1 dans l'ensemble de l'article doivent se lire comme des références au paragraphe 1 tel que susceptible d'être modifié par le paragraphe 3(e).

58. Il convient de noter que, puisque le paragraphe 1 refuse expressément les avantages de la Convention fiscale couverte en l'absence d'accord entre les autorités compétentes des Juridictions contractantes, le refus d'octroyer ces avantages ne peut pas être considéré comme une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte. Cela signifierait, par exemple, que les cas pour lesquels les avantages sont refusés faute d'accord entre les autorités compétentes des Juridictions contractantes ne rempliraient pas les conditions pour être soumis à l'arbitrage en vertu d'une Convention fiscale couverte prévoyant l'arbitrage pour les cas d'imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte.

Paragraphe 4

59. Pour identifier clairement quelles dispositions existantes seront remplacées par le paragraphe 1, le paragraphe 4 exige que chaque Partie (autre qu'une Partie qui s'est réservé le droit en vertu du paragraphe 3(a) de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 4 à l'ensemble de ses Conventions fiscales couvertes) notifie au Dépositaire si chacune de ses Conventions fiscales couvertes contient une disposition existante qui ne fait pas l'objet d'une réserve prévue au paragraphe 3(b) à (d). Une telle disposition serait remplacée par les dispositions du paragraphe 1 (tel que susceptible d'être modifié par la réserve prévue au paragraphe 3(e)) lorsque toutes les parties à la Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification. Dans tous les autres

cas, le paragraphe 1 (tel que susceptible d'être modifié par la réserve prévue au paragraphe 3(e)) s'appliquerait à la Convention fiscale couverte mais prévaudrait sur les dispositions existantes de la Convention fiscale couverte seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec le paragraphe 1 (tel que susceptible d'être modifié par la réserve prévue au paragraphe 3(e)).

Article 5 – Application des méthodes d'élimination de la double imposition

Paragraphe 1

60. Les paragraphes 442 à 444 du rapport sur l'Action 2 présentent trois options permettant aux États de résoudre les problèmes liés à l'utilisation dans les conventions de la méthode de l'exemption en ce qui concerne des éléments de revenu non imposés dans l'État de la source. Ces options figurent aux paragraphes 2 et 3 (Option A), aux paragraphes 4 et 5 (Option B) et aux paragraphes 6 et 7 (Option C) de l'article 5. Une Partie est autorisée à choisir l'Option A, B ou C, ou peut choisir de n'appliquer aucune de ces options. Reconnaissant qu'une application asymétrique est courante dans les dispositions relatives à l'élimination de la double imposition, lorsque les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte choisissent des options différentes, chacune des Juridictions contractantes serait, par défaut, autorisée à appliquer à ses propres résidents l'option qu'elle a choisie (sous réserve de l'application des paragraphes 8 et 9).

Option A

Paragraphe 2

61.

Le paragraphe 2 est basé sur l'article 23A(4) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE, tel qu'il est décrit au paragraphe 444 (pages 146-147) et à la note 1 (page 149) du rapport sur l'Action 2, qui se lit comme suit :

4. Les dispositions du paragraphe 1 ne s'appliquent pas au revenu reçu ou à la fortune possédée par un résident d'un État contractant lorsque l'autre État Contractant applique les dispositions de la Convention pour exempter d'impôt ce revenu ou cette fortune ou applique les dispositions du paragraphe 2 de l'article 10 ou 11 à ce revenu.

62. Des modifications ont été apportées au texte modèle de l'article 23A(4) pour aligner la terminologie qui y est employée sur celle utilisée dans la Convention et pour remplacer le renvoi aux dispositions du paragraphe 1 de l'article 23A par une référence plus générale aux dispositions relatives à l'élimination de la double imposition. Des modifications ont également été apportées afin de remplacer les références au « paragraphe 2 de l'article 10 ou 11 » du Modèle de convention fiscale de l'OCDE par une référence plus générale au revenu imposé à un taux réduit, pour tenir compte des Conventions fiscales couvertes qui permettent l'application d'une retenue à la source sur des revenus autres que les dividendes ou les intérêts, tels que les redevances.

63. Deux phrases ont également été ajoutées à la fin du texte modèle pour garantir que l'ajout de l'Option A n'entraîne pas de double imposition dans le cas des Conventions fiscales couvertes qui ne prévoient pas déjà l'application de la méthode d'imputation pour les revenus soumis à un taux réduit de retenue à la source.

Paragraphe 3

64. Le paragraphe 3 est la clause de compatibilité qui décrit l'interaction entre l'Option A et les dispositions de Conventions fiscales couvertes. La clause de compatibilité indique que l'Option A s'appliquerait aux Conventions fiscales couvertes qui autrement imposeraient à une Juridiction contractante d'exempter le revenu que l'autre Juridiction contractante soumet à un taux réduit d'imposition ou qu'elle exempte en application de la Convention fiscale couverte. Ceci s'appliquerait, par exemple, aux dispositions du type de celles figurant à l'article 23A des Modèles de convention fiscale de l'OCDE et des Nations Unies, ainsi qu'aux dispositions des Conventions fiscales couvertes qui utilisent la méthode de l'exemption pour l'élimination de la double imposition.

65. Le paragraphe 3 de l'Option A ne doit pas être interprété comme s'appliquant aux dispositions qui accordent des droits d'imposition exclusifs à la Juridiction contractante de résidence pour certains types de revenus, telles que les dispositions qui exemptent les dividendes de l'imposition à la source.

Option B

Paragraphe 4

le 4

66. L'option B permet aux juridictions contractantes de ne pas appliquer la méthode de l'exemption à l'égard de dividendes déductibles dans la Juridiction contractante du payeur, comme décrit au paragraphe 444 (pages 146-147) du rapport sur l'Action 2. L'Option B constitue une nouveauté, dans la mesure où aucune disposition mettant en œuvre cette option n'a été rédigée dans le cadre des travaux sur l'Action 2. L'Option B vise la situation dans laquelle le revenu reçu par un résident d'une Juridiction contractante, qui serait normalement considéré en vertu de la Convention fiscale couverte comme un revenu de dividendes exempté dans cette Juridiction contractante, est considéré comme un paiement déductible par l'autre Juridiction contractante.

Paragraphe 5

67. Le paragraphe 5 est la clause de compatibilité qui décrit l'interaction entre l'Option B et les dispositions de Conventions fiscales couvertes. La clause de compatibilité indique que l'Option B s'appliquerait aux Conventions fiscales couvertes qui exigeraient par ailleurs d'une Juridiction contractante qu'elle exempte un revenu reçu par un de ses résidents et constitué par des dividendes déductibles dans la Juridiction contractante du payeur.

Option C

Paragrap

he 6

68. L'Option C reflète la méthode de l'imputation pour l'élimination de la double imposition et s'appuie sur l'article 23B du Modèle de convention fiscale de l'OCDE tel qu'il a été mis à jour dans le cadre du Projet BEPS, qui se lit comme suit :

« 1. Lorsqu'un résident d'un État contractant reçoit des revenus ou possède de la fortune qui sont imposables dans l'autre État contractant conformément aux dispositions de la présente Convention (sauf dans la mesure où ces dispositions permettent l'imposition par cet autre État uniquement parce que le revenu est également un revenu reçu par un résident de cet autre État), le premier État accorde :

a) sur l'impôt qu'il perçoit sur les revenus de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur le revenu payé dans cet autre État ;

b) sur l'impôt qu'il perçoit sur la fortune de ce résident, une déduction d'un montant égal à l'impôt sur la fortune payé dans cet autre État.

Dans l'un ou l'autre cas, cette déduction ne peut toutefois excéder la fraction de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur la fortune, calculé avant déduction, correspondant selon le cas aux revenus ou à la fortune imposables dans cet autre État.

2. Lorsque, conformément à une disposition quelconque de la Convention, les revenus qu'un résident d'un État contractant reçoit ou la fortune qu'il possède sont exempts d'impôt dans cet État, celui-ci peut néanmoins, pour calculer le montant de l'impôt sur le reste des revenus ou de la fortune de ce résident, tenir compte des revenus ou de la fortune exemptés. »

69. Les seules modifications apportées au texte modèle visent à aligner la terminologie utilisée dans ce texte sur celle utilisée dans la Convention.

Paragraphe 7

70. Le paragraphe 7 est la clause de compatibilité qui traite de l'interaction entre l'Option C et les dispositions des Conventions fiscales couvertes. La clause de compatibilité indique que l'Option C s'appliquerait à la place des dispositions d'une Convention fiscale couverte qui, aux fins d'éliminer la double imposition, prévoient qu'une Juridiction contractante exempte d'impôt dans cette même Juridiction contractante le revenu qu'un résident de cette Juridiction contractante reçoit ou la fortune qu'il possède qui, conformément aux dispositions de la Convention fiscale couverte, est imposable dans l'autre Juridiction contractante.

71. Le paragraphe 7 ne doit pas être interprété comme remplaçant des dispositions existantes visant à clarifier que des dividendes qui seraient exemptés d'impôt en application du droit interne de la Juridiction contractante de résidence seraient également exemptés en vertu de la Convention fiscale couverte.

Paragraphe 8 et 9

72. Comme mentionné précédemment, lorsqu'une Partie choisit d'appliquer l'option A, B ou C à ses Conventions fiscales couvertes et que l'autre Partie choisit une Option différente (ou choisit de n'appliquer aucune option), l'option choisie par chaque partie s'appliquerait, par défaut, à l'égard de ses propres résidents. Certains membres du Groupe *ad hoc* ont toutefois exprimé la crainte que l'acceptation d'une application asymétrique dans tous les cas ne perturbe l'équilibre de certaines conventions fiscales bilatérales si la disposition relative à l'élimination de la double imposition a fait l'objet d'un compromis bilatéral. Pour répondre à ces préoccupations, le paragraphe 8 permet à une Partie qui ne choisit pas d'appliquer une des options prévues au paragraphe 1 de cet article de se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 5 à l'égard de l'une ou de plusieurs Conventions fiscales couvertes identifiées ou à l'égard de l'ensemble de ses Conventions fiscales couvertes.

73. Il se peut que certaines Parties soient disposées à accepter l'application asymétrique des options A ou B qui représentent des changements mineurs destinés à traiter les cas de conflit de qualifications, mais préfèrent apporter des modifications plus importantes, comme celles prévues par l'Option C, par voie de négociations bilatérales. Pour ce faire, le paragraphe 9 autorise une Partie qui ne choisit pas d'appliquer l'Option C à choisir, à l'égard d'une ou de plusieurs Conventions fiscales couvertes identifiées (ou à l'égard de toutes ses Conventions fiscales couvertes), de ne pas permettre aux autres Juridictions contractantes d'appliquer l'Option C.

Paragraphe 10

74. Le paragraphe 10 impose à chaque Partie qui a choisi d'appliquer une option conformément au paragraphe 1 de notifier au Dépositaire 1) l'option choisie ; 2) chacune de ses Conventions fiscales couvertes contenant une disposition couverte par la clause de compatibilité relative à cette option ; et 3) les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Afin d'éviter toute incertitude, une option ne s'appliquera à une disposition d'une Convention fiscale couverte que si la Partie ayant choisi d'appliquer cette option formule une telle notification à l'égard de cette disposition.

Partie III. – Utilisation abusive des conventions

Article 6 – Objet d'une Convention fiscale

couverte

75. La norme minimale relative à la prévention de l'utilisation abusive des conventions fiscales résultant de l'Action 6 (Empêcher l'utilisation abusive des conventions fiscales lorsque les circonstances ne s'y prêtent pas) impose aux États d'inclure dans leurs conventions fiscales une déclaration explicite indiquant que leur intention commune est d'éliminer la double imposition, sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite via des pratiques

d'évasion ou de fraude fiscale/évitement fiscal, résultant notamment de la mise en place de stratégies de chalandage fiscal. À cet effet, une telle déclaration d'intention pourrait être incluse dans le préambule des Conventions fiscales couvertes. Le texte d'un nouveau modèle de préambule rédigé à cette fin figure au paragraphe 72 (page 92) du rapport sur l'Action 6 et se lit comme suit :

« (État A) et (État B)

Soucieux de promouvoir leurs relations économiques et d'améliorer leur coopération en matière fiscale,

Entendant conclure une convention visant à éliminer la double imposition à l'égard des impôts sur le revenu et sur la fortune, et ce, sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite via des pratiques d'évasion ou de fraude fiscale/évitement fiscal (résultant notamment de la mise en place de stratégies de chalandage fiscal destinées à obtenir les allègements prévus dans la présente Convention au bénéfice indirect de résidents de tierces juridictions)

Sont convenues de ce qui suit : »

76. Bien que ce texte s'ajoute au préambule d'une Convention fiscale couverte après sa conclusion initiale, les Juridictions contractantes ont pour intention que cette Convention fiscale couverte soit interprétée conformément à l'objet de la Convention fiscale couverte exposé dans le texte du préambule. À cet égard, l'avant-dernier paragraphe du préambule de la Convention confirme également la nécessité de veiller à ce que les conventions conclues en vue d'éviter la double imposition en matière de revenu soient interprétées (que ces conventions visent ou non également d'autres types d'impôts) dans le but d'éliminer la double imposition à l'égard des impôts visés par ces conventions, sans pour autant créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite via des pratiques d'évasion fiscale ou de fraude fiscale/évitement fiscal (résultant notamment de la mise en place de stratégies de chalandage fiscal destinées à obtenir des allègements prévus dans ces conventions au bénéfice indirect de résidents de juridictions tierces).

Paragraphe 1

77. Le paragraphe 1 prévoit que la Convention modifie une Convention fiscale couverte pour y inclure au préambule une déclaration indiquant que l'objet de la Convention fiscale couverte est d'éliminer la double imposition sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite via des pratiques d'évasion ou de fraude fiscale/évitement fiscal (résultant notamment de la mise en place de stratégies de chalandage fiscal).

78. Pour tenir compte du fait que cette déclaration sera intégrée dans les Conventions fiscales couvertes après leur conclusion initiale, le texte modèle « Entendant conclure une Convention pour éliminer la double imposition » a été remplacé par « Entendant éliminer la double imposition ». De plus, la formulation « en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune » a été remplacée par « à l'égard d'impôts visés par la présente Convention » afin de prendre en compte les Conventions fiscales couvertes qui couvrent d'autres impôts ou utilisent une

formulation différente pour les impôts couverts.

79. En ce qui concerne le titre des conventions fiscales, certaines Conventions fiscales couvertes utilisent le terme « Convention », alors que d'autres emploient le mot « Accord ». À cet égard, le remplacement du terme « Convention » par le terme plus large « Agreement » dans la version anglaise du paragraphe 1 vise à s'assurer que, quel que soit son titre, une « Convention » ou un « Accord » sera couvert.

80. De plus, la version française du préambule qui sera inséré dans les Conventions fiscales couvertes a été modifiée afin de prendre en compte les différents équivalents français de l'expression anglaise « tax avoidance ». Afin de tenir compte des juridictions pour lesquelles l'expression « tax avoidance » se traduit par « évitement fiscal », la version française de l'article 6 inclut aux paragraphes 1 et 4 l'expression « évitement fiscal » immédiatement après l'expression « fraude fiscale ». Afin de préciser la raison de cet ajout, le préambule qui figurera dans la version française des Conventions fiscales couvertes comporte également une note de bas de page précisant que dans certaines juridictions, l'expression anglaise « tax avoidance » se traduit par « évitement fiscal ».

Paragraphe 2

81. Le paragraphe 2 est une clause de compatibilité qui traite de l'interaction entre le paragraphe 1 et le texte du préambule des Conventions fiscales couvertes. Ce paragraphe précise que le texte du préambule du paragraphe 1 remplace la formulation actuelle des préambules des Conventions fiscales couvertes faisant référence à l'intention d'éliminer la double imposition (que cette formulation fasse également référence ou non à l'intention de ne pas créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite) ou est ajouté aux préambules des Conventions fiscales couvertes lorsqu'un tel texte n'y figure pas.

82. Certaines Conventions fiscales couvertes peuvent contenir un préambule faisant référence à l'intention d'éliminer la double imposition sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite, mais ne contenant pas de référence aux pratiques d'évasion ou de fraude fiscale/évitement fiscal ou au chalandage fiscal. Le paragraphe 1 doit permettre de couvrir ces exemples et de les remplacer par le texte du préambule du paragraphe 1 bien que ce texte puisse cependant être conservé en application de la réserve prévue au paragraphe 4.

Paragraphe 3

83. Certaines Parties peuvent préférer inclure l'intégralité du texte du préambule figurant au rapport sur l'Action 6 plutôt que la seule partie relative à l'élimination de la double imposition sans créer de possibilité de non-imposition ou d'imposition réduite résultant de pratiques d'évasion ou de fraude fiscale/évitement fiscal. Le paragraphe 3 prévoit la possibilité d'inclure l'autre partie du préambule du Modèle de convention fiscale de l'OCDE :

« Soucieux de promouvoir leurs relations économiques et d'améliorer leur coopération en matière fiscale, »

84. Le paragraphe 3 stipule que cette partie du texte du préambule est ajoutée seulement en ce qui concerne les Conventions fiscales couvertes dont le préambule ne mentionne pas le souhait de promouvoir des relations économiques ou d'améliorer la coopération en matière fiscale. De même, dans la mesure où l'inclusion de cette partie du préambule du Modèle de

convention fiscale de l'OCDE n'est pas requise pour satisfaire à une norme minimale, le paragraphe 3 est une disposition facultative, et, comme le précise le paragraphe 6, ne modifie une Convention fiscale couverte que si toutes les Juridictions contractantes acceptent cette modification en choisissant d'appliquer le paragraphe 3.

Paragraphe 4

85. Étant donné que le paragraphe 1 reflète la norme minimale pour la prévention de l'utilisation abusive des conventions fiscales adoptée dans le cadre de l'Action 6, le paragraphe 4 permet aux Parties de choisir de ne pas appliquer le paragraphe 1 seulement pour les Conventions fiscales couvertes qui respectent déjà la norme minimale. Le paragraphe 4 autorise les Parties à conserver les textes des préambules de leurs Conventions fiscales couvertes qui font déjà référence à l'intention d'éliminer la double imposition sans créer de possibilités de non-imposition ou d'imposition réduite, que ces préambules visent uniquement les pratiques d'évasion ou de fraude fiscale/évitement fiscal (y compris le chalandage fiscal) ou "qu'ils s'appliquent plus largement.

Paragraphe 5

86. Afin de pouvoir déterminer avec certitude les textes des préambules existants qui doivent être remplacés par le texte figurant au paragraphe 1, le paragraphe 5 impose à chaque Partie de notifier au Dépositaire si chacune de ses Conventions fiscales couvertes, (à l'exception de celles qui font l'objet d'une réserve prévue au paragraphe 4) contient un préambule qui ne fait pas mention de l'intention des Juridictions contractantes d'éliminer la double imposition et, si tel est le cas, de lui communiquer le texte du paragraphe concerné du préambule. Lorsque toutes les Juridictions contractantes ont formulé une telle notification relative au texte du préambule existant, celui-ci serait remplacé par le texte prévu au paragraphe 1. Dans les autres cas, le texte prévu au paragraphe 1 serait ajouté au texte du préambule existant. Afin d'éviter des incohérences imprévues dans les notifications, chaque Partie formulant une notification relative à un paragraphe de préambule peut également préciser si ledit paragraphe contient aussi un texte décrit au paragraphe 2 (à l'exception de différences minimales). Ce texte ne serait pas modifié par le paragraphe 1.

Paragraphe 6

87. Le paragraphe 6 impose à chaque Partie qui choisit d'appliquer le paragraphe 3 de notifier son choix au Dépositaire. Afin de déterminer avec certitude si le texte figurant au paragraphe 3 sera inclus dans une Convention fiscale couverte particulière, la notification doit comporter la liste de ses Conventions fiscales couvertes dont le préambule ne contient pas déjà de texte relatif à la promotion des relations économiques et à l'amélioration de la coopération en matière fiscale. Le texte figurant au paragraphe 3 ne sera inséré dans une Convention fiscale couverte que si toutes les Juridictions contractantes ont choisi d'appliquer ce paragraphe et ont formulé une telle notification à l'égard de la Convention fiscale couverte.

Article 7 – Prévention de l'utilisation abusive des conventions

88. Le rapport sur l'Action 6 prévoit trois règles alternatives pour traiter l'utilisation

abusives des conventions fiscales. La première est une règle générale anti-abus fondée sur l'objet principal des montages ou transactions (« règle du critère des objets principaux ». En plus de cette règle du critère des objets principaux, le rapport sur l'Action 6 prévoit deux versions (une version simplifiée et une version détaillée) d'une règle anti-abus spécifique, la règle de limitation des avantages (LOB), qui a pour effet de limiter l'octroi des avantages des conventions aux personnes qui remplissent certaines conditions.

89. Le paragraphe 22 (page 19) du rapport sur l'Action 6 indique que les États doivent au minimum mettre en œuvre : i) une règle du critère des objets principaux uniquement ; ii) une règle du critère des objets principaux et une règle soit simplifiée soit détaillée de limitation des avantages; ou iii) une règle détaillée de limitation des avantages, complétée par un mécanisme visant les montages faisant intervenir des sociétés-relais qui ne seraient pas encore traités dans les conventions fiscales.

90. Parce que la règle du critère des objets principaux est la seule option en mesure de satisfaire par elle-même à la norme minimale, elle est présentée comme l'option par défaut au paragraphe 1. Les Parties peuvent cependant, en vertu du paragraphe 6, compléter la règle du critère des objets principaux en adoptant une règle de limitation des avantages sous sa forme simplifiée. Puisqu'une règle détaillée de limitation des avantages exige un important travail d'adaptation au plan bilatéral, difficilement réalisable dans un contexte multilatéral, la Convention ne contient pas de version détaillée de la règle de limitation des avantages. Les Parties qui préfèrent prévenir le chalandage fiscal en adoptant une règle détaillée de limitation des avantages peuvent se réserver le droit de ne pas appliquer la règle du critère des objets principaux à leurs Conventions fiscales couvertes et s'engager à parvenir à un accord au niveau bilatéral qui satisfait la norme minimale. En outre, considérant que certaines Parties préférant une règle détaillée de limitation des avantages sont susceptibles d'accepter la règle du critère des objets principaux du paragraphe 1 à titre provisoire, le paragraphe 17(a) permet à ces Parties d'inclure dans la notification prévue par ce paragraphe une déclaration d'intention à cet effet.

Paragraphe 1

91. Le paragraphe 1 contient la règle du critère des objets principaux inspirée du paragraphe 7 de l'article X (Droit aux avantages) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE qui figure au paragraphe 26 (page 55) du rapport sur l'Action 6 et qui se lit comme suit :

7. Nonobstant les autres dispositions de cette Convention, un avantage au titre de celle-ci ne sera pas accordé au titre d'un élément de revenu ou de fortune s'il est raisonnable de conclure, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances propres à la situation, que l'octroi de cet avantage était l'un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction ayant permis, directement ou indirectement, de l'obtenir, à moins qu'il soit établi que l'octroi de cet avantage dans ces circonstances serait conforme à l'objet et au but des dispositions pertinentes de cette Convention.

92. Les seules modifications apportées au texte modèle visent à aligner la terminologie utilisée dans ce texte modèle sur celle employée dans la Convention.

Paragraphe 2

93. Le paragraphe 2 est une clause de compatibilité qui traite de l'interaction entre le

paragraphe 1 et les dispositions des Conventions fiscales couvertes. Ce paragraphe précise que la règle du critère des objets principaux du paragraphe 1 remplace les dispositions existantes d'une Convention fiscale couverte qui refusent tout ou partie des avantages qui seraient normalement prévues par la Convention fiscale couverte lorsque l'objet principal ou l'un des objets principaux d'un montage ou d'une transaction, ou des parties concernées par un montage ou une transaction, était d'obtenir ces avantages, ou est ajoutée lorsqu'une Convention fiscale couverte ne contient pas de telles dispositions.

94. Les règles du critère des objets principaux existantes varient dans leurs termes selon qu'elles couvrent tous les avantages de la Convention fiscale couverte ou seulement les avantages au titre d'articles spécifiques comme les dividendes, intérêts, redevances, revenu d'emploi, autres revenus, et à l'élimination de la double imposition. À cet égard, la référence dans le paragraphe 2 à des dispositions qui refusent « tout ou partie des avantages » a pour effet de s'assurer que les dispositions dont le champ d'application est limité seront également remplacées par la disposition plus large du paragraphe 1.

95. Les règles du critère des objets principaux existantes qui utilisent des termes similaires, tels que « objectif principal » « but principal » ou « objet essentiel », sont également visées par l'expression « objets principaux » utilisée dans ce paragraphe. Alors que des Conventions fiscales couvertes peuvent déjà contenir des règles anti-abus autres qu'une règle du critère des objets principaux, la règle du critère des objets principaux prévue au paragraphe 1 n'a pas pour effet de limiter la portée ou l'application de ces règles anti-abus existantes.

96. Certaines règles du critère des objets principaux existantes peuvent prévoir des obligations procédurales telles que la notification ou la consultation entre autorités compétentes lorsque ces règles s'appliquent. La clause de compatibilité du paragraphe 2 prévoit que les règles du critère des objets principaux existantes prévoyant une telle notification ou consultation seraient remplacées.

Paragrapes 3 et 4

97. Le paragraphe 16 des Commentaires relatifs à la règle du critère des objets principaux qui figure dans le rapport sur l'Action 6 (pages 64-65) prévoit que les États peuvent inclure dans leurs conventions fiscales bilatérales le paragraphe suivant :

8. Lorsqu'un avantage prévu par cette Convention est refusé à une personne en vertu du paragraphe 7, l'autorité compétente de l'État contractant qui aurait normalement accordé cet avantage doit néanmoins considérer que cette personne peut prétendre à cet avantage ou à d'autres avantages au titre d'un élément de revenu ou de fortune spécifique si cette autorité compétente, à la demande de cette personne et après examen des faits et circonstances pertinents, conclut que ces avantages auraient été octroyés à cette personne en l'absence de la transaction ou du montage mentionné au paragraphe 7. L'autorité compétente de l'État contractant à laquelle la demande a été adressée consulte l'autorité compétente de l'autre État avant de rejeter une demande présentée par un résident de l'autre État contractant en vertu du présent paragraphe.

98. Le paragraphe 3 permet aux Parties qui ne se sont pas réservé le droit de ne pas appliquer la règle du critère des objets principaux en vertu du paragraphe 15(a) d'inclure cette disposition supplémentaire dans leurs Conventions fiscales couvertes. Le paragraphe 4 reproduit cette disposition légèrement modifiée (afin d'aligner la terminologie et à éviter les renvois à un numéro d'article spécifique). Ce paragraphe 4 est une disposition facultative et, comme le

prévoit le paragraphe 17(b), ne s'appliquera à une Convention fiscale couverte que si toutes les Juridictions contractantes ont choisi de l'appliquer en formulant la notification prévue au paragraphe 17(b).

Paragraphe 5

99. Le paragraphe 5 est une clause de compatibilité qui traite de l'interaction entre le paragraphe 4 et les dispositions des Conventions fiscales couvertes. Ce paragraphe précise que, lorsque les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte choisissent d'appliquer le paragraphe 4, celui-ci s'appliquera à une règle du critère des objets principaux d'une Convention fiscale couverte (telle que susceptible d'être modifiée par la présente Convention). En général, une règle fondée sur l'objet principal existante sera modifiée par le paragraphe 1 de telle façon que le paragraphe 4 s'appliquera conjointement avec le paragraphe 1.

Paragraphe 6

100. Le paragraphe 6 permet aux Parties de choisir d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages prévue aux paragraphes 8 à 13 (ci-après dénommée la « règle simplifiée de limitation des avantages »), en complément de la règle du critère des objets principaux du paragraphe 1 en formulant la notification du paragraphe 17(c). La règle simplifiée de limitation des avantages est une disposition facultative et ne s'applique à l'égard d'une Convention fiscale couverte que si toutes les Juridictions contractantes ont choisi de l'appliquer. La règle simplifiée de limitation des avantages pourrait néanmoins s'appliquer à l'égard d'une Convention fiscale couverte lorsque seulement certaines des Juridictions contractantes ont choisi d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages conformément au paragraphe 6, à condition qu'il y ait un accord à ce sujet, conformément au paragraphe 7(a) ou (b).

Paragraphe 7

101. Lorsqu'une Partie choisit d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages conformément au paragraphe 6 et que l'autre Partie ne fait pas ce choix, la règle simplifiée de limitation des avantages ne s'applique pas et, par défaut, la règle du critère des objets principaux prévue au paragraphe 1 s'applique de façon symétrique. Les Parties qui choisissent d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages sont cependant autorisées, en vertu du paragraphe 16, à se réserver le droit ne pas appliquer l'intégralité de l'article 7 lorsqu'une autre Partie choisit de ne pas appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages. Le paragraphe 7 prévoit deux options permettant aux Parties qui ne choisissent pas d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages d'éviter le risque que cette interaction ait pour effet que l'article 7 ne s'applique pas dans le cadre d'une relation bilatérale particulière.

102. L'alinéa a) permet aux Parties qui choisissent d'appliquer uniquement la règle du critère des objets principaux d'accepter que la règle simplifiée de limitation des avantages s'applique de façon symétrique aux fins d'octroyer des avantages dans le cas de Conventions fiscales couvertes conclues avec des Parties qui choisissent d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages. L'alinéa b), en revanche, autorise les Parties qui choisissent d'appliquer uniquement la règle du critère des objets principaux de permettre l'application asymétrique de la règle simplifiée de limitation des avantages en ce qui concerne une Convention fiscale couverte. En vertu de cet alinéa b), une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte qui choisit d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages appliquerait la règle du critère des objets principaux et la règle simplifiée de limitation des avantages pour

déterminer s'il convient d'octroyer les avantages de la Convention fiscale couverte, tandis que la Juridiction contractante qui choisit de ne pas appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages appliquerait uniquement la Règle du critère des objets principaux pour déterminer s'il convient d'octroyer les avantages de la Convention fiscale couverte. Ce consentement à l'application de la règle simplifiée de limitation des avantages s'effectue en choisissant l'application de l'alinéa a) ou b) et en formulant une notification au Dépositaire conformément au paragraphe 17(d).

103. Si une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte qui préfère appliquer la règle du critère des objets principaux uniquement n'accepte pas expressément l'application de la règle simplifiée de limitation des avantages en vertu de l'alinéa a) ou b), les exceptions prévues dans ce paragraphe ne s'appliqueraient pas à l'égard de cette Convention fiscale couverte. En pareil cas, seule la règle du critère des objets principaux s'appliquerait, sous réserve des dispositions du paragraphe 16.

Paragraphe 8 à 13 – Règle simplifiée de limitation des avantages

104. Les paragraphes 8 à 13 contiennent une règle simplifiée de limitation des avantages inspirée des paragraphes 1 à 6 de l'article X (Droit aux avantages) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE qui figurent au paragraphe 25 (page 21) du rapport sur l'Action 6 et finalisée dans le cadre des travaux de suivi réalisés par le Groupe de travail n° 1 du CAF de l'OCDE sur les conventions fiscales et les questions connexes (GT1). La version de la disposition qui avait été développée par le GT1 au moment où la Convention a été élaborée se lit comme suit :

1. Sauf disposition contraire du présent article, un résident d'un État contractant ne peut bénéficier d'un avantage qui serait par ailleurs accordé par la présente Convention (autre qu'un avantage accordé au titre du paragraphe 3 de l'article 4, du paragraphe 2 de l'article 9, ou de l'article 25), à moins que ce résident soit une « personne admissible », telle que définie au paragraphe 2, au moment où l'avantage serait accordé.

2. Un résident d'un État contractant est une personne admissible au moment où un bénéfice serait par ailleurs accordé par la Convention si, à ce moment, le résident est :

- a) une personne physique ;*
- b) cet État contractant, ses subdivisions politiques ou ses collectivités locales, une agence ou une personne morale de droit public de cet État contractant, de ses subdivisions politiques ou collectivités locales ;*
- c) une société ou autre entité, si la principale catégorie de ses actions fait régulièrement l'objet de transactions sur un ou plusieurs marchés boursiers reconnus ;*
- d) une personne, autre qu'une personne physique, qui*
 - i) est [description convenue des organisations à but non lucratif visées dans chacun des États contractants]; ou*

- ii) *est un fonds de pension reconnu;*
 - e) *une personne, autre qu'une personne physique, si pendant au moins la moitié des jours au cours d'une période de douze mois incluant la date à laquelle l'avantage serait par ailleurs accordé, des personnes qui sont des résidents de cet État contractant et qui ont droit aux avantages de la Convention en vertu des alinéas a) à d), possèdent, directement ou indirectement, au moins 50 pour cent des actions de cette personne ;*
3. a) *Un résident d'un État contractant aura droit aux avantages accordés par la présente Convention concernant un élément de revenu provenant de l'autre État contractant, que ce résident soit ou non une personne admissible, s'il est engagé dans l'exercice effectif d'une activité d'entreprise dans le premier État contractant, et si ce revenu émane de cette activité ou s'il en constitue un élément accessoire. Aux fins du présent article, l'expression « l'exercice effectif d'une activité d'entreprise » ne comprend pas les activités suivantes ou l'exercice combiné de telles activités :*
- i) *société holding;*
 - ii) *supervision ou administration générale d'un groupe d'entreprises;*
 - iii) *activités de financement de groupe (y compris la gestion centralisée de trésorerie)); ou*
 - iv) *réalisation ou gestion d'investissements, sauf si ces activités sont exercées par une banque, une compagnie d'assurance ou un opérateur sur titres agréé dans le cadre ordinaire de son activité.*
- b) *Si un résident d'un État contractant tire un élément de revenu d'une activité d'entreprise qu'il exerce dans l'autre État contractant, ou reçoit d'une personne liée un élément de revenu provenant de cet autre État, les conditions énoncées à l'alinéa a) sont considérées comme remplies concernant ce revenu seulement si l'activité d'entreprise exercée par le résident dans le premier État à laquelle le revenu se rapporte présente un caractère substantiel par rapport aux activités identiques ou complémentaires exercées par le résident ou cette personne liée dans l'autre État contractant. Aux fins de l'application du présent paragraphe, le caractère substantiel de l'activité d'entreprise est déterminé en prenant en compte l'ensemble des faits et circonstances propres à chaque cas.*
- c) *Aux fins de l'application du présent paragraphe, les activités exercées par des personnes liées à un résident d'un État contractant sont réputées être exercées par ce résident.*
4. *Un résident d'un État contractant qui n'est pas une personne admissible peut néanmoins bénéficier d'un avantage qui serait par ailleurs accordé par la présente Convention au titre d'un élément de revenu si, pendant au moins la moitié des jours au cours d'une période de douze mois qui inclut la date à laquelle l'avantage serait par ailleurs accordé, des personnes qui sont des bénéficiaires équivalents possèdent directement ou indirectement, au moins 75 pour cent des droits ou participations effectifs dans ce résident.*

5. *Si un résident d'un État contractant n'est ni une personne admissible en vertu des dispositions du paragraphe 2 du présent article, ni fondé à bénéficier d'avantages en vertu du paragraphe 3 ou 4 du présent article, l'autorité compétente de l'autre État contractant peut néanmoins accorder les avantages prévus par la présente Convention, ou des avantages au titre d'un élément de revenu spécifique, en tenant compte de l'objet et du but de la présente Convention, mais uniquement si le résident démontre, à la satisfaction de cette autorité compétente, que ni la création, l'acquisition ou la maintenance, ni l'exercice de ses activités n'avaient comme un de ses principaux objectifs de bénéficier des avantages de cette Convention. L'autorité compétente de l'État contractant auquel une demande a été adressée consulte l'autorité compétente de l'autre État avant d'accepter ou de rejeter une demande présentée par un résident de cet autre État contractant en vertu du présent paragraphe.*

6. *Aux fins du présent article :*

- a) *l'expression « marché boursier reconnu » désigne :*
 - i) *tout marché boursier établi et réglementé en tant que tel selon la législation de l'un des États contractants; et*
 - ii) *tout autre marché boursier que les autorités compétentes des États contractants conviennent de reconnaître ;*
- b) *l'expression « principale catégorie d'actions » désigne la catégorie ou les catégories d'actions d'une société qui représentent la majorité du total des droits de vote et de la valeur de la société, ou la catégorie ou les catégories de droits ou participations effectifs dans une entité qui, conjointement, représentent la majorité du total des droits de vote et de la valeur de l'entité ;*
- c) *l'expression « bénéficiaire équivalent » désigne toute personne qui pourrait prétendre à des avantages équivalents ou plus favorables au titre d'un élément de revenu, octroyés par un État contractant en vertu de son droit interne, de la présente Convention ou de tout autre accord international, que les avantages accordés à cet élément de revenu par la présente Convention. Pour déterminer si une personne est un bénéficiaire équivalent au titre de dividendes, cette personne est réputée détenir le même capital dans la société qui paie les dividendes que celui détenu par la société qui réclame l'avantage au titre des dividendes ;*
- d) *s'agissant des entités qui ne sont pas des sociétés, le terme « actions » désigne des droits ou participations comparables à des actions ;*
- e) *deux personnes sont considérées comme « des personnes liées » si l'une d'elles possède, directement ou indirectement, au moins 50 pour cent des droits ou participations effectifs dans l'autre (ou, dans le cas d'une société, au moins 50 pour cent du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société) ou si une autre personne possède, directement ou indirectement, au moins 50 pour cent des droits ou participations*

effectifs dans chacune d'elles (ou, dans le cas d'une société, au moins 50 pour cent du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société). Dans tous les cas, une personne est considérée comme liée à une autre si, au vu de l'ensemble des faits et circonstances propres à chaque cas, l'une est sous le contrôle de l'autre ou si elles sont toutes les deux sous le contrôle d'une même ou de plusieurs mêmes personnes.

105. Comme pour d'autres dispositions de la Convention produites dans le cadre du Projet BEPS et destinées à être insérées dans le Modèle de convention fiscale de l'OCDE, le texte modèle a été modifié en vue de son inclusion dans la Convention. En particulier, la terminologie a été alignée sur celle employée dans la Convention et les renvois à des numéros de paragraphes et d'articles spécifiques ont été remplacés par une description de ces dispositions.

106. En outre, le texte modèle prévoit au paragraphe 2(d)(i) la tenue de négociations bilatérales concernant les organismes sans but lucratif à considérer comme des personnes admissibles. Bien que, en général, la tenue de négociations bilatérales ne serait pas appropriée dans le contexte d'un instrument multilatéral, considérant que la règle simplifiée de limitation des avantages ne serait vraisemblablement pas adoptée par toutes les Parties à la Convention, le paragraphe 9(d)(i) permet aux Parties de s'entendre bilatéralement sur les organismes sans but lucratif visés au moyen d'un échange de notes diplomatiques.

107. De même, le texte modèle emploie l'expression définie « fonds de pension reconnu » au paragraphe 2(d)(ii). Plutôt que d'utiliser cette expression définie, le paragraphe 9(d)(ii) reprend la définition de ce terme.

Paragraphe 14

108. Le paragraphe 14 est une clause de compatibilité qui traite de l'interaction entre la règle simplifiée de limitation des avantages et les dispositions des Conventions fiscales couvertes. La règle simplifiée de limitation des avantages remplacerait les dispositions existantes d'une Convention fiscale couverte qui limiteraient l'octroi des avantages prévus par la Convention fiscale couverte (ou qui limiteraient l'octroi d'avantages autres qu'un avantage prévu par les dispositions des articles relatifs à la résidence, aux entreprises associées ou à la non-discrimination, ou d'un avantage qui n'est pas réservé uniquement aux résidents d'une Juridiction contractante) seulement à un résident qui remplit un ou plusieurs des critères donnant droit à ces avantages, ou serait ajoutée lorsqu'une Convention fiscale couverte ne contient pas une telle disposition. Elle est donc susceptible de s'appliquer à la place ou en l'absence de règles simplifiées de limitation des avantages existantes. Par contre, cette disposition ne vise pas à limiter le champ d'application ou l'application d'autres types de règles anti-abus figurant dans les Conventions fiscales couvertes.

Paragraphe 15

109. Le paragraphe 15 prévoit les réserves autorisées par l'article 7. L'alinéa a) permet aux Parties qui ont l'intention de satisfaire à la norme minimale en adoptant une règle détaillée de limitation des avantages complétée par des règles visant les sociétés-relais ou par une règle du critère des objets principaux de se réserver le droit de ne pas inclure la Règle du critère des objets principaux du paragraphe 1 dans leurs Conventions fiscales couvertes. Pour s'assurer que les Parties qui choisissent de ne pas appliquer la règle du critère des objets principaux en vertu de

ce paragraphe puissent se conformer à la norme minimale, l'alinéa a) requiert des Juridictions contractantes qu'elles s'efforcent de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante qui soit conforme à la norme minimale. Étant donné qu'il y a différentes façons de satisfaire à la norme minimale relative à l'Action 6 et qu'il serait impossible pour une Juridiction contractante de parvenir seule à mettre en place une solution mutuellement satisfaisante, ce paragraphe requiert non seulement de la Partie qui a émis la réserve mais aussi de l'autre Juridiction contractante ayant conclu la Convention fiscale couverte concernée qu'elles s'efforcent de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante qui soit conforme à la norme minimale.

110. Bien que l'alinéa a) fasse référence au « Projet BEPS de l'OCDE et du G20 » pour identifier la norme minimale visant à empêcher l'utilisation abusive des conventions fiscales, l'obligation imposée aux Juridictions contractantes est de s'efforcer de parvenir à un accord bilatéral sur une disposition qui soit conforme à la norme minimale adoptée. L'alinéa a) ne vise nullement à suggérer qu'une quelconque obligation légale serait imposée par l'ensemble final BEPS. L'expression « une règle détaillée de limitation des avantages » au paragraphe 15(a) fait référence à une disposition détaillée du type de celle figurant aux paragraphes 1 à 6 de l'article X (Droit aux avantages) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE qui se trouve au paragraphe 25 (page 21) du rapport sur l'Action 6 et qui continuera à être développée dans le cadre des travaux de suivi du Projet BEPS.

L'expression « une règle du critère des objets principaux » s'entend d'une disposition sur le modèle de celle décrite au paragraphe 1.

111. L'alinéa b) permet aux Parties de se réserver le droit de ne pas appliquer le paragraphe 1 (et le paragraphe 4 lorsque les Parties ont choisi de l'appliquer) à leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une Règle du critère des objets principaux. Ceci ne s'appliquerait qu'à l'égard de Règles du critère des objets principaux complètes refusant l'octroi de tous les avantages des conventions, et ne viserait pas les règles qui ne s'appliquent qu'à l'égard d'articles spécifiques tels les articles relatifs aux dividendes, intérêts, redevances, revenus d'emploi, autres revenus ou à l'élimination de la double imposition.

112. L'alinéa c) permet aux Parties de se réserver le droit de ne pas appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages aux Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une règle de limitation des avantages visée au paragraphe 14. Les Parties qui ne choisissent pas en vertu du paragraphe 6 d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages mais qui acceptent son application symétrique ou asymétrique en vertu du paragraphe 7 peuvent préférer se réserver le droit de ne pas appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages aux fins de Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une règle de limitation des avantages. Le paragraphe 15(c) offrirait donc cette possibilité à ces Parties ainsi qu'aux Parties qui choisissent en vertu du paragraphe 6 d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages.

Paragraphe 16

113. Comme indiqué précédemment pour les paragraphes 6 et 7, lorsqu'une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte préfère appliquer uniquement la règle du critère des objets principaux du paragraphe 1 et qu'une autre Juridiction contractante préfère appliquer une règle du critère des objets principaux complétée par une règle simplifiée de limitation des avantages, la règle simplifiée de limitation des avantages ne s'appliquerait pas (sauf s'il y a un accord à cet effet conformément au paragraphe 7(a) ou (b)). En pareil cas, les Parties qui préfèrent appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages peuvent préférer ne pas appliquer l'article 7 et traiter de cette question dans le cadre de négociations bilatérales. Lorsqu'une Juridiction contractante préférant l'application d'une règle des critères des objets

principaux seule n'a pas choisi d'appliquer les paragraphes 7(a) ou 7(b), le paragraphe 16 permet donc aux Parties qui ont choisi d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages en vertu du paragraphe 6 de se réserver le droit ne pas appliquer l'intégralité de l'article 7 à toutes leurs Conventions fiscales couvertes. Afin de veiller à ce que les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte à laquelle l'intégralité de l'article 7 ne s'applique pas en vertu de ce paragraphe puissent néanmoins satisfaire à la norme minimale, ce paragraphe, comme le paragraphe 15(a), exige des Parties qu'elles s'efforcent de parvenir à une solution mutuellement satisfaisante conforme à la norme minimale.

Paragraphe 17

114. Le paragraphe 17 prévoit les notifications requises pour s'assurer que les effets de l'application de l'article 7 puissent être identifiés avec certitude. L'alinéa a) prévoit que les Parties qui ne se sont pas réservé le droit de ne pas appliquer le paragraphe 1 en vertu du paragraphe 15(a) notifient au Dépositaire leurs Conventions fiscales couvertes qui ne font pas l'objet de la réserve prévue au paragraphe 15(b) et qui contiennent une règle du critère des objets principaux existante, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Une disposition existante d'une Convention fiscale couverte serait remplacée par les dispositions du paragraphe 1 (et du paragraphe 4 lorsqu'il est applicable) lorsque toutes les Juridictions ayant conclu cette Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification à l'égard de la disposition existante. Dans les autres cas, le paragraphe 1 (et le paragraphe 4 lorsqu'il est applicable) s'appliquerait à la Convention fiscale couverte mais prévaudrait sur les dispositions existantes de cette Convention fiscale couverte seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec le paragraphe 1 (et le paragraphe 4 lorsqu'il est applicable).

115. Étant donné que la Convention ne prévoit pas toutes les possibilités permettant de satisfaire à la norme minimale de l'Action 6, certaines Parties peuvent choisir d'appliquer uniquement la règle du critère des objets principaux du paragraphe 1 de manière provisoire, avec l'intention, lorsque cela est possible, d'adopter d'autres mesures par le biais de négociations bilatérales afin de satisfaire à la norme minimale. Pour éviter toute incertitude, une Partie qui formule une notification conformément à l'alinéa a) peut également exprimer cette intention. Ces Parties peuvent alors chercher, par le biais de négociations bilatérales, à adopter une règle simplifiée ou détaillée de limitation des avantages qui compléterait le paragraphe 1 ou à remplacer le paragraphe 1 par une règle détaillée de limitation des avantages complétée par des mécanismes visant les sociétés-relais.

116. Les alinéas b) à d) exigent des Parties qui choisissent d'appliquer les dispositions facultatives de l'article 7 (le paragraphe 4, le paragraphe 6 et le paragraphe 7(a) ou (b)) qu'elles notifient leur choix au Dépositaire afin d'identifier clairement les Parties à la Convention qui choisissent ces dispositions facultatives.

117. Aux fins des alinéas c) et d), à moins que la Partie qui notifie son choix d'appliquer la règle simplifiée de limitation des avantages conformément à ces alinéas n'ait émis la réserve prévue au paragraphe 15(c), cette Partie notifie également la liste de ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition visée au paragraphe 14, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. L'alinéa e) permet de déterminer avec certitude les dispositions existantes qui seront remplacées par la règle simplifiée de limitation des avantages. Une disposition existante d'une Convention fiscale couverte serait remplacée par la règle simplifiée de limitation des avantages lorsque toutes les Juridictions contractantes ont formulé une telle notification relative à la disposition existante conformément à l'alinéa c) ou d).

Dans les autres cas, la règle simplifiée de limitation des avantages s'appliquerait à la Convention fiscale couverte mais prévaudrait sur les dispositions existantes de cette Convention fiscale couverte seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec la règle simplifiée de limitation des avantages. Lorsque le paragraphe 7(b) s'applique, la modification serait asymétrique et ne concernerait que l'application de la règle simplifiée de limitation des avantages par la Juridiction contractante qui a choisi d'appliquer cette règle en vertu du paragraphe 6.

Article 8 – Transactions relatives au transfert de dividendes

Paragraphe 1

118. Le paragraphe 1 exige qu'il soit satisfait à une période de détention minimale des participations pour qu'une société puisse demander à bénéficier d'un taux réduit d'imposition sur les dividendes versés par une filiale. Cette disposition s'inspire de l'article 10(2) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE tel que modifié par le paragraphe 36 (pages 70 et 71) du rapport sur l'Action 6. Le texte modèle se lit comme suit :

- a) 5 pour cent du montant brut des dividendes si le bénéficiaire effectif est une société (autre qu'une société de personnes) qui détient directement au moins 25 pour cent du capital de la société qui paie les dividendes tout au long d'une période de 365 jours incluant le jour du paiement des dividendes (il n'est pas tenu compte, pour le calcul de cette période, des changements au niveau de l'actionnariat qui résulteraient directement d'une réorganisation, telle qu'une fusion ou au contraire une scission de la société qui détient les actions ou qui paie les dividendes) ;**

119. La disposition du paragraphe 1 a été modifiée afin d'y ajouter une description de la situation dans laquelle une période minimale de détention doit être introduite. Plus précisément, une période minimale de détention est ajoutée aux dispositions d'une Convention fiscale couverte qui prévoient une exemption d'impôt ou une limitation du taux d'imposition dans une Juridiction contractante sur les dividendes payés à une société qui est un résident de l'autre Juridiction contractante et qui détient plus d'un certain montant du capital ou des droits de vote de la société qui paie les dividendes. Ce paragraphe n'affecte donc pas les dispositions existantes qui accordent un taux préférentiel pour les dividendes sans prévoir de condition relative à la détention d'une certaine participation au capital de la société qui paie les dividendes.

120. Aussi, considérant que l'objet de cette disposition est seulement d'introduire une période minimale de détention sans modifier la répartition substantielle des droits d'imposition entre les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte, les références à un taux d'imposition spécifique ou à un seuil de détention du texte modèle ont été supprimées.

121. De plus, considérant la diversité des dispositions relatives aux dividendes dans les Conventions fiscales couvertes, les modifications suivantes ont été apportées à la disposition du

paragraphe 1. Les termes « posséder » et « contrôler » ont été ajoutés pour prendre en compte les dispositions existantes qui utilisent ces termes à la place de « détenir ».

- (i) L'expression « plus d'un certain montant » a été utilisée afin de couvrir les dispositions existantes qu'elles utilisent les expressions « au moins [X] pour cent » ou « plus de [X] pour cent ».
- (ii) Le terme « destinataire » a été ajouté pour couvrir les dispositions existantes qui utilisent ce terme plutôt que « bénéficiaire effectif ». Il peut exister de nombreuses variantes à « bénéficiaire effectif » ou à « destinataire ». Certaines dispositions existantes utilisent « bénéficiaire », « propriétaire », « société qui reçoit les dividendes », alors que d'autres font référence à des dividendes « dont le bénéficiaire effectif est », « payés à », « distribués à », « reçus par » une société mère, ou une société mère « ayant droit au versement » de dividendes. Tous ces exemples seraient couverts par les termes « bénéficiaire effectif » ou « destinataire du paiement ».
- (iii) Le terme « capital » compte également de nombreuses variantes telles « part dans les fonds propres », « capital autorisé », « capital social », « capital statutaire », « actions », « actions en circulation avec droit de vote », « actions avec droit de vote », « capital- actions », « actions votantes », « droit(s) de vote », « contrôle » et « participation substantielle ». Afin de couvrir toutes ces variantes, l'expression « un certain montant du capital, des actions, des titres, des droits de vote ou des droits ou participations similaires » a été utilisée au paragraphe 1.

122. Le paragraphe 1 a pour effet d'ajouter une période de détention minimale des droits ou participations aux dispositions de Conventions fiscales couvertes sans modifier les autres éléments de ces dispositions existantes, tels les taux d'imposition, le seuil ou la forme de détention (directe et/ou indirecte). De même, ce paragraphe ne modifierait pas les autres conditions, comme celles qui exigent que :

- le montant de l'investissement soit supérieur à une certaine valeur monétaire ;
- les bénéfices donnant lieu au versement du dividende soient soumis à l'impôt dans la juridiction de résidence ; ou
- pas plus d'un certain montant du revenu brut de la société qui paie le dividende se compose d'intérêts ou de dividendes

123. Certaines Conventions fiscales couvertes conclues entre États membres de l'Union européenne contiennent une clause de compatibilité qui prévoit que la Directive européenne mères/filiales prévaut sur les dispositions existantes relatives aux dividendes. Cette Directive vise à supprimer les obstacles fiscaux relatifs aux distributions de bénéfices entre sociétés associées se trouvant dans des États membres différents de l'Union européenne en supprimant les retenues à la source les dividendes versés par une filiale à sa société mère dans certaines conditions. Comme indiqué ci-dessus, ce paragraphe a seulement pour effet d'ajouter une période minimale de détention aux dispositions existantes en matière de dividendes et ne

supprimerait pas les dispositions de Conventions fiscales couvertes relatives à la compatibilité avec cette Directive.

Paragraphe 2

124. Le paragraphe 2 traite de l'interaction entre le paragraphe 1 et les dispositions des Conventions fiscales couvertes. Ce paragraphe précise que la période minimale de détention de 365 jours du paragraphe 1 remplace les périodes minimales de détention déjà prévues par les dispositions des Conventions fiscales couvertes ou est ajoutée lorsque les Conventions fiscales couvertes ne contiennent pas de telles périodes minimales de détention. Pour les Parties préférant conserver les périodes de détention minimales existantes, le paragraphe 3(b) permet de se réserver le droit de ne pas appliquer l'article 8 aux Conventions fiscales couvertes qui prévoient déjà une période minimale de détention.

Paragraphe 3

125. Étant donné qu'une disposition relative au transfert de dividendes n'est pas requise pour satisfaire à une norme minimale, le paragraphe 3(a) permet aux Parties de se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 8.

126. Le sous-alinéa b)(i) permet aux Parties de se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 8 aux Conventions fiscales couvertes dans la mesure où les dispositions décrites au paragraphe 1 prévoient déjà une période de détention minimale. Cette réserve a vocation à s'appliquer par disposition et non par convention. De ce fait, lorsqu'une Convention fiscale couverte contient des dispositions décrites au paragraphe 1 qui prévoient deux taux différents et que l'une de ces dispositions prévoit une période de détention minimale alors que l'autre n'en prévoit pas, seule la première de ces dispositions serait préservée alors qu'une période de détention minimale serait ajoutée à la seconde de ces dispositions en vertu du paragraphe 1. De plus, les sous-alinéas b)(ii) et b)(iii) permettent aux Parties de préserver les périodes minimales de détention des participations prévues par les dispositions des Conventions fiscales couvertes qui sont d'une durée inférieure ou supérieure à 365 jours.

Paragraphe 4

127. Afin de veiller à ce que l'application de l'article 8 soit clairement définie, le paragraphe 4 prévoit que les Parties (autres que celles qui se sont réservé le droit en vertu du paragraphe 3(a) ne pas appliquer l'intégralité de l'article 8 à toutes leurs Conventions fiscales couvertes) notifient au Dépositaire les Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition décrite au paragraphe 1 et qui ne fait pas l'objet d'une réserve prévue au paragraphe 3(b), en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Le paragraphe 1 s'appliquerait à une disposition existante d'une Convention fiscale couverte uniquement lorsque toutes les Juridictions contractantes ont formulé une telle notification relative à cette disposition existante.

Article 9 – Gains en capital tirés de l'aliénation d'actions, de droits ou de participations dans des entités tirant leur valeur principalement de biens immobiliers

Paragraphe 1

128. Le paragraphe 1 vise les situations dans lesquelles des actifs sont transférés à une entité peu avant l'aliénation d'actions, ou d'autres droits ou participations comparables dans celle-ci (tels que des intérêts dans une société de personnes, une fiducie ou un trust) en vue de diluer la part de la valeur de cette entité tirée de biens immobiliers. Cette disposition s'inspire de l'article 13(4) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE tel que modifié par le paragraphe 44 (page 72) du rapport sur l'Action 6. Le texte modèle se lit comme suit :

4. Les gains qu'un résident d'un État contractant tire de l'aliénation d'actions ou d'intérêts similaires, notamment d'intérêts dans une société de personnes ou une fiducie (trust), sont imposables dans l'autre État contractant si, à tout moment au cours des 365 jours qui précèdent l'aliénation, ces actions ou intérêts similaires ont tiré directement ou indirectement plus de 50 pour cent de leur valeur de biens immobiliers, tels que définis à l'article 6, situés dans cet autre État contractant.

129. Le rapport sur l'Action 6 prévoit deux modifications concernant l'article 13(4) de la version 2014 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE: (i) l'introduction d'une période de référence pour déterminer si la condition relative au seuil de valeur est remplie ; et (ii) l'élargissement du champ des droits ou des participations couvertes par ce paragraphe de manière à inclure les droits ou participations comparables à des actions, tels les intérêts dans une société de personnes, une fiducie ou un trust. Le paragraphe 1 a été scindé en deux alinéas. L'alinéa a) prévoit l'introduction de la période de référence et l'alinéa b) prévoit l'élargissement des participations couvertes.

130. De plus, afin de tenir compte des nombreuses variantes entre les dispositions existantes des Conventions fiscales couvertes relatives aux gains en capital, les modifications suivantes ont été apportées au texte modèle :

- (i) L'expression « intérêts similaires » a été remplacée par « droits ou participations dans une entité » au chapeau de ce paragraphe pour s'assurer que le paragraphe 1 s'applique aux dispositions existantes où figure une expression à la portée plus large que l'expression « participations comparables ». L'objectif de cette modification est de couvrir largement les dispositions existantes destinées à être modifiées par ce paragraphe mais sans modifier le type de participations couvertes (sous réserve de l'application de l'alinéa b).
- (ii) L'expression « plus de 50 pour cent » a été remplacée par « plus d'une certaine partie » afin de couvrir les dispositions existantes quel que soit le seuil utilisé, qu'il s'agisse d'un pourcentage spécifique (ex. « plus de [X] pour cent » ou « au moins [X] pour cent ») ou qu'il soit décrit en des termes plus généraux tels que « la plus grande partie », « la majeure partie », « intégralement », « essentiellement » et « principalement ».
- (iii) Le terme « immeubles » a été ajouté pour les Conventions fiscales couvertes qui utilisent ce terme plutôt que « biens immobiliers ». De plus, les mots « tels que définis à l'article 6 » ont été supprimés afin d'éviter le renvoi à un numéro d'article spécifique.

- (iv) Les mots « à condition que plus d'une certaine partie des biens de l'entité soit constituée de tels biens immobiliers (immeubles) » ont été ajoutés afin de couvrir les dispositions existantes qui s'inspirent de l'article 13(4) du Modèle de convention fiscale des Nations Unies.

131. Considérant que l'objectif de cette disposition est d'introduire une période de référence et de veiller à ce que la disposition traite de participations comparables à des actions (tels que des intérêts dans une société de personnes, une fiducie ou un trust), les seuils prévus par les dispositions existantes seraient conservés et, lorsque les Conventions fiscales couvertes prévoient des exceptions à l'application de dispositions existantes, (à titre d'exemple, certaines Conventions fiscales couvertes excluent les gains tirés de l'aliénation d'actions de sociétés cotées sur un marché boursier reconnu de l'une des Juridictions contractantes), ces exceptions seraient préservées. De même, certaines dispositions existantes utilisent les termes « revenus » et « bénéfiques » en plus du terme « gains ». Ces dispositions seraient également dans le champ d'application du paragraphe 1.

Paragraphe 2

132. Le paragraphe 2 est une clause de compatibilité qui traite de l'interaction entre le paragraphe 1(a) et les dispositions des Conventions fiscales couvertes. Ce paragraphe précise que la période de référence de 365 jours prescrite au paragraphe 1(a) remplace les périodes de référence déjà prévues par les dispositions existantes, ou est ajoutée lorsque les dispositions existantes ne prévoient pas de telles périodes. Pour les Parties préférant conserver les périodes de référence existantes, le paragraphe 6(d) permet de se réserver le droit de ne pas appliquer le paragraphe 1(a) aux Conventions fiscales couvertes dont les dispositions contiennent déjà une période de référence. Le paragraphe 2 ne traite pas de la compatibilité du paragraphe 1(b) avec les dispositions existantes du fait que ce paragraphe 1(b) décrit déjà l'interaction avec les actions, droits ou participations couverts par des dispositions existantes.

Paragraphes 3 et 4

133. Le paragraphe 3 permet aux Parties de choisir d'appliquer à leurs Conventions fiscales couvertes l'article 13(4) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE tel qu'il figure dans le rapport sur l'Action 6, plutôt que d'introduire une période de référence et d'élargir le champ des participations couvertes par les dispositions existantes concernant les gains en capital. Comme indiqué ci-dessous dans les explications relatives au paragraphe 5, le paragraphe 3 permet également à une Partie d'introduire une disposition visant les gains tirés de l'aliénation d'actions dans des entités tirant leur valeur principalement de biens immobiliers (immeubles) dans une Convention fiscale couverte qui ne contient pas une telle disposition. Le paragraphe 4 est, comme le prévoit le paragraphe 8, une disposition facultative et il ne s'appliquera à une Convention fiscale couverte que si toutes les Juridictions contractantes choisissent de l'appliquer en formulant une notification conformément au paragraphe 8. De plus, lorsque le paragraphe 4 s'applique à une Convention fiscale couverte, le paragraphe 1 ne s'applique pas. En revanche, lorsqu'une Juridiction contractante choisit d'appliquer le paragraphe 4, alors qu'une ou plusieurs autres Juridictions contractantes ne le choisissent pas (ou lorsqu'aucune Juridiction contractante ne le choisit), le paragraphe 4 ne s'appliquerait pas à cette Convention fiscale couverte et le paragraphe 1 s'appliquerait.

Paragraphe 5

134. Le paragraphe 5 est une clause de compatibilité qui traite de l'interaction entre le paragraphe 4 et les dispositions des Conventions fiscales couvertes. Ce paragraphe précise que la disposition du paragraphe 4 remplace les dispositions existantes de Conventions fiscales couvertes relatives aux gains en capital tirés de l'aliénation d'actions, de droits ou de participations dans des entités qui tirent leur valeur principalement de biens immobiliers, ou est ajoutée aux Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas de telles dispositions. Pour les Parties préférant conserver les dispositions existantes de leurs Conventions fiscales couvertes, le paragraphe 6(f) permet de se réserver le droit de ne pas appliquer le paragraphe 4 à ces Conventions fiscales couvertes.

135. Les mots « plus d'une certaine partie de la propriété de l'entité soit constituée de tels biens immobiliers (immeubles) » font en sorte que la disposition modifie également les dispositions existantes inspirées de l'article 13(4) du Modèle de convention fiscale des Nations Unies.

Paragraphe 6

136. Considérant qu'une disposition relative aux gains en capital tirés de l'aliénation d'actions, de droits ou de participations dans des entités tirant leur valeur principalement de biens immobiliers n'est pas requise pour satisfaire à une norme minimale, l'alinéa a) permet aux Parties de se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité du paragraphe 1. De plus, les alinéas b) et c) permettent aux Parties de se réserver le droit de ne pas appliquer les paragraphes 1(a) et (b), séparément.

137. L'alinéa d) permet aux Parties de se réserver le droit de ne pas appliquer le paragraphe 1(a) à leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une disposition du type visé au paragraphe 1 qui prévoit une période de référence.

138. L'alinéa e) permet aux Parties de se réserver le droit de ne pas appliquer le paragraphe 1(b) à leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une disposition décrite au paragraphe 1 qui s'applique à l'aliénation de droits ou de participations autres que des actions.

139. L'alinéa f) permet aux Parties de se réserver le droit de ne pas appliquer le paragraphe 4 à leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà des dispositions visées au paragraphe 5. En conséquence, les dispositions existantes seraient préservées et le paragraphe 4 s'appliquerait uniquement à l'égard de Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas de dispositions visées au paragraphe 5. Cette réserve n'aurait pas d'effet sur l'application du paragraphe 1 puisqu'elle vise à couvrir les cas où le paragraphe 4 s'applique (autrement dit, le paragraphe 1 ne s'applique pas). D'autre part, les Parties qui choisissent d'appliquer le paragraphe 4 pourraient émettre les réserves prévues aux alinéas a) à e) en plus de la réserve prévue à l'alinéa f) pour les cas où le paragraphe 1 s'applique et le paragraphe 4 ne s'applique pas.

Paragraphe 7

140. Le paragraphe 7 prévoit que les Parties (sauf celles qui se sont réservé le droit en vertu

du paragraphe 6(a) de ne pas appliquer le paragraphe 1 à toutes leurs Conventions fiscales couvertes) notifient au Dépositaire leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent des dispositions décrites au paragraphe 1, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Le paragraphe 7 ne dispense pas les Parties qui ont émis les réserves prévues au paragraphe 6(b) à 6(e) de l'obligation de formuler une telle notification puisque le paragraphe 1(a) ou (b) peut s'appliquer même lorsque ces réserves ont été émises à l'égard de l'autre paragraphe. Le paragraphe 1 ne s'appliquerait à une disposition d'une Convention fiscale couverte que si toutes les Juridictions contractantes ont formulé une telle notification relative à la disposition existante.

Paragraphe 8

141. Le paragraphe 8 prévoit que chaque Partie qui choisit d'appliquer le paragraphe 4 doit notifier son choix au Dépositaire. Une Partie qui ne s'est pas réservé le droit en vertu du paragraphe 6(a) de ne pas appliquer le paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes aura inclus dans ses notifications en vertu du paragraphe 7 une liste de ses Conventions fiscales couvertes contenant une disposition existante pertinente. Par contre, une Partie ayant émis cette réserve doit inclure une telle liste dans sa notification en vertu du paragraphe 8, sauf si elle s'est réservé le droit, en vertu du paragraphe 6(f), de préserver ses dispositions existantes. Le paragraphe 8 traite ensuite de l'interaction entre le paragraphe 4 et le paragraphe 1. Lorsque toutes les Juridictions contractantes ont choisi d'appliquer le paragraphe 4 en formulant une notification conformément à ce paragraphe, le paragraphe 4, et non le paragraphe 1 s'appliquerait à l'égard de cette Convention fiscale couverte. Une disposition existante d'une Convention fiscale couverte serait remplacée par les dispositions du paragraphe 4 lorsque toutes les Juridictions contractantes ont formulé en vertu des paragraphes 7 ou 8 une notification relative à cette disposition existante. Dans les autres cas, le paragraphe 4 prévaudrait sur les dispositions des Conventions fiscales couvertes seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec le paragraphe 4.

Article 10 – Règle anti-abus visant les établissements stables situés dans des juridictions tierces

Paragraphes 1 à 3

142. Les paragraphes 1 à 3 contiennent une disposition qui vise les établissements stables situés dans des juridictions tierces. Cette disposition s'inspire de la clause du Modèle de convention fiscale de l'OCDE qui figure au paragraphe 52 (page 76) du rapport sur l'Action 6 et qui a été finalisée dans le cadre des travaux de suivi menés par le GT1. La version de la disposition qui avait été développée par le GT1 au moment où la Convention a été élaborée se lit comme suit :

[Lorsque

- a) une entreprise d'un État contractant tire un revenu de l'autre État contractant et que le premier État considère ce revenu comme étant attribuable à un établissement stable de cette entreprise situé dans une juridiction tierce, et*
- b) les bénéfices attribuables à cet établissement stable sont exonérés d'impôt dans le premier État,*

les avantages fiscaux de la présente Convention ne s'appliquent pas à tout élément de revenu au titre duquel l'impôt dans la juridiction tierce est inférieur au moins élevé de [taux à déterminer dans le cadre de négociations bilatérales] et de 60 pour cent de l'impôt qui serait dû dans le premier État sur cet élément de revenu si cet établissement stable était situé dans le premier État. Dans ce cas, tout revenu auquel s'appliquent les dispositions du présent paragraphe reste imposable selon la législation interne de l'autre État, nonobstant toute autre disposition de la Convention.

Les dispositions précédentes du présent paragraphe ne s'appliquent pas si le revenu tiré de l'autre État est lié ou constitue un élément annexe ou accessoire à l'exercice effectif d'une activité d'entreprise exercée par l'intermédiaire d'un l'établissement stable (autre que l'activité consistant à réaliser, gérer ou simplement détenir des placements pour le propre compte de l'entreprise, à moins qu'il ne s'agisse d'activités bancaires, d'assurance ou d'activités portant sur des valeurs mobilières effectuées respectivement par une banque, une compagnie d'assurance ou un opérateur sur titres agréé).

Si les avantages prévus par la présente Convention sont refusés en vertu des dispositions précédentes du présent paragraphe au titre d'un élément de revenu perçu par un résident d'un État contractant, l'autorité compétente de l'autre État contractant peut néanmoins accorder ces avantages au titre de cet élément de revenu si cette autorité compétente estime que l'octroi de ces avantages est justifié au regard des motifs pour lesquels ce résident n'a pas satisfait aux conditions de ce paragraphe. L'autorité compétente de l'État contractant à laquelle une demande a été adressée conformément à la phrase précédente consulte l'autorité compétente de l'autre État contractant avant d'accepter ou de rejeter la demande.

143. Le texte modèle fait référence à un taux d'imposition à déterminer de façon bilatérale. Il s'agit de fixer des conditions pour refuser les avantages prévus par une convention fiscale, et le texte modèle prévoit que les avantages de la convention ne s'appliqueront pas à l'égard de tout élément de revenu au titre duquel l'impôt dans la juridiction tierce, dans laquelle se trouve un établissement stable exonéré, est inférieur au moins élevé d'un « taux à fixer dans le cadre de négociations bilatérales et de 60 pour cent de l'impôt qui serait dû » dans la juridiction de résidence de l'entreprise. Afin d'éviter la tenue de négociations bilatérales sur ce taux d'imposition, la disposition du paragraphe 1 ne mentionne que le test relatif aux 60 pour cent.

Paragraphe 4

144. Le paragraphe 4 est une clause de compatibilité qui traite de l'interaction entre les paragraphes 1 à 3 et les dispositions des Conventions fiscales couvertes. Ce paragraphe prévoit que les dispositions des paragraphes 1 à 3 remplacent les dispositions existantes d'une Convention fiscale couverte qui refusent ou limitent les avantages qui seraient octroyés à une entreprise d'une Juridiction contractante qui tire de l'autre Juridiction contractante un revenu attribuable à un établissement stable de cette entreprise situé dans une juridiction tierce, ou que ces paragraphes sont ajoutés aux Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas de telles dispositions.

Paragraphe 5

145. Considérant qu'une disposition relative aux établissements stables situés dans des juridictions tierces n'est pas requise pour satisfaire à une norme minimale, l'alinéa a) permet aux Parties de se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 10. De plus, l'alinéa b) permet aux Parties de se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 10 à leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà les dispositions décrites au paragraphe 4. En revanche, l'alinéa c) permet aux Parties de se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 10 à leurs Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas déjà les dispositions décrites au paragraphe 4.

Paragraphe 6

146. Le paragraphe 6 prévoit que "les Parties (sauf les Parties qui se sont réservé le droit en vertu du paragraphe 5(a) ou (b) de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 10 à toutes leurs Conventions fiscales couvertes ou à leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une disposition de même type) notifient au Dépositaire leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent les dispositions existantes décrites au paragraphe 4, en indiquant le cas échéant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Une disposition existante d'une Convention fiscale couverte serait remplacée par les dispositions des paragraphes 1 à 3 lorsque toutes les Juridictions contractantes ayant conclu cette Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification relative à la disposition existante. Dans les autres cas, les paragraphes 1 à 3 prévaudraient sur les dispositions des Conventions fiscales couvertes seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec ces paragraphes.

Article 11 – Application des conventions fiscales pour limiter le droit d'une Partie d'imposer ses propres résidents

Paragraphe 1

147. Le paragraphe 1 prévoit une clause dite « de sauvegarde » qui préserve le droit d'une Juridiction contractante d'imposer ses propres résidents. La disposition s'inspire de l'article 1(3) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE tel qu'il figure au paragraphe 63 (page 86) du rapport sur l'Action 6 et se lit comme suit :

3. La présente Convention n'affecte pas l'imposition, par un État contractant, de ses résidents, sauf en ce qui concerne les avantages accordés au titre du paragraphe 3 de l'article 7, du paragraphe 2 de l'article 9 et des articles 19, 20, 23 A [23 B], 24, 25 et 28.

148. Les principales modifications apportées au paragraphe 1 ont pour objectif de remplacer les renvois aux numéros des articles et paragraphes spécifiques par une description de ces articles et paragraphes basée sur le paragraphe 26.19 des Commentaires sur l'article 1 (Personnes visées) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE qui figure dans le rapport sur l'Action 6 (page 87) qui a été élaboré dans le cadre du Projet BEPS. Les renvois au paragraphe 3 de l'article 7 (Bénéficiaires des entreprises) et au paragraphe 2 de l'article 9 (Entreprises associées) du texte modèle sont remplacés par l'alinéa a). De la même façon, le renvoi à l'article 19 (Fonctions

publiques) est remplacé par l'alinéa b) ; le renvoi à l'article 20 (Étudiants) par l'alinéa c) ; le renvoi à l'article 23A (Méthode d'exemption) et à l'article 23B (Méthode d'imputation) par l'alinéa d) ; le renvoi à l'article 24 (Non-discrimination) par l'alinéa e) ; le renvoi à l'article 25 (Procédure amiable) par l'alinéa f) ; et le renvoi à l'article 28 (Membres des missions diplomatiques et postes consulaires) par l'alinéa g).

149. De plus, les alinéas h) et i) ont été ajoutés à titre d'exceptions supplémentaires à la clause de sauvegarde afin de couvrir des dispositions supplémentaires qui figurent dans les conventions fiscales. L'alinéa h) décrit des dispositions des Conventions fiscales couvertes qui prévoient que les pensions ou autres sommes payées à un résident d'une Juridiction contractante en application de la législation de l'autre juridiction en matière de sécurité sociale ne sont imposables que dans cette autre juridiction contractante. Le paragraphe 26.20 des Commentaires sur l'article 1 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE qui figure dans le rapport sur l'Action 6 (page 87) mentionne ce type de disposition comme étant un exemple de disposition pouvant être incluse dans la liste d'exceptions. L'alinéa i) traite des dispositions qui prévoient l'imposition exclusive à la source des pensions et paiements similaires (qu'ils soient ou non versés en application de la législation en matière de sécurité sociale), rentes, pensions alimentaires ou autres allocations d'entretien.

150. L'alinéa j) a pour objectif de couvrir plus largement les dispositions qui limitent le droit d'une juridiction d'imposer ses propres résidents ou qui prévoient expressément qu'une juridiction d'où provient un élément de revenu a le droit exclusif d'imposer cet élément de revenu. Cet alinéa couvrirait également les dispositions qui prévoient l'exemption d'un revenu dans les deux juridictions (par exemple, pour les paiements liés à l'entretien d'un enfant, ainsi que le prévoient certaines conventions fiscales). Il couvrirait également, à titre d'exemples, les types de dispositions suivants :

- des dispositions qui permettent aux autorités compétentes d'une Juridiction contractante qui a procédé ou qui doit procéder à un ajustement initial des bénéfices d'une entreprise de cette Juridiction contractante d'éliminer la double imposition ;
- des dispositions qui demandent à une Juridiction contractante de considérer le coût d'acquisition d'un bien possédé par son résident comme étant sa juste valeur marchande au moment où cette personne cesse d'être un résident de l'autre Juridiction contractante et devient un résident de la première Juridiction contractante ; ou
- des dispositions qui octroient des déductions pour les cotisations versées par un résident d'une Juridiction contractante à un régime de retraite de l'autre Juridiction contractante aux fins du calcul du revenu dans la première juridiction contractante.

151. Considérant qu'il existe de nombreuses variantes entre les dispositions existantes des Conventions fiscales couvertes, les modifications suivantes ont également été apportées au paragraphe 1 :

- (i) En ce qui concerne l'expression « Juridiction contractante ou à l'une de ses subdivisions politiques, collectivités locales » prévue aux Commentaires relatifs à l'alinéa b), certaines Conventions fiscales couvertes peuvent utiliser d'autres formulations telles « État ou autorité administrative », « autorités régionales », « organisme public », « entités publiques », « organisme de droit public », « subdivision politique ou administrative », « subdivision/unité administrative et

territoriale », « Land », « personne morale de droit public » ou « entité morale de droit public ». Pour couvrir ces variantes, le terme plus générique « autres institutions comparables » a été ajouté dans cet alinéa.

- (ii) Alors que l'article 20 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE traite de l'imposition des « étudiants », certaines dispositions existantes des Conventions fiscales couvertes couvrent également les « apprentis » ou les « stagiaires ». Certaines Conventions fiscales couvertes contiennent également des dispositions relatives à l'imposition de « professeurs », « enseignants », « conférenciers », « instructeurs », « chercheurs » ou « maîtres de recherche ». Ces termes ont été ajoutés à l'alinéa c) afin de faire en sorte que ces dispositions soient couvertes.
- (iii) L'expression « élimination de la double imposition » qui figure dans les Commentaires relatifs à l'alinéa d) a été remplacée par « un crédit d'impôt ou une exemption d'impôt » afin d'assurer que les dispositions appliquant la méthode du crédit ou la méthode de l'exemption continueraient de s'appliquer comme prévu même si la Convention fiscale couverte prévoit un crédit d'impôt fictif (« *Tax sparing* »).
- (iv) L'expression « mission gouvernementale » a été ajoutée à l'alinéa g) pour les Conventions fiscales couvertes signées par des juridictions non étatiques.

Paragraphe 2

152. Le paragraphe 2 est une clause de compatibilité qui décrit l'interaction entre le paragraphe 1 et les dispositions des Conventions fiscales couvertes. Ce paragraphe précise que le paragraphe 1 remplace les dispositions existantes d'une Convention fiscale couverte prévoyant que cette Convention n'affecte pas le droit d'une Juridiction contractante d'imposer ses résidents ou est ajouté aux Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas une telle disposition.

Paragraphe 3

153. Considérant qu'une clause de sauvegarde n'est pas requise pour satisfaire à une norme minimale, l'alinéa a) permet aux Parties de se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 11. De plus, reconnaissant que lorsque les Conventions fiscales couvertes comprennent une clause de sauvegarde, le contenu de celle-ci est généralement adapté en fonction de la Convention fiscale couverte, l'alinéa b) permet aux Parties de se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 11 aux Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une clause de sauvegarde.

154. Le paragraphe 26.16 des Commentaires relatifs à l'article 1 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE qui figure dans le rapport sur l'Action 2 (page 143) indique qu'une disposition relative aux entités fiscalement transparentes serait complétée par une clause de sauvegarde. Par conséquent, une Partie qui adopte la disposition relative aux entités transparentes de l'article 3(1) devrait également adopter une disposition, telle que la clause de sauvegarde figurant à l'article 11, prévoyant que son application n'entraverait pas l'imposition par une juridiction contractante de ses résidents'. Reconnaisant néanmoins que certaines Parties peuvent souhaiter adopter une solution plus ciblée, l'alinéa a) permet aux Parties de se réserver le

droit ne pas appliquer l'article 11. En pareil cas, l'article 3(3) s'applique et a pour effet d'introduire une clause de sauvegarde aux seules fins de l'application de l'article 3(1).

Paragraphe 4

155. Le paragraphe 4 prévoit que les Parties (autre que les Parties qui se sont réservé le droit en vertu du paragraphe 3(a) ou 3(b) de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 11 à toutes leurs Conventions fiscales couvertes ou à leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une disposition existante du même type) notifient au Dépositaire leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent une clause de sauvegarde existante, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Lorsque toutes les Juridictions contractantes ont formulé une telle notification relative à une disposition existante d'une Convention fiscale couverte, cette disposition serait remplacée par les dispositions du paragraphe 1. Dans les autres cas, le paragraphe 1 prévaudrait sur les dispositions des Conventions fiscales couvertes seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec le paragraphe 1.

Partie IV. – Mesures visant à éviter le statut d'établissement stable

156. Les travaux menés sur l'Action 7 ont conduit à la modification de la définition de l'établissement stable afin de prévenir les stratégies visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable en lien avec BEPS, notamment par le recours à des accords de commissionnaire et aux exceptions dont bénéficient des activités spécifiques. La partie IV de la Convention contient quatre articles issus des travaux sur l'Action 7. Ces articles visent à modifier les conventions fiscales existantes pour répondre aux mesures qui permettent d'éviter artificiellement le statut d'établissement stable au moyen: (i) des accords de *commissionnaire* et des stratégies similaires (article 12 de la Convention) ; (ii) des exceptions dont bénéficient des activités spécifiques (article 13 de la Convention) ; et (iii) du fractionnement de contrats (article 14 de la Convention). L'article 15 de la Convention contient la définition de l'expression « étroitement liée à une entreprise » qui est utilisée aux articles 12 à 14.

Article 12 - Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par des accords de *commissionnaire* et autres stratégies similaires

157. Les travaux menés sur l'Action 7 ont conduit à des modifications dans la rédaction de l'article 5(5) et (6) de la version 2014 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE pour cibler les stratégies mises en œuvre pour éviter le statut d'établissement stable en recourant à des accords de *commissionnaire* et à des stratégies similaires. L'article 12 de la Convention, qui contient six paragraphes, précise comment intégrer les modifications résultant des travaux sur l'Action 7 dans les Conventions fiscales existantes.

Paragraphe 1

158. Le paragraphe 1 de l'article 12 s'inspire de l'article 5(5) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE tel qu'il figure à la page 16 du rapport sur l'Action 7 (Empêcher les mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable) et se lit comme suit :

5. Nonobstant les dispositions des paragraphes 1 et 2, mais sous réserve des dispositions du paragraphe 6, lorsqu'une personne agit dans un État contractant pour le

compte d'une entreprise et ce faisant, conclut habituellement des contrats ou joue habituellement le rôle principal menant à la conclusion de contrats qui, de façon routinière, sont conclus sans modification importante par l'entreprise, et que ces contrats sont

a) au nom de l'entreprise, ou

b) pour le transfert de la propriété de biens, ou pour la concession du droit d'utiliser des biens appartenant à cette entreprise ou que l'entreprise a le droit d'utiliser, ou

c) pour la prestation de services par cette entreprise,

cette entreprise est considérée comme ayant un établissement stable dans cet État pour toutes les activités que cette personne exerce pour l'entreprise, à moins que les activités de cette personne ne soient limitées à celles qui sont mentionnées au paragraphe 4 et qui, si elles étaient exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires, ne permettraient pas de considérer cette installation comme un établissement stable selon les dispositions de ce paragraphe.

159. La disposition du paragraphe 1 présente des modifications par rapport au texte modèle de l'article 5(5) afin d'aligner la terminologie sur celle employée dans la Convention et de remplacer les renvois à des paragraphes spécifiques du Modèle de convention fiscale de l'OCDE par une description de ces dispositions. De plus, étant donné que les travaux sur l'Action 7 ont aussi conduit à des modifications de l'article 5(4) et (6) de la version 2014 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE, des changements ont également été apportés au texte modèle de l'article 5(5) afin de prendre en compte le fait que des dispositions équivalentes à l'article 5(4) et (6) incluses dans les Conventions fiscales couvertes pourraient avoir été modifiées par les dispositions de la Convention.

Paragraphe 2

160. Le paragraphe 2 s'inspire de l'article 5(6)(a) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE telle qu'il figure à la page 16 du rapport sur l'Action 7 et se lit comme suit :

Le paragraphe 5 ne s'applique pas lorsque la personne qui agit dans un État contractant pour le compte d'une entreprise de l'autre État contractant exerce dans le premier État une activité d'entreprise comme agent indépendant et agit pour la première entreprise dans le cadre ordinaire de cette activité. Toutefois, lorsqu'une personne agit exclusivement ou presque exclusivement pour le compte d'une ou de plusieurs entreprises auxquelles elle est étroitement liée, cette personne n'est pas considérée comme un agent indépendant au sens du présent paragraphe en ce qui concerne chacune de ces entreprises.

161. Des modifications sont apportées au paragraphe 2 par rapport à l'article 5(6)(a) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE pour aligner la terminologie utilisée sur celle employée

dans la Convention et remplacer le renvoi à l'article 5(5) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE par un renvoi à l'article 12(1) de la Convention.

Paragraphe 3

162. Le paragraphe 3 est une clause de compatibilité qui décrit l'interaction entre les paragraphes 1 et 2 et les dispositions des Conventions fiscales couvertes. Les dispositions de conventions fiscales existantes présentent de nombreuses variantes. Bien que bon nombre de ces dispositions soient inspirées de l'article 5(5) de la version 2014 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE, les conventions fiscales existantes contiennent fréquemment des variantes s'inspirant de l'article 5(5)(b) de la version 2011 du Modèle de convention des Nations Unies ou des dispositions qui ont été adaptées dans un cadre bilatéral.

163. Le paragraphe 3(a) prévoit que le paragraphe 1 remplace les dispositions d'une Convention fiscale couverte dans la mesure où ces dispositions décrivent les conditions dans lesquelles une entreprise doit être considérée comme ayant un « établissement stable- agent dépendant » mais uniquement dans la mesure où de telles dispositions traitent de la situation dans laquelle cette personne dispose de pouvoirs qu'elle exerce habituellement lui permettant de conclure des contrats au nom de l'entreprise. La référence à des contrats « au nom de » a vocation à couvrir d'autres expressions communément utilisées, notamment « pour le compte de », « qui engage » ou d'autres variantes usuellement employées. L'article 12(1) n'est cependant pas censé s'appliquer à une disposition, ou une partie de disposition, en vertu desquelles une entreprise peut être considérée comme ayant un établissement stable pour un motif autre que la capacité à conclure des contrats qui engagent une entreprise. Par exemple, l'article 12(1) ne s'appliquerait pas à une disposition rédigée conformément à l'article 5(5)(b) de la version 2011 du Modèle de convention des Nations Unies ni à une disposition qui prévoit qu'une personne est considérée comme ayant un établissement stable lorsque la personne obtient des commandes pour l'entreprise. Ces dispositions ne seraient pas affectées par l'application de l'article 12.

164. Le paragraphe 3(b) prévoit que le paragraphe 2 remplacerait les dispositions d'une Convention fiscale couverte qui prévoient qu'une entreprise n'est pas considérée comme ayant un établissement stable dans une Juridiction contractante pour une activité qu'un agent jouissant d'un statut indépendant exerce pour cette entreprise. De telles dispositions des Conventions fiscales couvertes incluraient les dispositions inspirées, par exemple, de l'article 5(6) de la version 2014 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE, ou celles inspirées de l'article 5(7) de la version 2011 du Modèle de convention des Nations Unies, ainsi que des dispositions de même type négociées de manière bilatérale.

Paragraphe 4

165. Étant donné qu'une disposition traitant des mesures mises en œuvre pour éviter artificiellement le statut d'établissement stable par des accords de *commissionnaire* et par des stratégies similaires n'est pas requise pour satisfaire à une norme minimale, le paragraphe 4 permet à une Partie de se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 12 à ses Conventions fiscales couvertes.

Paragraphe 5

166. Le paragraphe 5 prévoit que les Parties (autre que les Parties qui se sont réservé le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 12) notifient au Dépositaire leurs Conventions

fiscales couvertes qui contiennent une disposition similaire à celle du paragraphe 1, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Le paragraphe 1 s'appliquerait à une disposition d'une Convention fiscale couverte seulement lorsque toutes les Juridictions contractantes ayant conclu cette Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification.

Paragraphe 6

167. Le paragraphe 6 prévoit que les Parties (autres que les Parties qui se sont réservé le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 12) notifient au Dépositaire leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition similaire à celle du paragraphe 2, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Le paragraphe 2 s'appliquerait à une disposition d'une Convention fiscale couverte seulement lorsque toutes les Juridictions contractantes ayant conclu cette Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification.

Article 13 – Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par le recours aux exceptions dont bénéficient des activités spécifiques

168. L'article 5(4) de la version 2014 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE contient une liste d'exceptions au statut d'établissement stable lorsqu'une installation d'affaires est utilisée aux seules fins d'activités spécifiquement énumérées (les « exceptions dont bénéficient des activités spécifiques »). Les travaux menés dans le cadre de l'Action 7 ont conduit à des changements dans la rédaction de l'article 5(4) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE afin de cibler des situations dans lesquelles les exceptions dont bénéficient des activités spécifiques suscitent des préoccupations BEPS. L'article 13 de la Convention met en œuvre ce volet des travaux de l'Action 7.

Paragraphe 1

169. Les travaux menés dans le cadre de l'Action 7 ont apporté des modifications à l'article 5(4) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE tel qu'il figure aux pages 28 et 29 du rapport sur l'Action 7 afin de stipuler expressément que les activités ainsi énumérées seront considérées ne pas constituer un établissement stable seulement si elles revêtent un caractère préparatoire ou auxiliaire. Cependant, le paragraphe 30.1 des Commentaires sur l'article 5 (voir la page 38 du rapport sur l'Action 7) indique que certains États considèrent que certaines des activités énumérées à l'article 5(4) de la version 2014 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE revêtent intrinsèquement un caractère préparatoire ou auxiliaire et que, afin d'augmenter la prévisibilité pour les administrations fiscales et les contribuables, il n'est pas nécessaire de prévoir expressément que les activités visées revêtent un caractère préparatoire ou auxiliaire. Ces États considèrent que l'inclusion d'une règle anti-fragmentation permet de cibler l'usage inapproprié des exceptions dont bénéficient des activités spécifiques. Une disposition alternative qui reflète ce point de vue est donc incluse au paragraphe 30.1. L'article 5(4), tel qu'il figure aux pages 28 et 29 du rapport sur l'Action 7, est reproduit à l'article 13(2) (Option A) et la disposition du paragraphe 30.1 de l'article 5 des Commentaires est reproduite à l'article 13(3) (Option B). L'article 13(1) prévoit qu'une Partie peut choisir d'appliquer l'Option A ou l'Option B ou de n'appliquer aucune de ces deux options.

Paragraphe 2 – Option A

170. L'Option A s'inspire des principes contenus à l'article 5(4) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE qui figure aux pages 28 et 29 du rapport sur l'Action 7 afin de répondre aux préoccupations liées à l'évitement artificiel du statut d'établissement stable par le biais des exceptions dont bénéficient des activités spécifiques. Le texte modèle de l'article 5(4) se lit comme suit :

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :

a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;

b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;

c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;

d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise ;

e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité ;

f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e),

à condition que cette activité ou, dans le cas de l'alinéa f), l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires, ait un caractère préparatoire ou auxiliaire.

171. Reconnaissant que les listes d'exceptions dont bénéficient des activités spécifiques prévues dans les conventions fiscales existantes varient par rapport à l'article 5(4) (incluant les variantes fondées sur l'article 5(4) de la version 2011 du Modèle de convention des Nations Unies, et dans certains cas les variantes négociées de façon bilatérale relatives à des activités admissibles), l'article 13(2) est rédigé de façon à appliquer les principes contenus dans le texte modèle de l'article 5(4) aux activités spécifiques qui sont déjà énumérées dans des Conventions fiscales couvertes plutôt qu'à remplacer celles-ci par la liste d'activités spécifiques contenues dans le Modèle de convention fiscale de l'OCDE. Par conséquent, aux fins des Conventions fiscales couvertes qui contiennent un texte identique à celui de l'article 5 de la version 2014 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE ou de la version 2011 du Modèle de convention des Nations Unies, l'article 13(2)(a) correspondrait à l'article 5(4)(a) à (d) de ces Conventions fiscales couvertes. L'article 13(2)(b) et (c) de la Convention correspondrait respectivement à l'article 5(4)(e) et (f) de ces Conventions fiscales couvertes. L'application de

l'article 13(2) de la Convention aurait pour effet de préserver les exceptions pour les activités mentionnées à l'article 5(4)(a) à (d) des Conventions fiscales couvertes, mais en les soumettant à la condition que l'activité revête un caractère préparatoire ou auxiliaire. Ce résultat serait le même qu'une Juridiction contractante considère que les exceptions de l'article 5(4)(a) à (d) de cette Convention fiscale couverte constituent en soi des exceptions au statut d'établissement stable ou qu'elle considère que ces exceptions sont déjà subordonnées à la condition que l'activité revête un caractère préparatoire ou auxiliaire.

Paragraphe 3 – Option B

172. L'Option B s'inspire de la disposition contenue au paragraphe 30.1 telle qu'il figure des Commentaires sur l'article 5 (voir la page 38 du rapport sur l'Action 7) et se lit comme suit :

4. Nonobstant les dispositions précédentes du présent article, on considère qu'il n'y a pas « établissement stable » si :

a) il est fait usage d'installations aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison de marchandises appartenant à l'entreprise ;

b) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de stockage, d'exposition ou de livraison ;

c) des marchandises appartenant à l'entreprise sont entreposées aux seules fins de transformation par une autre entreprise ;

d) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'acheter des marchandises ou de réunir des informations, pour l'entreprise ;

e) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins d'exercer, pour l'entreprise, toute autre activité non énumérée aux alinéas a) à d), à condition que cette activité revête un caractère préparatoire ou auxiliaire; ou

f) une installation fixe d'affaires est utilisée aux seules fins de l'exercice cumulé d'activités mentionnées aux alinéas a) à e), à condition que l'activité d'ensemble de l'installation fixe d'affaires résultant de ce cumul revête un caractère préparatoire ou auxiliaire.

173. Comme pour l'Option A, le texte de l'Option B a été révisé afin de tenir compte du fait que les exceptions dont bénéficient des activités spécifiques énumérées dans les Conventions fiscales couvertes pourraient varier par rapport à la disposition prévue au paragraphe 30.1 des Commentaires sur l'article 5. Par conséquent, aux fins des Conventions fiscales couvertes qui contiennent un texte identique à celui de l'article 5 de la version 2014 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE ou de la version 2011 du Modèle de convention des Nations Unies, l'article 13(3)(a) correspondrait à l'article 5(4)(a) à (d) de ces Conventions fiscales couvertes. L'article 13(3)(b) et (c) de la Convention correspondraient respectivement à l'article 5(4)(e) et (f) de la Convention fiscale couverte.

L'application de l'article 13(3) de la Convention aurait pour effet de préserver les exceptions pour les activités énumérées à l'article 5(4)(a) à (d) d'une Convention fiscale couverte, mais en garantissant que ces exceptions s'appliquent indépendamment du fait que l'activité revête ou non un caractère préparatoire ou auxiliaire. Ce résultat serait le même qu'une Juridiction contractante considère que les exceptions à l'article 5(4)(a) à (d) de cette Convention fiscale couverte constituent en soi des exceptions au statut d'établissement stable ou qu'elle considère que ces exceptions sont déjà subordonnées à la condition que l'activité revête un caractère préparatoire ou auxiliaire. Une exception est cependant prévue à l'article 13(3)(a) de la Convention afin de préserver les dispositions existantes d'une Convention fiscale couverte qui prévoient expressément qu'une activité spécifique est considérée comme ne constituant pas un établissement stable à condition que cette activité revête un caractère préparatoire ou auxiliaire.

Paragraphe 4

174. Le paragraphe 4 s'inspire du nouvel article 5(4.1) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE telle qu'il figure à la page 39 du rapport sur l'Action 7 pour traiter de la fragmentation d'activités entre des parties étroitement liées. Le paragraphe 4.1 se lit comme suit :

4.1 Le paragraphe 4 ne s'applique pas à une installation fixe d'affaires utilisée par une entreprise si la même entreprise ou une entreprise étroitement liée exerce des activités d'entreprise dans la même installation ou dans une autre installation dans le même État contractant et

- a) cette installation ou autre installation constitue un établissement stable pour l'entreprise ou l'entreprise étroitement liée en vertu des dispositions du présent article, ou*
- b) l'ensemble des activités résultant de la combinaison des activités menées par les deux entreprises dans la même installation, ou par des entreprises étroitement liées dans les deux installations, ne revêt pas un caractère préparatoire ou auxiliaire,*

si les activités d'entreprise exercées par les deux entreprises dans la même installation, ou par la même entreprise ou des entreprises étroitement liées dans les deux installations, constituent des fonctions complémentaires qui font partie d'un ensemble cohérent d'activités d'entreprise.

175. Des modifications ont été apportées au texte modèle de l'article 5(4.1) dans l'article 13(4) afin d'aligner la terminologie qui y est utilisée sur celle employée dans la Convention. De plus, le renvoi à l'article 5(4) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE a été remplacé par une description de ladite disposition (telle que susceptible d'être modifiée par l'article 13(2) ou (3)).

Paragraphe 5

176. Le paragraphe 5 contient des clauses de compatibilité qui décrivent l'interaction entre l'article 13(2) à (4) et les dispositions des Conventions fiscales couvertes.

177. Le paragraphe 5(a) prévoit que l'article 13(2) ou (3) s'applique à la place des parties pertinentes des dispositions d'une Convention fiscale couverte qui dressent une liste des activités spécifiques dont l'exercice est considéré ne pas constituant pas un établissement stable bien que l'activité soit exercée par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires. De telles dispositions d'une Convention fiscale couverte incluraient par exemple des dispositions inspirées de l'article 5(4) de la version 2014 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE ou de la version 2011 du Modèle de convention des Nations Unies, ainsi que les dispositions du même type négociées de manière bilatérale. L'expression « des dispositions d'une Convention fiscale couverte qui ont un effet comparable » contenue aux paragraphes 5(a) et (b) inclurait par exemple, des dispositions des Conventions fiscales couvertes qui décrivent des activités spécifiques qui ne sont pas considérées comme constituant un établissement stable en une seule phrase, plutôt qu'en énumérant ces activités, mais n'inclurait pas, par exemple, les dispositions spécifiques qui prévoient qu'un projet ou qu'une activité constitue un établissement stable seulement si un critère temporel est rempli.

178. Le paragraphe 5(b) prévoit que l'article 13(4) s'applique aux dispositions d'une Convention fiscale couverte (telles que susceptibles d'être modifiées par le paragraphe 2 ou 3) qui énumèrent des activités spécifiques considérées comme ne constituant pas un établissement stable bien que l'activité soit exercée par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires. De telles dispositions d'une Convention fiscale couverte incluraient celles inspirées de l'article 5(4) de la version 2014 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE ou de la version 2011 du Modèle de convention des Nations Unies ainsi que d'autres variantes qui résultent de négociations bilatérales.

Paragraphe 6

179. Étant donné que les dispositions visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable en recourant aux exceptions dont bénéficient des activités spécifiques et à la fragmentation d'activités entre des parties étroitement liées ne sont pas requises pour satisfaire à une norme minimale, une Partie peut se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 13 à ses Conventions fiscales couvertes. Une Partie qui choisit d'appliquer l'Option A en vertu de l'article 13(1) peut également se réserver le droit de ne pas appliquer l'article 13(2) (Option A) aux dispositions de ses Conventions fiscales couvertes qui prévoient déjà expressément une liste d'activités qui sont considérées comme ne constituant pas un établissement stable uniquement si ces activités revêt un caractère préparatoire ou auxiliaire. Enfin, une Partie peut se réserver le droit de ne pas appliquer l'article 13(4).

Paragraphe 7

180. Le paragraphe 7 prévoit que les Parties qui choisissent d'appliquer l'Option A (article 13(2)) ou l'Option B (article 13(3)) notifient au Dépositaire l'option choisie. Cette notification inclurait aussi une liste de leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent des exceptions dont bénéficient des activités spécifiques, y compris celles qui sont visées par la réserve prévue au paragraphe 6(b), en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition

concernée. Une option s'appliquerait à une disposition seulement lorsque toutes les Juridictions contractantes ont choisi d'appliquer la même option et ont formulé une telle notification relative à cette disposition.

Paragraphe 8

181. Le paragraphe 8 prévoit que les Parties qui ne se sont pas réservé le droit d'appliquer le paragraphe 4 (ou l'intégralité de l'article 13) à leurs Conventions fiscales couvertes notifient au Dépositaire leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent une liste d'exceptions dont bénéficient des activités spécifiques, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Pour éviter une répétition, cette notification n'est pas requise pour les Parties qui ont choisi d'appliquer une option en vertu du paragraphe 1, puisque ces Parties sont tenues de formuler une notification conformément au paragraphe 7 indiquant une liste de leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent une liste d'exceptions dont bénéficient des activités spécifiques et ce, même si elles ont émis la réserve prévue au paragraphe 6(b). Le paragraphe 4 s'appliquera à une disposition d'une Convention fiscale couverte seulement lorsque toutes les Juridictions contractantes ont formulé une telle notification relative à cette disposition en vertu du paragraphe 7 ou 8.

Article 14 – Fractionnement de contrats

182. Le rapport sur l'Action 7 relève que le fractionnement de contrats peut être une stratégie possible pour éviter artificiellement le statut d'établissement stable en recourant abusivement à l'exception de l'article 5(3) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE. Le rapport sur l'Action 7 mentionne en outre qu'une Règle du critère des objets principaux permettra de répondre aux préoccupations de BEPS liées au fractionnement abusif de contrats. Le rapport sur l'Action 7 contient un projet de disposition spécifiquement destinée au fractionnement de contrats à inclure dans les conventions qui ne contiendraient pas de Règle du critère des objets principaux, ou pour les Juridictions contractantes qui souhaiteraient remédier expressément à de tels abus. L'article 14 de la Convention permet la mise en œuvre de cette disposition.

Paragraphe 1

183. Le paragraphe 1 s'inspire du paragraphe 18.1 révisé des Commentaires sur l'article 5 tel qu'il figure à la page 43 du rapport sur l'Action 7, et tel qu'amendé au cours des travaux de suivi conduits par le GT1. La version de la disposition qui avait été développée par le GT1 au moment où la Convention a été élaborée se lit comme suit :

À seule fin de déterminer si la période de douze mois visée au paragraphe 3 a été dépassée, lorsque

- a) une entreprise d'un État contractant exerce des activités dans l'autre État contractant à un endroit qui constitue un chantier de construction ou de montage et que ces activités sont exercées pendant une ou des périodes qui, au total, dépassent 30 jours mais ne dépassent pas douze mois, et*
- b) des activités connexes sont exercées sur le même chantier de construction ou de montage pendant des périodes différentes de plus de 30 jours chacune par*

une ou plusieurs entreprises étroitement liées à la première entreprise, ces périodes différentes sont ajoutées à la période totale pendant laquelle la première entreprise a exercé des activités sur ce chantier de construction ou de montage.

184. Des modifications ont été apportées au texte modèle ci-dessus pour aligner la terminologie qui y est utilisée sur celle employée dans la Convention. De plus, en accord avec les autres dispositions de la Convention, la référence à « la période de douze mois visée au paragraphe 3 [de l'article 5 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE] » a été remplacée par une description du paragraphe de cette disposition. Par ailleurs, étant donné que la description des activités et endroits couverts par les dispositions existantes peut différer de ceux concernés par le Modèle de convention fiscale de l'OCDE (par exemple, parce qu'elles sont élaborées selon l'article 5(3)(a) de la version 2011 du Modèle de convention des Nations Unies ou résultent des négociations bilatérales), l'article 14(1)(a) et (b) de la Convention a été rédigé afin de prendre en compte les variantes existantes.

Paragraphe 2

185. Le paragraphe 2 est une clause de compatibilité qui décrit l'interaction entre l'article 14(1) de la Convention et les dispositions des Conventions fiscales couvertes. La clause de compatibilité prévoit que la règle relative au fractionnement de contrats s'applique à la place ou en l'absence de dispositions d'une Convention fiscale couverte dans la mesure où ces dispositions portent sur le fractionnement de contrats en plusieurs parties pour éviter de dépasser une période de temps relative à l'existence d'un établissement stable pour des projets ou des activités spécifiques. Plusieurs conventions contiennent des règles relatives au fractionnement de contrats applicables à une large variété d'activités, dont certaines seulement peuvent être couvertes par les dispositions de l'article 14. Le paragraphe 2 vise à remplacer ces dispositions existantes seulement dans la mesure où ces dispositions portent sur les activités décrites au paragraphe 1 et à laisser inchangées les dispositions relatives à des activités non couvertes par le paragraphe 1. Ce serait le cas, par exemple, si la même règle anti-fractionnement était utilisée pour une disposition relative à des activités de construction exercées par l'intermédiaire d'une installation fixe d'affaires et pour une disposition considérant qu'un établissement stable existe dans le cas d'une prestation de services non liée à une installation d'affaires spécifique..

Paragraphe 3

186. Étant donné qu'une disposition traitant de l'évitement artificiel du statut d'établissement stable en recourant au fractionnement de contrats n'est pas requise pour satisfaire à une norme minimale, le paragraphe 3(a) permet à une Partie de se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 14 à ses Conventions fiscales couvertes. De plus, reconnaissant qu'une Convention fiscale couverte pourrait contenir des dispositions relatives au fractionnement de contrats qui portent spécifiquement sur l'exploration et l'exploitation de ressources naturelles, et que ces dispositions sont souvent négociées avec attention, le paragraphe 3(b) permet à une Partie de se réserver le droit d'appliquer l'article 14(1) seulement en ce qui concerne l'existence d'un établissement stable lié à l'exploration ou l'exploitation de ressources naturelles.

Paragraphe 4

187. Le paragraphe 4 prévoit que les Parties (sauf les Parties qui se sont réservé le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 14 à leurs Conventions fiscales couvertes) notifient au Dépositaire leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition relative au fractionnement de contrats qui ne fait pas l'objet d'une réserve en vertu du paragraphe 3(b), en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée. Le paragraphe 1 remplacera de telles dispositions dans les conditions prévues au paragraphe 2 lorsque toutes les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification. Dans les autres cas, le paragraphe 1 s'appliquera à la Convention fiscale couverte mais prévaudra sur les dispositions existantes de cette Convention fiscale couverte seulement dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec le paragraphe 1.

Article 15 – Définition d'une personne étroitement liée à une entreprise

Paragraphe 1

188. Le paragraphe 1 décrit les conditions dans lesquelles une personne est considérée comme étant «étroitement liée » à une entreprise aux fins des articles 12, 13 et 14. Cette définition s'inspire de l'article 5(6)(b) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE telle qu'il figure aux pages 16 et 17 du rapport sur l'Action 7 et se lit comme suit :

b) Aux fins du présent article, une personne est étroitement liée à une entreprise si, compte tenu de l'ensemble des faits et circonstances pertinents, l'une contrôle l'autre ou toutes deux sont sous le contrôle des mêmes personnes ou entreprises. Dans tous les cas, une personne sera considérée comme étroitement liée à une entreprise si l'une détient directement ou indirectement plus de 50 pour cent des intérêts effectifs dans l'autre (ou, dans le cas d'une société, plus de 50 pour cent du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société ou des intérêts effectifs dans les capitaux propres de la société), ou si

une autre personne détient directement ou indirectement plus de 50 pour cent des intérêts effectifs (ou, dans le cas d'une société, plus de 50 pour cent du total des droits de vote et de la valeur des actions de la société ou des intérêts effectifs dans les capitaux propres de la société) dans la personne et l'entreprise.

189. Pour refléter la structure de la Convention, la référence à « présent article » a été remplacée par un renvoi aux dispositions des Conventions fiscales couvertes qui ont été modifiées par les articles 12, 13 et 14 de la Convention, afin de veiller à ce que cet article ne s'applique qu'aux dispositions des Conventions fiscales couvertes qui ont été modifiées par ces articles pour inclure la notion d'entreprise « étroitement liée ».

Paragraphe 2

190. Étant donné que l'article 15(1) est censé s'appliquer aux dispositions d'une Convention fiscale couverte qui ont été modifiées par une disposition de la Convention qui emploie l'expression « étroitement liée à une entreprise » (plus précisément par l'article 12(2), l'article 13(4) et l'article 14(1) de la Convention), seules les Parties qui ont émis les réserves prévues aux articles 12(4), 13(6)(a) ou (c) et 14(3)(a) peuvent se réserver le droit de ne pas appliquer l'article 15.

Partie V. – Améliorer le règlement des différends

191. Dans le cadre de l'adoption du rapport sur l'Action 14, les juridictions parties aux travaux se sont engagées à mettre en œuvre une norme minimale pour améliorer le règlement des différends (la « norme minimale de l'Action 14 »). La norme minimale de l'Action 14 est complétée par une série de bonnes pratiques. Certaines conditions de cette norme minimale peuvent être remplies et certaines bonnes pratiques peuvent être mises en œuvre en insérant des dispositions spécifiques dans les conventions. La partie V de la Convention prévoit des modalités d'insertion de ces dispositions dans les Conventions fiscales couvertes.

Article 16 – Procédure amiable

192. L'élément 1.1 de la norme minimale de l'Action 14 prévoit que les juridictions doivent insérer l'article 25(1) à (3) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE dans les conventions fiscales, tel qu'interprété dans les Commentaires du Modèle de convention fiscale de l'OCDE et en tenant compte des modifications de ces paragraphes permises par les éléments 3.1 et 3.3 de la norme minimale de l'Action 14. L'article 16 permet aux Parties de modifier leurs Conventions fiscales couvertes pour insérer l'article 25(1) à (3) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE.

Paragraphe 1 à 3

193. L'article 16(1) à (3) s'inspire de l'article 25(1) à (3) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE et contient les modifications apportées à l'article 25(1) de la version 2014 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE dans le cadre des travaux sur l'Action 14, afin de refléter l'obligation imposée par l'élément 3.1 de la norme minimale de l'Action 14 de permettre aux contribuables de soumettre un cas à l'autorité compétente de l'une ou l'autre des Juridictions contractantes. Le texte modèle de l'article 25(1) à (3) se lit comme suit :

1. Lorsqu'une personne estime que les mesures prises par un État contractant ou par les deux États contractants entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la présente Convention, elle peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces États, soumettre son cas à l'autorité compétente de l'un ou l'autre État contractant. Le cas doit être soumis dans les trois ans qui suivent la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention.

2. L'autorité compétente s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par

voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre État contractant, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention. L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des États contractants.

3. Les autorités compétentes des États contractants s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention. Elles peuvent aussi se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention.

194. Les modifications apportées au texte modèle visent à aligner la terminologie qui y est utilisée sur celle employée dans la Convention.

Paragraphe 4

195. Le paragraphe 4 est une clause de compatibilité qui traite de l'interaction entre l'article 16(1) à (3), et les dispositions des Conventions fiscales couvertes. En général, la clause de compatibilité reflète le fait que certains membres du Groupe *ad hoc* ont préféré conserver les dispositions existantes relatives au règlement des différends dans la mesure où celles-ci sont conformes aux paragraphes 1, 2 et 3 (et telles que modifiées, le cas échéant, par les réserves prévues au paragraphe 5). Comme pour les autres articles de la Convention, les variations mineures dans la formulation n'empêchent pas que ces dispositions soient couvertes par le champ d'application de la clause de compatibilité prévue au paragraphe 4.

196. Le paragraphe 4(a) contient deux dispositions qui décrivent l'interaction entre l'article 16(1) et les dispositions des Conventions fiscales couvertes comme suit :

- (i) Le paragraphe 4(a)(i) prévoit que la première phrase de l'article 16(1) de la Convention remplacerait les dispositions (ou à certaines parties de ces dispositions) d'une Convention fiscale couverte qui prévoient que, lorsqu'une personne estime que les mesures prises par l'une ou l'autre des Juridictions contractantes entraînent ou entraîneront pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte, cette personne peut, indépendamment des recours prévus par le droit interne de ces Juridictions contractantes, soumettre son cas à l'autorité compétente de la Juridiction contractante dont elle est un résident, y compris les dispositions en vertu desquelles, si le cas qu'elle soumet relève de l'article de la Convention fiscale couverte relatif à la non-discrimination fondée sur la nationalité, le cas peut être soumis à l'autorité compétente de la Juridiction contractante dont elle possède la nationalité. Ces dispositions d'une Convention fiscale couverte incluraient par exemple celles inspirées de la première phrase de l'article 25(1) de la version 2014 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE ou de la version 2011 du Modèle de convention des Nations Unies. Le paragraphe 4(a)(i) s'appliquerait également en l'absence d'une telle disposition dans une convention fiscale.
- (ii) Le paragraphe 4(a)(ii) prévoit que la deuxième phrase de l'article 16(1) de la Convention remplacerait les dispositions d'une Convention fiscale couverte qui prévoient qu'un cas de procédure amiable doit être soumis dans un délai spécifique inférieur à trois ans à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte. Les délais plus longs prévus dans les Conventions fiscales couvertes seraient ainsi

préservés sans qu'il soit nécessaire d'émettre une réserve aux fins de ne pas appliquer la deuxième phrase de l'article 25(1) à ces Conventions fiscales couvertes. Le paragraphe 4(a)(ii) ajouterait également la deuxième phrase de l'article 16(1) aux Conventions fiscales couvertes en l'absence de dispositions prévoyant un délai spécifique pour soumettre un cas.

197. Le paragraphe 4(b) contient deux points qui décrivent l'interaction entre l'article 16(2) et les dispositions des Conventions fiscales couvertes comme suit :

- (i) Le paragraphe 4(b)(i) prévoit que la première phrase de l'article 16(2) s'appliquerait aux Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas de disposition prévoyant que l'autorité compétente à laquelle la personne mentionnée à l'article 16(1) soumet son cas s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Juridiction contractante, en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention fiscale couverte. De telles dispositions comprendraient, par exemple, les dispositions inspirées de la première phrase de l'article 25(2) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE ou du Modèle de convention des Nations Unies.
- (ii) Le paragraphe 4(b)(ii) prévoit que la deuxième phrase de l'article 16(2) s'appliquerait aux Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas de dispositions prévoyant que l'accord obtenu par voie de procédure amiable est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Juridictions contractantes. De telles dispositions comprendraient par exemple, les dispositions inspirées de la deuxième phrase de l'article 25(2) de la version 2014 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE ou de la version 2011 du Modèle de convention des Nations Unies.

198. Le paragraphe 4(c) contient deux points qui décrivent l'interaction entre l'article 16(3) et les dispositions des Conventions fiscales couvertes comme suit :

- (i) Le paragraphe 4(c)(i) prévoit que la première phrase de l'article 16(3) s'appliquerait aux Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas de dispositions prévoyant que les autorités compétentes des Juridictions contractantes s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention fiscale couverte. De telles dispositions comprendraient par exemple, les dispositions inspirées de la première phrase de l'article 25(3) de la version 2014 du Modèle de convention fiscale de l'OCDE ou de la version 2011 du Modèle de convention des Nations Unies.
- (ii) Le paragraphe 4(c)(ii) prévoit que la deuxième phrase de l'article 16(3) s'appliquerait aux Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas de dispositions prévoyant que les autorités compétentes des Juridictions contractantes peuvent également se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention fiscale couverte. De telles dispositions comprendraient par exemple, les dispositions inspirées de la deuxième phrase de l'article 25(3) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE ou du Modèle de convention des Nations Unies.

Paragraphe 5

199. Comme expliqué précédemment, l'élément 1.1 de la norme minimale de l'Action 14 prévoit que les juridictions doivent inclure l'article 25(1) à (3) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE dans leurs conventions fiscales, sous réserve des modifications de ces paragraphes permises par les éléments 3.1 et 3.3 de la norme minimale de l'Action 14. À cet égard, bien que l'article 16(1) à (3) intégrerait effectivement l'article 25(1) à (3) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE aux Conventions fiscales couvertes, l'article 16(5) tient compte du fait que les Parties sont également autorisées à mettre en œuvre l'élément 1.1 de la norme minimale de l'Action 14 par voie de mesures administratives telles que celles prévues dans les éléments 3.1 et 3.3 de cette norme minimale. L'article 16(5) prévoit des réserves à l'égard de l'article 16(1) et (2) pour tenir compte de ces variations.

200. L'article 16(5)(a) permet à une Partie de se réserver le droit de ne pas appliquer la première phrase de l'article 16(1) à ses Conventions fiscales couvertes et ainsi, de ne pas modifier sa Convention fiscale couverte pour permettre à un contribuable de soumettre son cas à l'autorité compétente de l'une ou l'autre des Juridictions contractantes. Une telle réserve est seulement autorisée si, aux fins de chacune de ses Conventions fiscales couvertes (autre qu'une Convention fiscale couverte qui permet déjà à un contribuable de soumettre son cas à l'autorité compétente de l'une ou l'autre des Juridictions contractantes) le contribuable peut saisir l'autorité compétente de la Juridiction contractante dont il est un résident (ou dont il possède la nationalité, lorsque le cas concerne une disposition relative à la non-discrimination fondée sur la nationalité) et si cette Juridiction contractante met en place un processus bilatéral de notification ou de consultation avec l'autorité compétente de l'autre Juridiction contractante pour les cas soumis à son autorité compétente et que cette autorité compétente considère non fondés (étant entendu que ce processus bilatéral de notification ou de consultation ne doit pas être interprété comme étant une consultation portant sur la manière de résoudre le cas). Cette approche est conforme à l'élément 3.1 de la norme minimale de l'Action 14 qui se lit comme suit :

3.1 Les deux autorités compétentes devraient être informées des demandes de procédure amiable qui ont été présentées et devraient être en mesure de faire connaître leur position sur l'acceptation ou le rejet de chaque demande. À cet effet, les pays devraient:

- 1. soit modifier le paragraphe 1 de l'article 25 afin que la demande de procédure amiable puisse être formulée auprès de l'autorité compétente de l'un ou l'autre des États contractants,*
- 2. soit, si une convention ne permet pas qu'une demande de procédure amiable puisse être formulée auprès de l'un ou l'autre des États contractants, mettre en place un processus de notification ou de consultation bilatérale pour les cas où l'autorité compétente saisie d'une demande de procédure amiable considère que l'objection du contribuable n'est pas fondée (cette consultation ne pouvant pas être interprétée comme une consultation sur la façon de résoudre le cas).*

201. Comme expliqué précédemment, la deuxième phrase de l'article 16(1) de la Convention remplacerait les dispositions d'une Convention fiscale couverte qui prévoient qu'un cas de procédure amiable doit être soumis dans un délai spécifique inférieur à trois ans à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte, ou s'appliquerait en l'absence de disposition d'une Convention fiscale couverte prévoyant un délai spécifique. Reconnaisant que les Parties sont libres de ne pas inclure dans leurs conventions fiscales la deuxième phrase de l'article 25(1) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE dès lors que les dispositions de leur droit interne s'appliquent automatiquement et produisent des effets plus favorables pour les contribuables, soit

parce que le délai prescrit pour présenter un cas est supérieur, soit parce qu'aucun délai n'est prescrit à cet effet, l'article 16(5)(b) permet à une Partie de se réserver le droit de ne pas appliquer la deuxième phrase de l'article 16(1) à ses Conventions fiscales couvertes dont les règles relatives à la procédure amiable ne prévoient pas de délai spécifique pour présenter le cas à l'examen de l'autorité compétente. Une Partie ne peut émettre cette réserve que si elle a l'intention de garantir que, même en l'absence d'une telle disposition, les contribuables seraient autorisés à soumettre un cas dans un délai d'au moins trois ans à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte. Par conséquent, cette réserve ne devrait donc normalement être émise par une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte que si les règles de son droit interne s'appliquent automatiquement et produisent des effets plus favorables pour les contribuables, soit en prévoyant un délai plus long pour soumettre une demande, soit en ne fixant aucun délai à cet égard.

202. L'article 16(5)(c) permet à une Partie de ne pas appliquer la deuxième phrase de l'article 16(2), et ainsi de ne pas exiger l'application de tous les accords obtenus par voie de procédure amiable quels que soient les délais éventuellement définis par le droit interne des Juridictions contractantes. Une telle réserve ne peut être émise par une Partie que si, aux fins de toutes ses Conventions fiscales couvertes : (i) tous les accords obtenus par voie de procédure amiable sont appliqués quels que soient les délais éventuellement prévus par le droit interne des Juridictions contractantes ; ou (ii) la Juridiction contractante a l'intention de satisfaire à la norme minimale en acceptant, lors de la négociation de ses conventions bilatérales, des dispositions alternatives qui limitent le délai pendant lequel une Juridiction contractante peut effectuer un ajustement en application des dispositions inspirées de l'article 9(1) ou de l'article 7(2) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE afin d'éviter des ajustements tardifs qui ne pourraient pas faire l'objet d'un allègement en vertu de la procédure amiable. Cette approche est autorisée en vertu de l'élément 3.3 de la norme minimale de l'Action 14 qui se lit comme suit :

3.3 Les pays devraient insérer dans leurs conventions fiscales la deuxième phrase du paragraphe 2 de l'article 25 (« L'accord est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des États contractants »). Les pays qui ne peuvent pas insérer la deuxième phrase du paragraphe 2 de l'article 25 dans leurs conventions fiscales devraient être prêts à adopter d'autres dispositions conventionnelles qui limitent le délai pendant lequel un État contractant peut effectuer un ajustement en application de l'article 9(1) ou de l'article 7(2), afin d'éviter les ajustements tardifs qui ne pourraient pas faire l'objet d'un allègement en vertu de la procédure amiable.

Il est entendu que lorsqu'une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte préfère que la deuxième phrase de l'article 16(2) soit incluse dans ses Conventions fiscales couvertes et que l'autre Juridiction contractante se réserve le droit de ne pas appliquer cette disposition, la question de savoir si une telle disposition alternative devrait être incluse dans la Convention fiscale couverte sera résolue dans le cadre de négociations bilatérales.

Paragraphe 6

203. Le paragraphe 6 prévoit un certain nombre de notifications destinées à clarifier la manière dont les Conventions fiscales couvertes seront modifiées par l'article 16. Le paragraphe 6(a) prévoit que les Parties (autre que les Parties qui se réservent le droit de ne pas appliquer la

première phrase du paragraphe 1) notifient au Dépositaire leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent des dispositions en vertu desquelles un contribuable peut soumettre son cas à l'autorité compétente de la Juridiction contractante dont il est un résident (ou dont il possède la nationalité, si le cas qu'il soumet relève des dispositions relatives à la non-discrimination fondée sur la nationalité), en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chacune des dispositions concernées. Lorsque toutes les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification relative à une disposition de la Convention fiscale couverte, cette disposition est remplacée par la première phrase du paragraphe 1. Dans les autres cas (sauf lorsque l'une des Juridictions contractantes s'est réservé le droit de ne pas appliquer la première phrase du paragraphe 1), la première phrase du paragraphe 1 s'applique à la Convention fiscale couverte mais ne prévaut sur les dispositions existantes de la Convention fiscale couverte que dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec cette phrase.

204. Le paragraphe 6(b)(i) prévoit que les Parties qui ne se sont pas réservé le droit de ne pas appliquer la deuxième phrase du paragraphe 1 notifient au Dépositaire la liste de leurs Conventions fiscales couvertes qui prévoient que le cas mentionné à la première phrase de l'article 16(1) doit être soumis dans un délai spécifique, inférieur à trois ans, à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chacune des dispositions concernées. Le paragraphe 6(b)(ii) prévoit que les Parties qui ne se sont pas réservé le droit de ne pas appliquer la deuxième phrase de l'article 16(1) notifient au Dépositaire la liste de leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition prévoyant que le cas mentionné à la première phrase du paragraphe 1 doit être soumis dans un délai spécifique, d'au moins trois ans, à compter de la première notification de la mesure qui a entraîné une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte (en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chacune des dispositions concernées). La combinaison des paragraphes 6(b)(i) et 6(b)(ii) a pour effet d'appliquer la deuxième phrase du paragraphe 1 à une Convention fiscale couverte si : (1) toutes les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification indiquant que la Convention fiscale couverte prévoit un délai inférieur à trois ans ; ou (2) aucune des Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte n'a formulé une notification indiquant que la Convention fiscale couverte prévoit un délai d'au moins trois ans. Dans tous les autres cas, la deuxième phrase du paragraphe 1 s'applique à une Convention fiscale couverte mais ne prévaut sur les dispositions existantes de cette Convention fiscale couverte que dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec la deuxième phrase du paragraphe 1.

205. Le paragraphe 6(c)(i) prévoit que les Parties notifient au Dépositaire la liste de leurs Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas de disposition prévoyant que l'autorité compétente à qui le cas a été présenté par la personne décrite dans le paragraphe 1 s'efforce, si la réclamation lui paraît fondée et si elle n'est pas elle-même en mesure d'y apporter une solution satisfaisante, de résoudre le cas par voie d'accord amiable avec l'autorité compétente de l'autre Juridiction contractante en vue d'éviter une imposition non conforme à la Convention fiscale couverte. La première phrase du paragraphe 2 ne s'applique à une Convention fiscale couverte que si toutes les Juridictions contractantes ayant conclu cette Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification.

206. Le paragraphe 6(c)(ii) prévoit que les Parties (sauf celles qui se sont réservé le droit de ne pas appliquer la deuxième phrase du paragraphe 2) notifient au Dépositaire la liste de leurs Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas de disposition prévoyant que tout accord obtenu est appliqué quels que soient les délais prévus par le droit interne des Juridictions contractantes. La deuxième phrase du paragraphe 2 ne s'appliquera à une Convention fiscale couverte que si toutes les Juridictions contractantes ayant conclu cette Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification.

207. Le paragraphe 6(d)(i) prévoit que les Parties notifient au Dépositaire la liste de leurs Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas de disposition prévoyant que les autorités compétentes des Juridictions contractantes s'efforcent, par voie d'accord amiable, de résoudre les difficultés ou de dissiper les doutes auxquels peuvent donner lieu l'interprétation ou l'application de la Convention fiscale couverte. La première phrase du paragraphe 3 ne s'applique à une Convention fiscale couverte que si toutes les Juridictions contractantes ayant conclu cette Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification.

208. Le paragraphe 6(d)(ii) prévoit que les Parties notifient au Dépositaire la liste de leurs Conventions fiscales couvertes qui ne contiennent pas de disposition prévoyant que les autorités compétentes des Juridictions contractantes peuvent également se concerter en vue d'éliminer la double imposition dans les cas non prévus par la Convention fiscale couverte. La deuxième phrase du paragraphe 3 ne s'applique à une Convention fiscale couverte que si toutes les Juridictions contractantes ayant conclu cette Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification.

Article 17 – Ajustements corrélatifs

209. L'élément 1.1 de la norme minimale de l'Action 14 prévoit que les juridictions doivent ouvrir l'accès à la procédure amiable aux cas portant sur les prix de transfert et mettre en œuvre les accords amiables qui en résultent (par exemple en procédant aux ajustements appropriés de l'impôt établi). Le rapport sur l'Action 14 note qu'il serait plus efficace que les juridictions disposent également de la possibilité d'effectuer des ajustements corrélatifs de façon unilatérale lorsqu'elles estiment que la réclamation du contribuable est fondée. À cet égard, la bonne pratique 1 du rapport sur l'Action 14 recommande d'insérer l'article 9(2) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE dans les conventions fiscales. L'article 17 de la Convention prévoit un mécanisme permettant aux Parties de mettre en œuvre cette bonne pratique.

Paragraphe 1

210. Le paragraphe 1 s'inspire de l'article 9(2) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE. Les modifications qui y ont été apportées visent à aligner la terminologie qui y est utilisée sur celle employée dans la Convention. L'article 9(2) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE se lit comme suit :

2. Lorsqu'un État contractant inclut dans les bénéfices d'une entreprise de cet État — et impose en conséquence — des bénéfices sur lesquels une entreprise de l'autre État contractant a été imposée dans cet autre État, et que les bénéfices ainsi inclus sont des bénéfices qui auraient été réalisés par l'entreprise du premier État si les conditions convenues entre les deux entreprises avaient été celles qui auraient été convenues entre des entreprises indépendantes, l'autre État procède à un ajustement approprié du montant de l'impôt qui y a été perçu sur ces bénéfices. Pour déterminer cet ajustement, il est tenu compte des autres dispositions de la présente Convention et, si c'est nécessaire, les autorités compétentes des États contractants se consultent.

Paragraphe 2

211. Le paragraphe 2 est une clause de compatibilité qui décrit l'interaction entre l'article 17(1) de la Convention et les dispositions des Conventions fiscales couvertes. Ce paragraphe prévoit que l'article 17(1) s'applique à la place ou en l'absence d'une disposition qui impose à une Juridiction contractante de procéder à un ajustement corrélatif lorsque l'autre Juridiction contractante procède à un ajustement des bénéficiaires d'une entreprise conformément au principe de pleine concurrence. Les dispositions existantes couvertes incluraient par exemple les dispositions inspirées de l'article 9(2) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE ou du Modèle de convention des Nations Unies ainsi que les dispositions en vertu desquelles un accord de l'autorité compétente d'une Juridiction contractante est requis comme condition afin de procéder à un ajustement corrélatif de l'imposition par l'autre Juridiction contractante.

Paragraphe 3

212. L'inclusion de l'article 9(2) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE dans les conventions fiscales est une bonne pratique de l'Action 14, et n'est pas requise pour satisfaire à la norme minimale de l'Action 14. Cependant, l'élément 1.1 de la norme minimale de l'Action 14 prévoit que les juridictions doivent ouvrir l'accès à la procédure amiable aux cas portant sur les prix de transfert et mettre en œuvre les accords amiables qui en résultent indépendamment du fait qu'une convention fiscale contient ou non une disposition inspirée de l'article 9(2) du Modèle de convention fiscale de l'OCDE. À cet égard, l'article 17(3) permet à une Partie de se réserver le droit de ne pas appliquer le paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes au motif qu'en l'absence des dispositions décrites à l'article 17(2) dans une Convention fiscale couverte, (i) la Partie ayant émis la réserve procède à l'ajustement corrélatif tel que prévu à l'article 17(1), ou (ii) son autorité compétente s'efforce de résoudre les cas relatifs au prix de transfert conformément aux dispositions de cette Convention fiscale couverte relatives à la procédure amiable. Si une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte émet une telle réserve tandis que l'autre Juridiction contractante ne l'émet pas, l'article 17 ne s'appliquera pas à la Convention fiscale couverte, et la Convention ne crée aucune obligation pour la Juridiction contractante n'ayant pas émis la réserve de procéder à un ajustement corrélatif.

213. Une Partie peut également se réserver le droit de ne pas appliquer l'article à ses Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une disposition similaire (indépendamment du fait que la disposition présente une formulation identique à celle du Modèle de convention fiscale de l'OCDE ou du Modèle de convention des Nations Unies pourvu que la disposition prévoit l'obligation pour une Juridiction contractante de procéder à un ajustement corrélatif). Ce type de disposition inclurait, par exemple, une disposition prévoyant qu'une Juridiction contractante doit procéder à un ajustement corrélatif si elle considère l'ajustement justifié, ou qu'il doit être procédé à l'ajustement corrélatif si un accord est obtenu à cet égard entre les autorités compétentes des Juridictions contractantes. Cependant, comme indiqué ci-dessus au paragraphe 17, ce type de disposition n'inclurait pas, par exemple, une disposition prévoyant seulement que les autorités compétentes des Juridictions contractantes peuvent se consulter dans le but de parvenir à un accord sur l'ajustement des bénéficiaires dans les deux Juridictions contractantes ou que les Juridictions contractantes peuvent procéder à un ajustement approprié. Le paragraphe 3 prévoit également qu'une Partie ayant formulé une réserve en vertu de l'article 16(5)(c)(ii) peut se réserver le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 17 à ses Conventions fiscales couvertes au motif qu'elle accepte, dans le cadre de négociations bilatérales, d'inclure une disposition conventionnelle s'inspirant du paragraphe 1 à condition que les Juridictions contractantes soient parvenues à un accord sur cette disposition et sur les

dispositions décrites à l'article 16(5)(c)(ii).

Paragraphe 4

214. Le paragraphe 4 prévoit que les Parties (autres que les Parties qui ont émis une des réserves prévues au paragraphe 3) notifient au Dépositaire leurs Conventions fiscales couvertes qui contiennent une disposition existante imposant de procéder à un ajustement corrélatif, en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chacune des dispositions concernées. Lorsque toutes les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte ont formulé une telle notification, la disposition existante sera remplacée par le paragraphe 1. Dans les autres cas, le paragraphe 1 s'applique à la Convention fiscale couverte mais ne prévaut sur les dispositions des Conventions fiscales couvertes que dans la mesure où ces dispositions sont incompatibles avec le paragraphe 1.

Partie VI. – Arbitrage

Article 18 – Choix d'appliquer la partie VI

215. La partie VI de la Convention s'applique uniquement entre des Parties qui choisissent explicitement de l'appliquer. L'article 18 permet à une Partie de choisir d'appliquer la partie VI à l'égard de ses Conventions fiscales couvertes en notifiant son choix au Dépositaire. S'agissant des relations entre deux Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte, la partie VI s'applique uniquement si les deux Juridictions contractantes notifient au Dépositaire leur choix de l'appliquer.

Article 19 – Arbitrage obligatoire et contraignant

Paragraphe 1

216. Le paragraphe 1 contient la clause d'arbitrage proprement dite. Il dispose que si les autorités compétentes ne parviennent pas à un accord suivant la procédure amiable prévue par la Convention fiscale couverte concernant un cas dans un délai de deux ans, les questions non résolues sont soumises, à la demande de la personne qui a soumis le cas, à l'arbitrage selon les modalités prévues à la partie VI. Cette procédure d'arbitrage est accessible lorsque, en vertu des dispositions d'une Convention fiscale couverte concernant la procédure amiable (telles que susceptibles d'être modifiées par l'article 16(1)), une personne a soumis son cas à l'autorité compétente d'une Juridiction contractante dès lors que les mesures prises par une Juridiction contractante ou par les deux Juridictions contractantes ont entraîné pour elle une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte. La date de début de ce délai de deux ans est déterminée conformément au paragraphe 8 ou 9, selon le cas. Néanmoins, les autorités compétentes peuvent convenir d'un délai différent pour un cas spécifique, à condition d'en informer la personne qui a soumis le cas avant l'expiration du délai de deux ans mentionné à l'alinéa b). Ce délai différent concernant un cas spécifique pourrait être plus long ou plus court que le délai de deux ans prévu à l'alinéa b), selon, par exemple, la nature et la complexité du cas spécifique. En outre, comme indiqué ci-dessous, le paragraphe 11 permet à une Partie de se réserver le droit de remplacer le délai de deux ans mentionné à l'alinéa b) par un délai de trois ans aux fins de l'application de l'article 19 à ses Conventions fiscales couvertes. Il est également permis à une Partie d'émettre des réserves à l'égard du type de cas pouvant être soumis à

l'arbitrage, tel que décrit aux parties de la Note explicative relatives à l'article 28(2) (sous condition de l'acceptation de ces réserves par les autres Parties).

Paragraphe 2

217. Comme indiqué au paragraphe 51 du rapport sur l'Action 14, la procédure amiable est ouverte aux contribuables quels que soient les recours judiciaires et administratifs prévus par le droit interne des Juridictions contractantes. Néanmoins, la plupart des administrations fiscales demandent qu'une procédure ait lieu avant l'autre, afin d'éviter que le cas d'un contribuable ne soit examiné simultanément en procédure amiable et devant une autorité judiciaire ou administrative nationale. Pour tenir compte de cette approche, le paragraphe 2 dispose que le délai prévu au paragraphe 1(b) cesse de courir lorsqu'une autorité compétente a suspendu la procédure amiable visée au paragraphe 1(a) parce qu'un cas portant sur une ou plusieurs questions identiques est en instance devant un tribunal judiciaire ou administratif. Le délai recommence à courir dès lors qu'une décision définitive a été rendue par un tribunal judiciaire ou administratif ou dès lors que le cas a été suspendu ou retiré. Il convient néanmoins de noter que si une Partie émet la réserve décrite à l'article 19(12), la procédure amiable prend fin si la décision est rendue par le tribunal judiciaire ou administratif pendant la période au cours de laquelle la procédure amiable est suspendue.

218. Le paragraphe 2 prévoit également que le délai prévu au paragraphe 1(b) cesse de courir lorsque la personne qui a soumis le cas et une autorité compétente ont convenu de suspendre la procédure amiable pour une raison quelconque. Cela s'applique lorsque, par exemple, le contribuable et l'autorité compétente conviennent de suspendre la procédure amiable en raison d'une maladie grave ou d'autres difficultés personnelles. Le délai recommence à courir à la levée de la suspension.

Paragraphe 3

219. Dans certaines circonstances, après la communication par un contribuable des informations initiales nécessaires à l'examen approfondi d'un cas, les autorités compétentes peuvent avoir besoin de demander des informations complémentaires au contribuable. Par exemple, après que le délai prévu au paragraphe 1(b) a commencé et après une analyse supplémentaire visant à donner suite au cas, une autorité compétente peut décider qu'elle a besoin d'informations complémentaires concernant une entité ou une transaction spécifique pour parvenir à un accord visant à résoudre une question en suspens. En pareils cas, le fait pour une personne directement concernée par le cas (i.e., la personne ayant initialement déposé la demande de procédure amiable ou une personne dont la charge fiscale est directement affectée par le cas) de ne pas communiquer ces informations complémentaires en temps opportun peut retarder ou empêcher les autorités compétentes de résoudre le cas. Pour traiter ce cas de figure, le paragraphe 3 dispose que le délai prévu au paragraphe 1(b) est prolongé lorsque les deux autorités compétentes conviennent qu'une personne directement concernée par le cas n'a pas communiqué en temps opportun les informations pertinentes complémentaires requises par l'une ou l'autre des autorités compétentes après le début du délai prévu au paragraphe 1(b). Dans ce cas, le délai est alors prorogé d'une durée égale à celle séparant la date à laquelle ces informations étaient demandées et la date à laquelle elles ont finalement été communiquées.

Paragraphe 4

220. La procédure d'arbitrage prévue par la partie VI est conçue pour offrir aux autorités

compétentes un mécanisme de résolution des questions qui autrement pourraient empêcher de parvenir à un accord concernant certains des cas examinés en procédure amiable. Dans la mesure où la procédure d'arbitrage est un prolongement de la procédure amiable, qui permet d'en accroître l'efficacité, l'alinéa a) prévoit que la décision d'arbitrage est mise en œuvre par le biais de l'accord amiable concernant un cas particulier. Ainsi, une fois la décision de la commission d'arbitrage rendue, les autorités compétentes doivent conclure un accord amiable qui (sous réserve de l'application de l'article 24) reflète les conclusions de la décision d'arbitrage. Cet alinéa prévoit également, sous réserve de l'alinéa (b)(ii), que la décision d'arbitrage est définitive, ce qui signifie que la décision d'arbitrage ne peut être modifiée, ni par les autorités compétentes ni par la commission d'arbitrage, à moins que les dispositions de l'article 24 ne soient applicables et permettent la conclusion d'un accord sur une solution différente.

221. En vertu de l'alinéa b), la décision d'arbitrage est contraignante pour les deux Juridictions contractantes sauf dans trois situations : (i) une personne directement concernée par le cas n'accepte pas l'accord amiable qui met en œuvre la décision d'arbitrage ; (ii) la décision d'arbitrage est déclarée invalide par une décision de justice définitive des tribunaux de l'une des Juridictions contractantes ; et (iii) une personne directement concernée par le cas intente une action contentieuse devant un tribunal judiciaire ou administratif au sujet de questions résolues par l'accord amiable mettant en œuvre la décision d'arbitrage. L'expression « décision définitive des tribunaux » décrit une décision qui n'est pas une ordonnance ou décision provisoire. La décision peut être prise à tous les niveaux de l'appareil judiciaire des Juridictions contractantes.

222. L'alinéa b)(i) vise la situation dans laquelle une personne directement concernée par le cas n'accepte pas l'accord amiable qui met en œuvre la décision d'arbitrage. Lorsqu'un accord amiable est obtenu avant que les recours prévus par le droit interne ne soient épuisés, les autorités compétentes peuvent exiger, en tant que condition préalable à la finalisation ou à la conclusion de l'accord, que le contribuable renonce à exercer ses droits de recours prévus par le droit interne concernant les questions résolues par le biais de l'accord amiable. À défaut d'une telle renonciation, une décision ultérieure d'un tribunal pourrait empêcher les autorités fiscales de mettre l'accord en œuvre. Par conséquent, une personne directement concernée par le cas sera considérée comme n'acceptant pas l'accord amiable si cette personne ne se retire pas de toute procédure juridique interne ou ne met pas autrement un terme définitif, conformément à cet accord amiable, à toute action devant un tribunal judiciaire ou administratif en cours dans les 60 jours suivant la notification de l'accord amiable qui met en œuvre la décision d'arbitrage. Lorsque l'accord amiable n'est pas accepté ou est considéré comme n'étant pas accepté, le cas ne peut faire l'objet d'aucun examen complémentaire par les autorités compétentes.

223. L'alinéa b)(ii) dispose que, si une décision de justice définitive des tribunaux de l'une des Juridictions contractantes rend la décision d'arbitrage invalide, la demande d'arbitrage est considérée comme n'ayant pas été formulée et la procédure d'arbitrage est considérée comme n'ayant pas eu lieu (sauf aux fins de l'article 21, concernant la confidentialité, et de l'article 25, concernant les coûts de la procédure d'arbitrage). Cet alinéa n'a pas pour but de fournir des fondements autonomes pour contester une décision d'arbitrage lorsque de tels fondements n'existent pas en vertu du droit interne des Juridictions contractantes. Il a au contraire pour objectif d'assurer, lorsqu'un tribunal de l'une des Juridictions contractantes invalide une décision d'arbitrage en application de telles règles existantes, que l'autre Juridiction contractante ne soit pas tenue de mettre en œuvre la décision. Cela peut se produire dans le cadre du droit interne de certaines juridictions, par exemple lorsqu'un vice de procédure (violation des obligations d'impartialité ou d'indépendance applicables aux arbitres en vertu de l'article 20, violation des obligations de confidentialité prévues par l'article 21 ou collusion entre le contribuable et l'une des Juridictions contractantes) a eu des conséquences significatives sur le résultat de la procédure d'arbitrage. Il n'est cependant pas envisagé qu'un tribunal renverse une décision d'arbitrage en raison de son désaccord avec le résultat de la procédure d'arbitrage. Cet alinéa dispose également qu'en pareil cas, le contribuable peut soumettre une nouvelle demande d'arbitrage, sauf si les autorités compétentes conviennent que cette nouvelle demande n'est pas permise. Cette nouvelle

demande peut être faite sans attendre l'expiration du délai prévu à l'alinéa 1(b), car ce délai est déjà expiré. Il est attendu que les autorités compétentes conviennent qu'une telle demande n'est pas permise si les actes du contribuable constituent le principal motif d'invalidation de la décision d'arbitrage.

224. L'alinéa b)(iii) prévoit que la décision d'arbitrage n'est pas contraignante à l'égard de l'une ou l'autre des Juridictions contractantes si le contribuable intente une action contentieuse devant un tribunal judiciaire ou administratif au sujet de questions résolues par l'accord amiable mettant en œuvre la décision d'arbitrage. Cet alinéa a pour objectif d'assurer que, si une Partie n'est pas autorisée en vertu de son droit interne, à exiger d'un contribuable qu'il renonce à une action contentieuse dans le cadre de l'acceptation d'une décision concernant une procédure amiable, cette action contentieuse ne peut pas servir à obtenir une absence d'imposition ou une imposition réduite, par exemple en prétendant que la décision d'arbitrage est contraignante pour une Juridiction contractante tandis que le résultat de l'action contentieuse est contraignant pour l'autre Juridiction contractante.

Paragraphe 5 à 9

225. Les paragraphes 5 à 9 énoncent des règles détaillées pour déterminer la date de début du délai avant l'expiration duquel un cas n'est pas admissible à l'arbitrage. Le paragraphe 5 dispose que l'autorité compétente qui reçoit la demande initiale de procédure amiable doit, dans un délai de deux mois calendaires suivant la réception de la demande initiale de procédure amiable, notifier à la personne qui a soumis le cas confirmant la réception de la demande, et envoyer une notification de la demande accompagnée d'une copie de la demande à l'autre autorité compétente. En vertu du paragraphe 6, une autorité compétente doit notifier à la personne qui a soumis le cas et à l'autre autorité compétente qu'elle a reçu toutes les informations nécessaires pour procéder à un examen approfondi du cas, ou demander à la personne qui a soumis le cas des informations complémentaires à cette fin dans les trois mois calendaires à compter de la date à laquelle elle a reçu la demande initiale ou a reçu une notification de la demande, selon le cas applicable. Comme indiqué ci-dessous au paragraphe 229, les autorités compétentes devraient convenir entre elles du minimum d'information dont chacune d'elles a besoin afin de procéder à un examen approfondi du cas, et elles devraient publier la liste de ces informations. Les autorités compétentes peuvent également souhaiter convenir d'autres règles de procédure relatives à l'application des paragraphes 5 à 9.

226. Le paragraphe 7 dispose que lorsque l'une des autorités compétentes ou les deux demandent des informations complémentaires, l'autorité compétente qui les a demandées dispose, une fois ces informations reçues, de trois mois calendaires pour notifier à la personne qui a soumis le cas et à l'autre autorité compétente qu'elle a reçu toutes les informations nécessaires ou que certaines informations demandées sont toujours manquantes.

227. La date de début du délai mentionné au paragraphe 1(b) varie selon que des informations complémentaires ont été demandées ou non. Le paragraphe 8 prévoit que, lorsqu'aucune demande d'informations complémentaires n'a été formulée, la date de début est la première des deux dates suivantes : a) la date à laquelle les deux autorités compétentes ont notifié à la personne qui a soumis le cas que toutes les informations nécessaires ont été reçues (c.à.d. la date à laquelle la seconde des deux autorités compétentes a effectué cette notification), et b) trois mois calendaires après la date à laquelle l'autorité compétente à laquelle la demande de procédure amiable a initialement été adressée a informé l'autre autorité compétente de cette demande.

228. Le paragraphe 9 dispose que, lorsque des informations complémentaires ont été

demandées, la date de début est, en règle générale, la première des deux dates suivantes : a) la date la plus tardive à laquelle les autorités compétentes qui ont demandé des informations complémentaires ont informé le contribuable ainsi que l'autre autorité compétente du fait que ces informations ont été reçues, et b) trois mois calendaires après la date à laquelle les deux autorités compétentes ont toutes deux reçu l'ensemble des informations complémentaires demandées de la personne qui a soumis le cas. Si l'une des autorités compétentes informe le contribuable et l'autre autorité compétente du fait que certaines informations sont toujours manquantes, une telle notification doit être considérée comme une demande d'information complémentaire.

Paragraphe 10

229. Compte tenu de la grande variété de systèmes juridiques et fiscaux et du caractère unique de la relation entre deux autorités compétentes, le paragraphe 10 prévoit que les autorités compétentes des Juridictions contractantes conviennent par accord amiable des modalités d'application des dispositions relatives à l'arbitrage, y compris (sans s'y limiter) le minimum d'informations requis pour que chaque autorité compétente puisse procéder à un examen approfondi du cas, avant la date à laquelle des questions non résolues soulevées par un cas de procédure amiable sont pour la première fois susceptibles d'être soumises à l'arbitrage. Normalement, les instructions publiées par une Juridiction contractante devraient indiquer les informations nécessaires à l'examen d'une demande de procédure amiable. En pareil cas, il est présumé, qu'en général, les autorités compétentes des Juridictions contractantes conviendront d'énumérer ou d'identifier par ailleurs les informations figurant dans ces directives comme étant les informations dont chacune des Juridictions contractantes a besoin pour entreprendre un examen approfondi du cas.

230. La partie VI énonce les dispositions relatives à l'arbitrage proprement dites ainsi que des règles par défaut visant à garantir la mise en place des principaux éléments essentiels de la procédure. Garantir le fonctionnement effectif de la procédure d'arbitrage nécessite une collaboration étroite entre les autorités compétentes afin de convenir des modalités pratiques et de procédure. Il est important que les autorités compétentes se consultent de manière approfondie sur ces modalités afin que les modalités d'application de la partie VI soient définies avant la date à laquelle des questions non résolues soulevées par un cas de procédure amiable deviennent pour la première fois admissibles à l'arbitrage. Ces modalités d'application pourront être modifiées par la suite. En l'absence d'un accord préalable, les autorités compétentes et les contribuables pourraient rencontrer des difficultés et des retards pendant la procédure d'arbitrage. Il est prévu qu'un modèle d'accord entre autorités compétentes qui pourra servir de fondement à ces consultations sera élaboré. Les sections suivantes de la Note explicative relatives aux autres dispositions de la partie VI donnent des exemples de modalités sur lesquelles les autorités compétentes devraient s'entendre.

Paragraphe 11

231. Le paragraphe 11 autorise une Partie à se réserver le droit de remplacer le délai de deux ans mentionné au paragraphe 1(b) par un délai de trois ans aux fins de l'application de la partie VI à ses Conventions fiscales couvertes. Comme pour d'autres réserves prévues dans la Convention, lorsqu'une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte émet cette réserve, elle s'applique aux fins de l'application de cette Convention fiscale couverte par les deux Juridictions contractantes.

Paragraphe 12

232. Dans certaines juridictions, un accord amiable conclu par l'autorité compétente ne peut pas déroger à une décision d'un tribunal judiciaire ou administratif de cette juridiction, soit du point de vue du droit, soit en raison de la politique ou de la pratique administratives. Ces juridictions, ou les juridictions prévoyant d'adopter une telle pratique, peuvent souhaiter faire en sorte que la procédure d'arbitrage ne soit pas accessible en ce qui concerne des questions qui ont été résolues au moyen d'une action contentieuse interne, soit avant la soumission de ces questions à l'arbitrage, soit pendant la procédure d'arbitrage. Le paragraphe 12 règle ce problème en autorisant une Partie à se réserver le droit d'exclure de l'arbitrage les questions pour lesquelles une décision a été rendue par un tribunal judiciaire ou administratif de l'une ou de l'autre des Juridictions contractantes.

233. S'agissant d'une Convention fiscale couverte d'une Juridiction contractante qui a émis la réserve décrite au paragraphe 12, une question non résolue ne doit pas être soumise à l'arbitrage si un tribunal judiciaire ou administratif de l'une ou l'autre des Juridictions contractantes a déjà rendu une décision sur cette question. En outre, la procédure d'arbitrage prend fin si une décision concernant la question non résolue est rendue par un tribunal judiciaire ou administratif de l'une des Juridictions contractantes à tout moment après qu'une demande d'arbitrage a été formulée et avant que la décision d'arbitrage n'ait été rendue.

Article 20 – Désignation des arbitres

Paragraphe 1 et 2

234. Les paragraphes 1 et 2 définissent des règles fondamentales régissant la composition de la commission d'arbitrage ainsi que la désignation et les qualifications des arbitres. Bien que ces règles s'appliquent par défaut, le paragraphe 1 autorise aussi les autorités compétentes à convenir de règles différentes, soit d'application générale, soit applicables à un cas spécifique.

235. En vertu du paragraphe 2, la commission d'arbitrage se compose de trois personnes physiques. Ces personnes doivent posséder une expertise ou une expérience en matière de fiscalité internationale, mais, à moins que les autorités compétentes n'en décident autrement, il n'est pas exigé que chacun des membres ait une expérience en tant que juge ou arbitre. Chaque autorité compétente doit désigner un membre dans les 60 jours suivant la date de la demande d'arbitrage conformément à l'article 19(1). Ces deux membres ainsi désignés doivent alors, dans les 60 jours suivant la désignation du dernier d'entre eux, désigner un troisième membre qui ne soit pas un ressortissant ou un résident de l'une ou l'autre des Juridictions contractantes et qui assumera la fonction de président de la commission d'arbitrage.

236. Chaque membre de la commission d'arbitrage doit, au moment où il accepte sa désignation, être impartial et indépendant des autorités compétentes, des administrations fiscales et des ministères des finances (ou des ministères ou départements équivalents à ceux-ci, indépendamment de leur nom) des Juridictions contractantes ainsi que de toutes les personnes directement concernées par la demande et de leurs conseils. Chaque membre doit également rester impartial et indépendant tout au long de la procédure et doit, pendant une durée raisonnable par la suite, éviter toute conduite pouvant entacher l'apparence d'impartialité et d'indépendance des membres de la commission d'arbitrage pour cette procédure. Une telle conduite inclurait, par exemple, le fait d'accepter un emploi de l'une des personnes directement concernées par le cas peu après avoir rendu une décision d'arbitrage sur ce cas. Lorsqu'elles

déterminent les modalités d'application de la partie VI, les autorités compétentes peuvent convenir de critères complémentaires applicables en matière d'impartialité et d'indépendance. Par exemple, elles peuvent exiger que toute personne pressentie pour être membre de la commission d'arbitrage les informe de tout fait ou de toute circonstance susceptible de remettre en cause son impartialité ou son indépendance. Les autorités compétentes peuvent également souhaiter convenir de règles applicables aux situations dans lesquelles un membre de la commission serait dans l'incapacité de s'acquitter de ses fonctions, en raison d'une maladie ou d'une incapacité, du non-respect des critères d'impartialité et d'indépendance, ou de toute autre raison.

Paragraphe 3 et 4

237. Les paragraphes 3 et 4 décrivent des règles par défaut qui s'appliqueraient si l'une des autorités compétentes omettait de désigner un membre de la commission d'arbitrage dans les délais prévus, ou dans le cas où les deux membres de la commission d'arbitrage initialement désignés omettraient de nommer un président. Ces paragraphes prévoient que dans ces cas, le président est désigné par le responsable ayant le rang le plus élevé au sein du Centre de politique et d'administration fiscales de l'OCDE qui n'est ressortissant d'aucune des Juridictions contractantes. Ces règles par défaut visent à assurer que l'arbitrage, et donc la résolution des questions dans un cas de procédure amiable, ne puissent pas être retardés indûment par le défaut de constitution d'une commission d'arbitrage. Les règles énoncées aux paragraphes 3 et 4 sont des règles par défaut qui s'appliquent uniquement dans la mesure où les autorités compétentes n'ont pas convenu de règles différentes.

Article 21 – Confidentialité de la procédure d'arbitrage

Paragraphe 1

238. Pour garantir que la procédure d'arbitrage atteigne son but sans enfreindre la confidentialité de la procédure amiable, il importe que les autorités compétentes soient autorisées à offrir aux arbitres l'accès aux informations pertinentes, sous réserve qu'ils respectent les mêmes règles strictes de confidentialité applicables aux autorités compétentes elles-mêmes. Pour ce faire, le paragraphe 1 dispose qu'aux seules fins de l'application de la partie VI, des dispositions de la Convention fiscale couverte applicable et du droit interne des Juridictions contractantes relatives à l'échange de renseignements, à la confidentialité et à l'assistance administrative, les membres de la commission d'arbitrage doivent être considérés comme des personnes ou des autorités à qui des renseignements peuvent être communiqués. En application du paragraphe 1, ces renseignements peuvent également être communiqués à des personnes pressenties pour être membres de la commission d'arbitrage, mais seulement dans la mesure où cela est nécessaire pour évaluer leur capacité à s'acquitter de leurs obligations d'arbitre, y compris par exemple celles relatives à leur indépendance et à leur impartialité. Le paragraphe 1 dispose en outre que les renseignements reçus par la commission d'arbitrage ou par les personnes pressenties pour être membres de la commission d'arbitrage, et ceux que les autorités compétentes peuvent recevoir de la commission d'arbitrage, sont considérés comme des renseignements échangés en vertu des dispositions relatives à l'échange de renseignements et à l'assistance administrative de la Convention fiscale couverte. Dans la mesure où il est nécessaire de concilier l'objectif de réduire au minimum le nombre de personnes à qui des renseignements peuvent être communiqués et les besoins en assistances des membres de la commission d'arbitrage ont besoin, ce paragraphe autorise également la communication de renseignements dans les mêmes conditions à un maximum de trois collaborateurs par arbitre.

Paragraphe 2

239. Le paragraphe 2 impose aux autorités compétentes de s'assurer que les membres de la commission d'arbitrage et leurs collaborateurs s'engagent par écrit, avant de participer à la procédure d'arbitrage, à traiter tout renseignement en lien avec la procédure d'arbitrage conformément aux obligations de confidentialité et de non-divulgateion prévues dans les dispositions de la Convention fiscale couverte relatives à l'échange de renseignements et à l'assistance administrative et à celles résultant du droit applicable des Juridictions contractantes. Dans le cadre de l'accord relatif aux modalités d'application de la partie VI en vertu de l'article 19(10), les autorités compétentes peuvent souhaiter convenir des modalités de la procédure, y compris le choix de l'autorité compétente qui obtiendrait cet accord écrit. Les conséquences relatives à la violation d'un tel accord seraient déterminées conformément au droit interne des Juridictions contractantes et aux termes de l'accord.

Article 22 – Règlement d'un cas avant la conclusion de l'arbitrage

240. Considérant que l'arbitrage prévu par la partie VI a pour but de résoudre les différends entre autorités compétentes qui résultent de cas soumis à la procédure amiable, l'article 22 dispose que la procédure amiable ainsi que la procédure d'arbitrage prennent fin si, au cours de la procédure d'arbitrage (à tout moment après qu'une demande d'arbitrage a été formulée et avant que la commission d'arbitrage n'ait rendu sa décision), (i) les autorités compétentes parviennent à un accord amiable permettant de résoudre le cas, ou (ii) le contribuable retire sa demande d'arbitrage ou de procédure amiable.

Article 23 – Méthode d'arbitrage

Paragraphe 1

241. Le paragraphe 1 énonce des règles par défaut relatives à la méthode d'arbitrage applicables dans le cadre de la procédure d'arbitrage prévue par la partie VI, mais autorise les autorités compétentes des Juridictions contractantes à convenir de règles différentes, qui peuvent s'appliquer à tous les cas ou à un cas spécifique.

242. Par défaut, la méthode de l'« offre finale » (également appelée la « dernière meilleure offre ») s'applique, sauf dans la mesure où les autorités compétentes se sont mises d'accord quant à l'application de règles différentes. Selon cette méthode, chacune des autorités compétentes soumet à la commission d'arbitrage une proposition de résolution qui porte sur toutes les questions non résolues de ce cas, tenant compte de tous les accords précédemment conclus entre les autorités compétentes concernant ce cas. Pour chaque ajustement ou chaque question similaire soulevée par le cas, la proposition de résolution se limite à la mention de montants spécifiques exprimés en unités monétaires (de revenu ou de charges, par exemple) ou, à la mention du taux d'imposition maximal applicable conformément à la Convention fiscale couverte. Dans certains cas néanmoins, les questions non résolues peuvent inclure des questions portant sur le respect des conditions d'application d'une disposition d'une Convention fiscale couverte. Lorsque les questions non résolues dans un cas comportent une telle « question de seuil

», par exemple la question de savoir si une personne physique est un résident d'une Juridiction contractante ou si une entreprise de l'une des Juridictions contractantes possède un établissement stable dans l'autre Juridiction contractante, les autorités compétentes peuvent soumettre leurs propositions de réponse à la question de seuil (oui ou non). En présence d'autres questions en suspens dont la résolution dépend du règlement de cette question de seuil, il est envisagé que les autorités compétentes soumettraient également des propositions de résolution alternatives de ces questions.

243. Les propositions de résolution soumises par les autorités compétentes de chacune des Juridictions contractantes peuvent être étayées par un exposé écrit de position. Chaque autorité compétente peut également soumettre un mémoire en réponse à la proposition de résolution et à l'exposé écrit de position soumis par l'autre autorité compétente. Le mémoire en réponse et l'exposé de position y afférents visent à répondre aux seuls positions et arguments de l'autre autorité compétente, et ne sont pas destinés à offrir à une autorité compétente la possibilité d'avancer des arguments additionnels en faveur de sa propre position. Le paragraphe 1(b) prévoit que chaque autorité compétente qui soumet une proposition de résolution, un exposé écrit de position ou un mémoire en réponse, doit communiquer une copie à l'autre autorité compétente avant la date à laquelle cette proposition de résolution, cet exposé écrit de position ou ce mémoire en réponse doit être soumis. Les délais de soumission des propositions de résolution, exposés écrits de position et mémoire en réponse, ainsi que d'autres modalités relatives à ces documents (leur longueur maximale, par exemple) devront être prévus dans l'accord entre les autorités compétentes définissant les modalités d'application de la procédure d'arbitrage conclu conformément à l'article 19(10). Les autorités compétentes peuvent également souhaiter décrire dans cet accord la procédure qu'elles suivront afin de convenir des questions à résoudre par la commission d'arbitrage.

244. Lorsque la procédure d'arbitrage est fondée sur la méthode de « l'offre finale », la commission d'arbitrage choisit comme décision l'une des propositions de résolution du cas soumises par les autorités compétentes. Lorsqu'un cas comprend une ou plusieurs questions de seuil, la commission d'arbitrage tranche ces questions avant d'adopter l'une des propositions de résolution alternatives soumises par les autorités compétentes. La décision est adoptée à la majorité simple des membres de la commission d'arbitrage, et ne comprend aucune motivation ou explication. L'arbitrage ayant pour finalité de simplifier la résolution des différends entre les autorités compétentes, la décision est communiquée par écrit aux autorités compétentes et ne peut servir de précédent dans aucun autre cas.

Paragraphe 2

245. En vertu du paragraphe 2, une Partie qui n'accepte pas la méthode de « l'offre finale » décrite au paragraphe 1 en tant que règle par défaut peut se réserver le droit de ne pas appliquer le paragraphe 1 à ses Conventions fiscales couvertes et d'adopter la méthode de l'« opinion indépendante » comme règle par défaut de la procédure d'arbitrage, sauf dans la mesure où les autorités compétentes des deux Juridictions contractantes s'entendent sur des règles différentes, qui peuvent s'appliquer soit à tous les cas, soit à un cas spécifique. Selon l'approche de l'« opinion indépendante », chaque autorité compétente doit communiquer aux membres de la commission d'arbitrage toutes les informations que la commission peut estimer nécessaire pour prendre sa décision. Dans le cadre de l'accord amiable prévu à l'article 19(10), les autorités compétentes peuvent souhaiter décrire la procédure qu'elles suivront afin de convenir des questions à résoudre par la commission d'arbitrage. Les autorités compétentes peuvent également convenir, dans le cadre de l'accord entre autorités compétentes conclu conformément à l'article 19(10), que chacune d'elles peut soumettre un exposé écrit de position à l'attention de la commission d'arbitrage. À moins que les autorités compétentes n'en décident autrement, la commission ne peut tenir compte de toute information qui n'a pas été portée à la connaissance des deux autorités compétentes antérieurement à la réception de la demande d'arbitrage par ces

dernières.

246. La commission d'arbitrage se prononce sur les questions soumises à arbitrage conformément aux dispositions applicables de la Convention fiscale couverte et, sous réserve de ces dispositions, à celles du droit interne des Juridictions contractantes. À cet égard, la commission d'arbitrage n'examine l'application du droit interne des Juridictions contractantes que dans la mesure nécessaire pour déterminer si une Juridiction contractante a correctement appliqué la Convention fiscale couverte. Les autorités compétentes peuvent aussi, d'un commun accord, identifier d'autres sources légales et réglementaires que la commission d'arbitrage devra prendre en considération.

247. La décision de la commission d'arbitrage est communiquée par écrit aux autorités compétentes et indique les sources de droit sur lesquelles elle se fonde ainsi que le raisonnement qui la sous-tend. Généralement, elle inclut également une description des faits et circonstances pertinents du cas, un exposé clair des positions des deux autorités compétentes, ainsi qu'un résumé succinct de la procédure. La décision d'arbitrage est prise à la majorité simple des membres de la commission d'arbitrage. Comme avec la méthode de l'« offre finale », la décision de la commission d'arbitrage n'a aucune valeur de précédent.

Paragraphe 3

248. Si une Partie qui a choisi d'appliquer la partie VI a émis la réserve autorisée par le paragraphe 2, tandis qu'une autre Partie qui a choisi d'appliquer la partie VI (i) émet également la même réserve, ou (ii) ne fait rien, la méthode de l'« opinion indépendante » s'appliquera entre ces deux Parties. Par conséquent, le paragraphe 3 prévoit un mécanisme permettant de traiter la situation dans laquelle deux Parties ont des positions différentes et bien arrêtées quant à la méthode d'arbitrage qu'elles préfèrent. En application du paragraphe 3, une Partie ne s'étant pas réservé le droit d'appliquer la méthode de l'« opinion indépendante » comme règle par défaut conformément au paragraphe 2 peut se réserver le droit de ne pas appliquer les règles par défaut prévues par les paragraphes 1 et 2 à ses Conventions fiscales couvertes conclues avec des Parties qui se sont réservé le droit d'appliquer la méthode de l'« opinion indépendante » comme règle par défaut à la place de l'arbitrage de l'« offre finale ». Lorsqu'une Partie a émis la réserve autorisée par le paragraphe 3, il incombe à l'autorité compétente de cette Partie et à celle de la Partie qui a émis la réserve visée par le paragraphe 2 de déterminer la méthode d'arbitrage applicable entre ces deux Parties.

249. Lorsqu'une réserve prévue au paragraphe 3 a été formulée par l'une des Juridictions contractantes à l'égard d'une Convention fiscale couverte, et lorsque l'autre Juridiction contractante a émis une réserve en vertu du paragraphe 2, les autorités compétentes doivent alors s'efforcer de parvenir à un accord sur la méthode d'arbitrage qui s'appliquera à tous les cas relevant de la Convention fiscale couverte. Tant qu'un tel accord n'est pas conclu, l'article 19 ne s'applique pas. Par conséquent, les autorités compétentes ne sont pas tenues d'examiner une demande d'arbitrage tant qu'un tel accord n'est pas conclu.

Paragraphes 4 et 5

250. Le paragraphe 4 dispose que les Parties peuvent choisir d'appliquer le paragraphe 5 à leurs Conventions fiscales couvertes. Ce paragraphe est une disposition optionnelle qui, sous réserve des paragraphes 6 et 7, s'applique entre deux Juridictions contractantes ayant conclu une

Convention fiscale couverte si l'une des Juridictions contractantes choisit de l'appliquer et notifie ce choix au Dépositaire. Le paragraphe 5 impose aux autorités compétentes, avant le début de la procédure d'arbitrage, de veiller à ce que chacun des contribuables concernés par le cas, ainsi que leurs conseils, s'engagent par écrit à ne divulguer aucune information reçue, dans le cadre de la procédure d'arbitrage, des autorités compétentes ou de la commission d'arbitrage. Toute violation importante de cet engagement entre le moment où la demande d'arbitrage est formulée et le moment où la commission d'arbitrage communique sa décision entraîne la fin de la procédure amiable ainsi que de la procédure d'arbitrage concernant ce cas.

Paragraphe 6 et 7

251. Le paragraphe 6 autorise une Partie, autre qu'une Partie qui a choisi d'appliquer le paragraphe 5, à se réserver le droit de ne pas appliquer le paragraphe 5 à l'une ou plusieurs de ses Conventions fiscales couvertes identifiées (ou à toutes ses Conventions fiscales couvertes). Néanmoins, une Partie qui a choisi d'appliquer le paragraphe 5 peut, conformément au paragraphe 7, se réserver le droit de ne pas appliquer du tout la partie VI aux Conventions fiscales couvertes pour lesquelles l'autre Juridiction contractante a émis la réserve prévue au paragraphe 6. L'effet combiné des paragraphes 4 à 7 est de garantir que les contribuables soient tenus par défaut de maintenir la confidentialité des renseignements reçus au cours de la procédure d'arbitrage lorsqu'une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte a choisi d'appliquer le paragraphe 5. Les Parties qui jugent cette obligation superflue peuvent cependant s'en affranchir pour une ou plusieurs Conventions fiscales couvertes. Toutefois, les Parties qui jugent essentiel d'imposer au contribuable le respect d'une stricte confidentialité peuvent exclure totalement l'arbitrage avec une Partie qui a choisi de ne pas appliquer la règle de non-divulgateion.

Article 24 – Accord sur une solution différente

Paragraphe 1 et 2

252. Le paragraphe 1 autorise une Partie à choisir d'appliquer le paragraphe 2 à ses Conventions fiscales couvertes. Nonobstant l'article 19(4), le paragraphe 2 autorise les autorités compétentes à déroger à la décision d'arbitrage et à convenir d'une solution différente dans un délai de trois mois calendaires suivant la date à laquelle la décision leur a été communiquée. Cela peut se produire, par exemple, si une commission d'arbitrage rend une décision que les deux autorités compétentes considèrent comme une résolution inadéquate des questions soulevées par le cas. Le paragraphe 2 est une disposition optionnelle qui s'applique à une Convention fiscale couverte uniquement si les deux Juridictions contractantes choisissent de l'appliquer.

Paragraphe 3

253. Certaines juridictions estiment peu probable que l'article 24 s'applique lorsque la méthode de l'« offre finale » décrite à l'article 23(1) est employée car conformément à celle-ci la décision de la commission d'arbitrage correspond à la position de l'une des deux autorités compétentes. Pour tenir compte de ce point de vue, le paragraphe 3 autorise donc une Partie qui choisit d'appliquer le paragraphe 2 à se réserver le droit de n'appliquer ce paragraphe qu'à ses

Conventions fiscales couvertes pour lesquelles la méthode de l'« opinion indépendante » décrite à l'article 23(2) est employée.

Article 25 – Coûts de la procédure d'arbitrage

254. L'article 25 dispose que les autorités compétentes des Juridictions contractantes doivent fixer par accord amiable des règles permettant de répartir les frais et dépenses des membres de la commission d'arbitrage (qui n'incluent pas ceux des collaborateurs de ces membres), ainsi que tous les coûts liés à la procédure d'arbitrage. Il dispose également qu'en l'absence d'un tel accord, (i) chaque Juridiction contractante supporte ses propres dépenses et celles du membre de la commission d'arbitrage qu'elle a désigné ; et (ii) les coûts afférents au président de la commission d'arbitrage et les autres dépenses liées à la conduite de la procédure d'arbitrage sont supportés à parts égales par les deux Juridictions contractantes. La référence aux « autres dépenses » vise à inclure les dépenses telles que les coûts raisonnables de déplacement et de télécommunication relatifs du président, mais ne vise pas les coûts internes associés à l'organisation logistique des réunions de la commission d'arbitrage, comme l'usage de salles de réunion appartenant à une Juridiction contractante, les autres ressources liées, la gestion financière et les autres formes de soutien logistique fourni par l'autorité compétente d'une Juridiction contractante, ainsi que la coordination administrative générale de la procédure, qui seraient normalement pris en charge par la Juridiction contractante accueillant la réunion.

255. Les autorités compétentes peuvent aussi s'entendre sur un barème de rémunération des membres de la commission d'arbitrage. Elles sont libres de convenir de fixer ce barème en fonction des circonstances propres aux Juridictions contractantes, de leurs relations spécifiques et du type d'arbitrage. De plus, dans certaines juridictions, des procédures de ratification pourraient requérir que les coûts estimés en lien avec les procédures d'arbitrage soient identifiés. Pour ces juridictions, il peut être nécessaire que les autorités compétentes conviennent à l'avance d'un barème de rémunération. À cet effet, les juridictions se sont inspirées d'une multitude de barèmes de frais, dont celui établi par le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements, ainsi que celui prévu dans le Code de conduite révisé pour la mise en œuvre effective de la convention du 23 juillet 1990 relative à l'élimination des doubles impositions en cas de correction des bénéfices d'entreprises associées (la Convention de l'UE relative à l'arbitrage). Des juridictions ont également limité les nombres de déplacement et de jours pour lesquels les membres de la commission d'arbitrage sont indemnisés.

Article 26 – Compatibilité

Paragraphe 1

256. Le paragraphe 1 est une clause de compatibilité qui décrit l'interaction entre les dispositions de la partie VI et les dispositions de Conventions fiscales couvertes qui prévoient que des cas peuvent être soumis à l'arbitrage dans le cadre de la procédure amiable. Ce paragraphe indique que les dispositions de la partie VI sont appliquées aux Conventions fiscales couvertes qui ne prévoient pas déjà l'arbitrage des questions non résolues soulevées par un cas examiné en procédure amiable soulevé par un contribuable auprès des autorités compétentes. La partie VI remplace aussi les clauses d'arbitrage existantes qui s'appliquent aux questions soulevées dans le cadre de procédures amiables (que celles-ci prévoient ou non un arbitrage

obligatoire et contraignant), en tenant compte de la réserve prévue au paragraphe 4 et décrite ci-dessous, qui autorise une Partie à continuer d'appliquer certaines clauses d'arbitrage obligatoire et contraignant existantes. Chaque Partie qui choisit d'appliquer la partie VI notifie au Dépositaire ses Conventions fiscales couvertes (autres que celles qui font l'objet d'une réserve prévue au paragraphe 4) qui contiennent des dispositions relatives à l'arbitrage (en indiquant les numéros de l'article et du paragraphe de chacune des dispositions concernées). Il est attendu que dans certains cas, les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte prévoyant déjà l'arbitrage obligatoire et contraignant préféreront émettre les réserves décrites au paragraphe 4 afin de conserver ces dispositions. Dans d'autres cas, tel que noté ci-dessus aux paragraphes 15 et 18, il est attendu que les Juridictions contractantes mettront en œuvre leurs meilleurs efforts afin de notifier au Dépositaire toutes les dispositions existantes qui prévoient l'arbitrage pour des questions non résolues lors d'une procédure amiable. Par conséquent, l'éventualité qu'une disposition d'arbitrage existante ne serait pas identifiée devrait être extrêmement rare.

Paragraphe 2

257. Le paragraphe 2 décrit l'interaction entre les dispositions de la partie VI et les dispositions d'une convention bilatérale ou multilatérale qui prévoit un mécanisme d'arbitrage obligatoire et contraignant pour le règlement des questions non résolues soulevées par un cas de procédure amiable. L'un des objectifs de ces conventions, comme celui de la partie VI, étant de résoudre les différends de façon efficace et efficiente, le paragraphe 2 évite la duplication des efforts en prévoyant que toute question non résolue soulevée par un cas de procédure amiable ne sera pas soumise à l'arbitrage en vertu de la partie VI si une commission d'arbitrage ou un organe similaire a déjà été constitué pour traiter cette question en application d'une autre convention bilatérale ou multilatérale qui prévoit un mécanisme d'arbitrage obligatoire et contraignant pour le règlement des questions non résolues. Si toutefois aucune commission d'arbitrage n'a encore été constituée dans le cadre d'une autre convention, la partie VI continue de s'appliquer pour faire en sorte que les questions non résolues soulevées dans le cadre de cas de procédure amiable qui peuvent être soumises à l'arbitrage en vertu de l'article 19 puissent être réglées le plus rapidement possible.

Paragraphe 3

258. Le paragraphe 3 précise que les dispositions de la partie VI ne portent pas atteinte au respect d'obligations plus larges (par exemple, des obligations de résoudre des questions ou des cas qui ne sont pas couverts par la partie VI) afférentes au règlement par voie d'arbitrage de questions non résolues dans le cadre de la procédure amiable qui peuvent découler d'autres conventions auxquelles les Juridictions contractantes sont ou seront parties, autres que les dispositions d'une Convention fiscale couverte qui ont été remplacées par celles de la partie VI conformément au paragraphe 1.

Paragraphe 4

259. Comme indiqué précédemment, le paragraphe 4 autorise une Partie à conserver des dispositions existantes relatives à l'arbitrage obligatoire et contraignant en se réservant le droit de ne pas appliquer la partie VI à une ou plusieurs de ses Conventions fiscales couvertes identifiées (ou à toutes ses Conventions fiscales couvertes) qui prévoient déjà une procédure d'arbitrage obligatoire et contraignant pour le règlement de questions non résolues soulevées par

un cas de procédure amiable. Dans ce contexte, une Convention fiscale couverte sera réputée prévoir une procédure d'« arbitrage obligatoire et contraignant » si, dans des circonstances particulières (telle qu'une demande par une personne ayant présenté le cas), les autorités compétentes doivent soumettre des questions émanant d'un cas de procédure amiable demeurant non résolues après un certain délai à l'arbitrage, et que le résultat de cet arbitrage est contraignant pour les autorités compétentes.

Partie VII. – Dispositions finales

Article 27 – Signature et ratification, acceptation ou approbation

Paragraphe 1

260. Le paragraphe 1 prévoit que la Convention est ouverte à la signature à compter du 31 décembre 2016. Il prévoit également que la Convention est ouverte à la signature de tous les États.

261. De plus, considérant que certaines juridictions non étatiques ont conclu des conventions fiscales en vertu des arrangements avec l'État responsable de leurs relations internationales, la Convention est ouverte à la signature des juridictions énumérées à l'alinéa b). Le nom de l'État responsable des relations internationales d'une juridiction est indiqué entre parenthèses à la suite des noms de chacune des juridictions de l'alinéa b). L'inclusion de chacune des juridictions énumérées à l'alinéa b) a été autorisée par l'État responsable des relations internationales de celle-ci et a été approuvée par le Groupe *ad hoc*.

262. Enfin, l'alinéa c) prévoit que les Parties et les Signataires peuvent autoriser des juridictions non étatiques additionnelles à devenir Parties à la Convention après le 31 décembre 2016, date à partir de laquelle la Convention est ouverte à la signature, au moyen d'une décision prise par consensus. Toute juridiction non incluse dans la liste prévue à l'alinéa b) ne peut ainsi devenir Partie à la Convention que si aucune Partie ni aucun Signataire ne s'y oppose.

Paragraphe 2

263. Le paragraphe 2 prévoit que la signature de la Convention est suivie par la ratification, l'acceptation ou l'approbation. Le terme approprié dépend des obligations prévues par le droit interne des Parties. Une fois les procédures prévues par le droit interne achevées, un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation doit être déposé auprès du Dépositaire. Le dépôt de l'instrument est l'événement qui déclenche l'application de la règle relative à l'entrée en vigueur de la Convention en vertu de l'article 34.

Article 28 – Réserves

Paragraphe 1

264. Le paragraphe 1 dresse une liste de réserves autorisées en se référant aux dispositions

qui prévoient ces réserves. Hormis les réserves pouvant être émises à l'égard des dispositions de la partie VI de la Convention, qui sont régies par l'article 28(2), ce sont les seules réserves autorisées au titre de la Convention.

Paragraphe 2

265. Le paragraphe 2(a) dispose que toute Partie qui choisit, en vertu de l'article 18 (Choix d'appliquer la partie VI), d'appliquer la partie VI (Arbitrage) de la Convention est en droit d'émettre une ou plusieurs réserves relatives au type de cas qui peuvent être soumis à l'arbitrage au titre de la partie VI. Lors de l'élaboration de la partie VI, le Sous-groupe sur l'arbitrage a envisagé de dresser une liste de réserves définies portant sur le type de cas pouvant être soumis à l'arbitrage. Bien que la sécurité qu'une telle liste procurerait soit souhaitable, il a toutefois été estimé peu probable que tous les membres du Sous-groupe parviennent à un consensus sur une liste de réserves définies. En outre, on a pu craindre que, si une Partie attachait une grande importance politique à certains types de cas qui ne figuraient pas sur la liste (parce qu'elle n'avait pas participé à la phase initiale d'élaboration de la partie VI, par exemple), cette Partie pourrait ne pas être en mesure de choisir d'appliquer la partie VI alors même qu'elle souhaiterait s'engager à adopter l'arbitrage obligatoire et contraignant pour d'autres types de cas. Le paragraphe 2 a donc été ajouté afin de donner aux Parties qui s'engagent à adopter l'arbitrage la souplesse nécessaire pour adapter les types de cas admissibles en fonction de leurs politiques nationales en la matière.

266. Comme l'indique le paragraphe 5, une réserve émise en vertu du paragraphe 2(a) sera généralement émise au moment de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. S'agissant d'une Partie qui ne choisit pas d'appliquer la partie VI au moment où elle devient Partie à la Convention, mais qui choisit ultérieurement d'appliquer la partie VI en notifiant sa décision au Dépositaire, les réserves prévues au paragraphe 2(a) doivent toutefois être émises au moment où cette Partie notifie au Dépositaire son choix d'appliquer la partie VI en vertu de l'article 18.

267. Le paragraphe 2(b) dispose que les réserves émises en vertu du paragraphe 2(a) sont soumises à l'acceptation des autres Parties. Il précise qu'une réserve émise en vertu du paragraphe 2(a) est considérée comme acceptée par une autre Partie si cette autre Partie ne notifie pas au Dépositaire son opposition à cette réserve dans un délai de douze mois calendaires commençant à la date de notification de la réserve à l'ensemble des Parties et Signataires par le Dépositaire, ou à la date à laquelle la Partie dépose son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, la dernière de ces dates étant retenue. S'agissant d'une Partie qui ne choisit pas d'appliquer la partie VI au moment où elle devient Partie à la Convention, mais qui choisit ultérieurement d'appliquer la partie VI en notifiant sa décision au Dépositaire, les objections à des réserves émises antérieurement par d'autres Parties en vertu de l'alinéa a) peuvent toutefois être émises au moment où cette première Partie notifie au Dépositaire son choix d'appliquer la partie VI en vertu de l'article 18.

268. Dans le cas où une Partie formule une objection à une réserve émise en application du paragraphe 2(a), l'intégralité de la partie VI ne s'appliquerait pas entre la Partie qui a émis la réserve et la Partie qui a formulé l'objection. Par conséquent, on peut s'attendre à ce que les Parties fassent preuve de prudence dans la formulation de leurs réserves émises en vertu du paragraphe 2(a) tout comme lorsqu'elles envisagent de formuler des objections à ces réserves, étant donné qu'une telle objection à une réserve aura pour effet de supprimer toute possibilité d'arbitrage obligatoire et contraignant entre ces deux Parties dans le cadre de la Convention.

269. Il est également à noter qu'une Partie peut à tout moment retirer une réserve ou la remplacer par une réserve de portée plus limitée en vertu de l'article 28(9). En outre, il est escompté que les Parties continuent à évaluer leurs réserves dans le futur afin de s'assurer qu'elles demeurent cohérentes avec l'objectif partagé d'améliorer le règlement des différends entre autorités compétentes.

Paragraphe 3

270. Le paragraphe 3 confirme l'effet des réserves émises conformément aux paragraphes 1 ou 2 sur l'application des dispositions concernées de la Convention entre la Partie qui a émis une réserve et les autres Parties à la Convention. Ce paragraphe indique que sauf mention contraire expresse, toute réserve émise par une Partie modifie les dispositions auxquelles elle se rapporte dans la même mesure tant pour la Partie ayant émis la réserve que pour l'autre Partie. Par conséquent, sauf si une disposition de la Convention en dispose explicitement autrement, une réserve a pour effet de modifier les dispositions concernées de la Convention entre la Partie qui a émis la réserve et toutes les autres Parties à la Convention, c'est-à-dire pour la Partie qui a émis la réserve dans ses relations avec les autres Parties et pour ces autres Parties dans leurs relations avec la Partie qui a émis la réserve. En d'autres termes, les réserves s'appliquent de manière symétrique, sauf disposition contraire.

Paragraphe 4

271. Le paragraphe 4 impose à une Partie qui a fait figurer dans sa liste de Conventions fiscales couvertes prévue à l'article 2(1)(a) de la Convention, un ou plusieurs accords fiscaux conclus par une juridiction ou un territoire dont les relations internationales relèvent de sa responsabilité conformément à l'article 2(1)(a) de la Convention, ou pour le compte d'une telle juridiction ou d'un tel territoire, de déposer pour cette juridiction ou ce territoire, une liste séparée de réserves pouvant différer des réserves émises par cette Partie. La liste séparée de réserves s'applique à toutes les conventions conclues par la juridiction ou le territoire, ou pour son compte, qui sont couvertes par la Convention.

272. Le paragraphe 4 ne s'applique pas aux juridictions qui deviennent Parties à la Convention en vertu de l'article 27(1)(b) ou 27(1)(c), ces juridictions étant elles-mêmes Parties à la Convention de plein droit et émettant au même titre que toute autre Partie, leurs propres réserves en vertu de l'article 28(1) et, s'il est applicable, de l'article 28(2).

273. Le terme « territoire » est utilisé en complément du terme « juridiction » afin de couvrir les différents types d'entités non étatiques dont les relations internationales relèvent de la responsabilité d'un État. De même, les termes « par ou pour le compte de » ont pour objectif de couvrir les différentes façons dont peuvent être conclues les conventions fiscales s'agissant des juridictions ou territoires non étatiques. Dans certains cas, les conventions fiscales sont conclues par la juridiction ou le territoire directement alors que dans d'autres cas, l'État qui est responsable des relations internationales d'une juridiction ou d'un territoire peut conclure les conventions fiscales pour le compte de cette juridiction ou de ce territoire. Dans ces deux situations, l'État Partie à la Convention qui est responsable des relations internationales de la juridiction ou du territoire dépose pour cette juridiction ou ce territoire une liste de réserves pouvant différer des réserves émises par cet État Partie.

274. Si des réserves prévues à l'article 28(8) sont émises pour la juridiction ou le territoire, la Partie fournit également la liste des conventions fiscales conclues par cette juridiction ou ce territoire, ou pour son compte, qui entrent dans le champ d'application de la réserve. Dans tous

les autres cas, la liste des réserves émises pour cette juridiction ou pour ce territoire s'applique à toutes les conventions fiscales conclues par cette juridiction ou ce territoire qui sont ou qui deviennent par la suite des Conventions fiscales couvertes, y compris les conventions fiscales susceptibles d'être incluses dans le futur en vertu de l'article 29(5) de la Convention.

275. Le dépôt par une Partie de la liste de réserves d'une juridiction ou d'un territoire en vertu de l'article 28(4) doit intervenir : i) en même temps que le dépôt de la liste de réserves de la Partie concernée si une ou plusieurs conventions fiscales de la juridiction ou du territoire figurent sur la liste initiale des conventions fiscales établie par la Partie conformément à l'article 2(1)(a)(ii) ; ou ii) en même temps que la notification des conventions fiscales ajoutées à la liste des Conventions fiscales couvertes conformément à l'article 29(5) de la Convention si cet ajout a pour effet d'inclure pour la première fois une convention fiscale conclue par la juridiction ou le territoire.

Paragraphe 5 à 7 – Moment où sont formulées les réserves

276. Les paragraphes 5 à 7 déterminent le moment où doivent être émises les réserves prévues par de la Convention. De manière générale, la Convention prévoit qu'une liste provisoire de réserves est transmise au Dépositaire au moment de la signature et qu'une liste définitive de réserves, sous réserve des modifications subséquentes expressément permises par les dispositions de l'article 28(2), (5) et (9) et de l'article 29(5) de la Convention, est ensuite transmise au Dépositaire lors du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. La Convention prévoit également qu'une liste définitive des réserves, sous réserve des modifications subséquentes apportées à cette liste qui sont expressément permises par les dispositions de l'article 28(2), (5) et (9) et de l'article 29(5) de la Convention, peut être transmise au Dépositaire au moment de la signature (dans ce cas, le document énonçant les réserves indique expressément qu'il doit être considéré comme définitif).

Paragraphe 5

277. Le paragraphe 5 dispose que les réserves doivent être émises soit au moment de la signature, soit au moment du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Cette règle générale s'applique sous réserve des dispositions de l'article 28(2) (qui prévoit la possibilité pour une Partie qui choisit d'appliquer la partie VI d'émettre une ou plusieurs réserves relatives au type de cas qui peuvent être soumis à l'arbitrage en vertu des dispositions de la partie VI), de l'article 28(6) (qui prévoit la possibilité de transmettre la liste définitive des réserves au moment de la signature), de l'article 28(9) (qui prévoit la possibilité de retirer ou remplacer des réserves) et de l'article 29(5) (qui prévoit la possibilité d'émettre de nouvelles réserves si une convention fiscale ajoutée à la liste notifiée en vertu de l'article 2(1)(a)(ii) est la première convention qui relève du champ d'application d'une réserve prévue à l'article 28(8) ou si l'ajout a pour effet d'inclure pour la première fois une convention fiscale conclue par ou pour le compte d'une juridiction ou d'un territoire dont les relations internationales relèvent de la responsabilité de la Partie). Il est cependant possible pour une Partie de choisir d'appliquer la partie VI après être devenue Partie à la Convention. Afin qu'une Partie dans cette situation puisse avoir l'opportunité d'émettre les réserves relatives à la partie VI, le paragraphe 5 prévoit également que de telles réserves sont émises au moment où cette Partie formule la notification prévue à l'article 18 (Choix d'appliquer la partie VI) au Dépositaire.

Paragraphe 6

278. Le paragraphe 6 prévoit que, si les réserves sont émises au moment de la signature, elles doivent être confirmées lors du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, puisque c'est à ce moment que le consentement à être lié par la Convention est exprimé, à la suite de l'accomplissement des procédures internes. Au moment du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, des modifications peuvent être apportées à la liste des réserves, notamment l'ajout, la suppression ou la modification de réserves émises au moment de la signature.

279. Le paragraphe 6 prévoit une exception dans le cas où un Signataire indique expressément que la liste des réserves qu'il émet au moment de la signature doit être considérée comme définitive. En pareil cas, aucune confirmation des réserves ne serait requise au moment du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. La nature définitive des réserves émises au moment de la signature est cependant subordonnée aux dispositions de l'article 28(2) et (5) (qui prévoient la possibilité, pour une Partie qui choisit d'appliquer la partie VI après être devenue Partie à la Convention, d'émettre les réserves permises en vertu de la partie VI au moment où elle choisit d'appliquer la partie VI), de l'article 28(9) (qui prévoit la possibilité de retirer ou remplacer des réserves) et de l'article 29(5) (qui prévoit la possibilité d'émettre de nouvelles réserves si une convention fiscale ajoutée à la liste notifiée en vertu de l'article 2(1)(a)(ii) est la première convention qui relève du champ d'application d'une réserve prévue à l'article 28(8) ou si l'ajout a pour effet d'inclure pour la première fois une convention fiscale conclue par ou pour le compte d'une juridiction ou d'un territoire dont les relations internationales relèvent de la responsabilité de la Partie), comme décrit ci-dessous.

Paragraphe 7

280. Le paragraphe 7 prévoit que lorsqu'aucune réserve n'est émise au moment de la signature, une liste provisoire des réserves prévues doit être remise au Dépositaire à ce moment. Cette liste provisoire est communiquée à des fins de transparence uniquement, pour fournir aux autres Signataires des indications préliminaires quant aux positions du Signataire. Cela tient compte de la nature de la Convention qui a vocation à modifier les relations bilatérales ou multilatérales existantes. Dans ce cadre, les réserves choisies par les autres Juridictions contractantes déterminent la manière dont la convention bilatérale ou multilatérale existante est modifiée. Ces indications provisoires sur les positions des Signataires sont dès lors importantes pour comprendre les changements éventuels qui seront apportés aux conventions existantes, pour simplifier les procédures internes liées à la ratification de la Convention et pour permettre la préparation de la mise en œuvre des modifications apportées par la Convention. La liste provisoire des réserves prévues visée à l'article 28(7) n'empêche pas un Signataire de soumettre une liste amendée des réserves au moment du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Paragraphe 8

281. Aux termes du paragraphe 8, lorsque des réserves sont émises au titre des dispositions énumérées, une liste exhaustive des Conventions fiscales couvertes qui relèvent du champ d'application d'une réserve, tel que défini dans la disposition pertinente, doit être fournie. Dans le cas d'une réserve qui s'applique uniquement lorsqu'une Convention fiscale couverte contient un type spécifique de disposition, les numéros des articles et paragraphes de chaque disposition concernée doivent également être fournis. L'objectif est de clarifier l'application des réserves destinées à s'appliquer seulement aux Conventions fiscales couvertes qui comportent une

caractéristique spécifique. Ces réserves ne s'appliqueraient pas à une Convention fiscale couverte qui ne figure pas dans les listes requises par le paragraphe 8.

Paragraphe 9

282. Le paragraphe 9 prévoit la possibilité de retirer une réserve émise en vertu de l'article 28(1) ou (2) ou de la remplacer par une réserve de portée plus limitée, en adressant une notification au Dépositaire. Permettre le remplacement d'une réserve par une autre a pour objectif de permettre à une Partie d'accepter que des modifications ultérieures soient apportées à ses Conventions fiscales couvertes par la Convention. Une Partie peut ainsi accepter que de nouvelles modifications soient apportées à ses Conventions fiscales couvertes au moyen du remplacement d'une réserve mais ne peut utiliser ce mécanisme afin de réduire la portée des modifications apportées à ses Conventions fiscales couvertes par la Convention. Par exemple, une Partie qui a émis une réserve portant sur l'intégralité de l'article 3 en vertu du paragraphe 5(a) de cet article pourrait soit retirer entièrement cette réserve, soit la remplacer par une réserve limitée aux Conventions fiscales couvertes qui contiennent déjà une disposition régissant le traitement des entités transparentes conformément au paragraphe 5(b) de cet article. Cependant, une Partie qui a initialement émis la réserve prévue au paragraphe 5(b) de cet article ne peut subséquemment la remplacer par la réserve prévue au paragraphe 5(a) de cet article. Les paragraphes 9(a) et 9(b) établissent les dates auxquelles le retrait ou le remplacement d'une réserve prend effet, sous réserve de l'application de l'article 35(7).

283. L'alinéa a) s'applique lorsque toutes les Juridictions contractantes sont des États ou des juridictions qui sont Parties à la Convention à la date de réception par le Dépositaire de la notification de retrait ou de remplacement de la réserve. Conformément à l'approche adoptée pour la prise d'effet de la Convention à l'article 35, au lieu de prévoir une prise d'effet générale à une date spécifique, le paragraphe 9 définit la prise d'effet du retrait ou du remplacement d'une réserve par référence à la date ou à la période à laquelle des impôts spécifiques sont imputables.

284. L'alinéa a) établit deux catégories : (i) les réserves portant sur des dispositions relatives aux impôts prélevés à la source, et (ii) les réserves portant sur toutes les autres dispositions.

285. S'agissant de la catégorie (i), les premiers impôts à l'égard desquels le retrait ou le remplacement d'une réserve prend effet sont ceux dont le fait générateur intervient à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit l'expiration d'une période de six mois calendaires commençant à la date de communication par le Dépositaire de la notification du retrait ou du remplacement de la réserve à l'ensemble des Parties et des Signataires.

286. Comme l'indique le schéma ci-dessous à titre d'exemple, lorsqu'une Partie formule une notification de retrait d'une réserve portant sur des dispositions relatives à des impôts prélevés à la source le 25 août 2018, et que le Dépositaire en informe l'ensemble des Parties et des Signataires le 1^{er} septembre 2018, le retrait est effectif pour tout impôt dont le fait générateur intervient à compter du 1^{er} janvier 2020 (date de communication par le Dépositaire du 1^{er} septembre 2018, plus expiration du délai de six mois calendaires, ce qui porte le délai au 1^{er} mars 2019 ; ainsi, les premiers impôts auxquels le retrait s'applique doivent se rapporter à des faits générateurs intervenant à compter du 1^{er} janvier de l'année suivante, soit 2020).

2018			2019	2020
25 août	1 ^{er} septembre	Délai de six mois	1 ^{er} mars 2019	1 ^{er} janvier
Dépôt de la notification du retrait	Communication à l'ensemble des Parties et Signataires par le Dépositaire		Expiration du délai de six mois	Le retrait de la réserve prend effet pour tous les impôts prélevés à la source qui se rapportent à un fait générateur intervenant à partir de cette date

287. S'agissant de la catégorie (ii), les premiers impôts à l'égard desquels le retrait d'une réserve prend effet sont ceux qui sont perçus au titre de périodes d'imposition commençant à compter du 1^{er} janvier de l'année qui suit l'expiration d'une période de six mois calendaires commençant à la date de communication par le Dépositaire de la notification du retrait ou du remplacement de la réserve.

288. Comme l'indique le calendrier ci-dessous à titre d'exemple, lorsqu'une Partie formule une notification de retrait d'une réserve portant sur toutes les dispositions autres que celles relatives aux impôts prélevés à la source le 25 août 2018, et que le Dépositaire en informe l'ensemble des Parties et des Signataires le 1^{er} septembre 2018, le retrait est effectif pour tout impôt perçu au titre de périodes d'imposition qui débutent au plus tôt le 1^{er} janvier 2020 (date de communication par le Dépositaire du 1^{er} septembre 2018, plus expiration du délai de six mois, ce qui porte le délai au 1^{er} mars 2019 ; ainsi, les premiers impôts auxquels le retrait s'appliquera seront ceux perçus au titre de périodes d'imposition qui débutent au plus tôt le 1^{er} janvier de l'année suivante, soit 2020).

2018			2019	2020
25 août	1 ^{er} septembre	Délai de six	1 ^{er} mars 2019	1 ^{er} janvier
Dépôt de la notification du retrait	Communication à l'ensemble des Parties et des Signataires par le Dépositaire	mois	Expiration du délai de six mois	Le retrait de la réserve prend effet pour tous les impôts non-prélevés à la source et perçus au titre de périodes d'imposition qui débutent à compter du 1 ^{er} janvier 2020

289. Le paragraphe 9(b) s'applique aux Conventions fiscales couvertes pour lesquelles une ou plusieurs Juridictions contractantes deviennent Parties à la Convention après la date de réception par le Dépositaire de la notification de retrait ou de remplacement de la réserve. En pareil cas, le retrait ou le remplacement prend effet à la dernière des dates à laquelle la Convention entre en vigueur pour ces Juridictions contractantes. Ceci tient compte du fait que, conformément aux articles 34 et 35, un délai d'au moins trois mois s'écoule entre la date de dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation et l'entrée en vigueur de la Convention soit la date à laquelle un État ou une juridiction devient une Partie), auquel s'ajoute un délai supplémentaire avant que les dispositions de la Convention prennent effet pour la nouvelle Partie.

290. En ce qui concerne les Conventions fiscales couvertes conclues par ou pour le compte d'une juridiction ou d'un territoire dont les relations internationales relèvent de la responsabilité d'une Partie et mentionnées par cette Partie dans la liste prévue à l'article 2(1)(a)(ii), les références à l'article 28(9)(a) et (b) à une Partie à la Convention à l'article 29(b) et à l'entrée en vigueur de la Convention pour une Juridiction contractante s'entendent comme se référant à la Partie responsable des relations internationales de cette juridiction ou de ce territoire.

291. L'article 35(7) offre à une Partie la possibilité de modifier les règles relatives à la prise d'effet du retrait ou du remplacement d'une réserve afin de permettre l'accomplissement des procédures internes prévues à cet effet (voir les paragraphes 338 à 344 ci-dessous).

Article 29 – Notifications

Moment où sont transmises les notifications

292. Les paragraphes 1, 3 et 4 déterminent le moment où les notifications prévues par la Convention doivent être transmises. De manière générale, la Convention prévoit la transmission au Dépositaire d'une liste provisoire de notifications au moment de la signature. La liste définitive des notifications est ensuite transmise au Dépositaire lors du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, sous réserve des modifications ultérieures pouvant être apportées à cette liste et qui sont expressément autorisées par les dispositions des articles 29(5), 29(6) et 35(7) de la Convention. La Convention prévoit en même temps que la liste définitive des notifications, sous réserve des modifications ultérieures pouvant lui être apportées et qui sont expressément autorisées par les dispositions des articles 29(5), 29(6) et 35(7) de la Convention, peut être transmise au Dépositaire au moment de la signature (auquel cas, le document qui énonce les notifications indique explicitement qu'il doit être considéré comme définitif).

Paragraphe 1

293. Le paragraphe 1 prévoit que les notifications effectuées en vertu de certaines dispositions de la Convention doivent être formulées au moment de la signature ou du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Cette règle générale s'applique sous réserve de l'article 29(5) (qui permet l'extension de la liste des conventions notifiées en vertu de l'article 2(1)(a)(ii), la formulation de notifications complémentaires potentiellement requises pour tenir compte de l'ajout de nouvelles conventions, ainsi que la formulation de nouvelles notifications si l'ajout a pour effet d'inclure pour la première fois une convention fiscale conclue par ou pour le compte d'une juridiction ou d'un territoire dont les relations internationales relèvent de la responsabilité de la Partie) ; de l'article 29(6) (qui permet la formulation de certaines notifications complémentaires aux fins des Conventions fiscales couvertes déjà incluses dans la liste notifiée en vertu de l'article 2(1)(a)(ii)) ; et de l'article 35(7) (qui prévoit qu'une notification doit être formulée lorsqu'une Partie émet la réserve relative à la prise d'effet dans le but de permettre l'accomplissement des procédures de droit interne prévues à cet effet).

294. Le paragraphe 1 dresse une liste exhaustive des notifications requises en faisant référence à la disposition dans laquelle elles sont prévues. Cela inclut les notifications relatives au choix de dispositions optionnelles, qui s'appliqueraient à toutes les conventions fiscales conclues par une Partie qui sont ou qui peuvent devenir des Conventions fiscale couvertes (sous

réserve des réserves applicables à des Conventions fiscales couvertes qui contiennent des dispositions présentant des caractéristiques spécifiques et définies de façon objective). Cela inclut également les notifications concernant les Conventions fiscales couvertes d'une Partie relevant des clauses de compatibilité relatives à chacune des dispositions de la Convention.

Paragraphe 2

295. Aux termes du paragraphe 2, une Partie qui, conformément à l'article 2(1)(a)(i)(B) de la Convention a inclus, dans sa liste des Conventions fiscales couvertes visée à l'article 2(1)(a)(ii) de la Convention, une ou plusieurs conventions fiscales conclues par ou pour le compte d'une juridiction ou d'un territoire dont les relations internationales relèvent de sa responsabilité, doit déposer une liste de notifications distincte pour cette juridiction ou ce territoire, qui peut différer de la liste des notifications formulées par cette Partie. Cette liste de notifications distincte s'applique à l'ensemble des conventions fiscales conclues par ou pour le compte de cette juridiction ou de ce territoire qui sont couvertes par la Convention (sous réserve des réserves applicables à des Conventions fiscales couvertes qui contiennent des dispositions présentant des caractéristiques spécifiques et définies de façon objective).

296. Le paragraphe 2 ne s'applique pas aux juridictions qui deviennent Parties à la Convention en vertu de l'article 27(1)(b) ou (c), ces juridictions étant Parties à la Convention de plein droit et transmettant au même titre que toute autre Partie à la Convention, leurs notifications conformément à l'article 29(1).

297. Le terme « territoire » est utilisé en complément du terme « juridiction » afin de couvrir les différents types d'entités non étatiques dont les relations internationales relèvent de la responsabilité d'un État. De même, les termes « par ou pour le compte de » ont pour objectif de couvrir les différentes façons dont peuvent être conclues les conventions fiscales s'agissant des juridictions ou des territoires non étatiques. Dans certains cas, les conventions fiscales peuvent être conclues par la juridiction ou le territoire directement alors que dans d'autres cas, l'État dont relèvent les relations internationales d'une juridiction ou d'un territoire peut conclure les conventions fiscales pour le compte de cette juridiction ou de ce territoire. Dans ces deux situations, l'État Partie à la Convention qui est responsable des relations internationales de la juridiction ou du territoire fournit pour cette juridiction ou ce territoire une liste de notifications pouvant différer de celle transmise par cet État Partie.

298. Les notifications relatives au choix de dispositions optionnelles applicables par la juridiction ou le territoire s'appliquent à toutes les conventions fiscales conclues par cette juridiction ou ce territoire qui sont ou qui deviennent par la suite des Conventions fiscales couvertes, y compris les conventions ajoutées par la suite en vertu de l'article 29(5) de la Convention (sous réserve des réserves applicables à des Conventions fiscales couvertes qui contiennent des dispositions présentant des caractéristiques spécifiques et définies de façon objective).

299. Une Partie doit déposer la liste des notifications concernant une juridiction ou un territoire conformément à l'article 29(2) : (i) au même moment que la liste des notifications de la Partie concernée si une ou plusieurs conventions fiscales de la juridiction ou du territoire figurent sur la liste initiale des conventions fiscales établie par cette Partie conformément à l'article 2(1)(a)(ii) ; ou (ii) en même temps que la notification d'une extension de la liste des conventions prévue par l'article 29(5) si l'ajout a pour effet d'inclure pour la première fois une convention fiscale conclue par cette juridiction ou ce territoire.

Paragraphe 3

300. Le paragraphe 3 prévoit que les notifications qui sont formulées au moment de la signature doivent être confirmées lors du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, car c'est à ce moment que le consentement à être lié par la Convention est exprimé, à la suite de l'achèvement des procédures internes. Au moment du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, des modifications peuvent être apportées à la liste des notifications, notamment l'ajout, le retrait ou la modification de notifications formulées au moment de la signature.

301. Le paragraphe 3 prévoit une exception dans le cas où une Partie indique expressément que la liste des notifications qu'elle formule au moment de la signature doit être considérée comme définitive. En pareil cas, aucune confirmation des notifications ne serait requise au moment du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. La nature définitive des notifications formulées au moment de la signature est cependant subordonnée aux dispositions de l'article 29(5) (qui prévoit la possibilité pour une Partie d'élargir la liste des conventions notifiées en vertu de l'article 2(1)(a)(ii) et de formuler des notifications complémentaires pouvant être requises en ce qui concerne les conventions ajoutées ainsi que de nouvelles notifications lorsque la convention ajoutée constitue la première inclusion dans la liste d'une convention fiscale conclue par ou pour le compte d'une juridiction ou d'un territoire dont les relations internationales relèvent de la responsabilité de la Partie) ; de l'article 29(6) (qui prévoit la possibilité de formuler certaines notifications complémentaires à l'égard de conventions fiscales déjà incluses dans la liste notifiée conformément à l'article 2(1)(a)(ii)) ; et de l'article 35(7) (en vertu duquel des notifications sont requises lorsqu'une Partie émet la réserve relative à la prise d'effet des dispositions de la Convention aux fins de l'accomplissement des procédures internes prévues à cet effet).

Paragraphe 4

302. Le paragraphe 4 prévoit que lorsqu'aucune notification n'est formulée au moment de la signature, une liste provisoire de notifications prévues doit être remise au Dépositaire à ce moment. Cette liste provisoire est communiquée à des fins de transparence uniquement, pour fournir aux autres Signataires des indications préliminaires quant aux positions du Signataire. Cela tient compte de la nature de la Convention qui a vocation à modifier les relations bilatérales ou multilatérales existantes. Dans ce cadre, les options choisies par les autres Juridictions contractantes déterminent la manière dont la convention bilatérale ou multilatérale existante sera modifiée. Ces indications provisoires quant aux positions prévues des Signataires sont importantes pour comprendre les changements susceptibles d'être apportés aux conventions fiscales existantes, pour simplifier les procédures internes liées à la ratification de la Convention et pour permettre la préparation de la mise en œuvre des modifications apportées par la Convention. La liste provisoire des notifications prévues visée à l'article 29(4) n'empêche pas un Signataire de soumettre une liste modifiée de notifications au moment du dépôt de l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

Paragraphe 5

303. Le paragraphe 5 prévoit que la liste des conventions notifiées au titre de l'Article 2(1)(a)(ii) peut être complétée à tout moment en adressant au Dépositaire une notification à cet effet. Si la Convention fait l'objet de l'une des réserves émises par la Partie et énumérées à l'article 28(8), la Partie doit le préciser dans cette notification.

304. La Partie doit également préciser toutes notifications complémentaires requises en application de l'article 29(1)(b) à (s) afin de refléter l'inclusion de conventions supplémentaires. Cela s'appliquerait si l'extension de la liste aboutissait à l'inclusion d'une convention contenant des dispositions existantes qui font l'objet des notifications requises aux termes des articles 3 à 26.

305. En outre, comme indiqué précédemment, si l'ajout a pour effet d'inclure pour la première fois une convention fiscale conclue par ou pour le compte d'une juridiction ou d'un territoire dont les relations internationales relèvent de la responsabilité d'une Partie, la Partie doit indiquer les réserves ou les notifications qui seraient applicables aux Conventions fiscales couvertes conclues par ou pour le compte de cette juridiction ou de ce territoire.

306. Enfin, le paragraphe 5 prévoit enfin qu'au moment où une convention nouvellement ajoutée devient une Convention fiscale couverte en vertu de la Convention, les modifications apportées à la Convention fiscale couverte prennent effet conformément aux règles prévues à l'article 35.

Paragraphe 6

307. Le paragraphe 6 autorise les Parties à formuler des notifications complémentaires en application de l'article 29(1)(b) à (s) après avoir adhéré à la Convention, au moyen d'une notification adressée au Dépositaire. Les alinéas a) et b) indiquent à quel moment ces notifications complémentaires prennent effet. Cette disposition est calquée sur l'article 28(9) relatif à la date à laquelle le retrait ou le remplacement d'une réserve prend effet.

308. En ce qui concerne les Conventions fiscales couvertes conclues par ou pour le compte de juridictions ou de territoires dont les relations internationales relèvent de la responsabilité d'une Partie, et mentionnées par cette Partie dans la liste prévue à l'article 2(1)(a)(ii), les références à une Partie à la présente Convention dans l'article 29(6)(a) et (b) et à l'entrée en vigueur de la Convention pour une Juridiction contractante dans l'article 29(6)(b) s'entendent comme se référant à la Partie responsable des relations internationales de cette juridiction ou de ce territoire.

309. L'article 35(7) prévoit la possibilité de modifier les règles applicables à la prise d'effet des notifications complémentaires afin de permettre l'accomplissement des procédures internes prévues à cet effet (voir les paragraphes 338 à 344 ci-dessous).

Article 30 – Modifications ultérieures des Conventions fiscales couvertes

310. L'article 30 prévoit que les dispositions de la Convention ne préjugent pas des modifications ultérieures des Conventions fiscales couvertes susceptibles d'être convenues entre

des Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte. La Convention ne vise pas à figer dans le temps le contenu de la Convention fiscale couverte. Les Juridictions contractantes peuvent bien entendu modifier cet accord après qu'il a été modifié par la Convention.

Article 31 – Conférence des Parties

Paragraphe 1

311. Le paragraphe 1 dispose que les Parties peuvent convoquer une Conférence des Parties afin de prendre toute décision ou d'exercer toute fonction qui pourrait être requise ou appropriée en vertu des dispositions de la Convention. Cette Conférence pourrait notamment porter sur des questions d'interprétation ou de mise en œuvre de la Convention, comme le prévoit l'article 32(2), ou examiner une proposition d'amendement de la Convention, comme le prévoit l'article 33(2).

312. Les Parties peuvent décider d'inviter les Signataires à une Conférence des Parties. Les Parties pourraient se rencontrer en personne, mais la Conférence des Parties pourrait aussi s'acquitter de ses fonctions par des réunions à distance par exemple au moyen de technologies telle la vidéoconférence ou la téléconférence, par des décisions adoptées via une procédure écrite ou par tout autre moyen convenu entre les Parties.

Paragraphe 2

313. Le paragraphe 2 prévoit que la Conférence des Parties sera assistée par le Dépositaire.

Paragraphe 3

314. Le paragraphe 3 prévoit que toute Partie peut demander la tenue d'une Conférence des Parties en adressant une demande à cet effet au Dépositaire. Le Dépositaire informera alors toutes les Parties de cette demande. Si la demande est soutenue par un tiers des Parties dans les six mois calendaires à compter de sa communication par le Dépositaire, le Dépositaire convoque une Conférence des Parties.

Article 32 – Interprétation et mise en œuvre

Paragraphe 1

315. Le paragraphe 1 précise le mécanisme permettant de traiter des questions d'interprétation et de mise en œuvre de Conventions fiscales couvertes, par opposition aux questions d'interprétation et de mise en œuvre de la Convention proprement dite. Le paragraphe 1 prévoit que toute question relative à l'interprétation ou à la mise en œuvre des dispositions d'une Convention fiscale couverte telles que modifiées par la Convention doit être réglée

conformément à la/aux disposition(s) pertinente(s) de la Convention fiscale couverte (ces dispositions pouvant être modifiées par la présente Convention). Aussi, les mécanismes habituels prévus par la Convention fiscale couverte devraient être utilisés pour traiter des questions relatives à l'interprétation ou à la mise en œuvre des dispositions d'une Convention fiscale couverte qui ont été modifiées par la Convention. Cela inclurait les questions relatives aux modifications par la Convention de Conventions fiscales couvertes en application des clauses de compatibilité et d'autres dispositions de la Convention. Les autorités compétentes des Juridictions contractantes peuvent dès lors convenir de la manière dont la Convention s'applique à leurs Conventions fiscales couvertes, pour autant que l'accord conclu soit conforme aux dispositions de la Convention.

Paragraphe 2

316. Le paragraphe 2 concerne l'interprétation et la mise en œuvre de la Convention proprement dite et dispose que ces questions peuvent être traitées par une Conférence des Parties convoquée conformément à la procédure décrite à l'article 31(3). L'emploi du verbe « pouvoir » au paragraphe 2 traduit le fait qu'il peut y avoir d'autres manières de traiter les questions d'interprétation et de mise en œuvre de la Convention, comme par exemple un accord entre les autorités compétentes sur la façon dont la Convention s'applique en ce qui concerne une Convention fiscale couverte spécifique.

317. La disposition finale de la Convention prévoit que la Convention est conclue en langues anglaise et française, les deux textes faisant également foi. En conséquence, le renvoi à ces deux textes en français et en anglais faisant foi peut être nécessaire pour traiter des questions d'interprétation relatives à une Convention fiscale couverte conclue dans une langue autre que la langue anglaise ou française ou à une traduction de la Convention dans une autre langue.

Article 33 - Modifications

Paragraphe 1

318. Le paragraphe 1 dispose que toute Partie peut proposer une modification de la Convention en soumettant une proposition de modification au Dépositaire.

Paragraphe 2

319. Le paragraphe 2 dispose qu'une Conférence des Parties peut être convoquée afin d'examiner la proposition de modification conformément à la procédure décrite à l'article 31(3).

Article 34 – Entrée en vigueur

Paragraphe 1

320. Le paragraphe 1 dispose que la Convention entre en vigueur le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois calendaires à compter de la date de dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. À cette date, les cinq Signataires qui ont déposé leur instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation deviennent des Parties et sont liés par la Convention.

321. Si la date de dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation coïncide avec le premier jour d'un mois, « le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois calendaires à compter de la date de dépôt » signifie quatre mois calendaires à compter du dépôt de l'instrument ou des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Par exemple, si le cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation est déposé le 1^{er} mars 2018, la Convention entre en vigueur le 1^{er} juillet 2018.

Paragraphe 2

322. Le paragraphe 2 dispose que pour chaque Signataire qui ratifie, accepte ou approuve la Convention après le dépôt du cinquième instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, la Convention entre en vigueur pour cet État ou cette juridiction le premier jour du mois qui suit l'expiration d'une période de trois mois calendaires à compter de la date de dépôt par cet État ou cette juridiction de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. À compter de cette date, cet État ou cette juridiction est lié(e) par la Convention et ses Conventions fiscales couvertes sont effectivement modifiées avec prise d'effet à compter de la date déterminée par l'article 35.

323. Si l'instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation est déposé le premier jour d'un mois, la Convention entrera en vigueur pour ce Signataire quatre mois plus tard, comme indiqué au sujet de l'article 34(1).

Article 35 – Prise d'effet

324. L'article 35 détermine à quel moment les dispositions de la Convention prennent effet dans chacune des Juridictions contractantes concernant les impôts spécifiques visés par une Convention fiscale couverte.

Paragraphe 1

325. L'article 35 répartit les modifications en deux catégories en fonction du type d'impôts auxquels elles s'appliquent. Ces catégories sont définies respectivement aux alinéas (a) et (b).

326. Le paragraphe 1(a) concerne la prise d'effet de dispositions de la Convention s'agissant des impôts prélevés à la source sur des sommes payées ou attribuées à des non-résidents. Pour

cette catégorie, les premiers impôts auxquels les dispositions de la Convention s'appliquent sont ceux dont le fait générateur intervient à compter du premier jour de l'année civile qui commence à compter de la dernière des dates à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour chacune des Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte. Par exemple, si la Convention entre en vigueur pour la première Juridiction contractante le 1^{er} mars 2018 et pour la deuxième Juridiction contractante le 1^{er} mars 2019, la Convention prend effet à l'égard de tous les impôts dont le fait générateur intervient à compter du 1^{er} janvier 2020.

327. Le paragraphe 1(b) concerne la prise d'effet des dispositions de la Convention s'agissant de tous les autres impôts perçus par une Juridiction contractante. Pour cette catégorie, les premiers impôts auxquels les dispositions de la Convention s'appliquent sont les impôts perçus au titre de périodes d'imposition commençant à l'expiration ou après l'expiration d'une période de six mois calendaires à compter de la dernière des dates à laquelle la présente Convention entre en vigueur pour chacune des Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte (cette durée peut être réduite si toutes les Juridictions contractantes notifient au Dépositaire leur intention d'appliquer une période plus courte). Par exemple, lorsque les Juridictions contractantes ne décident pas d'appliquer une période plus court :

2018		2019
1 ^{er} septembre	Délai de six mois	1 ^{er} mars 2019
Dernière des dates d'entrée en vigueur de la Convention pour chacune des Juridictions contractantes à une Convention fiscale couverte		Expiration du délai de 6 mois. Les dispositions de la Convention s'appliquent à l'égard de tous les impôts non prélevés à la source perçus au titre de périodes d'imposition débutant au plus tôt à cette date. Dans le cas où la période d'imposition correspond à l'année civile, les dispositions de la Convention s'appliqueraient à la période d'imposition qui débute le 1 ^{er} janvier 2020.

328. Aux fins des Conventions fiscales couvertes conclues par ou pour le compte d'une juridiction ou d'un territoire dont les relations internationales relèvent de la responsabilité d'une Partie, et mentionnées par cette Partie dans la liste prévue à l'article 2(1)(a)(ii), la référence dans l'article 35(1)(a) et (b) à l'entrée en vigueur de la Convention pour une Juridiction contractante s'entend comme se référant à la Partie responsable des relations internationales de cette juridiction ou de ce territoire.

Paragraphe 2

329. Le paragraphe 2 prévoit que, pour une application unilatérale de l'article 35(1)(a) et 5(a) par une Partie, cette Partie peut choisir de remplacer l'expression « année civile » par « période d'imposition », en notifiant ce choix au Dépositaire. Cela permet aux Juridictions contractantes de faire correspondre la prise d'effet des dispositions de la Convention relatives à des impôts prélevés à la source à la période d'imposition, dans les situations où la période d'imposition ne correspond pas à l'année civile.

330. En pareil cas, pour la prise d'effet des dispositions de la Convention aux fins d'une Convention fiscale couverte donnée, la Partie choisissant cette option applique la règle énoncée aux paragraphes (1)(a) et (5)(a) en se référant à sa période d'imposition, mais l'autre/les autres Juridiction(s) contractante(s) peu(ven)t appliquer cette règle en se référant à l'année civile (si

elles n'ont pas aussi choisi cette option). L'emploi de l'expression « Pour une application unilatérale » au paragraphe 2 indique clairement que cette option s'appliquerait de façon asymétrique, aux seules fins de l'application des paragraphes 1(a) et 5(a) par la Juridiction contractante qui l'a choisie.

Paragraphe 3

331. Le paragraphe 3 prévoit que, pour une application unilatérale de l'article 35(1)(b) et (5)(b) par une Partie, cette Partie peut choisir de remplacer l'expression « périodes d'imposition commençant à l'expiration ou après l'expiration d'une période » par « périodes d'imposition commençant à compter du 1^{er} janvier de l'année qui commence à compter de l'expiration d'une période », en notifiant ce choix au Dépositaire. Ceci permet aux Juridictions contractantes de garantir que la prise d'effet n'interviendrait qu'après le début d'une année civile.

332. Comme pour le paragraphe 2, l'emploi de l'expression « Pour une application unilatérale » indique clairement que cette option peut mener à une prise d'effet asymétrique des dispositions de la Convention entre les Juridictions contractantes.

Paragraphe 4

333. Le paragraphe 4 prévoit une règle spécifique pour la prise d'effet de l'article 16 relatif à la procédure amiable. En vertu de cette règle, l'article 16 s'applique aux fins d'une Convention fiscale couverte concernant un cas soumis à l'autorité compétente d'une Juridiction contractante à compter de la dernière des dates à laquelle la Convention entre en vigueur pour chacune des Juridictions contractantes ayant conclu cette Convention fiscale couverte, à l'exception des cas qui ne pouvaient être soumis à cette date en application de la Convention fiscale couverte, avant qu'elle ne soit modifiée par la Convention, quelle que soit la période d'imposition concernée par le cas. Le paragraphe 4 a pour objectif de donner effet aux dispositions de la Convention relatives à la procédure amiable aussitôt que possible après l'entrée en vigueur de la Convention, sans qu'il soit nécessaire que s'écoule la période de temps visée au paragraphe 1, de sorte que les dispositions de l'article 16 puissent s'appliquer aux cas présentés aux autorités compétentes après l'entrée en vigueur de la Convention, même si ces cas ont trait à des périodes d'imposition antérieures à l'entrée en vigueur de la Convention.

334. L'exception concernant les cas qui ne pouvaient être soumis à la procédure amiable avant l'entrée en vigueur de la Convention a pour objectif d'assurer que la Convention ne « relancerait » pas des cas qui ne pouvaient pas être soumis à la procédure amiable avant l'entrée en vigueur de la Convention.

Paragraphe 5

335. Le paragraphe 5 régit la prise d'effet dans chacune des Juridictions contractantes des dispositions de la Convention pour les Conventions fiscales couvertes qui sont ajoutées dans le cadre de l'extension prévue à l'article 29(5) de la liste de conventions notifiées en vertu de l'article 2(1)(a)(ii). Les délais sont les mêmes que ceux décrits ci-dessus concernant le paragraphe 1, sauf qu'une période de 30 jours est ajoutée à l'alinéa (a), que le délai prévu à l'alinéa (b) est de neuf mois calendaires au lieu de six et que, dans les deux cas, les délais commencent à courir à la date de communication par le Dépositaire de la notification de l'extension de la liste d'accords, et non à la dernière des dates d'entrée en vigueur de la

Convention pour chacune des Juridictions contractantes ayant conclu la Convention fiscale couverte.

336. Comme il est mentionné ci-dessus, les choix prévus aux paragraphes 2 et 3 s'appliqueraient également à la règle relative à la prise d'effet du paragraphe 5(a) et (b), respectivement.

Paragraphe 6

337. En vertu du paragraphe 6, une Partie peut se réserver le droit de ne pas appliquer le paragraphe 4 relatif à l'entrée en vigueur de l'article 16 relatif à la procédure amiable à ses Conventions fiscales couvertes. En pareil cas, l'entrée en vigueur de l'article 16, pour une Convention fiscale couverte relativement à laquelle la Partie qui émet cette réserve est une Juridiction contractante, est régie par l'article 35(1) à (3).

Paragraphe 7

338. Le paragraphe 7 prévoit qu'une Partie peut se réserver le droit de retarder la prise d'effet des dispositions de la Convention et, dès lors, des modifications apportées aux Conventions fiscales couvertes jusqu'à l'accomplissement par cette Partie des procédures internes prévues à cet effet. En pareil cas, la règle relative à la prise d'effet énoncée à l'article 35(1) et (5) s'appliquerait à compter de la date qui suit de 30 jours la réception par le Dépositaire de la notification par chacune des Parties ayant émis cette réserve de l'accomplissement des procédures de droit interne relatives à la prise d'effet des dispositions de cette Convention aux fins de la Convention fiscale couverte concernée. Si plus d'une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte émet cette réserve, le déclenchement de la règle relative à la prise d'effet interviendrait 30 jours après la date de réception par le Dépositaire de la dernière des notifications des Juridictions contractantes ayant émis la réserve indiquant l'accomplissement de leurs procédures de droit interne relatives à la prise d'effet des dispositions de cette Convention aux fins de la Convention fiscale couverte. La même approche serait suivie pour le retrait ou le remplacement d'une réserve en application de l'article 28(9), pour la formulation de notifications complémentaires en application de l'Article 29(6), ou pour la prise d'effet de la partie VI en vertu de l'article 36.

339. En pratique, une Partie qui souhaite faire usage de cette possibilité se réserve le droit de remplacer :

- (i) certaines parties des paragraphes 1, 4 et 5 de manière à ce que la date à partir de laquelle de la prise d'effet de la Convention est calculée soit modifiée pour correspondre à 30 jours après la réception par le Dépositaire de la dernière des notifications des Juridictions contractantes qui ont émis la réserve prévue au paragraphe 7 indiquant l'accomplissement de leurs procédures internes relatives à la prise d'effet des dispositions de la Convention aux fins de la Convention fiscale couverte concernée ;
- (ii) certaines parties de l'article 28(9) relatif aux réserves qui traitent de la prise d'effet du retrait ou du remplacement de réserves de manière à ce que la date à partir de laquelle la prise d'effet de ce retrait ou de ce remplacement est calculée soit modifiée pour correspondre à 30 jours après la date de réception par le Dépositaire de la dernière des notifications des Juridictions contractantes qui ont

émis la réserve prévue au paragraphe 7 indiquant l'accomplissement de leurs procédures internes relatives à la prise d'effet du retrait ou du remplacement de la réserve aux fins de la Convention fiscale couverte concernée ; et

- (iii) certaines parties de l'article 29(6) relatif aux notifications qui traitent de la prise d'effet de notifications complémentaires au titre de ce paragraphe de manière à ce que la date à partir de laquelle la prise d'effet de ces notifications complémentaires est calculée soit modifiée pour correspondre à 30 jours après la date de réception par le Dépositaire de la dernière des notifications des Juridictions contractantes qui ont émis la réserve prévue au paragraphe 7 indiquant l'accomplissement de leurs procédures internes relatives à la prise d'effet de la notification complémentaire aux fins de la Convention fiscale couverte concernée.
- (iv) certaines parties de l'article 36(1) à (5) relatives à la prise d'effet de la partie VI afin que la date à partir de laquelle la prise d'effet de la partie VI est calculée soit remplacée par :
 - a) lorsqu'une Partie choisit d'appliquer la partie VI lorsqu'elle devient Partie à la Convention, 30 jours après la date de réception par le Dépositaire de la dernière des notifications des Juridictions contractantes qui ont émis la réserve prévue au paragraphe 7 indiquant l'accomplissement de leurs procédures internes relatives à la prise d'effet des dispositions de la Convention aux fins de la Convention fiscale couverte concernée ; et
 - b) lorsqu'une Partie commence à appliquer la partie VI à une Convention fiscale couverte seulement après qu'elle est devenue Partie à la Convention (suite à l'ajout d'une nouvelle Convention fiscale couverte en raison de l'extension de la liste des conventions d'une ou des deux Parties prévue à l'article 2(1)(a)(ii), suite au retrait ou au remplacement d'une réserve émise prévu à l'article 26(4) en vertu de l'article 28(9), suite au retrait d'une objection à une réserve émise conformément à l'article 28(2), ou parce qu'une Partie choisit d'appliquer la partie VI pour la première fois après être devenue Partie), 30 jours après la date de réception par le Dépositaire de la dernière des notifications des Juridictions contractantes qui ont émis la réserve prévue au paragraphe 7 indiquant l'accomplissement de leurs procédures internes relatives à la prise d'effet de la partie VI aux fins de la Convention fiscale couverte concernée.

340. Une Partie ayant émis cette réserve devrait formuler une telle notification relative à la prise d'effet des dispositions de la Convention, du retrait ou du remplacement d'une réserve, d'une notification complémentaire, ou de la prise d'effet de la partie VI, à l'égard de chaque Convention fiscale couverte.

341. Le délai supplémentaire de 30 jours entre la notification et la prise d'effet a été fixé pour des considérations pratiques, afin d'éviter les risques liés à la mise en œuvre des dispositions sans délai approprié.

342. La réserve vise à permettre aux Parties qui ont l'obligation de modifier leur droit interne pour refléter les changements précis apportés à leurs conventions fiscales de procéder à ces modifications avant que les changements apportés par la Convention prennent effet. Il convient cependant de noter qu'il est entendu et escompté des Parties qui émettent cette réserve qu'elles entament leurs procédures internes relatives à la prise d'effet le plus rapidement possible afin de respecter leurs obligations en vertu de la Convention, et de retarder aussi peu que

possible la prise d'effet de la Convention en ce qui concerne leurs Conventions fiscales couvertes.

343. L'alinéa (b) prévoit qu'une Partie qui a émis cette réserve notifie la confirmation de l'accomplissement de ses procédures de droit interne simultanément au Dépositaire et aux autres Juridictions contractantes ayant conclu la Convention fiscale couverte à laquelle la notification se rapporte. Cette confirmation est importante afin que les autres Juridictions contractantes soient informées le plus rapidement possible de la date à laquelle les délais relatifs à la prise d'effet commencent à courir aux fins de la Convention fiscale couverte. Si une Juridiction contractante qui a émis la réserve prévue à l'article 35(7) n'a pas de procédures internes à accomplir concernant un changement spécifique de réserves ou de notifications, il est attendu de cette Juridiction contractante informe immédiatement le Dépositaire et les autres Juridictions contractantes que ses procédures internes sont accomplies aux fins de ce paragraphe.

344. L'alinéa (c) prévoit que l'article 35(7) s'applique de façon symétrique à toutes les Juridictions contractantes d'une Convention fiscale couverte. Plus précisément, il stipule que lorsqu'une ou plusieurs Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte formulent la réserve prévue au paragraphe 7, la prise d'effet des dispositions de la Convention, du retrait ou du remplacement d'une réserve en vertu de l'article 28(9), ou d'une notification complémentaire relative à cette Convention fiscale couverte en vertu de l'article 29(6) ou la prise d'effet de la partie VI en vertu de l'article 36, est régie par l'article 35(7) pour toutes les Juridictions contractantes ayant conclu la Convention fiscale couverte. Ainsi, dès qu'une Juridiction contractante ayant conclu une Convention fiscale couverte émet la réserve prévue au paragraphe 7, la modification de la date de la prise d'effet s'applique à toutes les Juridictions contractantes ayant conclu cette Convention fiscale couverte.

Article 36 – Prise d'effet de la partie VI

Paragraphe 1

345. Le paragraphe 1 prévoit que, nonobstant les dispositions de l'article 28(9) (concernant le retrait d'une réserve), de l'article 29(6) (concernant les notifications supplémentaires) et de l'article 35 (sauf le paragraphe 7) (concernant les règles relatives à la prise d'effet de la Convention), l'article 36 régit la prise d'effet de la partie VI de la Convention.

346. L'alinéa (a) prévoit que la partie VI s'applique, concernant les cas soumis à l'autorité compétente d'une Juridiction contractante, à compter de la dernière des dates à laquelle la Convention entre en vigueur pour chacune des Juridictions contractantes.

347. L'alinéa (b) prévoit que la partie VI prend effet, concernant les cas soumis à l'autorité compétente d'une Juridiction contractante avant la dernière des dates à laquelle la Convention entre en vigueur pour chacune des Juridictions contractantes, à la date à laquelle les deux Juridictions contractantes ont notifié au Dépositaire qu'elles sont parvenues à un accord amiable concernant l'application de la partie VI conformément à l'article 19(10), ainsi que les informations concernant la date à laquelle ou les dates auxquelles ces cas seront réputés avoir été soumis à l'autorité compétente de la Juridiction contractante conformément aux termes de l'accord amiable obtenu. À cet effet, la date à laquelle les deux Juridictions contractantes ont notifié au Dépositaire le fait qu'elles sont parvenues à un accord amiable concernant

l'application de la partie VI conformément à l'article 19(10), est la date à laquelle le Dépositaire a reçu la notification de la seconde Juridiction contractante. Concernant la date à laquelle les cas sont considérés avoir été soumis, les autorités compétentes des Juridictions contractantes peuvent convenir d'une date applicable à l'ensemble des cas ou d'une date spécifique pour chaque cas individuel. Cependant, la communication au Dépositaire des dates concernant des cas individuels peut nécessiter un processus d'anonymisation afin d'éviter d'enfreindre les règles relatives à la confidentialité des informations des contribuables. Une Juridiction contractante peut également communiquer les dates spécifiques directement aux contribuables, en notifiant simplement au Dépositaire le fait qu'un accord relatif aux dates applicables à des cas individuels a été conclu, sans fournir de détails quant à ces cas individuels. L'alinéa (b) vise à permettre aux autorités compétentes de reporter l'admissibilité des cas existants jusqu'à ce qu'elles se soient entendues sur les modalités d'application de la partie VI et d'étaler les dates auxquelles ces cas peuvent être soumis à l'arbitrage, de façon à ce que tous les cas existants ne deviennent pas admissibles à l'arbitrage à la même date.

Paragraphe 2

348. Le paragraphe 2 prévoit qu'une Partie ne peut se réserver le droit de n'appliquer la partie VI à l'égard d'un cas soumis à l'autorité compétente d'une Juridiction contractante avant la dernière des dates à laquelle de la Convention entre en vigueur pour chacune des Juridictions contractantes que dans la mesure où les autorités compétentes des deux Juridictions contractantes conviennent de l'appliquer à ce cas. Lorsqu'une Partie émet cette réserve, ses cas de procédure amiable existants ne seraient pas couverts à moins que les autorités compétentes conviennent qu'un cas spécifique peut être soumis à l'arbitrage. Cette disposition vise, entre autres, à répondre aux préoccupations selon lesquelles les Juridictions contractantes qui ont des ressources limitées et un inventaire important de cas existants peuvent trouver difficile d'appliquer la Partie VI de manière effective à ces cas, en dépit de la possibilité de reporter l'admissibilité à l'arbitrage en vertu du paragraphe 1(b).

349. Aux fins des Conventions fiscales couvertes conclues par une juridiction ou un territoire dont les relations internationales relèvent de la responsabilité d'une Partie, ou pour le compte d'une telle juridiction ou d'un tel territoire, et qui sont mentionnées par cette Partie dans la liste visée à l'article 2(1)(a)(ii), les références à l'article 36(1)(a) et (b) ainsi qu'à l'article 36(2) à l'entrée en vigueur de la Convention pour une Juridiction contractante s'entendent comme se référant à la Partie qui est responsable des relations internationales de cette juridiction ou de ce territoire.

Paragraphes 3 à 5

350. Les paragraphes 3 à 5 concernent l'entrée en vigueur de la partie VI lorsqu'une Partie ne commence à appliquer la partie VI à une Convention fiscale couverte qu'après être devenue Partie à la Convention. Cela peut se produire lors de l'ajout d'une nouvelle Convention fiscale couverte suite à une extension, par l'une ou l'autre des Juridictions contractantes, de la liste des conventions notifiées conformément à l'article 2(1)(a)(ii). Cela peut également se produire suite au retrait d'une réserve émise en vertu de l'article 26(4) visant à ne pas appliquer la partie VI en ce qui concerne une Convention fiscale couverte spécifique, ou suite au remplacement d'une telle réserve par une réserve de portée plus limitée (par exemple, en remplaçant une réserve applicable à l'ensemble des Conventions fiscales couvertes par une réserve applicable à une Convention fiscale couverte en particulier). De plus, cela peut se produire lorsqu'une Partie ayant précédemment formulé une objection à une réserve émise au titre de l'article 28(2) retire cette objection. Enfin, cela peut se produire lorsqu'une Partie modifie sa politique en matière

d'arbitrage et fait le choix d'appliquer la partie VI à ses Conventions fiscales couvertes pour la première fois après être devenue une Partie. Dans tous ces cas, la date d'entrée en vigueur est fixée en fonction de la date de communication de la notification, du retrait ou remplacement de la réserve ou du retrait de l'objection par le Dépositaire, plutôt qu'en fonction de la date d'entrée en vigueur de la Convention.

Article 37 - Retrait

Paragraphe 1

351. Le paragraphe 1 dispose que toute Partie peut, à tout moment, se retirer de la Convention en formulant une notification à cet effet au Dépositaire.

Paragraphe 2

352. Le paragraphe 2 dispose que le retrait prend effet à la date de réception de la notification par le Dépositaire.

353. Le paragraphe 2 précise également que dans les cas où la Convention est entrée en vigueur à l'égard de toutes les Juridictions contractantes ayant conclu une Convention fiscale couverte avant la date à laquelle le retrait d'une Partie prend effet, cette Convention fiscale couverte demeure telle qu'elle a été modifiée par la Convention. Par conséquent, les effets du retrait sont uniquement prospectifs. Aussi, lorsque la Convention a déjà modifié une Convention fiscale couverte (que ces modifications aient ou non pris effet en application de l'article 35), une décision unilatérale de retrait de la Convention n'invaliderait pas les modifications déjà apportées à cette Convention fiscale couverte. Au contraire, toute modification supplémentaire de la Convention fiscale couverte après le retrait de la Convention serait laissée à la discrétion des Juridictions contractantes. Cette approche reflète celle suivie en ce qui concerne des protocoles amendant des conventions fiscales bilatérales, selon laquelle les modifications convenues sur une base bilatérale ne peuvent pas être invalidées unilatéralement par un retrait du protocole.

354. Le retrait aurait pour effet que la Convention ne modifierait pas des conventions fiscales conclues avec des États et des juridictions qui adhèrent à la Convention après la date de retrait, car ces conventions n'entreraient pas dans la définition des « Conventions fiscales couvertes ».

355. Aux fins des Conventions fiscales couvertes conclues par ou pour le compte d'une juridiction ou d'un territoire dont les relations internationales relèvent de la responsabilité d'une Partie, et mentionnées par cette Partie dans la liste visée à l'article 2(1)(a)(ii), la référence à l'article 37(2) à l'entrée en vigueur de la Convention pour une Juridiction contractante s'entend comme se référant à la Partie responsable des relations internationales de cette juridiction ou de ce territoire.

Article 38 – Relation avec les protocoles

356. L'article 38 dispose que la Convention peut être complétée par un ou plusieurs protocoles, que pour devenir une partie à un protocole, un État ou une Juridiction doit aussi être Partie à la Convention, et qu'une Partie à la Convention n'est pas liée par un protocole si elle n'est pas devenue partie à ce protocole, conformément à ses dispositions.

Article 39 – Dépositaire**Paragraphe 1**

357. Le paragraphe 1 prévoit que le Secrétaire général de l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques est le Dépositaire de la Convention et des protocoles éventuels y afférents en vertu de l'article 38.

Paragraphe 2

358. Le paragraphe 2 énumère de façon non exhaustive les actes, les notifications ou les communications relatifs à la Convention que le Dépositaire doit notifier à l'ensemble des Parties et des Signataires. Le Dépositaire doit notifier l'acte, la notification ou la communication aux Parties et aux Signataires dans un délai d'un mois calendaire l'acte, la notification ou la communication.

Paragraphe 3

359. Le paragraphe 3 dispose que le Dépositaire tient à jour des listes accessibles au public des Conventions fiscales couvertes, des réserves formulées par les Parties et des notifications effectuées par les Parties.

ANNEXE**RAPPORTS BEPS CONTENANT LES MESURES RELATIVES AUX
CONVENTIONS FISCALES INCLUSES DANS LES DISPOSITIONS DE LA
CONVENTION**

Les rapports BEPS suivants contiennent les mesures BEPS relatives aux conventions fiscales entendues dans le cadre de l'Ensemble final BEPS. Chacune des mesures figurent à la Convention, aux articles 3 à 26.

Les numéros de page indiqués ci-dessous font référence aux versions anglaises des rapports BEPS.

1. Neutraliser les effets des dispositifs hybrides, Rapport final sur l'action 2 - (publié le 5 octobre 2015)

Mesure BEPS relative aux conventions fiscales	Article pertinent de la Convention
Entités ayant une double résidence (page 137)	Article 4
Disposition conventionnelle sur les entités transparentes (page 139)	Article 3
Application des méthodes d'élimination de la double imposition (pages 146 et 147)	Article 5

2. Empêcher l'utilisation abusive des conventions fiscales lorsque les circonstances ne s'y prêtent pas, Rapport final sur l'action 6 - (publié le 5 octobre 2015)

Mesure BEPS relative aux conventions fiscales	Article pertinent de la Convention
Règle simplifiée de limitation des avantages (page 20)	Article 7 (paragraphe 8 à 13)
Règle visant des montages ou transactions qui ont pour objet principal l'octroi d'avantages prévus aux conventions (page 54)	Article 7 (paragraphe 1 et 4)
Transactions relatives au transfert de dividendes (page 70)	Article 8
Transactions qui appliquent de façon abusive l'article 13(4) (page 71)	Article 9
Règle de départage pour la détermination de la résidence d'une personne autre qu'une personne physique ayant une double résidence (page 72)	Article 4
Règle anti-abus visant les établissements stables situés dans des juridictions tierces (page 75)	Article 10
Application des conventions fiscales pour limiter le droit d'une Partie d'imposer ses propres résidents (page 86)	Article 11
Clarification à l'effet que les conventions fiscales ne sont pas destinées à créer de possibilités de non-imposition (page 91)	Préambule et article 6

3. Empêcher les mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable, Rapport final sur l'action 7 - (publié le 5 octobre 2015)

Mesure BEPS relative aux conventions fiscales	Article pertinent de la Convention
Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par des accords de <i>commissionnaire</i> et autres stratégies similaires (page 15)	Articles 12 et 15
Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par le recours aux exceptions applicables à certaines activités spécifiques (page 28)	Article 13
Fractionnement de contrats (page 42)	Article 14

4. Accroître l'efficacité des mécanismes de règlement des différends, Rapport final sur l'action 14 - (publié le 5 octobre 2015)

Mesure BEPS relative aux conventions fiscales	Article pertinent de la Convention
Éléments de la norme minimale visant à assurer le règlement des différends en temps opportun, de façon efficiente et efficace (page 13) et bonnes pratiques (page 28)	Articles 16 et 17
Engagement à la mise en place d'un arbitrage obligatoire et contraignant dans le cadre de la procédure amiable (page 41)	Articles 18 à 26

ROYAUME DE BELGIQUE**Statut de la liste de réserves et de notifications au moment du dépôt de l'Instrument de ratification**

Ce document contient la liste des réserves et des notifications formulées par la Belgique telle que confirmée au moment du dépôt de l'Instrument de ratification, conformément aux articles 28(6) et 29(3) de la Convention.

Article 2 – Interprétation des termes***Notifications - Conventions fiscales couvertes par cette Convention***

En vertu de l'article 2(1)(a)(ii) de la Convention, la Belgique souhaite que les conventions suivantes soient couvertes par la Convention :

Nu	Titre	Autre Juridiction contractante	Original/ Instrument(s) subséquent(s)	Date de signature	Date d'entrée en vigueur
1	Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Albanie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir l'évasion fiscale	Albanie	Original	14-11-2002	01-09-2004
2	Convention entre le Royaume de Belgique et la République algérienne démocratique et populaire tendant à éviter la double imposition et à établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Algérie	Original	15-12-1991	10-01-2003
3	Convention entre le Royaume de Belgique et la République Argentine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Argentine	Original	12-06-1996	22-07-1999
4	Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Arménie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Arménie	Original	07-06-2001	01-10-2004
5	Convention entre le Royaume de Belgique et l'Australie tendant à	Australie	Original	13-10-1977	01-11-1979

Nu	Titre	Autre Juridiction contractante	Original/ Instrument(s) subséquent(s)	Date de signature	Date d'entrée en vigueur
	éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu		(a) Instrument subséquent	20-03-1984	20-09-1986
			(b) Instrument subséquent	24-06-2009	12-05-2014
6	Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, y compris l'impôt sur les exploitations et les impôts fonciers	Autriche	Original	29-12-1971	28-06-1973
			(a) Instrument subséquent	10-09-2009	01-03-2016
7	Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Azerbaïdjan tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Azerbaïdjan	Original	18-05-2004	12-08-2006
8	Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume de Bahreïn tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Bahreïn	Original	04-11-2007	11-12-2014
			(a) Instrument subséquent	23-11-2009	11-12-2014
9	Convention entre le Royaume de Belgique et la République populaire du Bangladesh tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Bangladesh	Original	18-10-1990	09-12-1997
10	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Belarus tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Belarus	Original	07-03-1995	13-10-1998
11	Convention entre le Royaume de Belgique et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie tendant à éviter la double imposition des revenus et de la fortune	Yougoslavie – Bosnie-Herzégovine	Original	21-11-1980	26-05-1983
12	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République du Botswana tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Botswana	Original	30-11-2017	N/A
13	Convention entre le Royaume de Belgique et la République Fédérative du Brésil, en vue d'éviter	Brésil	Original	23-06-1972	13-07-1973
			(a) Instrument subséquent	20-11-2002	23-10-2007

Nu	Titre	Autre Juridiction contractante	Original/ Instrument(s) subséquent(s)	Date de signature	Date d'entrée en vigueur
	les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu				
14	Convention entre le Royaume de Belgique et la République populaire de Bulgarie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Bulgarie	Original	25-10-1988	28-11-1991
15	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Canada en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Canada	Original	23-05-2002	06-10-2004
			(a) Instrument subséquent	01-04-2014	N/A
16	Convention entre le Royaume de Belgique et la République du Chili tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Chili	Original	06-12-2007	05-05-2010
17	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République populaire de Chine tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Chine	Original	07-10-2009	29-12-2013
18	Convention entre le Royaume de Belgique et la République démocratique du Congo en vue d'éviter la double imposition et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Congo (République démocratique)	Original	23-05-2007	24-12-2011
			(a) Instrument subséquent	16-07-2010	N/A
19	Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Croatie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Croatie	Original	31-10-2001	01-04-2004
20	Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Chypre en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune	Chypre	Original	14-05-1996	08-12-1999
21	Convention entre le Royaume de Belgique et la République tchèque tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en	République tchèque	Original	16-12-1996	24-07-2000
			(a) Instrument subséquent	15-03-2010	13-01-2015

Nu	Titre	Autre Jurisdiction contractante	Original/ Instrument(s) subséquent(s)	Date de signature	Date d'entrée en vigueur
	matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune				
22	Convention entre la Belgique et le Danemark en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Danemark	Original	16-10-1969	31-12-1970
			(a) Instrument subséquent	27-09-1999	25-04-2003
			(b) Instrument subséquent	07-07-2009	18-07-2013
23	Convention entre le Royaume de Belgique et la République de l'Equateur tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Equateur	Original	18-12-1996	18-03-2004
24	Convention entre le Royaume de Belgique et la République Arabe d'Egypte tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Egypte	Original	03-01-1991	03-03-1997
25	Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Estonie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Estonie	Original	05-11-1999	15-04-2003
26	Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Finlande tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Finlande	Original	18-05-1976	27-12-1978
			(a) Instrument subséquent	13-03-1991	16-07-1997
			(b) Instrument subséquent	15-09-2009	18-07-2013
27	Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions et à établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur les revenus	France	Original	10-03-1964	17-06-1965
			(a) Instrument subséquent	15-02-1971	19-07-1973
			(b) Instrument subséquent	08-02-1999	27-04-2000
			Amending Instrument (c)	12-12-2008	17-12-2009
			Amending Instrument (d)	07-07-2009	01-07-2013
28	Convention entre le Royaume de Belgique et la République gabonaise tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Gabon	Original	14-01-1993	13-05-2005
29	Convention entre le Royaume de Belgique et la Géorgie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Géorgie	Original	14-12-2000	04-05-2004

Nu	Titre	Autre Jurisdiction contractante	Original/ Instrument(s) subséquent(s)	Date de signature	Date d'entrée en vigueur
30	Convention entre le Royaume de Belgique et la République du Ghana tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital	Ghana	Original	22-06-2005	17-10-2008
31	Convention entre le Royaume de Belgique et la République hellénique tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Grèce	Original	25-05-2004	30-12-2005
			(a) Instrument subséquent	16-03-2010	24-07-2017
32	Convention entre le Royaume de Belgique et la Région administrative spéciale de Hong Kong de la République populaire de Chine tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Hong Kong	Original	10-12-2003	07-10-2004
33	La Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République populaire hongroise tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune	Hongrie	Original	19-07-1982	25-02-1984
34	Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Islande tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Islande	Original	23-05-2000	19-06-2003
			(a) Instrument subséquent	15-09-2009	14-04-2015
35	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de l'Inde tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Inde	Original	26-04-1993	01-10-1997
			(a) Instrument subséquent	09-03-2017	N/A
36	Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Indonésie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Indonésie	Original	16-09-1997	07-11-2001
37	Convention entre la Belgique et l'Irlande en vue d'éviter la double imposition et l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Irlande	Original	24-06-1970	31-12-1973
			(a) Instrument subséquent	14-04-2014	N/A
38	Convention entre le Royaume de	Ile de Man	Original	16-07-2009	N/A

Nu	Titre	Autre Juridiction contractante	Original/ Instrument(s) subséquent(s)	Date de signature	Date d'entrée en vigueur
	Belgique et l'Ile de Man tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu				
39	Convention entre le Royaume de Belgique et l'Etat d'Israël tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Israël	Original	13-07-1972	04-11-1975
40	Convention entre la Belgique et l'Italie en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'impôts sur le revenu	Italie	Original	29-04-1983	29-07-1989
			(a) Instrument subséquent	19-12-1984	29-07-1989
			(b) Instrument subséquent	11-10-2004	17-04-2013
41	Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Côte d'Ivoire tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Côte d'Ivoire	Original	25-11-1977	30-12-1980
42	Convention entre le Royaume de Belgique et la République du Kazakhstan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Kazakhstan	Original	16-04-1998	13-04-2000
43	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques pour éviter la double imposition des revenus et de la fortune	URSS - Kirghizstan	Original	17-12-1987	08-01-1991
44	Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Corée tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Corée (Sud)	Original	29-08-1977	19-09-1979
			(a) Instrument subséquent	20-04-1994	31-12-1996
			(b) Instrument subséquent	08-03-2010	01-12-2015
45	Convention entre le Royaume de Belgique et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie tendant à éviter la double imposition des revenus et de la fortune	Yougoslavie - Kosovo	Original	21-11-1980	26-05-1983
46	Convention entre le Royaume de Belgique et l'Etat du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à favoriser les relations économiques	Koweït	Original	10-03-1990	28-10-2000
47	Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Lettonie tendant à éviter la double	Lettonie	Original	21-04-1999	07-05-2003

Nu	Titre	Autre Jurisdiction contractante	Original/ Instrument(s) subséquent(s)	Date de signature	Date d'entrée en vigueur
	imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu				
48	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Lituanie	Original	26-11-1998	05-05-2003
49	Convention entre la Belgique et le Luxembourg en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Luxembourg	Original	17-09-1970	30-12-1972
			(a) Instrument subséquent	11-12-2002	20-12-2004
			(b) Instrument subséquent	16-07-2009	25-06-2013
50	Convention entre le Royaume de Belgique et la Région administrative spéciale de Macao de la République populaire de Chine tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Macao	Original	19-06-2006	N/A
51	Convention entre le Gouvernement belge et le Gouvernement macédonien tendant à éviter la double imposition en matière d'impôt sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude fiscale	Macédoine	Original	06-07-2010	17-07-2017
52	Convention entre le Gouvernement de la Belgique et le Gouvernement de la Malaisie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Malaisie	Original	24-10-1973	14-08-1975
			(a) Instrument subséquent	25-07-1979	25-07-1979
			(b) Instrument subséquent	18-12-2009	N/A
53	Convention entre le Royaume de Belgique et l'Etat de Malte, tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale	Malte	Original	28-06-1974	03-01-1975
			(a) Instrument subséquent	23-06-1993	17-10-2002
			(b) Instrument subséquent	19-01-2010	N/A
54	Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Maurice tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Maurice	Original	04-07-1995	28-01-1999
55	Convention entre le Royaume de Belgique et les Etats-Unis mexicains tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le	Mexique	Original	24-11-1992	01-02-1997
			(a) Instrument subséquent	26-08-2013	19-08-2017

Nu	Titre	Autre Jurisdiction contractante	Original/ Instrument(s) subséquent(s)	Date de signature	Date d'entrée en vigueur
	revenu				
56	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques pour éviter la double imposition des revenus et de la fortune	URSS - Moldavie	Original	17-12-1987	08-01-1991
57	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Moldavie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Moldavie	Original	04-12-2008	N/A
58	Convention entre le Royaume de Belgique et la Mongolie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Mongolie	Original	26-09-1995	30-03-2000
59	Convention entre le Royaume de Belgique et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie tendant à éviter la double imposition des revenus et de la fortune	Yougoslavie - Monténégro	Original	21-11-1980	26-05-1983
60	Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu	Maroc	Original	31-05-2006	30-04-2009
61	Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume des Pays-Bas tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Pays-Bas	Original	05-06-2001	31-12-2002
			(a) Instrument subséquent	23-06-2009	01-09-2013
62	Convention entre le Gouvernement de la Belgique et le Gouvernement de la Nouvelle-Zélande tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Nouvelle-Zélande	Original	15-09-1981	08-12-1983
			(a) Instrument subséquent	07-12-2009	N/A
63	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République fédérale du Nigéria tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en	Nigéria	Original	20-11-1989	27-10-1994

Nu	Titre	Autre Jurisdiction contractante	Original/ Instrument(s) subséquent(s)	Date de signature	Date d'entrée en vigueur
	capital				
64	Convention entre le Royaume de Belgique et le Sultanat d'Oman tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Oman	Original	16-12-2008	N/A
65	Convention entre le Royaume de Belgique et la République islamique du Pakistan en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Pakistan	Original	17-03-1980	02-09-1983
66	Convention entre le Royaume de Belgique et la République des Philippines tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Philippines	Original	02-10-1976	09-07-1980
			(a) Instrument subséquent	11-03-1996	24-12-1999
67	Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Pologne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude et l'évasion en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Pologne	Original	20-08-2001	29-04-2004
			(a) Instrument subséquent	14-04-2014	02-05-2018
68	Convention entre la Belgique et le Portugal en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu	Portugal	Original	16-07-1969	19-02-1971
			(a) Instrument subséquent	06-03-1995	05-04-2001
69	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de l'Etat du Qatar tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Qatar	Original	06-11-2007	N/A
			(a) Instrument subséquent	22-03-2015	N/A
70	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la Roumanie tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Roumanie	Original	04-03-1996	17-10-1998
71	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la Fédération de Russie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Russie	Original	16-06-1995	26-06-2000
72	Convention entre le Royaume de Belgique et la Fédération de Russie tendant à éviter la double imposition	Russie (nouvelle)	Original	19-05-2015	N/A
			(a) Instrument subséquent	30-01-2018	N/A

Nu	Titre	Autre Jurisdiction contractante	Original/ Instrument(s) subséquent(s)	Date de signature	Date d'entrée en vigueur
	et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune				
73	Convention entre le Royaume de Belgique et la République du Rwanda tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Rwanda	Original	16-04-2007	06-07-2010
			(a) Instrument subséquent	17-05-2010	N/A
74	Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Saint-Marin tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Saint-Marin	Original	21-12-2005	25-06-2007
			(a) Instrument subséquent	14-07-2009	18-07-2013
75	Convention entre le Royaume de Belgique et la République du Sénégal tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Sénégal	Original	29-09-1987	04-02-1993
76	Convention entre le Royaume de Belgique et la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie tendant à éviter la double imposition des revenus et de la fortune	Yougoslavie - Serbie	Original	21-11-1980	26-05-1983
77	Convention entre le Royaume de Belgique et la République des Seychelles tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Seychelles	Original	27-04-2006	10-09-2015
			(a) Instrument subséquent	14-07-2009	22-06-2016
78	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République de Singapour tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Singapour	Original	06-11-2006	27-11-2008
			(a) Instrument subséquent	16-07-2009	20-09-2013
79	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République slovaque tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	République slovaque	Original	15-01-1997	13-06-2000
80	Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le	Slovénie	Original	22-06-1998	02-10-2002

Nu	Titre	Autre Jurisdiction contractante	Original/ Instrument(s) subséquent(s)	Date de signature	Date d'entrée en vigueur
	revenu et sur la fortune				
81	Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Afrique du Sud tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Afrique Sud	Original	01-02-1995	10-10-1998
82	Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume d'Espagne tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Espagne	Original	14-06-1995	25-06-2003
			(a) Instrument subséquent	02-12-2009	N/A
			(b) Instrument subséquent	15-04-2014	N/A
83	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République démocratique socialiste de Sri Lanka tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Sri Lanka	Original	03-02-1983	12-06-1985
84	Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume de Suède tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Suède	Original	05-02-1991	24-02-1993
85	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques pour éviter la double imposition des revenus et de la fortune	URSS - Tadjikistan	Original	17-12-1987	08-01-1991
86	Convention entre le Royaume de Belgique et la République du Tadjikistan tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Tadjikistan	Original	10-02-2009	N/A
87	Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume de Thaïlande tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Thaïlande	Original	16-10-1978	28-12-1980
88	Convention entre le Royaume de Belgique et la République tunisienne tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude et l'évasion en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Tunisie	Original	07-10-2004	05-06-2009

Nu	Titre	Autre Jurisdiction contractante	Original/ Instrument(s) subséquent(s)	Date de signature	Date d'entrée en vigueur
89	Convention entre le Royaume de Belgique et la République de Turquie tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu	Turquie	Original	02-06-1987	08-10-1991
			(a) Instrument subséquent	09-07-2013	N/A
90	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques pour éviter la double imposition des revenus et de la fortune	URSS - Turkménistan	Original	17-12-1987	08-01-1991
91	Convention entre le Royaume de Belgique et la République de l'Ouganda tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Ouganda	Original	26-07-2007	N/A
			(a) Instrument subséquent	25-04-2014	N/A
92	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de l'Ukraine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Ukraine	Original	20-05-1996	25-02-1999
93	Convention entre le Royaume de Belgique et les Emirats arabes unis tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Emirats arabes unis	Original	30-09-1996	06-01-2004
94	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital	Royaume-Uni	Original	01-06-1987	21-10-1989
			(a) Instrument subséquent	24-06-2009	24-12-2012
			(b) Instrument subséquent	13-03-2014	N/A
95	Convention entre le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Etats-Unis	Original	27-11-2006	28-12-2007
96	Convention entre le Royaume de Belgique et la République orientale de l'Uruguay tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude fiscale	Uruguay	Original	23-08-2013	04-08-2017

Nu	Titre	Autre Jurisdiction contractante	Original/ Instrument(s) subséquent(s)	Date de signature	Date d'entrée en vigueur
97	Convention entre le Royaume de Belgique et la République d'Ouzbékistan tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Ouzbékistan	Original	14-11-1996	08-07-1999
			(a) Instrument subséquent	17-04-1998	08-07-1999
			(b) Instrument subséquent	18-02-2015	N/A
98	Convention entre le Royaume de Belgique et la République du Venezuela tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu	Venezuela	Original	22-04-1993	13-11-1998
99	Convention entre le Royaume de Belgique et la République socialiste du Vietnam tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune	Vietnam	Original	28-02-1996	25-06-1999
			(a) Instrument subséquent	12-03-2012	N/A

Article 3 – Entités transparentes

Notification relative aux dispositions pertinentes de Conventions fiscales couvertes

En vertu de l'article 3(6) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l'article 3(4) et non visée par une réserve prévue à l'article 3(5)(c) à (e). Les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Jurisdiction contractante	Disposition
27	France	Article 1 (4)
38	Ile de Man	Protocole (2)
49	Luxembourg	Article 4 (1), deuxième phrase
57	Moldavie	Article 1 (2)
61	Pays-Bas	Protocole (2) et Protocole (4) (b)
62	Nouvelle-Zélande	Article 4 (1), deuxième phrase
84	Suède	Article 4(1), deuxième phrase
88	Tunisie	Article 4 (1), deuxième phrase
95	Etats-Unis	Article 1 (6)

Article 4 – Entités ayant une double résidence***Réserves***

En vertu de l'article 4(3)(a) de la Convention, la Belgique se réserve le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 4 à ses Conventions fiscales couvertes.

Article 6 – Objet d'une Convention fiscale couverte***Notification relative aux choix prévus***

En vertu de l'article 6(6) de la Convention, la Belgique par la présente choisit d'appliquer l'article 6(3).

Notification relative au texte du préambule de Conventions fiscales couvertes

En vertu de l'article 6(5) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes ne sont pas visées par la réserve prévue à l'article 6(4) et contiennent à leur préambule le texte décrit à l'article 6(2). Le texte pertinent de ces préambules est indiqué ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Jurisdiction contractante	Texte du préambule
1	Albanie	Désireux, < aux fins de développer et de favoriser leurs relations économiques,> de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et à prévenir l'évasion fiscale,
2	Algérie	Désireux de conclure une convention tendant à éviter la double imposition et à établir des règles d'assistance réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
3	Argentine	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
4	Arménie	<Désireux de promouvoir et de renforcer les relations économiques, scientifiques, techniques et culturelles entre les deux Etats contractants et> d'éviter la double imposition du revenu et de la fortune, de prévenir l'évasion fiscale <et d'éliminer la discrimination fiscale>,
5	Australie	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
6	Autriche	Désireux d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, y compris l'impôt sur les exploitations et les impôts fonciers,

Numéro de la Convention couverte	Autre Jurisdiction contractante	Texte du préambule
7	Azerbaïdjan	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
8	Bahreïn	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
9	Bangladesh	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
10	Belarus	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
11	Yougoslavie – Bosnie-Herzégovine	Désireux de conclure une Convention en vue d'éviter la double imposition des revenus et de la fortune,
12	Botswana	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
13	Brésil	Désireux d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu,
14	Bulgarie	<Désireux d'encourager et de renforcer les relations et la coopération économiques entre les deux pays,> ont décidé de conclure une Convention en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
15	Canada	Désireux de conclure une Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
16	Chili	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
17	Chine	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
18	Congo (République démocratique)	Désireux de conclure une convention en vue d'éviter la double imposition et de prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
19	Croatie	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
20	Chypre	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
21	République tchèque	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
22	Danemark	Désireux d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
23	Equateur	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,

Numéro de la Convention couverte	Autre Jurisdiction contractante	Texte du préambule
24	Egypte	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
25	Estonie	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
26	Finlande	Désireux de conclure une nouvelle Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
29	Géorgie	<Désireux de promouvoir et de renforcer les relations économiques, culturelles, scientifiques et techniques entre les deux Etats> par la conclusion d'une Convention tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
30	Ghana	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital,
31	Grèce	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
32	Hong-Kong	Desireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
33	Hongrie	< Désireux > de conclure une convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et < de promouvoir et renforcer les relations économiques entre les deux pays > ,
34	Islande	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
35	Inde	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
36	Indonésie	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
37	Irlande	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital,
38	Ile de Man	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
39	Israël	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune
41	Côte d'Ivoire	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
42	Kazakhstan	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,

Numéro de la Convention couverte	Autre Jurisdiction contractante	Texte du préambule
43	URSS - Kirghizstan	Désireux de conclure une Convention pour éviter la double imposition des revenus et de la fortune,
44	Corée (Sud)	Désireux de conclure une convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
45	Yougoslavie - Kosovo	Désireux de conclure une Convention en vue d'éviter la double imposition des revenus et de la fortune
46	Koweït	<Désireux de conclure une Convention tendant> à éviter les doubles impositions, à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et <à favoriser les relations économiques>,
47	Lettonie	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
48	Lituanie	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
49	Luxembourg	Désireux d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
50	Macao	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
51	Macédoine	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude fiscale,
52	Malaisie	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
53	Malte	Désireux de conclure une convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale,
54	Maurice	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
55	Mexique	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
56	URSS-Moldavie	Désireux de conclure une Convention pour éviter la double imposition des revenus et de la fortune,
57	Moldavie	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
58	Mongolie	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
59	Yougoslavie - Monténégro	Désireux de conclure une Convention en vue d'éviter la double imposition des revenus et de la fortune,
60	Maroc	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu,

Numéro de la Convention couverte	Autre Jurisdiction contractante	Texte du préambule
61	Pays-Bas	Désireux que soit conclue entre les deux Etats une nouvelle Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
62	Nouvelle-Zélande	Désireux de conclure une convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
63	Nigéria	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital,
64	Oman	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
65	Pakistan	Désireux de conclure une Convention en vue d'éviter les doubles impositions et de prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
66	Philippines	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
67	Pologne	Désireux de conclure une nouvelle Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude et l'évasion en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
68	Portugal	Désireux d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu,
69	Qatar	<Désireux> de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et <de promouvoir et renforcer les relations économiques entre les deux pays>,
70	Roumanie	<Désireux de promouvoir et de renforcer les relations économiques entre les deux pays> par la conclusion d'une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
71	Russie	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
72	Russie (nouvelle)	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
73	Rwanda	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude et l'évasion fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
74	Saint-Marin	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu, <et de renforcer le développement ordonné des relations économiques entre les deux Etats dans le cadre d'une plus grande coopération,>
75	Sénégal	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
76	Yougoslavie - Serbie	Désireux de conclure une Convention en vue d'éviter la double imposition des revenus et de la fortune,

Numéro de la Convention couverte	Autre Jurisdiction contractante	Texte du préambule
77	Seychelles	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
78	Singapour	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
79	République slovaque	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
80	Slovénie	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
81	Afrique Sud	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
82	Espagne	Désireux de conclure une nouvelle Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion et la fraude fiscales en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
83	Sri Lanka	Désireux de conclure une convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
84	Suède	Désireux de conclure une nouvelle Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
85	URSS - Tadjikistan	Désireux de conclure une Convention pour éviter la double imposition des revenus et de la fortune,
86	Tadjikistan	<Désireux de développer et de renforcer la coopération économique, scientifique, technique et culturelle entre les deux Etats et> de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
87	Thaïlande	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
88	Tunisie	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude et l'évasion en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
89	Turquie	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu,
90	URSS - Turkménistan	Désireux de conclure une Convention pour éviter la double imposition des revenus et de la fortune,
91	Ouganda	<Désireux de promouvoir et de renforcer les relations économiques entre les deux pays,> et de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
92	Ukraine	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune <et confirmant leur intention de développer et d'approfondir leurs relations économiques réciproques>,

Numéro de la Convention couverte	Autre Jurisdiction contractante	Texte du préambule
93	Emirats arabes unis	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
94	Royaume-Uni	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur les gains en capital,
95	Etats-Unis	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
96	Uruguay	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à prévenir la fraude fiscale,
97	Ouzbékistan	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,
98	Venezuela	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu,
99	Vietnam	Désireux de conclure une Convention tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune,

Notification relative aux Conventions fiscales couvertes ne contenant pas le texte du préambule

En vertu de l'article 6(6) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes ne contiennent pas au texte de leur préambule une mention relative à la promotion des relations économiques et à l'amélioration de la coopération en matière fiscale

Numéro de la Convention couverte	Autre Jurisdiction contractante
2	Algérie
3	Argentine
5	Australie
6	Autriche
7	Azerbaïdjan
8	Bahreïn
9	Bangladesh
10	Belarus
11	Yougoslavie – Bosnie-Herzégovine
12	Botswana
13	Brésil
15	Canada
16	Chili
17	Chine
18	Congo (République démocratique)
19	Croatie
20	Chypre
21	République tchèque

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante
22	Danemark
23	Equateur
24	Egypte
25	Estonie
26	Finlande
27	France
30	Ghana
31	Grèce
32	Hong-Kong
34	Islande
35	Inde
36	Indonésie
37	Irlande
38	Ile de Man
39	Israël
40	Italie
41	Côte d'Ivoire
42	Kazakhstan
43	URSS - Kirghizstan
44	Corée (Sud)
45	Yougoslavie - Kosovo
47	Lettonie
48	Lituanie
49	Luxembourg
50	Macao
51	Macédoine
52	Malaisie
53	Malte
54	Maurice
55	Mexique
56	URSS - Moldavie
57	Moldavie
58	Mongolie
59	Yougoslavie - Monténégro
60	Maroc
61	Pays-Bas
62	Nouvelle-Zélande
63	Nigéria
64	Oman
65	Pakistan
66	Philippines
67	Pologne
68	Portugal
70	Roumanie
71	Russie
72	Russie (nouvelle)
73	Rwanda
75	Sénégal
76	Yougoslavie - Serbie
77	Seychelles
78	Singapour
79	République slovaque

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante
80	Slovénie
81	Afrique du Sud
82	Espagne
83	Sri Lanka
84	Suède
85	URSS - Tadjikistan
87	Thaïlande
88	Tunisie
89	Turquie
90	URSS - Turkménistan
93	Emirats arabes unis
94	Royaume-Uni
95	Etats-Unis
96	Uruguay
97	Ouzbékistan
98	Venezuela
99	Vietnam

Article 7 – Prévention de l'utilisation abusive des conventions

Notification relative aux choix de dispositions optionnelles

En vertu de l'article 7(17)(b) de la Convention, la Belgique par la présente choisit d'appliquer l'article 7(4).

Notification relative aux dispositions pertinentes de Conventions fiscales couvertes

En vertu de l'article 7(17)(a) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l'article 7(2) et ne sont pas visées par une réserve prévue à l'article 7(15)(b). Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
7	Azerbaïdjan	Article 11(8)
		Article 12(7)
		Article 21(4)
8	Bahreïn	Article 28
12	Botswana	Article 10(6)
		Article 11(8)
		Article 12(7)
16	Chili	Article 10(6)
		Article 11(7)
		Article 12(7)
17	Chine	Article 10(6)

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
		Article 11(8)
		Article 12(7)
18	Congo (République démocratique)	Protocole (4)
25	Estonie	Article 28
31	Grèce	Article 11(8)
		Article 12(7)
38	Ile de Man	Article 23
42	Kazakhstan	Article 11(8)
		Article 12(7)
47	Lettonie	Article 29
48	Lituanie	Article 29
50	Macao	Article 28
51	Macédoine	Protocole (8)(c)
55	Mexique	Protocole (3)
57	Moldavie	Article 27
63	Nigéria	Article 10(5)
		Article 11(6)
		Article 12(6)
64	Oman	Article 10(7)
		Article 11(9)
		Article 12(7)
		Protocole (10)
69	Qatar	Article 28
72	Russie (nouvelle)	Article 27
73	Rwanda	Protocole (5)
74	Saint-Marin	Article 23
77	Seychelles	Article 27
86	Tadjikistan	Article 29
88	Tunisie	Protocole (Ad article 23, paragraphe 2, a) et b))
92	Ukraine	Article 12(7)
		Protocole (1), deuxième phrase
94	Royaume-Uni	Article 10(8) (après modification par l'article V de (a))
		Article 11(8) (après modification par l'article VI de (a))
		Article 12(6) (après modification par l'article VII(2) de (a))
		Article 22(5) (après modification par l'article XIV de (a))
		Article 23(4) (après modification par l'article XV(1) de (a))

Article 8 – Transactions relatives au transfert de dividendes*Notification relative aux dispositions pertinentes de Conventions fiscales couvertes*

En vertu de l'article 8(4) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l'article 8(1) et non visée par une réserve prévue à l'article 8(3)(b). Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
1	Albanie	Article 10(2)(a)
3	Argentine	Article 10(2)(a)
4	Arménie	Article 10(2)(a)
7	Azerbaïdjan	Article 10(2)
8	Bahreïn	Article 10(2), deuxième phrase
10	Belarus	Article 10(2)(a)
11	Yougoslavie - Bosnie-Herzégovine	Article 10(2)(a)
12	Botswana	Article 10(2)(b)
13	Brésil	Article 10(2)(a) (après modification par l'article III de (a))
15	Canada	Article 10(2)(a)
16	Chili	Article 10(2), deuxième phrase
17	Chine	Article 10(2)(a)
18	Congo (République démocratique)	Article 10(2)(a)(i) et (b)(i)
19	Croatie	Article 10(2)(a)
20	Chypre	Article 10(2)(a)
21	République tchèque	Article 10(2)(a)
22	Danemark	Article 10(2)(2) (après modification par l'article 6 de (a))
24	Egypte	Article 10(2)(b)(i)
25	Estonie	Article 10(2)(a)
26	Finlande	Article 10(2)(a) (après modification par l'article 1 de (a))
27	France	Article 15(2)(a) (après modification par l'article 1 de (a))
29	Géorgie	Article 10(2)(a)
30	Ghana	Article 10(2)(a)
31	Grèce	Article 10(2)(a)
32	Hong Kong	Article 10(2), première phrase (a) et deuxième phrase

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
34	Islande	Article 10(2)(a)
36	Indonésie	Article 10(2)(a)
38	Ile de Man	Article 10(2)(a)(i)
42	Kazakhstan	Article 10(2)(a) et Protocole (5)
45	Yougoslavie - Kosovo	Article 10(2)(a)
47	Lettonie	Article 10(2)(a)
48	Lituanie	Article 10(2)(a)
49	Luxembourg	Article 10(2), première phrase (a) et deuxième phrase
50	Macao	Article 10(2), première phrase (a) et deuxième phrase
51	Macédoine	Article 10(2), première phrase (a) et deuxième phrase
52	Malaisie	Article 10(2)(a) et 3(a) (après modification par l'article VI de (b))
54	Maurice	Article 10(2)(a)
55	Mexique	Article 10(2), deuxième phrase (a) (après modification par l'article VI de (a))
57	Moldavie	Article 10(2)(a)(i) et (b)(i)
58	Mongolie	Article 10(2)(a)
59	Yougoslavie - Monténégro	Article 10(2)(a)
60	Maroc	Article 10(2)(a)
61	Pays-Bas	Article 10(2)(a)
63	Nigéria	Article 10(2)(a)
64	Oman	Article 10(2)(a)
65	Pakistan	Article 10(2)
66	Philippines	Article 10(2)(a) (après modification par l'article III de (a))
67	Pologne	Article 10(2), deuxième phrase (a) (après modification par l'article II de (a))
69	Qatar	Article 10(2)(a)
70	Roumanie	Article 10(2)(a)
72	Russie (nouvelle)	Article 10(2)(a)
73	Rwanda	Article 10(2), deuxième phrase (a)
74	Saint-Marin	Article 10(2)(a) et (b)
76	Yougoslavie - Serbie	Article 10(2)(a)
77	Seychelles	Article 10(2), première phrase (a) et deuxième phrase
78	Singapour	Article 10(2), première

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
		phrase (a) et deuxième phrase
79	République slovaque	Article 10(2)(a)
80	Slovénie	Article 10(2)(a)
81	Afrique du Sud	Article 10(2)(a)
82	Espagne	Article 10(2)(b)
84	Suède	Article 10(2)(a)
86	Tadjikistan	Article 10(2), deuxième phrase (a)
87	Thaïlande	Article 10(2)(a)(1), (a)(2) et (b)(1)
88	Tunisie	Article 10(2)(a)
89	Turquie	Article 10(2)(a)
91	Ouganda	Article 10(2)(a)
92	Ukraine	Article 10(2)(a)
93	Emirats arabes unis	Article 10(2)(a)
94	Royaume-Uni	Article 10(3)(a) (après modification par l'article V de (a))
95	Etats-Unis	Article 10(2)(a), (3)(a) et (4)(a)
96	Uruguay	Article 10(2)(a)
97	Ouzbékistan	Article 10(2)(a)
98	Venezuela	Article 10(2)(a)
99	Vietnam	Article 10(2)(a) et (b)

Article 9 – Gains en capital tirés de l'aliénation d'actions, de droits ou de participations dans des entités tirant leur valeur principalement de biens immobiliers

Réserves

En vertu de l'article 9(6)(b) de la Convention, la Belgique se réserve le droit de ne pas appliquer l'article 9(1)(a) à ses Conventions fiscales couvertes.

Notification relative aux dispositions pertinentes de Conventions fiscales couvertes

En vertu de l'article 9(7) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l'article 9(1). Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Jurisdiction contractante	Disposition
1	Albanie	Article 13(4)
4	Arménie	Article 13(4) et Protocole (6)
5	Australie	Article 13(1), 2(a)(iii) et (2)(b)(iii)
7	Azerbaïdjan	Article 13(2) et Protocole (4)
12	Botswana	Article 13(4)
15	Canada	Article 13(4)
16	Chili	Article 13(4)
17	Chine	Article 13(4)
18	Congo (République démocratique)	Article 13(4)
25	Estonie	Article 13(2) et Protocole (8)
32	Hong Kong	Article 13(4)
35	Inde	Article 13(4)
42	Kazakhstan	Article 13(2)
47	Lettonie	Article 13(2) et Protocole (8)
48	Lituanie	Article 13(2) et Protocole (8)
55	Mexique	Article 13(5) et Protocole (6) (après modification par les articles IX(2) et XIX(4) de (a))
57	Moldavie	Article 13(4)
60	Maroc	Article 13(4)
67	Pologne	Article 13(4)
72	Russie (nouvelle)	Article 13(4) (après modification par l'article I de (a))
73	Rwanda	Article 14(4)
74	Saint-Marin	Article 13(4)
82	Espagne	Article 13(2)
92	Ukraine	Article 13(2)
96	Uruguay	Article 13(4)
98	Venezuela	Article 13(4)
99	Vietnam	Article 13(4)

Article 10 – Règle anti-abus visant les établissements stables situés dans des juridictions tierces

Réserves

En vertu de l'article 10(5)(a) de la Convention, la Belgique se réserve le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 10 à ses Conventions fiscales couvertes.

Article 11 – Application des conventions fiscales pour limiter le droit d’une Partie d’imposer ses propres résidents

Notification relative aux dispositions pertinentes de Conventions fiscales couvertes

En vertu de l’article 11(4) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l’article 11(2). Les numéros de l’article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Jurisdiction contractante	Disposition
5	Australie	Article 9(4) (après modification par l’article II(b) de (a)) et Article 27(1)
6	Autriche	Article 27(4)(2)
9	Bangladesh	Article 28
14	Bulgarie	Article 27
15	Canada	Article 27(3)
28	Gabon	Article 28(1)
33	Hongrie	Article 27(1)
37	Irlande	Article 27(1)
39	Israël	Article 27(2)
40	Italie	Article 29(3)
41	Côte d’Ivoire	Article 27(1)
43	URSS - Kirghizstan	Article 23(3)
46	Koweït	Article 28(2)
52	Malaisie	Article 27(2) (avant modification par l’article XIX de (b))
56	URSS - Moldavie	Article 23(3)
65	Pakistan	Article 27(3)
75	Sénégal	Article 27(1)
83	Sri Lanka	Article 27(1)
85	URSS - Tadjikistan	Article 23(3)
87	Thaïlande	Article 28(1)
89	Turquie	Article 28(1)
90	URSS - Turkménistan	Article 23(3)
94	Royaume-Uni	Article 28(5)
95	Etats-Unis	Article 1 (4) et (5)

Article 12 – Mesures visant à éviter artificiellement le statut d’établissement stable par des accords de *commissionnaire* et autres stratégies similaires

Notification relative aux dispositions pertinentes de Conventions fiscales couvertes

En vertu de l'article 12(5) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l'article 12(3)(a). Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Jurisdiction contractante	Disposition
1	Albanie	Article 5(5)
2	Algérie	Article 5(5)(a)
3	Argentine	Article 5(5)
4	Arménie	Article 5(5)(a)
5	Australie	Article 5(5)(a)
6	Autriche	Article 5(4)
7	Azerbaïdjan	Article 5(5)
8	Bahreïn	Article 5(5)
9	Bangladesh	Article 5(5)(a)
10	Belarus	Article 5(5)
11	Yougoslavie – Bosnie-Herzégovine	Article 5(4)
12	Botswana	Article 5(5)(a)
13	Brésil	Article 5(4), première phrase
14	Bulgarie	Article 5(6)
15	Canada	Article 5(6)
16	Chili	Article 5(5)
17	Chine	Article 5(5)
18	Congo (République démocratique)	Article 5(5)
19	Croatie	Article 5(5)
20	Chypre	Article 5(5)
21	République tchèque	Article 5(5)
22	Danemark	Article 5(4)
23	Equateur	Article 5(5)
24	Egypte	Article 5(5)(a)
25	Estonie	Article 5(5)
26	Finlande	Article 5(4)
27	France	Article 4(6)
28	Gabon	Article 5(5)(a)
29	Géorgie	Article 5(5)
30	Ghana	Article 5(5)
31	Grèce	Article 5(5)
32	Hong-Kong	Article 5(5)(a)
33	Hongrie	Article 5(5)
34	Islande	Article 5(5)
35	Inde	Article 5(4)(a)
36	Indonésie	Article 5(5)(a)
37	Irlande	Article 5(4), première phrase
38	Ile de Man	Article 5(5)
39	Israël	Article 5(4), première phrase
40	Italie	Article 5(4)

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
41	Côte d'Ivoire	Article 5(4)
42	Kazakhstan	Article 5(5)
43	URSS - Kirghizstan	Article 5(5)
44	Corée (Sud)	Article 5(4)
45	Yougoslavie - Kosovo	Article 5(4)
46	Koweït	Article 5(5)(a)
47	Lettonie	Article 5(5)
48	Lituanie	Article 5(5)
49	Luxembourg	Article 5(4)
50	Macao	Article 5(5)
51	Macédoine	Article 5(5)
52	Malaisie	Article 5(5)(a)
53	Malte	Article 5(4)
54	Maurice	Article 5(5)(a)
55	Mexique	Article 5(5)
56	URSS - Moldavie	Article 5(5)
57	Moldavie	Article 5(5)
58	Mongolie	Article 5(5)
59	Yougoslavie - Monténégro	Article 5(4)
60	Maroc	Article 5(5)(a)
61	Pays-Bas	Article 5(5)
62	Nouvelle-Zélande	Article 5(6)
63	Nigéria	Article 5(6)(a)
64	Oman	Article 5(4)(a)
65	Pakistan	Article 5(4)(a)
66	Philippines	Article 5(4)(a)
67	Pologne	Article 5(5)
68	Portugal	Article 5(4)
69	Qatar	Article 5(4)
70	Roumanie	Article 5(5)
71	Russie	Article 5(5)
72	Russie (nouvelle)	Article 5(5)
73	Rwanda	Article 5(5)
74	Saint-Marin	Article 5(5)
75	Sénégal	Article 5(5)(a)
76	Yougoslavie - Serbie	Article 5(4)
77	Seychelles	Article 5(4)
78	Singapour	Article 5(5)
79	République slovaque	Article 5(5)
80	Slovénie	Article 5(5)
81	Afrique du Sud	Article 5(5)
82	Espagne	Article 5(5)
83	Sri Lanka	Article 5(5)(a)
84	Suède	Article 5(5)
85	URSS - Tadjikistan	Article 5(5)
86	Tadjikistan	Article 5(5)
87	Thaïlande	Article 5(4)(a)
88	Tunisie	Article 5(4)(a)
89	Turquie	Article 5(5)(a)
90	URSS – Turkménistan	Article 5(5)
91	Ouganda	Article 5(5)

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
92	Ukraine	Article 5(5)
93	Emirats arabes unis	Article 5(5)
94	Royaume-Uni	Article 5(5)
95	Etats-Unis	Article 5(5)
96	Uruguay	Article 5(5)
97	Ouzbékistan	Article 5(5)
98	Venezuela	Article 5(4)
99	Vietnam	Article 5(5)(a)

En vertu de l'article 12(6) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l'article 12(3)(b). Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
1	Albanie	Article 5(6)
2	Algérie	Article 5(6)
3	Argentine	Article 5(6)
4	Arménie	Article 5(6)
5	Australie	Article 5(6)
6	Autriche	Article 5(5)
7	Azerbaïdjan	Article 5(6)
8	Bahreïn	Article 5(6)
9	Bangladesh	Article 5(6)
10	Belarus	Article 5(6)
11	Yougoslavie – Bosnie-Herzégovine	Article 5(5)
12	Botswana	Article 5(6)
13	Brésil	Article 5(5)
14	Bulgarie	Article 5(7)
15	Canada	Article 5(7)
16	Chili	Article 5(6) et Protocole (4)
17	Chine	Article 5(6)
18	Congo (République démocratique)	Article 5(6)
19	Croatie	Article 5(6)
20	Chypre	Article 5(6)
21	République tchèque	Article 5(6)
22	Danemark	Article 5(5)
23	Equateur	Article 5(6)
24	Egypte	Article 5(7)
25	Estonie	Article 5(6)
26	Finlande	Article 5(5)
27	France	Article 4(8)
28	Gabon	Article 5(6)
29	Géorgie	Article 5(6)

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
30	Ghana	Article 5(6)
31	Grèce	Article 5(6)
32	Hong-Kong	Article 5(6)
33	Hongrie	Article 5(6)
34	Islande	Article 5(6)
35	Inde	Article 5(5)
36	Indonésie	Article 5(6)
37	Irlande	Article 5(5)
38	Ile de Man	Article 5(6)
39	Israël	Article 5(5)
40	Italie	Article 5(5)
41	Côte d'Ivoire	Article 5(6)
42	Kazakhstan	Article 5(6)
43	URSS - Kirghizstan	Article 5(6)
44	Corée (Sud)	Article 5(5)
45	Yougoslavie - Kosovo	Article 5(5)
46	Koweït	Article 5(6)
47	Lettonie	Article 5(6)
48	Lituanie	Article 5(6)
49	Luxembourg	Article 5(5)
50	Macao	Article 5(6)
51	Macédoine	Article 5(6)
52	Malaisie	Article 5(6)
53	Malte	Article 5(5)
54	Maurice	Article 5(6)
55	Mexique	Article 5(7)
56	URSS - Moldavie	Article 5(6)
57	Moldavie	Article 5(6)
58	Mongolie	Article 5(6)
59	Yougoslavie - Monténégro	Article 5(5)
60	Maroc	Article 5(7)
61	Pays-Bas	Article 5(6)
62	Nouvelle-Zélande	Article 5(7)
63	Nigéria	Article 5(5)
64	Oman	Article 5(5)
65	Pakistan	Article 5(5)
66	Philippines	Article 5(6)
67	Pologne	Article 5(6)
68	Portugal	Article 5(5)
69	Qatar	Article 5(6)
70	Roumanie	Article 5(6)
71	Russie	Article 5(6)
72	Russie (nouvelle)	Article 5(6)
73	Rwanda	Article 5(7)
74	Saint-Marin	Article 5(6)
75	Sénégal	Article 5(7)
76	Yougoslavie - Serbie	Article 5(5)
77	Seychelles	Article 5(5)
78	Singapour	Article 5(6)
79	République slovaque	Article 5(6)
80	Slovénie	Article 5(6)

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
81	Afrique du Sud	Article 5(6)
82	Espagne	Article 5(6)
83	Sri Lanka	Article 5(6)
84	Suède	Article 5(6)
85	Taiwan	Article 5(7)
85	URSS - Tadjikistan	Article 5(6)
86	Tadjikistan	Article 5(6)
87	Thaïlande	Article 5(5)
88	Tunisie	Article 5(6)
89	Turquie	Article 5(6)
90	URSS – Turkménistan	Article 5(6)
91	Ouganda	Article 5(6)
92	Ukraine	Article 5(6)
93	Emirats arabes unis	Article 5(6)
94	Royaume-Uni	Article 5(6)
95	Etats-Unis	Article 5(6)
96	Uruguay	Article 5(6)
97	Ouzbékistan	Article 5(6)
98	Venezuela	Article 5(5)
99	Vietnam	Article 5(6)

Article 13 – Mesures visant à éviter artificiellement le statut d'établissement stable par le recours aux exceptions applicables à certaines activités spécifiques

Notification relative aux choix prévus

En vertu de l'article 13(7) de la Convention, la Belgique par la présente choisit d'appliquer l'Option B en vertu de l'article 13(1).

Notification relative aux dispositions pertinentes de Conventions fiscales couvertes

En vertu de l'article 13(7) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l'article 13(5)(a). Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
1	Albanie	Article 5(4)
2	Algérie	Article 5(4)
3	Argentine	Article 5(4)
4	Arménie	Article 5(4)
5	Australie	Article 5(3)
6	Autriche	Article 5(3)
7	Azerbaïdjan	Article 5(4)

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
8	Bahreïn	Article 5(4)
9	Bangladesh	Article 5(4)
10	Belarus	Article 5(4)
11	Yougoslavie - Bosnie-Herzégovine	Article 5(3)
12	Botswana	Article 5(4)
13	Brésil	Article 5(3)
14	Bulgarie	Article 5(5)
15	Canada	Article 5(5)
162	Chili	Article 5(4)
17	Chine	Article 5(4)
18	Congo (République démocratique)	Article 5(4)
19	Croatie	Article 5(4)
20	Chypre	Article 5(4)
21	République tchèque	Article 5(4)
22	Danemark	Article 5(3)
23	Equateur	Article 5(4)
24	Egypte	Article 5(4)
25	Estonie	Article 5(4)
26	Finlande	Article 5(3)
27	France	Article 4(5)
28	Gabon	Article 5(4)
29	Géorgie	Article 5(4)
30	Ghana	Article 5(4)
31	Grèce	Article 5(4)
32	Hong Kong	Article 5(4)
33	Hongrie	Article 5(4)
34	Islande	Article 5(4)
35	Inde	Article 5(3)
36	Indonésie	Article 5(4)
37	Irlande	Article 5(3)
38	Ile de Man	Article 5(4)
39	Israël	Article 5(3)
40	Italie	Article 5(3)
41	Côte d'Ivoire	Article 5(3)
42	Kazakhstan	Article 5(4)
43	URSS - Kirghizstan	Article 5(3) et (4)
44	Corée (Sud)	Article 5(3)
45	Yougoslavie - Kosovo	Article 5(3)
46	Koweït	Article 5(4)
47	Lettonie	Article 5(4)
48	Lituanie	Article 5(4)
49	Luxembourg	Article 5(3)
50	Macao	Article 5(4)
51	Macédoine	Article 5(4)
52	Malaisie	Article 5(3)
53	Malte	Article 5(3)
54	Maurice	Article 5(4)
55	Mexique	Article 5(4)
56	URSS – Moldavie	Article 5(3) et (4)

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
57	Moldavie	Article 5(4)
58	Mongolie	Article 5(4)
59	Yougoslavie – Monténégro	Article 5(3)
60	Maroc	Article 5(4)
61	Pays-Bas	Article 5(4)
62	Nouvelle-Zélande	Article 5(4)
63	Nigéria	Article 5(3)
64	Oman	Article 5(3)
65	Pakistan	Article 5(3)
66	Philippines	Article 5(3)
67	Pologne	Article 5(4)
68	Portugal	Article 5(3)
69	Qatar	Article 5(3)
70	Roumanie	Article 5(4)
71	Russie	Article 5(4)
72	Russie (nouvelle)	Article 5(4)
73	Rwanda	Article 5(4)
74	Saint-Marin	Article 5(4)
75	Sénégal	Article 5(4)
76	Yougoslavie - Serbie	Article 5(3)
77	Seychelles	Article 5(3)
78	Singapour	Article 5(4)
79	République slovaque	Article 5(4)
80	Slovénie	Article 5(4)
81	Afrique du Sud	Article 5(4)
82	Espagne	Article 5(4)
83	Sri Lanka	Article 5(4)
84	Suède	Article 5(4)
85	URSS - Tadjikistan	Article 5(3) et (4)
86	Tadjikistan	Article 5(4)
87	Thaïlande	Article 5(3)
88	Tunisie	Article 5(3)
89	Turquie	Article 5(4)
90	URSS – Turkménistan	Article 5(3) et (4)
91	Ouganda	Article 5(4)
92	Ukraine	Article 5(4)
93	Emirats arabes unis	Article 5(4)
94	Royaume-Uni	Article 5(4)
95	Etats-Unis	Article 5(4)
96	Uruguay	Article 5(4)
97	Ouzbékistan	Article 5(4)
98	Venezuela	Article 5(3)
99	Vietnam	Article 5(4)

Article 14 – Fractionnement de contrats***Réserves***

En vertu de l'article 14(3)(a) de la Convention, la Belgique se réserve le droit de ne pas appliquer l'intégralité de l'article 14 à ses Conventions fiscales couvertes.

Article 16 – Procédure amiable***Notification relative aux dispositions pertinentes de Conventions fiscales couvertes***

En vertu de l'article 16(6)(a) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l'article 16(4)(a)(i). Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
1	Albanie	Article 25(1), première phrase
2	Algérie	Article 25(1), première phrase
3	Argentine	Article 25(1), première phrase
4	Arménie	Article 25(1), première phrase
5	Australie	Article 25(1), première phrase
6	Autriche	Article 25(1), première phrase
7	Azerbaïdjan	Article 25(1), première phrase
8	Bahreïn	Article 25(1), première phrase
9	Bangladesh	Article 25(1), première phrase
10	Belarus	Article 25(1), première phrase
11	Yougoslavie - Bosnie-Herzégovine	Article 24(1), première phrase
12	Botswana	Article 25(1), première phrase
13	Brésil	Article 25(1), première phrase
14	Bulgarie	Article 25(1), première phrase
15	Canada	Article 25(1), première phrase
16	Chili	Article 25(1), première phrase
17	Chine	Article 25(1), première phrase
18	Congo (République démocratique)	Article 24(1), première phrase

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
19	Croatie	Article 25(1), première phrase
20	Chypre	Article 25(1), première phrase
21	République tchèque	Article 25(1), première phrase
22	Danemark	Article 25(1), première phrase
23	Equateur	Article 25(1), première phrase
24	Egypte	Article 25(1), première phrase
25	Estonie	Article 24(1), première phrase
26	Finlande	Article 26(1), première phrase
27	France	Article 24(3), première phrase
28	Gabon	Article 25(1), première phrase
29	Géorgie	Article 26(1), première phrase
30	Ghana	Article 25(1), première phrase
31	Grèce	Article 24(1), première phrase
32	Hong-Kong	Article 24(1), première phrase
33	Hongrie	Article 25(1), première phrase
34	Islande	Article 25(1), première phrase
35	Inde	Article 25(1), première phrase
36	Indonésie	Article 24(1), première phrase
37	Irlande	Article 25(1), première phrase
38	Ile de Man	Article 26(1), première phrase
39	Israël	Article 25(1), première phrase
40	Italie	Article 25(1), première phrase et Protocole (5)
41	Côte d'Ivoire	Article 24(1), première phrase
42	Kazakhstan	Article 25(1), première phrase
43	URSS - Kirghizstan	Article 21(1), première phrase
44	Corée (Sud)	Article 24(1), première phrase
45	Yougoslavie - Kosovo	Article 24(1), première phrase
46	Koweït	Article 25(1), première phrase
47	Lettonie	Article 25(1), première phrase
48	Lituanie	Article 25(1), première phrase
49	Luxembourg	Article 25(1), première phrase
50	Macao	Article 25(1), première phrase
52	Malaisie	Article 25(1), première phrase
53	Malte	Article 25(1), première phrase

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
54	Maurice	Article 25(1), première phrase
55	Mexique	Article 24(1), première phrase
56	URSS - Moldavie	Article 21(1), première phrase
57	Moldavie	Article 24(1), première phrase
58	Mongolie	Article 25(1), première phrase
59	Yougoslavie - Monténégro	Article 24(1), première phrase
60	Maroc	Article 25(1), première phrase
61	Pays-Bas	Article 28(1), première phrase
62	Nouvelle-Zélande	Article 24(1), première phrase
63	Nigéria	Article 25(1), première phrase
64	Oman	Article 24(1), première phrase
65	Pakistan	Article 25(1), première phrase
66	Philippines	Article 25(1), première phrase
67	Pologne	Article 25(1), première phrase
68	Portugal	Article 24(1), première phrase (après renumérotation par l'article XIII de (a))
69	Qatar	Article 25(1), première phrase
70	Roumanie	Article 26(1), première phrase
71	Russie	Article 25(1), première phrase
72	Russie (nouvelle)	Article 24(1), première phrase
73	Rwanda	Article 25(1), première phrase
74	Saint-Marin	Article 26(1), première phrase
75	Sénégal	Article 24(1), première phrase
76	Yougoslavie - Serbie	Article 24(1), première phrase
77	Seychelles	Article 23(1), première phrase
78	Singapour	Article 24(1), première phrase
79	République slovaque	Article 25(1), première phrase
80	Slovénie	Article 25(1), première phrase
81	Afrique du Sud	Article 24(1), première phrase
82	Espagne	Article 25(1), première phrase
83	Sri Lanka	Article 25(1), première phrase
84	Suède	Article 25(1), première phrase
85	URSS - Tadjikistan	Article 21(1), première phrase
86	Tadjikistan	Article 26(1), première phrase

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
87	Thaïlande	Article 25(1), première phrase
88	Tunisie	Article 25(1), première phrase
89	Turquie	Article 25(1), première phrase
90	URSS - Turkménistan	Article 21(1), première phrase
91	Ouganda	Article 26(1), première phrase
92	Ukraine	Article 25(1), première phrase
93	Emirats arabes unis	Article 25(1), première phrase
94	Royaume-Uni	Article 25(1), première phrase
96	Uruguay	Article 24(1), première phrase
97	Ouzbékistan	Article 25(1), première phrase
98	Venezuela	Article 25(1), première phrase
99	Vietnam	Article 25(1), première phrase

En vertu de l'article 16(6)(b)(i) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes contiennent une disposition qui prévoit que le cas mentionné à la première phrase de l'article 16(1) doit être soumis dans un délai spécifique, inférieur à trois ans, à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte. Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
6	Autriche	Article 25(1), deuxième phrase
13	Brésil	Article 25(1), deuxième phrase
15	Canada	Article 25(1), deuxième phrase
22	Danemark	Article 25(1), deuxième phrase
27	France	Article 24(3), deuxième phrase
31	Grèce	Article 24(1), deuxième phrase
35	Inde	Article 25(1), deuxième phrase
37	Irlande	Article 25(1), deuxième phrase
39	Israël	Article 25(1), deuxième phrase
40	Italie	Article 25(1), deuxième phrase
49	Luxembourg	Article 25(1), deuxième phrase
52	Malaisie	Article 25(1), deuxième phrase
66	Philippines	Article 25(1), deuxième phrase

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
68	Portugal	Article 24(1), deuxième phrase (après renumérotation par l'article XIII de (a))
74	Saint-Marin	Article 26(1), deuxième phrase
89	Turquie	Article 25(1), deuxième phrase et Protocole (9)
98	Venezuela	Article 25(1), deuxième phrase

En vertu de l'article 16(6)(b)(ii) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes contiennent une disposition qui prévoit que le cas mentionné à la première phrase de l'article 16(1) doit être soumis dans un délai spécifique, d'au moins trois ans, à compter de la première notification de la mesure qui entraîne une imposition non conforme aux dispositions de la Convention fiscale couverte. Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
1	Albanie	Article 25(1), deuxième phrase
2	Algérie	Article 25(1), deuxième phrase
3	Argentine	Article 25(1), deuxième phrase
4	Arménie	Article 25(1), deuxième phrase
5	Australie	Article 25(1), deuxième phrase
7	Azerbaïdjan	Article 25(1), deuxième phrase
8	Bahreïn	Article 25(1), deuxième phrase
9	Bangladesh	Article 25(1), deuxième phrase
10	Belarus	Article 25(1), deuxième phrase
11	Yougoslavie - Bosnie-Herzégovine	Article 24(1), deuxième phrase
12	Botswana	Article 25(1), deuxième phrase
14	Bulgarie	Article 25(1), deuxième phrase
16	Chili	Article 25(1), deuxième phrase
17	Chine	Article 25(1), deuxième phrase
18	Congo (République démocratique)	Article 24(1), deuxième phrase
19	Croatie	Article 25(1), deuxième phrase
20	Chypre	Article 25(1), deuxième phrase

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
21	République tchèque	Article 25(1), deuxième phrase
23	Equateur	Article 25(1), deuxième phrase
24	Egypte	Article 25(1), deuxième phrase
25	Estonie	Article 24(1), deuxième phrase
26	Finlande	Article 26(1), deuxième phrase
28	Gabon	Article 25(1), deuxième phrase
29	Géorgie	Article 26(1), deuxième phrase
30	Ghana	Article 25(1), deuxième phrase
32	Hong-Kong	Article 24(1), deuxième phrase
33	Hongrie	Article 25(1), deuxième phrase
34	Islande	Article 25(1), deuxième phrase
36	Indonésie	Article 24(1), deuxième phrase
38	Ile de Man	Article 26(1), deuxième phrase
41	Côte d'Ivoire	Article 24(1), deuxième phrase
42	Kazakhstan	Article 25(1), deuxième phrase
43	URSS - Kirghizstan	Article 21(1), deuxième phrase
44	Corée (Sud)	Article 24(1), deuxième phrase
45	Yougoslavie - Kosovo	Article 24(1), deuxième phrase
46	Koweït	Article 25(1), deuxième phrase
47	Lettonie	Article 25(1), deuxième phrase
48	Lituanie	Article 25(1), deuxième phrase
50	Macao	Article 25(1), deuxième phrase
51	Macédoine	Article 24(1), deuxième phrase
53	Malte	Article 25(1), deuxième phrase
54	Maurice	Article 25(1), deuxième phrase
55	Mexique	Article 24(1), deuxième phrase
56	URSS - Moldavie	Article 21(1), deuxième phrase
57	Moldavie	Article 24(1), deuxième phrase
58	Mongolie	Article 25(1), deuxième phrase
59	Yougoslavie - Monténégro	Article 24(1), deuxième phrase
60	Maroc	Article 25(1), deuxième phrase
61	Pays-Bas	Article 28(1), deuxième phrase
62	Nouvelle-Zélande	Article 24(1), deuxième phrase
63	Nigéria	Article 25(1), deuxième phrase
64	Oman	Article 24(1), deuxième phrase

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
65	Pakistan	Article 25(1), deuxième phrase
67	Pologne	Article 25(1), deuxième phrase
69	Qatar	Article 25(1), deuxième phrase
70	Roumanie	Article 26(1), deuxième phrase
71	Russie	Article 25(1), deuxième phrase
72	Russie (nouvelle)	Article 24(1), deuxième phrase
73	Rwanda	Article 25(1), deuxième phrase
75	Sénégal	Article 24(1), deuxième phrase
76	Yougoslavie - Serbie	Article 24(1), deuxième phrase
77	Seychelles	Article 23(1), deuxième phrase
78	Singapour	Article 24(1), deuxième phrase
79	République slovaque	Article 25(1), deuxième phrase
80	Slovénie	Article 25(1), deuxième phrase
81	Afrique du Sud	Article 24(1), deuxième phrase
82	Espagne	Article 25(1), deuxième phrase
83	Sri Lanka	Article 25(1), deuxième phrase
84	Suède	Article 25(1), deuxième phrase
85	URSS - Tadjikistan	Article 21(1), deuxième phrase
86	Tadjikistan	Article 26(1), deuxième phrase
87	Thaïlande	Article 25(1), deuxième phrase
88	Tunisie	Article 25(1), deuxième phrase
90	URSS - Turkménistan	Article 21(1), deuxième phrase
91	Ouganda	Article 26(1), deuxième phrase
92	Ukraine	Article 25(1), deuxième phrase
93	Emirats arabes unis	Article 25(1), deuxième phrase
94	Royaume-Uni	Article 25(1), deuxième phrase
95	Etas-Unis	Article 24(1), deuxième phrase
96	Uruguay	Article 24(1), deuxième phrase
97	Ouzbékistan	Article 25(1), deuxième phrase
99	Vietnam	Article 25(1), deuxième phrase

Notification de Conventions fiscales couvertes ne contenant pas de dispositions existantes

En vertu de l'article 16(6)(c)(i) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes ne contiennent pas une disposition décrite à l'article 16(4)(b)(i).

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante
22	Danemark
27	France
37	Irlande
39	Israël
49	Luxembourg
52	Malaisie
68	Portugal

En vertu de l'article 16(6)(c)(ii) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes ne contiennent pas une disposition décrite à l'article 16(4)(b)(ii).

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante
2	Algérie
3	Argentine
5	Australie
6	Autriche
10	Belarus
11	Yougoslavie - Bosnie-Herzégovine
13	Brésil
14	Bulgarie
15	Canada
16	Chili
20	Chypre
21	République tchèque
22	Danemark
23	Equateur
24	Egypte
26	Finlande
27	France
28	Gabon
31	Grèce
33	Hongrie
36	Indonésie

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante
37	Irlande
39	Israël
40	Italie
41	Côte d'Ivoire
43	URSS - Kirghizstan
44	Corée (Sud)
45	Yougoslavie - Kosovo
46	Koweït
52	Malaisie
53	Malte
54	Maurice
55	Mexique
56	URSS - Moldavie
58	Mongolie
59	Yougoslavie - Monténégro
63	Nigéria
65	Pakistan
66	Philippines
68	Portugal
70	Roumanie
71	Russie
75	Sénégal
76	Yougoslavie - Serbie
79	République slovaque
80	Slovénie
81	Afrique du Sud
82	Espagne
83	Sri Lanka
84	Suède
85	URSS - Tadjikistan
87	Thaïlande
89	Turquie
90	URSS - Turkménistan
93	Emirats arabes unis
98	Venezuela
99	Vietnam

En vertu de l'article 16(6)(d)(i) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes ne contiennent pas une disposition décrite à l'article 16(4)(c)(i).

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante
5	Australie
6	Autriche
11	Yougoslavie - Bosnie-Herzégovine
13	Brésil
22	Danemark
26	Finlande
27	France
37	Irlande
39	Israël
41	Côte d'Ivoire
44	Corée
45	Yougoslavie - Kosovo
49	Luxembourg
52	Malaisie
53	Malte
59	Yougoslavie - Monténégro
66	Philippines
68	Portugal
76	Yougoslavie – Serbie
87	Thaïlande

En vertu de l'article 16(6)(d)(ii) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes ne contiennent pas une disposition décrite à l'article 16(4)(c)(ii).

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante
1	Albanie
2	Algérie
3	Argentine
4	Arménie
5	Australie
6	Autriche

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante
7	Azerbaïdjan
8	Bahreïn
9	Bangladesh
10	Belarus
11	Yougoslavie - Bosnie-Herzégovine
12	Botswana
13	Brésil
14	Bulgarie
15	Canada
16	Chili
17	Chine
18	Congo (République démocratique)
19	Croatie
20	Chypre
21	République tchèque
22	Danemark
23	Equateur
24	Egypte
25	Estonie
26	Finlande
27	France
28	Gabon
29	Géorgie
30	Ghana
31	Grèce
32	Hong-Kong
33	Hongrie
34	Islande
35	Inde
36	Indonésie
37	Irlande
38	Ile de Man
39	Israël
40	Italie
41	Côte d'Ivoire

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante
42	Kazakhstan
43	URSS - Kirghizstan
44	Corée (Sud)
45	Yougoslavie - Kosovo
46	Koweït
47	Lettonie
48	Lituanie
49	Luxembourg
50	Macao
51	Macédoine
52	Malaisie
53	Malte
54	Maurice
55	Mexique
56	URSS - Moldavie
57	Moldavie
58	Mongolie
59	Yougoslavie - Monténégro
60	Maroc
61	Pays-Bas
62	Nouvelle-Zélande
63	Nigéria
64	Oman
65	Pakistan
66	Philippines
67	Pologne
68	Portugal
69	Qatar
70	Roumanie
71	Russie
72	Russie (nouvelle)
73	Rwanda
74	Saint-Marin
75	Sénégal
76	Yougoslavie - Serbie

Numéro de la Convention couverte	Autre Jurisdiction contractante
77	Seychelles
78	Singapour
79	République slovaque
80	Slovénie
81	Afrique du Sud
82	Espagne
83	Sri Lanka
84	Suède
85	URSS - Tadjikistan
86	Tadjikistan
87	Thaïlande
88	Tunisie
89	Turquie
90	URSS - Turkménistan
91	Ouganda
92	Ukraine
93	Emirats arabes unis
94	Royaume-Uni
95	Etats-Unis
96	Uruguay
97	Ouzbékistan
98	Venezuela
99	Vietnam

Article 17 – Ajustements corrélatifs

Notification relative aux dispositions pertinentes de Conventions fiscales couvertes

En vertu de l'article 17(4) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes contiennent une disposition décrite à l'article 17(2). Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Jurisdiction contractante	Disposition
1	Albanie	Article 9(2)
2	Algérie	Article 9(2)
3	Argentine	Article 9(2)

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
4	Arménie	Article 9(2)
5	Australie	Article 9(3)
7	Azerbaïdjan	Article 9(2)
8	Bahreïn	Article 9(2)
10	Belarus	Article 9(2)
12	Botswana	Article 9(2)
15	Canada	Article 9(2)
16	Chili	Article 9(2)
17	Chine	Article 9(2)
18	Congo (République démocratique)	Article 9(2)
19	Croatie	Article 9(2)
25	Estonie	Article 9(2)
26	Finlande	Article 9(2)
27	France	Article 5 (4), deuxième phrase
29	Géorgie	Article 9(2)
30	Ghana	Article 9(2)
32	Hong Kong	Article 9(2)
34	Islande	Article 9(2)
38	Ile de Man	Article 9(2)
46	Koweït	Article 9(2)
47	Lettonie	Article 9(2)
48	Lituanie	Article 9(2)
50	Macao	Article 9(2)
51	Macédoine	Article 9(2)
52	Malaisie	Article 9(2) (après modification par l'article V de (b))
57	Moldavie	Article 9(2)
60	Maroc	Article 9(2)
61	Pays-Bas	Article 9(2)
62	Nouvelle-Zélande	Article 9(2) (après modification par l'article 4 de (a))
63	Nigéria	Article 9(2)
64	Oman	Article 9(2)
66	Philippines	Article 9(2)
67	Pologne	Article 9(2)
69	Qatar	Article 9(2)
70	Roumanie	Article 9(2)
72	Russie (nouvelle)	Article 9(2)
73	Rwanda	Article 9(2)
74	Saint-Marin	Article 9(2)
77	Seychelles	Article 9(2)
78	Singapour	Article 9(2)
81	Afrique du Sud	Article 9(2)
82	Espagne	Article 9(2)
83	Sri Lanka	Article 9(2)
86	Tadjikistan	Article 9(2)
88	Tunisie	Article 9(2)

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
89	Turquie	Article 9(2)
91	Ouganda	Article 9(2)
92	Ukraine	Article 9(2)
94	Royaume-Uni	Article 9(2)
95	Etats-Unis	Article 9 (2)
96	Uruguay	Article 9(2)
97	Ouzbékistan	Article 9(2)
99	Vietnam	Article 9(2)

Article 18 – Choix d'appliquer la partie VI

Notification relative aux choix prévus

En vertu de l'article 18 de la Convention, la Belgique par la présente choisit d'appliquer la partie VI.

Article 19 – Arbitrage obligatoire et contraignant

Réserves

En vertu de l'article 19(12) de la Convention, la Belgique se réserve le droit d'appliquer les règles suivantes à ses Conventions fiscales couvertes sans égard aux autres dispositions de l'article 19 :

- a) toute question non résolue et soulevée par un cas examiné en procédure amiable qui entre dans le champ d'application de la procédure d'arbitrage prévue par la présente Convention ne doit pas être soumise à l'arbitrage si un tribunal judiciaire ou administratif de l'une ou l'autre des Juridictions contractantes a déjà rendu une décision sur cette question ;
- b) si, à tout moment après qu'une demande d'arbitrage a été formulée et avant que la commission d'arbitrage ait communiqué sa décision aux autorités compétentes des Juridictions contractantes, un tribunal judiciaire ou administratif de l'une ou l'autre des Juridictions contractantes rend une décision concernant cette question soumise à l'arbitrage, la procédure d'arbitrage prend fin.

Article 24 – Accord sur une solution différente

Notification relative aux choix prévus

En vertu de l'article 24(1) de la Convention, la Belgique par la présente choisit d'appliquer l'article 24(2).

Réserve

En vertu de l'article 24(3) de la Convention, la Belgique se réserve le droit de ne pas appliquer l'article 24(2) à l'égard de ses Conventions fiscales couvertes pour lesquelles l'article 23(2) s'applique.

Article 26 – Compatibilité**Réserve**

En vertu de l'article 26(4) de la Convention, la Belgique se réserve le droit de ne pas appliquer la partie VI aux Conventions fiscales couvertes identifiées qui prévoient déjà une procédure d'arbitrage obligatoire et contraignant pour le règlement de questions non résolues soulevées par un cas examiné en procédure amiable. Les numéros de l'article et du paragraphe de chaque disposition concernée sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Jurisdiction contractante	Disposition
12	Botswana	Article 25 (6)
38	Ile de Man	Article 26 (6)
57	Moldavie	Article 24 (6)
67	Pologne	Article 25 (6) (après modification par l'article VII de (a))
94	Royaume-Uni	Article 25 (5) (après modification par l'article XVII(2) de (a))
95	Etats-Unis	Article 24 (7 et 8) et Protocole (6)
96	Uruguay	Article 24 (5)

Notification relative aux dispositions pertinentes de Conventions fiscales couvertes

En vertu de l'article 26(1) de la Convention, la Belgique considère que les conventions suivantes ne sont pas visées par une réserve émise en vertu de l'article 26(4) et contiennent une disposition qui prévoit une procédure d'arbitrage pour le règlement de questions non résolues soulevées par un cas examiné en procédure amiable. Les numéros de l'article et du paragraphe des dispositions pertinentes sont indiqués ci-dessous.

Numéro de la Convention couverte	Autre Juridiction contractante	Disposition
52	Malaisie	Article 25(5) (après modification par l'article XVII de (b))
55	Mexique	Protocole (9) (après modification par l'article XIX (7) de (a))
72	Russie (nouvelle)	Protocole (4)
86	Tadjikistan	Article 26(6)

Liste des Etats liés

Etats / Juridictions	Authentification	Consentement	Entrée en vigueur
Afrique du Sud	07/06/2017		
Albanie	28/05/2019		
Allemagne	07/06/2017		
Andorre	07/06/2017		
Arabie Saoudite	18/09/2018		
Argentine	07/06/2017		
Arménie	07/06/2017		
Australie	07/06/2017	26/09/2018	01/01/2019
Autriche	07/06/2017	22/09/2017	01/07/2018
Barbade	24/01/2018		
Belgique	07/06/2017	26/06/2019	01/10/2019
Belize	11/01/2019		
Bulgarie	07/06/2017		
Burkina Faso	07/06/2017		
Cameroun	11/07/2017		
Canada	07/06/2017		
Chili	07/06/2017		
Chypre	07/06/2017		
Colombie	07/06/2017		
Corée	07/06/2017		
Costa Rica	07/06/2017		
Côte d'Ivoire	24/01/2018		

Croatie	07/06/2017		
Curaçao	20/12/2017	29/03/2019	01/07/2019
Danemark	07/06/2017		
Egypte	07/06/2017		
Émirats arabes unis	27/06/2018	29/05/2019	01/09/2019
Estonie	29/06/2018		
Fidji	07/06/2017		
Finlande	07/06/2017	25/02/2019	01/06/2019
France	07/06/2017	26/09/2018	01/01/2019
Gabon	07/06/2017		
Géorgie	07/06/2017	29/03/2019	01/07/2019
Grèce	07/06/2017		
Guernesey	07/06/2017	12/02/2019	01/06/2019
Hong Kong	07/06/2017		
Hongrie	07/06/2017		
Ile de Man	07/06/2017	25/10/2017	01/07/2018
Inde	07/06/2017	25/06/2019	01/10/2019
Indonésie	07/06/2017		
Irlande	07/06/2017	29/01/2019	01/05/2019
Islande	07/06/2017		
Israël	07/06/2017	13/09/2018	01/01/2019
Italie	07/06/2017		
Jamaïque	24/01/2018		
Japon	07/06/2017	26/09/2018	01/01/2019

Jersey	07/06/2017	15/12/2017	01/07/2018
Kazakhstan	25/06/2018		
Koweït	07/06/2017		
L'Espagne	07/06/2017		
Les-Pays-Bas	07/06/2017	29/03/2019	01/07/2019
Lettonie	07/06/2017		
Liechtenstein	07/06/2017		
Lituanie	07/06/2017	11/09/2018	01/01/2019
Luxembourg	07/06/2017	09/04/2019	01/08/2019
Malaisie	24/01/2018		
Malte	07/06/2017	18/12/2018	01/04/2019
Maurice	05/07/2017		
Mexique	07/06/2017		
Monaco	07/06/2017	10/01/2019	01/05/2019
Nigeria	17/08/2017		
Norvège	07/06/2017		
Nouvelle-Zélande	07/06/2017	27/06/2018	01/10/2018
Pakistan	07/06/2017		
Panama	24/01/2018		
Papouasie Nouvelle Guinée	23/01/2019		
Pérou	27/06/2018		
Pologne	07/06/2017	23/01/2018	01/07/2018
Portugal	07/06/2017		
Qatar	04/12/2018		

République populaire de Chine	07/06/2017		
République tchèque	07/06/2017		
Roumanie	07/06/2017		
Royaume-Uni	07/06/2017	29/06/2018	01/10/2018
Russie	07/06/2017	18/06/2019	01/10/2019
Saint-Marin	07/06/2017		
Sénégal	07/06/2017		
Serbie	07/06/2017	05/06/2018	01/10/2018
Seychelles	07/06/2017		
Singapour	07/06/2017	21/12/2018	01/04/2019
Slovaquie	07/06/2017	20/09/2018	01/01/2019
Slovénie	07/06/2017	22/03/2018	01/07/2018
Suède	07/06/2017	22/06/2018	01/10/2018
Suisse	07/06/2017		
Tunésie	24/01/2018		
Turquie	07/06/2017		
Ukraine	23/07/2018		
Uruguay	07/06/2017		

VERTALING

**MULTILATERALE OVEREENKOMST TER IMPLEMENTATIE VAN AAN
BELASTINGVERDRAGEN GERELATEERDE MAATREGELEN TER VOORKOMING
VAN GRONDSLAGUITHOLLING EN WINSTVERSCHUIVING**

De Partijen bij deze Overeenkomst,

Erkennende dat regeringen een aanzienlijk deel van de opbrengst van de vennootschapsbelasting mislopen als gevolg van agressieve internationale fiscale planning waardoor winst op kunstmatige wijze verschoven wordt naar plaatsen waar deze aan een niet-heffing of aan een verminderde heffing van belasting onderworpen wordt;

Overwegende dat grondslaguitholling en winstverschuiving (hierna "BEPS" genoemd) niet alleen voor geïndustrialiseerde landen maar ook voor opkomende economieën en ontwikkelingslanden een dringende kwestie is;

Erkennende dat het belangrijk is om ervoor te zorgen dat winst daar belast wordt waar de substantiële economische activiteiten die de winst voortbrengen uitgeoefend worden en waar waarde gecreëerd wordt;

Ingenomen met het pakket maatregelen dat in het kader van het OESO/G20 BEPS-project werd uitgewerkt (hierna het "OESO/G20 BEPS-pakket" genoemd);

Overwegende dat het OESO/G20 BEPS-pakket maatregelen omvat die verband houden met belastingverdragen om bepaalde constructies met hybride structuren (*hybrid mismatch arrangements*) aan te pakken, het misbruik van verdragen te voorkomen, kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting aan te pakken en geschillenbeslechting te verbeteren;

Bewust van het feit dat het noodzakelijk is te waarborgen dat de BEPS-maatregelen die verband houden met belastingverdragen op een vlotte, gecoördineerde en samenhangende wijze geïmplementeerd worden in een multilaterale context;

Overwegende dat het nodig is te garanderen dat bestaande verdragen tot het vermijden van dubbele belasting naar het inkomen uitgelegd worden in de zin dat ze dubbele belasting moeten vermijden voor de onder die verdragen vallende belastingen, zonder daarbij mogelijkheden te scheppen tot niet-heffing of verminderde heffing van belasting door middel van het ontduiken of het ontwijken van belasting (daaronder begrepen het gebruik maken van treaty-shopping-structuren die als doel hebben in die verdragen voorziene tegemoetkomingen te verkrijgen in het indirecte voordeel van inwoners van derde rechtsgebieden);

Erkennende dat er behoefte is aan een doeltreffend mechanisme dat ervoor moet zorgen dat overeengekomen wijzigingen synchroon en efficiënt kunnen worden doorgevoerd door het netwerk van bestaande verdragen tot het vermijden van dubbele belasting naar het inkomen, zonder dat het nodig is om opnieuw over elk verdrag afzonderlijk te onderhandelen op bilateraal niveau;

Zijn het volgende overeengekomen:

DEEL I

WERKINGSSFEER EN INTERPRETATIE VAN UITDRUKKINGEN

Artikel 1 — Werkingssfeer van de Overeenkomst

1. Deze Overeenkomst wijzigt alle gedekte belastingverdragen die zijn omschreven in alinea a), paragraaf 1, van artikel 2 (Interpretatie van uitdrukkingen).

Artikel 2 — Interpretatie van uitdrukkingen

1. Voor de toepassing van deze Overeenkomst gelden de volgende definities:

- a) De uitdrukking "gedekt belastingverdrag" betekent een verdrag tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen (ongeacht of er nog andere belastingen onder de werkingssfeer van dat verdrag vallen):
 - i) dat in werking is tussen twee of meer:
 - A. Partijen; en/of
 - B. rechtsgebieden of gebieden die partij zijn bij een hierboven omschreven verdrag en waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van een Partij vallen; en
 - ii) waarvoor elke Partij een kennisgeving aan de depositaris gedaan heeft, met vermelding van het verdrag en van elk instrument dat het verdrag wijzigt of bijgevoegd is (gekenmerkt door de titel, de namen van de partijen, de datum van ondertekening en, indien van toepassing op het tijdstip van de kennisgeving, de datum van inwerkingtreding), als zijnde een verdrag dat ze onder de toepassing van deze Overeenkomst wil laten vallen.
- b) De uitdrukking "Partij" betekent:
 - i) Een staat waarvoor deze Overeenkomst in werking is conform artikel 34 (Inwerkingtreding); of
 - ii) Een rechtsgebied dat deze Overeenkomst ondertekend heeft conform alinea b) of c) van paragraaf 1 van artikel 27 (Ondertekening en bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring) en waarvoor deze Overeenkomst in werking is conform artikel 34 (Inwerkingtreding).

- c) De uitdrukking "verdragsluitend rechtsgebied" betekent een partij bij een gedekt belastingverdrag.
- d) De uitdrukking "ondertekenaar" betekent een staat die of een rechtsgebied dat de Overeenkomst ondertekend heeft maar waarvoor deze nog niet in werking is.

2. Voor de toepassing van deze Overeenkomst op enig tijdstip door een Partij, heeft, tenzij de context anders vereist, elke niet hierin omschreven uitdrukking de betekenis die deze uitdrukking op dat tijdstip heeft volgens het desbetreffende gedekte belastingverdrag.

DEEL II

CONSTRUCTIES MET HYBRIDE STRUCTUREN (*HYBRID MISMATCHES*)

Artikel 3 — Transparante entiteiten

1. Voor de toepassing van een gedekt belastingverdrag, worden inkomsten die zijn verkregen door of door tussenkomst van een entiteit of een constructie die op grond van de belastingwetgeving van een van de verdragsluitende rechtsgebieden als geheel of gedeeltelijk fiscaal transparant behandeld wordt, geacht inkomsten te zijn van een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied, maar uitsluitend voor zover die inkomsten door dat verdragsluitend rechtsgebied voor belastingdoeleinden behandeld worden als inkomsten van een inwoner van dat verdragsluitend rechtsgebied.

2. Bepalingen van een gedekt belastingverdrag die een verdragsluitend rechtsgebied de verplichting opleggen om een vrijstelling van belasting naar het inkomen te verlenen of te voorzien in een aftrek of een verrekening die gelijk is aan de belasting naar het inkomen die is betaald ter zake van inkomsten die zijn verkregen door een inwoner van dat verdragsluitende rechtsgebied die ingevolge de bepalingen van het gedekte belastingverdrag in het andere verdragsluitende rechtsgebied mogen worden belast, zijn niet van toepassing voor zover die bepalingen belastingheffing door dat andere verdragsluitende rechtsgebied toestaan met als enige reden dat de inkomsten eveneens inkomsten zijn die zijn verkregen door een inwoner van dat andere verdragsluitende rechtsgebied.

3. In gedekte belastingverdragen waarvoor een of meer Partijen het voorbehoud gemaakt hebben dat is omschreven in alinea a) van paragraaf 3 van artikel 11 (Toepassen van belastingverdragen om het recht van een Partij om haar eigen inwoners te belasten te beperken), wordt de volgende zin toegevoegd aan het slot van paragraaf 1: "In geen geval mogen de bepalingen van deze paragraaf aldus worden uitgelegd dat ze afbreuk doen aan het recht van een verdragsluitend rechtsgebied om de inwoners van dat verdragsluitende rechtsgebied te belasten."

4. Paragraaf 1 (zoals die kan worden gewijzigd door paragraaf 3) is van toepassing in de plaats van, of bij het ontbreken van, bepalingen van een gedekt belastingverdrag, voor zover die bepalingen betrekking hebben op de vraag of inkomsten die zijn verkregen door of door tussenkomst van

entiteiten of constructies die op grond van de belastingwetgeving van een verdragsluitend rechtsgebied als fiscaal transparant behandeld worden (hetzij door middel van een algemene regel, hetzij door in detail voor te schrijven hoe specifieke feitelijke situaties en soorten entiteiten of constructies behandeld moeten worden) al dan niet behandeld moeten worden als inkomsten van een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied.

5. Een Partij kan zich het recht voorbehouden:
 - a) dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen;
 - b) paragraaf 1 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die reeds een bepaling bevatten zoals omschreven in paragraaf 4;
 - c) paragraaf 1 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die reeds een bepaling bevatten als omschreven in paragraaf 4, die de toekenning van de voordelen van het verdrag weigert voor inkomsten die verkregen zijn door of door tussenkomst van een entiteit of een constructie die in een derde rechtsgebied gevestigd is;
 - d) paragraaf 1 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die reeds een bepaling bevatten als omschreven in paragraaf 4, die in detail voorschrijft hoe specifieke feitelijke situaties en soorten entiteiten of constructies behandeld moeten worden;
 - e) paragraaf 1 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die reeds een bepaling bevatten als omschreven in paragraaf 4, die in detail voorschrijft hoe specifieke feitelijke situaties en soorten entiteiten of constructies moeten worden behandeld en die de toekenning van voordelen van het verdrag weigert voor inkomsten die verkregen zijn door of door tussenkomst van een entiteit of een constructie die in een derde rechtsgebied gevestigd is;
 - f) paragraaf 2 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen;
 - g) paragraaf 1 uitsluitend toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die reeds een bepaling bevatten als omschreven in paragraaf 4, die in detail voorschrijft hoe specifieke feitelijke situaties en soorten entiteiten of constructies behandeld moeten worden.
6. Elke Partij die niet het in alinea a) of b) van paragraaf 5 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, stelt voor elk van haar gedekte belastingverdragen de depositaris ervan in kennis of het al dan niet een bepaling bevat die is omschreven in paragraaf 4 en die niet binnen de reikwijdte valt van een voorbehoud als bedoeld in alinea's c) tot en met e) van paragraaf 5, en zo ja, van het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Wanneer een Partij het in alinea g) van paragraaf 5 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, blijft de in de voorgaande zin bedoelde kennisgeving beperkt tot gedekte belastingverdragen die binnen de reikwijdte van het voorbehoud vallen. Wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot een bepaling van een gedekt belastingverdrag hebben gedaan, wordt die bepaling vervangen door de bepalingen van paragraaf 1 (zoals die kan worden gewijzigd door paragraaf 3), voor zover paragraaf 4 daarin voorziet. In andere gevallen heeft paragraaf 1 (zoals die kan worden gewijzigd door paragraaf 3) uitsluitend voorrang op de bepalingen van het

gedekte belastingverdrag voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met paragraaf 1 (zoals die kan worden gewijzigd door paragraaf 3).

Artikel 4 — Entiteiten met een dubbele woonplaats

1. Indien een persoon, niet zijnde een natuurlijke persoon, ingevolge de bepalingen van een gedekt belastingverdrag, inwoner is van meer dan één verdragsluitend rechtsgebied, trachten de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden in onderlinge overeenstemming te bepalen van welk verdragsluitend rechtsgebied die persoon geacht wordt een inwoner te zijn voor de toepassing van het gedekte belastingverdrag, daarbij rekening houdend met zijn plaats van werkelijke leiding, de plaats waar hij opgericht of anderszins tot stand gekomen is en alle andere relevante factoren. Wanneer dergelijke overeenstemming ontbreekt, is die persoon niet gerechtigd tot enige belastingvermindering of -vrijstelling waarin het gedekte belastingverdrag voorziet, behalve in de mate waarin en de wijze waarop de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden daarover overeengekomen zijn.

2. Paragraaf 1 is van toepassing in de plaats van, of bij het ontbreken van, bepalingen van een gedekt belastingverdrag die voorzien in regels om te bepalen of een persoon, niet zijnde een natuurlijke persoon, als inwoner van één van de verdragsluitende rechtsgebieden wordt behandeld in gevallen waarin die persoon anders als inwoner van meer dan één verdragsluitend rechtsgebied zou worden behandeld. Paragraaf 1 is evenwel niet van toepassing op bepalingen van een gedekt belastingverdrag die specifiek betrekking hebben op de woonplaats van vennootschappen die deel uitmaken van structuren met vennootschappen die deelnemen aan een regeling voor gevallen van dubbele beursnotering (*dual-listed company arrangements*).

3. Een Partij kan zich het recht voorbehouden:

- a) dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen;
- b) dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die reeds een regeling bieden voor gevallen waarbij een persoon, niet zijnde een natuurlijke persoon, inwoner is van meer dan één verdragsluitend rechtsgebied door aan de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden te vragen te trachten om onderlinge overeenstemming te bereiken over het inwonerschap in één enkel verdragsluitend rechtsgebied;
- c) dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die reeds een regeling bieden voor gevallen waarbij een persoon, niet zijnde een natuurlijke persoon, inwoner is van meer dan één verdragsluitend rechtsgebied door de toekenning van voordelen van het verdrag te weigeren zonder aan de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden te vragen te trachten om onderlinge overeenstemming te bereiken over het inwonerschap in één enkel verdragsluitend rechtsgebied;
- d) dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die een regeling bieden voor gevallen waarbij een persoon, niet zijnde een natuurlijke persoon, inwoner is van meer dan één verdragsluitend rechtsgebied door aan de bevoegde

autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden te vragen te trachten om onderlinge overeenstemming te bereiken over het inwonerschap in één enkel verdragsluitend rechtsgebied, en die de behandeling bepaalt van die persoon op grond van het gedekte belastingverdrag wanneer een dergelijke overeenstemming niet kan worden bereikt;

- e) de laatste zin van paragraaf 1 te vervangen door de volgende tekst voor de toepassing van haar gedekte belastingverdragen: "Wanneer dergelijke overeenstemming ontbreekt, is die persoon niet gerechtigd tot enige belastingvermindering of -vrijstelling waarin het gedekte belastingverdrag voorziet";
- f) dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen met Partijen die het in alinea e) omschreven voorbehoud hebben gemaakt.

4. Elke Partij die niet het in alinea a) van paragraaf 3 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, stelt voor elk van haar gedekte belastingverdragen de depositaris ervan in kennis of het al dan niet een bepaling bevat die is omschreven in paragraaf 2 en die niet binnen de reikwijdte valt van een voorbehoud als bedoeld in alinea's b) tot en met d) van paragraaf 3, en zo ja, van het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot een bepaling van een gedekt belastingverdrag hebben gedaan wordt die bepaling vervangen door de bepalingen van paragraaf 1. In andere gevallen heeft paragraaf 1 uitsluitend voorrang op de bepalingen van het gedekte belastingverdrag, voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met paragraaf 1.

Artikel 5 — Toepassing van methodes voor het vermijden van dubbele belasting

1. Een Partij kan ervoor kiezen om ofwel de paragrafen 2 en 3 (optie A), ofwel de paragrafen 4 en 5 (optie B), ofwel de paragrafen 6 en 7 (optie C) toe te passen, ofwel om geen van die opties toe te passen. Wanneer elk verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag een andere optie kiest (of wanneer het ene verdragsluitende rechtsgebied voor een optie kiest en het andere geen van de opties wenst te gebruiken) is de door elk verdragsluitend rechtsgebied gekozen optie van toepassing op zijn eigen inwoners.

Optie A

2. Bepalingen van een gedekt belastingverdrag die inkomsten verkregen door, of vermogen in het bezit van, een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied anders zouden vrijstellen van belasting in dat verdragsluitende rechtsgebied om dubbele belasting te vermijden, zijn niet van toepassing wanneer het andere verdragsluitende rechtsgebied de bepalingen van het gedekte belastingverdrag toepast om die inkomsten of dat vermogen vrij te stellen van belasting of om het tarief waarmee die inkomsten of dat vermogen mogen worden belast te beperken. In het laatste geval staat het eerstgenoemde verdragsluitende rechtsgebied toe dat de belasting naar het inkomen of naar het vermogen van die inwoner verminderd wordt met een bedrag dat gelijk is aan de in dat andere verdragsluitende rechtsgebied betaalde belasting. Die vermindering overschrijdt echter niet dat deel van de belasting, zoals berekend vóór het verlenen van de vermindering, dat kan worden toegerekend aan die verkregen inkomens- of vermogensbestanddelen die in dat andere verdragsluitende rechtsgebied belast mogen worden.

3. Paragraaf 2 is van toepassing op een gedekt belastingverdrag dat anders aan een verdragsluitend rechtsgebied de verplichting zou opleggen om de in die paragraaf omschreven inkomsten of het in die paragraaf omschreven vermogen vrij te stellen.

Optie B

4. Bepalingen van een gedekt belastingverdrag die inkomsten die zijn verkregen door een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied anders zouden vrijstellen van belasting in dat verdragsluitende rechtsgebied om dubbele belasting te vermijden, omdat die inkomsten door dat verdragsluitende rechtsgebied behandeld worden als dividenden, zijn niet van toepassing wanneer die inkomsten tot een vermindering leiden voor het bepalen van de belastbare winst van een inwoner van het andere verdragsluitende rechtsgebied overeenkomstig de wetgeving van dat andere verdragsluitende rechtsgebied. In dat geval staat het eerstgenoemde verdragsluitende rechtsgebied toe dat de belasting naar het inkomen van die inwoner verminderd wordt met een bedrag dat gelijk is aan de in dat andere verdragsluitende rechtsgebied betaalde belasting naar het inkomen. Die vermindering overschrijdt echter niet dat deel van de belasting naar het inkomen, zoals berekend vóór het verlenen van de vermindering, dat kan worden toegerekend aan die inkomsten die in dat andere verdragsluitende rechtsgebied mogen belast worden.

5. Paragraaf 4 is van toepassing op een gedekt belastingverdrag dat anders aan een verdragsluitend rechtsgebied de verplichting zou opleggen om de in die paragraaf omschreven inkomsten vrij te stellen.

Optie C

6. a) Wanneer een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied inkomsten verkrijgt die, of vermogen bezit dat, volgens de bepalingen van een gedekt belastingverdrag in het andere verdragsluitende rechtsgebied mogen of mag worden belast (behalve voor zover deze bepalingen belastingheffing door dat andere verdragsluitende rechtsgebied toestaan met als enige reden dat die inkomsten ook inkomsten zijn die door een inwoner van dat andere verdragsluitende rechtsgebied verkregen zijn), staat het eerstgenoemde verdragsluitende rechtsgebied toe dat:

- i) de belasting naar het inkomen van die inwoner wordt verminderd met een bedrag dat gelijk is aan de belasting naar het inkomen die in dat andere verdragsluitende rechtsgebied betaald wordt;
- ii) de belasting naar het vermogen van die inwoner wordt verminderd met een bedrag dat gelijk is aan de belasting naar het vermogen die in dat andere verdragsluitende rechtsgebied betaald wordt.

Die vermindering overschrijdt echter niet dat deel van de belasting naar het inkomen of van de belasting naar het vermogen, zoals berekend vóór het verlenen van de vermindering, dat kan worden toegerekend aan de inkomsten die of aan het vermogen dat in dat andere verdragsluitende rechtsgebied mogen of mag worden belast.

b) Wanneer een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied inkomsten verkrijgt die, of vermogen bezit dat ingevolge een bepaling van het gedekte belastingverdrag in dat verdragsluitende rechtsgebied van belasting vrijgesteld zijn of is, mag dat

verdragsluitende rechtsgebied evenwel de vrijgestelde inkomsten of het vrijgestelde vermogen in aanmerking nemen om het bedrag van de belasting op het overige inkomen of vermogen van die inwoner te berekenen.

7. Paragraaf 6 is van toepassing in plaats van bepalingen van een gedekt belastingverdrag die, om dubbele belasting te vermijden, aan een verdragsluitend rechtsgebied de verplichting opleggen om in dat verdragsluitende rechtsgebied vrijstelling van belasting te verlenen voor inkomsten die zijn verkregen door of vermogen dat in het bezit is van een inwoner van dat verdragsluitende rechtsgebied en die overeenkomstig de bepalingen van het gedekte belastingverdrag in het andere verdragsluitende rechtsgebied belast mogen of mag worden.

8. Een Partij die ervoor kiest om geen van de in paragraaf 1 genoemde opties toe te passen, kan zich het recht voorbehouden dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op één of meer gespecificeerde gedekte belastingverdragen (of op al haar gedekte belastingverdragen).

9. Een Partij die er niet voor kiest om optie C toe te passen kan zich voor één of meer gespecificeerde gedekte belastingverdragen (of voor al haar gedekte belastingverdragen) het recht voorbehouden het (de) andere verdragsluitende rechtsgebied(en) niet toe te staan om optie C toe te passen.

10. Elke Partij die kiest voor het toepassen van een optie als bedoeld in paragraaf 1, stelt de depositaris in kennis van haar keuze. Die kennisgeving omvat tevens:

- a) voor een Partij die kiest voor het toepassen van optie A, de lijst van haar gedekte belastingverdragen die een bepaling bevatten als omschreven in paragraaf 3, alsmede het nummer van het artikel en van de paragraaf waaronder elk van die bepalingen is opgenomen;
- b) voor een Partij die kiest voor het toepassen van optie B, de lijst van haar gedekte belastingverdragen die een bepaling bevatten als omschreven in paragraaf 5, alsmede het nummer van het artikel en van de paragraaf waaronder elk van die bepalingen is opgenomen;
- c) voor een Partij die kiest voor het toepassen van optie C, de lijst van haar gedekte belastingverdragen die een bepaling bevatten als omschreven in paragraaf 7, alsmede het nummer van het artikel en van de paragraaf waaronder elk van die bepalingen is opgenomen.

Een optie is uitsluitend van toepassing op een bepaling van een gedekt belastingverdrag wanneer de Partij die gekozen heeft voor de toepassing van die optie een dergelijke kennisgeving met betrekking tot die bepaling gedaan heeft.

DEEL III**VERDRAGSMISBRUIK*****Artikel 6 — Doel van een gedekt belastingverdrag***

1. Een gedekt belastingverdrag wordt in die zin gewijzigd dat de preambule de volgende tekst bevat:

"Voornemens dubbele belasting te vermijden met betrekking tot de onder dit verdrag vallende belastingen, zonder daarbij mogelijkheden te scheppen tot niet-heffing of verminderde heffing van belasting door middel van het ontduiken of het ontwijken van belasting (daaronder begrepen het gebruik van treaty-shopping-structuren die als doel hebben in dit verdrag voorziene tegemoetkomingen te verkrijgen in het indirecte voordeel van inwoners van derde rechtsgebieden),".

2. De onder paragraaf 1 opgenomen tekst wordt in een gedekt belastingverdrag opgenomen in de plaats van, of bij het ontbreken van, bewoordingen in de preambule van het gedekte belastingverdrag die betrekking hebben op een voornemen om dubbele belasting te vermijden, en dit ongeacht of die bewoordingen ook betrekking hebben op het voornemen om geen mogelijkheden te scheppen tot niet-heffing of verminderde heffing van belasting.

3. Een Partij mag er ook voor kiezen om de volgende preambule op te nemen in haar gedekte belastingverdragen die in hun preambule geen bewoordingen hebben die verwijzen naar een voornemen om economische betrekkingen verder te ontwikkelen of om de samenwerking op belastinggebied te verbeteren:

"Geleid door de wens hun economische betrekkingen verder te ontwikkelen en hun samenwerking op belastinggebied te verbeteren,".

4. Een Partij kan zich het recht voorbehouden paragraaf 1 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen waarvan de preambule reeds bewoordingen bevat die verwijzen naar het voornemen van de verdragsluitende rechtsgebieden om dubbele belasting te vermijden zonder daarbij mogelijkheden te scheppen tot niet-heffing of verminderde heffing van belasting, en dit ongeacht of die bewoordingen beperkt blijven tot gevallen van belastingontduiking of -ontwijking (daaronder begrepen het gebruik van treaty-shopping-structuren die als doel hebben in het gedekte belastingverdrag voorziene tegemoetkomingen te verkrijgen in het voordeel van inwoners van derde rechtsgebieden) of een ruimere toepassing hebben.

5. Elke Partij stelt voor elk van haar gedekte belastingverdragen dat niet binnen de reikwijdte valt van een voorbehoud als omschreven in paragraaf 4 de depositaris ervan in kennis of die belastingverdragen in hun preambule al dan niet bewoordingen bevatten zoals omschreven in paragraaf 2, en zo ja, van de tekst van de desbetreffende alinea van de preambule. Wanneer alle

verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot die bewoordingen in de preambule gedaan hebben, worden die bewoordingen vervangen door de tekst die is weergegeven in paragraaf 1. In andere gevallen wordt de onder paragraaf 1 vermelde tekst opgenomen naast de bestaande bewoordingen in de preambule.

6. Elke Partij die ervoor kiest om paragraaf 3 toe te passen stelt de depositaris in kennis van haar keuze. Die kennisgeving bevat tevens de lijst van haar gedekte belastingverdragen waarvan de preambule nog geen bewoordingen bevat die verwijzen naar de wens om economische betrekkingen te ontwikkelen of om de samenwerking op belastinggebied te verbeteren. De onder paragraaf 3 opgenomen tekst wordt uitsluitend in een gedekt belastingverdrag opgenomen indien al de verdragsluitende rechtsgebieden gekozen hebben voor de toepassing van die paragraaf en zij een dergelijke kennisgeving met betrekking tot het gedekte belastingverdrag gedaan hebben.

Artikel 7 — Voorkomen van verdragsmisbruik

1. Niettegenstaande enige bepaling van een gedekt belastingverdrag, wordt een voordeel waarin dat gedekte belastingverdrag voorziet niet toegekend met betrekking tot een inkomens- of vermogensbestanddeel wanneer er, rekening houdend met alle relevante feiten en omstandigheden, redelijkerwijs kan worden geconcludeerd dat het verkrijgen van dat voordeel een van de voornaamste doelen was van een constructie of transactie die direct of indirect tot dat voordeel geleid heeft, tenzij vastgesteld wordt dat het toekennen van dat voordeel in die omstandigheden in overeenstemming zou zijn met het voorwerp en het doel van de desbetreffende bepalingen van het gedekte belastingverdrag.

2. Paragraaf 1 is van toepassing in de plaats van, of bij het ontbreken van, bepalingen van een gedekt belastingverdrag die de voordelen waarin het gedekte belastingverdrag anders zou voorzien geheel of gedeeltelijk ontzeggen wanneer het verkrijgen van die voordelen het voornaamste doel of een van de voornaamste doelen was van een constructie of een transactie, of van een bij een constructie of een transactie betrokken persoon.

3. Elke Partij die niet het in alinea a) van paragraaf 15 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, mag er ook voor kiezen om paragraaf 4 toe te passen voor haar gedekte belastingverdragen.

4. Wanneer een voordeel waarin een gedekt belastingverdrag voorziet aan een persoon ontzegd wordt op grond van bepalingen van het gedekte belastingverdrag (zoals dat gewijzigd kan worden door deze Overeenkomst) die de voordelen waarin het gedekte belastingverdrag anders zou voorzien geheel of gedeeltelijk ontzeggen wanneer het verkrijgen van die voordelen het voornaamste doel of een van de voornaamste doelen was van een constructie of een transactie, of van een bij een constructie of een transactie betrokken persoon, behandelt de bevoegde autoriteit van het verdragsluitende rechtsgebied dat dit voordeel anders wel toegekend zou hebben die persoon niettemin als zijnde gerechtigd tot dat voordeel of tot meerdere voordelen met betrekking tot een specifiek inkomens- of vermogensbestanddeel indien die bevoegde autoriteit, op verzoek van die persoon en na overweging van de relevante feiten en omstandigheden, oordeelt dat zodanige voordelen aan die

persoon zouden zijn toegekend bij afwezigheid van die constructie of die transactie. De bevoegde autoriteit van het verdragsluitende rechtsgebied bij wie een inwoner van het andere verdragsluitende rechtsgebied een verzoek heeft ingediend overeenkomstig deze paragraaf, raadpleegt de bevoegde autoriteit van dat andere verdragsluitende rechtsgebied alvorens het verzoek af te wijzen.

5. Paragraaf 4 is van toepassing op bepalingen van een gedekt belastingverdrag (zoals dat gewijzigd kan worden door deze Overeenkomst) die de voordelen waarin het gedekte belastingverdrag anders wel zou voorzien geheel of gedeeltelijk ontzeggen wanneer het verkrijgen van die voordelen de voornaamste doelstelling of een van de voornaamste doelen was van een constructie of een transactie, of van een bij een constructie of een transactie betrokken persoon.

6. Een Partij mag er ook voor kiezen om de bepalingen die zijn opgenomen onder de paragrafen 8 tot en met 13 (hierna "de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen" genoemd) toe te passen op haar gedekte belastingverdragen door de in alinea c) van paragraaf 17 omschreven kennisgeving te doen. De vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen wordt uitsluitend toegepast met betrekking tot een gedekt belastingverdrag indien alle verdragsluitende rechtsgebieden voor die toepassing gekozen hebben.

7. Wanneer sommige maar niet alle verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag ervoor kiezen om de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toe te passen overeenkomstig paragraaf 6, wordt de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen, niettegenstaande de bepalingen van die paragraaf, toegepast met betrekking tot het toekennen van voordelen overeenkomstig het gedekte belastingverdrag:

- a) door alle verdragsluitende rechtsgebieden, indien al de verdragsluitende rechtsgebieden die er op grond van paragraaf 6 niet voor kiezen de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toe te passen instemmen met die toepassing door ervoor te kiezen om deze alinea toe te passen en de depositaris daarvan in kennis te stellen; of
- b) uitsluitend door de verdragsluitende rechtsgebieden die ervoor gekozen hebben om de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toe te passen, indien al de verdragsluitende rechtsgebieden die er op grond van paragraaf 6 niet voor kiezen om de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toe te passen instemmen met die toepassing door ervoor te kiezen om deze alinea toe te passen en de depositaris daarvan in kennis te stellen.

Vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen

8. Behalve indien anders bepaald in de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen, is een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag niet gerechtigd tot een voordeel dat anders wel door het gedekte belastingverdrag zou worden toegekend en dat geen voordeel is waarin wordt voorzien door bepalingen van het gedekte belastingverdrag:

- a) die de woonplaats bepalen van een persoon, niet zijnde een natuurlijke persoon, die inwoner is van meer dan één verdragsluitend rechtsgebied op grond van bepalingen van het gedekte belastingverdrag die een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied omschrijven;
- b) die voorschrijven dat een verdragsluitend rechtsgebied aan een onderneming van dat verdragsluitende rechtsgebied een overeenkomstige aanpassing verleent volgend op een eerste aanpassing door het andere verdragsluitende rechtsgebied, overeenkomstig het gedekte belastingverdrag, van het bedrag van de belasting die in het eerstgenoemde verdragsluitende rechtsgebied geheven wordt van de winst van een gelieerde onderneming; of
- c) die inwoners van een verdragsluitend rechtsgebied de mogelijkheid bieden om de bevoegde autoriteit van dat verdragsluitende rechtsgebied te verzoeken om gevallen van belastingheffing die niet in overeenstemming is met het gedekte belastingverdrag in overweging te nemen,

tenzij die inwoner op het tijdstip dat het voordeel zou toegekend worden een "gekwalificeerd persoon" zou zijn zoals omschreven in paragraaf 9.

9. Een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag is een gekwalificeerd persoon op een tijdstip waarop een voordeel anders zou worden toegekend door het gedekte belastingverdrag indien de inwoner op dat tijdstip:

- a) een natuurlijke persoon is;
- b) dat verdragsluitende rechtsgebied is, of een staatkundig onderdeel of lokale autoriteit daarvan, of een agentschap of instantie van een dergelijk verdragsluitend rechtsgebied, staatkundig onderdeel of lokale autoriteit;
- c) een vennootschap of een andere entiteit is indien de voornaamste soort van de aandelen daarvan regelmatig verhandeld wordt op een of meer erkende effectenbeurzen;
- d) een persoon is, niet zijnde een natuurlijke persoon, die:
 - i) een organisatie zonder winstoogmerk is van een type waarover de verdragsluitende rechtsgebieden overeenstemming hebben bereikt via een uitwisseling van diplomatieke nota's; of
 - ii) een in dat verdragsluitende rechtsgebied opgerichte entiteit of constructie is die op grond van de belastingwetgeving van dat verdragsluitende rechtsgebied als een afzonderlijke persoon behandeld wordt en:
 - A) uitsluitend of nagenoeg uitsluitend opgericht en werkzaam is voor het beheren of het verschaffen van pensioenuitkeringen en ondergeschikte of bijkomstige uitkeringen aan natuurlijke personen en als dusdanig gereguleerd wordt door dat verdragsluitende rechtsgebied of door een staatkundig onderdeel of lokale autoriteit daarvan; of

- B) uitsluitend of nagenoeg uitsluitend opgericht en werkzaam is om gelden te beleggen ten voordele van entiteiten of constructies zoals bedoeld in onderdeel A;
- e) een persoon is, niet zijnde een natuurlijke persoon, op voorwaarde dat personen die inwoner zijn van dat verdragsluitende rechtsgebied en die op grond van de alinea's a) tot en met d) gerechtigd zijn tot voordelen van het gedekte belastingverdrag, op ten minste de helft van het aantal dagen van een termijn van twaalf maanden, waarbinnen het tijdstip valt waarop het voordeel anders zou toegekend zijn, direct of indirect ten minste 50 percent bezitten van de aandelen van die persoon.
10. a) Een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag is gerechtigd tot voordelen van het gedekte belastingverdrag ter zake van een inkomensbestanddeel dat hij uit het andere verdragsluitende rechtsgebied verkrijgt, ongeacht of hij al dan niet een gekwalificeerd persoon is, indien die persoon zich in het eerstgenoemde verdragsluitende rechtsgebied actief bezighoudt met de uitoefening van een bedrijf en de uit het andere verdragsluitende rechtsgebied verkregen inkomsten voortkomen uit, of bijkomstig zijn ten opzichte van dat bedrijf. Voor de toepassing van de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen omvat de uitdrukking "actieve uitoefening van een bedrijf" niet de volgende activiteiten of een combinatie daarvan:
- i) optreden als een holdingvennootschap;
 - ii) het verzorgen van het algemeen toezicht op of het bestuur van een groep van vennootschappen;
 - iii) het verzorgen van groepsfinanciering (daaronder begrepen cash pooling); of
 - iv) het doen of beheren van beleggingen, tenzij die activiteiten uitgeoefend worden door een bank, een verzekeringsmaatschappij of een geregistreerd effectenbedrijf in de normale uitoefening van hun bedrijf als dusdanig.
- b) Indien een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag een inkomensbestanddeel verkrijgt uit een bedrijfsactiviteit welke die inwoner uitoefent in het andere verdragsluitende rechtsgebied, of een uit het andere verdragsluitende rechtsgebied afkomstig inkomensbestanddeel verkrijgt dat voortkomt van een verbonden persoon, wordt alleen dan aangenomen dat de in alinea a) genoemde voorwaarden vervuld zijn met betrekking tot dat inkomensbestanddeel wanneer de door de inwoner in het eerstgenoemde verdragsluitende rechtsgebied uitgeoefende bedrijfsactiviteit waarmee het inkomensbestanddeel verband houdt substantieel is ten opzichte van dezelfde activiteit of van een aanvullende bedrijfsactiviteit die door de inwoner of die verbonden persoon in het andere verdragsluitende rechtsgebied uitgeoefend wordt. Of een bedrijfsactiviteit voor de toepassing van deze alinea substantieel is, wordt bepaald op grond van al de feiten en omstandigheden.
- c) Activiteiten die verbonden personen uitoefenen met betrekking tot een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag, worden voor de toepassing van deze paragraaf geacht door die inwoner te worden uitgeoefend.

11. Een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag die geen gekwalificeerd persoon is, is eveneens gerechtigd tot een voordeel dat anders door het gedekte belastingverdrag ter zake van een inkomensbestanddeel zou worden toegekend indien personen, die gelijkwaardige gerechtigden (*equivalent beneficiaries*) zijn, op ten minste de helft van het aantal dagen van een termijn van twaalf maanden, waarbinnen het tijdstip valt waarop het voordeel anders zou toegekend zijn, direct of indirect ten minste 75 percent bezitten van de uiteindelijke belangen in de inwoner.

12. Indien een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag geen gekwalificeerd persoon is overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 9 en ook niet gerechtigd is tot voordelen ingevolge paragraaf 10 of 11, mag de bevoegde autoriteit van het andere verdragsluitende rechtsgebied niettemin de voordelen van het gedekte belastingverdrag of voordelen ter zake van een specifiek inkomensbestanddeel toekennen, rekening houdend met het voorwerp en doel van het gedekte belastingverdrag, maar uitsluitend wanneer die inwoner tot tevredenheid van die bevoegde autoriteit kan aantonen dat het verkrijgen van de voordelen op grond van het gedekte belastingverdrag niet een van de voornaamste doelen was, noch van de oprichting, het verwerven of het in stand houden van die persoon noch van het verrichten van zijn werkzaamheden. Alvorens een verzoek dat op grond van deze paragraaf werd ingediend door een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied in te willigen of af te wijzen, raadpleegt de bevoegde autoriteit van het andere verdragsluitende rechtsgebied bij wie het verzoek werd ingediend de bevoegde autoriteit van het eerstgenoemde verdragsluitende rechtsgebied.

13. Voor de toepassing van de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen:

- a) betekent de uitdrukking "erkende effectenbeurs":
 - i) een effectenbeurs die gevestigd is in en als zodanig gereguleerd wordt door de wetgeving van een verdragsluitend rechtsgebied;
 - ii) elke andere effectenbeurs waarover de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden overeenstemming hebben bereikt;
- b) betekent de uitdrukking "voornaamste soort van aandelen" de soort of soorten van aandelen van een vennootschap die de meerderheid van het totale aantal stemmen en de waarde van de vennootschap vertegenwoordigen of de soort of soorten van uiteindelijke belangen in een entiteit die in totaal een meerderheid van het totale aantal stemmen en de waarde van de entiteit vertegenwoordigen;
- c) betekent de uitdrukking "gelijkwaardige gerechtigde" (*equivalent beneficiary*) elke persoon die ter zake van een inkomensbestanddeel gerechtigd zou zijn tot voordelen die door een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag hetzij ingevolge de nationale wetgeving van dat verdragsluitende rechtsgebied, hetzij ingevolge het gedekte belastingverdrag, hetzij ingevolge elk ander internationaal instrument worden toegekend, en die gelijkwaardig zijn aan of gunstiger zijn dan de voordelen die ingevolge het gedekte belastingverdrag ter zake van dat inkomensbestanddeel moeten worden toegekend. Om te bepalen of een persoon al dan niet een gelijkwaardige gerechtigde is ter zake van dividenden, wordt die persoon geacht hetzelfde kapitaal te bezitten van de vennootschap

die de dividenden betaalt als het kapitaal dat in het bezit is van de vennootschap die het voordeel ter zake van de dividenden vraagt;

- d) met betrekking tot entiteiten die geen vennootschappen zijn betekent de uitdrukking "aandelen" belangen die vergelijkbaar zijn met aandelen.

- e) twee personen zullen als "verbonden personen" beschouwd worden wanneer een van hen direct of indirect ten minste 50 percent bezit van het uiteindelijke belang in de andere persoon (of, in het geval van een vennootschap, ten minste 50 percent van het totale aantal stemmen en van de waarde van aandelen van de vennootschap) of wanneer een andere persoon direct of indirect ten minste 50 percent bezit van het uiteindelijke belang in elke persoon (of, in het geval van een vennootschap, ten minste 50 percent van het totale aantal stemmen en van de waarde van aandelen van de vennootschap). In alle gevallen is een persoon gerelateerd aan een andere persoon indien uit alle relevante feiten en omstandigheden blijkt dat de ene zeggenschap heeft over de andere of dat ze beiden onder zeggenschap staan van dezelfde persoon of personen.

14. De vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen is van toepassing in de plaats van, of bij het ontbreken van, bepalingen van een gedekt belastingverdrag die de toekenning van de voordelen van het gedekte belastingverdrag (of van andere voordelen dan een voordeel dat wordt toegekend op grond van de bepalingen van het gedekte belastingverdrag met betrekking tot de woonplaats, gelieerde ondernemingen of non-discriminatie of een voordeel dat niet uitsluitend beperkt is tot inwoners van een verdragsluitend rechtsgebied) uitsluitend zouden beperken tot een inwoner die voldoet aan een of meer van de criteria die recht geven op die voordelen.

15. Een Partij kan zich het recht voorbehouden:

- a) paragraaf 1 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen op grond van het feit dat zij voornemens is om een gedetailleerde bepaling over de beperking van de voordelen in te voeren hetzij in combinatie met maatregelen om financiële doorstroomstructuren aan te pakken hetzij in combinatie met een principal purpose test, en als dusdanig te voldoen aan de minimumstandaard inzake het voorkomen van verdragsmisbruik waarin is voorzien door het OESO/G20 BEPS-pakket; in dergelijke gevallen proberen de verdragsluitende rechtsgebieden om tot een wederzijds bevredigende oplossing te komen die voldoet aan de minimumstandaard.

- b) paragraaf 1 (en paragraaf 4 wanneer het gaat om een Partij die ervoor gekozen heeft om die paragraaf toe te passen) niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die reeds bepalingen bevatten die de toekenning weigeren van alle voordelen die anders zouden worden toegekend ingevolge het gedekte belastingverdrag wanneer het verkrijgen van die voordelen het voornaamste doel of een van de voornaamste doelen was van een constructie of een transactie, of van een bij een constructie of een transactie betrokken persoon;

- c) de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen waarin de in paragraaf 14 uiteengezette bepalingen reeds zijn opgenomen.

16. Behalve wanneer de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen overeenkomstig paragraaf 7 van toepassing is met betrekking tot het toekennen van in een gedekt belastingverdrag vastgelegde voordelen door een of meer van de Partijen, kan een Partij die er op grond van paragraaf 6 voor kiest om de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toe te passen zich het recht voorbehouden dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen waarvoor een of meer van de andere verdragsluitende rechtsgebieden niet gekozen heeft om de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toe te passen. In dergelijke gevallen proberen de verdragsluitende rechtsgebieden om tot een wederzijds bevredigende oplossing te komen die voldoet aan de minimumstandaard inzake het voorkomen van verdragsmisbruik waarin is voorzien door het OESO/G20 BEPS-pakket.

- 17. a) Elke Partij die niet het in alinea a) van paragraaf 15 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, stelt voor elk van haar gedekte belastingverdragen dat niet binnen de reikwijdte valt van een voorbehoud als bedoeld in alinea b) van paragraaf 15, de depositaris ervan in kennis of het al dan niet een bepaling bevat als omschreven in paragraaf 2, en zo ja, het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot een bepaling van een gedekt belastingverdrag gedaan hebben, wordt die bepaling vervangen door de bepalingen van paragraaf 1 (en, wanneer van toepassing, paragraaf 4). In andere gevallen heeft paragraaf 1 (en, wanneer van toepassing, paragraaf 4), uitsluitend voorrang op de bepalingen van het gedekte belastingverdrag voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met paragraaf 1 (en, wanneer van toepassing, met paragraaf 4). Een Partij die een kennisgeving doet als bepaald in deze alinea, mag daar tevens een verklaring in opnemen waarin ze stelt dat ze de toepassing van paragraaf 1 uitsluitend aanvaardt als een voorlopige maatregel en het voornemen heeft om, waar mogelijk, naast of ter vervanging van paragraaf 1 een bepaling inzake de beperking van de voordelen in te voeren via bilaterale onderhandelingen.
- b) Elke Partij die ervoor kiest om paragraaf 4 toe te passen stelt de depositaris in kennis van haar keuze. Paragraaf 4 is uitsluitend van toepassing op een gedekt belastingverdrag wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving gedaan hebben.
- c) Elke Partij die ervoor kiest om de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toe te passen overeenkomstig paragraaf 6, stelt de depositaris in kennis van haar keuze. Tenzij die Partij zich het in alinea c) van paragraaf 15 omschreven recht heeft voorbehouden, moet in die kennisgeving ook een lijst opgenomen zijn van de gedekte belastingverdragen van die Partij die een bepaling bevatten als omschreven in paragraaf 14, met daarnaast ook het nummer van het artikel en van de paragraaf waaronder elk van die bepalingen is opgenomen.

- d) Elke Partij die niet kiest voor de toepassing van de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen overeenkomstig paragraaf 6, maar wel kiest om ofwel alinea a), ofwel alinea b) van paragraaf 7 toe te passen, stelt de depositaris in kennis van de alinea van haar keuze. Tenzij die Partij zich het in alinea c) van paragraaf 15 omschreven recht heeft voorbehouden, wordt in die kennisgeving ook een lijst opgenomen van de gedekte belastingverdragen van die Partij die een bepaling bevatten als omschreven in paragraaf 14, met daarnaast ook het nummer van het artikel en van de paragraaf waaronder elk van die bepalingen is opgenomen.
- e) Wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden een in alinea c) of alinea d) bedoelde kennisgeving met betrekking tot een bepaling van een gedekt belastingverdrag gedaan hebben, wordt die bepaling vervangen door de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen. In andere gevallen heeft de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen uitsluitend voorrang op de bepalingen van het gedekte belastingverdrag, voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen.

Artikel 8 — Transacties voor het verschuiven van dividenden

1. Bepalingen van een gedekt belastingverdrag die vrijstelling verlenen voor dividenden die worden betaald door een vennootschap die inwoner is van een verdragsluitend rechtsgebied of het tarief beperken waarmee die dividenden mogen worden belast, op voorwaarde dat de uiteindelijk gerechtigde of de verkrijger een vennootschap is die inwoner is van het andere verdragsluitende rechtsgebied en meer dan een welbepaalde hoeveelheid bezit, aanhoudt of controleert van het kapitaal, de aandelen, de zeggenschap, de stemrechten of soortgelijke eigendomsbelangen van de vennootschap die de dividenden betaalt, zijn uitsluitend van toepassing indien aan de in die bepalingen omschreven eigendomsvoorwaarden voldaan is gedurende een periode van 365 dagen waarbinnen de dag valt waarop de dividenden betaald worden (voor het berekenen van die periode wordt geen rekening gehouden met veranderingen van eigendom die het rechtstreekse gevolg zijn van een bedrijfsreorganisatie zoals een fusie of een splitsing van de vennootschap die de aandelen bezit of de dividenden betaalt).

2. De in paragraaf 1 vastgelegde minimale bezitsperiode is van toepassing in de plaats van, of bij het ontbreken van, een minimale bezitsperiode die is vastgelegd in de bepalingen van een gedekt belastingverdrag als bedoeld in paragraaf 1.

3. Een Partij kan zich het recht voorbehouden:

- a) dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen;
- b) dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen voor zover de in paragraaf 1 omschreven bepalingen reeds voorzien in:
 - i) een minimale bezitsperiode;
 - ii) een minimale bezitsperiode die minder dan 365 dagen bedraagt; of

iii) een minimale bezitsperiode die meer dan 365 dagen bedraagt.

4. Elke Partij die niet het in alinea a) van paragraaf 3 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, stelt voor elk van haar gedekte belastingverdragen de depositaris ervan in kennis of het al dan niet een in paragraaf 1 omschreven bepaling bevat die niet binnen de reikwijdte valt van een voorbehoud als bedoeld in alinea b) van paragraaf 3 en zo ja, van het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Paragraaf 1 is uitsluitend van toepassing op een bepaling van een gedekt belastingverdrag wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot die bepaling gedaan hebben.

Artikel 9 — Vermogenswinst verkregen uit de vervreemding van aandelen of belangen in entiteiten waarvan de waarde hoofdzakelijk bepaald wordt door onroerende goederen

1. Bepalingen van een gedekt belastingverdrag die voorschrijven dat voordelen, verkregen door een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied uit de vervreemding van aandelen of andere rechten van deelname in een entiteit, belast mogen worden in het andere verdragsluitende rechtsgebied, op voorwaarde dat meer dan een bepaald gedeelte van de waarde van die aandelen of rechten van deelname bepaald wordt door in dat andere verdragsluitende rechtsgebied gelegen onroerende goederen (of op voorwaarde dat meer dan een bepaald gedeelte van de goederen van de entiteit bestaat uit dergelijke onroerende goederen):

- a) zijn van toepassing wanneer op enig tijdstip gedurende de periode van 365 dagen voorafgaand aan de vervreemding de desbetreffende drempelwaarde bereikt is, en
- b) zijn van toepassing op aandelen of vergelijkbare belangen, zoals belangen in een samenwerkingsverband (*partnership*) of een trust (voor zover die aandelen of belangen niet reeds onder andere bepalingen vallen) in aanvulling op alle aandelen of rechten die reeds onder de bepalingen vallen.

2. De periode waarin alinea a) van paragraaf 1 voorziet, is van toepassing in de plaats van, of bij het ontbreken van, een periode om te bepalen of de desbetreffende drempelwaarde in de in paragraaf 1 beschreven bepalingen van een gedekt belastingverdrag bereikt is.

3. Een Partij mag er ook voor kiezen om paragraaf 4 toe te passen met betrekking tot haar gedekte belastingverdragen.

4. Voor de toepassing van een gedekt belastingverdrag mogen voordelen die een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied verkrijgt uit de vervreemding van aandelen of van vergelijkbare belangen, zoals belangen in een samenwerkingsverband (*partnership*) of een trust, in het andere verdragsluitende rechtsgebied worden belast indien, op enig tijdstip gedurende de periode van 365 dagen voorafgaand aan de vervreemding, meer dan 50 percent van de waarde van die aandelen of

vergelijkbare belangen direct of indirect bepaald wordt door onroerende goederen die in dat andere verdragsluitende rechtsgebied gelegen zijn.

5. Paragraaf 4 is van toepassing in de plaats van, of bij het ontbreken van, bepalingen van een gedekt belastingverdrag die voorschrijven dat voordelen die een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied verkrijgt uit de vervreemding van aandelen of andere rechten van deelname in een entiteit in het andere verdragsluitende rechtsgebied mogen worden belast op voorwaarde dat meer dan een bepaald gedeelte van de waarde van die aandelen of rechten van deelname bepaald wordt door onroerende goederen die in dat andere verdragsluitende rechtsgebied gelegen zijn, of op voorwaarde dat meer dan een bepaald gedeelte van de goederen van de entiteit bestaat uit dergelijke onroerende goederen.

6. Een Partij kan zich het recht voorbehouden:

- a) paragraaf 1 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen;
- b) alinea a) van paragraaf 1 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen;
- c) alinea b) van paragraaf 1 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen;
- d) alinea a) van paragraaf 1 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die reeds een bepaling als omschreven in paragraaf 1 bevatten die voorziet in een periode om te bepalen of de desbetreffende drempelwaarde bereikt werd;
- e) alinea b) van paragraaf 1 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die reeds een bepaling bevatten van het type omschreven in paragraaf 1 die van toepassing is op het vervreemden van andere belangen dan aandelen;
- f) paragraaf 4 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen waarin de in paragraaf 5 uiteengezette bepalingen reeds zijn opgenomen.

7. Elke Partij die niet het in alinea a) van paragraaf 6 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, stelt voor elk van haar gedekte belastingverdragen de depositaris ervan in kennis of het al dan niet een bepaling bevat die is omschreven in paragraaf 1, en zo ja, van het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Paragraaf 1 is uitsluitend van toepassing op een bepaling van een gedekt belastingverdrag wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden een kennisgeving met betrekking tot die bepaling gedaan hebben.

8. Elke Partij die ervoor kiest om paragraaf 4 toe te passen stelt de depositaris in kennis van haar keuze. Paragraaf 4 is uitsluitend van toepassing op een gedekt belastingverdrag wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving gedaan hebben. In dat geval is paragraaf 1 niet van toepassing op dat gedekte belastingverdrag. Wanneer een Partij geen voorbehoud heeft

gemaakt als omschreven in alinea f) van paragraaf 6 en het in alinea a) van paragraaf 6 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, wordt in die kennisgeving ook een lijst opgenomen van de gedekte belastingverdragen van die Partij die een bepaling bevatten als omschreven in paragraaf 5, met daarnaast ook het nummer van het artikel en van de paragraaf waaronder elk van die bepalingen is opgenomen. Wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden een kennisgeving met betrekking tot een bepaling van een gedekt belastingverdrag gedaan hebben op grond van deze paragraaf of van paragraaf 7, wordt die bepaling vervangen door de bepalingen van paragraaf 4. In andere gevallen heeft paragraaf 4 uitsluitend voorrang op de bepalingen van het gedekte belastingverdrag, voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met paragraaf 4.

Artikel 10 — Antimisbruikregel voor vaste inrichtingen die in derde rechtsgebieden gelegen zijn

1. Wanneer

- a) een onderneming van een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag inkomsten verkrijgt uit het andere verdragsluitende rechtsgebied en het eerstgenoemde verdragsluitende rechtsgebied die inkomsten behandelt als inkomsten die kunnen worden toegerekend aan een in een derde rechtsgebied gelegen vaste inrichting van de onderneming; en
- b) de winst die aan die vaste inrichting kan worden toegerekend vrijgesteld is van belasting in het eerstgenoemde verdragsluitende rechtsgebied,

zijn de voordelen van het gedekte belastingverdrag niet van toepassing op enig inkomensbestanddeel waarvoor de belasting in het derde rechtsgebied minder bedraagt dan 60 percent van de belasting die in het eerstgenoemde verdragsluitende rechtsgebied van dat inkomensbestanddeel zou worden geheven indien die vaste inrichting in het eerstgenoemde verdragsluitende rechtsgebied gelegen zou zijn. In dat geval blijft elk inkomen waarop de bepalingen van deze paragraaf van toepassing zijn, belastbaar overeenkomstig de nationale wetgeving van het andere verdragsluitende rechtsgebied, niettegenstaande alle andere bepalingen van het gedekte belastingverdrag.

2. Paragraaf 1 is niet van toepassing indien de uit het andere verdragsluitende rechtsgebied verkregen inkomsten, omschreven in paragraaf 1, verkregen zijn in samenhang met of bijkomstig zijn aan de actieve uitoefening van een bedrijf met behulp van de vaste inrichting (niet zijnde het verrichten, beheren of gewoon in bezit houden van beleggingen voor eigen rekening van de onderneming, tenzij deze activiteiten bestaan uit bank- of verzekeringsactiviteiten of effectenhandel die respectievelijk uitgeoefend worden door een bank, een verzekeringsmaatschappij of een geregistreerd effectenbedrijf).

3. Indien de voordelen waarin een gedekt belastingverdrag voorziet op grond van paragraaf 1 geweigerd worden ter zake van een inkomensbestanddeel dat werd verkregen door een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied, mag de bevoegde autoriteit van het andere verdragsluitende rechtsgebied niettemin die voordelen toekennen ter zake van dat inkomensbestanddeel indien die bevoegde autoriteit naar aanleiding van een door die inwoner ingediend verzoek oordeelt dat het

toekennen van die voordelen gerechtvaardigd is, gelet op de redenen waarom die inwoner niet aan de vereisten van de paragrafen 1 en 2 voldeed. De bevoegde autoriteit van het verdragsluitende rechtsgebied bij wie een inwoner van het andere verdragsluitende rechtsgebied een verzoek heeft ingediend overeenkomstig de voorgaande zin, raadpleegt de bevoegde autoriteit van het andere verdragsluitende rechtsgebied alvorens het verzoek in te willigen of af te wijzen.

4. De paragrafen 1 tot en met 3 zijn van toepassing in de plaats van, of bij het ontbreken van, bepalingen van een gedekt belastingverdrag die voordelen weigeren of beperken die anders zouden worden toegekend aan een onderneming van een verdragsluitend rechtsgebied die inkomsten verkrijgt uit het andere verdragsluitende rechtsgebied die kunnen toegerekend worden aan een in een derde rechtsgebied gelegen vaste inrichting van de onderneming.

5. Een Partij kan zich het recht voorbehouden:

- a) dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen;
- b) dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die de in paragraaf 4 omschreven bepalingen reeds bevatten;
- c) dit artikel uitsluitend toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die de in paragraaf 4 omschreven bepalingen reeds bevatten.

6. Elke Partij die niet het in alinea a) of b) van paragraaf 5 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, stelt voor elk van haar gedekte belastingverdragen de depositaris ervan in kennis of het al dan niet een bepaling bevat die is omschreven in paragraaf 4, en zo ja, van het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot een bepaling van een gedekt belastingverdrag gedaan hebben, wordt die bepaling vervangen door de bepalingen van de paragrafen 1 tot en met 3. In andere gevallen hebben de paragrafen 1 tot en met 3 uitsluitend voorrang op de bepalingen van het gedekte belastingverdrag, voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met die paragrafen.

Artikel 11 — Toepassing van belastingverdragen om het recht van een Partij om haar eigen inwoners te belasten te beperken

1. Een gedekt belastingverdrag laat onverlet de belastingheffing door een verdragsluitend rechtsgebied van zijn inwoners, behalve waar het de voordelen betreft die worden toegekend op grond van de bepalingen van het gedekte belastingverdrag:

- a) die dat verdragsluitende rechtsgebied verplichten om aan een onderneming van dat verdragsluitende rechtsgebied een overeenkomstige aanpassing te verlenen volgend op een eerste aanpassing die door het andere verdragsluitende rechtsgebied, in overeenstemming met het gedekte belastingverdrag, werd uitgevoerd van het bedrag van de belasting die in het eerstgenoemde verdragsluitende rechtsgebied geheven wordt van de winst van een vaste inrichting van de onderneming of van de winst van een gelieerde onderneming;

- b) die een invloed kunnen hebben op de manier waarop dat verdragsluitende rechtsgebied een natuurlijke persoon die inwoner is van dat verdragsluitende rechtsgebied belast, wanneer die natuurlijke persoon inkomsten verkrijgt ter zake van diensten die zijn verleend aan het andere verdragsluitende rechtsgebied of aan een staatkundig onderdeel of lokale autoriteit of een ander vergelijkbaar orgaan daarvan;
- c) die een invloed kunnen hebben op de manier waarop dat verdragsluitende rechtsgebied een natuurlijke persoon belast die inwoner is van dat verdragsluitende rechtsgebied en die ook een student, een stagiair of een voor een beroep of bedrijf in opleiding zijnde persoon is, of een leraar, professor, lector, instructeur of onderzoeker die voldoet aan de voorwaarden van het gedekte belastingverdrag;
- d) die dat verdragsluitende rechtsgebied verplichten om aan inwoners van dat verdragsluitende rechtsgebied een verrekening of vrijstelling van belasting te verlenen ter zake van de inkomsten die het andere verdragsluitende rechtsgebied overeenkomstig het gedekte belastingverdrag mag belasten (daaronder begrepen de winst die kan worden toegerekend aan een vaste inrichting die in dat andere verdragsluitende rechtsgebied gelegen is overeenkomstig het gedekte belastingverdrag);
- e) die inwoners van dat verdragsluitende rechtsgebied beschermen tegen bepaalde discriminatoire belastingpraktijken die door dat verdragsluitende rechtsgebied worden toegepast;
- f) die inwoners van dat verdragsluitende rechtsgebied de mogelijkheid bieden om aan de bevoegde autoriteit van dat verdragsluitende rechtsgebied of van elk verdragsluitend rechtsgebied te verzoeken zich te beraden over gevallen van belastingheffing die niet in overeenstemming is met het gedekte belastingverdrag;
- g) die een invloed kunnen hebben op de manier waarop dat verdragsluitende rechtsgebied een natuurlijke persoon belast die inwoner is van dat verdragsluitende rechtsgebied wanneer die natuurlijke persoon lid is van een diplomatieke vertegenwoordiging, een regeringsvertegenwoordiging of een consulaire post van het andere verdragsluitende rechtsgebied;
- h) die bepalen dat pensioenen of andere betalingen die betaald zijn ingevolge de socialezekerheidswetgeving van het andere verdragsluitende rechtsgebied uitsluitend in dat andere verdragsluitende rechtsgebied belastbaar zijn;
- i) die bepalen dat pensioenen en soortgelijke betalingen, lijfrenten, uitkeringen voor alimentatie of andere uitkeringen voor levensonderhoud die uit het andere verdragsluitende rechtsgebied afkomstig zijn uitsluitend in dat andere verdragsluitende rechtsgebied belastbaar zijn; of
- j) die anderszins het recht van een verdragsluitende rechtsgebied om zijn eigen inwoners te belasten uitdrukkelijk beperken of uitdrukkelijk bepalen dat het verdragsluitende rechtsgebied waaruit een inkomensbestanddeel afkomstig is het uitsluitende recht heeft om dat inkomensbestanddeel te belasten.

2. Paragraaf 1 is van toepassing in de plaats van, of bij het ontbreken van, bepalingen van een gedekt belastingverdrag die stellen dat het gedekte belastingverdrag de belastingheffing van de eigen inwoners door een verdragsluitend rechtsgebied onverlet laat.
3. Een Partij kan zich het recht voorbehouden:
 - a) dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen;
 - b) dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen waarin de in paragraaf 2 omschreven bepalingen reeds voorkomen.
4. Elke Partij die niet het in alinea a) of b) van paragraaf 3 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, stelt voor elk van haar gedekte belastingverdragen de depositaris ervan in kennis of het al dan niet een bepaling bevat die is omschreven in paragraaf 2 en zo ja, van het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot een bepaling van een gedekt belastingverdrag gedaan hebben, wordt die bepaling vervangen door de bepalingen van paragraaf 1. In andere gevallen heeft paragraaf 1 uitsluitend voorrang op de bepalingen van het gedekte belastingverdrag, voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met paragraaf 1.

DEEL IV

ONTWIJKING VAN DE KWALIFICATIE ALS VASTE INRICHTING

Artikel 12 — Kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van commissiainstructuren en soortgelijke strategieën

1. Niettegenstaande de bepalingen van een gedekt belastingverdrag die de uitdrukking "vaste inrichting" omschrijven, maar onverminderd paragraaf 2, wanneer een persoon voor een onderneming optreedt in een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag en daarbij gewoonlijk overeenkomsten sluit, of gewoonlijk de voornaamste rol speelt die leidt tot het sluiten van overeenkomsten die stelselmatig zonder materiële wijziging door de onderneming gesloten worden, en die overeenkomsten gesloten zijn:
 - a) in de naam van de onderneming; of
 - b) voor de eigendomsoverdracht of voor het verlenen van het gebruiksrecht van goederen die aan die onderneming toebehoren of ter zake waarvan de onderneming het gebruiksrecht heeft; of
 - c) voor het verstrekken van diensten door die onderneming,

wordt die onderneming geacht in dat verdragsluitende rechtsgebied een vaste inrichting te hebben ter zake van alle activiteiten welke die persoon voor de onderneming verricht, tenzij die activiteiten, indien ze door de onderneming zouden worden uitgeoefend met behulp van een in dat verdragsluitende rechtsgebied gevestigde vaste bedrijfsinrichting van die onderneming, er niet toe

zouden leiden dat die vaste bedrijfsinrichting geacht wordt een vaste inrichting te zijn op grond van de definitie van vaste inrichting die is opgenomen in het gedekte belastingverdrag (zoals dat door deze Overeenkomst gewijzigd kan worden).

2. Paragraaf 1 is niet van toepassing indien de persoon die in een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag optreedt voor een onderneming van het andere verdragsluitende rechtsgebied, in het eerstgenoemde verdragsluitende rechtsgebied een bedrijf uitoefent als een onafhankelijke vertegenwoordiger en voor de onderneming handelt in de normale uitoefening van dat bedrijf. Wanneer een persoon evenwel uitsluitend of nagenoeg uitsluitend optreedt voor een of meer ondernemingen waarmee hij nauw verbonden is, wordt die persoon ten opzichte van elke dergelijke onderneming niet geacht een onafhankelijk vertegenwoordiger te zijn in de zin van deze paragraaf.

3. a) Paragraaf 1 is van toepassing in de plaats van bepalingen van een gedekt belastingverdrag die de omstandigheden beschrijven waaronder een onderneming geacht wordt een vaste inrichting te hebben in een verdragsluitend rechtsgebied (of een persoon geacht wordt een vaste inrichting te zijn in een verdragsluitend rechtsgebied) ter zake van een activiteit die een persoon, niet zijnde een onafhankelijke vertegenwoordiger, voor de onderneming uitoefent, maar uitsluitend voor zover die bepalingen betrekking hebben op het geval waarbij die persoon in dat verdragsluitende rechtsgebied een machtiging bezit om in de naam van de onderneming overeenkomsten af te sluiten en dit recht aldaar gewoonlijk uitoefent.

b) Paragraaf 2 is van toepassing in de plaats van bepalingen van een gedekt belastingverdrag op grond waarvan een onderneming niet geacht wordt een vaste inrichting in een verdragsluitend rechtsgebied te hebben ter zake van een activiteit die een onafhankelijke vertegenwoordiger voor de onderneming uitoefent.

4. Een Partij kan zich het recht voorbehouden dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen.

5. Elke Partij die niet het in paragraaf 4 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, stelt voor elk van haar gedekte belastingverdragen de depositaris ervan in kennis of het al dan niet een bepaling bevat als omschreven in alinea a) van paragraaf 3, alsook van het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Paragraaf 1 is uitsluitend van toepassing op een bepaling van een gedekt belastingverdrag wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden een kennisgeving met betrekking tot die bepaling gedaan hebben.

6. Elke Partij die niet het in paragraaf 4 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, stelt voor elk van haar gedekte belastingverdragen de depositaris ervan in kennis of het al dan niet een bepaling bevat die is omschreven in alinea b) van paragraaf 3, alsook van het nummer van het artikel en de paragraaf

van elke dergelijke bepaling. Paragraaf 2 is uitsluitend van toepassing op een bepaling van een gedekt belastingverdrag wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot die bepaling gedaan hebben.

Artikel 13 — Kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van uitzonderingen voor specifieke activiteiten

1. Een Partij mag ervoor kiezen om paragraaf 2 (optie A) of paragraaf 3 (optie B) toe te passen of om geen van die opties toe te passen.

Optie A

2. Niettegenstaande de bepalingen van een gedekt belastingverdrag die de uitdrukking "vaste inrichting" omschrijven, wordt de uitdrukking "vaste inrichting" niet geacht te omvatten:

- a) de activiteiten die in het gedekte belastingverdrag (vóór wijziging door deze Overeenkomst) specifiek opgesomd zijn als activiteiten die niet geacht worden een vaste inrichting te vormen, ongeacht of die uitzondering met betrekking tot de kwalificatie als vaste inrichting afhankelijk is van het feit of die activiteiten van voorbereidende aard zijn of het karakter van hulpwerkzaamheid hebben;
- b) het aanhouden van een vaste bedrijfsinrichting met als enig doel voor de onderneming een activiteit te verrichten die niet omschreven is in alinea a);
- c) het aanhouden van een vaste bedrijfsinrichting met als enig doel een combinatie van de in de alinea's a) en b) genoemde activiteiten te verrichten;

op voorwaarde dat die activiteit, of, in het geval van alinea c), het geheel van de activiteiten van de vaste bedrijfsinrichting, van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheid heeft.

Optie B

3. Niettegenstaande de bepalingen van een gedekt belastingverdrag die de uitdrukking "vaste inrichting" omschrijven, wordt de uitdrukking "vaste inrichting" niet geacht te omvatten:

- a) de activiteiten die in het gedekte belastingverdrag (vóór wijziging door deze Overeenkomst) specifiek opgesomd zijn als activiteiten die niet geacht worden een vaste inrichting te vormen, ongeacht of die uitzondering met betrekking tot de kwalificatie als vaste inrichting afhankelijk is van het feit of die activiteiten van voorbereidende aard zijn of het karakter van hulpwerkzaamheid hebben, behalve voor zover de desbetreffende bepaling van het gedekte belastingverdrag uitdrukkelijk stelt dat een specifieke activiteit niet geacht wordt een vaste inrichting te vormen, op voorwaarde dat de activiteit van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheid heeft;
- b) het aanhouden van een vaste bedrijfsinrichting met als enig doel voor de onderneming een activiteit te verrichten die niet omschreven is in alinea a), op voorwaarde dat die activiteit van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheid heeft;

- c) het aanhouden van een vaste bedrijfsinrichting met als enig doel een combinatie van de in de alinea's a) en b) vermelde activiteiten te verrichten, op voorwaarde dat het geheel van de activiteiten van de vaste bedrijfsinrichting dat resulteert uit die combinatie, van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheid heeft.

4. Een bepaling van een gedekt belastingverdrag (zoals dat gewijzigd kan worden door paragraaf 2 of 3 die een lijst bevat van specifieke activiteiten die niet geacht worden een vaste inrichting te vormen, is niet van toepassing op een vaste bedrijfsinrichting die door een onderneming gebruikt of aangehouden wordt indien dezelfde onderneming of een nauw daarmee verbonden onderneming op dezelfde plaats of op een andere plaats in hetzelfde verdragsluitende rechtsgebied bedrijfsactiviteiten uitoefent, en:

- a) die plaats of die andere plaats voor de onderneming of voor de nauw daarmee verbonden onderneming een vaste inrichting vormt op grond van de bepalingen van een gedekt belastingverdrag waarin een vaste inrichting omschreven wordt; of
- b) het geheel van de activiteiten dat resulteert uit de combinatie van de activiteiten die door de twee ondernemingen op dezelfde plaats, of door dezelfde onderneming of nauw daarmee verbonden ondernemingen op de twee plaatsen worden uitgeoefend, niet van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheid heeft;

op voorwaarde dat de bedrijfsactiviteiten die door de twee ondernemingen op dezelfde plaats, of door dezelfde onderneming of nauw daarmee verbonden ondernemingen op de twee plaatsen worden uitgeoefend, aanvullende taken zijn die deel uitmaken van een samenhangende bedrijfsvoering.

- 5. a) Paragraaf 2 of 3 zijn van toepassing in de plaats van de desbetreffende gedeelten van bepalingen van een gedekt belastingverdrag die een lijst bevatten van specifieke activiteiten die niet geacht worden een vaste inrichting te vormen, zelfs als de activiteit uitgeoefend wordt met behulp van een vaste bedrijfsinrichting (of bepalingen van een gedekt belastingverdrag die een vergelijkbare uitwerking hebben);
- b) Paragraaf 4 is van toepassing op bepalingen van een gedekt belastingverdrag (zoals die gewijzigd kunnen worden door paragraaf 2 of 3) die een lijst bevatten van specifieke activiteiten die niet geacht worden een vaste inrichting te vormen, zelfs als de activiteit uitgeoefend wordt met behulp van een vaste bedrijfsinrichting (of bepalingen van een gedekt belastingverdrag die een vergelijkbare uitwerking hebben).

6. Een Partij kan zich het recht voorbehouden:

- a) dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen;
- b) paragraaf 2 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die uitdrukkelijk bepalen dat de in een lijst opgenomen specifieke activiteiten uitsluitend dan geacht worden geen vaste inrichting te vormen wanneer elk van de werkzaamheden van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheid heeft;

- c) paragraaf 4 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen.

7. Elke Partij die kiest voor het toepassen van een optie als bedoeld in paragraaf 1, stelt de depositaris in kennis van de optie van haar keuze. Die kennisgeving bevat tevens een lijst van haar gedekte belastingverdragen die een bepaling bevatten als omschreven in alinea a) van paragraaf 5, alsook het nummer van het artikel en van de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Een optie is uitsluitend van toepassing op een bepaling van een gedekt belastingverdrag wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden gekozen hebben voor het toepassen van dezelfde optie en een dergelijke kennisgeving met betrekking tot die bepaling gedaan hebben.

8. Elke Partij die niet het in alinea a) of c) van paragraaf 6 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, en die niet kiest voor het toepassen van een optie als bedoeld in paragraaf 1, stelt voor elk van haar gedekte belastingverdragen de depositaris ervan in kennis of het al dan niet een bepaling bevat als omschreven in alinea b) van paragraaf 5, alsook het nummer van het artikel en van de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Paragraaf 4 is uitsluitend van toepassing op een bepaling van een gedekt belastingverdrag wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden een kennisgeving met betrekking tot die bepaling gedaan hebben op grond van deze paragraaf of van paragraaf 7.

Artikel 14 — Splitsen van contracten

1. Met als enig doel vast te stellen of de termijn (of de termijnen) verstreken is (zijn) die is (zijn) bedoeld in een bepaling van een gedekt belastingverdrag waarin een tijdsduur is vastgelegd na afloop waarvan specifieke projecten of activiteiten een vaste inrichting vormen, worden:

- a) wanneer een onderneming van een verdragsluitend rechtsgebied in het andere verdragsluitende rechtsgebied activiteiten uitoefent op de plaats van uitvoering van een bouwwerk, van constructie- of installatiewerkzaamheden of van een ander specifiek project dat in de desbetreffende bepaling van het gedekte belastingverdrag wordt omschreven, of daarmee verband houdende activiteiten van toezichthoudende of raadgevende aard uitoefent, ingeval van een bepaling van een gedekt belastingverdrag die naar dergelijke activiteiten verwijst, en die activiteiten uitgeoefend worden gedurende een of meer tijdvakken die in totaal langer duren dan dertig dagen zonder de termijn (of de termijnen) te overschrijden die is (zijn) bedoeld in de desbetreffende bepaling van het gedekte belastingverdrag; en
- b) wanneer er in dat andere verdragsluitende rechtsgebied op diezelfde plaats van uitvoering van een bouwwerk of van constructie- of installatiewerkzaamheden of andere plaats die wordt omschreven in de desbetreffende bepaling van het gedekte belastingverdrag (of wanneer de desbetreffende bepaling van het gedekte belastingverdrag van toepassing is op activiteiten van toezichthoudende of raadgevende aard in verband met die plaats) gedurende verschillende tijdvakken, die elk meer bedragen dan 30 dagen daarmee verband houdende activiteiten worden uitgeoefend door een of meer ondernemingen die nauw verbonden zijn met eerstgenoemde onderneming,

die verschillende tijdvakken bij de totale tijdsduur gevoegd waarin de eerstgenoemde onderneming activiteiten uitgeoefend heeft op dezelfde plaats van uitvoering van een bouwwerk of van constructie- of installatiewerkzaamheden of andere plaats die wordt omschreven in de desbetreffende bepaling van het gedekte belastingverdrag.

2. Paragraaf 1 is van toepassing in de plaats van, of bij het ontbreken van, bepalingen van een gedekt belastingverdrag voor zover die bepalingen betrekking hebben op de splitsing van contracten in verscheidene delen met als doel de toepassing te vermijden van een termijn (of termijnen) met betrekking tot het bestaan van een vaste inrichting voor specifieke projecten of activiteiten die zijn omschreven in paragraaf 1.

3. Een Partij kan zich het recht voorbehouden:

- a) dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen;
- b) dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op bepalingen van haar gedekte belastingverdragen die betrekking hebben op de exploratie of exploitatie van natuurlijke rijkdommen.

4. Elke Partij die niet het in alinea a) van paragraaf 3 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, stelt voor elk van haar gedekte belastingverdragen de depositaris ervan in kennis of het al dan niet een bepaling bevat die is omschreven in paragraaf 2 en die niet binnen de reikwijdte valt van een voorbehoud als bedoeld in alinea b) van paragraaf 3, en zo ja, van het nummer van het artikel en van de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot een bepaling van een gedekt belastingverdrag gedaan hebben, wordt die bepaling vervangen door de bepalingen van paragraaf 1 in de mate bepaald door paragraaf 2. In andere gevallen heeft paragraaf 1 uitsluitend voorrang op de bepalingen van het gedekte belastingverdrag voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met paragraaf 1.

Artikel 15 — Definitie van een nauw met een onderneming verbonden persoon

1. Voor de toepassing van de bepalingen van een gedekt belastingverdrag die gewijzigd zijn door paragraaf 2 van artikel 12 (Kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van commissionairstructuren en soortgelijke strategieën), paragraaf 4 van artikel 13 (Kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van uitzonderingen voor specifieke activiteiten), of paragraaf 1 van artikel 14 (Splitsen van contracten), is een persoon nauw verbonden met een onderneming indien uit alle relevante feiten en omstandigheden blijkt dat de ene zeggenschap heeft over de andere of dat ze beide onder zeggenschap staan van dezelfde personen of ondernemingen. In elk geval wordt een persoon geacht nauw verbonden te zijn met een onderneming indien de ene direct of indirect meer dan 50 percent bezit van het uiteindelijke belang in de andere persoon (of, in het geval van een vennootschap, meer dan 50 percent bezit van het totale aantal stemmen en de waarde van de aandelen van de vennootschap of van het uiteindelijke belang in het vermogen van de vennootschap) of indien een andere persoon direct of indirect meer dan 50 percent bezit van het uiteindelijke belang (of, in het geval van een vennootschap, meer dan 50 percent bezit

van het totale aantal stemmen en de waarde van de aandelen van de vennootschap of van het uiteindelijke belang in het vermogen van de vennootschap) in de persoon en in de onderneming.

2. Een Partij die de voorbehouden heeft gemaakt die zijn omschreven in paragraaf 4 van artikel 12 (Kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van commissionairstructuren en soortgelijke strategieën), in alinea a) of c) van paragraaf 6 van artikel 13 (Kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van uitzonderingen voor specifieke activiteiten), en in alinea a) van paragraaf 3 van artikel 14 (Splitsen van contracten), kan zich het recht voorbehouden dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op het gedekte belastingverdrag waarop die voorbehouden van toepassing zijn.

DEEL V

VERBETEREN VAN GESCHILLENBESLECHTING

Artikel 16 — Procedure voor onderling overleg

1. Indien een persoon van oordeel is dat de maatregelen van een verdragsluitend rechtsgebied of van beide verdragsluitende rechtsgebieden voor die persoon leiden of zullen leiden tot een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekte belastingverdrag, kan die persoon, ongeacht de rechtsmiddelen waarin het nationale recht van die verdragsluitende rechtsgebieden voorziet, de zaak voorleggen aan de bevoegde autoriteit van een van beide verdragsluitende rechtsgebieden. De zaak moet worden voorgelegd binnen een termijn van drie jaar vanaf de datum van de eerste kennisgeving van de maatregel die een belastingheffing ten gevolge heeft die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekte belastingverdrag.

2. Indien het bezwaar haar grond voorkomt en indien zij niet zelf in staat is tot een bevredigende oplossing ervan te komen, tracht de bevoegde autoriteit de zaak in onderlinge overeenstemming met de bevoegde autoriteit van het andere verdragsluitende rechtsgebied op te lossen, teneinde een belastingheffing te vermijden die niet in overeenstemming is met het gedekte belastingverdrag. Elke bereikte overeenstemming wordt uitgevoerd, niettegenstaande de termijnen waarin het nationale recht van de verdragsluitende rechtsgebieden voorziet.

3. De bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden trachten moeilijkheden of twijfelpunten die mochten rijzen met betrekking tot de interpretatie of de toepassing van het gedekte belastingverdrag in onderlinge overeenstemming op te lossen. Zij kunnen ook met elkaar overleg plegen teneinde dubbele belasting te vermijden in gevallen die niet in het gedekte belastingverdrag geregeld zijn.

4. a) i) De eerste zin van paragraaf 1 is van toepassing in de plaats van, of bij het ontbreken van, bepalingen van een gedekt belastingverdrag (of van gedeelten daarvan) die voorschrijven dat wanneer een persoon van oordeel is dat de maatregelen van een verdragsluitend rechtsgebied of van beide verdragsluitende rechtsgebieden voor die persoon leiden of zullen leiden tot een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekte belastingverdrag, die persoon, ongeacht de rechtsmiddelen waarin het nationale recht van die verdragsluitende rechtsgebieden voorziet, de zaak kan voorleggen aan de bevoegde autoriteit van het verdragsluitende rechtsgebied waarvan die persoon inwoner is, daaronder begrepen bepalingen die voorschrijven dat, indien de door die persoon voorgelegde zaak onder de toepassing valt van de bepalingen van een gedekt belastingverdrag die betrekking hebben op non-discriminatie die op nationaliteit gebaseerd is, de zaak mag worden voorgelegd aan de bevoegde autoriteit van het verdragsluitende rechtsgebied waarvan die persoon onderdaan is.
- ii) De tweede zin van paragraaf 1 is van toepassing in de plaats van bepalingen van een gedekt belastingverdrag die voorschrijven dat een zaak als bedoeld in de eerste zin van paragraaf 1 moet worden voorgelegd binnen een bepaalde termijn die minder bedraagt dan drie jaar vanaf de datum van de eerste kennisgeving van de maatregel die een belastingheffing ten gevolge heeft die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekte belastingverdrag, of wanneer er geen bepaling van een gedekt belastingverdrag is die de termijn vaststelt waarbinnen dergelijke zaak moet worden voorgelegd.
- b) i) De eerste zin van paragraaf 2 is van toepassing wanneer er in een gedekt belastingverdrag bepalingen ontbreken die voorschrijven dat de bevoegde autoriteit aan wie de zaak door de in paragraaf 1 bedoelde persoon wordt voorgelegd zal trachten, indien het bezwaar haar gegrond voorkomt en indien zij niet zelf in staat is tot een bevredigende oplossing ervan te komen, de zaak in onderlinge overeenstemming met de bevoegde autoriteit van het andere verdragsluitende rechtsgebied te regelen, teneinde een belastingheffing te vermijden die niet in overeenstemming is met het gedekte belastingverdrag.
- ii) De tweede zin van paragraaf 2 is van toepassing wanneer er in een gedekt belastingverdrag bepalingen ontbreken die voorschrijven dat elke overeengekomen regeling zal worden uitgevoerd, niettegenstaande de termijnen waarin het nationale recht van de verdragsluitende rechtsgebieden voorziet.
- c) i) De eerste zin van paragraaf 3 is van toepassing wanneer er in een gedekt belastingverdrag bepalingen ontbreken die voorschrijven dat de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden zullen trachten om moeilijkheden of twijfelpunten die mochten rijzen met betrekking tot de interpretatie of de toepassing van het gedekte belastingverdrag in onderlinge overeenstemming op te lossen.
- ii) De tweede zin van paragraaf 3 is van toepassing wanneer er in een gedekt belastingverdrag bepalingen ontbreken die voorschrijven dat de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden ook met elkaar overleg kunnen

plegen teneinde dubbele belasting te vermijden in gevallen die niet in het gedekte belastingverdrag geregeld zijn.

5. Een Partij kan zich het recht voorbehouden:

- a) de eerste zin van paragraaf 1 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen op grond van het gegeven dat zij voornemens is te voldoen aan de minimumstandaard inzake het verbeteren van geschillenbeslechting van het OESO/G20 BEPS-pakket door ervoor te zorgen dat onder elk van haar gedekte belastingverdragen (niet zijnde een gedekt belastingverdrag dat een persoon in de mogelijkheid stelt een zaak voor te leggen aan de bevoegde autoriteit van een van de verdragsluitende rechtsgebieden), wanneer een persoon van oordeel is dat de maatregelen van een verdragsluitend rechtsgebied of van beide verdragsluitende rechtsgebieden voor hem leiden of zullen leiden tot een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekte belastingverdrag, die persoon, ongeacht de rechtsmiddelen waarin het nationale recht van die verdragsluitende rechtsgebieden voorziet, de zaak mag voorleggen aan de bevoegde autoriteit van het verdragsluitende rechtsgebied waarvan hij inwoner is, of, wanneer de door die persoon voorgelegde zaak onder een bepaling valt van een gedekt belastingverdrag die betrekking heeft op non-discriminatie die op nationaliteit gebaseerd is, aan de bevoegde autoriteit van het verdragsluitende rechtsgebied waarvan die persoon onderdaan is; en de bevoegde autoriteit van dat verdragsluitende rechtsgebied een procedure voor wederzijdse kennisgeving of een consultatieprocedure zal opstarten met de bevoegde autoriteit van het andere verdragsluitende rechtsgebied voor gevallen waarbij de bevoegde autoriteit aan wie de zaak voor onderling overleg werd voorgelegd het bezwaar van de belastingplichtige als ongegrond beschouwt;
- b) de tweede zin van paragraaf 1 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die niet bepalen dat het in de eerste zin van paragraaf 1 bedoelde geval binnen een bepaalde termijn moet worden voorgelegd op grond van het gegeven dat die Partij voornemens is te voldoen aan de minimumstandaard inzake het verbeteren van geschillenbeslechting van het OESO/G20 BEPS-pakket door ervoor te zorgen dat het voor de toepassing van al die gedekte belastingverdragen aan de in paragraaf 1 bedoelde belastingplichtige toegestaan is om de zaak voor te leggen binnen een termijn van minstens drie jaar na de eerste kennisgeving van de maatregel die een belastingheffing ten gevolge heeft die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekte belastingverdrag;
- c) de tweede zin van paragraaf 2 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen op grond van het gegeven dat voor de toepassing van al haar gedekte belastingverdragen:
 - i) elke via de procedure voor onderling overleg overeengekomen regeling zal uitgevoerd worden, niettegenstaande de termijnen waarin het nationale recht van de verdragsluitende rechtsgebieden voorziet; of
 - ii) zij voornemens is te voldoen aan de minimumstandaard inzake het verbeteren van geschillenbeslechting van het OESO/G20 BEPS-pakket door bij haar bilaterale verdragsonderhandelingen een verdragsbepaling te aanvaarden die erin voorziet dat:

- A) de verdragsluitende rechtsgebieden de winst die kan worden toegerekend aan een vaste inrichting van een onderneming van een van de verdragsluitende rechtsgebieden niet zullen aanpassen na een termijn die beide verdragsluitende rechtsgebieden onderling overeengekomen zijn en die aanvangt op het einde van het belastbaar tijdperk waarin de winst aan de vaste inrichting had kunnen worden toegerekend (deze bepaling is niet van toepassing ingeval van fraude, grove nalatigheid of opzettelijk verzuim); en
 - B) de verdragsluitende rechtsgebieden winst die de onderneming zou hebben behaald, maar ingevolge de voorwaarden die zijn opgenomen in een bepaling van een gedekt belastingverdrag die betrekking heeft op verbonden ondernemingen niet heeft behaald, niet in de winst van een onderneming zullen opnemen en niet dienovereenkomstig zullen belasten na een termijn die beide verdragsluitende rechtsgebieden onderling overeengekomen zijn en die aanvangt op het einde van het belastbaar tijdperk waarin de onderneming de winst zou behaald hebben (deze bepaling is niet van toepassing ingeval van fraude, grove nalatigheid of opzettelijk verzuim).
6. a) Elke Partij die niet het in alinea a) van paragraaf 5 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, stelt voor elk van haar gedekte belastingverdragen de depositaris ervan in kennis of het al dan niet een bepaling bevat als omschreven in clause i) onder alinea a) van paragraaf 4, en zo ja, van het nummer van het artikel en van de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden een kennisgeving met betrekking tot een bepaling van een gedekt belastingverdrag gedaan hebben, wordt die bepaling vervangen door de eerste zin van paragraaf 1. In andere gevallen heeft de eerste zin van paragraaf 1 uitsluitend voorrang op de bepalingen van het gedekte belastingverdrag voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met die zin.
- b) Elke Partij die niet het in alinea b) van paragraaf 5 omschreven voorbehoud heeft gemaakt stelt de depositaris in kennis van:
- i) de lijst van haar gedekte belastingverdragen die een bepaling bevatten die voorschrijft dat een zaak als bedoeld in de eerste zin van paragraaf 1 moet worden voorgelegd binnen een bepaalde termijn die minder bedraagt dan drie jaar vanaf de datum van de eerste kennisgeving van de maatregel die een belastingheffing ten gevolge heeft die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekte belastingverdrag, alsook van het nummer van het artikel en van de paragraaf van elke dergelijke bepaling; een bepaling van een gedekt belastingverdrag wordt vervangen door de tweede zin van paragraaf 1 wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot die bepaling gedaan hebben. Onverminderd clause ii) heeft de tweede zin van paragraaf 1 in andere gevallen uitsluitend voorrang op de bepalingen van het gedekte belastingverdrag voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met de tweede zin van paragraaf 1;
 - ii) de lijst van haar gedekte belastingverdragen die een bepaling bevatten die voorschrijft dat een zaak als bedoeld in de eerste zin van paragraaf 1 moet worden voorgelegd binnen een bepaalde termijn van minstens drie jaar na de eerste kennisgeving van de maatregel die een belastingheffing ten gevolge heeft die niet

in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekte belastingverdrag, alsook van het nummer van het artikel en van de paragraaf van elke dergelijke bepaling; de tweede zin van paragraaf 1 is niet van toepassing op een gedekt belastingverdrag wanneer een verdragsluitend rechtsgebied een dergelijke kennisgeving met betrekking tot dat gedekte belastingverdrag gedaan heeft.

- c) Elke Partij stelt de depositaris in kennis van:
- i) de lijst van haar gedekte belastingverdragen die geen bepaling bevatten als omschreven in clause i) onder alinea b) van paragraaf 4; de eerste zin van paragraaf 2 is uitsluitend van toepassing op een gedekt belastingverdrag wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot dat gedekte belastingverdrag gedaan hebben;
 - ii) wanneer het gaat om een Partij die niet het in alinea c) van paragraaf 5 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, de lijst van haar gedekte belastingverdragen die geen bepaling bevatten als omschreven in clause ii) onder alinea b) van paragraaf 4; de tweede zin van paragraaf 2/ is uitsluitend van toepassing op een gedekt belastingverdrag wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot dat gedekte belastingverdrag gedaan hebben.
- d) Elke Partij stelt de depositaris in kennis van:
- i) de lijst van haar gedekte belastingverdragen die geen bepaling bevatten als omschreven in clause i) onder alinea c) van paragraaf 4; de eerste zin van paragraaf 3 is uitsluitend van toepassing op een gedekt belastingverdrag wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot dat gedekte belastingverdrag gedaan hebben;
 - ii) de lijst van haar gedekte belastingverdragen die geen bepaling bevatten als omschreven in clause ii) onder alinea c) van paragraaf 4; de tweede zin van paragraaf 3 is uitsluitend van toepassing op een gedekt belastingverdrag wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot dat gedekte belastingverdrag gedaan hebben.

Artikel 17 — Overeenkomstige aanpassingen

1. Wanneer een verdragsluitend rechtsgebied in de winst van een onderneming van dat verdragsluitende rechtsgebied winst opneemt — en dienovereenkomstig belast — ter zake waarvan een onderneming van het andere verdragsluitende rechtsgebied in dat andere verdragsluitende rechtsgebied is belast, en de aldus opgenomen winst, winst is die de onderneming van het eerstgenoemde verdragsluitende rechtsgebied zou hebben behaald indien tussen de twee ondernemingen zodanige voorwaarden zouden zijn overeengekomen als tussen onafhankelijke ondernemingen zouden zijn overeengekomen, past dat andere verdragsluitende rechtsgebied op passende wijze het bedrag aan belasting aan dat aldaar van die winst is geheven. Bij het bepalen van die aanpassing wordt rekening gehouden met de overige bepalingen van het gedekte belastingverdrag en plegen de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden indien nodig overleg met elkaar.

2. Paragraaf 1 is van toepassing in de plaats van, of bij het ontbreken van, een bepaling die een verdragsluitend rechtsgebied verplicht om op passende wijze het bedrag aan belasting aan te passen dat aldaar van de winst van een onderneming van dat verdragsluitende rechtsgebied geheven wordt wanneer het andere verdragsluitende rechtsgebied die winst opneemt in de winst van een onderneming van dat andere verdragsluitende rechtsgebied en die winst dienovereenkomstig belast, en de aldus opgenomen winst is die de onderneming van dat andere verdragsluitende rechtsgebied zou hebben behaald indien tussen de twee ondernemingen zodanige voorwaarden zouden zijn overeengekomen als tussen onafhankelijke ondernemingen zouden zijn overeengekomen.

3. Een Partij kan zich het recht voorbehouden:

- a) dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die reeds een bepaling bevatten als omschreven in paragraaf 2;
- b) dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen op grond van het feit dat, wanneer er in haar gedekte belastingverdragen geen bepaling voorkomt als bedoeld in paragraaf 2:
 - i) die Partij de in paragraaf 1 van dit artikel bedoelde passende aanpassing, zal doorvoeren; of
 - ii) haar bevoegde autoriteit zal trachten om de zaak te regelen in overeenstemming met de bepalingen van een gedekt belastingverdrag die betrekking hebben op de procedure voor onderling overleg;
- c) wanneer een Partij het in clause ii) onder alinea c) van paragraaf 5 van artikel 16 (Procedure voor onderling overleg), omschreven voorbehoud heeft gemaakt, dit artikel in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen op grond van het feit dat die Partij bij haar bilaterale verdragsonderhandelingen een soortgelijke verdragsbepaling zal aanvaarden als die welke is opgenomen onder paragraaf 1, op voorwaarde dat de verdragsluitende rechtsgebieden tot een onderlinge overeenstemming konden komen met betrekking tot die bepaling en met betrekking tot de bepalingen die zijn omschreven in clause ii) onder alinea c) van paragraaf 5 van artikel 16 (Procedure voor onderling overleg).

4. Elke Partij die niet het in paragraaf 3 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, stelt voor elk van haar gedekte belastingverdragen de depositaris ervan in kennis of het al dan niet een bepaling bevat die is omschreven in paragraaf 2, en zo ja, van het nummer van het artikel en van de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot een bepaling van een gedekt belastingverdrag gedaan hebben, wordt die bepaling vervangen door de bepalingen van paragraaf 1. In andere gevallen heeft paragraaf 1 uitsluitend voorrang op de bepalingen van het gedekte belastingverdrag voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met paragraaf 1.

DEEL VI

ARBITRAGE

Artikel 18 — Keuze om Deel VI toe te passen

Een Partij mag kiezen om dit Deel toe te passen op haar gedekte belastingverdragen en stelt de depositaris in kennis van haar keuze. Dit Deel is uitsluitend van toepassing tussen twee verdragsluitende rechtsgebieden met betrekking tot een gedekt belastingverdrag wanneer beide verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving hebben gedaan.

Artikel 19 — Verplichte en bindende arbitrage

1. Wanneer:
 - a) op grond van een bepaling van een gedekt belastingverdrag (zoals dat gewijzigd kan worden door paragraaf 1 van artikel 16 (Procedure voor onderling overleg)) die voorschrijft dat een persoon een zaak kan voorleggen aan een bevoegde autoriteit van een verdragsluitend rechtsgebied indien die persoon van oordeel is dat de maatregelen van een verdragsluitend rechtsgebied of van beide verdragsluitende rechtsgebieden voor die persoon leiden of zullen leiden tot een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekte belastingverdrag (zoals dat gewijzigd kan worden door de Overeenkomst), een persoon een zaak heeft voorgelegd aan de bevoegde autoriteit van een verdragsluitend rechtsgebied, omdat de maatregelen van een verdragsluitend rechtsgebied of van beide verdragsluitende rechtsgebieden voor hem tot een belastingheffing geleid hebben die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekte belastingverdrag (zoals dat gewijzigd kan worden door de Overeenkomst); en
 - b) de bevoegde autoriteiten geen overeenstemming kunnen bereiken om die zaak op te lossen op grond van een bepaling van een gedekt belastingverdrag (zoals dat gewijzigd kan worden door paragraaf 2 van artikel 16 (Procedure voor onderling overleg)), die voorschrijft dat de bevoegde autoriteit zal trachten om de aangelegenheid in onderlinge overeenstemming met de bevoegde autoriteit van het andere verdragsluitende rechtsgebied op te lossen binnen een termijn van twee jaar die begint te lopen op de aanvangsdatum die, naar gelang de zaak, bedoeld is in paragraaf 8 of 9 (tenzij de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden nog vóór het verstrijken van die termijn overeenstemming bereikt hebben over een andere termijn voor die zaak en de persoon die de zaak heeft voorgelegd daarvan op de hoogte hebben gebracht),

worden alle onopgeloste kwesties die uit die zaak volgen op schriftelijk verzoek van de persoon aan arbitrage onderworpen op de in dit Deel uiteengezette manier, in overeenstemming met alle regels of procedures waarover de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden overeenstemming hebben bereikt overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 10.

2. Wanneer een bevoegde autoriteit de in paragraaf 1 bedoelde procedure voor onderling overleg geschorst heeft, omdat een zaak nog aanhangig is voor een rechterlijke instantie of een administratieve rechtbank met betrekking tot een of meer soortgelijke kwesties, houdt de in alinea b) van paragraaf 1

vastgestelde termijn op te lopen, ofwel tot de rechterlijke instantie of de administratieve rechtbank een definitieve uitspraak heeft gedaan, ofwel tot de zaak geschorst of ingetrokken wordt. Ook wanneer een persoon die een zaak heeft voorgelegd en een bevoegde autoriteit overeengekomen zijn om de procedure voor onderling overleg te schorsen, houdt de in alinea b) van paragraaf 1 vastgestelde termijn op te lopen tot de schorsing opgeheven wordt.

3. Wanneer beide bevoegde autoriteiten het erover eens zijn dat een rechtsreeks bij de zaak betrokken persoon niet tijdig alle aanvullende materiële inlichtingen heeft verstrekt die door een van beide bevoegde autoriteiten gevraagd werden na aanvang van de in alinea b) van paragraaf 1 vastgestelde termijn, wordt de in alinea b) van paragraaf 1 vastgestelde termijn verlengd met een tijdsduur die gelijk is aan de termijn die aanvangt op de datum waarop om de inlichtingen werd verzocht en die afloopt op de datum waarop die inlichtingen verstrekt werden.

- 4) a) De arbitrale uitspraak die met betrekking tot de aan arbitrage onderworpen kwesties genomen wordt, wordt uitgevoerd via het in paragraaf 1 bedoelde onderling overleg met betrekking tot die zaak. De arbitrale uitspraak is definitief.
- b) De arbitrale uitspraak is bindend voor beide verdragsluitende rechtsgebieden, behalve in de volgende gevallen:
- i) indien een rechtsreeks bij de zaak betrokken persoon de overeengekomen regeling waardoor de arbitrale uitspraak wordt uitgevoerd niet aanvaardt. In een dergelijk geval, komt de zaak niet in aanmerking voor verder beraad door de bevoegde autoriteiten. De overeengekomen regeling waardoor de arbitrale uitspraak met betrekking tot de zaak wordt uitgevoerd, wordt geacht niet aanvaard te zijn door een rechtsreeks bij de zaak betrokken persoon indien enig persoon die rechtstreeks bij de zaak betrokken is niet binnen 60 dagen na de datum waarop de kennisgeving met betrekking tot de overeengekomen regeling aan de persoon werd toegezonden, alle kwesties die in de overeengekomen regeling tot uitvoering van de arbitrale uitspraak opgelost werden uit het beraad door een rechterlijke instantie of een administratieve rechtbank terugtrekt of anderszins elke nog lopende gerechtelijke of administratieve procedure met betrekking tot dergelijke kwesties beëindigt op een manier die in overeenstemming is met die overeengekomen regeling.
 - ii) indien een definitieve uitspraak van de rechterlijke instanties van een van de verdragsluitende rechtsgebieden inhoudt dat de arbitrale uitspraak ongeldig is. In een dergelijk geval wordt het in paragraaf 1 bedoelde verzoek om arbitrage geacht niet te zijn ingediend en wordt de arbitrageprocedure geacht niet te hebben plaatsgevonden (behalve voor de toepassing van de artikelen 21 (Vertrouwelijkheid van de arbitrageprocedure) en 25 (Kosten van de arbitrageprocedure)). In een dergelijk geval mag een nieuw verzoek om arbitrage worden ingediend tenzij de bevoegde autoriteiten het erover eens zijn dat een dergelijk nieuw verzoek niet mag worden toegestaan.

- iii) indien een rechtstreeks bij de zaak betrokken persoon bij enigerlei rechterlijke instantie of administratieve rechtbank een rechtszaak aanspant met betrekking tot de kwesties die in de overeengekomen regeling tot uitvoering van de arbitrale uitspraak opgelost werden.

5. De bevoegde autoriteit die het aanvankelijke verzoek voor een procedure voor onderling overleg als omschreven in alinea a) van paragraaf 1 ontvangen heeft, moet binnen twee kalendermaanden na ontvangst van het verzoek:

- a) aan de persoon die de zaak voorgelegd heeft een kennisgeving toezenden ter bevestiging van de ontvangst van het verzoek; en
- b) de bevoegde autoriteit van het andere verdragsluitende rechtsgebied een kennisgeving toezenden van dat verzoek, samen met een afschrift van het verzoek.

6. Binnen drie kalendermaanden nadat een bevoegde autoriteit het verzoek voor een procedure voor onderling overleg (of een afschrift daarvan afkomstig van de bevoegde autoriteit van het andere verdragsluitende rechtsgebied) ontvangen heeft:

- a) stelt zij de persoon die de zaak voorgelegd heeft en de andere bevoegde autoriteit ervan in kennis dat zij de inlichtingen heeft ontvangen die nodig zijn voor een grondig onderzoek van de zaak; of
- b) vraagt zij om aanvullende inlichtingen daartoe aan die persoon.

7. Wanneer een van de bevoegde autoriteiten overeenkomstig alinea b) van paragraaf 6 aan de persoon die de zaak voorgelegd heeft aanvullende inlichtingen heeft gevraagd die nodig zijn voor een grondig onderzoek van de zaak, of wanneer beide bevoegde autoriteiten dat hebben gedaan, stelt de bevoegde autoriteit die de aanvullende inlichtingen heeft gevraagd binnen drie kalendermaanden nadat ze die aanvullende inlichtingen van die persoon ontvangen heeft die persoon en de andere bevoegde autoriteit in kennis:

- a) ofwel van het feit dat ze de gevraagde inlichtingen ontvangen heeft;
- b) ofwel van het feit dat sommige van de gevraagde inlichtingen nog steeds ontbreken.

8. Wanneer geen van beide bevoegde autoriteiten aanvullende inlichtingen heeft gevraagd overeenkomstig alinea b) van paragraaf 6, wordt de in paragraaf 1 bedoelde aanvangsdatum vastgesteld op de eerste van de volgende data:

- a) de datum waarop beide bevoegde autoriteiten aan de persoon die de zaak voorgelegd heeft een kennisgeving hebben gedaan overeenkomstig alinea a) van paragraaf 6; en

- b) de datum die drie kalendermaanden later valt dan de datum waarop de kennisgeving overeenkomstig alinea b) van paragraaf 5 aan de bevoegde autoriteit van het andere verdragsluitende rechtsgebied werd gedaan.

9. Wanneer er aanvullende inlichtingen werden gevraagd overeenkomstig alinea b) van paragraaf 6, wordt de in paragraaf 1 bedoelde aanvangsdatum vastgesteld op de eerste van de volgende data:

- a) de laatste datum waarop de bevoegde autoriteiten die aanvullende inlichtingen hebben gevraagd aan de persoon die de zaak heeft voorgelegd en aan de andere bevoegde autoriteit een kennisgeving hebben gedaan overeenkomstig alinea a) van paragraaf 7; en
- b) de datum drie kalendermaanden nadat beide bevoegde autoriteiten van de persoon die de zaak heeft voorgelegd alle inlichtingen hebben gekregen die door een van beide bevoegde autoriteiten gevraagd werd.

Wanneer evenwel een van beide bevoegde autoriteiten de in alinea a) van paragraaf 7 bedoelde kennisgeving toezendt of beide bevoegde autoriteiten dat doen, wordt die kennisgeving behandeld als een verzoek om aanvullende inlichtingen als bedoeld in alinea b) van paragraaf 6.

10. De bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden regelen de wijze van toepassing van de in dit Deel opgenomen bepalingen in onderling overleg (overeenkomstig het artikel van het desbetreffende gedekte belastingverdrag dat betrekking heeft op procedures voor onderling overleg), met inbegrip van het minimum aan inlichtingen dat voor elk van de bevoegde autoriteiten noodzakelijk is voor een grondig onderzoek van de zaak. Een dergelijke regeling wordt overeengekomen vóór de datum waarop onopgeloste kwesties van een zaak voor het eerst in aanmerking komen om aan arbitrage onderworpen te worden en kan daarna van tijd tot tijd gewijzigd worden.

11. Voor de toepassing van dit artikel op haar gedekte belastingverdragen kan een Partij zich het recht voorbehouden de termijn van twee jaar die in alinea b) van paragraaf 1 is vastgesteld te vervangen door een termijn van drie jaar.

12. Niettegenstaande de andere bepalingen van dit artikel kan een Partij zich het recht voorbehouden de volgende regels toe te passen op haar gedekte belastingverdragen:

- a) elke onopgeloste kwestie die voortkomt uit een zaak die via de procedure voor onderling overleg onderzocht werd en die anders onder de toepassing valt van de arbitrageprocedure waarin deze Overeenkomst voorziet, wordt niet aan arbitrage onderworpen wanneer daaromtrent reeds een uitspraak werd gedaan door een rechterlijke instantie of een administratieve rechtbank van een van beide verdragsluitende rechtsgebieden;

- b) indien een rechterlijke instantie of een administratieve rechtbank van een van de verdragssluitende rechtsgebieden op enig tijdstip nadat een verzoek om arbitrage werd ingediend, en voordat het arbitragepanel zijn uitspraak heeft doen toekomen aan de bevoegde autoriteiten van de verdragssluitende rechtsgebieden, een uitspraak ter zake van de kwestie gedaan heeft, wordt de arbitrageprocedure beëindigd.

Artikel 20 — Aanstelling van arbiters

1. Behalve voor zover de bevoegde autoriteiten van de verdragssluitende rechtsgebieden onderling andere regels overeenkomen, gelden de paragrafen 2 tot en met 4 voor de toepassing van dit Deel.
2. Het aanstellen van de leden van een arbitragepanel gebeurt volgens onderstaande regels:
 - a) Het arbitragepanel bestaat uit drie afzonderlijke leden met deskundigheid of ervaring op het gebied van internationale belastingaangelegenheden.
 - b) Binnen de 60 dagen, te rekenen vanaf de datum waarop het verzoek om arbitrage bedoeld in paragraaf 1 van artikel 19 (Verplichte en bindende arbitrage) werd ingediend, stelt elk van de bevoegde autoriteiten één panellid aan. Binnen de 60 dagen na de laatste van deze aanstellingen stellen de twee aldus aangestelde panelleden een derde lid aan, dat optreedt als voorzitter van het arbitragepanel. De voorzitter mag geen onderdaan of inwoner zijn van een van de verdragssluitende rechtsgebieden.
 - c) Elk lid dat aangesteld is voor het arbitragepanel moet, op het tijdstip waarop het zijn aanstelling aanvaardt, onpartijdig zijn en onafhankelijk van de bevoegde autoriteiten, belastingadministraties en ministeries van financiën van de verdragssluitende rechtsgebieden en van alle rechtsreeks bij de zaak betrokken personen (inclusief hun raadgevers), gedurende de hele procedure zijn onpartijdigheid en onafhankelijkheid bewaren en gedurende een redelijke periode volgend op die procedure elk gedrag vermijden dat afbreuk kan doen aan de schijn van onpartijdigheid en onafhankelijkheid van de arbiters met betrekking tot de procedure.
3. Indien de bevoegde autoriteit van een verdragssluitend rechtsgebied nalaat om een lid van het arbitragepanel aan te stellen op de manier en binnen de termijnen zoals bepaald in paragraaf 2, of zoals overeengekomen door de bevoegde autoriteiten van de verdragssluitende rechtsgebieden, wordt er voor die bevoegde autoriteit een lid aangesteld door de functionaris met de hoogste rang van het *Centre for Tax Policy and Administration* van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO) die van geen van de verdragssluitende rechtsgebieden onderdaan is.
4. Indien de twee oorspronkelijke leden van het arbitragepanel nalaten om de voorzitter aan te stellen op de manier en binnen de termijnen zoals bepaald in paragraaf 2, of zoals overeengekomen door de bevoegde autoriteiten van de verdragssluitende rechtsgebieden, wordt de voorzitter aangesteld door de functionaris met de hoogste rang van het *Centre for Tax Policy and Administration* van de

Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling (OESO) die van geen van de overeenkomstsluitende rechtsgebieden onderdaan is.

Artikel 21 — Vertrouwelijkheid van de arbitrageprocedure

1. Uitsluitend voor de toepassing van de bepalingen van dit Deel, van de bepalingen van het desbetreffende gedekte belastingverdrag, en van de nationale wetgeving van de verdragsluitende rechtsgebieden die betrekking hebben op de uitwisseling van inlichtingen, vertrouwelijkheid en administratieve bijstand, worden leden van het arbitragepanel en maximaal drie medewerkers per lid (en aangezochte arbiters, evenwel uitsluitend voor zover nodig is om na te gaan of ze kunnen voldoen aan de vereisten die aan arbiters worden gesteld) beschouwd als personen of autoriteiten aan wie inlichtingen mogen worden kenbaar gemaakt. Inlichtingen die het arbitragepanel of aangezochte arbiters ontvangen en inlichtingen die de bevoegde autoriteiten ontvangen van het arbitragepanel, worden geacht inlichtingen te zijn die worden uitgewisseld overeenkomstig de bepalingen van het gedekte belastingverdrag die betrekking hebben op de uitwisseling van inlichtingen en administratieve bijstand.

2. De bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden garanderen dat leden van het arbitragepanel en hun medewerkers, alvorens op te treden in een arbitrageprocedure, er schriftelijk mee instemmen om alle inlichtingen in verband met die arbitrageprocedure te zullen behandelen in overeenstemming met de verplichtingen inzake vertrouwelijkheid en geheimhouding die zijn vastgelegd in de bepalingen van het gedekte belastingverdrag die betrekking hebben op de uitwisseling van inlichtingen en administratieve bijstand en overeenkomstig de van toepassing zijnde wetten van de verdragsluitende rechtsgebieden.

Artikel 22 — Oplossing van een zaak voordat de arbitrage afgesloten is

Voor de toepassing van dit Deel en van de bepalingen van het desbetreffende gedekte belastingverdrag die betrekking hebben op het oplossen van zaken door onderling overleg, worden de procedure voor onderling overleg en de arbitrageprocedure met betrekking tot een zaak beëindigd, wanneer op enig tijdstip nadat een verzoek om arbitrage werd ingediend en voordat het arbitragepanel zijn uitspraak aan de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden heeft doen toekomen:

- a) de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden onderling overeenstemming bereiken over een oplossing voor de zaak; of
- b) de persoon die de zaak heeft voorgelegd het verzoek om arbitrage of het verzoek om een procedure voor onderling overleg intrekt.

Artikel 23 — Methode van arbitrage

1. Behalve voor zover de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden onderling andere regels overeenkomen, gelden de volgende regels voor een arbitrageprocedure overeenkomstig dit Deel:

- a) nadat een zaak aan arbitrage is onderworpen, legt de bevoegde autoriteit van elk van de verdragsluitende rechtsgebieden, uiterlijk op een in overleg vastgestelde datum, aan het arbitragepanel een voorgestelde oplossing voor, waarin alle onopgeloste kwesties van de

zaak behandeld worden (rekening houdend met alle overeenkomsten die voordien rond die zaak werden bereikt tussen de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden). De voorgestelde oplossing blijft beperkt tot een vermelding van de specifieke geldbedragen uitgedrukt in munteenheden (bijvoorbeeld van inkomsten of uitgaven) of, waar gespecificeerd, van het maximale tarief van de belasting die overeenkomstig het gedekte belastingverdrag werd geheven, voor elke aanpassing of soortgelijke kwestie bij de zaak. In een zaak waarin de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden er niet in geslaagd zijn om tot overeenstemming te komen over een kwestie met betrekking tot de toepassingsvoorwaarden van een bepaling van het desbetreffende gedekte belastingverdrag (hierna "drempelkwestie" genoemd) — zoals de vraag of een natuurlijke persoon al dan niet een inwoner is, of de vraag of er al dan niet sprake is van een vaste inrichting — mogen de bevoegde autoriteiten andere voorgestelde oplossingen voorleggen met betrekking tot kwesties waarvan de beslissing afhangt van de oplossing van dergelijke drempelkwesties.

- b) De bevoegde autoriteit van elk van de verdragsluitende rechtsgebieden mag het arbitragepanel ook een ondersteunende standpuntnota ter overweging voorleggen. Elke bevoegde autoriteit die een voorgestelde oplossing of een ondersteunende standpuntnota voorlegt, bezorgt de andere bevoegde autoriteit een afschrift daarvan uiterlijk op de datum waarop de voorgestelde oplossing en het ondersteunende standpuntnota moesten worden voorgelegd. Elke bevoegde autoriteit mag het arbitragepanel uiterlijk op een in overleg vastgestelde datum ook een memorie van antwoord voorleggen in antwoord op de voorgestelde oplossing en de ondersteunende standpuntnota die door de andere bevoegde autoriteit werd voorgelegd. Van elke memorie van antwoord wordt een afschrift toegezonden aan de andere bevoegde autoriteit uiterlijk op de datum waarop de memorie van antwoord voorgelegd moest worden.
- c) Het arbitragepanel kiest als haar uitspraak een van de voorgestelde oplossingen voor de zaak, die door de bevoegde autoriteiten voor elke kwestie en voor alle drempelkwesties werden voorgelegd, zonder een redenering achter of andere uitleg van de uitspraak bij te voegen. De arbitrale uitspraak wordt aangenomen bij gewone meerderheid van de panelleden. Het arbitragepanel bezorgt haar uitspraak schriftelijk aan de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden. De arbitrale uitspraak heeft geen precedentwerking.

2. Voor de toepassing van dit artikel op haar gedekte belastingverdragen kan een Partij zich het recht voorbehouden paragraaf 1 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen. In een dergelijk geval, behalve voor zover de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden onderling andere regels overeenkomen, gelden de volgende regels voor een arbitrageprocedure:

- a) nadat een zaak aan arbitrage is onderworpen verstrekt de bevoegde autoriteit van elk verdragsluitend rechtsgebied zonder onnodig uitstel aan alle panelleden al de inlichtingen die nodig kunnen zijn om tot de arbitrale uitspraak te komen. Tenzij de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden anders overeenkomen, worden alle inlichtingen waarover beide bevoegde autoriteiten niet konden beschikken voordat ze

allebei het verzoek om arbitrage ontvangen hadden, niet in aanmerking genomen om tot de uitspraak te komen.

- b) Het arbitragepanel beslist over de aan arbitrage onderworpen kwesties in overeenstemming met de van toepassing zijnde bepalingen van het gedekte belastingverdrag en, onverminderd die bepalingen, met de bepalingen van de nationale wetgeving van de verdragsluitende rechtsgebieden. De panelleden nemen ook alle andere bronnen in overweging die de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden in onderling overleg uitdrukkelijk kunnen aanduiden.
- c) De arbitrale uitspraak wordt schriftelijk bezorgd aan de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden met vermelding van de rechtsbronnen die aan de uitspraak ten gronde liggen en van de redenering die ertoe geleid heeft. De arbitrale uitspraak wordt aangenomen bij gewone meerderheid van de panelleden. De arbitrale uitspraak heeft geen precedentwerking.

3. Een Partij die niet het in paragraaf 2 omschreven voorbehoud heeft gemaakt, kan zich het recht voorbehouden de voorgaande paragrafen van dit artikel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen met Partijen die dat voorbehoud wel hebben gemaakt. In dat geval trachten de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden bij elk dergelijk gedekt belastingverdrag in onderlinge overeenstemming vast te stellen welke methode van arbitrage voor dat gedekte belastingverdrag toegepast moet worden. Tot een dergelijke overeenstemming is bereikt, is artikel 19 (Verplichte en bindende arbitrage) niet van toepassing voor een dergelijk gedekt belastingverdrag.

4. Een Partij mag ook kiezen om paragraaf 5 toe te passen voor haar gedekte belastingverdragen en stelt de depositaris in kennis van haar keuze. Paragraaf 5 is van toepassing tussen twee verdragsluitende rechtsgebieden met betrekking tot een gedekt belastingverdrag wanneer een van beide verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving heeft gedaan.

5. Alvorens met de arbitrageprocedure te beginnen vergewissen de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag zich ervan dat elk van de personen die de zaak hebben voorgelegd, met inbegrip van hun raadgevers, zich schriftelijk akkoord verklaren om geen enkele inlichting die ze in de loop van de arbitrageprocedure hetzij van de bevoegde autoriteiten, hetzij van het arbitragepanel hebben ontvangen, kenbaar te maken aan elke andere persoon. De procedure voor onderling overleg waarin het gedekte belastingverdrag voorziet en de arbitrageprocedure waarin dit Deel voorziet, worden met betrekking tot de zaak beëindigd wanneer een persoon die de zaak heeft voorgelegd, of een van diens raadgevers, dat akkoord materieel niet nakomt op enig tijdstip nadat een verzoek om arbitrage werd ingediend en voordat het arbitragepanel zijn uitspraak heeft doen toekomen aan de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden.

6. Niettegenstaande paragraaf 4 kan een Partij die er niet voor kiest om paragraaf 5 toe te passen zich het recht voorbehouden paragraaf 5 niet toe te passen op een of meer gespecificeerde gedekte belastingverdragen of op al haar gedekte belastingverdragen.

7. Een Partij die ervoor kiest om paragraaf 5 toe te passen, kan zich het recht voorbehouden dit Deel niet toe te passen op alle gedekte belastingverdragen waarvoor het andere verdragsluitende rechtsgebied een voorbehoud heeft gemaakt overeenkomstig paragraaf 6.

Artikel 24 — Akkoord over een andere oplossing

1. Voor de toepassing van dit Deel op haar gedekte belastingverdragen mag een Partij kiezen om paragraaf 2 toe te passen en die Partij stelt de depositaris in kennis van haar keuze. Paragraaf 2 is uitsluitend van toepassing tussen twee verdragsluitende rechtsgebieden met betrekking tot een gedekt belastingverdrag wanneer beide verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving hebben gedaan.

2. Niettegenstaande paragraaf 4 van artikel 19 (Verplichte en bindende arbitrage), is een overeenkomstig dit Deel gedane arbitrale uitspraak niet bindend voor de verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag, en wordt deze niet uitgevoerd, indien de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden binnen drie kalendermaanden nadat de arbitrale uitspraak hen werd bezorgd, onderling overeenstemming bereiken over een andere oplossing voor alle onopgeloste kwesties.

3. Een Partij die ervoor kiest om paragraaf 2 toe te passen, kan zich het recht voorbehouden paragraaf 2 uitsluitend toe te passen op haar gedekte belastingverdragen waarvoor paragraaf 2 van artikel 23 (Methode van arbitrage) van toepassing is.

Artikel 25 — Kosten van de arbitrageprocedure

In een arbitrageprocedure op grond van dit Deel, worden de vergoedingen en onkosten van de leden van het arbitragepanel, alsmede alle kosten die de verdragsluitende rechtsgebieden in verband met de arbitrageprocedure hebben gemaakt, gedragen door de verdragsluitende rechtsgebieden op een manier die de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden in onderlinge overeenstemming vaststellen. Indien een dergelijke overeenstemming ontbreekt, draagt elk verdragsluitend rechtsgebied zijn eigen kosten en die van zijn aangesteld panellid. De kosten van de voorzitter van het arbitragepanel en de andere kosten in verband met het voeren van de arbitrageprocedure worden gelijkelijk door de verdragsluitende rechtsgebieden gedragen.

Artikel 26 — Compatibiliteit

1. Onverminderd artikel 18 (Keuze om Deel VI toe te passen), zijn de bepalingen van dit Deel van toepassing in de plaats van, of bij het ontbreken van, bepalingen van een gedekt belastingverdrag die voorzien in arbitrage voor onopgeloste kwesties die voortkomen uit een zaak dat door middel van de procedure voor onderling overleg behandeld werd. Elke Partij die ervoor kiest om dit Deel toe te

passen, stelt voor elk van haar gedekte belastingverdragen dat niet binnen de reikwijdte valt van een voorbehoud als omschreven in paragraaf 4 de depositaris ervan in kennis of het al dan niet een dergelijke bepaling bevat, en zo ja, van het nummer van het artikel en van de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Wanneer twee verdragsluitende rechtsgebieden een kennisgeving met betrekking tot een bepaling van een gedekt belastingverdrag gedaan hebben, wordt die bepaling vervangen door de bepalingen van dit Deel tussen die verdragsluitende rechtsgebieden.

2. Geen enkele onopgeloste kwestie die volgt uit een zaak die door middel van de procedure voor onderling overleg onderzocht werd en die anders binnen de reikwijdte zou vallen van de arbitrageprocedure waarin dit Deel voorziet, wordt aan arbitrage onderworpen wanneer de kwestie binnen de reikwijdte valt van een zaak waarvoor er eerder al een arbitragepanel of een gelijksoortig orgaan opgericht werd in overeenstemming met een multilaterale of bilaterale overeenkomst die voorziet in verplichte en bindende arbitrage voor onopgeloste kwesties die volgen uit een zaak die door middel van de procedure voor onderling overleg onderzocht werd.

3. Onverminderd paragraaf 1, doen de bepalingen van dit Deel in geen enkel opzicht afbreuk aan het naleven van verdergaande verplichtingen inzake arbitrage met betrekking tot onopgeloste kwesties die ontstaan binnen de context van een procedure voor onderling overleg en die voortvloeien uit andere overeenkomsten waarbij de verdragsluitende rechtsgebieden partij zijn of zullen worden.

4. Een Partij kan zich het recht voorbehouden dit Deel niet toe te passen op een of meer gespecificeerde gedekte belastingverdragen (of op al haar gedekte belastingverdragen) die reeds voorzien in verplichte en bindende arbitrage voor onopgeloste kwesties die voortkomen uit een zaak die door middel van een procedure voor onderling overleg onderzocht werd.

DEEL VII

SLOTBEPALINGEN

Artikel 27 — Ondertekening en bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring

1. Vanaf 31 december 2016 staat deze Overeenkomst open voor ondertekening door:
 - a) alle staten;
 - b) Guernsey (het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland); het Eiland Man (het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland); Jersey (het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland); en
 - c) alle andere rechtsgebieden die bevoegd zijn om een Partij te worden door middel van een beslissing die bij consensus van de Partijen en de ondertekenaars wordt genomen.

2. Deze Overeenkomst dient te worden bekrachtigd, aanvaard of goedgekeurd.

Artikel 28 — Voorbehouden

1. Onverminderd paragraaf 2 mogen er met betrekking tot deze Overeenkomst geen voorbehouden worden gemaakt, met uitzondering van die uitdrukkelijk toegestaan door:

- a) paragraaf 5 van artikel 3 (Transparante entiteiten);
- b) paragraaf 3 van artikel 4 (Entiteiten met dubbele woonplaats);
- c) paragrafen 8 en 9 van artikel 5 (Toepassing van methodes voor het vermijden van dubbele belasting);
- d) paragraaf 4 van artikel 6 (Doel van een gedekt belastingverdrag);
- e) paragrafen 15 en 16 van artikel 7 (Voorkomen van verdragsmisbruik);
- f) paragraaf 3 van artikel 8 (Transacties voor het verschuiven van dividenden);
- g) paragraaf 6 van artikel 9 (Vermogenswinst verkregen uit de vervreemding van aandelen of belangen in entiteiten waarvan de waarde voornamelijk bepaald wordt door onroerende goederen);
- h) paragraaf 5 van artikel 10 (Antimisbruikregel voor vaste inrichtingen die in derde rechtsgebieden gevestigd zijn);
- i) paragraaf 3 van artikel 11 (Toepassen van belastingverdragen om het recht van een Partij te beperken om zijn eigen inwoners te belasten);
- j) paragraaf 4 van artikel 12 (Kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van commissionairstructuren en soortgelijke strategieën);
- k) paragraaf 6 van artikel 13 (Kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van vrijstellingen voor specifieke activiteiten);
- l) paragraaf 3 van artikel 14 (Splitsen van contracten);
- m) paragraaf 2 van artikel 15 (Definitie van een nauw met een onderneming verbonden persoon);
- n) paragraaf 5 van artikel 16 (Procedure voor onderling overleg);
- o) paragraaf 3 van artikel 17 (Overeenkomstige aanpassingen);
- p) paragrafen 11 en 12 van artikel 19 (Verplichte en bindende arbitrage);
- q) paragrafen 2, 3, 6 en 7 van artikel 23 (Methode van arbitrage);
- r) paragraaf 3 van artikel 24 (Akkoord over een andere oplossing);
- s) paragraaf 4 van artikel 26 (Compatibiliteit);
- t) paragrafen 6 en 7 van artikel 35 (Toepassing); en

- u) paragraaf 2 van artikel 36 (Toepassing van Deel VI).
- 2.
- a) Niettegenstaande paragraaf 1 mag een Partij, die op grond van artikel 18 (Keuze om Deel VI toe te passen) kiest om Deel VI (Arbitrage) toe te passen, een of meer voorbehouden maken met betrekking tot de reikwijdte van gevallen die op grond van de bepalingen van Deel VI (Arbitrage) in aanmerking komen voor arbitrage. Voor een Partij die op grond van artikel 18 (Keuze om Deel VI toe te passen) ervoor kiest om Deel VI (Arbitrage) toe te passen nadat ze Partij geworden is bij deze Overeenkomst, moet een in deze alinea bedoeld voorbehoud op hetzelfde tijdstip gemaakt worden als dat waarop die Partij haar kennisgeving aan de depositaris doet overeenkomstig artikel 18 (Keuze om Deel VI toe te passen).
 - b) Voorbehouden gemaakt op grond van alinea a) zijn onderworpen aan aanvaarding. Een op grond van alinea a) gemaakt voorbehoud wordt geacht door een Partij aanvaard te zijn indien die Partij de depositaris er niet van in kennis stelt dat zij bezwaar aantekent tegen het voorbehoud, en dit binnen een termijn van twaalf kalendermaanden die aanvangt op de datum waarop de depositaris kennis gegeven heeft van het voorbehoud of, indien die later valt, op de datum waarop die Partij haar akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring neerlegt. Voor een Partij die op grond van artikel 18 (Keuze om Deel VI toe te passen) ervoor kiest om Deel VI (Arbitrage) toe te passen nadat ze Partij geworden is bij deze Overeenkomst, mogen bezwaren tegen voorbehouden die andere Partijen vooraf hebben gemaakt overeenkomstig alinea a) ingediend worden op het tijdstip waarop eerstgenoemde Partij haar in artikel 18 (Keuze om Deel VI toe te passen) bedoelde kennisgeving aan de depositaris doet. Wanneer een Partij bezwaar aantekent tegen een op grond van alinea a) gemaakt voorbehoud, is Deel VI (Arbitrage) in zijn geheel niet van toepassing tussen de Partij die bezwaar heeft aangetekend en de Partij die het voorbehoud heeft gemaakt.
3. Tenzij uitdrukkelijk anders vermeld in de desbetreffende bepalingen van deze Overeenkomst, zal een op grond van paragraaf 1 of 2 gemaakt voorbehoud:
- a) de bepalingen van deze Overeenkomst waarop het voorbehoud betrekking heeft wijzigen in de betrekkingen tussen de Partij die het voorbehoud heeft gemaakt en een andere Partij, en dit in de mate waarin het voorbehoud voorziet; en
 - b) die bepalingen in dezelfde mate wijzigen voor de andere Partij in haar betrekkingen met de Partij die het voorbehoud heeft gemaakt.
4. Voorbehouden die toepasbaar zijn op gedekte belastingverdragen die door of namens een rechtsgebied of een gebied waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van een Partij vallen zijn gesloten, wanneer dat rechtsgebied of gebied geen Partij is bij de Overeenkomst conform alinea b) of c) van paragraaf 1 van artikel 27 (Ondertekening en bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring), worden gemaakt door de verantwoordelijke Partij en kunnen verschillend zijn van de voorbehouden die door die Partij met betrekking tot haar eigen gedekte belastingverdragen gemaakt worden.

5. Voorbehouden worden gemaakt op het tijdstip van ondertekening of wanneer de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring wordt neergelegd, onverminderd de bepalingen van paragrafen 2, 6 en 9 van dit artikel en van paragraaf 5 van artikel 29 (Kennisgevingen). Voor een Partij die op grond van artikel 18 (Keuze om Deel VI toe te passen) ervoor kiest om Deel VI (Arbitrage) toe te passen nadat ze Partij geworden is bij deze Overeenkomst, worden de voorbehouden die zijn omschreven in de alinea's p), q), r) en s) van paragraaf 1 van dit artikel evenwel op hetzelfde tijdstip gemaakt als dat waarop die Partij haar in artikel 18 (Keuze om Deel VI toe te passen) bedoelde kennisgeving aan de depositaris doet.

6. Indien er voorbehouden worden gemaakt op het tijdstip van ondertekening moet dit worden bevestigd bij het neerleggen van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, tenzij het document waarin het voorbehoud is opgenomen uitdrukkelijk stelt dat het als definitief beschouwd moet worden, onverminderd de bepalingen van paragrafen 2, 5 en 9 van dit artikel en van paragraaf 5 van artikel 29 (Kennisgevingen).

7. Indien geen voorbehouden worden gemaakt op het tijdstip van ondertekening, wordt er op dat tijdstip een voorlopige lijst met te verwachten voorbehouden bij de depositaris ingediend.

8. Voor voorbehouden die worden gemaakt overeenkomstig elk van de volgende bepalingen, moet er, wanneer die voorbehouden gemaakt worden, een lijst worden voorgelegd met belastingverdragen waarvoor een in clause ii) onder alinea a) van paragraaf 1 van artikel 2 (Interpretatie van uitdrukkingen) bedoelde kennisgeving gedaan werd en die binnen de reikwijdte van het voorbehoud vallen zoals omschreven in de desbetreffende bepaling (en wanneer er een voorbehoud gemaakt wordt op grond van een van de volgende bepalingen, met uitzondering van de bepalingen die zijn opgesomd in de alinea's c), d) en n), dient ook het nummer van het artikel en van de paragraaf van elke desbetreffende bepaling medegedeeld te worden):

- a) alinea's b), c), d), e) en g) van paragraaf 5 van artikel 3 (Transparante entiteiten);
- b) alinea's b), c) en d) van paragraaf 3 van artikel 4 (Entiteiten met dubbele woonplaats);
- c) paragrafen 8 en 9 van artikel 5 (Toepassing van methodes voor het vermijden van dubbele belasting);
- d) paragraaf 4 van artikel 6 (Doel van een gedekt belastingverdrag);
- e) alinea's b) en c) van paragraaf 15 van artikel 7 (Voorkomen van verdragsmisbruik);
- f) clausules i), ii) en iii) onder alinea b) van paragraaf 3 van artikel 8 (Transacties voor het verschuiven van dividenden);
- g) alinea's d), e) en f) van paragraaf 6 van artikel 9 (Vermogenswinst verkregen uit de vervreemding van aandelen of belangen in entiteiten waarvan de waarde voornamelijk bepaald wordt door onroerende goederen);

- h) alinea's b) en c) van paragraaf 5 van artikel 10 (Antimisbruikregel voor vaste inrichtingen die in derde rechtsgebieden gevestigd zijn);
- i) alinea b) van paragraaf 3 van artikel 11 (Toepassen van belastingverdragen om het recht te beperken van een Partij om zijn eigen inwoners te belasten);
- j) alinea b) van paragraaf 6 van artikel 13 (Kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van vrijstellingen voor specifieke activiteiten);
- k) alinea b) van paragraaf 3 van artikel 14 (Splitsen van contracten);
- l) alinea b) van paragraaf 5 van artikel 16 (Procedure voor onderling overleg);
- m) alinea a) van paragraaf 3 van artikel 17 (Overeenkomstige aanpassingen);
- n) paragraaf 6 van artikel 23 (Methode van arbitrage); en
- o) paragraaf 4 van artikel 26 (Compatibiliteit).

De voorbehouden die zijn omschreven in bovenstaande alinea's a) tot en met o) zijn niet van toepassing op een gedekt belastingverdrag dat niet opgenomen is in de in deze paragraaf bedoelde lijst.

9. Elke Partij die een voorbehoud heeft gemaakt conform paragraaf 1 of 2, mag dat voorbehoud te allen tijde intrekken of vervangen door een beperkter voorbehoud door een kennisgeving te doen aan de depositaris. Die Partij zorgt ook voor elke aanvullende kennisgeving overeenkomstig paragraaf 6 van artikel 29 (Kennisgevingen) die vereist kan zijn ten gevolge van de intrekking of de vervanging van het voorbehoud. Onverminderd paragraaf 7 van artikel 35 (Toepassing) wordt de intrekking of de vervanging van toepassing:

- a) met betrekking tot een gedekt belastingverdrag waarbij uitsluitend staten of rechtsgebieden betrokken zijn die Partij zijn bij de Overeenkomst wanneer de kennisgeving van de intrekking of de vervanging van het voorbehoud door de depositaris ontvangen wordt:
 - i) voor voorbehouden ter zake van bepalingen die betrekking hebben op bronbelastingen indien het feit dat aanleiding geeft tot die belastingen zich voordoet op of na 1 januari van het jaar dat onmiddellijk volgt op het verstrijken van een termijn van zes kalendermaanden die aanvangt op de datum waarop de depositaris de kennisgeving van de intrekking of de vervanging van het voorbehoud mededeelt; en
 - ii) voor voorbehouden ter zake van alle andere bepalingen, voor belastingen die worden geheven ter zake van belastbare tijdperken die aanvangen op of na 1 januari van het jaar dat onmiddellijk volgt op het verstrijken van een termijn van zes kalendermaanden die aanvangt op de datum waarop de depositaris de kennisgeving van de intrekking of de vervanging van het voorbehoud mededeelt; en

- b) met betrekking tot een gedekt belastingverdrag dat gesloten wordt met een of meer verdragsluitende rechtsgebieden die Partij worden bij deze Overeenkomst na de datum waarop de kennisgeving van de intrekking of de vervanging door de depositaris ontvangen wordt: op de laatste van de data waarop de Overeenkomst voor die verdragsluitende rechtsgebieden in werking treedt.

Artikel 29 — Kennisgevingen

1. Onverminderd paragrafen 5 en 6 van dit artikel en paragraaf 7 van artikel 35 (Toepassing) worden de in de volgende bepalingen bedoelde kennisgevingen gedaan op het tijdstip van ondertekening of bij het neerleggen van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring:

- a) clausule ii) onder alinea a) van paragraaf 1 van artikel 2 (Interpretatie van uitdrukkingen);
- b) paragraaf 6 van artikel 3 (Transparante entiteiten);
- c) paragraaf 4 van artikel 4 (Entiteiten met dubbele woonplaats);
- d) paragraaf 10 van artikel 5 (Toepassing van methodes voor het vermijden van dubbele belasting);
- e) paragrafen 5 en 6 van artikel 6 (Doel van een gedekt belastingverdrag);
- f) paragraaf 17 van artikel 7 (Voorkomen van verdragsmisbruik);
- g) paragraaf 4 van artikel 8 (Transacties voor het verschuiven van dividenden);
- h) paragrafen 7 en 8 van artikel 9 (Vermogenswinst verkregen uit de vervreemding van aandelen of belangen in entiteiten waarvan de waarde voornamelijk bepaald wordt door onroerende goederen));
- i) paragraaf 6 van artikel 10 (Antimisbruikregel voor vaste inrichtingen die in derde rechtsgebieden gevestigd zijn);
- j) paragraaf 4 van artikel 11 (Toepassen van belastingverdragen om het recht van een Partij om zijn eigen inwoners te belasten te beperken);
- k) paragrafen 5 en 6 van artikel 12 (Kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van commissiainstructuren en soortgelijke strategieën);
- l) paragrafen 7 en 8 van artikel 13 (Kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van vrijstellingen voor specifieke activiteiten);
- m) paragraaf 4 van artikel 14 (Splitsen van contracten);
- n) paragraaf 6 van artikel 16 (Procedure voor onderling overleg);
- o) paragraaf 4 van artikel 17 (Overeenkomstige aanpassingen);
- p) artikel 18 (Keuze om Deel VI toe te passen);
- q) paragraaf 4 van artikel 23 (Methode van arbitrage);

- r) paragraaf 1 van artikel 24 (Akkoord over een andere oplossing);
- s) paragraaf 1 van artikel 26 (Compatibiliteit); en
- t) paragrafen 1, 2, 3, 5 en 7 van artikel 35 (Toepassing).

2. Kennisgevingen met betrekking tot gedekte belastingverdragen die zijn gesloten door of namens een rechtsgebied of een gebied waarvoor een Partij verantwoordelijk is voor de internationale betrekkingen, wanneer dat rechtsgebied of gebied geen Partij is bij de Overeenkomst conform alinea b) of c) van paragraaf 1 van artikel 27 (Ondertekening en bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring), worden gedaan door de verantwoordelijke Partij en kunnen verschillen van de kennisgevingen die door die Partij met betrekking tot haar eigen gedekte belastingverdragen gedaan worden.

3. Indien kennisgevingen worden gedaan op het tijdstip van ondertekening moeten deze worden bevestigd bij het neerleggen van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, tenzij het document waarin die kennisgevingen opgenomen zijn uitdrukkelijk stelt dat het als definitief moet beschouwd worden, onverminderd de bepalingen van paragrafen 5 en 6 van dit artikel en van paragraaf 7 van artikel 35 (Toepassing).

4. Indien er geen kennisgevingen gedaan worden op het tijdstip van ondertekening, wordt er op dat tijdstip een voorlopige lijst met te verwachten kennisgevingen ingediend.

5. Een Partij mag de lijst met verdragen waarvoor een in clausule ii) van alinea a) van paragraaf 1 van artikel 2 (Interpretatie van uitdrukkingen) bedoelde kennisgeving gedaan werd te allen tijde aanvullen, door de depositaris een kennisgeving toe te zenden. De Partij moet in die kennisgeving duidelijk aangeven of het verdrag al dan niet binnen de reikwijdte valt van een van de door die Partij gemaakte voorbehouden die zijn opgenomen in de lijst onder paragraaf 8 van artikel 28 (Voorbehouden). De Partij mag ook een nieuw voorbehoud maken als omschreven in paragraaf 8 van artikel 28 (Voorbehouden) wanneer het toegevoegde verdrag het eerste zou zijn dat binnen de reikwijdte van een dergelijk voorbehoud valt. De Partij moet tevens iedere aanvullende kennisgeving specificeren die op grond van de alinea's b) tot en met s) van paragraaf 1 vereist kan zijn om aan te geven dat er bijkomende verdragen in de lijst werden opgenomen.

Indien die aanvulling er voor de eerste keer toe leidt dat er een belastingverdrag in de lijst wordt opgenomen dat gesloten is door of namens een rechtsgebied of een gebied waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van een Partij vallen, moet de Partij bovendien alle voorbehouden (overeenkomstig paragraaf 4 van artikel 28 (Voorbehouden)) of kennisgevingen (overeenkomstig paragraaf 2 van dit artikel) specificeren die van toepassing zijn op gedekte belastingverdragen die door of namens dat rechtsgebied of dat gebied gesloten zijn. Vanaf de datum waarop het (de) toegevoegde verdrag(en) waarvoor een in clausule ii) onder alinea a) van paragraaf 1 van artikel 2 (Interpretatie van uitdrukkingen) bedoelde kennisgeving gedaan werd gedekte belastingverdragen worden, regelen de bepalingen van artikel 35 (Toepassing) de datum waarop de wijzigingen aan het gedekte belastingverdrag van toepassing worden.

6. Een Partij mag aanvullende kennisgevingen doen overeenkomstig de alinea's b) tot en met s) van paragraaf 1 door de depositaris een kennisgeving toe te zenden. Die kennisgevingen worden van toepassing:

- a) met betrekking tot gedekte belastingverdragen waarbij uitsluitend staten of rechtsgebieden betrokken zijn die Partij zijn bij de Overeenkomst wanneer de aanvullende kennisgeving door de depositaris ontvangen wordt:
 - i) voor kennisgevingen ter zake van bepalingen die betrekking hebben op bronbelastingen indien het feit dat aanleiding geeft tot die belastingen zich voordoet op of na 1 januari van het jaar dat onmiddellijk volgt op het verstrijken van een termijn van zes kalendermaanden die aanvangt op de datum waarop de depositaris de aanvullende kennisgeving meedeelt; en
 - ii) voor voorbehouden ter zake van alle andere bepalingen, voor belastingen die worden geheven ter zake van belastbare tijdperken die aanvangen op of na 1 januari van het jaar dat onmiddellijk volgt op het verstrijken van een termijn van zes kalendermaanden die aanvangt op de datum waarop de depositaris de aanvullende kennisgeving meedeelt; en
- b) met betrekking tot een gedekt belastingverdrag dat gesloten wordt met een of meer verdragsluitende rechtsgebieden die Partij worden bij deze Overeenkomst na de datum waarop de aanvullende kennisgeving door de depositaris ontvangen wordt: op de laatste van de data waarop de Overeenkomst voor die verdragsluitende rechtsgebieden in werking treedt.

Artikel 30 — Latere wijzigingen van gedekte belastingverdragen

De bepalingen van deze Overeenkomst doen geen afbreuk aan latere wijzigingen van een gedekt belastingverdrag die de verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekte belastingverdrag onderling overeen kunnen komen.

Artikel 31 — Conferentie van de Partijen

1. De Partijen kunnen een conferentie van de Partijen bijeenroepen voor het nemen van elke beslissing of voor het uitoefenen van elke functie die op grond van de bepalingen van deze Overeenkomst vereist of aangewezen kan zijn.

2. De conferentie van de Partijen wordt ondersteund door de depositaris.

3. Elke Partij mag om een conferentie van de Partijen verzoeken door een verzoek daartoe aan de depositaris te richten. De depositaris stelt alle Partijen in kennis van elk verzoek. Daarna roept hij een conferentie van de Partijen bijeen, op voorwaarde dat het verzoek binnen zes kalendermaanden nadat het door de depositaris werd medegedeeld door een derde van de Partijen gesteund wordt.

Artikel 32 — Interpretatie en implementatie

1. Elke vraag die mocht rijzen met betrekking tot de interpretatie of de implementatie van de bepalingen van een gedekt belastingverdrag, zoals die gewijzigd zijn door deze Overeenkomst, wordt behandeld conform de bepaling(en) van het gedekte belastingverdrag die betrekking heeft (hebben) op de regeling door onderling overleg van vragen met betrekking tot de interpretatie of de toepassing van het gedekte belastingverdrag (zoals die bepalingen kunnen worden gewijzigd door deze Overeenkomst).

2. Elke vraag die mocht rijzen met betrekking tot de interpretatie of de implementatie van deze Overeenkomst mag behandeld worden door een conferentie van de Partijen die is bijeengeroepen conform paragraaf 3 van artikel 31 (Conferentie van de Partijen).

Artikel 33 — Wijziging

1. Elke Partij mag een wijziging van deze Overeenkomst [dit Verdrag] voorstellen door de voorgestelde wijziging aan de depositaris voor te leggen.

2. Er mag een conferentie van de Partijen bijeengeroepen worden conform paragraaf 3 van artikel 31 (Conferentie van de Partijen) om de voorgestelde wijziging te onderzoeken.

Artikel 34 — Inwerkingtreding

1. Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van drie kalendermaanden die aanvangt op de datum van neerlegging van de vijfde akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring.

2. Voor elke ondertekenaar die deze Overeenkomst bekrachtigt, aanvaardt of goedkeurt na de neerlegging van de vijfde akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, treedt de Overeenkomst in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van drie kalendermaanden die aanvangt op de datum waarop die ondertekenaar zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring heeft neergelegd.

Artikel 35 — Toepassing

1. De bepalingen van deze Overeenkomst worden in elk verdragsluitend rechtsgebied van toepassing met betrekking tot een gedekt belastingverdrag:

- a) met betrekking tot belastingen geheven aan de bron, op bedragen die zijn betaald of toegekend aan niet-inwoners wanneer het feit dat aanleiding geeft tot die belastingen zich voordoet op of na de eerste dag van het eerstvolgende kalenderjaar dat aanvangt op of na de laatste van de data waarop deze Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekte belastingverdrag in werking treedt; en
- b) met betrekking tot alle andere belastingen die door dat verdragsluitende rechtsgebied worden geheven, op belastingen die worden geheven ter zake van belastbare tijdperken die aanvangen op of na het verstrijken van een termijn van zes kalendermaanden (of een kortere termijn wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden de depositaris ervan in kennis stellen dat ze voornemens zijn om die kortere termijn toe te passen) te rekenen vanaf de laatste van de data waarop deze Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekte belastingverdrag in werking treedt.

2. Uitsluitend voor de eigen toepassing van alinea a) van paragraaf 1 en alinea a) van paragraaf 5, mag een Partij ervoor kiezen om "belastbaar tijdperk" te vervangen door "kalenderjaar" en stelt de depositaris daarvan in kennis.

3. Uitsluitend voor de eigen toepassing van alinea b) van paragraaf 1 en alinea b) van paragraaf 5, mag een Partij ervoor kiezen om de verwijzing naar "belastbare tijdperken die aanvangen op of na het verstrijken van een termijn" te vervangen door een verwijzing naar "belastbare tijdperken die aanvangen op of na 1 januari van het eerstvolgende jaar dat aanvangt op of na het verstrijken van een termijn" en stelt de depositaris daarvan in kennis.

4. Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van dit artikel is artikel 16 (Procedure voor onderling overleg) van toepassing op een gedekt belastingverdrag voor een zaak die aan de bevoegde autoriteit van een verdragsluitend rechtsgebied wordt voorgelegd op of na de laatste van de data waarop deze Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekte belastingverdrag in werking treedt, behalve voor gevallen die op grond van het gedekte belastingverdrag, voordat het door de Overeenkomst gewijzigd werd, vanaf die datum niet konden worden voorgelegd, en dit ongeacht het belastbare tijdperk waarop de zaak betrekking heeft.

5. Voor een nieuw gedekt belastingverdrag dat het resultaat is van een in paragraaf 5 van artikel 29 (Kennisgevingen) bedoelde aanvulling van de lijst met verdragen waarvoor een in clause ii) onder alinea a) van paragraaf 1 van artikel 2 (Interpretatie van uitdrukkingen) bedoelde kennisgeving gedaan werd, worden de bepalingen van deze Overeenkomst van toepassing in elk verdragsluitend rechtsgebied:

- a) met betrekking tot belastingen geheven aan de bron, op bedragen die zijn betaald of toegekend aan niet-inwoners, wanneer het feit dat aanleiding geeft tot die belastingen zich voordoet op of na de eerste dag van het kalenderjaar dat volgt op een periode van 30 dagen volgend op de datum waarop de depositaris de kennisgeving van de aanvulling van de lijst met verdragen meedeelt; en

- b) met betrekking tot alle andere belastingen die door dat verdragsluitende rechtsgebied worden geheven, op belastingen die worden geheven ter zake van belastbare tijdperken die aanvangen op of na het verstrijken van een termijn van negen kalendermaanden (of een kortere termijn wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden de depositaris kennis geven van het feit dat ze voornemens zijn om die kortere termijn toe te passen), te rekenen vanaf de datum waarop de depositaris de kennisgeving van de uitbreiding van de lijst met verdragen meedeelt.

6. Een Partij kan zich het recht voorbehouden paragraaf 4 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen.

7. a) Een Partij kan zich het recht voorbehouden:

- i) de onder de paragrafen 1 en 4 opgenomen verwijzingen naar "de laatste van de data waarop deze Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekte belastingverdrag in werking treedt"; en
- ii) de onder paragraaf 5 opgenomen verwijzingen naar "de datum waarop de depositaris de kennisgeving van de aanvulling van de lijst met verdragen meedeelt";

te vervangen door verwijzingen naar "30 dagen na de datum waarop de depositaris de laatste van de kennisgevingen heeft ontvangen, waarmee elk verdragsluitend rechtsgebied dat het in paragraaf 7 van artikel 35 (Toepassing) omschreven voorbehoud heeft gemaakt hem ter kennis brengt dat het zijn interne procedures voor het van toepassing worden van de bepalingen van deze Overeenkomst op dat specifieke gedekte belastingverdrag voltooid heeft";

- iii) de onder alinea a) van paragraaf 9 van artikel 28 (Voorbehouden) opgenomen verwijzingen naar "op de datum waarop de depositaris de kennisgeving van de intrekking of de vervanging van het voorbehoud meedeelt"; en
- iv) de onder alinea b) van paragraaf 9 van artikel 28 (Voorbehouden) opgenomen verwijzing naar "op de laatste van de data waarop de Overeenkomst voor die verdragsluitende rechtsgebieden in werking treedt";

te vervangen door verwijzingen naar "30 dagen na de datum waarop de depositaris de laatste van de kennisgevingen heeft ontvangen, waarmee elk verdragsluitend rechtsgebied dat het in paragraaf 7 van artikel 35 (Toepassing) omschreven voorbehoud heeft gemaakt hem ter kennis brengt dat het zijn interne procedures voor het van toepassing worden van de intrekking of de vervanging van het voorbehoud op dat specifieke gedekte belastingverdrag voltooid heeft";

- v) de onder alinea a) van paragraaf 6 van artikel 29 (Kennisgevingen) opgenomen verwijzingen naar "op de datum waarop de depositaris de aanvullende kennisgeving meedeelt"; en

- vi) de onder alinea b) van paragraaf 6 van artikel 29 (Kennisgevingen) opgenomen verwijzing naar "op de laatste van de data waarop de Overeenkomst voor die verdragsluitende rechtsgebieden in werking treedt";

te vervangen door verwijzingen naar "30 dagen na de datum waarop de depositaris de laatste van de kennisgevingen heeft ontvangen, waarmee elk verdragsluitend rechtsgebied dat het in paragraaf 7 van artikel 35 (Toepassing) omschreven voorbehoud heeft gemaakt hem ter kennis brengt dat het zijn interne procedures voor het van toepassing worden van de aanvullende kennisgeving op dat specifieke gedekte belastingverdrag voltooid heeft";

- vii) de onder paragrafen 1 en 2 van artikel 36 (Toepassing van Deel VI) opgenomen verwijzingen naar "de laatste van de data waarop deze Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekte belastingverdrag in werking treedt";

te vervangen door verwijzingen naar "30 dagen na de datum waarop de depositaris de laatste van de kennisgevingen heeft ontvangen, waarmee elk verdragsluitend rechtsgebied dat het in paragraaf 7 van artikel 35 (Toepassing) omschreven voorbehoud heeft gemaakt hem ter kennis brengt dat het zijn interne procedures voor het van toepassing worden van de bepalingen van deze Overeenkomst op dat specifieke gedekte belastingverdrag voltooid heeft"; en

- viii) de onder paragraaf 3 van artikel 36 (Toepassing van Deel VI) opgenomen verwijzing naar "de datum waarop de depositaris de kennisgeving van de aanvulling van de lijst met verdragen meedeelt";

- ix) de onder paragraaf 4 van artikel 36 (Toepassing van Deel VI) opgenomen verwijzingen naar "de datum waarop de depositaris de kennisgeving van de intrekking van het voorbehoud meedeelt", "de datum waarop de depositaris de kennisgeving van de vervanging van het voorbehoud meedeelt" en "de datum waarop de depositaris de kennisgeving van de intrekking van het bezwaar tegen het voorbehoud meedeelt"; en

- x) de onder paragraaf 5 van artikel 36 (Toepassing van Deel VI) opgenomen verwijzing naar "de datum waarop de depositaris de aanvullende kennisgeving meedeelt";

te vervangen door verwijzingen naar "30 dagen na de datum waarop de depositaris de laatste van de kennisgevingen heeft ontvangen, waarmee elk verdragsluitend rechtsgebied dat het in paragraaf 7 van artikel 35 (Toepassing) omschreven voorbehoud heeft gemaakt hem ter kennis brengt dat het zijn interne procedures voor het van toepassing worden van de bepalingen van Deel VI (Arbitrage) op dat specifieke gedekte belastingverdrag voltooid heeft".

- b) Een Partij die een voorbehoud maakt conform alinea a), stelt de depositaris en het (de) andere verdragsluitende rechtsgebied(en) gelijktijdig in kennis van de bevestiging dat het zijn interne procedures voltooid heeft.

- c) Indien een of meer verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag een voorbehoud maken op grond van deze paragraaf, wordt de datum van toepassing van de bepalingen van de Overeenkomst, van de intrekking of de vervanging van een voorbehoud, van een aanvullende kennisgeving met betrekking tot dat gedekte belastingverdrag, of van Deel VI (Arbitrage), geregeld door deze paragraaf voor alle verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekte belastingverdrag.

Artikel 36 — Toepassing van Deel VI

1. Niettegenstaande paragraaf 9 van artikel 28 (Voorbehouden), paragraaf 6 van artikel 29 (Kennisgevingen) en de paragrafen 1 tot en met 6 van artikel 35 (Toepassing) worden de bepalingen van Deel VI (Arbitrage) van toepassing tussen twee verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag:
 - a) met betrekking tot zaken die aan de bevoegde autoriteit van een verdragsluitend rechtsgebied worden voorgelegd (zoals omschreven in alinea a) van paragraaf 1 van artikel 19 (Verplichte en bindende arbitrage)), op of na de laatste van de data waarop deze Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekte belastingverdrag in werking treedt; en
 - b) met betrekking tot zaken die aan de bevoegde autoriteit van een verdragsluitend rechtsgebied worden voorgelegd vóór de laatste van de data waarop deze Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekte belastingverdrag in werking treedt, op de datum waarop beide verdragsluitende rechtsgebieden de depositaris kennis gegeven hebben van het feit dat zij onderling overeenstemming hebben bereikt overeenkomstig paragraaf 10 van artikel 19 (Verplichte en bindende arbitrage) en met die kennisgeving ook inlichtingen verstrekt hebben over de datum of data waarop die zaken volgens de bereikte onderlinge overeenstemming beschouwd worden als zijnde voorgelegd aan de bevoegde autoriteit van een verdragsluitend rechtsgebied (zoals omschreven in alinea a) van paragraaf 1 van artikel 19 (Verplichte en bindende arbitrage)).
2. Een Partij kan zich het recht voorbehouden Deel VI (Arbitrage) toe te passen op een zaak die aan de bevoegde autoriteit van een verdragsluitend rechtsgebied wordt voorgelegd vóór de laatste van de data waarop deze Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekte belastingverdrag in werking treedt, maar uitsluitend voor zover de bevoegde autoriteiten van beide verdragsluitende rechtsgebieden ermee instemmen dat Deel VI op die specifieke zaak van toepassing zal zijn.
3. Voor een nieuw gedekt belastingverdrag dat het resultaat is van een in paragraaf 5 van artikel 29 (Kennisgevingen) bedoelde aanvulling van de lijst met verdragen waarvoor een kennisgeving gedaan werd conform zin ii) van alinea a) van paragraaf 1 van artikel 2 (Interpretatie van uitdrukkingen), wordt de in paragrafen 1 en 2 van dit artikel bedoelde verwijzing naar "de laatste van de data waarop deze Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekte belastingverdrag

in werking treedt" vervangen door verwijzingen naar "de datum waarop de depositaris de kennisgeving van de aanvulling van de lijst met verdragen meedeelt".

4. Bij een intrekking of vervanging van een voorbehoud op grond van paragraaf 4 van artikel 26 (Compatibiliteit) overeenkomstig paragraaf 9 van artikel 28 (Voorbehouden), of bij een intrekking van een bezwaar tegen een voorbehoud op grond van paragraaf 2 van artikel 28 (Voorbehouden), waardoor deel VI (Arbitrage) van toepassing wordt tussen twee verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag, geldt overeenkomstig de alinea's a) en b) van paragraaf 1 van dit artikel, met dien verstande dat de verwijzing naar "de laatste van de data waarop deze Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekte belastingverdrag in werking treedt" respectievelijk vervangen wordt door verwijzingen naar "de datum waarop de depositaris de kennisgeving van de intrekking van het voorbehoud meedeelt", "de datum waarop de depositaris de kennisgeving van de vervanging van het voorbehoud meedeelt" of "de datum waarop de depositaris de kennisgeving van de intrekking van het bezwaar tegen het voorbehoud meedeelt".

5. Een overeenkomstig alinea p) van paragraaf 1 van artikel 29 (Kennisgevingen) verrichte aanvullende kennisgeving is van toepassing overeenkomstig de alinea's a) en b) van paragraaf 1 van dit artikel, met dien verstande dat de in de paragrafen 1 en 2 van dit artikel bedoelde verwijzing naar "de laatste van de data waarop deze Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekte belastingverdrag in werking treedt" vervangen wordt door verwijzingen naar "de datum waarop de depositaris de aanvullende kennisgeving meedeelt".

Artikel 37 — Opzegging

1. Elke Partij mag deze Overeenkomst op elk moment opzeggen door middel van een aan de depositaris gerichte kennisgeving.

2. De overeenkomstig paragraaf 1 gedane opzegging wordt van kracht op de datum waarop de kennisgeving door de depositaris ontvangen wordt. In gevallen waarbij deze Overeenkomst voor alle verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag in werking getreden is vóór de datum waarop de opzegging van kracht wordt, blijft dat gedekte belastingverdrag zoals het gewijzigd werd door deze Overeenkomst.

Artikel 38 — Relatie met Protocollen

1. Deze Overeenkomst mag worden aangevuld door een of meer protocollen.

2. Om partij te worden bij een protocol, dient een staat of een rechtsgebied ook Partij te zijn bij deze Overeenkomst.

3. Een Partij bij deze Overeenkomst wordt niet gebonden door een protocol, tenzij zij partij wordt bij het protocol overeenkomstig de bepalingen daarvan.

Artikel 39 — De depositaris

1. De Secretaris-Generaal van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling is de depositaris voor deze Overeenkomst en voor alle protocollen als bedoeld in artikel 38 (Relatie met Protocollen).

2. De depositaris stelt de Partijen en de ondertekenaars binnen één kalendermaand in kennis van:
 - a) elke ondertekening overeenkomstig artikel 27 (Ondertekening en bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring);
 - b) de neerlegging van elke akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring overeenkomstig artikel 27 (Ondertekening en bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring);
 - c) elk voorbehoud of elke intrekking of vervanging van een voorbehoud overeenkomstig artikel 28 (Voorbehouden);
 - d) elke kennisgeving of aanvullende kennisgeving overeenkomstig artikel 29 (Kennisgevingen);
 - e) elke voorgestelde wijziging van deze Overeenkomst overeenkomstig artikel 33 (Wijziging);
 - f) elke opzegging van deze Overeenkomst overeenkomstig artikel 37 (Opzegging); en
 - g) elke andere mededeling die betrekking heeft op deze Overeenkomst.

3. De depositaris houdt publiekelijk beschikbare lijsten bij van:
 - a) de gedekte belastingverdragen;
 - b) de door de Partijen gemaakte voorbehouden; en
 - c) de door de Partijen gedane kennisgevingen.

Ten blijke waarvan de ondergetekenden, daartoe naar behoren gemachtigd, deze Overeenkomst hebben ondertekend.

GEDAAN te Parijs, op 24 november 2016, in het Engels en in het Frans, waarbij beide teksten gelijkelijk authentiek zijn, in een enkel exemplaar dat zal worden neergelegd in het archief van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling.

DE VERKLARENDE NOTA BIJ DE MULTILATERALE OVEREENKOMST TER IMPLEMENTATIE VAN AAN BELASTINGVERDRAGEN GERELATEERDE MAATREGELEN TER VOORKOMING VAN GRONDSLAGUITHOLLING EN WINSTVERSCHUIVING

Achtergrond

1. De Multilaterale overeenkomst ter implementatie van aan belastingverdragen gerelateerde maatregelen ter voorkoming van grondslaguitholling en winstverschuiving (de Overeenkomst) is een van de resultaten van het project van de OESO en de G20 ter bestrijding van de grondslaguitholling en de winstverschuiving (het "BEPS-project"), dit wil zeggen het opzetten van strategieën voor belastingplanning die gebruik maken van de gebreken en de verschillen in de belastingregels om zodoende op kunstmatige wijze winst door te sluizen naar bestemmingen zonder of met een lage belasting waar er weinig of geen economische activiteit ontwikkeld wordt, wat uiteindelijk leidt tot weinig of geen belastingdruk.
2. Het actieplan rond de grondslaguitholling en winstverschuiving (het "BEPS-actieplan") werd ontwikkeld door het Comité voor fiscale zaken (CAF) van de OESO en in september 2013 goedgekeurd door de leiders van de G20. Dat plan legde 15 te ondernemen acties vast die een globaal antwoord moesten bieden op de praktijken van grondslaguitholling en winstverschuiving (BEPS) en bepaalde de termijnen binnen dewelke die acties moesten uitgevoerd worden. Actie 15 van het BEPS-actieplan onderzocht de mogelijkheid om een multilateraal instrument te ontwikkelen dat gericht was op de toepassing van de BEPS-maatregelen die betrekking hebben op de belastingverdragen en dat "de rechtsgebieden die zulks wensen in staat moet stellen om de maatregelen toe te passen die in het kader van de werkzaamheden rond het BEPS-project werden uitgewerkt en om de bilaterale belastingverdragen te wijzigen".
3. Het Comité voor fiscale zaken, waarbinnen alle lidstaten van de OESO en de G20 op gelijke voet samenwerkten, heeft na twee jaar van werkzaamheden het definitieve geheel van BEPS-rapporten afgeleverd dat in november 2015 door de raad van de OESO en door de leiders van de G20 werd goedgekeurd (het "definitieve BEPS-pakket"). Het definitieve BEPS-pakket, dat voorgelegd wordt in de vorm van rapporten over elk van de 15 acties en dat vergezeld gaat van een Toelichting verschaft de landen en de economieën de instrumenten die ze nodig hebben om ervoor te zorgen dat de winst belast wordt op de plaats waar de economische activiteit dewelke die winst voortbrengt uitgeoefend wordt en waar de waarde gecreëerd wordt, waarbij de ondernemingen meer zekerheid geboden wordt enerzijds dankzij de vermindering van het aantal geschillen rond de toepassing van de internationale belastingregels en anderzijds dankzij de harmonisering van de verplichtingen tot naleving van die regels. Er is overeengekomen dat een aantal BEPS-maatregelen minimumstandaarden zijn, wat wil zeggen dat de landen beslist hebben dat die standaarden moeten toegepast worden.
4. De toepassing van het definitieve BEPS-pakket vereist een wijziging van de modelverdragen inzake belastingen en van de bilaterale belastingverdragen die erop gebaseerd zijn. Gezien het groot aantal bilaterale belastingverdragen (meer dan 3.000), zou de bilaterale aanpassing van het netwerk van verdragen een lang en omslachtig proces vormen, wat de efficiëntie van de multilaterale inspanningen zou beperken.
5. Het rapport over Actie 15, dat als titel kreeg "De ontwikkeling van een multilateraal instrument tot wijziging van de bilaterale belastingverdragen", besluit dat het wenselijk en mogelijk is om een multilateraal instrument te ontwikkelen dat door een innovatieve aanpak de landen de mogelijkheid biedt om hun bilaterale belastingverdragen snel te wijzigen teneinde de maatregelen die in het kader van het BEPS-project werden uitgewerkt toe te passen, en dat de onderhandelingen met het oog op de ontwikkeling van dergelijk instrument snel zouden moeten beginnen. Het rapport over Actie 15 werd opgesteld met de hulp van een groep deskundigen in internationaal publiekrecht en internationale fiscaliteit.

6. Conform het rapport over Actie 15 heeft het Comité voor fiscale zaken een mandaat goedgekeurd voor de oprichting van een ad-hocgroep die belast werd met de ontwikkeling van een multilateraal instrument. In februari 2015 werd dit goedgekeurd door de ministers van Financiën en de gouverneurs van de centrale banken van de Staten van de G20. Dat mandaat bepaalde dat de ad-hocgroep een multilateraal instrument zou uitwerken dat bedoeld was om de bestaande bilaterale belastingverdragen te wijzigen met het oog op een snelle uitvoering van de maatregelen die betrekking hebben op de belastingverdragen en die uitgewerkt werden in het kader van het BEPS-project van de OESO en de G20. Het mandaat bepaalde tevens dat de groep zijn werkzaamheden moest afronden en het multilateraal instrument moest openstellen voor ondertekening tegen 31 december 2016.

7. De ad-hocgroep werd opengesteld voor alle geïnteresseerde landen die op gelijke voet meewerkten. Negenennegentig landen hebben als lid aan de ad-hocgroep deelgenomen. Vier niet-staatelijke rechtsgebieden en zeven internationale of regionale organisaties hebben deelgenomen als waarnemer. De voorzitter van de ad-hocgroep was M. Mike Williams uit het Verenigd Koninkrijk.

8. De inhoud van de BEPS-maatregelen die betrekking hebben op de belastingverdragen (BEPS-acties 2, 6, 7 en 14) vormde het onderwerp van een akkoord in het kader van het definitieve BEPS-pakket. De onderhandelingen die binnen de ad-hocgroep gevoerd werden gingen bijgevolg voornamelijk over de manier waarop de Overeenkomst de bepalingen van de bilaterale of regionale belastingverdragen moest wijzigen met het oog op de uitvoering van die maatregelen.

9. Het rapport over Actie 14 (Verbeteren van de mechanismen voor geschillenbeslechting) voorzag daarnaast ook dat er bij de onderhandeling van de Overeenkomst een verplichte en bindende arbitrageclausule zou opgesteld worden in het kader van de procedure voor onderling overleg. Daartoe heeft de ad-hocgroep een subgroep over arbitrage opgericht waaraan 27 landen hebben deelgenomen. De subgroep werd voorgezeten door Mevr. Ingela Willfors uit Zweden. In tegenstelling tot de andere BEPS-maatregelen ging de bespreking van de bepalingen inzake de verplichte en bindende arbitrage zowel over de inhoud van de bepaling als over de voorschriften van de toepassing ervan in de bilaterale of regionale belastingverdragen.

10. De ad-hocgroep is in de loop van de onderhandelingen zes keer samengekomen, de subgroep over arbitrage vijf keer.

11. De tekst van deze verklarende nota die samengaat met de Overeenkomst ("verklarende nota"), werd door de leden van de ad-hocgroep en de subgroep over arbitrage voorbereid om duidelijkheid te verschaffen over de aanpak die in de Overeenkomst gebruikt wordt en over de weerslag die elke bepaling zal hebben op de belastingverdragen die onder de toepassing van de Overeenkomst vallen ("gedekte belastingverdragen"). De verklarende nota is dus een afspiegeling van de gemeenschappelijke uitlegging van de onderhandelaars met betrekking tot de Overeenkomst. Ze beschrijft de verschillende soorten van de beoogde verdragsbepalingen en legt uit hoe ze moeten gewijzigd worden. De leden van de ad-hocgroep hebben deze verklarende nota op 24 november 2016 tegelijk met de tekst van de Overeenkomst aangenomen.

12. Het uitwerken van de BEPS-maatregelen die door de Overeenkomst uitgevoerd worden ging vergezeld van commentaar die bestemd was om te worden gebruikt bij de uitlegging van die maatregelen. Waar deze verklarende nota tot doel heeft te verduidelijken hoe de Overeenkomst de gedekte belastingverdragen wijzigt, dient ze niet om de onderliggende BEPS-maatregelen uit te leggen (behalve voor de bepaling die betrekking heeft op de verplichte en bindende arbitrage waarin artikel 18 tot en met 26 van de Overeenkomst voorzien en zoals die genoemd is in paragraaf 19 en 20 hierna). Tevens moeten de bepalingen van artikel 3 tot en met 17 uitgelegd worden conform het normale principe voor de uitlegging van verdragen. Dit wil zeggen dat een verdrag te goeder trouw moet uitgelegd worden volgens de gewone betekenis die aan de uitdrukkingen van het verdrag moet worden toegekend binnen hun context en in het licht van het voorwerp en het doel van het verdrag. Wat dat betreft heeft de Overeenkomst de uitvoering van de BEPS-maatregelen die betrekking hebben op de belastingverdragen als voorwerp en als doel. In dit verband is de Commentaar die in het kader van het

BEPS-project werd opgesteld en die opgenomen is in het definitieve BEPS-pakket bijzonder relevant. Er moet op gewezen worden dat, wanneer in sommige gevallen, zoals hierna aangegeven, de bepalingen van de Overeenkomst wat de formulering betreft afwijken van de modelbepalingen die in de loop van het BEPS-project uitgewerkt werden, die wijzigingen niet als doel hebben de inhoud van die bepalingen te veranderen, tenzij anders vermeld. Ze hebben eerder tot doel om de BEPS-maatregelen uit te voeren binnen de context van een multilateraal instrument dat van toepassing is op een brede waaier van bestaande verdragen.

Aanpak die gevolgd wordt in de Overeenkomst

13. De Overeenkomst wijzigt de belastingverdragen die tussen twee of meer Partijen bij de Overeenkomst gesloten werden. Ze werkt niet op dezelfde wijze als een protocol tot wijziging van één bestaand verdrag dat onmiddellijk de tekst van het gedekte belastingverdrag wijzigt; in plaats daarvan wordt ze parallel uitgevoerd met de bestaande belastingverdragen waarvan ze de toepassing zal wijzigen teneinde de BEPS-maatregelen uit te voeren. Hoewel sommige Partijen wegens interne redenen geconsolideerde versies van hun gedekte belastingverdragen zoals gewijzigd door de Overeenkomst kunnen opstellen, is dit geen voorafgaande voorwaarde voor de toepassing van de Overeenkomst. Zoals hieronder vermeld kunnen de verdragsluitende rechtsgebieden daarna nog wijzigingen aan hun gedekte belastingverdragen overeenkomen die afwijken van die waarin de Overeenkomst voorziet.

14. Zoals hierboven reeds gezegd heeft de Overeenkomst tot doel om tot een snelle uitvoering te komen van de BEPS maatregelen die betrekking hebben op de belastingverdragen. Conform deze doelstelling heeft de ad-hocgroep geoordeeld dat de Overeenkomst alle Partijen de mogelijkheid moest bieden om te voldoen aan de minimumstandaarden inzake belastingverdragen die in het kader van het definitieve BEPS-pakket aangenomen werden en die de minimumstandaard zijn om misbruik van de belastingverdragen te voorkomen (aangenomen in het kader van Actie 6) en om de regeling van de geschillenbeslechting te verbeteren (aangenomen in het kader van Actie 14). Aangezien er evenwel verscheidene manieren zijn waarop aan elk van die minimumstandaarden kan voldaan worden en rekening houdend met de grote diversiteit aan landen en rechtsgebieden die meegewerkt hebben aan het opstellen van de Overeenkomst, moest de Overeenkomst zorgen voor voldoende soepelheid om rekening te kunnen houden met de standpunten van de verschillende landen en rechtsgebieden zonder daarbij de doelstelling van de Overeenkomst uit het oog te verliezen. Het was tevens noodzakelijk dat de Overeenkomst een zekere soepelheid garandeerde voor de bepalingen die geen minimumstandaarden zijn, in het bijzonder wat de interactie betreft tussen deze bepalingen en die welke voorkomen in de gedekte belastingverdragen. De Overeenkomst zorgt voor deze soepelheid als volgt:

- **Een duidelijke opsomming geven van de belastingverdragen waarop de Overeenkomst van toepassing is ("de gedekte belastingverdragen").** Alhoewel de Overeenkomst bestemd is om op zoveel mogelijk bestaande belastingverdragen toegepast te worden, kunnen er omstandigheden zijn waarin een Partij verkiest om een specifiek verdrag uit te sluiten van de werkingssfeer van de Overeenkomst, bijvoorbeeld wanneer er over dat verdrag recent opnieuw onderhandeld werd om de resultaten van het BEPS-project ten uitvoer te leggen of wanneer er over een verdrag onderhandelingen aan de gang zijn met als doel die resultaten ten uitvoer te leggen in dat in onderhandeling zijnde verdrag. Dit wordt bereikt door te verzekeren dat de Overeenkomst enkel van toepassing is op een verdrag dat uitdrukkelijk opgesomd is door de partijen (in de Overeenkomst "verdragsluitende rechtsgebieden" genoemd) bij dat verdrag.
- **Soepelheid inzake de bepalingen die betrekking hebben op een minimumstandaard.** Wanneer een bepaling een minimumstandaard bevat die aangenomen is in het kader van het BEPS-project is de keuze om die bepaling niet toe te passen slechts in welbepaalde omstandigheden mogelijk, bijvoorbeeld wanneer de gedekte belastingverdragen van een Partij reeds aan die minimumstandaard voldoen. Wanneer er verscheidene keuzes mogelijk

zijn om aan die minimumstandaard te voldoen geeft de Overeenkomst aan geen enkele daarvan de voorkeur. Om te garanderen dat de minimumstandaard in die omstandigheden kan toegepast worden wanneer elk van de verdragsluitende rechtsgebieden een andere manier kiest om te voldoen aan een minimumstandaard waarbij een specifieke soort van verdragsbepaling moet worden opgenomen, moeten die verdragsluitende rechtsgebieden evenwel proberen om tot een wederzijds bevredigende oplossing te komen die voldoet aan de minimumstandaard. Er moet op gewezen worden dat de vraag of een gedekt belastingverdrag (zoals dat kan gewijzigd worden door middel van bilaterale onderhandelingen) voldoet aan de minimumstandaard, beantwoord zal worden in de loop van het gehele evaluatie- en monitoringsproces door het “*Inclusive Framework*” inzake BEPS, dat een groot aantal landen en rechtsgebieden bijeenbrengt om te werken aan de uitvoering van het definitieve BEPS-pakket.

- **Keuze om (delen van) de bepalingen niet toe te passen op alle gedekte belastingverdragen.** Wanneer een wezenlijke bepaling geen minimumstandaard weergeeft, heeft een Partij over het algemeen de mogelijkheid om ervoor te kiezen om die bepaling in haar geheel (of in sommige gevallen gedeeltelijk) niet toe te passen. Dit wordt verwezenlijkt door het systeem van het maken van voorbehouden, die specifiek omschreven worden voor elk wezenlijk artikel van de Overeenkomst. Wanneer een Partij een voorbehoud maakt om een bepaling van de Overeenkomst niet toe te passen, is die bepaling niet van toepassing tussen de Partij die het voorbehoud gemaakt heeft en alle andere Partijen bij de Overeenkomst. Bijgevolg wordt de wijziging waarin die bepaling voorziet, voor geen enkel gedekt belastingverdrag van de Partij die het voorbehoud heeft gemaakt, toegepast.
- **Keuze om (delen van) de bepalingen niet toe te passen op gedekte belastingverdragen die bestaande bepalingen bevatten met specifieke, objectief vastgestelde kenmerken.** De ad-hocgroep erkende dat, zelfs wanneer een Partij voornemens is een specifieke bepaling van de Overeenkomst toe te passen op haar netwerk van verdragen, ze beleidsredenen kan hebben om de toepassing van specifieke soorten van bestaande bepalingen te behouden. Daartoe maakt de Overeenkomst het in een aantal gevallen mogelijk dat een Partij zich het recht kan voorbehouden een bepaling niet toe te passen op een deelgroep van gedekte belastingverdragen en zodoende een aantal bestaande bepalingen te behouden die bepaalde, objectief vastgestelde kenmerken vertonen. Deze voorbehouden sluiten elkaar niet wederzijds uit, tenzij anders bepaald. Wanneer een Partij een of meer dergelijke voorbehouden maakt, zijn dergelijke voorbehouden bijgevolg van toepassing tussen de Partij die het voorbehoud heeft gemaakt en alle verdragsluitende rechtsgebieden bij de gedekte belastingverdragen die onder dergelijke voorbehouden vallen.
- **Keuze om facultatieve en alternatieve bepalingen toe te passen.** In sommige gevallen hebben de werkzaamheden rond het BEPS-project geleid tot het uitwerken van meerdere alternatieve oplossingen voor een welbepaald BEPS-probleem. In andere gevallen resulteerde dit in de opmaak van een hoofdbepaling die kan worden vervolledigd door een aanvullende bepaling. De Overeenkomst bevat een aantal alternatieve of facultatieve bepalingen die over het algemeen slechts van toepassing wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag kiezen om ze toe te passen.

15. De structuur van elke wezenlijke bepaling van de Overeenkomst (behalve van de bepalingen van Deel VI) is als volgt:

- **Aangenomen BEPS-maatregel die aan de basis ligt van de bepaling van de Overeenkomst.** Over het algemeen begint elk van de artikelen 3 tot en met 17 met een of meer paragrafen die een van de BEPS-maatregelen weergeven. Over het algemeen nemen die paragrafen de tekst over van de bepalingen van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, die in de loop van het BEPS-project opgesteld werden, met een aantal soorten van wijzigingen, daaronder begrepen:

- **Wijzigingen die tot doel hebben om de terminologie die gebruikt wordt in het model in overeenstemming te brengen met de in de Overeenkomst gebruikte terminologie.** Om het toepassingsgebied van de Overeenkomst gepast weer te geven en om rekening te houden met het feit dat er een verscheidenheid aan titels bestaat in de individuele belastingverdragen, worden bijvoorbeeld de uitdrukkingen "gedekt belastingverdrag" en "verdragsluitend rechtsgebied" gebruikt in plaats van "Overeenkomst" en "overeenkomstsluitende Staat" in het OESO-modelverdrag inzake belastingen en het modelverdrag inzake dubbele belasting tussen ontwikkelde landen en ontwikkelingslanden van de Verenigde Naties ("VN-modelverdrag inzake belastingen). Daarnaast wordt "verdragsluitend rechtsgebied" gebruikt in plaats van "overeenkomstsluitende Staat" om te verwijzen naar de partijen bij een gedekt belastingverdrag, teneinde rekening te houden met het feit dat de Overeenkomst verdragen kan wijzigen waarbij een of meerdere partijen een niet-statelijk rechtsgebied is.
- **Vervanging van de verwijzingen naar specifieke artikelen en paragrafen door beschrijvingen van die bepalingen**

Er is interactie tussen een aantal BEPS-maatregelen en bestaande bepalingen van belastingverdragen die niet gewijzigd werden. Omdat bestaande belastingverdragen aanzienlijk van elkaar verschillen, was het in de bepalingen van de Overeenkomst niet mogelijk om die bepalingen aan te duiden door te verwijzen naar specifieke nummers van artikelen en paragrafen. Wanneer het nodig is te verwijzen naar de bepalingen van bestaande belastingverdragen, duidt de Overeenkomst die bepalingen aan door er een beschrijving van te geven.
- **Wijzigingen om verschillen in de onderliggende bepalingen weer te geven.** In sommige gevallen bracht het BEPS-project oplossingen aan voor problemen die waren gerezen bij specifieke bepalingen van het OESO-modelverdrag inzake belastingen. De bepalingen van het model moesten worden gewijzigd in de context van de Overeenkomst om ervoor te zorgen dat ze op gepaste wijze konden worden toegepast in de context van verdragen die afwijken van het OESO-modelverdrag inzake belastingen. Bijvoorbeeld de werkzaamheden rond actie 6 leidden tot wijzigingen aan artikel 10(2) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen door een minimale bezitsduur te vereisen vooraleer een vennootschap aanspraak kan maken op een verminderd tarief op dividenden van een dochteronderneming. Deze bepaling was gebaseerd op de tarieven van de bronheffing op dividenden en op de deelnemingspercentages die waren opgenomen in het OESO-modelverdrag inzake belastingen, en moest worden gewijzigd om rekening te houden met een brede waaier van gelijkaardige bepalingen in bestaande verdragen.
- **Verenigbaarheidsclausule(s) die de verhouding tussen de bepalingen van de Overeenkomst en die van bestaande belastingverdragen omschrijft (omschrijven) in objectieve termen.**

Zoals hoger opgemerkt overlappen vele bepalingen van de Overeenkomst met bepalingen in gedekte belastingverdragen. In sommige gevallen kunnen ze worden toegepast zonder strijdig te zijn met de bepalingen van gedekte belastingverdragen. Wanneer de bepalingen van de Overeenkomst evenwel strijdig kunnen zijn met bestaande bepalingen over hetzelfde onderwerp, wordt dit aangepakt door middel van een of meer verenigbaarheidsclausules die, bijvoorbeeld, de bestaande bepalingen beschrijven die de Overeenkomst moet vervangen, alsmede de uitwerking die de Overeenkomst zal hebben op de gedekte belastingverdragen die geen soortgelijke bepaling bevatten.

- **Clausule(s) inzake voorbehouden die het (de) voorbehoud(en) beschrijft (beschrijven) dat (die) toegestaan is (zijn) met betrekking tot elke bepaling (in lijn met de overeenstemming die werd bereikt inzake de desbetreffende BEPS-maatregel).** Partijen mogen in vele gevallen kiezen om specifieke bepalingen niet toe te passen, ofwel op het geheel van hun gedekte belastingverdragen, ofwel op een deelgroep ervan, op basis van objectieve criteria (zie paragraaf 14 hierboven). Dit wordt verwezenlijkt door een of meer paragrafen in elk artikel die op exhaustieve wijze de toegestane voorbehouden omschrijven. Omwille van de duidelijkheid moet een Partij die op basis van objectieve criteria een voorbehoud maakt dat van toepassing is op een deelgroep van gedekte belastingverdragen, een lijst opmaken van de bestaande bepalingen in hun gedekte belastingverdragen die binnen de werkingssfeer van dat voorbehoud vallen. Wanneer een Partij een voorbehoud heeft gemaakt met betrekking tot een bepaling, is dat voorbehoud, zoals hoger opgemerkt, van toepassing tussen die Partij en alle andere Partijen bij de Overeenkomst.

- **Kennisgevingsclausule(s) die de gekozen facultatieve bepalingen weergeeft (weergeven).**

Elk artikel dat een Partij toestaat om te kiezen tussen alternatieve bepalingen, verplicht elk van de Partijen die zulke keuze maakt om de depositaris kennis te geven van die keuze en beschrijft de gevolgen van een discrepantie tussen de verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag. Die gevolgen verschillen, naargelang de desbetreffende bepaling.

- **Kennisgevingsclausule(s) die duidelijkheid verschaft (verschaffen) over welke bestaande bepalingen onder de werkingssfeer van de verenigbaarheidsclausules vallen.**

Om ervoor te zorgen dat de toepassing van de Overeenkomst transparant is en geen aanleiding geeft tot enige dubbelzinnigheid, moeten de Partijen, wanneer een bepaling specifieke bestaande bepalingen van een gedekt belastingverdrag vervangt of wijzigt, over het algemeen een kennisgeving opmaken die een duidelijke opsomming geeft van de gedekte belastingverdragen die dergelijke bepalingen bevatten. Er wordt verwacht dat de Partijen alles in het werk zullen stellen om alle bepalingen aan te wijzen die onder de objectieve werkingssfeer van de verenigbaarheidsclausule vallen. Het is dus niet de bedoeling dat de Partijen ervoor zouden kiezen sommige relevante bepalingen weg te laten en er andere wel op te nemen. Het resultaat van die kennisgevingen varieert, naargelang de soort van verenigbaarheidsclausule die van toepassing is op de desbetreffende bepaling. De resultaten kunnen de volgende zijn:

- **Een bepaling van de Overeenkomst is van toepassing "in de plaats van" een bestaande bepaling van een gedekt belastingverdrag.** Wanneer een bepaling van de Overeenkomst enkel van toepassing is "in de plaats van" een bestaande bepaling, wordt de bepaling geacht een bestaande bepaling te vervangen indien er een dergelijke bepaling bestaat en wordt ze niet geacht van toepassing te zijn wanneer er geen zulke bestaande bepaling is. In dergelijke gevallen stelt de kennisgevingsclausule dat de bepaling van de Overeenkomst enkel van toepassing is in gevallen waar alle verdragsluitende rechtsgebieden een kennisgeving met betrekking tot de bestaande bepaling van het gedekte belastingverdrag opmaken zoals omschreven in de Overeenkomst.
- **Een bepaling van de Overeenkomst "is van toepassing op" of "wijzigt" een bestaande bepaling van een gedekt belastingverdrag.** Wanneer een bepaling van de Overeenkomst "van toepassing is op" een bestaande bepaling of ze "wijzigt", wordt de bepaling geacht de toepassing van een bestaande bepaling te wijzigen zonder ze te vervangen, en kan ze dus enkel van toepassing zijn indien er een bestaande bepaling is. In dergelijke gevallen stelt de kennisgevingsclausule dat de bepaling van de Overeenkomst enkel van toepassing is in gevallen waar alle

verdragsluitende rechtsgebieden een kennisgeving met betrekking tot de bestaande bepaling van het gedekte belastingverdrag opstellen.

- **Een bepaling van de Overeenkomst is van toepassing “bij afwezigheid van” een bestaande bepaling van een gedekt belastingverdrag.** Wanneer een bepaling van de Overeenkomst enkel van toepassing is “bij afwezigheid van” een bestaande bepaling, is de bepaling van de Overeenkomst enkel van toepassing in gevallen waar alle verdragsluitende rechtsgebieden kennisgeven van de afwezigheid van een bestaande bepaling van het gedekte belastingverdrag.
- **Een bepaling van de Overeenkomst is van toepassing “in de plaats van of bij afwezigheid van” een bestaande bepaling van een gedekt belastingverdrag.** Wanneer een bepaling van de Overeenkomst van toepassing is “in de plaats van of bij afwezigheid van” een bestaande bepaling, is de bepaling van de Overeenkomst in alle gevallen van toepassing. Indien alle verdragsluitende rechtsgebieden kennisgeven van het bestaan van een bestaande bepaling, wordt die bepaling vervangen door de bepaling van de Overeenkomst (in de mate waarin de desbetreffende verenigbaarheidsclausule daarin voorziet). Wanneer de verdragsluitende rechtsgebieden geen kennisgeven van het bestaan van een bepaling, is de bepaling van de Overeenkomst toch van toepassing. Indien er feitelijk een relevante bestaande bepaling is waarvan geen kennis werd gegeven door alle verdragsluitende rechtsgebieden, heeft de bepaling van de Overeenkomst voorrang op die bestaande bepaling, en vervangt ze die bepaling voor zover ze onverenigbaar is met de relevante bepaling van de Overeenkomst.

16. De aanpak beschreven in het laatste punt van de vorige paragraaf is bedoeld om de gewone regel van de interpretatie van verdragen weer te geven, zoals die is uiteengezet in artikel 30(3) van het Verdrag van Wenen inzake het verdragenrecht, krachtens hetwelk een vroeger gesloten verdrag tussen partijen die ook partijen waren bij een later gesloten verdrag, enkel van toepassing is in de mate dat de bepalingen ervan verenigbaar zijn met die van het later gesloten verdrag.

17. Een bestaande bepaling van een gedekt belastingverdrag wordt beschouwd als “onverenigbaar” met een bepaling van de Overeenkomst indien er een strijdigheid bestaat tussen de twee bepalingen. Bijvoorbeeld, Artikel 17(2) van de Overeenkomst bepaalt dat artikel 17(1) van toepassing is in de plaats van, of bij het ontbreken van, bestaande bepalingen die “een verdragsluitend rechtsgebied verplichten om op passende wijze het bedrag aan belasting aan te passen dat aldaar van de winst van een onderneming van dat verdragsluitende rechtsgebied geheven wordt wanneer het andere verdragsluitende rechtsgebied die winst opneemt in de winst van een onderneming van dat andere verdragsluitende rechtsgebied en die winst dienovereenkomstig belast, en de aldus opgenomen winst winst is die de onderneming van dat andere verdragsluitende rechtsgebied zou hebben behaald indien tussen de twee ondernemingen zodanige voorwaarden zouden zijn overeengekomen als tussen onafhankelijke ondernemingen zouden zijn overeengekomen.” Sommige bestaande bepalingen stellen evenwel dat een verdragsluitend rechtsgebied op passende wijze het bedrag aan belasting *kan* aanpassen of hierover overleg kan plegen, maar voorzien geen verplichting om overeenkomstige aanpassingen door te voeren in welbepaalde omstandigheden. Deze bestaande bepalingen zouden buiten de werkingssfeer van paragraaf artikel 17(2) vallen, hetgeen betekent dat ze zouden blijven van toepassing zijn tenzij ze onverenigbaar zijn. In de mate dat die bepalingen een verdragsluitend rechtsgebied zouden toestaan ervoor te kiezen om geen passende herziening door te voeren, zelfs in de situatie dat een aanpassing door het ander verdragsluitend rechtsgebied gerechtvaardigd was, zouden die bepalingen echter onverenigbaar zijn met 17(1). Bijgevolg zou artikel 17(1) voorrang hebben op die bepalingen, hetgeen betekent dat de toepassing ervan in de plaats zou komen van de toepassing van die bepalingen, voor zover zulks nodig zou zijn om strijdigheid tussen de bepalingen te voorkomen.

18. Zoals hoger opgemerkt wordt verwacht dat de Partijen alles in het werk zullen stellen om alle bepalingen aan te wijzen die onder de objectieve werkingssfeer van elke verenigbaarheidsclausule vallen. Dit zou de situaties waarin een relevante bestaande bepaling niet aangewezen is door de verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag, tot een minimum moeten herleiden. Zulke situaties zijn echter niet onmogelijk, ofwel omdat de verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag het oneens zijn of een specifieke bepaling binnen de werkingssfeer van een verenigbaarheidsclausule valt; ofwel omdat beide verdragsluitende rechtsgebieden het erover eens zijn dat er een relevante bepaling is, maar het niet eens zijn over welke bepaling het is. Om het risico op die situaties te verkleinen, moeten er op het tijdstip van ondertekening, weliswaar voorlopige, lijsten met kennisgevingen verstrekt worden zodat de ondertekenaars de mogelijkheid hebben om discrepanties tussen kennisgevingen te bespreken en er een oplossing voor te vinden voordat de lijsten definitief worden. Voor zover zulke situaties toch voorkomen, zal elk meningsverschil tussen de verdragsluitende rechtsgebieden met betrekking tot de toepassing van een verenigbaarheidsclausule op bestaande bepalingen kunnen opgelost worden binnen het kader van de procedure voor onderling overleg waarin het gedekte belastingverdrag voorziet of, indien nodig, via een Conferentie van de Partijen die is bijeengeroepen overeenkomstig artikel 31 (3). Bovendien is het mogelijk om de onvrijwillige weglating van bestaande bepalingen recht te zetten door een aanvullende kennisgeving op te maken krachtens artikel 29 (6).

Gevolgd aanpak bij de ontwikkeling van de optionele bepaling voor verplichte en bindende arbitrage voor zaken die vallen onder de procedure voor onderling overleg

19. Deel VI van de Overeenkomst (Artikel 18 tot en met 26) geeft het resultaat weer van de werkzaamheden van de subgroep over arbitrage voor het opstellen van bepalingen voor verplichte en bindende arbitrage voor zaken die vallen onder de procedure voor onderling overleg, waarbij de bevoegde autoriteiten geen overeenstemming kunnen bereiken binnen een vastgelegde termijn.

Zoals hoger opgemerkt omvatten deze werkzaamheden, anders dan bij de andere BEPS-maatregelen, het opstellen van de concrete inhoud van een verplichte en bindende arbitragebepaling. Bijgevolg hebben de bepalingen van deze verklarende nota betreffende deel VI, anders dan voor artikel 3 tot en met 17, zowel betrekking op de inhoud van deze bepalingen als op de technische toepassing ervan op de gedekte belastingverdragen.

20. In tegenstelling tot de andere artikelen van de Overeenkomst, is deel VI enkel van toepassing tussen de Partijen die er uitdrukkelijk voor kiezen om deel VI met betrekking tot hun gedekte belastingverdragen toe te passen. De structuur van de artikelen van deel VI verschilt van die van de andere artikelen van de Overeenkomst. Deze verschillen vloeien voort uit het feit dat deel VI bestemd is om als een enkele samenhangende arbitrageclausule te werken. Bijgevolg worden de regels inzake verenigbaarheid met bestaande bepalingen samengebracht in artikel 26 in plaats van in elk artikel van deel VI een verenigbaarheidsclausule op te nemen. Alhoewel deel VI sommige welbepaalde voorbehouden bevat, mogen de Partijen die kiezen om deel VI toe te passen bovendien ook hun eigen voorbehouden maken met betrekking tot het soort van zaken die in aanmerking komen voor arbitrage (op voorwaarde dat de andere Partijen die voorbehouden aanvaarden), zoals vermeld in de delen van deze verklarende nota die betrekking hebben op artikel 28(2).

Preambule

21. De preambule bepaalt dat de Overeenkomst als algemene doelstelling heeft om het mogelijk te maken dat de maatregelen die betrekking hebben op de belastingverdragen en die uitgewerkt werden in het kader van het definitieve BEPS-pakket op een vlotte, gecoördineerde en samenhangende wijze toegepast worden op het gehele netwerk van bestaande belastingverdragen, zonder dat het nodig is om opnieuw over elk verdrag afzonderlijk te onderhandelen op bilateraal niveau.

22. In de voorlaatste paragraaf van de preambule wordt opgemerkt dat de Partijen erkennen dat het nodig is te garanderen dat bestaande verdragen tot het vermijden van dubbele belasting naar het inkomen uitgelegd worden in de zin dat ze dubbele belasting moeten vermijden voor de onder die verdragen vallende belastingen, zonder daarbij mogelijkheden te scheppen tot niet-heffing of

verminderde heffing van belasting door middel van het ontduiken of het ontwijken van belasting (daaronder begrepen het gebruik maken van treaty-shopping-structuren die als doel hebben in die verdragen voorziene tegemoetkomingen te verkrijgen in het indirecte voordeel van inwoners van derde rechtsgebieden). Deze opmerking heeft in het bijzonder betrekking op artikel 6(1), dat tot doel heeft de preambules van de gedekte belastingverdragen zo te wijzigen dat ze de volgende tekst bevatten:

Voornemens dubbele belasting te vermijden met betrekking tot de onder dit verdrag vallende belastingen, zonder daarbij mogelijkheden te scheppen tot niet-heffing of verminderde heffing van belasting door middel van het ontduiken of het ontwijken van belasting (daaronder begrepen het gebruik van treaty-shopping-structuren die als doel hebben in dit verdrag voorziene tegemoetkomingen te verkrijgen in het indirecte voordeel van inwoners van derde rechtsgebieden),

23. De invoeging van deze verklaring in de preambule moet duidelijk uiting geven aan de wil van de Partijen om ervoor te zorgen dat de gedekte belastingverdragen uitgelegd worden in overeenstemming met de tekst van de preambule die opgenomen is in artikel 6(1).

DEEL I WERKINGSSFEER EN INTERPRETATIE VAN UITDRUKKINGEN

Artikel 1 — Werkingssfeer van de Overeenkomst

24. Artikel 1 definieert de werkingssfeer van de Overeenkomst. De Overeenkomst wijzigt alle gedekte belastingverdragen die zijn omschreven in artikel 2(1)(a).

Artikel 2 — Interpretatie van uitdrukkingen

Paragraaf 1

Gedekte belastingverdragen

25. Paragraaf 1(a) omschrijft de uitdrukking "gedekt belastingverdrag" die wordt gebruikt om de verdragen te omschrijven die door de Overeenkomst gewijzigd worden. Deze definitie omvat de verdragen tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen die in werking zijn tussen twee of meer Partijen bij de Overeenkomst, of zoals hierna opgemerkt, de rechtsgebieden waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van een Partij vallen. Ze zou ook de verdragen omvatten die, naast de inkomstenbelastingen, betrekking hebben op de belastingen naar het vermogen of naar vermogenswinst. De Overeenkomst is evenwel niet bedoeld om te worden toegepast op verdragen die enkel van toepassing zijn op zeevaart en luchtvaart of sociale zekerheid.

26. Teneinde verwarring of onzekerheid omtrent de werkingssfeer van gedekte verdragen te voorkomen, wijzigt de Overeenkomst enkel een verdrag dat opgenomen is in een kennisgeving aan de depositaris door elke Partij bij de Overeenkomst die ofwel een verdragsluitend rechtsgebied is die dat verdrag heeft gesloten, ofwel een staat die verantwoordelijk is voor de internationale betrekkingen van een Partij bij het verdrag. Deze kennisgeving zou het verdrag vermelden alsmede alle instrumenten die het verdrag gewijzigd hebben, en alle bijgevoegde instrumenten die de toepassing van het verdrag wijzigen. Deze aanpak zorgt voor enige soepelheid bij het bepalen welke bestaande verdragen onder de toepassing van de Overeenkomst vallen. Hoewel het de bedoeling is dat de Overeenkomst van toepassing zou zijn op zoveel mogelijk bestaande verdragen, kunnen er omstandigheden zijn waarin een Partij er de voorkeur aan geeft een specifiek verdrag niet onder de toepassing van de Overeenkomst te laten vallen. Een Partij kan bijvoorbeeld wensen om een verdrag uit te sluiten van de werkingssfeer van de Overeenkomst op grond van het feit dat er recentelijk over het verdrag opnieuw onderhandeld werd om de resultaten van het BEPS-project ten uitvoer te leggen, of dat er over het verdrag opnieuw onderhandelingen aan de gang zijn met als doel die resultaten ten uitvoer te leggen in het opnieuw onderhandelde verdrag.

27. Paragraaf 1(a)(i)(B) maakt het mogelijk dat een staat die Partij is bij de Overeenkomst in zijn lijst van gedekte belastingverdragen belastingverdragen kan opnemen die zijn gesloten door een rechtsgebied of een gebied waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van de Partij vallen. Dit beoogt de situatie van rechtsgebieden of gebieden die, krachtens de regelingen die zij hebben gesloten met de Staat die verantwoordelijk is voor hun internationale betrekkingen, de mogelijkheid hebben om zelf belastingverdragen te sluiten.

28. De Overeenkomst kan bijgevolg op twee manieren worden toegepast op belastingverdragen die door niet-statelijke rechtsgebieden of gebieden gesloten zijn: (i) rechtsgebieden kunnen Partijen bij de Overeenkomst worden door met hun naam te worden vermeld in de tekst van artikel 27(1)(b) op het ogenblik dat de tekst van de Overeenkomst wordt goedgekeurd of door later gemachtigd te worden om de Overeenkomst te ondertekenen en te bekrachtigen door middel van een beslissing die bij consensus van de Partijen en de ondertekenaars wordt genomen krachtens artikel 27(1)(c) (zie paragraaf 261 en 262 van de verklarende nota hierna); of (ii) krachtens artikel 2(1)(a)(i)(B) kan een statelijke Partij in haar lijst van gedekte belastingverdragen belastingverdragen opnemen die gesloten zijn door een rechtsgebied of gebied waarvan de internationale betrekkingen onder haar verantwoordelijkheid vallen.

29. In gevallen waar een statelijke Partij gebruik maakt van paragraaf 1(a)(i)(B), maakt zij voorbehouden en doet zij kennisgevingen met betrekking tot het desbetreffende rechtsgebied of gebied, die van toepassing zijn op alle gedekte belastingverdragen van dat rechtsgebied of gebied. Deze voorbehouden en kennisgevingen kunnen verschillen van die van de statelijke Partij zelf, zoals beschreven in artikel 28(4) en 29(2) van de Overeenkomst.

30. De Overeenkomst kan eveneens belastingverdragen dekken die door een statelijke Partij gesloten zijn “namens” een niet-statelijk rechtsgebied of gebied waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van die Partij vallen. In zulke gevallen zou de statelijke Partij die belastingverdragen opnemen in haar lijst van belastingverdragen krachtens paragraaf 1(a)(i)(A) maar heeft ze krachtens artikel 28(4) en 29(2) de mogelijkheid om met betrekking tot dat rechtsgebied of gebied voorbehouden te maken en kennisgevingen te doen, die kunnen verschillen van de lijst van voorbehouden en kennisgevingen van de statelijke Partij zelf.

31. Het is belangrijk op te merken dat het geografische toepassingsgebied van een gedekt belastingverdrag hetzelfde blijft zoals het gedefinieerd is in dat gedekt belastingverdrag en niet gewijzigd wordt door de Overeenkomst. Bijgevolg blijven de bepalingen van de gedekte belastingverdragen die door de Overeenkomst gewijzigd zijn, van toepassing binnen hetzelfde geografische toepassingsgebied als het oorspronkelijke gedekte belastingverdrag.

32. Een Partij heeft de mogelijkheid in de lijst van belastingverdragen waarin paragraaf 1(a)(ii) voorziet, een verdrag op te nemen dat ondertekend maar nog niet in werking getreden is. In zulke gevallen moet de Partij de depositaris te gepasten tijde kennisgeven van de datum van inwerkingtreding van dat verdrag aangezien het die datum is waarop het een gedekt belastingverdrag kan worden. Wanneer die datum valt na de inwerkingtreding van de Overeenkomst met betrekking tot dergelijke Partij krachtens artikel 34(2), wordt zulke kennisgeving beschouwd als een toevoeging aan de lijst van verdragen krachtens artikel 29(5).

33. Bij het opstellen van haar lijst met verdragen overeenkomstig paragraaf 1(a)(ii), moet een Partij niet alleen het oorspronkelijke verdrag zelf vermelden, maar ook alle bijgevoegde instrumenten die de toepassing van het verdrag wijzigen, alsmede alle instrumenten die nadien het verdrag gewijzigd hebben. Dit zorgt voor duidelijkheid aangaande de inhoud van het verdrag dat in werking is op het tijdstip dat het gewijzigd wordt door de Overeenkomst. Het is evenwel belangrijk om op te merken dat de Overeenkomst niet tot doel heeft het onderliggende verdrag te bevriezen in de tijd en dat de verdragsluitende rechtsgebieden uiteraard nog kunnen beslissen om het onderliggende verdrag te wijzigen nadat het gewijzigd werd door de Overeenkomst. Het is de bedoeling dat het recht van de verdragsluitende rechtsgebieden om hun gedekte belastingverdragen te blijven wijzigen, onaangetast

blijft, ongeacht of de latere wijzigingen al dan niet betrekking hebben op bepalingen die door de toepassing van de Overeenkomst gewijzigd werden. Dit wordt weergegeven in artikel 30 van de Overeenkomst, dat bepaalt dat de verdragsluitende rechtsgebieden onderling overeen kunnen komen om gedekte belastingverdragen later te wijzigen.

Partij

34. De uitdrukking “Partij” wordt doorheen de Overeenkomst gebruikt om te verwijzen naar de Staten en de rechtsgebieden die de Overeenkomst hebben ondertekend krachtens artikel 27(1)(b) of (c), waarvoor de Overeenkomst in werking is krachtens artikel 34.

Verdragsluitend rechtsgebied

35. De uitdrukking “verdragsluitend rechtsgebied” verwijst naar de Staten, rechtsgebieden of gebieden die partij zijn bij een gedekt belastingverdrag. Zij wordt gebruikt in de plaats van de meer gebruikelijke uitdrukking “verdragsluitende Staat” (die onnauwkeurig is wegens de mogelijke toepassing van de Overeenkomst op verdragen waarbij een niet-statelijk rechtsgebied partij is) en “verdragsluitende Partij”, die aanleiding zou kunnen geven tot verwarring aangezien “Partij” verwijst naar een partij bij de Overeenkomst.

Ondertekenaar

36. De uitdrukking “ondertekenaar”, die uitsluitend in de slotbepalingen van de Overeenkomst gebruikt wordt, verwijst naar de Staten en de rechtsgebieden die de Overeenkomst ondertekend hebben krachtens artikel 27(1) maar waarvoor de Overeenkomst nog niet in werking getreden is.

Paragraaf 2

37. Deze paragraaf vaardigt een algemene uitleggingsregel uit voor in de Overeenkomst gebruikte, maar niet daarin omschreven uitdrukkingen. Elke niet in de Overeenkomst omschreven uitdrukking heeft de betekenis die deze uitdrukking volgens het desbetreffende gedekte belastingverdrag heeft op het tijdstip waarop de Overeenkomst wordt toegepast, tenzij de context anders vereist.

38. Met betrekking tot een uitdrukking die niet uitdrukkelijk in de Overeenkomst of in het desbetreffende gedekte belastingverdrag omschreven is, bepalen de gedekte belastingverdragen over het algemeen dat, tenzij de context anders vereist, elke niet in het verdrag omschreven uitdrukking de betekenis heeft die de interne wetgeving van het verdragsluitende rechtsgebied dat het gedekte belastingverdrag toepast aan die uitdrukking toekent op het tijdstip waarop dat verdragsluitende rechtsgebied het gedekte belastingverdrag toepast, met dien verstande dat de betekenis die aan die uitdrukking wordt toegekend door de belastingwetgeving van dat verdragsluitende rechtsgebied voorrang heeft op de betekenis die eraan wordt toegekend door de andere rechtstakken van dat verdragsluitende rechtsgebied. Wanneer deze regel voorkomt in een gedekt belastingverdrag zou hij van toepassing zijn om de betekenis te bepalen van de uitdrukkingen die niet in de Overeenkomst omschreven zijn, tenzij de context anders vereist. Daartoe omvat de context het doel van de Overeenkomst, zoals beschreven in paragraaf 1 tot en met 14 hierboven, en het doel van het gedekte belastingverdrag, zoals dat is aangegeven in de door artikel 6 gewijzigde preambule (zie paragraaf 21 tot en met 23 hierboven, betreffende de preambule van de Overeenkomst, en paragraaf 76 hierna, betreffende artikel 6).

DEEL II CONSTRUCTIES MET HYBRIDE STRUCTUREN (HYBRID MISMATCHES)**Artikel 3 — Transparante entiteiten***Paragraaf 1*

39. Het rapport over Actie 2 ("Neutralisering van de effecten van hybride structuren") leidde tot een nieuw artikel 1(2) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, dat betrekking heeft op inkomsten behaald met behulp van transparante entiteiten. Dat nieuwe artikel 1(2), dat voorkomt in paragraaf 435 (bladzijde 139) van het rapport over Actie 2, luidt als volgt:

2. Voor de toepassing van deze Overeenkomst, worden inkomsten die zijn verkregen door of met behulp van een entiteit of een constructie die op grond van de belastingwetgeving van een van de overeenkomstsluitende Staten als geheel of gedeeltelijk fiscaal transparant behandeld wordt, geacht inkomsten te zijn van een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat, maar uitsluitend voor zover die inkomsten door die Staat voor belastingdoeleinden behandeld worden als inkomsten van een inwoner van die Staat.

40. Artikel 3(1) van de Overeenkomst herneemt deze tekst. De wijzigingen die eraan werden aangebracht dienden enkel om de terminologie die in de bepaling van het model gebruikt wordt in overeenstemming te brengen met de in de Overeenkomst gebruikte terminologie.

Paragraaf 2

41. Die paragraaf 2 voert de wijzigingen door met betrekking tot het vermijden van dubbele belasting zoals die voorkomen in paragraaf 64 van het rapport over Actie 6 "Voorkoming van het ongepast toekennen van de voordelen van de belastingverdragen", waarover overeenstemming werd bereikt in het kader van de opvolgingswerkzaamheden over Actie 6. Deze bepaling beoogt de toepassing te wijzigen van de bepalingen betreffende de methodes tot het vermijden van dubbele belasting, zoals die welke voorkomen in artikel 23A en 23B van het OESO-modelverdrag inzake belastingen en van het VN-modelverdrag inzake belastingen.

Paragraaf 3

42. Zoals meer in detail wordt besproken in paragraaf 154 van de toelichting bij artikel 11(3), heeft paragraaf 3 betrekking op het verband tussen artikel 3 en de vrijwaringsclausule in artikel 11 door een bijkomende zin toe te voegen aan het einde van paragraaf 1. Hij zal van toepassing zijn op elk gedekt belastingverdrag waarvoor een of meer Partijen zich het recht heeft voorbehouden om artikel 11 niet toe te passen krachtens paragraaf 3(a) van dat artikel.

Paragraaf 4

43. Een groot aantal gedekte belastingverdragen bevatten reeds bepalingen betreffende fiscaal transparante entiteiten, en deze bepalingen nemen diverse vormen aan. Bijvoorbeeld, terwijl de bepaling die voorkomt in paragraaf 1 opgesteld is om te worden toegepast op inkomsten die verkregen zijn door een transparante entiteit, kunnen sommige bepalingen opgesteld zijn in de vorm van definities van de uitdrukking "inwoner". Andere bepalingen bevatten meer gedetailleerde regels die de specifieke omstandigheden verduidelijken waarin inkomsten die verkregen zijn door tussenkomst van een entiteit die overeenkomstig de wetgeving van een van de verdragsluitende rechtsgebieden als transparant behandeld wordt, in aanmerking komen voor voordelen.

44. Paragraaf 4 is de verenigbaarheidsclausule die gaat over de interactie tussen artikel 3(1) (zoals dat kan gewijzigd worden door artikel 3(3)) en bestaande bepalingen van hetzelfde type. Hij beoogt alle soorten van de hogervermelde bepalingen door te stellen dat artikel 3(1) (zoals dat kan gewijzigd worden door artikel 3(3)) de bepalingen van een gedekt belastingverdrag zou vervangen voor zover die bepalingen betrekking hebben op de kwestie of inkomsten die zijn verkregen door

tussenkost van entiteiten of constructies die op grond van de belastingwetgeving van een verdragsluitend rechtsgebied als fiscaal transparant behandeld worden, al dan niet behandeld zullen worden als inkomsten van een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied, of zou worden toegevoegd wanneer dergelijke bepalingen niet bestaan. Wanneer een bestaande bepaling betrekking heeft op de behandeling van fiscaal transparante entiteiten en constructies en op de behandeling van van belasting vrijgestelde entiteiten die niet fiscaal transparant zijn, zou dergelijke bepaling enkel vervangen worden met betrekking tot de behandeling van fiscaal transparante entiteiten.

45. Paragraaf 1 vervangt dus bepalingen die betrekking hebben op de kwestie of inkomsten die zijn verkregen door tussenkost van entiteiten of constructies die op grond van de belastingwetgeving van een verdragsluitend rechtsgebied als fiscaal transparant behandeld worden, al dan niet behandeld zullen worden als inkomsten van een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied, ongeacht of zulke bepalingen opgesteld zijn in de vorm van een algemene regel die analoog is aan die van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, door gedetailleerd de behandeling van specifieke feitelijke situaties te verduidelijken, of door de behandeling van specifieke soorten van entiteiten of constructies te beschrijven. Het is echter niet de bedoeling dat artikel 3(1) (zoals het kan gewijzigd worden door paragraaf 3) bepalingen zou vervangen die gedetailleerde integriteitsregels bevatten die verduidelijken hoe een artikel van een gedekt belastingverdrag van toepassing is op een specifiek inkomstenbestanddeel dat wordt verkregen door een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied, zoals een regel waarbij een begunstigde van een trust geacht wordt een vaste inrichting te hebben en waarbij het deel van de winst van de trust waartoe de begunstigde uiteindelijk gerechtigd is aan die vaste inrichting wordt toegerekend. Alhoewel deze laatste soorten van integriteitsbepaling van toepassing kan zijn op inkomsten die zijn verkregen door of door tussenkost van een entiteit of constructie die op grond van de belastingwetgeving van een verdragsluitend rechtsgebied als fiscaal transparant behandeld wordt, hebben zij geen betrekking op de vraag of die inkomsten behandeld worden als inkomsten van een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied voor de toepassing van artikel 3(4). Deze bepalingen zijn integendeel enkel van toepassing wanneer het desbetreffende inkomstenbestanddeel reeds behandeld wordt als een inkomen van een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied die aanspraak kan maken op de voordelen krachtens het desbetreffende gedekte belastingverdrag.

Paragraaf 5

46. Een bepaling over fiscaal transparante entiteiten is niet vereist om aan een minimumstandaard te voldoen. Daarom vermelden de clausules inzake voorbehouden in paragraaf 5 dat een Partij ervoor kan kiezen dit artikel in zijn geheel niet toe te passen. Partijen kunnen zich bovendien het recht voorbehouden om bestaande bepalingen die betrekking hebben op deze kwestie te behouden; wanneer een van de verdragsluitende rechtsgebieden dergelijk voorbehoud maakt, zou de bestaande bepaling behouden blijven.

47. Een Partij kan zich tevens het recht voorbehouden om bestaande bepalingen te behouden die de toekenning van voordelen weigeren in het geval van transparante entiteiten die gevestigd zijn in derde rechtsgebieden. Partijen kunnen zich ook het recht voorbehouden om bestaande bepalingen te behouden die gedetailleerder ingaan op de behandeling van feitelijke situaties en van entiteiten waarop de bepaling van toepassing is (of kunnen zich het recht voorbehouden om dergelijke bepalingen enkel te behouden wanneer deze bepalingen de toekenning van voordelen weigeren aan transparante entiteiten die gevestigd zijn in derde rechtsgebieden). Partijen kunnen zich ook het recht voorbehouden paragraaf 2 niet toe te passen op hun gedekte belastingverdragen. Tot slot kunnen Partijen zich het recht voorbehouden om dergelijke gedetailleerde bepalingen te vervangen terwijl ze bestaande kortere bepalingen behouden.

Paragraaf 6

48. Teneinde ervoor te zorgen dat het duidelijk is welke bestaande bepalingen vervangen worden door paragraaf 1 (zoals die kan gewijzigd worden door paragraaf 3) vereist paragraaf 6 dat elke Partij (niet zijnde een Partij die zich het recht heeft voorbehouden om het geheel van artikel 3 niet toe te

passen op al haar gedekte belastingverdragen of om paragraaf 1 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die reeds een in paragraaf 4 beschreven bepaling bevatten) voor elk van haar gedekte belastingverdragen de depositaris ervan in kennis stelt of het al dan niet een bestaande bepaling van hetzelfde type bevat waarvoor geen voorbehoud werd gemaakt op grond van paragraaf 5(c) tot en met (e). Wanneer een Partij het in paragraaf 5(g) beschreven voorbehoud heeft gemaakt, moet de kennisgeving enkel de bepalingen van de gedekte belastingverdragen bevatten die in dat voorbehoud worden beoogd. Dergelijke bepaling zou vervangen worden door paragraaf 1 (zoals die gewijzigd kan worden door paragraaf 3) in de mate die is bepaald in paragraaf 4 wanneer alle partijen bij het gedekte belastingverdrag een dergelijke kennisgeving hebben gedaan. In alle andere gevallen zou paragraaf 1 (zoals die gewijzigd kan worden door paragraaf 3) van toepassing zijn op het gedekte belastingverdrag, maar zou hij enkel voorrang hebben op de bestaande bepalingen voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met paragraaf 1 (zoals die gewijzigd kan worden door paragraaf 3).

Artikel 4 — Entiteiten met een dubbele woonplaats

Paragraaf 1

49. Paragraaf 1 wijzigt de regels die het mogelijk maken om overeenkomstig een verdrag de woonplaats vast te stellen van een persoon, niet zijnde een natuurlijke persoon, die inwoner is van meer dan één verdragsluitend rechtsgebied, en is gebaseerd op de tekst van artikel 4(3) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, die is weergegeven in paragraaf 48 (bladzijde 72) van het rapport over Actie 6 en die luidt als volgt:

3. Indien een andere dan een natuurlijke persoon ingevolge de bepalingen van paragraaf 1 inwoner is van beide overeenkomstsluitende Staten, trachten de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten in onderlinge overeenstemming vast te stellen van welke overeenkomstsluitende Staat die persoon geacht wordt inwoner te zijn voor de toepassing van de Overeenkomst, met inachtneming van de plaats van zijn voornaamste inrichting, de plaats van werkelijke leiding, de plaats waar hij opgericht of anderszins tot stand gekomen is en alle andere relevante factoren. Wanneer dergelijke overeenstemming ontbreekt, is die persoon niet gerechtigd tot enige belastingvermindering of -vrijstelling waarin deze Overeenkomst voorziet, behalve in de mate waarin en de wijze waarop de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten daarover overeengekomen zijn.

50. Zoals bij de andere bepalingen van de Overeenkomst geeft artikel 4(1) de wijzigingen aan de tekst van het modelverdrag weer om de daarin gebruikte terminologie in overeenstemming te brengen met de in de Overeenkomst gebruikte terminologie en om de verwijzingen naar specifieke paragrafen te vervangen door beschrijvingen van die paragrafen.

Paragraaf 2

51. Paragraaf 2 is de verenigbaarheidsclausule die de interactie beschrijft tussen artikel 4(1) en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen. Rekening houdend met het belang om voor elk gedekt belastingverdrag één enkele beslissingsregel (“*tie-breaker rule*”) te hebben met betrekking tot de woonplaats van entiteiten, stelt paragraaf 2 dat artikel 4(1) (zoals dat kan gewijzigd worden door het voorbehoud op grond van artikel 4(3)(e)) van toepassing zou zijn in de plaats van bepalingen van een gedekt belastingverdrag die regels vastleggen om te bepalen of een persoon, niet zijnde een natuurlijke persoon, als een inwoner van een van de verdragsluitende rechtsgebieden moet behandeld worden in gevallen waarin die persoon anders zou behandeld worden als een inwoner van meer dan één verdragsluitend rechtsgebied, of zou worden toegevoegd wanneer dergelijke bepalingen niet bestaan.

52. Bestaande “tie-breaker” bepalingen die betrekking hebben op de woonplaats van personen, niet zijnde natuurlijke personen, nemen diverse vormen aan. Bijvoorbeeld, sommige (zoals artikel 4(3) van het VN-modelverdrag inzake belastingen en artikel 4(3) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen voordat het BEPS-project voltooid was) beslissen in het voordeel van de plaats van de werkelijke leiding, sommige leggen de nadruk op de plaats waar de persoon werd opgericht of anderszins tot stand is gekomen, en andere bepalingen eisen dat de woonplaats in onderlinge overeenstemming wordt vastgesteld maar weigeren niet uitdrukkelijk voordelen toe te kennen bij het ontbreken van zulke vaststelling. Bestaande “tie-breaker”-bepalingen bevatten ook bepalingen die zulke gevallen regelen door de toekenning van de verdragsvoordelen te weigeren zonder aan de bevoegde autoriteiten te vragen te trachten om onderlinge overeenstemming te bereiken over het inwonerschap in één enkel verdragsluitend rechtsgebied. De bepalingen van artikel 4 vervangen al zulke soorten van “tie-breaker”-regels met betrekking tot de woonplaats van personen, niet zijnde natuurlijke personen. Wanneer één enkele bepaling van een gedekt belastingverdrag een “tie-breaker”-regel bevat die zowel toepasselijk is op natuurlijke personen als op personen, niet zijnde natuurlijke personen, zou paragraaf 1 enkel van toepassing zijn in de plaats van die bepaling voor zover die bepaling betrekking heeft op een persoon, niet zijnde een natuurlijke persoon.

53. Artikel 4 zou niet in de plaats komen van bepalingen van gedekte belastingverdragen die specifiek betrekking hebben op de woonplaats van vennootschappen die deel uitmaken van structuren met vennootschappen die deelnemen aan een regeling voor gevallen van dubbele beursnotering (*dual-listed company arrangements*). Een structuur met vennootschappen die deelnemen aan een regeling voor gevallen van dubbele beursnotering (*dual-listed company arrangement*) verwijst over het algemeen naar een regeling, die door sommige beursgenoteerde vennootschappen wordt aangenomen en die een gemeenschappelijkheid vertoont op het vlak van management, exploitatie, rechten van de aandeelhouders, doel en missie door middel van een akkoord of een reeks van akkoorden tussen twee moedervenootschappen, elk met hun eigen beursnotering, alsmede door middel van bijzondere bepalingen in hun respectieve statuten, daaronder begrepen in sommige gevallen bijvoorbeeld het invoeren van bijzondere stemgerechtigde aandelen. In dit soort van structuren is het zo dat, terwijl de deelnemende vennootschappen hun juridisch statuut van afzonderlijke entiteit behouden, de positie van de aandeelhouders van de moedervenootschap zoveel mogelijk dezelfde is als wanneer ze aandelen van één enkele vennootschap zouden bezitten, met hetzelfde recht op dividenden en dezelfde rechten van deelneming in de activa van de vennootschappen die deelnemen aan een regeling voor gevallen van dubbele beursnotering (*dual-listed companies*) in het geval van een vereffening. Dit soort regelingen komt in relatief weinig rechtsgebieden voor en de verdragsbepalingen die erop betrekking hebben, zijn over het algemeen tot in detail aangepast aan de situatie van die rechtsgebieden om te verzekeren dat elke deelnemende vennootschap slechts inwoner is van één enkel verdragsluitend rechtsgebied.

Paragraaf 3

54. Aangezien de bepalingen die betrekking hebben op gevallen waarin een persoon, niet zijnde een natuurlijke persoon, inwoner van meer dan één verdragsluitend rechtsgebied is, niet vereist zijn om te voldoen aan een minimumstandaard, staat paragraaf 3(a) een Partij toe om zich het recht voor te behouden artikel 4 in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen, en staan paragraaf 3(b) tot en met (d) een Partij toe om ervoor te kiezen om artikel 4 in zijn geheel niet toe te passen op de gedekte belastingverdragen die bepalingen met specifieke, objectief beschreven kenmerken bevatten.

55. Krachtens paragraaf 3(b) kan een Partij zich het recht voorbehouden om artikel 4 in zijn geheel niet toe te passen op de gedekte belastingverdragen die reeds aan de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden vragen te trachten om overeenstemming te bereiken over het inwonerschap in één enkel verdragsluitend rechtsgebied. Daarentegen staat paragraaf 3(c) een Partij toe zich het recht voor te behouden om artikel 4 in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die reeds de toekenning van voordelen van het verdrag weigeren zonder aan de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden te vragen te trachten om onderlinge overeenstemming te bereiken over het inwonerschap in één enkel verdragsluitend rechtsgebied.

Paragraaf 3(d) voorziet in een meer beperkte versie van het in paragraaf 3(b) bepaalde voorbehoud, door een Partij toe te staan zich het recht voor te behouden om artikel 4 in zijn geheel niet toe te passen op de gedekte belastingverdragen die aan de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden vragen te trachten om overeenstemming te bereiken over het inwonerschap in één enkel verdragsluitend rechtsgebied voor een persoon, niet zijnde een natuurlijke persoon, en die de behandeling bepalen van die persoon wanneer een dergelijke overeenstemming niet kan worden bereikt.

56. Krachtens paragraaf 3(e) kan een Partij zich tevens het recht voorbehouden om voor de toepassing van haar gedekte belastingverdragen de laatste zin van artikel 4(1) te vervangen door de volgende tekst: "Wanneer dergelijke overeenstemming ontbreekt, is die persoon niet gerechtigd tot enige belastingvermindering of -vrijstelling waarin het gedekte belastingverdrag voorziet." Concreet is een Partij hierdoor in staat ervoor te zorgen dat de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden niet kunnen overeenkomen om een belastingvermindering of -vrijstelling waarin het gedekte belastingverdrag voorziet, te verlenen tenzij ze overeenstemmen van welk verdragsluitend rechtsgebied de in paragraaf 1 beschreven persoon geacht wordt inwoner te zijn voor de toepassing van het gedekt belastingverdrag.

57. In het besef dat de toepassing van paragraaf 3(e) mogelijks niet door alle Partijen kan worden aanvaard, staat paragraaf 3(f) een Partij toe om zich het recht voor te behouden om artikel 4 in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die ze gesloten heeft met Partijen die het in paragraaf 3(e) beschreven voorbehoud hebben gemaakt. Ten gevolge van de interactie tussen alinea e) en f), wordt paragraaf 1 gewijzigd door het in paragraaf 3(e) bepaalde voorbehoud wanneer een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag, het in paragraaf 3(e) bepaalde voorbehoud heeft gemaakt, tenzij het andere verdragsluitend rechtsgebied het in paragraaf 3(f) bepaalde voorbehoud heeft gemaakt. Bijgevolg moeten alle verwijzingen die in het artikel worden gemaakt naar paragraaf 1 worden gelezen als verwijzingen naar paragraaf 1 zoals die kan worden gewijzigd door paragraaf 3(e).

58. Er moet worden opgemerkt dat omdat paragraaf 1 uitdrukkelijk weigert de voordelen van het gedekt belastingverdrag toe te kennen wanneer er geen overeenstemming is tussen de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden, die weigering om zulke voordelen te verlenen niet mag worden beschouwd als een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekte belastingverdrag. Dit zou bijvoorbeeld betekenen dat de gevallen waarin de toekenning van voordelen geweigerd wordt omdat de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden er niet in geslaagd zijn overeenstemming te bereiken, niet in aanmerking zouden komen voor arbitrage krachtens een gedekt belastingverdrag dat voorziet in arbitrage voor zaken waarin sprake is van een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekt belastingverdrag.

Paragraaf 4

59. Teneinde ervoor te zorgen dat het duidelijk is welke bestaande bepalingen vervangen worden door paragraaf 1, vereist paragraaf 4 dat elke Partij (niet zijnde een Partij die zich het recht heeft voorbehouden krachtens paragraaf 3(a) om artikel 4 in zijn geheel niet toe te passen op al haar gedekte belastingverdragen), voor elk van haar gedekte belastingverdragen de depositaris ervan in kennis stelt of het al dan niet een bestaande bepaling bevat die niet binnen de reikwijdte valt van een voorbehoud als omschreven in paragraaf 3(b) tot en met (d). Een dergelijke bepaling zou vervangen worden door de bepalingen van paragraaf 1 (zoals die kan gewijzigd worden door het voorbehoud als omschreven in paragraaf 3(e)) wanneer alle partijen bij het gedekte belastingverdrag een dergelijke kennisgeving gedaan hebben. In alle andere gevallen zou paragraaf 1 (zoals die kan worden gewijzigd door het voorbehoud als omschreven in paragraaf 3(e)) van toepassing zijn op het gedekte belastingverdrag, maar zou hij enkel voorrang hebben op de bestaande bepalingen van het gedekte belastingverdrag voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met paragraaf 1 (zoals die kan worden gewijzigd door het voorbehoud als omschreven in paragraaf 3(e)).

Artikel 5 — Toepassing van methodes voor het vermijden van dubbele belasting

Paragraaf 1

60. Paragraaf 442 tot en met 444 van het rapport over Actie 2 beschrijven drie alternatieve manieren waardoor landen mogelijk problemen kunnen oplossen die het gevolg zijn van het gebruik van de vrijstellingsmethode voor inkomstenbestanddelen die niet belast worden in de bronstaat. Die alternatieven worden weergegeven in paragraaf 2 en 3 (optie A), paragraaf 4 en 5 (optie B) en paragraaf 6 en 7 (optie C) van artikel 5. Een Partij zou mogen kiezen voor optie A, optie B of optie C of ze zou mogen kiezen om geen enkele van de opties toe te passen. In het besef dat een asymmetrische toepassing gebruikelijk is bij de bepalingen die betrekking hebben op het vermijden van dubbele belasting, zou, wanneer de verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag elk een verschillende optie gekozen hebben, elk verdragsluitend rechtsgebied standaard de door hem gekozen optie mogen toepassen met betrekking tot zijn eigen inwoners (onder voorbehoud van paragraaf 8 en 9).

Optie A

Paragraaf 2

61. Paragraaf 2 is gebaseerd op artikel 23A(4) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, zoals beschreven in paragraaf 444 (bladzijde 146-147) en nota 1 (bladzijde 149) van het verslag over Actie 2, waarvan de tekst als volgt luidt:

4. De bepalingen van paragraaf 1 zijn niet van toepassing op inkomsten die zijn verkregen door of vermogen dat in het bezit is van een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat wanneer de andere overeenkomstsluitende Staat de bepalingen van deze Overeenkomst toepast om die inkomsten of dat vermogen van belasting vrij te stellen of de bepalingen van artikel 10, paragraaf 2 of van artikel 11, paragraaf 2 op die inkomsten toepast.

62. Er werden wijzigingen aangebracht aan de modeltekst van artikel 23A(4) om de daarin gebruikte terminologie in overeenstemming te brengen met de in de Overeenkomst gebruikte terminologie en om de verwijzingen naar de bepalingen van paragraaf 1 van artikel 23A te vervangen door een meer algemene verwijzing naar bepalingen voor het vermijden van dubbele belasting. Er werden ook wijzigingen aangebracht om de verwijzingen naar “artikel 10, paragraaf 2 of artikel 11, paragraaf 2” van het OESO-modelverdrag inzake belastingen te vervangen door een meer algemene verwijzing naar inkomsten die tegen een verminderd tarief worden belast, om rekening te houden met de gedekte belastingverdragen die de toepassing van bronheffingen toestaan op inkomsten die geen dividenden en interest zijn, zoals bijvoorbeeld inkomsten uit royalty's.

63. Er worden ook twee zinnen toegevoegd aan het einde van de modelbepaling teneinde te verzekeren dat de toevoeging van optie A niet tot dubbele belasting zal leiden in het geval van gedekte belastingverdragen die niet reeds voorzien in de verrekeningsmethode in het geval van inkomsten die onderworpen zijn aan een verminderd tarief van de bronheffing.

Paragraaf 3

64. Paragraaf 3 is de verenigbaarheidsclausule, die de interactie beschrijft tussen optie A en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen. De verenigbaarheidsclausule bepaalt dat optie A van toepassing zou zijn op de gedekte belastingverdragen die anders een verdragsluitend rechtsgebied zouden verplichten de inkomsten vrij te stellen die door het andere overeenkomstsluitend rechtsgebied op basis van zijn toepassing van het gedekte belastingverdrag onderworpen worden aan een verminderd belastingtarief of vrijgesteld worden. Dit zou bijvoorbeeld van toepassing zijn op het soort van bepalingen die voorkomen in artikel 23A van het OESO-modelverdrag inzake belastingen en van het VN-modelverdrag inzake belastingen, alsmede op de bepalingen van de gedekte belastingverdragen die gebruik maken van de vrijstellingsmethode voor het vermijden van dubbele belasting.

65. Paragraaf 3 van optie A mag niet aldus worden uitgelegd dat hij van toepassing zou zijn op bepalingen die met betrekking tot specifieke soorten van inkomsten exclusieve heffingsbevoegdheid verlenen aan het verdragsluitend rechtsgebied waar de woonplaats gelegen is, zoals bepalingen die dividenden vrijstellen van bronbelasting.

Optie B

Paragraaf 4

66. Optie B staat verdragsluitende rechtsgebieden toe om de vrijstellingsmethode niet toe te passen met betrekking tot dividenden die mogen worden in mindering gebracht in het verdragsluitend rechtsgebied van de betaler, zoals beschreven in paragraaf 444 (bladzijde 146-147) van het rapport over Actie 2. Optie B is het resultaat van een nieuw ontwerp, aangezien er in het kader van de werkzaamheden rond Actie 2 geen enkele bepaling werd uitgewerkt die deze optie ten uitvoer brengt. Optie B beoogt een situatie waarin inkomsten die zijn verkregen door een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied en die anders krachtens het gedekt belastingverdrag zouden behandeld worden als dividenden die in dat verdragsluitend rechtsgebied vrijgesteld zijn van belasting, door het andere verdragsluitend rechtsgebied behandeld worden als een aftrekbare betaling.

Paragraaf 5

67. Paragraaf 5 is de verenigbaarheidsclausule die de interactie beschrijft tussen optie B en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen. De verenigbaarheidsclausule bepaalt dat optie B van toepassing zou zijn op de gedekte belastingverdragen die anders aan een verdragsluitend rechtsgebied de verplichting zouden opleggen om vrijstelling van belasting te verlenen voor inkomsten uit dividenden die door zijn inwoners zijn verkregen en die in het verdragsluitend rechtsgebied van de betaler aftrekbaar zijn.

Optie C

Paragraaf 6

68. Optie C geeft de verrekeningsmethode voor het vermijden van dubbele belasting weer en is gebaseerd op artikel 23B van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, zoals bijgewerkt door het BEPS-project, waarvan de tekst luidt als volgt:

1. Wanneer een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat inkomsten verkrijgt die, of vermogen bezit dat, volgens de bepalingen van deze Overeenkomst in de andere overeenkomstsluitende Staat mogen of mag worden belast (behalve voor zover deze bepalingen belastingheffing door die andere Staat toestaan met als enige reden dat die inkomsten ook inkomsten zijn die door een inwoner van die Staat verkregen zijn), staat de eerstgenoemde Staat toe dat:

a) de belasting naar het inkomen van die inwoner wordt verminderd met een bedrag dat gelijk is aan de belasting naar het inkomen die in die andere Staat betaald wordt;

b) de belasting naar het vermogen van die inwoner wordt verminderd met een bedrag dat gelijk is aan de belasting naar het vermogen die in die andere Staat betaald wordt.

Die vermindering overschrijdt echter niet dat deel van de belasting naar het inkomen of van de belasting naar het vermogen, zoals berekend vóór het verlenen van de vermindering dat, naar het geval, kan worden toegerekend aan de inkomsten die of aan het vermogen dat in die andere Staat mogen of mag worden belast.

2. Wanneer een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat inkomsten verkrijgt die, of vermogen bezit dat ingevolge een bepaling van de Overeenkomst in die Staat van belasting vrijgesteld zijn of is, mag die Staat evenwel de vrijgestelde inkomsten of het vrijgestelde vermogen in aanmerking nemen om het bedrag van de belasting op het overige inkomen of vermogen van die inwoner te berekenen.

69. De wijzigingen aan de modeltekst werden enkel gedaan om de daarin gebruikte terminologie in overeenstemming te brengen met de in de Overeenkomst gebruikte terminologie.

Paragraaf 7

70. Paragraaf 7 is de verenigbaarheidsclausule die de interactie beschrijft tussen optie C en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen. De verenigbaarheidsclausule bepaalt dat optie C van toepassing zou zijn in plaats van bepalingen van een gedekt belastingverdrag die, om dubbele belasting te vermijden, aan een verdragsluitend rechtsgebied de verplichting opleggen om in dat verdragsluitend rechtsgebied vrijstelling van belasting te verlenen voor inkomsten die zijn verkregen door of vermogen dat in het bezit is van een inwoner van dat verdragsluitend rechtsgebied en die overeenkomstig de bepalingen van het gedekte belastingverdrag in het andere verdragsluitend rechtsgebied belast mogen of mag worden.

71. Paragraaf 7 mag niet aldus worden uitgelegd dat hij bestaande bepalingen zou vervangen die tot doel hebben duidelijk te maken dat dividenden die van belasting zouden vrijgesteld zijn overeenkomstig het interne recht van het verdragsluitend rechtsgebied waarin de woonplaats is gelegen, ook krachtens het gedekte belastingverdrag van belasting zouden vrijgesteld zijn.

Paragraaf 8 en 9

72. Wanneer een Partij ervoor kiest om optie A, B of C toe te passen op haar gedekte belastingverdragen en de andere Partij een verschillende optie kiest (of ervoor kiest om geen van de opties toe te passen), zou, zoals hierboven vermeld, de optie die door elke Partij werd gekozen standaard van toepassing zijn op haar eigen inwoners. Sommige leden van de ad-hocgroep hebben echter hun bezorgdheid uitgesproken over het feit dat het aanvaarden van de asymmetrische toepassing in alle gevallen het evenwicht van sommige bilaterale belastingverdragen zou kunnen verstoren wanneer de bepaling inzake het vermijden van dubbele belasting het resultaat is van een bilateraal compromis. Teneinde aan deze bezorgdheden tegemoet te komen staat paragraaf 8 toe aan een Partij die er niet voor kiest om een van de in paragraaf 1 van dit artikel genoemde opties toe te passen, zich het recht voor te behouden artikel 5 in zijn geheel niet toe te passen met betrekking tot één of meer gespecificeerde gedekte belastingverdragen of op al haar gedekte belastingverdragen.

73. Sommige Partijen kunnen zich misschien vinden in de asymmetrische toepassing van optie A of B, aangezien het gaat om kleine wijzigingen voor het oplossen van gevallen van strijdige kwalificaties, maar verkiezen om aanzienlijke wijzigingen, zoals die waarin optie C voorziet, te regelen via bilaterale onderhandelingen. Paragraaf 9 staat daarom een Partij die niet kiest voor de toepassing van optie C toe om ervoor te kiezen om, voor één of meer gespecificeerde gedekte belastingverdragen (of voor al haar gedekte belastingverdragen), het andere verdragsluitende rechtsgebied niet toe te staan om optie C toe te passen.

Paragraaf 10

74. Paragraaf 10 verplicht elke Partij die ervoor gekozen heeft een optie overeenkomstig paragraaf 1 toe te passen om de depositaris kennis te geven van 1) haar keuze van optie, 2) elk gedekt belastingverdrag dat een bepaling bevat die onder de werkingssfeer valt van de verenigbaarheidsclausule voor die optie; en 3) het nummer van het artikel en van de paragraaf voor elke dergelijke bepaling. Omwille van de duidelijkheid is een optie uitsluitend van toepassing op een bepaling van een gedekt belastingverdrag wanneer de Partij die gekozen heeft voor de toepassing van de optie een dergelijke kennisgeving met betrekking tot die bepaling doet.

Deel III Verdragsmisbruik**Artikel 6 — Doel van een gedekt belastingverdrag**

75. De minimumstandaard om misbruik van belastingverdragen te voorkomen overeenkomstig Actie 6 (Voorkoming van het ongepast toekennen van de voordelen van de belastingverdragen) vereist dat landen in hun belastingverdragen een uitdrukkelijke verklaring opnemen dat het hun gemeenschappelijke voornemen is om dubbele belasting te vermijden zonder daarbij mogelijkheden te scheppen tot niet-heffing of verminderde heffing van belasting door middel van het ontduiken of het ontwijken van belasting, daaronder begrepen het gebruik maken van treaty-shopping-structuren. Dit zou kunnen door een dergelijke verklaring op te nemen in de preambule van de belastingverdragen. Te dien einde werd een modeltekst van preambule opgesteld die is opgenomen in paragraaf 72 (bladzijde 92) van het rapport over Actie 6, die luidt als volgt:

(Staat A) en (Staat B),

Geleid door de wens hun economische betrekkingen verder te ontwikkelen en hun samenwerking op belastinggebied te verbeteren,

Voornemens zijnde een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, zonder daarbij mogelijkheden tot niet-heffing of verminderde heffing van belasting te bieden door middel van het ontduiken of het ontwijken van belasting (daaronder begrepen het gebruik maken van treaty-shopping-structuren die als doel hebben inwoners van derde Staten onrechtstreeks het voordeel te laten genieten van de in deze Overeenkomst voorziene tegemoetkomingen)

Zijn het volgende overeengekomen:

76. Alhoewel deze tekst toegevoegd wordt aan de preambule van een gedekt belastingverdrag nadat ze oorspronkelijk werd gesloten, is het de bedoeling van de verdragsluitende rechtsgebieden dat dit gedekte belastingverdrag uitgelegd wordt conform het doel van het gedekte belastingverdrag dat uiteengezet is in de tekst van de preambule. Dienaangaande bevestigt de voorlaatste paragraaf van de preambule van de Overeenkomst tevens dat het nodig is erover te waken dat de bestaande verdragen voor het vermijden van dubbele belasting met betrekking tot belastingen naar het inkomen (ongeacht of er al dan niet ook andere belastingen onder die verdragen vallen) uitgelegd worden met het oog op het vermijden van dubbele belasting met betrekking tot de in die verdragen bedoelde belastingen, zonder daarbij mogelijkheden te scheppen tot niet-heffing of verminderde heffing van belasting door middel van het ontduiken of het ontwijken van belasting (daaronder begrepen het gebruik van treaty-shopping-structuren die als doel hebben in die verdragen voorziene tegemoetkomingen te verkrijgen in het indirecte voordeel van inwoners van derde rechtsgebieden).

Paragraaf 1

77. Paragraaf 1 bepaalt dat de Overeenkomst een gedekt belastingverdrag wijzigt teneinde in de preambule ervan een verklaring op te nemen dat het doel van het gedekte belastingverdrag erin bestaat

dubbele belasting te vermijden zonder daarbij mogelijkheden te scheppen tot niet-heffing of verminderde heffing van belasting door middel van het ontduiken of het ontwijken van belasting, daaronder begrepen het gebruik maken van treaty-shopping-structuren.

78. Rekening houdend met het feit dat de verklaring in de gedekte belastingverdragen zal worden opgenomen nadat ze oorspronkelijk werden gesloten, werd de modeltekst “Voornemens zijnde een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting” vervangen door “Voornemens dubbele belasting te vermijden”. Bovendien werd het zinsdeel “belastingen naar het inkomen en naar het vermogen” vervangen door “de onder dit verdrag vallende belastingen” om rekening te houden met de gedekte belastingverdragen die andere belastingen dekken of andere bewoording gebruiken voor de gedekte belastingen.

79. Met betrekking tot de titel van de belastingverdragen gebruiken sommige gedekte belastingverdragen de uitdrukking “Overeenkomst”, terwijl andere “Verdrag” gebruiken. Dienaangaande werd de uitdrukking “Overeenkomst” in de modeltekst vervangen door de ruimere uitdrukking “verdrag” om te verzekeren dat een gedekt belastingverdrag zou worden beoogd, ongeacht de titel ervan.

80. Bovendien werd de Franse versie van de tekst van de preambule die zal worden opgenomen in de gedekte belastingverdragen gewijzigd om rekening te houden met de verschillende Franse equivalente uitdrukkingen voor de Engelse uitdrukking “tax avoidance”. Om rekening te houden met de rechtsgebieden waar de uitdrukking “tax avoidance” in het Frans wordt vertaald als “*évitement fiscal*”, bevat de Franse versie van artikel 6 in paragraaf 1 en 4 de uitdrukking “*évitement fiscal*” onmiddellijk na de uitdrukking “*fraude fiscale*”. Om duidelijk te maken waarom dit werd toegevoegd, bevat de tekst van de preambule die zal worden opgenomen in de Franse versie van de gedekte belastingverdragen ook een voetnoot die vermeldt dat sommige rechtsgebieden de Engelse uitdrukking “tax avoidance” vertalen als “*évitement fiscal*”.

Paragraaf 2

81. Paragraaf 2 is een verenigbaarheidsclausule die de interactie beschrijft tussen paragraaf 1 en de tekst van de preambule van de gedekte belastingverdragen. Deze paragraaf verduidelijkt dat de tekst van de preambule in paragraaf 1 de bestaande verwoording van de preambules van de gedekte belastingverdragen vervangt die verwijst naar het voornemen om dubbele belasting te vermijden (ongeacht of in die verwoording al dan niet ook wordt verwezen naar een voornemen om mogelijkheden te scheppen tot niet-heffing of verminderde heffing van belasting), of dat hij wordt toegevoegd aan de preambule van de gedekte belastingverdragen die geen verwijzing naar zulk voornemen bevatten.

82. Sommige gedekte belastingverdragen bevatten wel een preambule die verwijst naar een voornemen om dubbele belasting te vermijden zonder daarbij mogelijkheden te scheppen tot niet-heffing of verminderde heffing van belasting, maar bevatten geen verwijzing naar het ontduiken of ontwijken van belasting of naar treaty shopping. Paragraaf 1 beoogt deze voorbeelden te dekken en ze te vervangen door de tekst van de preambule in paragraaf 1 hoewel het mogelijk is dat die tekst behouden blijft door de toepassing van het voorbehoud dat is uiteengezet in paragraaf 4.

Paragraaf 3

83. Sommige Partijen kunnen er de voorkeur aan geven de volledige tekst van de preambule die voorkomt in het rapport over Actie 6 op te nemen, in plaats van enkel het gedeelte dat betrekking heeft op het vermijden van dubbele belasting zonder daarbij mogelijkheden te scheppen tot niet-heffing of verminderde heffing van belasting door middel van het ontduiken of het ontwijken van belasting. Paragraaf 3 maakt het mogelijk om ook het andere gedeelte van de preambule van het OESO-Modelverdrag inzake belastingen op te nemen:

Geleid door de wens hun economische betrekkingen verder te ontwikkelen en hun samenwerking op belastinggebied te verbeteren,

84. Paragraaf 3 bepaalt dat deze tekst van de preambule enkel wordt opgenomen met betrekking tot de gedekte belastingverdragen waarvan de preambule nog geen bewoordingen bevat die verwijzen naar de wens om economische betrekkingen te ontwikkelen of om de samenwerking op belastinggebied te verbeteren. Aangezien het niet verplicht is om dit gedeelte van de preambule van het OESO-modelverdrag inzake belastingen op te nemen om te voldoen aan een minimumstandaard, is deze paragraaf een facultatieve bepaling, en, zoals vermeld in paragraaf 6, wijzigt hij een gedekt belastingverdrag enkel wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden akkoord gaan met zulke wijziging door ervoor te kiezen om paragraaf 3 toe te passen.

Paragraaf 4

85. Vermits paragraaf 1 de minimumstandaard weergeeft om misbruik van de belastingverdragen te voorkomen overeenkomstig Actie 6, staat paragraaf 4 een Partij enkel toe om ervoor te kiezen om paragraaf 1 niet toe te passen met betrekking tot gedekte belastingverdragen die reeds voldoen aan de minimumstandaard. Paragraaf 4 staat de Partijen toe om de tekst te behouden van de preambules in hun gedekte belastingverdragen die reeds verwijzen naar het voornemen om dubbele belasting te vermijden zonder daarbij mogelijkheden te scheppen tot niet-heffing of verminderde heffing van belasting, ongeacht of die tekst al dan niet beperkt is tot gevallen van belastingontduiking of -ontwijking (daaronder begrepen gevallen van treaty shopping) of ruimer van toepassing is.

Paragraaf 5

86. Teneinde ervoor te zorgen dat het duidelijk is welke bestaande tekst van de preambule vervangen wordt door de in paragraaf 1 beschreven tekst, vereist paragraaf 5 dat elke Partij, voor elk van haar gedekte belastingverdragen die niet binnen de reikwijdte vallen van een voorbehoud op grond van paragraaf 4, de depositaris ervan in kennis stelt of het al dan niet een preambule bevat die verwijst naar een voornemen om dubbele belasting te vermijden, en indien dat het geval is, de depositaris de tekst van de desbetreffende paragraaf van de preambule bezorgt. Wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot de tekst van een bestaande preambule gedaan hebben, zou die tekst vervangen worden door de tekst uit paragraaf 1. In de andere gevallen wordt de tekst uit paragraaf 1 toegevoegd aan de bestaande preambule. Teneinde onverwachte afwijkingen in de kennisgevingen te vermijden, kan elke Partij die een kennisgeving doet met betrekking tot een paragraaf van de preambule ook verduidelijken of de desbetreffende paragraaf van de preambule ook tekst bevat die niet beschreven is in paragraaf 2 (uitgezonderd kleine verschillen). Die tekst zou niet worden gewijzigd door paragraaf 1.

Paragraaf 6

87. Paragraaf 6 verplicht elke Partij die ervoor kiest om paragraaf 3 toe te passen om de depositaris kennis te geven van haar keuze. Teneinde ervoor te zorgen dat het duidelijk is of de in paragraaf 3 beschreven tekst opgenomen is in een specifiek gedekt belastingverdrag, bevat die kennisgeving tevens de lijst van haar gedekte belastingverdragen waarvan de preambule nog geen bewoordingen bevat die verwijzen naar de wens om economische betrekkingen te ontwikkelen of om de samenwerking op belastinggebied te verbeteren. De onder paragraaf 3 opgenomen tekst wordt uitsluitend in een gedekt belastingverdrag opgenomen indien al de verdragsluitende rechtsgebieden gekozen hebben voor de toepassing van die paragraaf en zij een dergelijke kennisgeving met betrekking tot het gedekte belastingverdrag gedaan hebben.

Artikel 7 — Voorkomen van verdragsmisbruik

88. Het rapport over Actie 6 bevat drie alternatieve regels om gevallen van misbruik van belastingverdragen aan te pakken. Het eerste alternatief is een algemene antimisbruikbepaling die gebaseerd is op het voornaamste doel van transacties of constructies. Naast deze bepaling van het

criterium van de voornaamste doelen (*principal purpose test*) voorziet het rapport over Actie 6 in twee versies (een vereenvoudigde versie en een gedetailleerde versie) van een specifieke antimisbruikbepaling, de bepaling over de beperking van de voordelen, die het toekennen van de verdragsvoordelen beperkt tot personen die aan bepaalde voorwaarden voldoen.

89. Paragraaf 22 (bladzijde 19) van het rapport over Actie 6 stelt dat de landen minstens het volgende ten uitvoer moeten leggen: (i) enkel een bepaling van het criterium van de voornaamste doelen; (ii) een bepaling van het criterium van de voornaamste doelen en een vereenvoudigde of gedetailleerde bepaling over de beperking van de voordelen; of (iii) een gedetailleerde bepaling over de beperking van de voordelen, aangevuld met een maatregel die constructies aanpakt die gebruik maken van financiële doorstroomstructuren, die nog niet aangepakt worden in de belastingverdragen.

90. Omdat een bepaling van het criterium van de voornaamste doelen de enige optie is die op zichzelf aan de minimumstandaard kan voldoen, wordt ze in paragraaf 1 voorgesteld als de standaardoptie. De Partijen kunnen evenwel krachtens paragraaf 6 de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen aanvullen door een vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen aan te nemen. Aangezien de gedetailleerde bepaling over de beperking van de voordelen heel wat aanpassingswerk op bilateraal niveau vereist dat moeilijk te verwezenlijken is in het kader van een multilateraal instrument, bevat de Overeenkomst geen gedetailleerde bepaling over de beperking van de voordelen. In de plaats daarvan kunnen de Partijen die er de voorkeur aan geven om verdragsmisbruik aan te pakken door een gedetailleerde bepaling over de beperking van de voordelen aan te nemen, ervoor kiezen om de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen niet toe te passen en in de plaats daarvan te proberen een bilateraal verdrag te sluiten dat voldoet aan de minimumstandaard. Aangezien de Partijen die de voorkeur geven aan een gedetailleerde bepaling over de beperking van de voordelen, de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen in paragraaf 1 kunnen aanvaarden als voorlopige maatregel, staat paragraaf 17(a) bovendien aan zulke Partijen toe om het voornemen daartoe te vermelden in de kennisgeving waarin die paragraaf voorziet.

Paragraaf 1

91. Paragraaf 1 bevat de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen die gebaseerd is op paragraaf 7 van artikel X (Recht op de voordelen) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen die voorkomt in paragraaf 26 (bladzijde 55) van het rapport over Actie 6. De modelbepaling luidt als volgt:

7. Niettegenstaande de andere bepalingen van deze Overeenkomst, wordt een voordeel waarin deze Overeenkomst voorziet niet toegekend ter zake van een inkomsten- of vermogensbestanddeel wanneer er, rekening houdend met alle relevante feiten en omstandigheden, redelijkerwijs kan van uitgegaan worden dat het verkrijgen van dat voordeel een van de voornaamste doelen was van een constructie of transactie die rechtstreeks of onrechtstreeks tot dat voordeel geleid heeft, tenzij aangetoond wordt dat het toekennen van dat voordeel in die omstandigheden in overeenstemming zou zijn met het onderwerp en het doel van de desbetreffende bepalingen van deze Overeenkomst.

92. De enige wijzigingen die aangebracht zijn aan de modelbepaling dienen om de in de modelbepaling gebruikte terminologie af te stemmen op die welke in de Overeenkomst gebruikt wordt.

Paragraaf 2

93. Paragraaf 2 is een verenigbaarheidsclausule die de interactie beschrijft tussen paragraaf 1 en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen. Deze paragraaf verduidelijkt dat de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen in paragraaf 1 de bestaande bepalingen van de gedekte belastingverdragen vervangt die de voordelen waarin het gedekte belastingverdrag anders wel zou voorzien geheel of gedeeltelijk ontzeggen wanneer het verkrijgen van die voordelen de voornaamste

doelstelling of een van de voornaamste doelen was van een constructie of een transactie, of van de bij een constructie of een transactie betrokken partijen, of dat zij wordt toegevoegd wanneer een dergelijke bepaling niet opgenomen is in de gedekte belastingverdragen.

94. De bestaande bepalingen van het criterium van de voornaamste doelen zijn verschillend geformuleerd naargelang ze betrekking hebben op alle voordelen van de gedekte belastingverdragen of enkel op de voordelen overeenkomstig specifieke artikelen zoals de artikelen betreffende dividenden, interest, royalty's, inkomsten uit een dienstbetrekking, andere inkomsten en het vermijden van dubbele belasting. Dienaangaande is de verwijzing in paragraaf 2 naar de bepalingen die “de voordelen geheel of gedeeltelijk” ontzeggen, bedoeld om te verzekeren dat de bepalingen waarvan het toepassingsveld beperkter is, eveneens zullen vervangen worden door de ruimere bepaling van paragraaf 1.

95. Bestaande bepalingen van het criterium van de voornaamste doelen die soortgelijke uitdrukkingen gebruiken, zoals “hoofddoel” of “belangrijkste doel”, worden eveneens beoogd door de in deze paragraaf gebruikte uitdrukking “voornaamste doel”. Terwijl de gedekte belastingverdragen reeds diverse soorten van antimisbruikregels kunnen bevatten die anders zijn dan een bepaling van het criterium van de voornaamste doelen, is het niet de bedoeling dat de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen in paragraaf 1 de werkingssfeer of de toepassing van die bestaande antimisbruikregels zou beperken.

96. Sommige bestaande bepalingen van het criterium van de voornaamste doelen kunnen bestaande procedurele verplichtingen zoals de kennisgeving of overleg tussen de bevoegde autoriteiten bevatten wanneer de bepalingen van het criterium van de voornaamste doelen worden toegepast. De verenigbaarheidsclausule in paragraaf 2 zou de bestaande bepalingen van het criterium van de voornaamste doelen die zulke bepalingen inzake de kennisgeving of het overleg bevatten, vervangen.

Paragraaf 3 en 4

97. Paragraaf 16 van de Commentaar bij de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen in het rapport over Actie 6 (bladzijde 64 en 65) stelt dat landen de volgende aanvullende paragraaf mogen opnemen in hun bilaterale belastingverdragen:

8. Wanneer een voordeel waarin deze Overeenkomst voorziet aan een persoon ontzegd wordt krachtens paragraaf 7, behandelt de bevoegde autoriteit van de overeenkomstsluitende Staat die dit voordeel anders wel toegekend zou hebben die persoon niettemin als zijnde gerechtigd tot dat voordeel of tot meerdere voordelen met betrekking tot een specifiek inkomens- of vermogensbestanddeel indien die bevoegde autoriteit, op verzoek van die persoon en na overweging van de relevante feiten en omstandigheden, oordeelt dat zodanige voordelen aan die persoon zouden zijn toegekend bij afwezigheid van de transactie of de constructie waarnaar verwezen wordt in paragraaf 7. De bevoegde autoriteit van de overeenkomstsluitende Staat bij wie een inwoner van de andere Staat een verzoek heeft ingediend krachtens deze paragraaf, raadpleegt de bevoegde autoriteit van die andere Staat alvorens het verzoek af te wijzen.

98. Paragraaf 3 staat toe aan de Partijen die zich niet het recht hebben voorbehouden om de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen krachtens paragraaf 15(a) niet toe te passen, om ervoor te kiezen de aanvullende bepaling in hun gedekte belastingverdragen op te nemen. Paragraaf 4 neemt de aanvullende bepaling over, op kleine wijzigingen na (om de terminologie af te stemmen en om de verwijzingen naar een nummer van een specifiek artikel te vermijden). Paragraaf 4 is een facultatieve bepaling, en, zoals vermeld in paragraaf 17(b), is hij enkel van toepassing op een gedekt belastingverdrag wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden gekozen hebben voor de toepassing ervan door een kennisgeving te doen overeenkomstig paragraaf 17(b).

Paragraaf 5

99. Paragraaf 5 is een verenigbaarheidsclausule die de interactie beschrijft tussen paragraaf 4 en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen. Deze paragraaf verduidelijkt dat wanneer de verdragssluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag ervoor gekozen hebben om paragraaf 4 toe te passen, die paragraaf van toepassing zal zijn op een bepaling van het criterium van de voornaamste doelen van een gedekt belastingverdrag (zoals dat kan gewijzigd worden door de Overeenkomst). Een bestaande bepaling van het criterium van de voornaamste doelen zal over het algemeen gewijzigd worden door paragraaf 1 zodat paragraaf 4 in de praktijk samen met paragraaf 1 van toepassing zal zijn.

Paragraaf 6

100. Paragraaf 6 laat de Partijen toe om, als aanvulling op de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen van paragraaf 1, te kiezen voor de toepassing van de in paragraaf 8 tot en met 13 vastgelegde "vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen" door de in paragraaf 17(c) beschreven kennisgeving te doen. De vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen is een facultatieve bepaling en is enkel van toepassing op een gedekt belastingverdrag wanneer alle verdragssluitende rechtsgebieden ervoor hebben gekozen om haar toe te passen. Als uitzondering op de regel zou de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toch kunnen van toepassing zijn met betrekking tot een gedekt belastingverdrag wanneer sommige maar niet alle verdragssluitende rechtsgebieden ervoor hebben gekozen om haar toe te passen overeenkomstig paragraaf 6, op voorwaarde dat er overeenstemming is bereikt overeenkomstig paragraaf 7(a) of (b).

Paragraaf 7

101. Wanneer een Partij ervoor kiest om de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toe te passen overeenkomstig paragraaf 6 en de andere Partij niet, zou de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen niet van toepassing zijn, en zou de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen van paragraaf 1 standaard op symmetrische wijze van toepassing zijn. De Partijen die ervoor kiezen om de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toe te passen, kunnen zich evenwel krachtens paragraaf 16 het recht voorbehouden om artikel 7 in zijn geheel niet toe te passen wanneer de andere Partij gekozen heeft om de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen niet toe te passen. Paragraaf 7 voorziet in twee opties om de Partijen die er niet voor kiezen om de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toe te passen, in staat te stellen het risico te vermijden dat deze interactie ertoe zou leiden dat artikel 7 niet van toepassing zou zijn in het kader van een bepaalde bilaterale betrekking.

102. Alinea a) biedt de Partijen die enkel voor de toepassing van de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen kiezen, de mogelijkheid om voor het toekennen van de voordelen in het geval van gedekte belastingverdragen akkoord te gaan met een symmetrische toepassing van de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen met de Partijen die voor de toepassing van de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen kiezen. Daartegenover biedt alinea b) de Partijen die enkel voor de toepassing van de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen kiezen, de mogelijkheid om met betrekking tot een gedekt belastingverdrag de asymmetrische toepassing van de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toe te staan. Krachtens alinea b) zou een verdragssluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag dat kiest voor de toepassing van de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen, de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen en de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toepassen, om te bepalen of de voordelen van het gedekte belastingverdrag mogen worden toegekend, terwijl het andere verdragssluitend rechtsgebied dat niet kiest voor de toepassing van de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen, enkel de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen zou toepassen om te bepalen of de voordelen van het verdrag mogen worden toegekend. Dit akkoord inzake de toepassing van de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen wordt bekomen door te kiezen voor de toepassing van alinea a) of b) en de depositaris daarvan kennis te geven overeenkomstig paragraaf 17(d).

103. Indien een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag dat verkiest om enkel de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen toe te passen, niet expliciet akkoord gaat met de toepassing van de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen krachtens alinea a) of b), zouden de uitzonderingen waarin deze paragraaf voorziet niet van toepassing zijn met betrekking tot het gedekte belastingverdrag. In een dergelijk geval zou enkel de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen van toepassing zijn, onder voorbehoud van paragraaf 16.

Paragraaf 8 tot en met 13 - Vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen

104. Paragraaf 8 tot en met 13 bevatten een vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen, die gebaseerd is op paragraaf 1 tot en met 6 van artikel X (Recht op de voordelen) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, die voorkomen in paragraaf 25 (bladzijde 21) van het rapport over Actie 6 en die door Werkgroep 1 voor de belastingverdragen en aanverwante kwesties (GT1) van het Comité voor fiscale zaken van de OESO was uitgewerkt in het kader van de opvolgingswerkzaamheden. De versie van de bepaling die door werkgroep 1 werd opgemaakt op het moment dat de Overeenkomst werd opgesteld, luidt als volgt:

1. Tenzij anders bepaald in dit artikel, is een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat niet gerechtigd tot een voordeel dat anders zou worden toegekend door deze Overeenkomst (niet zijnde een voordeel ingevolge artikel 4, paragraaf 3, artikel 9, paragraaf 2 of artikel 25), tenzij die inwoner op het tijdstip dat het voordeel zou toegekend worden een "gekwalificeerd persoon" zou zijn zoals omschreven in paragraaf 2.

2. Een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat is een gekwalificeerd persoon op een tijdstip waarop een voordeel anders zou worden toegekend door de Overeenkomst indien de inwoner op dat tijdstip:

- a) een natuurlijke persoon is;***
- b) die overeenkomstsluitende Staat is, of een staatkundig onderdeel of plaatselijke gemeenschap daarvan, of een agentschap of instantie van een dergelijke overeenkomstsluitende Staat, staatkundig onderdeel of plaatselijke gemeenschap;***
- c) een vennootschap of een andere entiteit is indien de voornaamste soort van de aandelen daarvan regelmatig verhandeld wordt op een of meer erkende effectenbeurzen;***
- d) een persoon is, niet zijnde een natuurlijke persoon, die:***
 - i) [een overeengekomen beschrijving van de desbetreffende organisaties zonder winstoogmerk die is beoogd in elke overeenkomstsluitende Staat] is; of***
 - ii) een erkend pensioenfonds is;***

- e) *een persoon is, niet zijnde een natuurlijke persoon, op voorwaarde dat personen die inwoner zijn van die overeenkomstsluitende Staat en die krachtens alinea a) tot d) gerechtigd zijn tot voordelen van deze Overeenkomst, op ten minste de helft van het aantal dagen van een termijn van twaalf maanden, waarbinnen het tijdstip valt waarop het voordeel anders zou toegekend zijn, direct of indirect ten minste 50 percent bezitten van de aandelen van die persoon.*
3. a) *Een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat is gerechtigd tot voordelen van deze Overeenkomst ter zake van een inkomensbestanddeel dat hij uit de andere overeenkomstsluitende Staat verkrijgt, ongeacht of hij al dan niet een gekwalificeerd persoon is, indien die persoon zich in de eerstgenoemde overeenkomstsluitende Staat actief bezighoudt met de uitoefening van een bedrijf en de uit de andere overeenkomstsluitende Staat verkregen inkomsten voortkomen uit, of bijkomstig zijn ten opzichte van dat bedrijf. Voor de toepassing van dit artikel omvat de uitdrukking "actieve uitoefening van een bedrijf" niet de volgende activiteiten of een combinatie daarvan:*
- i) *optreden als een holdingvennootschap;*
 - ii) *het verzorgen van het algemeen toezicht op of het bestuur van een groep van vennootschappen;*
 - iii) *het verzorgen van groepsfinanciering (daaronder begrepen cash pooling); of*
 - iv) *het doen of beheren van beleggingen, tenzij die activiteiten uitgeoefend worden door een bank, een verzekeringsmaatschappij of een geregistreerd effectenbedrijf in de normale uitoefening van hun bedrijf als dusdanig.*
- b) *Indien een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat een inkomensbestanddeel verkrijgt uit een bedrijfsactiviteit welke die inwoner uitoefent in de andere overeenkomstsluitende Staat, of een uit de andere Staat afkomstig inkomensbestanddeel verkrijgt dat voortkomt van een verbonden persoon, wordt alleen dan aangenomen dat de in alinea a) genoemde voorwaarden vervuld zijn met betrekking tot dat inkomensbestanddeel wanneer de door de inwoner in de eerstgenoemde Staat uitgeoefende bedrijfsactiviteit waarmee het inkomensbestanddeel verband houdt substantieel is ten opzichte van dezelfde activiteit of van een aanvullende bedrijfsactiviteit die door de inwoner of die verbonden persoon in de andere overeenkomstsluitende Staat uitgeoefend wordt. Of een bedrijfsactiviteit voor de toepassing van deze paragraaf substantieel is, wordt bepaald op grond van al de feiten en omstandigheden.*
- c) *Activiteiten die verbonden personen uitoefenen met betrekking tot een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat, worden voor de toepassing van deze paragraaf geacht door die inwoner te worden uitgeoefend.*
4. *Een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat die geen gekwalificeerd persoon is, is eveneens gerechtigd tot een voordeel dat anders door deze Overeenkomst ter zake van een*

inkomensbestanddeel zou worden toegekend indien personen, die gelijkwaardige gerechtigden (equivalent beneficiaries) zijn, op ten minste de helft van het aantal dagen van een termijn van twaalf maanden, waarbinnen het tijdstip valt waarop het voordeel anders zou toegekend zijn, direct of indirect ten minste 75 percent bezitten van de uiteindelijke belangen in de inwoner.

5. *Indien een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat geen gekwalificeerd persoon is overeenkomstig de bepalingen van paragraaf 2 van dit artikel en ook niet gerechtigd is tot voordelen ingevolge paragraaf 3 of 4 van dit artikel, mag de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat niettemin de voordelen van deze Overeenkomst of voordelen ter zake van een specifiek inkomensbestanddeel toekennen, rekening houdend met het voorwerp en doel van deze Overeenkomst, maar uitsluitend wanneer die inwoner tot tevredenheid van die bevoegde autoriteit kan aantonen dat het verkrijgen van de voordelen op grond van deze Overeenkomst niet een van de voornaamste doelen was, noch van de oprichting, het verwerven of het in stand houden van die persoon noch van het verrichten van zijn werkzaamheden. De bevoegde autoriteit van de overeenkomstsluitende Staat bij wie een inwoner van de andere Staat een verzoek heeft ingediend overeenkomstig deze paragraaf, raadpleegt de bevoegde autoriteit van de andere Staat alvorens het verzoek in te willigen of af te wijzen.*

6. *Voor de toepassing van dit artikel:*

- a) *betekent de uitdrukking "erkende effectenbeurs":*
 - i) *een effectenbeurs die gevestigd is in en als zodanig gereguleerd wordt door de wetgeving van een overeenkomstsluitende Staat; en*
 - ii) *elke andere effectenbeurs waarover de bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten overeenstemming hebben bereikt;*
- b) *betekent de uitdrukking "voornaamste soort van aandelen" de soort of soorten van aandelen van een vennootschap die de meerderheid van het totale aantal stemmen en de waarde van de vennootschap vertegenwoordigen of de soort of soorten van uiteindelijke belangen in een entiteit die in totaal een meerderheid van het totale aantal stemmen en de waarde van de entiteit vertegenwoordigen;*
- c) *betekent de uitdrukking "gelijkwaardige gerechtigde" elke persoon die ter zake van een inkomensbestanddeel gerechtigd zou zijn tot voordelen die door een overeenkomstsluitende Staat hetzij krachtens de nationale wetgeving van die overeenkomstsluitende Staat, hetzij krachtens deze Overeenkomst, hetzij krachtens elk ander internationaal instrument worden toegekend, en die gelijkwaardig zijn aan of gunstiger zijn dan de voordelen die ingevolge deze Overeenkomst ter zake van dat inkomensbestanddeel moeten worden toegekend. Om te bepalen of een persoon al dan niet een gelijkwaardige gerechtigde is ter zake van dividenden, wordt die persoon geacht hetzelfde kapitaal te bezitten van de vennootschap die de dividenden betaalt als het kapitaal dat in het bezit is van de vennootschap die het voordeel ter zake van de dividenden vraagt;*

- d) *met betrekking tot entiteiten die geen vennootschappen zijn betekent de uitdrukking "aandelen" belangen die vergelijkbaar zijn met aandelen;*
- e) *twee personen zullen als "verbonden personen" beschouwd worden wanneer een van hen direct of indirect ten minste 50 percent bezit van het uiteindelijke belang in de andere persoon (of, in het geval van een vennootschap, ten minste 50 percent van het totale aantal stemmen en van de waarde van aandelen van de vennootschap) of wanneer een andere persoon direct of indirect ten minste 50 percent bezit van het uiteindelijke belang in elke persoon (of, in het geval van een vennootschap, ten minste 50 percent van het totale aantal stemmen en van de waarde van aandelen van de vennootschap). In alle gevallen is een persoon verbonden met een andere persoon indien uit alle relevante feiten en omstandigheden blijkt dat de ene zeggenschap heeft over de andere of dat ze beiden onder zeggenschap staan van dezelfde persoon of personen.*

105. Zoals bij andere bepalingen die werden opgemaakt in het kader van de BEPS-werkzaamheden en die bestemd zijn om te worden opgenomen in het OESO-modelverdrag inzake belastingen, werd de modelbepaling gewijzigd met het oog op de opneming ervan in de Overeenkomst. Met name de terminologie werd in overeenstemming gebracht met de in de Overeenkomst gebruikte terminologie, en de verwijzingen naar nummers van specifieke paragrafen en artikelen werden vervangen door beschrijvingen van die bepalingen.

106. Daarnaast voorziet de modelbepaling om organisaties zonder winstoogmerk op basis van bilaterale onderhandelingen te beschouwen als gekwalificeerde personen in paragraaf 2(d)(i). Hoewel het voeren van bilaterale onderhandelingen over het algemeen als ongeschikt werd beschouwd in de context van een multilateraal instrument, aangezien niet verwacht werd dat de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen door alle Partijen bij de Overeenkomst zou worden aangenomen, staat paragraaf 9(d)(i) de Partijen toe om bilateraal overeenstemming te bereiken omtrent de beoogde organisaties zonder winstoogmerk via een uitwisseling van diplomatieke nota's.

107. De modelbepaling verwijst eveneens naar de omschreven uitdrukking “erkende pensioenfondsen” in paragraaf 2(d)(ii). In plaats van deze omschreven uitdrukking te gebruiken, heeft paragraaf 9(d)(ii) de omschrijving ervan overgenomen.

Paragraaf 14

108. Paragraaf 14 is een verenigbaarheidsclausule die de interactie beschrijft tussen de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen. De vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen zou bestaande bepalingen van gedekte belastingverdragen vervangen die de toekenning van de voordelen van de gedekte belastingverdragen (of van andere voordelen dan een voordeel dat wordt toegekend op grond van de artikelen met betrekking tot de woonplaats, gelieerde ondernemingen of non-discriminatie of een voordeel dat niet uitsluitend beperkt is tot inwoners van een verdragsluitend rechtsgebied) uitsluitend zouden beperken tot een inwoner die voldoet aan een of meer van de criteria die recht geven op die voordelen, of zou worden toegevoegd wanneer dergelijke bepalingen niet opgenomen zijn in de gedekte belastingverdragen. Ze kan dus worden toegepast in de plaats van, of bij het ontbreken van, bestaande bepalingen over de beperking van de voordelen. Ze heeft echter niet tot doel de werkingssfeer of de toepassing van andere soorten van antimisbruikregels in gedekte belastingverdragen te beperken.

Paragraaf 15

109. Paragraaf 15 beschrijft de voorbehouden die toegestaan zijn met betrekking tot artikel 7. De Partijen die voornemens zijn om aan de minimumstandaard te voldoen door een gedetailleerde bepaling over de beperking van de voordelen aan te nemen, samen met hetzij regels om constructies tegen te gaan die gebruik maken van financiële doorstroomstructuren, hetzij een bepaling van het criterium van de voornaamste doelen, kunnen zich op grond van alinea a) het recht voorbehouden om de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen van paragraaf 1 niet op te nemen in hun gedekte belastingverdragen. Teneinde te verzekeren dat de Partijen die zich het recht voorbehouden de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen krachtens deze paragraaf niet toe te passen, nog zouden kunnen voldoen aan de minimumstandaard, vereist deze alinea dat de verdragsluitende rechtsgebieden trachten om tot een wederzijds bevredigende oplossing te komen die voldoet aan de minimumstandaard. Aangezien er meerdere manieren zijn om te voldoen aan de minimumstandaard overeenkomstig Actie 6 en aangezien een verdragsluitend rechtsgebied onmogelijk alleen tot een wederzijds bevredigende oplossing zou kunnen komen, vereist deze paragraaf niet alleen van de Partij die het voorbehoud maakt, maar ook van het andere verdragsluitend rechtsgebied bij het desbetreffende gedekte belastingverdrag om te trachten tot een wederzijds bevredigende oplossing te komen die voldoet aan de minimumstandaard.

110. Terwijl alinea a) verwijst naar “het OESO/G20 BEPS-pakket” om de minimumstandaard voor het voorkomen van verdragsmisbruik vast te stellen, bestaat de verplichting die wordt opgelegd aan de verdragsluitende rechtsgebieden erin dat ze moeten trachten bilateraal overeenstemming te bereiken omtrent een bepaling die voldoet aan de overeengekomen minimumstandaard. Het is niet de bedoeling te suggereren dat er een wettelijke verplichting zou worden opgelegd door het BEPS-pakket. De uitdrukking “een gedetailleerde bepaling over de beperking van de voordelen” in paragraaf 15(a) verwijst naar het soort van gedetailleerde bepaling die voorkomt in paragraaf 1 tot en met 6 van artikel X (Recht op de voordelen) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, opgenomen in paragraaf 25 (bladzijde 21) van het rapport over Actie 6, die verder zal worden uitgewerkt in het kader van de opvolgingswerkzaamheden van het BEPS-project. De uitdrukking “bepaling van het criterium van de voornaamste doelen” betekent een soort van bepaling zoals omschreven in paragraaf 1.

111. Alinea b) staat de Partijen toe om zich het recht voor te behouden om paragraaf 1 (en paragraaf 4 wanneer de Partijen voor de toepassing ervan hebben gekozen) niet toe te passen met betrekking tot de gedekte belastingverdragen die reeds een bepaling van het criterium van de voornaamste doelen bevatten. Dit zou enkel van toepassing zijn met betrekking tot een alomvattende bepaling van het criterium van de voornaamste doelen die de toekenning van alle verdragsvoordelen weigert, en zou niet van toepassing zijn op een bepaling van het criterium van de voornaamste doelen die enkel van toepassing is op de voordelen overeenkomstig specifieke artikelen zoals de artikelen betreffende dividenden, interest, royalty's, inkomsten uit een dienstbetrekking, andere inkomsten en het vermijden van dubbele belasting.

112. Alinea c) staat de Partijen toe om zich het recht voor te behouden de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen niet toe te passen met betrekking tot de gedekte belastingverdragen die reeds een in paragraaf 14 omschreven bepaling over de beperking van de voordelen bevatten. De Partijen die er niet voor kiezen om krachtens paragraaf 6 de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toe te passen maar de symmetrische of asymmetrische toepassing ervan aanvaarden krachtens paragraaf 7, kunnen er de voorkeur aan geven zich het recht voor te behouden om de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen niet toe te

passen met betrekking tot de gedekte belastingverdragen die reeds een bepaling over de beperking van de voordelen bevatten. Paragraaf 15(c) zou daarom zowel die mogelijkheid bieden aan die Partijen als aan de Partijen die ervoor kiezen om krachtens paragraaf 6 de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toe te passen.

Paragraaf 16

113. Wanneer, zoals hierboven aangegeven met betrekking tot paragraaf 6 en 7, een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag er de voorkeur aan geeft om enkel de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen toe te passen, en het andere verdragsluitend rechtsgebied verkiest om de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen samen met de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toe te passen, zou de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen niet van toepassing zijn (tenzij er overeenstemming is overeenkomstig paragraaf 7 (a) of (b)). In zulke gevallen kunnen Partijen die verkiezen om de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toe te passen, er de voorkeur aan geven om artikel 7 niet toe te passen en de kwestie aan te pakken in het kader van bilaterale onderhandelingen. Wanneer het verdragsluitend rechtsgebied dat er de voorkeur aan geeft enkel de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen toe te passen, niet gekozen heeft voor de toepassing van paragraaf 7(a) of (b), staat paragraaf 16 daarom toe aan de Partijen die krachtens paragraaf 6 ervoor kiezen om de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toe te passen, om zich het recht voor te behouden om artikel 7 in zijn geheel niet toe te passen met betrekking tot hun gedekte belastingverdragen. Teneinde te verzekeren dat de verdragsluitende rechtsgebieden bij de gedekte belastingverdragen waarvoor artikel 7 in zijn geheel niet van toepassing is krachtens deze paragraaf, nog zouden kunnen voldoen aan de minimumstandaard, vereist deze paragraaf, zoals paragraaf 15(a), dat ze trachten om tot een wederzijds bevredigende oplossing te komen die voldoet aan de minimumstandaard.

Paragraaf 17

114. Paragraaf 17 beschrijft de kennisgevingen die vereist zijn om te verzekeren dat er duidelijkheid is omtrent de toepassing van artikel 7. Alinea a) verplicht de Partijen die zich niet het recht hebben voorbehouden om paragraaf 1 niet toe te passen krachtens paragraaf 15(a), om de depositaris kennis te geven van elk van hun gedekte belastingverdragen waarvoor geen voorbehoud werd gemaakt op grond van paragraaf 15(b) en dat een bestaande bepaling van het criterium van de voornaamste doelen bevat, alsook van het nummer van het artikel en van de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Een bestaande bepaling van een gedekt belastingverdrag zou worden vervangen door de bepalingen van paragraaf 1 (en, wanneer van toepassing, van paragraaf 4) wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden bij dat gedekte belastingverdrag een dergelijke kennisgeving hebben gedaan met betrekking tot de bestaande bepaling. In de andere gevallen zou paragraaf 1 (en, wanneer van toepassing, paragraaf 4) van toepassing zijn op het gedekte belastingverdrag, maar zou hij enkel voorrang hebben op de bestaande bepalingen van het gedekte belastingverdrag voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met paragraaf 1 (en, wanneer van toepassing, met paragraaf 4).

115. Aangezien de Overeenkomst niet alle mogelijke manieren bepaalt om aan de minimumstandaard overeenkomstig Actie 6 te voldoen, kunnen sommige Partijen ervoor kiezen de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen opgenomen in paragraaf 1 enkel als voorlopige maatregel toe te passen, met het voornemen om, waar mogelijk, andere maatregelen om te voldoen aan de minimumstandaard aan te nemen door middel van bilaterale onderhandelingen. Omwille van de duidelijkheid kan een Partij die een kennisgeving doet overeenkomstig alinea a), een dergelijk

voornemen daarin vermelden. Zulke Partijen kunnen dan, door middel van bilaterale onderhandelingen, proberen een vereenvoudigde of gedetailleerde bepaling over de beperking van de voordelen aan te nemen die paragraaf 1 zou aanvullen, of paragraaf 1 te vervangen door een gedetailleerde bepaling over de beperking van de voordelen, aangevuld door regels om constructies tegen te gaan die gebruik maken van financiële doorstroomstructuren.

116. Alinea b) tot en met d) verplichten de Partijen die ervoor kiezen om de facultatieve bepalingen van artikel 7 (i.e. paragraaf 4, paragraaf 6 en paragraaf 7(a) of (b)) toe te passen, om de depositaris kennis te geven van hun keuzes teneinde te verduidelijken welke Partijen die facultatieve bepalingen kiezen.

117. Tenzij de Partij die een kennisgeving doet van haar keuze om de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen toe te passen overeenkomstig alinea c) en d), het in paragraaf 15(c) beschreven voorbehoud heeft gemaakt, geeft die Partij eveneens kennis van de lijst van haar gedekte belastingverdragen die een in paragraaf 14 beschreven bepaling bevatten, alsook van het nummer van het artikel en van de paragraaf van elk van die bepalingen. Alinea e) zorgt ervoor dat het duidelijk is welke bestaande bepalingen vervangen zullen worden door de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen. Een bestaande bepaling van een gedekt belastingverdrag zou vervangen worden door de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden met betrekking tot de bestaande bepaling een dergelijke kennisgeving gedaan hebben overeenkomstig alinea c) of d). In de andere gevallen zou de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen van toepassing zijn op het gedekte belastingverdrag, maar zou zij enkel voorrang hebben op de bestaande bepalingen van het gedekte belastingverdrag voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen. Wanneer paragraaf 7(b) van toepassing is, zou die wijziging enkel asymmetrisch zijn met betrekking tot de toepassing van de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen door het verdragsluitend rechtsgebied dat krachtens paragraaf 6 gekozen heeft voor de toepassing van de vereenvoudigde bepaling over de beperking van de voordelen.

Artikel 8 — Transacties voor het verschuiven van dividenden

Paragraaf 1

118. Paragraaf 1 vereist dat voldaan is aan een minimumtermijn voor het aandelenbezit voordat een vennootschap aanspraak kan maken op een verlaagd belastingtarief op dividenden die afkomstig zijn van een dochteronderneming. Die bepaling is gebaseerd op artikel 10(2) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, zoals gewijzigd in paragraaf 36 (bladzijde 70 en 71) van het rapport over Actie 6. De modelbepaling luidt als volgt:

- a) 5 percent van het brutobedrag van de dividenden indien de uiteindelijk gerechtigde een vennootschap is (niet zijnde een samenwerkingsverband (partnership)) die onmiddellijk ten minste 25 percent aanhoudt van het kapitaal van de vennootschap die de dividenden betaalt gedurende een periode van 365 dagen waarbinnen de dag valt waarop de dividenden betaald worden (voor het berekenen van die periode wordt geen rekening gehouden met veranderingen van eigendom die het rechtstreekse gevolg zijn van een bedrijfsreorganisatie zoals een fusie of een splitsing van de vennootschap die de aandelen bezit of de dividenden betaalt);*

119. De bepaling van paragraaf 1 werd gewijzigd teneinde er een beschrijving aan toe te voegen van de situatie waarbij een minimumtermijn voor het aandelenbezit moet worden ingevoerd. Er wordt met name een minimumtermijn voor het aandelenbezit toegevoegd aan de bepalingen van een gedekt belastingverdrag die in een verdragsluitend rechtsgebied voorzien in een vrijstelling of in een beperking van de belasting voor dividenden die betaald zijn aan een vennootschap die inwoner is van het andere verdragsluitende rechtsgebied en die meer dan een welbepaalde hoeveelheid aanhoudt van het kapitaal of van de stemrechten van de vennootschap die de dividenden betaalt. Deze paragraaf heeft dus geen invloed op de bestaande bepalingen die een voordelig tarief toekennen voor dividenden zonder de voorwaarde betreffende het aanhouden van een welbepaalde hoeveelheid van het kapitaal van de vennootschap die de dividenden betaalt.

120. Erkennende dat het doel van deze bepaling er enkel in bestaat een minimumtermijn voor het aandelenbezit in te voeren en niet de substantiële verdeling van de heffingsbevoegdheid tussen de verdragsluitende rechtsgebieden bij de gedekte belastingverdragen te wijzigen, werden verwijzingen naar het specifieke belastingtarief en de deelnemingsdrempel waarin de modelbepaling voorziet, weggelaten.

121. Rekening houdend met de diversiteit van de bestaande bepalingen betreffende dividenden van de gedekte belastingverdragen, werden bovendien de volgende wijzigingen aangebracht aan de bepaling in paragraaf 1. De uitdrukkingen “bezitten” en “controleren” werden toegevoegd teneinde rekening te houden met de bestaande bepalingen die deze uitdrukkingen gebruiken in plaats van “aanhouden”.

- i) Het zinsdeel “meer dan een welbepaalde hoeveelheid” werd gebruikt om de bestaande bepalingen te dekken ongeacht of ze gebruik maken van het zinsdeel “ten minste [X] percent” of “meer dan [X] percent”.
- ii) De uitdrukking “verkrijger” werd toegevoegd om rekening te houden met de bestaande bepalingen welke die uitdrukking gebruiken in plaats van “uiteindelijk gerechtigde”. Er kunnen talrijke varianten bestaan voor “uiteindelijk gerechtigde” of “verkrijger”. Sommige bestaande bepalingen maken gebruik van de uitdrukking “gerechtigde”, “eigenaar” of “vennootschap die de dividenden verkrijgt”, en andere verwijzen naar dividenden “waarvan de uiteindelijk gerechtigde (...) is”, “betaald aan”, “uitgekeerd aan” of “verkregen door” een moedervernootschap, of een moedervernootschap “die uiteindelijk gerechtigd is tot” de dividenden. Het is de bedoeling dat al deze voorbeelden gedekt zouden zijn door de uitdrukkingen “uiteindelijk gerechtigde” of “verkrijger”.
- iii) De uitdrukking “kapitaal” heeft ook vele varianten zoals “eigen vermogen”, “maatschappelijk kapitaal”, “aandelenkapitaal”, “statutair kapitaal”, “aandelen”, “aandelen die ...percent van het kapitaal /van de stemrechten vertegenwoordigen”, “uitstaande stemgerechtigde aandelen”, “stemgerechtigde aandelen”, “kapitaalsaandeel”, “stemrecht”, “stemrechten”, “controle” en “substantiële deelneming”. Teneinde al die varianten te vatten, werd het zinsdeel “het kapitaal, de aandelen, de zeggenschap, de stemrechten of soortgelijke eigendomsbelangen” gebruikt in de bepalingen van paragraaf 1.

122. Het doel van paragraaf 1 is om een minimumtermijn voor het aandelenbezit toe te voegen aan de bestaande bepalingen van de gedekte belastingverdragen zonder de andere elementen van die bepalingen, zoals de belastingtarieven, de deelnemingsdrempels en de vorm van het aandelenbezit (bv rechtstreeks en/of onrechtstreeks) te wijzigen. Deze paragraaf zou ook niet de andere voorwaarden wijzigen, zoals bepalingen die vereisen dat:

- het bedrag van de investering hoger is dan een bepaalde geldelijke waarde;
- de winst waaruit de dividenden zijn betaald, aan belasting onderworpen is in het rechtsgebied waar de woonplaats gelegen is; of
- niet meer dan een bepaald bedrag van het bruto-inkomen van de betalende vennootschap uit interest of dividenden bestaat.

123. Sommige gedekte belastingverdragen tussen EU-lidstaten kunnen een verenigbaarheidsclausule bevatten die bepaalt dat de EU Moeder/Dochter Richtlijn voorrang heeft op de bestaande bepalingen betreffende dividenden. De Richtlijn is bedoeld om fiscale hinderpalen op het vlak van winstuitkeringen tussen verbonden vennootschappen van verschillende EU-Lidstaten uit de weg te ruimen, en verwijdt onder bepaalde voorwaarden bronbelastingen op dividenden die door de dochtervennootschap betaald zijn aan de moedervernootschap. Zoals hoger beschreven voegt deze paragraaf enkel een minimumtermijn voor het aandelenbezit toe aan de bestaande bepalingen betreffende dividenden, en zou hij de bepalingen van de gedekte belastingverdragen betreffende de verenigbaarheid met de Richtlijn niet opheffen.

Paragraaf 2

124. Paragraaf 2 beschrijft de interactie tussen paragraaf 1 en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen. Deze paragraaf stelt duidelijk dat de minimumtermijn voor het aandelenbezit van 365 dagen die door paragraaf 1 wordt ingevoerd, de minimumtermijnen voor het aandelenbezit die reeds opgenomen waren in de bepalingen van de gedekte belastingverdragen zal vervangen of, zal toegevoegd worden wanneer zulke termijnen niet bestaan in de bepalingen van de gedekte belastingverdragen. Indien de Partijen verkiezen om de bestaande minimumtermijnen voor het aandelenbezit te behouden, biedt paragraaf 3(b) de mogelijkheid om zich het recht voor te behouden om artikel 8 niet toe te passen met betrekking tot de bepalingen van de gedekte belastingverdragen die reeds een minimumtermijn voor het aandelenbezit bevatten.

Paragraaf 3

125. Aangezien een bepaling betreffende transacties voor het verschuiven van dividenden niet vereist is om aan een minimumstandaard te voldoen, staat paragraaf 3(a) de Partijen toe om zich het recht voor te behouden artikel 8 in zijn geheel niet toe te passen.

126. Alinea b)(i) staat de Partijen toe om zich het recht voor te behouden artikel 8 in zijn geheel niet toe te passen met betrekking tot de gedekte belastingverdragen voor zover de in paragraaf 1 beschreven bepalingen reeds een minimumtermijn voor het aandelenbezit bevatten. Dit voorbehoud is bedoeld om te worden toegepast op basis van een bepaling en niet op basis van een verdrag. Ten gevolge daarvan zou, indien een gedekt belastingverdrag de in paragraaf 1 beschreven bepalingen bevat die voorzien in twee verschillende tarieven, en de ene bepaling een minimumtermijn voor het aandelenbezit bevat en de andere bepaling niet, enkel de eerste van die bepalingen behouden worden terwijl er krachtens paragraaf 1 een minimumtermijn voor het aandelenbezit aan de tweede bepaling zou worden toegevoegd. Bovendien staan alinea b)(ii) en b)(iii) een Partij toe om ervoor te kiezen een minimumtermijn voor het aandelenbezit die opgenomen is in de bepalingen van een gedekt belastingverdrag dat korter of langer is dan 365 dagen, te behouden.

Paragraaf 4

127. Om te verzekeren dat er duidelijkheid is omtrent de toepassing van artikel 8, verplicht paragraaf 4 elke Partij (niet zijnde een Partij die zich krachtens paragraaf 3(a) het recht voorbehouden

heeft om artikel 8 in zijn geheel niet toe te passen op al haar gedekte belastingverdragen) de depositaris voor elk van haar gedekte belastingverdragen ervan in kennis te stellen of het al dan niet een in paragraaf 1 omschreven bepaling bevat die niet binnen de reikwijdte valt van een voorbehoud als bedoeld in paragraaf 3(b) en zo ja, van het nummer van het artikel en van de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Paragraaf 1 zou uitsluitend van toepassing zijn op een bestaande bepaling van een gedekt belastingverdrag wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot de bestaande bepaling gedaan hebben.

Artikel 9 — Vermogenswinst verkregen uit de vervreemding van aandelen of belangen in entiteiten waarvan de waarde hoofdzakelijk bepaald wordt door onroerende goederen

Paragraaf 1

128. Paragraaf 1 gaat over situaties waarin activa worden overgebracht naar een entiteit kort voordat de aandelen of de vergelijkbare belangen (zoals belangen in een samenwerkingsverband (*partnership*) of een trust) in die entiteit worden vervreemd om zodoende het deel van de waarde van de entiteit dat afkomstig is uit onroerende goederen, af te zwakken. Deze bepaling is gebaseerd op artikel 13(4) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, zoals gewijzigd in paragraaf 44 (bladzijde 72) van het rapport over Actie 6. De modelbepaling luidt als volgt:

4. Voordelen die een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat verkrijgt uit de vervreemding van aandelen of van vergelijkbare belangen, zoals belangen in een samenwerkingsverband (partnership) of een trust, mogen in de andere overeenkomstsluitende Staat worden belast indien, op enig tijdstip gedurende de periode van 365 dagen voorafgaand aan de vervreemding, meer dan 50 percent van de waarde van die aandelen of vergelijkbare belangen direct of indirect bepaald wordt door onroerende goederen, zoals omschreven in artikel 6, die in die andere Staat gelegen zijn.

129. Het rapport over Actie 6 voorziet in twee wijzigingen met betrekking tot artikel 13(4) van de versie 2014 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen: (i) er werd een referentieperiode ingevoerd om te bepalen of voldaan is aan de voorwaarde van de drempelwaarde; en (ii) de werkingssfeer van de belangen waarop deze paragraaf van toepassing is werd zodanig uitgebreid dat hij ook de belangen omvat die vergelijkbaar zijn met aandelen, zoals belangen in een samenwerkingsverband (*partnership*) of een trust. De bepaling in paragraaf 1 werd verdeeld in twee alinea's. Alinea a) betreft de invoering van de referentieperiode, en alinea b) gaat over de uitbreiding van de gedekte belangen.

130. Daarnaast werden de volgende wijzigingen aangebracht aan de tekst van de bovenvermelde modelbepaling om rekening te houden met de varianten van de bestaande bepalingen betreffende vermogenswinst van de gedekte belastingverdragen.

- i) De uitdrukking “vergelijkbare belangen” werd vervangen door de uitdrukking “andere rechten van deelname in een entiteit” in de aanhef van deze paragraaf om ervoor te zorgen dat paragraaf 1 van toepassing is met betrekking tot de bestaande bepalingen die de eigendomsbelangen op een ruimere manier omschrijven dan “vergelijkbare belangen”. Deze wijziging heeft tot doel de bestaande bepalingen die door deze paragraaf moeten gewijzigd worden, op ruime wijze te dekken maar (onder voorbehoud van de toepassing van alinea b)) zonder de werkingssfeer van de belangen uit te breiden.

- ii) Het zinsdeel “meer dan 50 percent” werd vervangen door “meer dan een bepaald gedeelte” om bestaande bepalingen te dekken die gebruik maken van om het even welke drempel, daaronder begrepen niet alleen een specifiek percentage (i. e. “meer dan [X] percent” of “ten minste [X] percent”), maar ook meer algemene uitdrukkingen zoals “het belangrijkste deel”, “het grootste deel”, “voornamelijk”, “volledig” en “hoofdzakelijk”.
- iii) In het Engels werd de uitdrukking “real property” toegevoegd om rekening te houden met de bestaande bepalingen welke die uitdrukking gebruiken in plaats van “immovable property”(onroerend goed). Bovendien werd het zinsdeel “zoals omschreven in artikel 6” geschrapt om verwijzingen naar een nummer van een specifiek artikel te vermijden.
- iv) Het zinsdeel “meer dan een bepaald gedeelte van de goederen van de entiteit bestaat uit dergelijke onroerende goederen” werd toegevoegd om rekening te houden met de bestaande bepalingen die gebaseerd zijn op artikel 13(4) van het VN-modelverdrag inzake belastingen.

131. Aangezien het doel van deze bepaling erin bestaat een referentieperiode in te voeren en te verzekeren dat de bepaling de belangen omvat die vergelijkbaar zijn met aandelen (zoals belangen in een samenwerkingsverband (*partnership*) of een trust), zou de in de bestaande bepalingen vastgestelde drempel behouden blijven, en wanneer gedekte belastingverdragen uitzonderingen op de toepassing van de bestaande bepalingen bevatten (zo worden bijvoorbeeld de voordelen die worden verkregen uit de vervreemding van aandelen van vennootschappen die op een erkende effectenbeurs van een van de verdragsluitende rechtsgebieden genoteerd zijn door sommige gedekte belastingverdragen uitgesloten), zouden die uitzonderingen van toepassing blijven. Daarnaast kunnen sommige bestaande bepalingen de uitdrukking “inkomsten” en “winst” gebruiken naast of in plaats van “voordelen”; die bepalingen zouden eveneens onder het toepassingsgebied van paragraaf 1 vallen.

Paragraaf 2

132. Paragraaf 2 is een verenigbaarheidsclausule die de interactie beschrijft tussen paragraaf 1(a) en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen. Deze paragraaf stelt duidelijk dat de referentieperiode van 365 dagen die door paragraaf 1(a) wordt ingevoerd de referentieperiodes vervangt die reeds opgenomen waren in de bestaande bepalingen, of wordt toegevoegd wanneer zulke referentieperiodes niet bestaan in de bestaande bepalingen. Indien de Partijen verkiezen om de bestaande referentieperiodes te behouden, biedt paragraaf 6(d) de mogelijkheid om zich het recht voor te behouden om paragraaf 1(a) niet toe te passen met betrekking tot de bepalingen van gedekte belastingverdragen die reeds een referentieperiode bevatten. Aangezien paragraaf 1(b) reeds de interactie beschrijft met aandelen of rechten die reeds onder de bestaande bepalingen vallen, beschrijft paragraaf 2 de verenigbaarheid van paragraaf 1(b) met de bestaande bepalingen niet.

Paragraaf 3 en 4

133. Sommige Partijen verkiezen om artikel 13(4) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, zoals weergegeven in het rapport over Actie 6, op hun gedekte belastingverdragen toe te passen, in plaats van een referentieperiode op te nemen en de soorten van belangen waarop de bestaande bepalingen betreffende vermogenswinst van toepassing zijn, uit te breiden. Paragraaf 3 staat de Partijen toe om dat te doen. Zoals hierna wordt opgemerkt in de uitleg bij paragraaf 5, staat paragraaf 3 een Partij toe om een bepaling aangaande voordelen die worden verkregen uit de vervreemding van aandelen in entiteiten waarvan de waarde voornamelijk bepaald wordt door onroerende goederen, in te voeren in een gedekt belastingverdrag waarin een dergelijke regel niet was opgenomen. Paragraaf 4 is een facultatieve bepaling en, zoals bepaald in paragraaf 8, zal hij enkel van toepassing zijn op een

gedekt belastingverdrag wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden kiezen voor de toepassing ervan door een kennisgeving te doen overeenkomstig paragraaf 8. Wanneer paragraaf 4 van toepassing is op een gedekt belastingverdrag, zou paragraaf 1 niet van toepassing zijn. Indien een verdragsluitend rechtsgebied ervoor kiest paragraaf 4 toe te passen en één of meer van de andere verdragsluitende rechtsgebieden niet (of wanneer geen enkel verdragsluitend rechtsgebied ervoor kiest om hem toe te passen), zou paragraaf 4 daarentegen niet van toepassing zijn op dat gedekt belastingverdrag, en paragraaf 1 wel.

Paragraaf 5

134. Paragraaf 5 is een verenigbaarheidsclausule die de interactie beschrijft tussen paragraaf 4 en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen. Deze paragraaf verduidelijkt dat de bepaling in paragraaf 4 de bestaande bepalingen van de gedekte belastingverdragen aangaande de voordelen die worden verkregen uit de vervreemding van aandelen of belangen in entiteiten waarvan de waarde voornamelijk bepaald wordt door onroerende goederen, vervangt of dat zij wordt toegevoegd indien dergelijke bepalingen niet bestaan in de gedekte belastingverdragen. Indien de Partijen er de voorkeur aan geven de bestaande bepalingen van hun gedekte belastingverdragen te behouden, biedt paragraaf 6(f) de mogelijkheid om zich het recht voor te behouden paragraaf 4 niet toe te passen met betrekking tot de gedekte belastingverdragen.

135. Het zinsdeel “meer dan een bepaald gedeelte van de goederen van de entiteit bestaat uit dergelijke onroerende goederen” heeft tot doel ervoor te zorgen dat de bepaling ook de bestaande bepalingen die gebaseerd zijn op artikel 13(4) van het VN-modelverdrag inzake belastingen, zal wijzigen.

Paragraaf 6

136. Aangezien een bepaling aangaande de voordelen die worden verkregen uit de vervreemding van aandelen of belangen in entiteiten waarvan de waarde voornamelijk bepaald wordt door onroerende goederen, niet vereist is om te voldoen aan een minimumstandaard, staat alinea a) de Partijen toe om zich het recht voor te behouden paragraaf 1 in zijn geheel niet toe te passen. Daarnaast staan alinea b) en c) de Partijen toe om zich het recht voor te behouden om paragraaf 1(a) of 1(b) afzonderlijk niet toe te passen.

137. Alinea d) staat de Partijen toe om zich het recht voor te behouden om paragraaf 1(a) niet toe te passen met betrekking tot hun gedekte belastingverdragen die reeds een bepaling van het type omschreven in paragraaf 1 bevatten die voorziet in een referentieperiode.

138. Alinea e) staat de Partijen toe om zich het recht voor te behouden om paragraaf 1(b) niet toe te passen met betrekking tot hun gedekte belastingverdragen die reeds een bepaling van het type omschreven in paragraaf 1 bevatten die van toepassing is op het vervreemden van andere belangen dan aandelen.

139. Alinea f) staat de Partijen toe om zich het recht voor te behouden om paragraaf 4 niet toe te passen met betrekking tot hun gedekte belastingverdragen die reeds bepalingen als omschreven in paragraaf 5 bevatten. Dergelijke bestaande bepalingen zouden bijgevolg behouden blijven, en paragraaf 4 zou enkel van toepassing zijn met betrekking tot de gedekte belastingverdragen die geen bepalingen als omschreven in paragraaf 5 bevatten. Aangezien dit voorbehoud bedoeld is om de gevallen te dekken waar paragraaf 4 van toepassing is (met andere woorden waar paragraaf 1 niet van

toepassing is), zou het geen invloed hebben op de toepassing van paragraaf 1. Anderzijds zouden de Partijen die ervoor kiezen om paragraaf 4 toe te passen, in staat zijn om naast het voorbehoud dat omschreven is in alinea f), de voorbehouden die omschreven zijn in alinea a) tot en met e) te maken voor gevallen waarin paragraaf 1 en niet paragraaf 4, van toepassing is.

Paragraaf 7

140. Paragraaf 7 verplicht elke Partij (niet zijnde een Partij die zich krachtens paragraaf 6(a) het recht voorbehouden heeft om paragraaf 1 niet toe te passen op al haar gedekte belastingverdragen) de depositaris voor elk van haar gedekte belastingverdragen ervan in kennis te stellen of het al dan niet een bestaande in paragraaf 1 omschreven bepaling bevat en zo ja, van het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Paragraaf 7 stelt de Partijen die de voorbehouden gemaakt hebben die omschreven zijn in paragraaf 6(b) tot en met (e) niet vrij van de verplichting tot kennisgeving, aangezien paragraaf 1(a) of (b) van toepassing kan zijn zelfs wanneer die voorbehouden werden gemaakt ten opzichte van de andere paragraaf. Paragraaf 1 zou uitsluitend van toepassing zijn op een bepaling van een gedekt belastingverdrag wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot de bestaande bepaling gedaan hebben.

Paragraaf 8

141. Paragraaf 8 verplicht elke Partij die ervoor kiest om paragraaf 4 toe te passen de depositaris in kennis te stellen van haar keuze. Een Partij die zich niet het recht heeft voorbehouden krachtens paragraaf 6(a) om paragraaf 1 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen, zal in haar kennisgevingen krachtens paragraaf 7 een lijst hebben opgenomen van de gedekte belastingverdragen die een desbetreffende bestaande bepaling bevatten. Een Partij die wel zulk voorbehoud heeft gemaakt zal evenwel krachtens paragraaf 8 verplicht zijn om een dergelijke lijst op te nemen in haar kennisgeving, behalve wanneer zulke Partij zich krachtens paragraaf 6(f) het recht heeft voorbehouden om de bestaande bepalingen te behouden. Paragraaf 8 beschrijft dan de interactie tussen paragraaf 4 en paragraaf 1. Wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden ervoor gekozen hebben om paragraaf 4 toe te passen door een kennisgeving te doen overeenkomstig die paragraaf, zou paragraaf 1 niet van toepassing zijn met betrekking tot dat gedekte belastingverdrag, en zou in de plaats daarvan paragraaf 4 van toepassing zijn. Een bestaande bepaling van een gedekt belastingverdrag zou vervangen worden door de bepalingen van paragraaf 4 wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden een kennisgeving hebben gedaan krachtens paragraaf 7 of 8 met betrekking tot de bestaande bepaling. In de andere gevallen zou paragraaf 4 enkel voorrang hebben op de bepalingen van het gedekte belastingverdrag voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met paragraaf 4.

Artikel 10 — Antimisbruikregel voor vaste inrichtingen die in derde rechtsgebieden gelegen zijn

Paragraaf 1 tot en met 3

142. Paragraaf 1 tot en met 3 bevatten een bepaling die gaat over vaste inrichtingen die gevestigd zijn in derde rechtsgebieden. Die bepaling is gebaseerd op de tekst van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, die is weergegeven in paragraaf 52 (bladzijde 76) van het rapport over Actie 6 en die werd afgerond in het kader van de opvolgingswerkzaamheden van Werkgroep 1. De versie van de bepaling die werd ontwikkeld door WP1 op het ogenblik dat de Overeenkomst werd uitgewerkt, luidt als volgt:

Indien

- a) *een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat inkomsten verkrijgt uit de andere overeenkomstsluitende Staat en de eerstgenoemde Staat die inkomsten behandelt als inkomsten die kunnen worden toegerekend aan een in een derde rechtsgebied gelegen vaste inrichting van de onderneming; en*
- b) *de winst die aan die vaste inrichting kan worden toegerekend vrijgesteld is van belasting in de eerstgenoemde Staat,*

zijn de voordelen van deze Overeenkomst niet van toepassing op enig inkomensbestanddeel waarvoor de belasting in het derde rechtsgebied minder bedraagt dan het laagste van [tarief dat bilateraal moet worden vastgesteld] en 60 percent van de belasting die in de eerstgenoemde Staat van dat inkomensbestanddeel zou worden geheven indien die vaste inrichting in de eerstgenoemde Staat gelegen zou zijn. In dat geval blijft elk inkomen waarop de bepalingen van deze paragraaf van toepassing zijn, belastbaar overeenkomstig de nationale wetgeving van de andere Staat, niettegenstaande alle andere bepalingen van de Overeenkomst.

De vorige bepalingen van deze paragraaf zijn niet van toepassing indien de uit de andere Staat verkregen inkomsten verkregen zijn in samenhang met of bijkomstig zijn aan de actieve uitoefening van een bedrijf met behulp van de vaste inrichting (niet zijnde het verrichten, beheren of gewoon in bezit houden van beleggingen voor eigen rekening van de onderneming, tenzij deze activiteiten bestaan uit bank- of verzekeringsactiviteiten of effectenhandel die respectievelijk uitgeoefend worden door een bank, een verzekeringsmaatschappij of een geregistreerd effectenbedrijf).

Indien de voordelen waarin deze Overeenkomst voorziet op grond van de vorige bepalingen van deze paragraaf geweigerd worden ter zake van een inkomensbestanddeel dat werd verkregen door een inwoner van een overeenkomstsluitende Staat, mag de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat niettemin die voordelen toekennen ter zake van dat inkomensbestanddeel indien die bevoegde autoriteit oordeelt dat het toekennen van die voordelen gerechtvaardigd is, gelet op de redenen waarom die inwoner niet aan de vereisten van deze paragraaf voldeed. De bevoegde autoriteit van de overeenkomstsluitende Staat bij wie een verzoek werd ingediend overeenkomstig de voorgaande zin, raadpleegt de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat alvorens het verzoek in te willigen of af te wijzen.

143. De modelbepaling bevat een verwijzing naar een belastingtarief dat bilateraal moet worden vastgesteld. Dit houdt verband met de voorwaarden om de toekenning van de voordelen van een belastingverdrag te weigeren, en de modelbepaling stelt dat de voordelen van het verdrag niet van toepassing zijn op enig inkomensbestanddeel waarvoor het belastingtarief in het derde rechtsgebied waarin een vrijgestelde vaste inrichting is gelegen, lager is dan “het laagste van [tarief dat bilateraal moet worden vastgesteld] en 60 percent van de belasting die zou worden geheven” in het rechtsgebied waar de woonplaats van de onderneming is gelegen. Om te vermijden dat er bilateraal moet onderhandeld worden over een belastingtarief, vermeldt de bepaling in paragraaf 1 enkel de referentie van 60 percent.

Paragraaf 4

144. Paragraaf 4 is een verenigbaarheidsclausule die de interactie beschrijft tussen paragraaf 1 tot en met 3 en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen. Deze paragraaf 4 stelt dat de bepalingen in paragraaf 1 tot en met 3 de bestaande bepalingen van gedekte belastingverdragen vervangen die de voordelen weigeren of beperken die zouden worden toegekend aan een onderneming van een verdragsluitend rechtsgebied die inkomsten verkrijgt uit het andere verdragsluitende rechtsgebied die kunnen worden toegerekend aan een in een derde rechtsgebied gelegen vaste inrichting van de onderneming, of dat die paragrafen 1 tot en met 3 worden toegevoegd aan de gedekte belastingverdragen die geen dergelijke bepalingen bevatten.

Paragraaf 5

145. Aangezien een bepaling betreffende vaste inrichtingen die in derde rechtsgebieden gelegen zijn, niet vereist is om aan een minimumstandaard te voldoen, staat alinea a) de Partijen toe om zich het recht voor te behouden artikel 10 in zijn geheel niet toe te passen. Bovendien staat alinea b) de Partijen toe om zich het recht voor te behouden om artikel 10 in zijn geheel niet toe te passen met betrekking tot hun gedekte belastingverdragen die reeds bepalingen als omschreven in paragraaf 4 bevatten. Daarentegen staat alinea c) de Partijen toe om zich het recht voor te behouden om artikel 10 in zijn geheel niet toe te passen met betrekking tot hun gedekte belastingverdragen die niet reeds bepalingen als omschreven in paragraaf 4 bevatten.

Paragraaf 6

146. Paragraaf 6 verplicht elke Partij (niet zijnde een Partij die zich krachtens paragraaf 5(a) of (b) het recht voorbehouden heeft om artikel 10 in zijn geheel niet toe te passen op al haar gedekte belastingverdragen of op haar gedekte belastingverdragen die reeds een bepaling van hetzelfde type bevatten) de depositaris voor elk van haar gedekte belastingverdragen ervan in kennis te stellen of het al dan niet een in paragraaf 4 omschreven bepaling bevat, en zo ja, van het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Een bestaande bepaling van een gedekt belastingverdrag zou vervangen worden door de bepalingen van paragraaf 1 tot en met 3 wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot de bestaande bepaling gedaan hebben. In de andere gevallen zouden paragraaf 1 tot en met 3 enkel voorrang hebben op de bepalingen van het gedekte belastingverdrag, voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met die paragrafen.

Artikel 11 — Toepassing van belastingverdragen om het recht van een Partij om haar eigen inwoners te belasten te beperken

Paragraaf 1

147. De bepaling in paragraaf 1 bevat een zogenaamde “vrijwaringsclausule” die het recht van een verdragsluitend rechtsgebied om zijn eigen inwoners te belasten, behoudt. De bepaling is gebaseerd op artikel 1(3) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, zoals uiteengezet in paragraaf 63 (bladzijde 86) van het rapport over Actie 6, dat luidt als volgt:

3. Deze Overeenkomst laat onverlet de belastingheffing door een overeenkomstsluitende Staat van zijn inwoners, behalve waar het de voordelen betreft die worden toegekend op grond van paragraaf 3 van artikel 7, paragraaf 2 van artikel 9 en artikel 19, 20, 23A [23B], 24 en 25 en 28.

148. De belangrijkste wijzigingen aan de bepaling in paragraaf 1 werden gedaan om de verwijzingen naar nummers van specifieke paragrafen en artikelen te vervangen door beschrijvingen van die paragrafen en artikelen, gebaseerd op paragraaf 26.19 van de Commentaar bij artikel 1 (Personen op wie de Overeenkomst van toepassing is) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, in het rapport over Actie 6 (bladzijde 87), dat in het kader van het BEPS-project werd opgesteld. De verwijzingen naar paragraaf 3 van artikel 7 (Ondernemingswinst) en paragraaf 2 van artikel 9 (Afhankelijke ondernemingen) in de modelbepaling werden vervangen door alinea a), artikel 19 (Overheidsfuncties) door alinea b), artikel 20 (Studenten) door alinea c), artikel 23A (Vrijstellingsmethode) en 23B (Verrekeningsmethode) door alinea d), artikel 24 (Non-discriminatie) door alinea e), artikel 25 (Regeling voor onderling overleg) door alinea f) en artikel 28 (Leden van diplomatieke zendingen en van consulaire posten) door alinea g).

149. Daarnaast werden alinea h) en i) opgenomen als bijkomende uitzonderingen op de vrijwaringsclausule, teneinde de bijkomende bepalingen te dekken die vaak voorkomen in belastingverdragen. Alinea h) beschrijft de bepalingen van een gedekt belastingverdrag die voorschrijven dat pensioenen of andere betalingen die aan een inwoner van een verdragsluitend rechtsgebied betaald zijn overeenkomstig de socialezekerheidswetgeving van het andere verdragsluitende rechtsgebied uitsluitend in dat andere verdragsluitende rechtsgebied belastbaar zijn. Hiernaar wordt verwezen in paragraaf 26.20 van de Commentaar bij artikel 1 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen in het rapport over Actie 6 (bladzijde 87) als een voorbeeld van bepalingen die zouden kunnen worden opgenomen in de lijst van uitzonderingen. Alinea i) slaat op de bepalingen die voorzien in uitsluitende belastingheffing aan de bron van pensioenen en soortgelijke betalingen (ongeacht of ze al dan niet werden gedaan overeenkomstig de socialezekerheidswetgeving), alsmede van lijfrenten, uitkeringen voor alimentatie of andere uitkeringen voor levensonderhoud.

150. Alinea j) is bedoeld om ruimer in te gaan op de bepalingen die het recht van een rechtsgebied om zijn eigen inwoners te belasten uitdrukkelijk beperken of uitdrukkelijk bepalen dat een rechtsgebied waaruit een inkomensbestanddeel afkomstig is het uitsluitende recht heeft om dat inkomensbestanddeel te belasten. Deze alinea zou eveneens de bepalingen dekken die voorzien in de vrijstelling van inkomsten in de beide rechtsgebieden (bijvoorbeeld, voor de betalingen van uitkeringen voor een kind overeenkomstig sommige bestaande verdragen). Hij zou bijvoorbeeld ook de volgende soorten van bepalingen dekken:

- bepalingen die de bevoegde autoriteit van een verdragsluitend rechtsgebied die een initiële aanpassing heeft uitgevoerd of zal uitvoeren van de winst van een onderneming van dat verdragsluitend rechtsgebied, in staat stelt dubbele belasting te vermijden;
- bepalingen die een verdragsluitend rechtsgebied verzoeken zich te beraden over de vraag of de aanschaffingswaarde van een goed dat in het bezit is van zijn inwoner de juiste marktwaarde is van dat goed op het moment dat die persoon ophoudt inwoner te zijn van het andere verdragsluitend rechtsgebied en inwoner wordt van het eerstgenoemde verdragsluitend rechtsgebied; of
- bepalingen die voor de berekening van de inkomsten in een verdragsluitend rechtsgebied aftrekken verlenen voor bijdragen die een inwoner van dat verdragsluitend rechtsgebied betaalt aan een pensioenregeling van het andere verdragsluitend rechtsgebied.

151. Rekening houdend met de diversiteit van de bestaande bepalingen van de gedekte belastingverdragen, werden de volgende aanvullende wijzigingen aangebracht aan de tekst van paragraaf 1.

- (i) Met betrekking tot het zinsdeel “verdragsluitend rechtsgebied of een staatkundig onderdeel of lokale autoriteit daarvan” in de beschrijving van de Commentaar die overeenstemt met alinea b), kunnen sommige gedekte belastingverdragen andere bewoordingen gebruiken, daaronder begrepen “staatsmacht of administratieve autoriteit”, “regionale autoriteit”, “overheidsinstantie”, “openbare entiteiten”, “publiekrechtelijk lichaam”, “staatkundig of administratief onderdeel”, “administratief-territoriaal onderdeel/eenheid”, “Land” of “publiekrechtelijke rechtspersoon”. Teneinde deze varianten te dekken, werd de meer algemene uitdrukking “ander vergelijkbaar orgaan” in die alinea toegevoegd.
- (ii) Terwijl artikel 20 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen de belastingheffing van een “student” betreft, dekken sommige bestaande bepalingen van gedekte belastingverdragen naast een student, ook een “stagiair” of “een voor een beroep of bedrijf in opleiding zijnde persoon”. Sommige gedekte belastingverdragen kunnen ook bepalingen bevatten betreffende de belastingheffing van een “leraar”, “professor”, “lector”, “instructeur” of “onderzoeker”. Deze uitdrukkingen werden in alinea c) toegevoegd om ervoor te zorgen dat dit soort bepalingen gedekt zijn.
- (iii) Het zinsdeel “vermijden van dubbele belasting” in de beschrijving van de Commentaar die overeenstemt met alinea d), werd vervangen door “verrekening of vrijstelling van belasting” om te verzekeren dat de bepalingen die de verrekeningsmethode of de vrijstellingsmethode toepassen, zouden blijven toegepast worden zoals voorzien, zelfs wanneer een gedekt belastingverdrag voorziet in een fictief belastingkrediet (*tax sparing*).
- (iv) De uitdrukking “regeringsvertegenwoordiging” werd aan alinea g) toegevoegd om rekening te houden met sommige gedekte belastingverdragen die door niet-statelijke rechtsgebieden gesloten werden.

Paragraaf 2

152. Paragraaf 2 is een verenigbaarheidsclausule die de interactie beschrijft tussen paragraaf 1 en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen. Deze paragraaf verduidelijkt dat de bepaling in paragraaf 1 de bestaande bepalingen van de gedekte belastingverdragen die stellen dat het gedekte belastingverdrag de belastingheffing van de eigen inwoners door een verdragsluitend rechtsgebied onverlet laat, vervangt of dat zij wordt toegevoegd indien dergelijke bepalingen niet bestaan in de gedekte belastingverdragen.

Paragraaf 3

153. Aangezien een vrijwaringsclausule niet vereist is om aan een minimumstandaard te voldoen, staat alinea a) de Partijen toe om zich het recht voor te behouden artikel 11 in zijn geheel niet toe te passen. Erkennende dat, wanneer de gedekte belastingverdragen een vrijwaringsclausule bevatten, de inhoud ervan over het algemeen aangepast is in functie van het gedekte belastingverdrag, staat alinea b) bovendien de Partijen toe zich het recht voor te behouden om artikel 11 in zijn geheel niet toe te passen met betrekking tot de gedekte belastingverdragen die reeds een vrijwaringsclausule bevatten.

154. Paragraaf 26.16 van de Commentaar bij artikel 1 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen in het rapport over Actie 2 (bladzijde 143) merkt op dat een vrijwaringsclausule de bepaling betreffende fiscaal transparante entiteiten zou vervolledigen. Daarom wordt verwacht dat een

Partij die de in artikel 3(1) opgenomen bepaling betreffende transparante entiteiten aanneemt, ook een bepaling zou aannemen die ervoor zorgt dat de toepassing ervan de belastingheffing door een verdragsluitend rechtsgebied van zijn inwoners niet belemmert, zoals de vrijwaringsclausule waarin artikel 11 voorziet. In het besef dat sommige Partijen een meer doelgerichte oplossing kunnen verkiezen, staat alinea a) de Partijen echter toe om zich het recht voor te behouden om artikel 11 niet toe te passen. In dergelijk geval dient artikel 3(3) om een vrijwaringsclausule in te voeren die enkel verband houdt met de bepaling opgenomen in artikel 3(1).

Paragraaf 4

155. Paragraaf 4 verplicht elke Partij (niet zijnde een Partij die zich krachtens paragraaf 3(a) of (b) het recht voorbehouden heeft om artikel 11 in zijn geheel niet toe te passen op al haar gedekte belastingverdragen of op haar gedekte belastingverdragen die reeds een bepaling van hetzelfde type bevatten) de depositaris voor elk van haar gedekte belastingverdragen ervan in kennis te stellen of het al dan niet een bestaande vrijwaringsclausule bevat, en zo ja, van het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Een bestaande bepaling van een gedekt belastingverdrag zou vervangen worden door de bepalingen van paragraaf 1 wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot de bestaande bepaling gedaan hebben. In de andere gevallen zou paragraaf 1 enkel voorrang hebben op de bepalingen van het gedekte belastingverdrag voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met paragraaf 1.

DEEL IV. ONTWIJKING VAN DE KWALIFICATIE ALS VASTE INRICHTING

156. De werkzaamheden rond Actie 7 hebben geleid tot wijzigingen aan de definitie van vaste inrichting om te voorkomen dat de kwalificatie als vaste inrichting kunstmatig wordt ontweken in verband met BEPS, daaronder begrepen door middel van *commissionair*structuren en de uitzonderingen voor specifieke activiteiten. Deel IV van de Overeenkomst bevat vier artikelen die voortgekomen zijn uit de werkzaamheden rond Actie 7. Die artikelen hebben tot doel de bestaande belastingverdragen te wijzigen om aldus een antwoord te bieden op het kunstmatig ontwijken van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van: (i) *commissionair*structuren en soortgelijke strategieën (artikel 12 van de Overeenkomst); (ii) uitzonderingen voor specifieke activiteiten (artikel 13 van de Overeenkomst); en (iii) het splitsen van contracten (artikel 14 van de Overeenkomst). Artikel 15 van de Overeenkomst geeft de omschrijving van de uitdrukking "nauw met een onderneming verbonden" die gebruikt wordt in artikel 12 tot en met 14.

Artikel 12 — Kunstmatige ontwijing van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van *commissionair*structuren en soortgelijke strategieën

157. De werkzaamheden rond Actie 7 hebben geleid tot de wijziging van de formulering van artikel 5(5) en (6) van de versie 2014 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, om de kunstmatige ontwijing van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van *commissionair*structuren en soortgelijke strategieën aan te pakken. Artikel 12 van de Overeenkomst, dat bestaat uit 6 paragrafen, geeft aan hoe de wijzigingen die voortkomen uit de werkzaamheden rond Actie 7 moeten geïntegreerd worden in de gedekte belastingverdragen.

Paragraaf 1

158. Paragraaf 1 is gebaseerd op de tekst van artikel 5(5) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, weergegeven op bladzijde 16 van het rapport over Actie 7 (Tegengaan van kunstmatige ontwijing van de kwalificatie als vaste inrichting), die luidt als volgt:

5. Wanneer een persoon ten behoeve van een onderneming optreedt in een overeenkomstsluitende Staat, en daarbij gewoonlijk overeenkomsten sluit, of gewoonlijk de voornaamste rol speelt in het proces dat leidt tot het sluiten van overeenkomsten, die

stelselmatig zonder materiële wijziging door de onderneming gesloten worden, en die overeenkomsten gesloten zijn

a) namens de onderneming, of

b) voor de eigendomsoverdracht of voor het verlenen van het gebruiksrecht van goederen die aan die onderneming toebehoren of ter zake waarvan die onderneming het gebruiksrecht heeft, of

c) voor het verstrekken van diensten door die onderneming,

wordt die onderneming, niettegenstaande de bepalingen van paragraaf 1 en 2 maar onder voorbehoud van het bepaalde in paragraaf 6, geacht in die Staat een vaste inrichting te hebben ter zake van alle activiteiten welke die persoon voor de onderneming verricht, tenzij de activiteiten van die persoon beperkt blijven tot de in paragraaf 4 vermelde activiteiten die, indien zij met behulp van een vaste bedrijfsinrichting zouden uitgeoefend worden, deze vaste bedrijfsinrichting niet tot een vaste inrichting zouden maken ingevolge de bepalingen van die paragraaf.

159. De bepaling in paragraaf 1 geeft de wijzigingen weer aan de modeltekst van artikel 5(5) om de daarin gebruikte terminologie in overeenstemming te brengen met de terminologie die in de Overeenkomst gebruikt wordt, en om verwijzingen naar paragrafen van het OESO-modelverdrag inzake belastingen te vervangen door een beschrijving van die bepalingen. Aangezien de werkzaamheden rond Actie 7 ook geleid hebben tot wijzigingen aan artikel 5(4) en (6) van de versie 2014 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, werden bovendien ook wijzigingen aangebracht aan de modeltekst van artikel 5(5) om ermee rekening te houden dat de equivalente bepalingen van artikel 5(4) en (6) van de gedekte belastingverdragen gewijzigd konden zijn door de bepalingen van de Overeenkomst.

Paragraaf 2

160. Paragraaf 2 is gebaseerd op artikel 5(6)(a) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, zoals uiteengezet op bladzijde 16 van het rapport over Actie 7, dat luidt als volgt:

Paragraaf 5 is niet van toepassing indien de persoon, die in een overeenkomstsluitende Staat optreedt ten behoeve van een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat, in eerstgenoemde Staat een bedrijf uitoefent als een onafhankelijke vertegenwoordiger en voor de onderneming handelt in de normale uitoefening van dat bedrijf. Wanneer een persoon evenwel uitsluitend of bijna uitsluitend optreedt ten behoeve van een of meer ondernemingen waarmee hij nauw verbonden is, wordt die persoon ten opzichte van die onderneming of ondernemingen niet geacht een onafhankelijke vertegenwoordiger te zijn in de zin van deze paragraaf.

161. Er werden in paragraaf 2 wijzigingen aangebracht aan de tekst van artikel 5(6)(a) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen om de daarin gebruikte terminologie in overeenstemming te brengen met de terminologie die in de Overeenkomst gebruikt wordt, en om verwijzingen naar artikel 5(5) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen te vervangen door een verwijzing naar artikel 12(1) van de Overeenkomst.

Paragraaf 3

162. Paragraaf 3 is een verenigbaarheidsclausule die de interactie beschrijft tussen paragraaf 1 en 2 en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen. Bestaande belastingverdragen kunnen een

brede waaier van dergelijke bepalingen bevatten. Hoewel veel van die bepalingen gebaseerd zijn op artikel 5(5) van de versie 2014 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, bevatten de bestaande belastingverdragen vaak varianten die gebaseerd zijn op artikel 5(5)(b) van de versie 2011 van het VN-modelverdrag inzake belastingen of op bepalingen die binnen een bilateraal kader werden aangepast.

163. Paragraaf 3(a) bepaalt dat paragraaf 1 de bepalingen van een gedekt belastingverdrag zou vervangen voor zover de bepalingen de omstandigheden beschrijven waaronder een onderneming geacht wordt een “afhankelijke vertegenwoordiger - vaste inrichting” te hebben, maar uitsluitend voor zover die varianten betrekking hebben op het geval waarbij een persoon een machtiging bezit om in de naam van een onderneming overeenkomsten af te sluiten en dit recht gewoonlijk uitoefent. De verwijzing naar overeenkomsten “in de naam van” beoogt andere veelvoorkomende varianten te dekken, daaronder begrepen “ten behoeve van”, “namens”, “die bindend zijn voor” of andere varianten die gewoonlijk worden gebruikt. Artikel 12(1) is echter niet bedoeld om te worden toegepast op een bepaling of een deel van een bepaling waarbij een onderneming geacht kan worden een vaste inrichting te hebben voor een andere reden dan een machtiging om overeenkomsten af te sluiten die bindend zijn voor een andere onderneming. Artikel 12(1) zou bijvoorbeeld niet van toepassing zijn op een bepaling die naar het voorbeeld is opgesteld van artikel 5(5)(b) van de versie 2011 van het VN-modelverdrag inzake belastingen en een bepaling die stelt dat een persoon geacht wordt een vaste inrichting te hebben wanneer de persoon orders voor de onderneming verwerft. Dergelijke bepalingen zouden niet beïnvloed worden door de toepassing van artikel 12.

164. Paragraaf 3(b) bepaalt dat paragraaf 2 de bepalingen van een gedekt belastingverdrag zou vervangen op grond waarvan een onderneming niet geacht wordt een vaste inrichting in een verdragsluitend rechtsgebied te hebben ter zake van een activiteit die een onafhankelijke vertegenwoordiger voor de onderneming uitoefent. Zulke bepalingen van een gedekt belastingverdrag zouden diegene omvatten die naar het voorbeeld zijn opgesteld van, bijvoorbeeld, artikel 5(6) van de versie 2014 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen of artikel 5(7) van de versie 2011 van het VN-modelverdrag inzake belastingen, alsmede bepalingen van hetzelfde type die bilateraal onderhandeld werden.

Paragraaf 4

165. Aangezien de bepalingen die gaan over kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van *commissionair*structuren en soortgelijke strategieën niet vereist zijn om aan een minimumstandaard te voldoen, laat paragraaf 4 een Partij toe om zich het recht voor te behouden om artikel 12 in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen.

Paragraaf 5

166. Paragraaf 5 vereist dat elke Partij (behalve een Partij die zich het recht heeft voorbehouden om artikel 12 in zijn geheel niet toe te passen) de depositaris in kennis stelt van elk van haar gedekte belastingverdragen die een bestaande bepaling van hetzelfde type als de bepaling in paragraaf 1 bevat, en van het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Paragraaf 1 zou uitsluitend van toepassing zijn op een bepaling van een gedekt belastingverdrag wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekt belastingverdrag een dergelijke kennisgeving gedaan hebben.

Paragraaf 6

167. Paragraaf 6 vereist dat elke Partij (behalve een Partij die zich het recht heeft voorbehouden om artikel 12 in zijn geheel niet toe te passen) de depositaris in kennis stelt van elk van haar gedekte belastingverdragen die een bestaande bepaling van hetzelfde type als de bepaling in paragraaf 2 bevat, en van het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Paragraaf 2 zou uitsluitend van toepassing zijn op een bepaling van een gedekt belastingverdrag wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekt belastingverdrag een dergelijke kennisgeving gedaan hebben.

Artikel 13 — Kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van uitzonderingen voor specifieke activiteiten

168. Artikel 5(4) van de versie 2014 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen bevat een lijst van uitzonderingen (de “uitzonderingen voor specifieke activiteiten”) op de kwalificatie als vaste inrichting wanneer een bedrijfsinrichting uitsluitend gebruikt wordt voor specifiek opgesomde activiteiten. De werkzaamheden rond Actie 7 hebben geleid tot wijzigingen aan de tekst van artikel 5(4) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen om situaties aan te pakken waarin de uitzonderingen voor specifieke activiteiten aanleiding geven tot bezorgdheden inzake BEPS. Artikel 13 van de Overeenkomst brengt dit deel van de werkzaamheden rond Actie 7 ten uitvoer.

Paragraaf 1

169. De werkzaamheden rond Actie 7 hebben geleid tot wijzigingen aan de tekst van artikel 5(4) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, zoals weergegeven op bladzijde 28 en 29 van het rapport over Actie 7, om te benadrukken dat de daarin opgesomde activiteiten slechts indien ze van voorbereidende aard zijn of het karakter van hulpwerkzaamheid hebben, niet geacht worden een vaste inrichting te vormen. Paragraaf 30.1 van de Commentaar bij artikel 5 (zie bladzijde 38 van het rapport over Actie 7) merkt echter op dat sommige Staten van oordeel zijn dat sommige van de activiteiten die opgesomd zijn in artikel 5(4) van de versie 2014 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen op zich al van voorbereidende aard zijn of het karakter van hulpwerkzaamheid hebben en dat het, om de zekerheid voor de belastingadministraties en de belastingplichtigen te verhogen, niet nodig is om uitdrukkelijk te bepalen dat de bedoelde activiteiten van voorbereidende aard moeten zijn of het karakter van hulpwerkzaamheid moeten hebben. Die Staten zijn van oordeel dat het door het opnemen van een anti-fragmentatiereguleerregel mogelijk gemaakt wordt om zich te richten op het misbruik van de uitzonderingen voor specifieke activiteiten. In paragraaf 30.1 werd dan ook een alternatieve bepaling opgenomen waarin dat standpunt weergegeven wordt. Artikel 5(4), zoals het voorkomt op bladzijde 28 en 29 van het rapport over Actie 7, wordt weergegeven in artikel 13(2) (Optie A) en de bepaling die opgenomen is in paragraaf 30.1 van de Commentaar bij artikel 5 wordt weergegeven in artikel 13(3) (Optie B). Artikel 13(1) bepaalt dat een Partij ervoor kan kiezen om Optie A of Optie B toe te passen, of om geen van die opties toe te passen.

Paragraaf 2 - Optie A

170. Optie A is gebaseerd op de principes die tot uiting komen in de tekst van artikel 5(4) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, dat weergegeven is op bladzijde 28 en 29 van het rapport over Actie 7 om in te gaan op de bezorgdheden omtrent het kunstmatig ontwijken van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van uitzonderingen voor specifieke activiteiten. De modeltekst van artikel 5(4) luidt als volgt:

4. *Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van dit artikel wordt een "vaste inrichting" niet aanwezig geacht indien:*

- a) gebruik wordt gemaakt van inrichtingen, uitsluitend voor de opslag, uitstalling of levering van aan de onderneming toebehorende goederen of koopwaar;***
- b) een voorraad van aan de onderneming toebehorende goederen of koopwaar wordt aangehouden, uitsluitend voor opslag, uitstalling of levering;***
- c) een voorraad van aan de onderneming toebehorende goederen of koopwaar wordt aangehouden, uitsluitend voor de bewerking of verwerking door een andere onderneming;***

- d) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om voor de onderneming goederen aan te kopen of inlichtingen in te winnen;*
- e) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om voor de onderneming andere werkzaamheden te verrichten;*
- f) het aanhouden van een vaste bedrijfsinrichting met als enig doel een combinatie van de in alinea a) tot e) genoemde activiteiten te verrichten;*

op voorwaarde dat die activiteit, of, in het geval van alinea f), het geheel van de activiteiten van de vaste bedrijfsinrichting, van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheid heeft.

171. In het besef dat de uitzonderingen voor specifieke activiteiten die in de bestaande belastingverdragen zijn opgesomd dikwijls activiteiten bevatten die verschillen van de modeltekst van artikel 5(4) (daaronder begrepen varianten die gebaseerd zijn op artikel 5(4) van de versie 2011 van het VN-modelverdrag inzake belastingen en in sommige gevallen, bilateraal onderhandelde activiteiten die in aanmerking komen), werd artikel 13(2) van de Overeenkomst zodanig opgesteld dat de beginselen die vastgelegd zijn in de modeltekst van artikel 5(4) toegepast worden op de specifieke activiteiten die reeds opgesomd zijn in de gedekte belastingverdragen, eerder dan die activiteiten te vervangen door de lijst met specifieke activiteiten die opgenomen is in het OESO-modelverdrag inzake belastingen. In het geval van een gedekt belastingverdrag met een tekst die identiek is aan die van artikel 5 van de versie 2014 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen of de versie 2011 van het VN-modelverdrag inzake belastingen, zou artikel 13(2)(a) bijgevolg overeenstemmen met artikel 5(4)(a) tot en met (d) van het gedekt belastingverdrag. Artikel 13(2)(b) van de Overeenkomst en artikel 13(2)(c) zouden overeenstemmen met respectievelijk artikel 5(4)(e) en (f) van het gedekt belastingverdrag. Het toepassen van artikel 13(2) van de Overeenkomst zou tot gevolg hebben dat de uitzonderingen voor activiteiten die beschreven zijn in artikel 5(4)(a) tot en met (d) van het gedekte belastingverdrag, behouden blijven, met dien verstande dat die activiteiten onderworpen zijn aan de voorwaarde dat ze van voorbereidende aard zijn of het karakter van hulpwerkzaamheid hebben. Dit zou het geval zijn ongeacht of dat verdragsluitend rechtsgebied van oordeel is dat de uitzonderingen in artikel 5(4)(a) tot en met (d) van dat gedekt belastingverdrag op zich beschouwd worden als uitzonderingen op de kwalificatie als vaste inrichting, of van oordeel is dat die uitzonderingen reeds afhankelijk zijn van de voorwaarde dat de activiteit van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheid heeft.

Paragraaf 3 - Optie B

172. Optie B is gebaseerd op de bepaling die opgenomen is in paragraaf 30.1 van de Commentaar bij artikel 5 (zie bladzijde 38 van het rapport over Actie 7), die luidt als volgt:

4. Niettegenstaande de voorgaande bepalingen van dit artikel wordt een "vaste inrichting" niet aanwezig geacht indien:

- a) gebruik wordt gemaakt van inrichtingen, uitsluitend voor de opslag, uitstalling of levering van aan de onderneming toebehorende goederen of koopwaar;*
- b) een voorraad van aan de onderneming toebehorende goederen of koopwaar wordt aangehouden, uitsluitend voor opslag, uitstalling of levering;*

- c) een voorraad van aan de onderneming toebehorende goederen of koopwaar wordt aangehouden, uitsluitend voor de bewerking of verwerking door een andere onderneming;*
- d) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om voor de onderneming goederen aan te kopen of inlichtingen in te winnen;*
- e) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om voor de onderneming enige activiteit te verrichten die niet is vermeld in alinea a) tot d), op voorwaarde dat die activiteit van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheid heeft, of*
- f) een vaste bedrijfsinrichting wordt aangehouden, uitsluitend om verscheidene van de in alinea a) tot e) vermelde werkzaamheden te verrichten, op voorwaarde dat het geheel van de werkzaamheden van de vaste bedrijfsinrichting van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheden heeft.*

173. Zoals bij Optie A werd de tekst in Optie B herzien om rekening te houden met het feit dat de in de gedekte belastingverdragen opgesomde uitzonderingen voor specifieke activiteiten zouden kunnen verschillen van de bepaling die voorkomt in paragraaf 30.1 van de Commentaar bij artikel 5. In het geval van een gedekt belastingverdrag met een tekst die identiek is aan die van artikel 5 van de versie 2014 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen of de versie 2011 van het VN-modelverdrag inzake belastingen, zou artikel 13(3)(a) bijgevolg overeenstemmen met artikel 5(4)(a) tot en met (d) van het gedekt belastingverdrag. Artikel 13(3)(b) en artikel 13(3)(c) van de Overeenkomst zouden overeenstemmen met respectievelijk artikel 5(4)(e) en (f) van het gedekte belastingverdrag. Het toepassen van artikel 13(3) van de Overeenkomst zou tot gevolg hebben dat de uitzonderingen voor activiteiten die beschreven zijn in artikel 5(4)(a) tot en met (d) van het gedekte belastingverdrag, behouden blijven, maar verzekeren dat die uitzonderingen van toepassing zijn ongeacht of de activiteit al dan niet van voorbereidende aard is of al dan niet het karakter van hulpwerkzaamheid heeft. Dit zou het geval zijn ongeacht of dat verdragsluitend rechtsgebied van oordeel is dat de uitzonderingen in artikel 5(4)(a) tot en met (d) van dat gedekt belastingverdrag op zich beschouwd worden als uitzonderingen op de kwalificatie als vaste inrichting, of van oordeel is dat die uitzonderingen reeds afhankelijk zijn van de voorwaarde dat de activiteit van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheid heeft. Er is evenwel voorzien in een uitzondering in artikel 13(3)(a) teneinde de bestaande bepalingen van een gedekt belastingverdrag te behouden die uitdrukkelijk bepalen dat een specifieke activiteit niet geacht wordt een vaste inrichting te zijn op voorwaarde dat de activiteit van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheid heeft.

Paragraaf 4

174. Paragraaf 4 is gebaseerd op de tekst van het nieuwe artikel 5(4.1) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, die is weergegeven op bladzijde 39 van het rapport over Actie 7 om de fragmentatie van activiteiten tussen nauw verbonden partijen aan te pakken. Paragraaf 4.1 luidt als volgt:

4.1 Paragraaf 4 is niet van toepassing op een vaste bedrijfsinrichting die door een onderneming gebruikt of aangehouden wordt indien diezelfde onderneming of een nauw daarmee verbonden onderneming op dezelfde plaats of op een andere plaats in dezelfde overeenkomstsluitende Staat bedrijfsactiviteiten uitoefent, en:

- a) *die plaats of die andere plaats voor de onderneming of voor de nauw daarmee verbonden onderneming een vaste inrichting is krachtens de bepalingen van dit artikel, of*
- b) *het geheel van de activiteiten dat resulteert uit de combinatie van de activiteiten die door de twee ondernemingen op dezelfde plaats, of door dezelfde onderneming of nauw daarmee verbonden ondernemingen op de twee plaatsen worden uitgeoefend, niet van voorbereidende aard is of het karakter van hulpwerkzaamheid heeft,*

op voorwaarde dat de bedrijfsactiviteiten die door de twee ondernemingen op dezelfde plaats, of door diezelfde onderneming of nauw daarmee verbonden ondernemingen op de twee plaatsen worden uitgeoefend, aanvullende taken zijn die deel uitmaken van een samenhangende bedrijfsvoering.

175. In artikel 13(4) werden wijzigingen aangebracht aan de modeltekst van artikel 5(4.1) om de daarin gebruikte terminologie conform te maken aan de terminologie die in de Overeenkomst gebruikt wordt. Daarnaast werd de verwijzing naar artikel 5(4) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen vervangen door een beschrijving van die bepaling (zoals die kan gewijzigd worden door artikel 13(2) of (3)).

Paragraaf 5

176. Paragraaf 5 bevat verenigbaarheidsclausules die de interactie beschrijven tussen artikel 13(2) tot en met (4) en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen.

177. Paragraaf 5(a) bepaalt dat artikel 13(2) of (3) van toepassing is in de plaats van de desbetreffende gedeelten van bepalingen van een gedekt belastingverdrag die een lijst beschrijven van specifieke activiteiten die niet geacht worden een vaste inrichting te zijn, zelfs als de activiteit uitgeoefend wordt met behulp van een vaste bedrijfsinrichting. Zulke bepalingen van een gedekt belastingverdrag zouden diegene omvatten die bijvoorbeeld zijn opgesteld naar het voorbeeld van artikel 5(4) van de versie 2014 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen of van de versie 2011 van het VN-modelverdrag inzake belastingen, alsmede bepalingen van hetzelfde type die bilateraal onderhandeld werden. Het zinsdeel “bepalingen van een gedekt belastingverdrag die een vergelijkbare uitwerking hebben”, dat opgenomen is in paragraaf 5(a) en (b), zou bijvoorbeeld bepalingen van een gedekt belastingverdrag omvatten die de specifieke activiteiten die niet geacht worden een vaste inrichting te zijn in één enkele zin beschrijven, eerder dan er een opsomming van te geven, maar zou bijvoorbeeld niet specifieke bepalingen omvatten die stellen dat een project of een activiteit slechts een vaste inrichting is indien voldaan is aan een tijds criterium.

178. Paragraaf 5(b) bepaalt dat artikel 13(4) van toepassing is op bepalingen van een gedekt belastingverdrag (zoals die gewijzigd kunnen worden door paragraaf 2 of 3) die een lijst beschrijven van specifieke activiteiten die niet geacht worden een vaste inrichting te zijn, zelfs als de activiteit uitgeoefend wordt met behulp van een vaste bedrijfsinrichting. Zulke bepalingen van een gedekt belastingverdrag zouden diegene omvatten die bijvoorbeeld zijn opgesteld naar het voorbeeld van artikel 5(4) van de versie 2014 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen of van de versie 2011 van het VN-modelverdrag inzake belastingen, alsmede bepalingen van hetzelfde type die bilateraal onderhandeld werden.

Paragraaf 6

179. Aangezien de bepalingen die de kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van uitzonderingen voor specifieke activiteiten en de fragmentatie van de activiteiten tussen nauw verbonden partijen aanpakken, niet vereist zijn om aan een

minimumstandaard te voldoen, kan een Partij zich het recht voorbehouden om artikel 13 in zijn geheel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen. Een Partij die kiest om Optie A krachtens artikel 13(1) toe te passen, kan zich ook het recht voorbehouden om artikel 13(2) (Optie A) niet toe te passen op de bepalingen van een gedekt belastingverdrag die reeds uitdrukkelijk bepalen dat de daarin opgesomde activiteiten slechts indien ze van voorbereidende aard zijn of het karakter van hulpwerkzaamheid hebben, niet geacht worden een vaste inrichting te zijn. Tot slot kan een Partij zich het recht voorbehouden om artikel 13(4) niet toe te passen.

Paragraaf 7

180. Paragraaf 7 vereist dat de Partijen die gekozen hebben voor Optie A (artikel 13(2)) of Optie B (artikel 13(3)), de depositaris kennisgeven van hun keuze van optie. Die kennisgeving zou ook een lijst bevatten van elk van hun gedekte belastingverdragen die de uitzonderingen voor specifieke activiteiten bevatten, daaronder begrepen die welke binnen de reikwijdte vallen van een voorbehoud op grond van paragraaf 6(b), alsook het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Een optie zou slechts van toepassing zijn op een bepaling indien alle verdragsluitende rechtsgebieden ervoor gekozen hebben dezelfde optie toe te passen en een dergelijke kennisgeving met betrekking tot die bepaling hebben gedaan.

Paragraaf 8

181. Paragraaf 8 verplicht elke Partij die zich niet het recht voorbehouden heeft om paragraaf 4 (of artikel 13 in zijn geheel) niet toe te passen, de depositaris kennis te geven van elk van haar gedekte belastingverdragen die uitzonderingen voor specifieke activiteiten bevat, alsook van het nummer van het artikel en van de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Om dubbel werk te voorkomen, wordt die kennisgeving niet opgelegd aan de Partijen die ervoor hebben gekozen om een optie krachtens paragraaf 1 toe te passen, aangezien die Partijen verplicht zijn een kennisgeving te doen overeenkomstig paragraaf 7 waarin een lijst is opgenomen van hun gedekte belastingverdragen die de uitzonderingen voor specifieke activiteiten bevatten, zelfs indien ze een voorbehoud hebben gemaakt op grond van paragraaf 6(b). Paragraaf 4 is uitsluitend van toepassing op een bepaling van een gedekt belastingverdrag wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden een dergelijke kennisgeving met betrekking tot die bepaling hebben gedaan krachtens paragraaf 7 of paragraaf 8.

Artikel 14 — Splitsen van contracten

182. In het rapport over Actie 7 werd opgemerkt dat het splitsen van contracten een mogelijke strategie is voor de kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door misbruik te maken van de uitzondering in artikel 5(3) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen. In het rapport over Actie 7 werd verder opgemerkt dat de bepaling van het criterium van de voornaamste doelen die bezorgdheden inzake BEPS zal aanpakken die betrekking hebben op het onrechtmatig splitsen van contracten. Het rapport over Actie 7 omvat een ontwerpbeepaling die in het bijzonder gaat over het splitsen van contracten voor gebruik in verdragen die geen bepaling van het criterium van de voornaamste doelen zouden bevatten, of voor verdragsluitende rechtsgebieden die zulke misbruiken uitdrukkelijk wensen aan te pakken. Artikel 14 van de Overeenkomst voorziet in de implementatie van die bepaling.

Paragraaf 1

183. Paragraaf 1 is gebaseerd op de tekst van de herziene paragraaf 18.1 van de Commentaar op artikel 5, die weergegeven wordt op bladzijde 43 van het rapport over Actie 7, zoals dat aangepast is in de loop van de opvolgingswerkzaamheden die werden uitgevoerd door WP1. De versie van de bepaling die werd ontwikkeld door WP1 op het ogenblik dat de Overeenkomst werd uitgewerkt, luidt als volgt:

Met als enig doel vast te stellen of de in paragraaf 3 bedoelde periode van twaalf maanden overschreden werd,

- a) *wanneer een onderneming van een overeenkomstsluitende Staat in de andere overeenkomstsluitende Staat activiteiten uitoefent op een plaats van uitvoering van een bouwwerk of van constructiewerkzaamheden, en die activiteiten uitgeoefend worden gedurende een of meer tijdvakken die in totaal langer duren dan 30 dagen, zonder langer te duren dan twaalf maanden, en*
- b) *wanneer er door een of meer ondernemingen die nauw verbonden zijn met eerstgenoemde onderneming daarmee verband houdende activiteiten worden uitgeoefend op diezelfde plaats van uitvoering van een bouwwerk of van constructiewerkzaamheden gedurende verschillende tijdvakken die elk meer bedragen dan 30 dagen,*

zullen die verschillende tijdvakken samengevoegd worden bij de totale tijd gedurende dewelke de eerstgenoemde onderneming activiteiten heeft uitgeoefend op die plaats van uitvoering van dat bouwwerk of die constructiewerkzaamheden.

184. Er werden aan bovenstaande tekst wijzigingen aangebracht om de daarin gebruikte terminologie in overeenstemming te brengen met de terminologie die in de Overeenkomst gebruikt wordt. Bovendien werd de verwijzing naar “de periode van twaalf maanden waarnaar verwezen wordt in paragraaf 3 [van artikel 5 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen]” - in overeenstemming met de andere bepalingen van de Overeenkomst - vervangen door een beschrijving van die bepaling. Aangezien de beschrijving van activiteiten en plaatsen die gedekt worden door de bestaande bepalingen bovendien kunnen afwijken van deze die gedekt worden door het OESO-modelverdrag inzake belastingen (bijvoorbeeld, omdat zij opgesteld zijn naar het voorbeeld van artikel 5(3)(a) van de versie 2011 van het VN-modelverdrag inzake belastingen, of de weergave zijn van bilaterale onderhandelingen), werden artikel 14(1)(a) en (b) van de Overeenkomst opgesteld om deze bestaande variaties weer te geven.

Paragraaf 2

185. Paragraaf 2 is de verenigbaarheidsclausule die de interactie beschrijft tussen artikel 14(1) van de Overeenkomst en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen. De verenigbaarheidsclausule bepaalt dat de regel inzake het splitsen van contracten van toepassing is in de plaats van, of bij het ontbreken van, bepalingen in gedekte belastingverdragen voor zover die bepalingen betrekking hebben op de splitsing van contracten in verscheidene delen met als doel de toepassing te vermijden van een termijn met betrekking tot het bestaan van een vaste inrichting voor specifieke projecten of activiteiten. Veel verdragen bevatten regels tegen het splitsen die van toepassing zijn op een brede waaier van activiteiten, waarvan slechts sommigen gedekt zouden kunnen zijn door de bepaling van artikel 14. Het is de bedoeling van paragraaf 2 om enkel die bestaande regels te vervangen in de mate dat zij verband houden met de activiteiten die beschreven zijn in paragraaf 1 en om niet te raken aan die regels met betrekking tot activiteiten die niet binnen de werkingssfeer van paragraaf 1 vallen. Dit zou bijvoorbeeld het geval zijn daar waar dezelfde regel tegen het splitsen gebruikt wordt voor een bepaling die betrekking heeft op bouwwerkzaamheden die uitgeoefend worden met behulp van een vaste bedrijfsinrichting en voor een bepaling die oordeelt dat een vaste inrichting geacht wordt te bestaan in het geval dat er diensten verschaft worden die niet gebonden zijn aan een specifieke bedrijfsinrichting.

Paragraaf 3

186. Aangezien de bepalingen die gaan over kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door het splitsen van contracten niet vereist zijn om aan een minimumstandaard te voldoen, laat paragraaf 3(a) een Partij toe om zich het recht voor te behouden om artikel 14 in zijn geheel niet toe te passen met betrekking tot haar gedekte belastingverdragen. Bovendien erkennende dat een

gedekt belastingverdrag regels zou kunnen bevatten tegen het splitsen van contracten die specifiek betrekking hebben op de exploratie of exploitatie van natuurlijke rijkdommen, en dat deze bepalingen regelmatig zorgvuldig onderhandeld zijn, laat paragraaf 3(b) aan een Partij toe om een voorbehoud te maken over de toepassing van artikel 14(1), enkel met betrekking tot het bestaan van een vaste inrichting die verband houdt met de exploratie of exploitatie van natuurlijke rijkdommen.

Paragraaf 4

187. Paragraaf 4 vereist dat elke Partij (behalve een Partij die zich het recht heeft voorbehouden om het artikel in zijn geheel niet toe te passen) de depositaris in kennis stelt of elk van haar gedekte belastingverdragen al dan niet een bestaande bepaling bevat tegen het splitsen van contracten die niet binnen de reikwijdte valt van een voorbehoud als bedoeld in paragraaf 3(b), en zo ja, het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekte belastingverdrag dergelijke kennisgeving hebben gedaan, zal paragraaf 1 zulke bepalingen vervangen in de mate als bepaald door paragraaf 2. In andere gevallen zal paragraaf 1 van toepassing zijn op een gedekt belastingverdrag, maar zal de paragraaf uitsluitend voorrang hebben op de bestaande bepalingen van het gedekte belastingverdrag in de mate dat die bepalingen onverenigbaar zijn met paragraaf 1.

Artikel 15 — Definitie van een nauw met een onderneming verbonden persoon

Paragraaf 1

188. Paragraaf 1 beschrijft de voorwaarden waaronder een persoon zal beschouwd worden als zijnde “nauw verbonden” met een onderneming voor de artikelen 12,13 en 14. De definitie is gebaseerd op de tekst van artikel 5(6)(b) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen, zoals uiteengezet op bladzijde 16 en 17 van het rapport over Actie 7, die luidt als volgt:

b) Voor de toepassing van dit Artikel is een persoon nauw verbonden met een onderneming, indien uit alle relevante feiten en omstandigheden blijkt dat de ene zeggenschap heeft in de andere of dat ze beiden onder zeggenschap staan van dezelfde personen of ondernemingen. In elk geval wordt een persoon geacht nauw verbonden te zijn met een onderneming indien de ene onmiddellijk of middellijk meer dan 50 percent bezit van het uiteindelijk belang in de andere persoon (of, in het geval van een vennootschap, meer dan 50 percent bezit van het totale aantal stemmen en de waarde van de aandelen van de vennootschap of van het uiteindelijk belang in het vermogen van de vennootschap) of indien een andere persoon onmiddellijk of middellijk meer dan 50 percent bezit van het uiteindelijk belang in de persoon en in de onderneming (of, in het geval van een vennootschap, meer dan 50 percent bezit van het totale aantal stemmen en de waarde van de aandelen van de vennootschap of van het uiteindelijk belang in het vermogen van de vennootschap) in de persoon en in de onderneming.

189. Om de structuur van de Overeenkomst weer te geven werd de verwijzing naar “dit artikel” vervangen door verwijzingen naar de bepalingen van de gedekte belastingovereenkomst die werden gewijzigd door artikelen 12, 13 en 14 van de Overeenkomst, om te garanderen dat het enkel van toepassing is op bepalingen van de gedekte belastingovereenkomst die door die artikelen gewijzigd worden om het concept van een “nauw verbonden” onderneming te omvatten.

Paragraaf 2

190. Aangezien artikel 15(1) bedoeld is om van toepassing te zijn op bepalingen van een gedekt belastingverdrag die gewijzigd zijn door een bepaling van de Overeenkomst die de term “nauw verbonden met een onderneming” gebruikt (specifiek artikel 12(2), artikel 13(4) en artikel 14(1) van de Overeenkomst), kunnen Partijen zich enkel het recht voorbehouden om artikel 15 niet toe te passen

indien zij de voorbehouden gemaakt hebben die beschreven zijn in artikel 12(4), artikel 13(6)(a) of (c), en artikel 14(3)(a).

Deel V. Verbeteren van geschillenbeslechting

191. Het rapport over Actie 14 bevat een verplichting van de bij het werk betrokken jurisdicties om een minimumstandaard te implementeren voor het verbeteren van geschillenbeslechting (“de Actie 14 minimumstandaard”). De Actie 14 minimumstandaard wordt aangevuld met een reeks goede praktijken en sommige onderdelen van de Actie 14 minimumstandaard kunnen voldaan worden en sommige beste praktijken kunnen geïmplementeerd worden door specifieke bepalingen in belastingverdragen op te nemen. Deel V van de Overeenkomst voorziet manieren waarop deze bepalingen in gedekte belastingverdragen kunnen opgenomen worden.

Artikel 16 – Procedure voor onderling overleg

192. Onderdeel 1.1 van de Actie 14 minimumstandaard vereist dat jurisdicties artikel 25(1) tot en met (3) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen in hun belastingverdragen opnemen, zoals geïnterpreteerd in de commentaar bij het OESO-modelverdrag inzake belastingen en rekening houdend met de variaties in deze paragrafen, zoals bepaald is in de onderdelen 3.1 en 3.3 van de Actie 14 minimumstandaard. Artikel 16 laat Partijen toe om hun gedekte belastingverdragen te wijzigen om de inhoud op te nemen van de artikelen 25(1) tot en met (3) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen.

Paragrafen 1 tot en met 3

193. Het artikel 16(1) tot en met (3) is gebaseerd op artikel 25(1) tot en met (3) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen en omvat de wijzigingen die in het kader van de werken inzake Actie 14 aangebracht werden aan het artikel 25(1) van de versie 2014 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen teneinde de verplichting weer te geven die opgelegd werd door onderdeel 3.1 van de Actie 14 om een belastingplichtige toe te laten om een zaak voor te leggen aan de bevoegde autoriteit van beide verdragsluitende rechtsgebieden. De modeltekst van artikel 25(1) tot en met (3) luidt als volgt:

- 1. Indien een persoon van oordeel is dat de maatregelen van een overeenkomstsluitende Staat of van beide overeenkomstsluitende Staten voor hem leiden of zullen leiden tot een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de bepalingen van deze Overeenkomst, kan hij, ongeacht de rechtsmiddelen waarin het interne recht van die Staten voorziet, zijn geval voorleggen aan de bevoegde autoriteit van een van beide overeenkomstsluitende Staten. Het geval moet worden voorgelegd binnen een termijn van drie jaar vanaf de datum van de eerste kennisgeving van de maatregel die een belastingheffing ten gevolge heeft die niet in overeenstemming is met de bepalingen van de Overeenkomst.*
- 2. Indien het bezwaar haar grond voorkomt en indien zij niet zelf in staat is tot een bevredigende oplossing ervan te komen, tracht de bevoegde autoriteit de aangelegenheid in onderlinge overeenstemming met de bevoegde autoriteit van de andere overeenkomstsluitende Staat te regelen, teneinde een belastingheffing te vermijden die niet in overeenstemming is met de Overeenkomst. Elk overeengekomen regeling wordt uitgevoerd, ongeacht de termijnen waarin het interne recht van de overeenkomstsluitende Staten voorziet.*
- 3. De bevoegde autoriteiten van de overeenkomstsluitende Staten trachten moeilijkheden of twijfelpunten die mochten rijzen met betrekking tot de interpretatie of de toepassing van de Overeenkomst in onderlinge overeenstemming op te lossen. Zij kunnen ook met elkaar overleg plegen teneinde dubbele belasting te vermijden in gevallen die niet in de Overeenkomst zijn geregeld.*

194. Er werden aan de tekst van de modelbepalingen wijzigingen aangebracht om de daarin gebruikte terminologie in overeenstemming te brengen met de terminologie die in de Overeenkomst gebruikt wordt.

Paragraaf 4

195. Paragraaf 4 is een verenigbaarheidsclausule die de interactie beschrijft tussen artikel 16(1) tot en met (3) en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen. In het algemeen geven deze verenigbaarheidsclausules aan dat de leden van de *adhocgroep* er de voorkeur aan hebben gegeven om de bestaande bepalingen betreffende geschillenbeslechting te behouden, voor zover die bepalingen inhoudelijk consistent zijn met de bepalingen van de paragrafen 1,2 en 3 (en zoals deze in voorkomend geval gewijzigd zijn door de in paragraaf 5 voorziene voorbehouden). Net zoals dit voor andere artikelen geldt, voorkomen kleine variaties in taal niet dat een bepaling binnen de werkingssfeer valt van de verenigbaarheidsclausules in paragraaf 4.

196. Paragraaf 4(a) bevat twee clausules die de interactie tussen artikel 16(1) en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen als volgt uiteenzetten:

- (i) Paragraaf 4(a)(i) bepaalt dat de eerste zin van artikel 16(1) van de Overeenkomst van toepassing zou zijn in de plaats van bepalingen van een gedekt belastingverdrag die voorschrijven dat wanneer een persoon van oordeel is dat de maatregelen van een verdragsluitend rechtsgebied of van beide verdragsluitende rechtsgebieden voor die persoon leiden of zullen leiden tot een belastingheffing die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekte belastingverdrag, die persoon, ongeacht de rechtsmiddelen waarin het interne recht van die verdragsluitende rechtsgebieden voorziet, de zaak kan voorleggen aan de bevoegde autoriteit van het verdragsluitende rechtsgebied waarvan die persoon inwoner is, daaronder begrepen bepalingen die voorschrijven dat, indien de door die persoon voorgelegde zaak onder de toepassing valt van het artikel van het gedekte belastingverdrag dat betrekking heeft op non-discriminatie die op nationaliteit gebaseerd is, de zaak mag worden voorgelegd aan de bevoegde autoriteit van het verdragsluitende rechtsgebied waarvan die persoon onderdaan is. Zulke bepalingen van een gedekt belastingverdrag zouden diegene omvatten die naar het voorbeeld zijn opgesteld van, bijvoorbeeld, de eerste zin van artikel 25(1) van de versie 2014 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen of van de versie 2011 van het VN-modelverdrag inzake belastingen. Paragraaf 4(a)(i) zou ook van toepassing zijn in afwezigheid van een dergelijke bepaling in een belastingverdrag.
- (ii) Paragraaf 4(a)(ii) bepaalt dat de tweede zin van artikel 16(1) van de Overeenkomst van toepassing zou zijn in de plaats van bepalingen van een gedekt belastingverdrag die voorschrijven dat de zaak van procedure voor onderling overleg binnen een specifieke periode moet voorgelegd worden die korter is dan drie jaar vanaf de datum van de eerste kennisgeving van de maatregel die een belastingheffing ten gevolge heeft die niet in overeenstemming is met de bepalingen van een gedekt belastingverdrag. De langere termijnen die voorzien zijn in de gedekte belastingverdragen zouden op die manier bewaard worden zonder dat een voorbehoud zou nodig zijn om de tweede zin van artikel 25(1) van die gedekte belastingverdragen niet toe te passen. Bij afwezigheid van een bepaling die een periode voorschrijft waarbinnen een zaak moet voorgelegd worden, zou

paragraaf 4(a)(ii) ook de tweede zin van artikel 16(1) toevoegen aan gedekte belastingverdragen.

197. Paragraaf 4(b) bevat twee alinea's die de interactie tussen artikel 16(2) en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen als volgt uiteenzetten:

- (i) Paragraaf 4(b)(i) bepaalt dat de eerste zin van artikel 16(2) van toepassing zou zijn op gedekte belastingverdragen die geen bepaling bevatten die voorziet dat de bevoegde autoriteit aan wie de zaak door de in artikel 16(1) bedoelde persoon wordt voorgelegd zal trachten, indien het bezwaar haar gegrond voorkomt en indien zij niet zelf in staat is tot een bevredigende oplossing ervan te komen, de zaak in onderlinge overeenstemming met de bevoegde autoriteit van het andere verdragsluitende rechtsgebied te regelen, teneinde een belastingheffing te vermijden die niet in overeenstemming is met het gedekte belastingverdrag. Zulke bepalingen van een gedekt belastingverdrag zouden bijvoorbeeld diegene omvatten die opgesteld zijn naar het voorbeeld van de eerste zin van artikel 25(2) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen of van het VN-modelverdrag inzake belastingen.
- (ii) Paragraaf 4(b)(ii) bepaalt dat de tweede zin van artikel 16(2) van toepassing zou zijn op gedekte belastingverdragen die geen bepaling bevatten die voorziet dat elke via de procedure voor onderling overleg overeengekomen regeling wordt uitgevoerd ongeacht de termijnen waarin het interne recht van de verdragsluitende rechtsgebieden voorziet. Zulke bepalingen van een gedekt belastingverdrag zouden bijvoorbeeld diegene omvatten die opgesteld zijn naar het voorbeeld van de tweede zin van artikel 25(2) van de versie 2014 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen of van de versie 2011 van het VN-modelverdrag inzake belastingen.

198. Paragraaf 4(c) bevat twee alinea's die de interactie tussen artikel 16(2) en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen als volgt uiteenzetten:

- (i) Paragraaf 4(c)(i) bepaalt dat de eerste zin van artikel 16(3) van toepassing zou zijn op de gedekte belastingverdragen die geen bepaling bevatten die voorziet dat de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden zullen trachten om moeilijkheden of twijfelpunten die mochten rijzen met betrekking tot de interpretatie of de toepassing van het gedekte belastingverdrag in onderlinge overeenstemming op te lossen. Zulke bepalingen van een gedekt belastingverdrag omvatten bijvoorbeeld die bepalingen die opgesteld zijn naar het voorbeeld van de eerste zin van artikel 25(3) van de versie 2014 van het OESO-modelverdrag inzake belastingen of van de versie 2011 van het VN-modelverdrag inzake belastingen.
- (ii) Paragraaf 4(c)(ii) bepaalt dat de tweede zin van artikel 16(3) van toepassing zou zijn op de gedekte belastingverdragen die geen bepaling bevatten die voorziet dat de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden ook met elkaar overleg kunnen plegen teneinde dubbele belasting te vermijden in gevallen die niet in het belastingverdrag geregeld zijn. Zulke bepalingen van een gedekt belastingverdrag zouden bijvoorbeeld die bepalingen omvatten die opgesteld zijn naar het voorbeeld van de tweede zin van artikel 25(3) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen of van het VN-modelverdrag inzake belastingen.

Paragraaf 5

199. Zoals hierboven uiteengezet, vereist onderdeel 1.1 van de Actie 14 minimumstandaard dat jurisdicties artikel 25(1) tot en met (3) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen in hun belastingverdragen opnemen, rekening houdend met de variaties in deze paragrafen, zoals toegelaten is in de onderdelen 3.1 en 3.3 van de Actie 14 minimumstandaard. Terwijl artikel 16(1) tot en met (3) op effectieve wijze artikel 25(1) tot en met (3) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen zou opnemen in de gedekte belastingverdragen, erkent artikel 16(5) in dit verband dat het Partijen ook toegestaan is om onderdeel 1.1 van de Actie 14 minimumstandaard door administratieve maatregelen te implementeren, zoals voorzien in onderdelen 3.1 en 3.3 van de Actie 14 minimumstandaard. Artikel 16(5) voorziet voorbehouden ten opzichte van artikel 16(1) en (2) om deze variaties weer te geven.

200. Artikel 16(5)(a) laat een Partij toe om zich het recht voor te behouden om de eerste zin van artikel 16(1) niet toe te passen, en dus haar gedekt belastingverdrag niet te wijzigen om een belastingplichtige toe te laten een zaak voor te leggen aan de bevoegde autoriteit van beide verdragsluitende rechtsgebieden. Dergelijk voorbehoud is louter toegestaan op grond van het feit dat, voor elk van zijn gedekte belastingverdragen (behalve een gedekt belastingverdrag dat reeds toelaat dat de belastingplichtige een zaak voorlegt aan de bevoegde autoriteiten van beide verdragsluitende rechtsgebieden), de belastingplichtige zijn zaak mag voorleggen aan de bevoegde autoriteit van het verdragsluitend rechtsgebied waarvan hij inwoner is (of waarvan hij onderdaan is, indien de zaak betrekking heeft op de non-discriminatiebepaling die gebaseerd is op nationaliteit) en dat het verdragsluitende rechtsgebied een procedure voor wederzijdse kennisgeving of een consultatieprocedure zal opstarten met de bevoegde autoriteit van het andere verdragsluitende rechtsgebied voor zaken voorgelegd door de belastingplichtigen aan hun bevoegde autoriteit waarin hun bevoegde autoriteit het bezwaar van de belastingplichtigen als ongegrond beschouwt (met dien verstande dat dergelijke kennisgeving of consultatie niet geïnterpreteerd mag worden als consultatie over de wijze waarop de zaak opgelost moet worden). Dergelijke aanpak is toegestaan krachtens onderdeel 3.1 van de Actie 14 minimumstandaard, dat luidt als volgt:

3.1. Beide bevoegde autoriteiten moeten op de hoogte gesteld worden van verzoeken tot procedure voor onderling overleg die ingediend worden en zouden in de mogelijkheid moeten zijn om hun mening te geven over de aanvaarding of afwijzing van het verzoek. Om dit te bereiken, moeten landen:

- ***ofwel, paragraaf 1 van artikel 25 aanpassen om toe te laten dat een verzoek tot bijstand inzake procedure voor onderling overleg wordt gedaan aan de bevoegde autoriteit van één van beide overeenkomstsluitende staten,***
- ***ofwel, wanneer een verdrag niet toelaat dat een verzoek tot procedure voor onderling overleg wordt gedaan in één van beide overeenkomstsluitende staten, een wederzijdse kennisgeving of consultatieproces implementeren voor zaken waarin de bevoegde autoriteit waaraan de zaak van procedure voor onderling overleg werd voorgelegd, het bezwaar van de belastingplichtige als ongegrond beschouwt (dergelijke consultatie zal niet geïnterpreteerd worden als consultatie over de wijze waarop de zaak opgelost moet worden).***

201. Zoals hierboven uitgelegd, zou de tweede zin van artikel 16(1) van de Overeenkomst bepalingen vervangen van een gedekt belastingverdrag die voorzien dat een zaak van procedure voor onderling overleg binnen een specifieke periode moet voorgelegd worden die korter is dan drie jaar vanaf de datum van de eerste kennisgeving van de maatregel die een belastingheffing ten gevolge heeft die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekt belastingverdrag, of zou het van toepassing zou zijn indien in het belastingverdrag geen specifieke periode voorzien is. Erkennende dat het verdragsluitende rechtsgebieden vrijstaat om in hun belastingverdragen overeen te komen om de tweede zin van artikel 25(1) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen weg te

laten indien hun respectieve interne regelgeving automatisch van toepassing is en wat haar effecten betreft gunstiger is voor de belastingplichtige, ofwel omdat zij een langere tijd toelaat om bezwaren voor te leggen of omdat zij voor dat doeleinde geen tijdslimiet stelt, laat artikel 16(5)(b) een Partij toe om zich het recht voor te behouden om de tweede zin van artikel 16(1) niet toe te passen op zijn gedekte belastingverdragen waarvan de regels met betrekking tot de procedure voor onderling overleg geen specifieke regels voorzien waarbinnen de belastingplichtige de zaak moet voorleggen aan het onderzoek van de bevoegde autoriteiten. Een Partij kan dergelijk voorbehoud enkel maken indien hij de intentie heeft om te verzekeren dat zelfs indien er geen dergelijke bepaling is, het een belastingplichtige toegelaten zou zijn om zijn zaak voor te leggen binnen een periode van minstens drie jaar vanaf de datum van de eerste kennisgeving van de maatregel die een belastingheffing ten gevolge heeft die niet in overeenstemming is met de bepalingen van een gedekt belastingverdrag. Er wordt dan ook verwacht dat dergelijk voorbehoud louter gemaakt zou worden door een verdragsluitend rechtsgebied voor een gedekt belastingverdrag indien zijn interne regelgeving automatisch van toepassing is en wat haar effecten betreft gunstiger is voor de belastingplichtige, ofwel omdat zij een langere tijd toelaat om bezwaren voor te leggen of omdat zij voor dat doeleinde geen tijdslimiet stelt,

202. Artikel 16(5)(c) laat een Partij toe voorbehoud te maken wat de toepassing betreft van de tweede zin van artikel 16(2) en dus niet de uitvoering te vereisen van alle overeenkomsten die bereikt werden via de procedure voor onderling overleg, ongeacht de termijnen waarin het interne recht van de verdragsluitende rechtsgebieden voorziet. Dergelijk voorbehoud is louter toegestaan op grond van het feit dat voor al haar gedekte belastingverdragen, ofwel (i) alle via de procedure voor onderling overleg bereikte overeenkomsten zullen worden uitgevoerd ongeacht de termijnen waarin het interne recht van de verdragsluitende rechtsgebieden voorziet; of (ii) het verdragsluitend rechtsgebied de intentie heeft om aan de minimumstandaard te voldoen door in zijn bilaterale verdragsonderhandelingen alternatieve verdragsbepalingen te aanvaarden die de tijd beperken waarin een verdragsluitend rechtsgebied wijzigingen mag aanbrengen in uitvoering van bepalingen die opgesteld zijn naar het voorbeeld van artikel 9(1) of artikel 7(2) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen om laattijdige aanpassingen te vermijden die geen tegemoetkoming kunnen genieten krachtens de procedure voor onderling overleg. Dergelijke aanpak is toegestaan krachtens onderdeel 3.3 van de Actie 14 minimumstandaard, dat luidt als volgt:

3.3 Landen zouden in hun belastingverdragen de tweede zin van paragraaf 2 van artikel 25 moeten opnemen (“Elke overeengekomen regeling wordt uitgevoerd ongeacht de termijnen waarin het interne recht van de overeenkomstsluitende Staten voorziet”). Landen die de tweede zin van paragraaf 2 van artikel 25 niet kunnen invoegen in hun belastingverdragen moeten bereid zijn om andere verdragsbepalingen aan te nemen die de termijn beperken binnen dewelke een verdragsluitende staat een aanpassing mag uitvoeren in uitvoering van artikel 9(1) of van artikel 7(2), om laattijdige aanpassingen te vermijden die geen tegemoetkoming kunnen genieten krachtens de procedure voor onderling overleg.

Het is wel te verstaan dat wanneer een verdragsluitend rechtsgebied er de voorkeur aan geeft om de tweede zin van artikel 16(2) op te nemen en het ander verdragsluitend rechtsgebied zich het recht voorbehoudt om het niet toe te passen, het al dan niet toevoegen van zulke alternatieve bepaling zal bepaald worden in bilaterale onderhandelingen.

Paragraaf 6

203. Om duidelijkheid te garanderen over hoe de gedekte belastingverdragen zullen gewijzigd worden door artikel 16, vereist paragraaf 6 een aantal kennisgevingen. Paragraaf 6(a) vereist dat elke Partij (behalve een Partij die zich het recht heeft voorbehouden om de eerste zin van paragraaf 1 niet toe te passen), de depositaris in kennis stelt of elk van haar gedekte belastingverdragen al dan niet een bestaande bepaling bevat die voorziet dat een belastingplichtige zijn zaak mag voorleggen aan de

bevoegde autoriteit van een verdragsluitend rechtsgebied waarvan die persoon inwoner (of onderdaan, indien de kwestie betrekking heeft op non-discriminatie op grond van nationaliteit) en in voorkomend geval, het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag een kennisgeving hebben gedaan met betrekking tot een bepaling van een gedekt belastingverdrag, vervangt de eerste zin van paragraaf 1 die bepaling. In andere gevallen (behalve wanneer een van de overeenkomstsluitende staten zich het recht heeft voorbehouden om de eerste zin van paragraaf 1 niet toe te passen), zal de eerste zin van paragraaf 1 van toepassing zijn op het gedekt belastingverdrag, maar zal hij uitsluitend voorrang hebben op de bestaande bepalingen van het gedekte belastingverdrag in de mate dat die bepalingen onverenigbaar zijn met die zin.

204. Paragraaf 6(b)(i) vereist dat elke Partij die zich niet het recht heeft voorbehouden om de tweede zin van paragraaf 1 niet toe te passen, de depositaris in kennis stelt van de lijst van zijn gedekte belastingverdragen die voorzien dat een zaak waarnaar verwezen wordt in de eerste zin van artikel 16(1) moet voorgelegd worden binnen een specifieke termijn die korter is dan drie jaar vanaf de datum van de eerste kennisgeving van de maatregel die een belastingheffing ten gevolge heeft die niet in overeenstemming is met de bepalingen van een gedekt belastingverdrag, alsook het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. Paragraaf 6(b)(i) vereist dat elke Partij die zich niet het recht heeft voorbehouden om de tweede zin van paragraaf 1 niet toe te passen, de depositaris in kennis stelt van de lijst van zijn gedekte belastingverdragen die voorzien dat een zaak waarnaar verwezen wordt in de eerste zin van artikel 16(1) moet voorgelegd worden binnen een specifieke termijn die ten minste drie jaar bedraagt vanaf de datum van de eerste kennisgeving van de maatregel die een belastingheffing ten gevolge heeft die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekt belastingverdrag. Het gecombineerde effect van de paragrafen 6(b)(i) en 6(b)(ii) is dat de tweede zin van paragraaf 1 van toepassing zal zijn op een gedekt belastingverdrag, indien ofwel: (1) alle verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag dergelijke kennisgeving doen dat het gedekt belastingverdrag voorziet in een periode die korter is dan drie jaar; of (2) geen verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag dergelijke kennisgeving doet dat het gedekt belastingverdrag voorziet in een periode van ten minste drie jaar. In alle andere gevallen zal de tweede zin van paragraaf 1 van toepassing zijn op het gedekte belastingverdrag, maar zal zij slechts voorrang hebben op de bestaande bepalingen van het gedekte belastingverdrag voor zover die bepalingen onverenigbaar zijn met de tweede zin van paragraaf 1.

205. Paragraaf 6(c)(i) vereist dat elke Partij de depositaris in kennis stelt van de lijst van zijn gedekte belastingverdragen die geen bepalingen bevatten die voorzien dat de bevoegde autoriteit aan wie de zaak door de in paragraaf 1 bedoelde persoon wordt voorgelegd zal trachten, indien het bezwaar haar gegrond voorkomt en indien zij niet zelf in staat is tot een bevredigende oplossing ervan te komen, de zaak in onderlinge overeenstemming met de bevoegde autoriteit van het andere verdragsluitende rechtsgebied te regelen, teneinde een belastingheffing te vermijden die niet in overeenstemming is met het gedekte belastingverdrag. De eerste zin van paragraaf 2 is uitsluitend van toepassing op een gedekt belastingverdrag wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag een dergelijke kennisgeving gedaan hebben.

206. Paragraaf 6(c)(ii) bepaalt dat elke Partij (behalve een Partij die zich het recht heeft voorbehouden om de tweede zin van paragraaf 2 niet toe te passen), de depositaris in kennis zal stellen van de lijst van gedekte belastingverdragen die geen bepaling bevatten die vereisen dat elke overeengekomen regeling wordt uitgevoerd ongeacht de termijnen waarin het interne recht van de overeenkomstsluitende Staten voorziet. De tweede zin van paragraaf 2 is uitsluitend van toepassing op een gedekt belastingverdrag wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag een dergelijke kennisgeving gedaan hebben.

207. Paragraaf 6(d)(i) vereist dat elke Partij de depositaris in kennis stelt van de lijst van zijn gedekte belastingverdragen die geen bepalingen bevatten die vereisen dat de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden zullen trachten om moeilijkheden of twijfelpunten die mochten rijzen met betrekking tot de interpretatie of de toepassing van het gedekte belastingverdrag in

onderlinge overeenstemming op te lossen. De eerste zin van paragraaf 3 is uitsluitend van toepassing op een gedekt belastingverdrag wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag een dergelijke kennisgeving gedaan hebben.

208. Paragraaf 6(d)(ii) vereist dat elke Partij de depositaris in kennis stelt van de lijst van zijn gedekte belastingverdragen die geen bepalingen bevatten die voorzien dat de bevoegde autoriteiten ook met elkaar overleg kunnen plegen teneinde dubbele belasting te vermijden in gevallen die niet in het gedekt belastingverdrag geregeld zijn. De tweede zin van paragraaf 3 is uitsluitend van toepassing op een gedekt belastingverdrag wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag een dergelijke kennisgeving gedaan hebben.

Artikel 17 — Overeenkomstige aanpassingen

209. Onderdeel 1.1 van de Actie 14 minimumstandaard voorziet dat jurisdicties de procedure voor onderling overleg moeten openstellen voor zaken met betrekking tot verrekenprijzen en dat ze elk daaruit voortvloeiend onderlinge overeenstemming moeten uitvoeren (door bijvoorbeeld de gevestigde belasting op passende wijze aan te passen). In het rapport over Actie 14 wordt opgemerkt dat het efficiënter zou zijn mochten alle jurisdicties ook de mogelijkheid hebben om eenzijdig overeenkomstige aanpassingen te doen wanneer ze oordelen dat het bezwaar van de belastingplichtige gegrond is. In dit verband beveelt de goede praktijk nr. 1 van het rapport over Actie 14 jurisdicties aan om artikel 9(2) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen op te nemen in hun belastingverdragen. Artikel 17 van de Overeenkomst voorziet een mechanisme voor Partijen om deze goede praktijk uit te voeren.

Paragraaf 1

210. Paragraaf 1 is gebaseerd op de tekst van artikel 9(2) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen. Er worden aan de modeltekst van artikel 9(2) wijzigingen aangebracht om de terminologie in overeenstemming te brengen met de terminologie die in de Overeenkomst gebruikt wordt. Artikel 9(2) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen luidt als volgt:

2. Indien een overeenkomstsluitende Staat in de winst van een onderneming van die Staat winst opneemt – en dienovereenkomstig belast – ter zake waarvan een onderneming van de andere overeenkomstsluitende Staat in die andere Staat is belast, en de aldus opgenomen winst, winst is die de onderneming van de eerstgenoemde Staat zou hebben behaald indien tussen de twee ondernemingen zodanige voorwaarden zouden zijn overeengekomen als tussen onafhankelijke ondernemingen zouden zijn overeengekomen, herziet die andere Staat op passende wijze het bedrag aan belasting dat aldaar van die winst is geheven. Bij het bepalen van die herziening wordt rekening gehouden met de overige bepalingen van deze Overeenkomst en plegen de bevoegde autoriteiten van de overeenkomst-sluitende Staten indien nodig overleg met elkaar.

Paragraaf 2

211. Paragraaf 2 bevat een verenigbaarheidsclausule die de interactie beschrijft tussen artikel 17(1) van de Overeenkomst en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen. Het voorziet dat artikel 17(1) van toepassing is op gedekte belastingverdragen in de plaats van of bij afwezigheid van een bepaling die vereist dat een verdragsluitend rechtsgebied een overeenkomstige aanpassing zal doen wanneer het andere verdragsluitende rechtsgebied een aanpassing doet van de ondernemingswinst in overeenstemming met het arm's length-beginsel. Zulke bestaande bepalingen zouden bijvoorbeeld diegene omvatten die opgesteld zijn naar het voorbeeld van artikel 9(2) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen of van het VN-modelverdrag inzake belastingen en zouden ook die bepalingen omvatten die het akkoord van de bevoegde autoriteit van een verdragsluitend rechtsgebied vereisen om een overeenkomstige aanpassing te kunnen doen door het andere verdragsluitend rechtsgebied.

Paragraaf 3

212. De opname in belastingverdragen van artikel 9(2) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen is krachtens Actie 14 een goede praktijk en is niet vereist om te voldoen aan de Actie 14 minimumstandaard. Onderdeel 1.1 van de Actie 14 minimumstandaard vereist evenwel dat jurisdicties toegang voorzien tot de procedure voor onderling overleg in zaken met betrekking tot verrekenprijzen en elke daaruit voortvloeiende onderlinge overeenstemming moeten uitvoeren, ongeacht of het belastingverdrag een bepaling bevat die opgesteld is naar het voorbeeld van artikel 9(2) van het OESO-modelverdrag inzake belastingen. Om dit te weerspiegelen laat artikel 17(3) toe dat een Partij zich het recht voorbehoudt om paragraaf 1 niet toe te passen op basis van het feit dat bij afwezigheid van de bepalingen die beschreven zijn in artikel 17(2) van gedekte belastingverdragen, ofwel (i) de Partij die het voorbehoud maakt, de aanpassing zal doen zoals voorzien in artikel 17(1); ofwel (ii) haar bevoegde autoriteit er naar zal streven om een zaak met betrekking tot verrekenprijzen op te lossen krachtens de bepaling inzake procedure voor onderling overleg van haar belastingverdrag. Wanneer een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag zulk voorbehoud maakt en het andere verdragsluitend rechtsgebied niet, zal artikel 17 niet van toepassing zijn op het gedekt belastingverdrag en is er onder de Overeenkomst geen verwachting gecreëerd dat het verdragsluitend rechtsgebied dat geen voorbehoud maakte, een overeenkomstige aanpassing zal doen.

213. Een Partij mag zich ook het recht voorbehouden om het artikel niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen die reeds een soortgelijke bepaling bevatten (onafhankelijk of de bepaling al dan niet de precieze bewoording van het OESO-modelverdrag inzake belastingen of het VN-modelverdrag inzake belastingen gebruikt, op voorwaarde dat de bepaling een verplichting bevat dat een verdragsluitend rechtsgebied een overeenkomstige aanpassing zal doen). Een dergelijke bepaling is bijvoorbeeld een bepaling die stelt dat een verdragsluitend rechtsgebied een overeenkomstige aanpassing zal doen indien het van oordeel is dat de aanpassing gerechtvaardigd is, of die stelt dat de overeenkomstige aanpassing zal gebeuren indien tussen de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden hierover een overeenkomst werd bereikt. Zoals hierboven in paragraaf 17 werd omschreven wordt echter onder dergelijke bepaling niet verstaan, een bepaling die bijvoorbeeld louter voorziet dat de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden met elkaar overleg kunnen plegen met het oog op het bereiken van een overeenkomst over de aanpassing van de winst in beide verdragsluitende rechtsgebieden of een bepaling die enkel voorziet dat het verdragsluitend rechtsgebied een passende herziening kan doen. Paragraaf 3 bepaalt ook dat wanneer een Partij een voorbehoud heeft gemaakt krachtens artikel 16(5)(c)(ii), deze Partij een voorbehoud kan maken om artikel 17 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen op grond van het feit dat die Partij bij haar bilaterale verdragsonderhandelingen een soortgelijke verdragsbepaling zal aanvaarden als die welke is opgenomen onder paragraaf 1, op voorwaarde dat de verdragsluitende rechtsgebieden tot een onderlinge overeenstemming konden komen met betrekking tot die bepaling en met betrekking tot de bepalingen die zijn omschreven in artikel 16(5)(c)(ii).

Paragraaf 4

214. Paragraaf 4 vereist dat elke Partij (behalve een Partij die een van de voorbehouden heeft gemaakt krachtens paragraaf 3) de depositaris in kennis stelt of elk van haar gedekte belastingverdragen al dan niet een bestaande bepaling bevat die verplicht een overeenkomstige aanpassing te doen, en zo ja, het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling. De bepalingen van paragraaf 1 zullen dergelijke bepalingen vervangen wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag een dergelijke kennisgeving gedaan hebben. In andere gevallen zal paragraaf 1 van toepassing zijn op een gedekt belastingverdrag, maar zal de paragraaf uitsluitend voorrang hebben op bestaande bepalingen van een gedekt belastingverdrag in de mate dat die bepalingen onverenigbaar zijn met paragraaf 1.

Deel VI. Arbitrage**Artikel 18 — Keuze om Deel VI toe te passen**

215. Deel VI van de Overeenkomst is enkel bedoeld om toepassing te vinden tussen Partijen die er uitdrukkelijk voor kiezen om het toe te passen. Artikel 18 laat een Partij toe te kiezen om Deel VI toe te passen met betrekking tot haar gedekte belastingverdragen door de depositaris in kennis te stellen van haar keuze. Tussen twee verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag zal deel VI enkel van toepassing zijn indien beide verdragsluitende rechtsgebieden de depositaris in kennis stellen dat zij ervoor kiezen om het toe te passen.

Artikel 19 — Verplichte en bindende arbitrage*Paragraaf 1*

216. Paragraaf 1 bevat de kernbepaling inzake arbitrage. Hij bepaalt dat, wanneer de bevoegde autoriteiten binnen een periode van twee jaar geen overeenstemming bereiken over een zaak overeenkomstig de procedure voor onderling overleg voorzien in het gedekt belastingverdrag, zullen op verzoek van de persoon die de zaak heeft voorgelegd, onopgeloste kwesties aan arbitrage worden onderworpen op de in deel VI beschreven wijze. Deze arbitrageprocedure is toegankelijk wanneer, krachtens de bepalingen van een gedekt belastingverdrag met betrekking tot de procedure voor onderling overleg (zoals deze gewijzigd kunnen zijn door artikel 16(1)), een persoon een zaak heeft voorgelegd aan de bevoegde autoriteit van een verdragsluitend rechtsgebied op grond van het feit dat de handelingen van een of van beide verdragsluitende rechtsgebieden een belastingheffing ten gevolge heeft gehad voor de persoon die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekt belastingverdrag. De begindatum voor deze tweejarige termijn wordt bepaald overeenkomstig paragraaf 8 of 9, naargelang het geval. De bevoegde autoriteiten kunnen evenwel voor een specifieke zaak overeenstemming bereiken over een andere termijn op voorwaarde dat ze de persoon die de zaak heeft voorgelegd daarvan op de hoogte brengen vóór het verstrijken van de termijn van twee jaar waarnaar verwezen wordt in alinea b). Deze verschillende termijn voor een specifieke zaak kan korter of langer zijn dan de tweejarige termijn waarnaar verwezen wordt in alinea b), afhankelijk van bijvoorbeeld de aard en complexiteit van de specifieke zaak. Bovendien, zoals hieronder opgemerkt, laat paragraaf 11 toe dat een Partij zich het recht voorbehoudt om de tweejarige termijn waarnaar verwezen wordt in alinea b) te vervangen door een driejarige termijn voor de toepassing van artikel 19 van haar gedekte belastingverdragen. Zoals hieronder beschreven in de delen van deze verklarende nota die betrekking hebben op artikel 28(2), is het een Partij ook toegestaan om voorbehouden te maken met betrekking tot de werkingssfeer van zaken die in aanmerking komen voor arbitrage (onder voorbehoud van de aanvaarding van deze voorbehouden door de andere Partijen).

Paragraaf 2

217. Zoals opgemerkt wordt in paragraaf 51 van het rapport over Actie 14, staat de procedure voor onderling overleg open voor belastingplichtigen, onafhankelijk van de gerechtelijke en administratieve middelen die door het interne recht van de verdragsluitende rechtsgebieden voorzien worden. De meeste belastingadministraties zullen evenwel vereisen dat de ene procedure plaatsvindt voor de andere procedure, teneinde te vermijden dat een zaak van een belastingplichtige tegelijkertijd binnen de procedure voor onderling overleg als voor een nationale rechtbank of administratieve instantie wordt behandeld. Om tegemoet te komen aan deze aanpak, bepaalt paragraaf 2 dat de termijn die voorzien is in paragraaf 1(b) niet verder loopt wanneer een bevoegde autoriteit de procedure voor onderling overleg waarnaar verwezen wordt in paragraaf 1(a) heeft opgeschort omdat een zaak met betrekking tot een of meer gelijke kwesties hangende is voor een gerechtelijke of administratieve rechtbank. De termijn begint opnieuw te lopen wanneer een definitieve uitspraak werd gedaan door de gerechtelijke of administratieve rechtbank of wanneer de zaak werd opgeschort of ingetrokken. Er moet evenwel op gewezen worden dat wanneer een Partij het in artikel 19(12) beschreven voorbehoud maakt, de arbitrageprocedure beëindigd zal worden indien gedurende de periode waarin de arbitrageprocedure geschorst was de uitspraak wordt gedaan door de gerechtelijke of administratieve rechtbank.

218. Paragraaf 2 bepaalt ook dat de in paragraaf 1(b) voorziene termijn zal ophouden te lopen wanneer een persoon die een zaak heeft voorgelegd en een bevoegde autoriteit een overeenkomst bereiken om de procedure voor onderling overleg om eender welke reden op te schorten. Dit zou bijvoorbeeld het geval zijn wanneer de belastingplichtige en de bevoegde autoriteit een overeenkomst hebben bereikt om de procedure voor onderling overleg op te schorten omwille van ernstige ziekte of andere persoonlijke moeilijkheden. Eens de opschorting opgegeven wordt, zou de termijn opnieuw beginnen te lopen.

Paragraaf 3

219. In sommige zaken kunnen de bevoegde autoriteiten, nadat een belastingplichtige de initiële informatie heeft verstrekt die noodzakelijk is om de zaak grondig te onderzoeken, de belastingplichtige om aanvullende informatie verzoeken. Zo kan bijvoorbeeld, na aanvang van de in paragraaf 1(b) voorziene termijn en na verdere analyse met het oog op het gevolg geven aan de zaak, een bevoegde autoriteit vaststellen dat zij aanvullende informatie over een bepaalde structuur of transactie nodig heeft om overeenstemming te bereiken over de wijze waarop een hangende kwestie moet worden opgelost. In dergelijke zaken kan het nalaten door een persoon die rechtstreeks bij de zaak is betrokken (dit wil zeggen de persoon die het oorspronkelijke verzoek voor een procedure voor onderling overleg heeft ingediend of een persoon wiens belastingverplichting rechtstreeks door de zaak wordt geraakt) om tijdig dergelijke aanvullende informatie te verstrekken, ervoor zorgen dat de bevoegde autoriteiten de zaak met vertraging of niet kunnen oplossen. Om dit aan te pakken voorziet paragraaf 3 dat de in paragraaf 1(b) voorziene termijn wordt verlengd wanneer beide bevoegde autoriteiten het erover eens zijn dat een persoon die rechtstreeks bij de zaak is betrokken, na aanvang van de in paragraaf 1(b) bedoelde termijn, niet tijdig de door een van beide bevoegde autoriteiten gevraagde, aanvullende relevante informatie heeft verstrekt. In dat geval wordt de termijn verlengd met een duurtijd die gelijk is aan de periode die ingaat op de datum waarop om de informatie is verzocht en eindigt op de datum waarop die informatie uiteindelijk is verstrekt.

Paragraaf 4

220. De in deel VI voorziene arbitrageprocedure beoogt de bevoegde autoriteiten een mechanisme aan te bieden om kwesties op te lossen met betrekking tot bepaalde zaken waarover binnen de procedure voor onderling overleg anders geen overeenstemming zou worden bereikt. Aangezien de arbitrageprocedure een uitbreiding is van de procedure voor onderling overleg die toelaat om de doeltreffendheid ervan te verhogen, bepaalt alinea a) dat de arbitrale uitspraak met betrekking tot een bepaalde zaak uitgevoerd wordt via het akkoord inzake onderling overleg. Dit betekent dat de bevoegde autoriteiten, na de beslissing van het arbitragepanel, een wederzijds akkoord zullen sluiten die de uitkomst van de arbitrale uitspraak weergeeft (tenzij in de mate dat artikel 24 van toepassing is). Deze alinea bepaalt ook dat de arbitrale uitspraak definitief is. Dit betekent dat, behoudens alinea b) (ii), de arbitrale uitspraak noch door de bevoegde autoriteiten, noch door het arbitragepanel kan worden gewijzigd, tenzij de bepalingen van artikel 24 van toepassing zijn die toelaten dat een akkoord wordt bereikt over een andere oplossing.

221. Alinea b) bepaalt dat de arbitrale uitspraak bindend is voor beide verdragsluitende rechtsgebieden, behalve in drie situaties: (i) wanneer een rechtsreks bij de zaak betrokken persoon het akkoord inzake onderling overleg waardoor de arbitrale uitspraak wordt uitgevoerd niet aanvaardt; (ii) wanneer de arbitrale uitspraak ongeldig verklaard wordt door een eindbeslissing van de rechterlijke instanties van een van de verdragsluitende rechtsgebieden; en (iii) wanneer een rechtstreeks bij de zaak betrokken persoon bij een rechterlijke instantie of administratieve rechtbank een rechtszaak aanspant met betrekking tot de kwesties die opgelost werden door het akkoord inzake onderling overleg waarmee de arbitrale uitspraak ten uitvoer wordt gelegd. De term "eindbeslissing van de rechtbanken" verwijst naar een beslissing die niet slechts een tussenvonnis of -beslissing is. Het kan gaan om een beslissing op elk gerechtelijk niveau in een van de verdragsluitende rechtsgebieden.

222. Alinea b(i) heeft betrekking op de situatie waarin een rechtsreks bij de zaak betrokken persoon het akkoord inzake onderling overleg waardoor de arbitrale uitspraak wordt uitgevoerd, niet

aanvaardt. Wanneer een regeling wordt overeengekomen voordat de nationale rechtsmiddelen zijn uitgeput, kunnen de bevoegde autoriteiten, als voorwaarde voor het afwerken of het sluiten van de overeenkomst, eisen dat de belastingplichtige afstand doet van zijn recht om de nationale rechtsmiddelen uit te oefenen met betrekking tot de kwesties die door de onderlinge overeenstemming in de zaak opgelost zijn. Zonder een dergelijke afstanddoening, zou een latere rechterlijke beslissing de belastingautoriteiten kunnen beletten de overeenkomst uit te voeren. Een rechtstreeks bij de zaak betrokken persoon wordt bijgevolg geacht het akkoord inzake onderling overleg niet te aanvaarden, indien hij zich niet terugtrekt uit een nationale gerechtelijke procedure of anderszins een einde stelt aan een lopende gerechtelijke of administratieve procedure op een manier die verenigbaar is met het akkoord inzake onderling overleg en dit binnen de 60 dagen nadat hij in kennis is gesteld van het akkoord inzake onderling overleg waarmee de arbitrale uitspraak ten uitvoer wordt gelegd. Indien het akkoord inzake onderling overleg niet wordt aanvaard of geacht wordt niet te zijn aanvaard, komt de zaak niet in aanmerking voor verdere overweging door de bevoegde autoriteiten.

223. Alinea b)(ii) bepaalt dat, indien een eindbeslissing van de rechtbanken van een van de verdragsluitende rechtsgebieden de arbitrale uitspraak ongeldig verklaart, het verzoek om arbitrage zal geacht worden niet te zijn gedaan en de arbitrageprocedure zal geacht worden niet te hebben plaatsgevonden (behalve voor de doeleinden van artikel 21, betreffende vertrouwelijkheid, en artikel 25, betreffende de kosten van arbitrageprocedures). Deze paragraaf is niet bedoeld om zelfstandige middelen te verschaffen voor de ongeldigverklaring van een arbitrale uitspraak, indien dergelijke middelen niet bestaan krachtens het interne recht van de verdragsluitende rechtsgebieden. In plaats daarvan is het bedoeld om te garanderen dat wanneer een rechtbank van een van de verdragsluitende rechtsgebieden een arbitrale uitspraak op basis van dergelijke bestaande regels nietig verklaart, het andere verdragsluitende rechtsgebied niet verplicht is de beslissing ten uitvoer te leggen. Dit kan zich voordoen in het kader van het interne recht van sommige jurisdicties, bijvoorbeeld wanneer er een procedurefout is geweest (bijv. een schending van de onpartijdigheids- of onafhankelijkheidsvereisten die van toepassing zijn op arbiters krachtens artikel 20, een inbreuk op de toepasselijke vertrouwelijkheidsvereisten op grond van artikel 21 of het samenspannen tussen de belastingplichtige en een van de verdragsluitende rechtsgebieden) die de uitkomst van de arbitrageprocedure wezenlijk heeft beïnvloed. Er wordt evenwel niet verwacht dat een rechtbank een arbitrale uitspraak zou herroepen omdat hij het niet eens is met de uitkomst van de arbitrageprocedure. Deze alinea bepaalt ook dat de belastingplichtige in een dergelijk geval een nieuw verzoek om arbitrage kan indienen, tenzij de bevoegde autoriteiten overeenkomen dat een dergelijk nieuw verzoek niet mag worden toegestaan. Een dergelijk nieuw verzoek kan worden gedaan zonder te wachten op het verstrijken van de in paragraaf 1(b) bedoelde termijn, aangezien deze termijn reeds zal verstreken zijn. Naar verwachting zullen de bevoegde autoriteiten het er mee eens zijn dat een dergelijk verzoek niet mag worden toegestaan wanneer de handelingen van de belastingplichtige de voornaamste reden waren voor de nietigverklaring van de arbitrale uitspraak.

224. Alinea b)(iii) bepaalt dat de arbitrale uitspraak niet bindend is voor één van de verdragsluitende rechtsgebieden, indien de belastingplichtige voor een gerechtelijke of administratieve rechtbank een geschil aanhangig maakt over kwesties die zijn opgelost in het akkoord inzake onderling overleg waarmee de arbitrale uitspraak ten uitvoer wordt gelegd. Deze alinea heeft tot doel om te verzekeren dat, wanneer een Partij krachtens haar interne recht niet kan eisen dat een belastingplichtige afstand moet doen van een geschil in het kader van de aanvaarding van een beslissing betreffende een procedure voor onderling overleg, dat geschil niet kan worden gebruikt om niet-belasting of verminderde belastingheffing te bekomen, bijvoorbeeld door te stellen dat de arbitrale uitspraak bindend is voor het ene verdragsluitend rechtsgebied, terwijl de uitkomst van het geschil bindend is voor het andere verdragsluitend rechtsgebied.

Paragrafen 5 tot en met 9

225. Paragrafen 5 tot en met 9 bevatten gedetailleerde regels voor het vaststellen van de begindatum van de termijn voordat een zaak in aanmerking komt voor arbitrage. Paragraaf 5 bepaalt dat de bevoegde autoriteit die het oorspronkelijke verzoek om een procedure voor onderling overleg heeft ontvangen, binnen twee kalendermaanden na ontvangst van het oorspronkelijke verzoek om een

procedure voor onderling overleg, de persoon die de zaak heeft voorgelegd ervan in kennis moet stellen dat het verzoek is ontvangen en een kennisgeving van het verzoek, samen met een kopie van het verzoek, aan de andere bevoegde autoriteit moet zenden. Krachtens paragraaf 6 moet een bevoegde autoriteit de persoon die de zaak heeft voorgelegd en de andere bevoegde autoriteit in kennis stellen dat zij alle informatie heeft ontvangen die noodzakelijk is om de zaak grondig te onderzoeken of moet de bevoegde autoriteit met het oog hierop aanvullende informatie vragen aan de persoon die de zaak heeft voorgelegd en dit binnen drie kalendermaanden vanaf de datum waarop zij het oorspronkelijke verzoek heeft ontvangen of in kennis is gesteld van het verzoek, naar gelang het geval. Zoals hieronder in paragraaf 229 wordt opgemerkt, moeten de bevoegde autoriteiten onderling overeenkomen welke informatie is die elk van hen minimaal nodig heeft om de zaak grondig te kunnen onderzoeken, en moeten zij een lijst van dergelijke informatie publiceren. De bevoegde autoriteiten kunnen ook andere procedurekwesties in verband met de toepassing van de paragrafen 5 tot en met 9 overeenkomen.

226. Wanneer een of beide bevoegde autoriteiten om aanvullende informatie verzoeken, bepaalt paragraaf 7 dat de bevoegde autoriteit die om de informatie heeft verzocht, na ontvangst van die informatie, drie kalendermaanden de tijd heeft om de persoon die de zaak heeft voorgelegd en de andere bevoegde autoriteit in kennis te stellen dat zij alle noodzakelijke informatie heeft ontvangen of dat de gevraagde informatie nog steeds ontbreekt.

227. De begindatum van de in paragraaf 1(b) genoemde termijn is afhankelijk van de vraag of om dergelijke aanvullende informatie is verzocht. Wanneer geen verzoek om aanvullende informatie is gedaan, bepaalt paragraaf 8 dat de begindatum de vroegste van deze data is: a) de datum waarop beide bevoegde autoriteiten de persoon die de zaak heeft voorgelegd ervan in kennis hebben gesteld dat alle noodzakelijke informatie werd ontvangen (d.w.z. de datum waarop de tweede van beide bevoegde autoriteiten die kennisgeving heeft gedaan), en b) drie kalendermaanden na de datum waarop de bevoegde autoriteit waaraan het verzoek om een procedure voor onderling overleg is gericht, de andere bevoegde autoriteit in kennis heeft gesteld van het verzoek.

228. Wanneer om aanvullende informatie werd verzocht, bepaalt paragraaf 9 dat, in het algemeen, de begindatum de vroegste van deze data is: a) de uiterste datum waarop de bevoegde autoriteiten die om aanvullende informatie hebben verzocht, de belastingplichtige en de andere bevoegde autoriteit ervan in kennis hebben gesteld dat de informatie werd ontvangen; en b) drie kalendermaanden na de datum waarop beide bevoegde autoriteiten de aanvullende informatie hebben ontvangen van de persoon die de zaak heeft voorgelegd. Indien een van beide bevoegde autoriteiten de belastingplichtige en de andere bevoegde autoriteit ervan in kennis stelt dat een deel van de gevraagde informatie nog steeds ontbreekt, wordt deze kennisgeving behandeld als een verzoek om aanvullende informatie.

Paragraaf 10

229. Rekening houdend met de grote verscheidenheid aan juridische en fiscale stelsels en met het feit dat de relatie tussen twee bevoegde autoriteiten steeds een uniek karakter heeft, vereist paragraaf 10 dat de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden de wijze van toepassing van de arbitragebepalingen in onderling overleg regelen, met inbegrip van (maar niet beperkt tot) de minimale informatie die elke bevoegde autoriteit nodig heeft om de zaak grondig te onderzoeken en dit voor de datum waarop onopgeloste kwesties in een procedure voor onderling overleg voor het eerst voor arbitrage in aanmerking komen. Gewoonlijk zouden de gepubliceerde richtsnoeren van een verdragsluitend rechtsgebied aangeven welke informatie nodig is voor de behandeling van een verzoek om een procedure voor onderling overleg. In dergelijke gevallen wordt ervan uitgegaan dat de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden in het algemeen ermee instemmen om de in die richtsnoeren opgenomen informatie op te lijsten of anderszins te identificeren als de informatie die door elk verdragsluitend rechtsgebied zou worden vereist om de zaak grondig te onderzoeken.

230. Terwijl deel VI de kernbepalingen met betrekking tot arbitrage, alsook de standaardregels om te garanderen dat de belangrijkste structurele elementen van de procedure aanwezig zijn, uiteenzet, is voor de goede werking van de arbitrageprocedure nauwe samenwerking tussen de bevoegde autoriteiten vereist om gezamenlijk overeenstemming te bereiken over de procedurele en operationele details van de arbitrageprocedure. Het is belangrijk dat de bevoegde autoriteiten nauw overleg plegen over deze details om ervoor te zorgen dat de wijze van toepassing van deel VI wordt geregeld voordat onopgeloste kwesties in een procedure voor onderling overleg voor het eerst in aanmerking komen voor arbitrage. Deze wijze van toepassing kan daarna van tijd tot tijd worden gewijzigd. Bij gebrek aan een voorafgaande overeenstemming kunnen de bevoegde autoriteiten en belastingplichtigen moeilijkheden ondervinden en vertraging oplopen in de loop van de arbitrageprocedure. Er wordt verwacht dat er een modelovereenkomst tussen bevoegde autoriteiten zal worden opgesteld die als basis voor dit overleg kan worden gebruikt. De hierna volgende onderdelen van de verklarende nota die betrekking hebben op andere bepalingen van deel VI geven voorbeelden van de modaliteiten waarover de bevoegde autoriteiten een overeenkomst zouden moeten bereiken.

Paragraaf 11

231. Op grond van paragraaf 11 kan een Partij zich het recht voorbehouden om - voor de toepassing van deel VI op haar gedekte belastingverdragen - de in paragraaf 1(b) genoemde periode van twee jaar te vervangen door een periode van drie jaar. Net zoals dit het geval is voor andere voorbehouden bij de Overeenkomst, zal dit door een verdragsluitend rechtsgebied gemaakte voorbehoud gelden voor de toepassing door beide verdragsluitende rechtsgebieden op dat gedekt belastingverdrag.

Paragraaf 12

232. In sommige jurisdicties kan een door de bevoegde autoriteit gesloten akkoord inzake onderling overleg de beslissing van een gerechtelijke of administratieve rechtbank van die jurisdictie niet vervangen, noch op grond van de wet, noch op grond van het administratieve beleid of de administratieve praktijk. Deze jurisdicties, of jurisdicties die van plan zijn een dergelijke praktijk aan te nemen, kunnen ervoor willen zorgen dat de arbitrageprocedure niet kan worden voortgezet met betrekking tot kwesties die zijn opgelost door middel een nationaal rechtsgeding, hetzij vóór de voorlegging van de kwesties aan arbitrage, hetzij tijdens de arbitrageprocedure. Paragraaf 12 behandelt deze kwestie door een Partij toe te staan zich het recht voor te behouden om kwesties ten aanzien waarvan een beslissing is genomen door een gerechtelijke of administratieve rechtbank van een van de verdragsluitende rechtsgebieden, van arbitrage uit te sluiten.

233. In het geval van een gedekt belastingverdrag van een verdragsluitend rechtsgebied die het in paragraaf 12 beschreven voorbehoud heeft gemaakt, wordt een onopgeloste kwestie niet aan arbitrage onderworpen indien een gerechtelijke of administratieve rechtbank van een van de verdragsluitende rechtsgebieden reeds een beslissing heeft genomen over die kwestie. Bovendien wordt de arbitrageprocedure beëindigd indien een gerechtelijke of administratieve rechtbank van een van de verdragsluitende rechtsgebieden een beslissing heeft genomen over de onopgeloste kwestie op om het even welk ogenblik nadat een verzoek om arbitrage is gedaan en voordat de arbitrale uitspraak is gegeven.

Artikel 20 — Aanstelling van arbiters

Paragrafen 1 en 2

234. De paragrafen 1 en 2 bevatten de basisregels voor de samenstelling van een arbitragepanel en de benoeming en kwalificaties van arbiters. Hoewel deze regels standaard van toepassing zijn, laat paragraaf 1 de bevoegde autoriteiten ook toe om onderling afwijkende regels overeen te komen, hetzij in het algemeen, hetzij met betrekking tot een specifieke zaak.

235. Krachtens paragraaf 2 bestaat het arbitragepanel uit drie individuele leden. Deze leden moeten beschikken over deskundigheid of ervaring op het gebied van internationale belastingzaken,

maar, tenzij de bevoegde autoriteiten anders overeenkomen, is het niet vereist dat elk lid ervaring heeft als rechter of arbiter. Elke bevoegde autoriteit wijst, overeenkomstig artikel 19(1), binnen de 60 dagen na de datum van het verzoek om arbitrage een lid aan. Deze twee leden moeten dan binnen de 60 dagen nadat het laatste van die twee leden benoemd werd, een derde lid benoemen om als voorzitter van het arbitragepanel op te treden. Dit derde lid mag geen onderdaan of inwoner zijn van een van de verdragsluitende rechtsgebieden.

236. Elk lid dat benoemd wordt tot het arbitragepanel moet op het ogenblik van aanvaarding van zijn of haar benoeming onpartijdig en onafhankelijk zijn van de bevoegde autoriteiten, de belastingadministraties en de ministeries van Financiën (of relevante equivalente ministeries of diensten, ongeacht hun naam) van de verdragsluitende rechtsgebieden, alsook van alle personen die rechtstreeks bij de zaak betrokken zijn en hun adviseurs. Elk lid moet gedurende de gehele procedure zijn of haar onpartijdigheid en onafhankelijkheid behouden en moet gedurende een redelijke termijn daarna elk gedrag vermijden dat de schijn van onpartijdigheid en onafhankelijkheid van de leden van het arbitragepanel ten aanzien van de procedure kan schaden. Dergelijk gedrag zou bijvoorbeeld kunnen inhouden dat men kort nadat de arbitrale uitspraak met betrekking tot de zaak werd gedaan, een job aanvaardt bij een van de rechtstreeks bij de zaak betrokken personen. Bij het vastleggen van de wijze van toepassing van deel VI, kunnen de bevoegde autoriteiten aanvullende details overeenkomen met betrekking tot de toepasselijke normen voor onpartijdigheid en onafhankelijkheid. Zo kunnen de bevoegde autoriteiten bijvoorbeeld vereisen dat wie deel wil uitmaken van het arbitragepanel, aan de bevoegde autoriteiten alle feiten of omstandigheden moet onthullen die de onpartijdigheid of onafhankelijkheid van dat aspirant-lid in twijfel kunnen trekken. De bevoegde autoriteiten kunnen ook regels overeenkomen voor het geval dat een panellid niet in staat is zijn of haar taken te vervullen ten gevolge van ziekte of onbekwaamheid, het niet voldoen aan normen inzake onpartijdigheid en onafhankelijkheid, of enige andere reden.

Paragrafen 3 en 4

237. De paragrafen 3 en 4 beschrijven de standaardregels die van toepassing zouden zijn wanneer een van de bevoegde autoriteiten niet binnen de voorgeschreven termijnen een arbiter benoemt of wanneer twee oorspronkelijke leden van het arbitragepanel nalaten een voorzitter te benoemen. Deze paragrafen bepalen dat in dergelijke gevallen de benoeming zal gebeuren door de hoogste ambtenaar van het Centrum voor belastingbeleid en -administratie van de OESO, die geen onderdaan is van een van de verdragsluitende rechtsgebieden. Deze standaardregels zijn bedoeld om ervoor te zorgen dat de arbitrage, en dus een oplossing van de kwesties in een procedure voor onderling overleg, niet onnodig worden vertraagd door het uitblijven van de oprichting van een arbitragepanel. De regels in de paragrafen 3 en 4 zijn standaardregels die alleen van toepassing zijn voor zover de bevoegde autoriteiten onderling geen andere regels zijn overeengekomen.

Artikel 21 — Vertrouwelijkheid van de arbitrageprocedure

Paragraaf 1

238. Om te garanderen dat de arbitrageprocedure zijn doel kan bereiken zonder de vertrouwelijkheid van de procedure voor onderling overleg te ondermijnen, is het van belang dat het de bevoegde autoriteiten toegestaan is om de arbiters relevante informatie te bezorgen, met inachtneming van dezelfde strikte vertrouwelijkheidsvereisten als die welke voor de bevoegde autoriteiten zelf zouden gelden. Om dit te bereiken bepaalt paragraaf 1 dat, louter voor de toepassing van Deel VI, van de bepalingen van het gedekt belastingverdrag en het interne recht van de verdragsluitende rechtsgebieden die betrekking hebben op de uitwisseling van inlichtingen, vertrouwelijkheid en administratieve bijstand, de leden van het arbitragepanel worden beschouwd als personen of autoriteiten aan wie informatie kan worden onthuld. Overeenkomstig paragraaf 1, kan deze informatie ook aan potentiële arbiters worden onthuld, maar alleen voor zover dat nodig is om na

te gaan of zij in staat zijn aan de eisen van arbiters te voldoen, met inbegrip van, bijvoorbeeld, hun onafhankelijkheid en onpartijdigheid. Paragraaf 1 bepaalt bovendien dat inlichtingen die het arbitragepanel of potentiële arbiters hebben ontvangen, alsook alle inlichtingen die de bevoegde autoriteiten van het arbitragepanel kunnen ontvangen, als inlichtingen zullen beschouwd worden die worden uitgewisseld krachtens de bepalingen van het gedekte belastingverdrag inzake uitwisseling van inlichtingen en administratieve bijstand. In het besef dat er een evenwicht moet worden gevonden tussen de doelstelling om het aantal personen aan wie de inlichtingen mogen worden meegegeedeld zo minimaal als mogelijk te houden en de behoefte van de leden van het arbitragepanel aan ondersteuning door medewerkers, voorziet deze paragraaf ook in de bekendmaking onder dezelfde voorwaarden aan ten hoogste drie medewerkers per panellid.

Paragraaf 2

239. Paragraaf 2 vereist dat de bevoegde autoriteiten garanderen dat leden van het arbitragepanel en hun medewerkers, alvorens op te treden in een arbitrageprocedure, er schriftelijk mee instemmen om alle inlichtingen in verband met die arbitrageprocedure te zullen behandelen in overeenstemming met de vereisten inzake vertrouwelijkheid en geheimhouding overeenkomstig de bepalingen van het gedekte belastingverdrag die betrekking hebben op de uitwisseling van inlichtingen en administratieve bijstand en overeenkomstig de van toepassing zijnde wetten van de verdragsluitende rechtsgebieden. Als onderdeel van de overeenkomst, krachtens artikel 19(10), over de wijze van toepassing van Deel VI, kunnen de bevoegde autoriteiten de details van deze procedure overeenkomen, met inbegrip van de vraag welke bevoegde autoriteit een dergelijke schriftelijke overeenkomst zou bekomen. De gevolgen van het schenden van een dergelijke overeenkomst, worden bepaald door het interne recht van de verdragsluitende rechtsgebieden en door de voorwaarden van de overeenkomst.

Artikel 22 — Oplossing van een zaak voordat de arbitrage afgesloten is

240. Omdat het doel van arbitrage krachtens Deel VI bestaat uit het oplossen van geschillen tussen bevoegde autoriteiten die voortvloeien uit zaken van procedures voor onderling overleg, bepaalt artikel 22 dat zowel de procedure voor onderling overleg als de arbitrageprocedure worden beëindigd, indien tijdens de arbitrageprocedure (op enig moment nadat een verzoek om arbitrage werd gedaan en voordat het arbitragepanel uitspraak heeft gedaan), ofwel (i) de bevoegde autoriteiten tot onderling overeenstemming bereiken over een oplossing voor de zaak, ofwel (ii) de belastingplichtige zijn verzoek om arbitrage of zijn verzoek om een procedure voor onderling overleg intrekt.

Artikel 23 — Methode van arbitrage

Paragraaf 1

241. Paragraaf 1 voorziet standaardregels met betrekking tot de methode van arbitrage die van toepassing zal zijn voor arbitrageproceduredoeleinden overeenkomstig Deel VI, maar laat de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden toe om wederzijds andere regels overeen te komen, die van toepassing kunnen zijn op alle zaken of op een bepaalde zaak.

242. Standaard is de arbitrageprocedure van "het laatste bod" van toepassing, tenzij de bevoegde autoriteiten onderling andere regels overeenkomen. Deze methode is ook wel gekend als "het laatste beste bod". Bij deze aanpak leggen de bevoegde autoriteiten elk een voorstel tot oplossing voor aan het arbitragepanel dat ingaat op alle onopgeloste kwesties van de zaak, en dat rekening houdt met alle overeenkomsten die vooraf werden bereikt met betrekking tot die zaak tussen de bevoegde autoriteiten. Voor elke aanpassing of soortgelijke kwestie in de zaak, beperkt het voorstel van oplossing zich tot de vermelding van de specifieke geldbedragen uitgedrukt in munteenheden (bijvoorbeeld van inkomsten of uitgaven) of tot de vermelding van het maximale tarief van de belasting die overeenkomstig het gedekte belastingverdrag werd geheven. In sommige gevallen

omvatten onopgeloste kwesties echter vragen over het al dan niet vervuld zijn van de voorwaarden om een bepaling van een gedekt belastingverdrag toe te passen. Wanneer de onopgeloste kwesties in een zaak dergelijke "drempelvraag" omvatten, zoals de vraag of een persoon inwoner is van een verdragsluitend rechtsgebied of de vraag of een onderneming van een van de verdragsluitende rechtsgebieden een vaste inrichting heeft in het andere verdragsluitend rechtsgebied, kunnen de bevoegde autoriteiten hun voorstel van antwoord op de drempelvraag (dit wil zeggen, ja of nee) indienen. Indien er andere onopgeloste kwesties zijn waarvan de regeling afhankelijk is van het op de drempelvraag bekomen antwoord, wordt verwacht dat de bevoegde autoriteiten ook andere voorgestelde oplossingen voor die resterende kwesties voorleggen.

243. De voorgestelde oplossingen die door de bevoegde autoriteiten van elk verdragsluitend rechtsgebied worden voorgelegd, mogen ondersteund worden ondersteund door een standpuntnota. Elke bevoegde autoriteit kan ook een memorie van antwoord voorleggen in antwoord op de door de andere bevoegde autoriteit voorgestelde oplossing en ondersteunende standpuntnota. De memorie van antwoord en de ondersteunende nota zijn uitsluitend bedoeld om de standpunten en argumenten van de andere bevoegde autoriteit te beantwoorden. Zij zijn niet bedoeld als een gelegenheid voor een bevoegde autoriteit om aanvullende argumenten ter ondersteuning van haar eigen standpunt naar voren te brengen. Paragraaf 1(b) bepaalt dat elke bevoegde autoriteit die een voorgestelde oplossing, standpuntnota of memorie van antwoord voorlegt, de andere bevoegde autoriteit daarvan een afschrift moet bezorgen en dit uiterlijk op de datum waarop dergelijke voorgestelde oplossing, standpuntnota of memorie van antwoord moest worden voorgelegd. De uiterste data voor de voorgestelde oplossingen, standpuntnota's en memories van antwoord, samen met andere details met betrekking tot deze documenten (zoals bijvoorbeeld de maximale lengte ervan), moeten worden bepaald in de overeenkomst tussen bevoegde autoriteiten over de wijze van toepassing van de arbitrageprocedure die overeenkomstig artikel 19(10) werd afgesloten. Het is ook mogelijk dat de bevoegde autoriteiten, als onderdeel van die overeenkomst, de procedure willen beschrijven die zij zullen gebruiken om overeenstemming te bereiken over de kwesties die door het arbitragepanel moeten worden opgelost.

244. In de arbitrageprocedure van "het laatste bod", kiest het arbitragepanel een van de voorgestelde oplossingen die de bevoegde autoriteiten voorlegden, als zijn uitspraak. In een zaak waar er een of meerdere drempelvragen zijn, zal het arbitragepanel eerst een beslissing nemen over de drempelvraag of -vragen, en daarna een of meer van de voorgestelde antwoorden die de bevoegde autoriteiten voorlegden, aannemen. De uitspraak wordt aangenomen bij gewone meerderheid van de panelleden en bevat geen motivering of toelichting. Omdat arbitrage tot doel heeft om de geschillenbeslechting tussen de bevoegde autoriteiten te vereenvoudigen, wordt de uitspraak schriftelijk aan de bevoegde autoriteiten bezorgd en kan het niet als precedent gelden met betrekking tot andere zaken.

Paragraaf 2

245. Krachtens paragraaf 2 kan een Partij die niet bereid is de in paragraaf 1 beschreven methode van "het laatste bod" als standaardregel te aanvaarden, zich het recht voorbehouden paragraaf 1 niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen en de methode van "het onafhankelijke standpunt" aan te nemen als standaardmethode van arbitrage, behalve voor zover de bevoegde autoriteiten van de twee verdragsluitende rechtsgebieden wederzijds overeenkomen over verschillende regels, die van toepassing kunnen zijn op alle zaken of op een bepaalde zaak. Bij de methode van "het onafhankelijke standpunt" moet elke bevoegde autoriteit aan het arbitragepanel alle informatie verstrekken dat het panel nodig kan achten om tot een uitspraak te komen. Het is mogelijk dat de bevoegde autoriteiten, als onderdeel van het akkoord inzake onderling overleg dat voorzien is in artikel 19(10), de procedure willen beschrijven die zij zullen gebruiken om overeenstemming te bereiken over de kwesties die door het arbitragepanel moeten worden opgelost. De bevoegde autoriteiten kunnen, in het kader van de overeenkomstig artikel 19(10) tussen de bevoegde autoriteiten gesloten overeenkomst, ook overeenkomen dat elke bevoegde autoriteit een ondersteunende standpuntnota kan voorleggen het arbitragepanel. Tenzij de bevoegde autoriteiten anders overeenkomen, mag het arbitragepanel geen

rekening houden met informatie die voordat beide bevoegde autoriteiten het verzoek om arbitrage hadden ontvangen, niet aan hen beiden ter kennis werd gebracht.

246. Het arbitragepanel zal dan beslissen over kwesties die aan arbitrage werden onderworpen in overeenstemming met de van toepassing zijnde bepalingen van het gedekte belastingverdrag en, onverminderd die bepalingen, met die bepalingen van het interne recht van de verdragsluitende rechtsgebieden. In dit verband toetst het arbitragepanel de toepassing van het interne recht alleen af in de mate dat nodig is om te bepalen of een verdragsluitend rechtsgebied het gedekt belastingverdrag correct heeft toegepast. De bevoegde autoriteiten kunnen ook, in onderlinge overeenstemming, andere rechtsbronnen of autoriteiten aanwijzen die door het arbitragepanel in aanmerking zullen worden genomen.

247. De uitspraak van het arbitragepanel wordt schriftelijk bezorgd aan de bevoegde autoriteiten, met vermelding van de rechtsbronnen waarop het panel zich baseert en de onderliggende redenering. Gewoonlijk bevat het ook een beschrijving van de relevante feiten en omstandigheden van de zaak, een duidelijke uiteenzetting van de standpunten van beide bevoegde autoriteiten en een korte samenvatting van de procedure. De arbitrale uitspraak wordt aangenomen bij gewone meerderheid van de panelleden. Zoals bij de methode van "het laatste bod", heeft deze uitspraak geen precedentwerking.

Paragraaf 3

248. Wanneer een Partij die ervoor heeft gekozen Deel VI toe te passen, het bij paragraaf 2 toegestane voorbehoud heeft gemaakt en een andere Partij die ervoor heeft gekozen Deel VI toe te passen, ofwel (i) ook het bij paragraaf 2 toegestane voorbehoud maakt, ofwel (ii) niets doet, is de methode van "het onafhankelijke standpunt" van toepassing tussen die twee Partijen. Paragraaf 3 voorziet bijgevolg in een mechanisme om de situatie aan te pakken waarin twee Partijen afwijkende, vaste overtuigingen hebben over de methode van arbitrage die zij verkiezen. Paragraaf 3 laat een Partij die zich niet het recht heeft voorbehouden de in paragraaf 2 bedoelde methode van "het onafhankelijke standpunt" als standaardregel toe te passen, toe zich het recht voor te houden om de in de paragrafen 1 en 2 voorziene standaardregels niet toe te passen met betrekking tot haar gedekte belastingverdragen met Partijen die zich het recht hebben voorbehouden de methode van "het onafhankelijke standpunt" als standaardregel toe te passen in plaats van de arbitrageprocedure van "het laatste bod". Wanneer een Partij het krachtens paragraaf 3 toegestane voorbehoud heeft gemaakt, wordt het aan de bevoegde autoriteit van die Partij en de bevoegde autoriteit van de Partij die een voorbehoud heeft gemaakt krachtens paragraaf 2 overgelaten om te bepalen welk soort arbitrageprocedure tussen die twee Partijen van toepassing is.

249. Wanneer een van de verdragsluitende rechtsgebieden een in paragraaf 3 bedoeld voorbehoud heeft gemaakt met betrekking tot een gedekt belastingverdrag en het andere verdragsluitend rechtsgebied een voorbehoud heeft gemaakt krachtens paragraaf 2, moeten de bevoegde autoriteiten proberen om overeenstemming te bereiken over de methode van arbitrage die van toepassing zal zijn op alle zaken die zich zullen voordoen onder het gedekt belastingverdrag. Tot een dergelijke overeenkomst is bereikt, zal artikel 19 niet van toepassing zijn. De bevoegde autoriteiten zijn derhalve niet verplicht een verzoek om arbitrage in overweging te nemen totdat dat een dergelijke overeenkomst werd bereikt.

Paragrafen 4 en 5

250. Paragraaf 4 bepaalt dat Partijen kunnen kiezen om paragraaf 5 toe te passen op hun gedekte belastingverdragen. Deze paragraaf is een facultatieve bepaling die, met inachtneming van de paragrafen 6 en 7, van toepassing is tussen twee verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag hebben gesloten indien een van de verdragsluitende rechtsgebieden ervoor kiest het toe te passen en de depositaris dienovereenkomstig op de hoogte brengt. Paragraaf 5 vereist dat de bevoegde autoriteiten, alvorens met de arbitrageprocedure te beginnen, zich ervan vergewissen dat alle

in de zaak betrokken belastingplichtigen en hun raadgevers, zich schriftelijk akkoord verklaren om geen enkele inlichting die ze in de loop van de arbitrageprocedure van de bevoegde autoriteiten of van het arbitragepanel ontvangen, kenbaar te maken. Elke wezenlijke inbreuk op deze overeenkomst tussen het tijdstip waarop het verzoek om arbitrage wordt ingediend en het tijdstip waarop het arbitragepanel haar uitspraak doet, leidt tot de beëindiging van de procedure voor onderling overleg en de arbitrageprocedure met betrekking tot de zaak.

Paragrafen 6 en 7

251. Paragraaf 6 laat een Partij (behoudens een Partij die die ervoor gekozen heeft om paragraaf 5 toe te passen) toe zich het recht voor te behouden om paragraaf 5 niet toe te passen op een of meer gespecificeerde gedekte belastingverdragen (of op al haar gedekte belastingverdragen). Een Partij die ervoor heeft gekozen om paragraaf 5 toe te passen, kan zich krachtens paragraaf 7 evenwel het recht voorbehouden Deel VI in zijn geheel niet toe te passen op enig gedekt belastingverdrag waarvoor het andere verdragsluitende rechtsgebied het voorbehoud heeft gemaakt overeenkomstig paragraaf 6. Het algehele effect van de paragrafen 4 tot en met 7 is garanderen dat wanneer een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag ervoor gekozen heeft om paragraaf 5 toe te passen, belastingplichtigen standaard verplicht zullen zijn om de informatie die zij tijdens de arbitrageprocedure ontvangen geheim te houden. Partijen die dit niet als noodzakelijk beschouwen, kunnen echter afzien van deze vereiste voor een of meer gedekte belastingverdragen. Partijen die het als essentieel beschouwen dat de belastingplichtige de vertrouwelijkheid strikt naleven, kunnen evenwel arbitrage volledig uitsluiten voor een Partij die ervoor heeft gekozen de geheimhoudingsregel niet toe te passen.

Artikel 24 — Akkoord over een andere oplossing

Paragrafen 1 en 2

252. Paragraaf 1 laat een Partij toe om ervoor te kiezen om paragraaf 2 toe te passen met betrekking tot haar gedekte belastingverdragen. Ongeacht artikel 19(4), laat paragraaf 2 toe dat de bevoegde autoriteiten afwijken van de arbitrale uitspraak en binnen drie kalendermaanden nadat de beslissing aan hen is meegedeeld, een andere oplossing overeenkomen. Dit kan zich bijvoorbeeld voordoen als een arbitragepanel een uitspraak doet die beide bevoegde autoriteiten als een ongeschikte oplossing van de kwesties in de zaak beschouwen. Paragraaf 2 is een facultatieve bepaling en zal enkel van toepassing zijn met betrekking tot een gedekt belastingverdrag indien beide verdragsluitende rechtsgebieden voor die toepassing kiezen.

Paragraaf 3

253. Sommige rechtsgebieden achten het onwaarschijnlijk dat artikel 24 toegepast zal worden wanneer de in artikel 23(1) beschreven methode van het "laatste aanbod" wordt gebruikt, aangezien bij de arbitrageprocedure van "het laatste bod" de uitspraak van het arbitragepanel het standpunt van een van de twee bevoegde autoriteiten zal zijn. Om met dit standpunt rekening te houden, laat paragraaf 3 toe dat een Partij die ervoor kiest paragraaf 2 toe te passen, zich het recht voorbehoudt om paragraaf 2 alleen toe te passen op haar gedekte belastingverdragen waarvoor de in artikel 23(2) beschreven methode van "het onafhankelijke standpunt" wordt gebruikt.

Artikel 25 — Kosten van de arbitrageprocedure

254. Artikel 25 bepaalt dat de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden in onderling overleg regels zullen afspreken voor de verdeling van de vergoedingen en kosten van de leden van het arbitragepanel (exclusief die van de medewerkers van dergelijke leden), alsook alle kosten die in verband met de arbitrageprocedure worden opgelopen. Het bepaalt ook dat, bij gebrek aan dergelijke overeenkomst, (i) elk verdragsluitend rechtsgebied zijn eigen kosten en die van het door hem aangewezen panellid draagt, en (ii) de kosten van de voorzitter van het arbitragepanel en de

andere kosten in verband met het verloop van de arbitrageprocedure bij helften door de twee verdragsluitende rechtsgebieden zullen worden gedragen. De verwijzing naar "andere kosten" beoogt de opname van kosten zoals de redelijke reis- en telecommunicatiekosten van de voorzitter, maar niet de interne kosten in verband met de logistieke organisatie van de vergaderingen van het arbitragepanel, zoals het gebruik van vergaderzalen die eigendom zijn van een verdragsluitend rechtsgebied, andere daarmee verband houdende, het financieel beheer en andere logistieke ondersteuning die door de bevoegde autoriteit van een verdragsluitend rechtsgebied wordt voorzien. Het gaat ook niet om interne kosten in verband met de algemene administratieve coördinatie van de werkzaamheden, die gewoonlijk gedragen worden door het verdragsluitend rechtsgebied dat als gastheer voor de vergadering optreedt.

255. De bevoegde autoriteiten kunnen ook een schaal afspreken voor de aan de leden van het arbitragepanel te betalen vergoedingen. Het staat hen vrij om die vergoedingen op zo'n wijze vast te stellen dat de specifieke omstandigheden van de verdragsluitende rechtsgebieden, hun specifieke relatie en het soort arbitrage, weerspiegeld worden. Bovendien kunnen, in sommige rechtsgebieden, ratificatieprocedures vereisen dat de geraamde kosten in verband met arbitrageprocedures vastgesteld worden. Voor deze rechtsgebieden kan het nodig zijn om vooraf afspraken te maken over een vergoedingschaal. Als inspiratiebron hiervoor hebben rechtsgebieden een waaier aan vergoedingschalen gebruikt, zoals de vergoedingschaal van het internationaal centrum voor de beslechting van investeringsgeschillen en de vergoedingschaal voorzien in de herziene gedragscode voor de Overeenkomst van 23 juli 1990 ter afschaffing van dubbele belasting in geval van winstcorrecties tussen verbonden ondernemingen (het EU-Arbitrageverdrag). Rechtsgebieden hebben ook het aantal reizen en de aantal dagen waarvoor de panelleden vergoed zullen worden, beperkt.

Artikel 26 — Compatibiliteit

Paragraaf 1

256. Paragraaf 1 is een verenigbaarheidsclausule die de interactie beschrijft tussen de bepalingen van Deel VI en de bepalingen van de gedekte belastingverdragen die voorzien dat zaken kunnen voorgelegd worden aan arbitrage in het kader van de procedure voor onderling overleg. Deze paragraaf voorziet dat de bepalingen van Deel VI worden toegepast op gedekte belastingverdragen die niet reeds voorzien in arbitrage voor onopgeloste kwesties die voortvloeien uit zaken van onderling overleg die door de belastingplichtige voor de bevoegde autoriteiten gebracht werden. Deel VI zal ook van toepassing zijn in de plaats van bestaande arbitragebepalingen die van toepassing zijn op kwesties die volgen uit zaken van onderling overleg (ongeacht of zij al dan niet voorzien in verplichte en bindende arbitrage), behoudens het hieronder in paragraaf 4 beschreven voorbehoud, dat een Partij toelaat om de toepassing te behouden van bepaalde bestaande bepalingen inzake verplichte en bindende arbitrage. Elke Partij die ervoor kiest om Deel VI toe te passen, dient de depositaris in kennis stellen of haar gedekte belastingverdragen (andere dan deze binnen de werkingssfeer van een voorbehoud krachtens paragraaf 4) al dan niet arbitragebepalingen bevatten (en zo ja, van het nummer van het artikel en van de paragraaf van elke dergelijke bepaling). Verwacht wordt dat in sommige gevallen de verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag dat reeds voorziet in verplichte en bindende arbitrage, er de voorkeur aan zullen geven het in paragraaf 4 beschreven voorbehoud te maken om die bepalingen te behouden. In andere gevallen, zoals hierboven in de paragrafen 15 en 18 werd opgemerkt, wordt verwacht dat de verdragsluitende rechtsgebieden zich naar beste vermogen zullen inspannen om de depositaris in kennis te stellen van alle bestaande bepalingen die in arbitrage voorzien voor onopgeloste kwesties die volgen uit een zaak van onderling overleg. Als gevolg hiervan is de verwachting dat het niet-identificeren van een bestaand arbitragebepaling zich slechts uiterst zeldzaam zal voordoen.

Paragraaf 2

257. Paragraaf 2 beschrijft de interactie tussen de bepalingen van Deel VI en de bepalingen van een bilateraal of multilateraal verdrag dat voorziet in verplichte en bindende arbitrage van onopgeloste

kwesties die volgen uit een zaak van onderling overleg. Aangezien een van de doelstellingen van dergelijke verdragen, zoals het doel van Deel VI, erin bestaat geschillen doeltreffend en efficiënt op te lossen, vermijdt paragraaf 2 dubbel werk door te bepalen dat een onopgeloste kwestie die volgt uit een zaak die door middel van de procedure voor onderling overleg onderzocht werd, niet aan arbitrage krachtens Deel VI onderworpen zal worden wanneer er eerder al een arbitragepanel of een gelijksoortig orgaan werd opgericht om die kwestie te behandelen in toepassing van een andere bilaterale of multilaterale overeenkomst die voorziet in een mechanisme van verplichte en bindende arbitrage. Indien er in het kader van een ander verdrag nog geen arbitragepanel is opgericht, blijft Deel VI echter van toepassing om te garanderen dat onopgeloste kwesties die volgen uit een zaak van onderling overleg en die krachtens artikel 19 aan arbitrage kunnen worden voorgelegd, zo spoedig mogelijk kunnen worden opgelost.

Paragraaf 3

258. In paragraaf 3 wordt verduidelijkt dat de bepalingen van Deel VI geen afbreuk doen aan het naleven van verdergaande verplichtingen (bijv. verplichtingen om kwesties of zaken op te lossen die niet onder Deel VI vallen) die kunnen voortvloeien uit andere overeenkomsten waarbij de verdragsluitende rechtsgebieden partij zijn of zullen worden, en die betrekking hebben op het regelen door arbitrage van onopgeloste kwesties die ontstaan in het kader van een procedure voor onderling overleg, behalve bepalingen van een gedekt belastingverdrag die op grond van paragraaf 1 zijn vervangen door Deel VI.

Paragraaf 4

259. Zoals hierboven vermeld, laat paragraaf 4 toe dat een Partij bestaande bepalingen inzake verplichte en bindende arbitrage behoudt door zich het recht voor te behouden Deel VI niet toe te passen op een of meer gespecificeerde gedekte belastingverdragen (of op al haar gedekte belastingverdragen) die reeds voorzien in verplichte en bindende arbitrage voor onopgeloste kwesties die voortkomen uit een zaak van onderling overleg. In dit verband wordt een gedekt belastingverdrag geacht te voorzien in "verplichte en bindende arbitrage" indien, in bijzondere omstandigheden (zoals een verzoek van een persoon die de zaak heeft voorgelegd), de bevoegde autoriteiten verplicht zijn om kwesties die volgen uit een procedure voor onderling overleg die niet zijn opgelost na een bepaalde periode, aan arbitrage voor te leggen en het resultaat van die arbitrage bindend is voor de bevoegde autoriteiten.

Deel VII. Slotbepalingen

Artikel 27 – Ondertekening en bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring

Paragraaf 1

260. Paragraaf 1 bepaalt dat de Overeenkomst vanaf 31 december 2016 openstaat voor ondertekening. Die paragraaf bepaalt ook dat de Overeenkomst openstaat voor ondertekening door alle staten.

261. Aangezien bovendien sommige niet-statelijke rechtsgebieden belastingverdragen hebben gesloten krachtens regelingen met de staat die verantwoordelijk is voor hun internationale betrekkingen, staat de Overeenkomst bovendien open voor ondertekening door de onder alinea b) opgelijste rechtsgebieden. Na de naam van elk rechtsgebied in alinea b) staat de naam van de staat die verantwoordelijk is voor de internationale betrekkingen van dat rechtsgebied tussen haakjes. De opname van elk onder alinea b) genoemd rechtsgebied werd toegestaan door de staat die verantwoordelijk is voor zijn internationale betrekkingen en werd goedgekeurd door de *ad hoc* groep.

262. Ten slotte bepaalt alinea c) dat de Partijen en ondertekenaars, volgend op de openstelling voor ondertekening op 31 december 2016, kunnen beslissen om andere niet-statelijke rechtsgebieden

toe te laten om Partij te worden bij de Overeenkomst. Deze beslissing moet bij consensus genomen worden, hetgeen betekent dat elk rechtsgebied dat niet opgelijst is in alinea b) enkel Partij bij de Overeenkomst kan worden, indien geen enkele Partij of ondertekenaar er zich tegen verzet.

Paragraaf 2

263. Paragraaf 2 bepaalt dat de ondertekening van de Overeenkomst wordt gevolgd door bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring. De juiste term is afhankelijk van de internrechtelijke verplichtingen. Eens de interne procedures voltooid zijn, moet een akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring worden neergelegd bij de depositaris en het is deze gebeurtenis die krachtens artikel 34 van de Overeenkomst, aanleiding geeft tot de toepassing van de regel betreffende de inwerkingtreding van de Overeenkomst.

Artikel 28 — Voorbehouden

Paragraaf 1

264. Paragraaf 1 bevat een lijst van toegestane voorbehouden, onder verwijzing naar de bepaling waarin ze zijn voorzien. Met uitzondering van de voorbehouden bij Deel VI van de Overeenkomst die geregeld worden in artikel 28(2), zijn dit de enige voorbehouden die krachtens de Overeenkomst zijn toegestaan.

Paragraaf 2

265. Paragraaf 2(a) bepaalt dat een Partij, die krachtens artikel 18 (Keuze om Deel VI toe te passen) kiest om Deel VI (Arbitrage) van de Overeenkomst toe te passen, een of meer voorbehouden kan maken met betrekking tot de werkingssfeer van zaken die op grond van Deel VI (Arbitrage) in aanmerking komen voor arbitrage. Bij het uitwerken van Deel VI heeft de subgroep inzake arbitrage overwogen om een lijst op te stellen van welbepaalde voorbehouden met betrekking tot de geïndiceerde zaken. Hoewel de zekerheid die een dergelijke lijst zou bieden wenselijk zou zijn, werd het echter onwaarschijnlijk geacht dat onder alle leden van de subgroep een consensus zou kunnen bereikt worden over een lijst van welbepaalde voorbehouden. Bovendien was er bezorgdheid dat, indien een Partij groot politiek belang hechtte aan bepaalde soorten zaken die niet waren genoemd (bijvoorbeeld omdat die Partij niet had deelgenomen aan de initiële uitwerking van Deel VI), die Partij misschien niet in de mogelijkheid zou zijn om ervoor te kiezen Deel VI toe te passen, ondanks de wens om zich te verbinden tot verplichte en bindende arbitrage voor andere soorten zaken. Paragraaf 2 werd daarom toegevoegd om de Partijen die zich ertoe verbinden arbitrage in te voeren, de flexibiliteit te geven om het toepassingsgebied van de zaken die voor arbitrage in aanmerking komen aan te passen aan hun nationale beleid inzake arbitrage.

266. Zoals bepaald in paragraaf 5 zal een voorbehoud krachtens paragraaf 2(a) in het algemeen worden gemaakt bij de ondertekening of de neerlegging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring. Voor een Partij die ervoor kiest om Deel VI niet toe te passen op het ogenblik dat zij Partij wordt bij de Overeenkomst, maar er later voor kiest Deel VI toe te passen door een kennisgeving te doen aan de depositaris, moeten de in paragraaf 2(a) bedoelde voorbehouden evenwel op hetzelfde moment worden gemaakt als het ogenblik van de kennisgeving door de Partij aan de depositaris dat zij er krachtens artikel 18 voor kiest om Deel VI toe te passen.

267. Paragraaf 2(b) bepaalt dat krachtens paragraaf 2(a) gemaakte voorbehouden afhankelijk zijn van aanvaarding door de andere Partijen. Het verduidelijkt dat een krachtens paragraaf 2(a) gemaakt voorbehoud door een andere Partij geacht wordt aanvaard te zijn, indien die andere Partij de depositaris er niet van in kennis stelt dat zij bezwaar aantekent tegen het voorbehoud, en dit binnen een termijn van twaalf kalendermaanden vanaf de datum waarop de depositaris aan alle Partijen en

ondertekenaars kennis gegeven heeft van het voorbehoud of, indien die later valt, vanaf de datum waarop de Partij haar akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring neerlegt. Voor een Partij die ervoor kiest om Deel VI niet toe te passen op het moment dat zij Partij wordt bij de Overeenkomst, maar er later voor kiest Deel VI toe te passen door een kennisgeving te doen aan de depositaris, mogen bezwaren tegen voorbehouden die andere Partijen vooraf hebben gemaakt evenwel, krachtens alinea a), ingediend worden op het tijdstip waarop eerstgenoemde Partij de depositaris in kennis stelt dat zij ervoor kiest om Deel VI toe te passen krachtens artikel 18.

268. In de gevallen dat een Partij effectief bezwaar aantekent tegen een op grond van paragraaf 2(a) gemaakt voorbehoud, zou Deel VI in zijn geheel niet van toepassing zijn tussen de Partij die bezwaar heeft aangetekend en de Partij die het voorbehoud heeft gemaakt. Er kan bijgevolg verwacht worden dat de Partijen hun voorbehouden krachtens paragraaf 2(a) voorzichtig zullen formuleren en dat zij enige bezwaren tegen dergelijke voorbehouden ook voorzichtig zullen afwegen, aangezien het resultaat van een bezwaar tegen een voorbehoud zal zijn dat er krachtens de Overeenkomst geen grondslag zal zijn voor verplichte en bindende arbitrage tussen deze twee Partijen.

269. Er moet op gewezen worden dat het een Partij, krachtens artikel 28(9), te allen tijde vrij staat om een voorbehoud in te trekken of te vervangen door een beperkter voorbehoud. Er wordt verwacht dat Partijen hun voorbehouden in de loop van de jaren zullen blijven evalueren om te garanderen dat zij in overeenstemming blijven met de gemeenschappelijke doelstelling om de beslechting van geschillen tussen bevoegde autoriteiten te verbeteren.

Paragraaf 3

270. Paragraaf 3 bevestigt het effect van krachtens paragraaf 1 of 2 gemaakte voorbehouden op de toepassing van de desbetreffende bepalingen van de Overeenkomst tussen de Partij die het voorbehoud heeft gemaakt en de andere Partijen bij de Overeenkomst. Deze paragraaf geeft aan dat, tenzij uitdrukkelijk anders is bepaald, elk door een Partij gemaakt voorbehoud de bepalingen waarop het voorbehoud betrekking heeft in dezelfde mate wijzigt voor de Partij die het voorbehoud heeft gemaakt als voor de andere Partij. Tenzij een bepaling van de Overeenkomst uitdrukkelijk anders bepaalt, zal een voorbehoud bijgevolg de desbetreffende bepalingen van de Overeenkomst wijzigen tussen de Partij die het voorbehoud heeft gemaakt en alle andere Partijen bij de Overeenkomst, d.w.z. voor de Partij die het voorbehoud heeft gemaakt in haar betrekkingen met de andere Partijen en voor die andere Partijen in hun betrekkingen met de Partij die het voorbehoud heeft gemaakt. Met andere woorden, tenzij anders bepaald worden de voorbehouden symmetrisch toegepast.

Paragraaf 4

271. Paragraaf 4 vereist dat een Partij die, overeenkomstig artikel 2(1)(a) van de Overeenkomst, in haar lijst van gedekte belastingverdragen een of meer belastingverdragen heeft opgenomen die zijn gesloten door of namens een rechtsgebied of gebied waarvan de internationale betrekkingen overeenkomstig artikel 2(1)(a) van de Overeenkomst onder haar verantwoordelijkheid vallen, een afzonderlijke lijst van voorbehouden voor dat rechtsgebied of gebied neerlegt, die kan verschillen van de eigen lijst van voorbehouden van die Partij. Deze afzonderlijke lijst van voorbehouden is van toepassing op alle door of namens dat rechtsgebied of gebied gesloten verdragen die onder de Overeenkomst vallen.

272. Paragraaf 4 is niet relevant voor rechtsgebieden die Partij worden bij de Overeenkomst krachtens artikel 27(1)(b) of (c), aangezien deze rechtsgebieden zelf Partij bij de Overeenkomst zijn en zoals iedere andere Partij hun eigen voorbehouden zullen maken krachtens artikel 28(1) en, indien van toepassing, artikel 28(2).

273. De term "gebied" wordt naast de term "rechtsgebied" gebruikt om de verschillende soorten niet-statelijke entiteiten te vatten waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van een staat vallen. De termen "door of namens" zijn ook bedoeld om de

verschillende manieren te vatten waarop belastingverdragen kunnen worden gesloten ten aanzien van niet-statelijke rechtsgebieden of gebieden. In bepaalde gevallen worden belastingverdragen door het rechtsgebied of gebied zelf gesloten, terwijl in andere gevallen de staat die verantwoordelijk is voor de internationale betrekkingen van een rechtsgebied of gebied de belastingverdragen namens dat rechtsgebied of gebied kan sluiten. In beide situaties verstrekt de staat die Partij is bij de Overeenkomst en die verantwoordelijk is voor de internationale betrekkingen van het rechtsgebied of gebied, voor dat rechtsgebied of gebied een lijst van voorbehouden voor, die verschillend kan zijn van de eigen lijst met voorbehouden van de staat die Partij is bij de Overeenkomst.

274. Indien enige in artikel 28(8) genoemde voorbehouden worden gemaakt ten aanzien van het rechtsgebied of gebied, verstrekt de Partij tevens een lijst van belastingverdragen die door of namens dat rechtsgebied of gebied zijn gesloten en die binnen de werkingssfeer van het voorbehoud vallen. In alle andere gevallen is de lijst van voorbehouden ten aanzien van het rechtsgebied of gebied van toepassing op alle belastingverdragen die door dat rechtsgebied of gebied zijn gesloten en die gedekte belastingverdragen zijn of later gedekte belastingverdragen worden, met inbegrip van verdragen die krachtens artikel 29(5) van de Overeenkomst in de toekomst toegevoegd worden.

275. Het krachtens artikel 28(4) neerleggen door een Partij van de lijst van voorbehouden met betrekking tot een rechtsgebied of gebied, vindt ofwel plaats: i) tegelijk met de neerlegging van de lijst van voorbehouden van de desbetreffende Partij, indien een of meer van de belastingverdragen van het rechtsgebied of gebied zijn opgenomen in de initiële lijst van belastingverdragen die door de Partij overeenkomstig artikel 2(1)(a)(ii) zijn vastgesteld; ofwel, ii) tegelijk met de kennisgeving van een toevoeging aan de lijst van belastingverdragen overeenkomstig artikel 29(5) van de Overeenkomst, indien deze toevoeging tot gevolg heeft dat voor het eerst een door het rechtsgebied of gebied gesloten belastingverdrag wordt opgenomen.

Paragrafen 5 tot en met 7 - Tijdstip van de voorbehouden

276. Paragrafen 5 tot 7 bepalen het tijdstip voor het maken van de voorbehouden krachtens de Overeenkomst. De Overeenkomst vereist in hoofdzaak dat bij de ondertekening een voorlopige lijst van voorbehouden wordt verstrekt aan de depositaris en dat vervolgens, bij het neerleggen van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, een definitieve lijst van voorbehouden aan de depositaris wordt verstrekt, behoudens latere wijzigingen aan die lijst die uitdrukkelijk zijn toegestaan door de bepalingen van artikel 28(2), (5) en (9) en artikel 29(5) van de Overeenkomst. De Overeenkomst voorziet tegelijkertijd in de mogelijkheid dat een definitieve lijst van voorbehouden (behoudens latere wijzigingen aan die lijst die uitdrukkelijk zijn toegestaan door de bepalingen van artikel 28(2), (5) en (9) en artikel 29(5) van de Overeenkomst) aan de depositaris kan worden bezorgd bij de ondertekening. In dergelijke gevallen moet het document dat de voorbehouden bevat uitdrukkelijk vermelden dat het als definitief moet worden beschouwd.

Paragraaf 5

277. Paragraaf 5 bepaalt dat voorbehouden ofwel bij de ondertekening, ofwel bij de neerlegging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring moeten worden gemaakt. Deze algemene regel is onderworpen aan de bepalingen van artikel 28(2) (dat voorziet in de mogelijkheid voor een Partij die ervoor kiest Deel VI toe te passen, om een of meer voorbehouden te maken ten aanzien van de werkingssfeer van zaken die krachtens de bepalingen van Deel VI aan arbitrage kunnen worden onderworpen), artikel 28(6) (dat voorziet in de mogelijkheid om de definitieve lijst van voorbehouden bij de ondertekening te verstrekken), artikel 28(9) (dat voorziet in de mogelijkheid om voorbehouden in te trekken of te vervangen) en artikel 29(5) (dat voorziet in de mogelijkheid om nieuwe voorbehouden te maken indien een belastingverdrag dat wordt toegevoegd aan de lijst waarvan kennis werd gegeven krachtens artikel 2(1)(a)(ii), het eerste is dat valt binnen de werkingssfeer van een voorbehoud als bedoeld in artikel 28(8) of indien een nieuw toegevoegd verdrag het eerste

belastingverdrag is op de lijst dat gesloten werd door of namens een rechtsgebied of gebied waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van de Partij vallen). Het is echter mogelijk dat een Partij er voor kiest om Deel VI van de Overeenkomst toe te passen, nadat zij reeds Partij bij de Overeenkomst is geworden. Om te garanderen dat zulke Partij de mogelijkheid heeft om de welbepaalde voorbehouden te maken betreffende Deel VI, bepaalt paragraaf 5 ook dat dergelijke voorbehouden moeten worden gemaakt op het moment dat die Partij de depositaris overeenkomstig artikel 18 in kennis stelt van haar keuze om Deel VI toe te passen.

Paragraaf 6

278. Paragraaf 6 voorziet dat, indien bij de ondertekening voorbehouden worden gemaakt, deze moeten worden bevestigd bij de neerlegging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, aangezien dat het ogenblik is dat, na voltooiing van de interne procedures, de instemming om door de Overeenkomst gebonden te zijn tot uitdrukking wordt gebracht. Bij de neerlegging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring kunnen veranderingen worden aangebracht in de lijst van voorbehouden, met inbegrip van de toevoeging, schrapping of wijziging van voorbehouden die bij de ondertekening zijn gemaakt.

279. Paragraaf 6 voorziet in een uitzondering in het geval dat een ondertekenaar uitdrukkelijk vermeldt dat de lijst van voorbehouden die hij bij de ondertekening maakt, als definitief moet worden beschouwd. In dergelijke gevallen is geen bevestiging van de voorbehouden vereist op het moment van de neerlegging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring. Het definitieve karakter van de bij de ondertekening gemaakte voorbehouden is evenwel onderworpen aan de bepalingen van artikel 28(2) en (5) (dat voorziet in de mogelijkheid voor een Partij die ervoor kiest om Deel VI toe te passen nadat zij Partij is geworden bij de Overeenkomst, om de krachtens Deel VI toegestane voorbehouden te maken op het ogenblik dat zij ervoor kiest om Deel VI toe te passen), van artikel 28(9) (dat voorziet in de mogelijkheid om voorbehouden in te trekken of te vervangen) en van artikel 29(5) (dat voorziet in de mogelijkheid om nieuwe voorbehouden te maken indien een belastingverdrag dat wordt toegevoegd aan de lijst waarvan kennis werd gegeven krachtens artikel 2(1)(a)(ii), het eerste is dat binnen de werkingssfeer valt van een voorbehoud als bedoeld in artikel 28(8) of indien een nieuw toegevoegd verdrag de eerste is op de lijst van een belastingverdrag dat gesloten werd door of namens een rechtsgebied of gebied waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van de Partij vallen).

Paragraaf 7

280. Paragraaf 7 bepaalt dat indien bij de ondertekening geen voorbehouden worden gemaakt, er op dat tijdstip een voorlopige lijst met te verwachten voorbehouden aan de depositaris wordt verstrekt. Deze voorlopige lijst is alleen bedoeld voor transparantiedoeleinden en is bedoeld om de andere ondertekenaars een preliminaire indicatie te geven van de voorgenomen positie van de ondertekenaar. Hierbij wordt rekening gehouden met de aard van de Overeenkomst, die opgezet is om de bestaande bilaterale of multilaterale betrekkingen te wijzigen. De door de andere verdragsluitende rechtsgebieden gekozen voorbehouden zullen in de verband de wijze bepalen waarop het bestaande bilaterale of multilaterale verdrag wordt gewijzigd. Deze voorlopige aanwijzingen van voorgenomen posities zijn bijgevolg van belang om inzicht te krijgen in de eventuele wijzigingen van een bestaand belastingverdrag en om de interne ratificatieprocedures te vereenvoudigen, alsook om de tenuitvoerlegging van de door de Overeenkomst aangebrachte wijzigingen voor te bereiden. De voorlopige lijst van verwachte voorbehouden krachtens artikel 28(7) belet een ondertekenaar niet om bij de neerlegging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring een gewijzigde lijst van voorbehouden in te dienen.

Paragraaf 8

281. Paragraaf 8 vereist dat, wanneer krachtens de opgesomde bepalingen voorbehouden worden gemaakt, een exhaustieve lijst van de gedekte belastingverdragen die binnen de werkingssfeer van het

voorbehoud vallen, zoals gedefinieerd in de desbetreffende bepaling, moet worden verstrekt. In het geval van een voorbehoud dat alleen van toepassing is wanneer een gedekt belastingverdrag een specifieke soort bepaling bevat, moet ook een lijst van de nummer van het artikel en de paragraaf van elke betrokken bepaling worden verstrekt. Dit is bedoeld om duidelijkheid te verschaffen over de toepassing van voorbehouden waarvan het de bedoeling is dat zij alleen van toepassing zijn op gedekte belastingverdragen met een specifiek kenmerk. Zulke voorbehouden zouden niet van toepassing zijn op een gedekt belastingverdrag dat niet is opgenomen in de door paragraaf 8 vereiste lijsten.

Paragraaf 9

282. Paragraaf 9 voorziet in de mogelijkheid om een krachtens artikel 28(1) of (2) gemaakt voorbehoud in te trekken of te vervangen door een voorbehoud met een beperktere werkingssfeer, door middel van een aan de depositaris gerichte kennisgeving. De doelstelling van het toestaan van de vervanging van een voorbehoud door een ander voorbehoud, is om een Partij toe te laten latere aanpassingen te aanvaarden die door de Overeenkomst aan haar gedekte belastingverdragen moeten gebeuren. Een Partij kan bijgevolg instemmen met bijkomende aanpassingen aan haar gedekte belastingverdragen door middel van de vervanging van een voorbehoud, maar mag dit mechanisme niet gebruiken om de nieuwe beperkingen te plaatsen op de aanpassingen door de Overeenkomst van haar belastingverdragen. Een Partij die bijvoorbeeld een voorbehoud heeft gemaakt ten aanzien van artikel 3 in zijn geheel krachtens paragraaf 5(a) van dat artikel, kan dit voorbehoud hetzij volledig intrekken, hetzij vervangen door een voorbehoud dat louter betrekking heeft op gedekte belastingverdragen die reeds een bepaling bevatten betreffende de behandeling van transparante entiteiten overeenkomstig paragraaf 5(b) van dat artikel. Een Partij die aanvankelijk een voorbehoud heeft gemaakt krachtens paragraaf 5(b) van dat artikel, kan dit later evenwel niet vervangen door een voorbehoud krachtens paragraaf 5(a) van dat artikel. In paragraaf 9(a) en (b) worden de data vastgesteld waarop de intrekking of vervanging van een voorbehoud van toepassing wordt, onder voorbehoud van artikel 35(7).

283. Alinea a) is van toepassing wanneer alle verdragsluitende rechtsgebieden staten of rechtsgebieden zijn die Partij zijn bij de Overeenkomst op de datum van ontvangst door de depositaris van de kennisgeving van de intrekking of de vervanging van het voorbehoud. In lijn met hoe de uitwerking van de Overeenkomst in artikel 35 werd aangepakt, wordt in paragraaf 9, in plaats van te voorzien in een algemene uitwerking op een specifieke datum, de uitwerking van de intrekking of de vervanging van een voorbehoud gedefinieerd aan de hand van de datum of de periode waaraan specifieke belastingen zijn toe te rekenen.

284. Alinea a) onderscheidt twee categorieën: (i) voorbehouden met betrekking tot bepalingen inzake aan de bron geheven belastingen en (ii) voorbehouden met betrekking tot alle andere bepalingen.

285. Met betrekking tot categorie (i) zijn de eerste belastingen waarvoor de intrekking of vervanging van een voorbehoud van toepassing wordt, die waarvoor het feit dat aanleiding geeft tot de belastingen zich voordoet op of na 1 januari van het jaar dat onmiddellijk volgt op het verstrijken van een termijn van zes kalendermaanden die aanvangt op de datum waarop de depositaris de kennisgeving van de intrekking of de vervanging meedeelt aan alle Partijen en ondertekenaars.

286. Bijvoorbeeld, zoals geïllustreerd in onderstaande tijdlijn, wanneer een Partij op 25 augustus 2018 een kennisgeving van intrekking van een voorbehoud indient met betrekking tot aan de bron geheven belastingen, en de depositaris alle Partijen en ondertekenaars hiervan op 1 september 2018 in kennis stelt, geldt de intrekking voor elke belasting waarvan het ontstaansfeit plaatsvindt op of na 1 januari 2020 (datum van kennisgeving door de depositaris van 1 september 2018, vermeerderd met het verstrijken van de periode van zes kalendermaanden, hetgeen de tijdslijn brengt op 1 maart 2019. De eerste belastingen waarop de intrekking van toepassing is, moeten dus betrekking hebben op feiten die zich voordoen op of na 1 januari van het volgende jaar, d.w.z. 2020).

2018			2019	2020
25 augustus	1 september	Termijn van zes maanden	1 maart 2019	1 januari
Neerlegging van de kennisgeving van intrekking	Mededeling aan alle Partijen en ondertekenaars door de depositaris.		Verstrijken van de termijn van zes maanden.	De intrekking van een voorbehoud zal uitwerking hebben met betrekking tot alle bronbelastingen die betrekking hebben op een gebeurtenis vanaf die datum.

287. Met betrekking tot categorie (ii) zijn de eerste belastingen waarvoor de intrekking van het voorbehoud van toepassing wordt, diegene die worden geheven ter zake van belastbare tijdperken die aanvangen op of na 1 januari van het jaar dat onmiddellijk volgt op het verstrijken van een termijn van zes kalendermaanden die aanvangt op de datum waarop de depositaris de kennisgeving van de intrekking of de vervanging van het voorbehoud meedeelt.

288. Bijvoorbeeld, zoals geïllustreerd in onderstaande tijdlijn, wanneer een Partij op 25 augustus 2018 een kennisgeving van intrekking van een voorbehoud indient met betrekking tot alle bepalingen, behalve deze die betrekking hebben op aan de bron geheven belastingen, en de depositaris alle Partijen en ondertekenaars hiervan op 1 september 2018 in kennis stelt, geldt de intrekking voor elke belasting die geheven wordt betreffende belastbare tijdperken die aanvangen op of na 1 januari 2020 (datum van kennisgeving door de depositaris van 1 september 2018, vermeerderd met het verstrijken van de periode van zes maanden, hetgeen de tijdslijn brengt op 1 maart 2019. De eerste belastingen waarop de intrekking van toepassing is, zijn dus deze die geheven worden ter zake van belastbare tijdperken die aanvangen op of na 1 januari van het volgende jaar, d.w.z. 2020).

2018			2019	2020
25 augustus	1 september	Termijn van zes maanden	1 maart 2019	1 januari
Neerlegging van de kennisgeving van intrekking	Mededeling aan alle Partijen en ondertekenaars door de depositaris.		Verstrijken van de termijn van zes maanden.	De intrekking van een voorbehoud zal uitwerking hebben met betrekking tot alle niet bij de bron ingehouden belastingen die worden geheven ter zake van belastbare tijdperken die beginnen op of na 1 januari 2020.

289. Paragraaf 9(b) is van toepassing op gedekte belastingverdragen waarvoor een of meer verdragsluitende rechtsgebieden Partij bij de Overeenkomst worden na de datum van ontvangst door de depositaris van de kennisgeving van intrekking of vervanging van het voorbehoud. In dergelijke gevallen krijgt de intrekking of vervanging uitwerking op de laatste van de data waarop de Overeenkomst voor ieder van deze verdragsluitende rechtsgebieden in werking treedt. Hierbij wordt rekening gehouden met het feit dat er, overeenkomstig de artikelen 34 en 35, minstens een periode van drie maanden ligt tussen de datum van neerlegging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring en de inwerkingtreding van de Overeenkomst (d.w.z. de datum waarop een staat of rechtsgebied Partij wordt), alsook een bijkomende periode voordat de bepalingen van de Overeenkomst voor de nieuwe Partij uitwerking hebben.

290. Met betrekking tot gedekte belastingverdragen die zijn gesloten door of namens een rechtsgebied of gebied waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van een Partij vallen en die door die Partij worden vermeld in de in artikel 2(1)(a)(ii) voorziene lijst, worden de verwijzingen in artikel 28(9)(a) en b) naar een Partij bij de Overeenkomst en in artikel 28(9)(b) naar de inwerkingtreding van de Overeenkomst voor een verdragsluitend rechtsgebied, gelezen als verwijzingen naar de Partij die verantwoordelijk is voor de internationale betrekkingen van dat rechtsgebied of dat gebied.

291. Artikel 35(7) biedt een Partij de mogelijkheid om de regel inzake de uitwerking van de intrekking of vervanging van een voorbehoud te wijzigen, opdat de interne procedures voor dat doeleinde zouden kunnen beëindigd worden (zie de paragrafen 338 tot en met 344 hieronder).

Artikel 29 — Kennisgevingen

Tijdstip van de kennisgevingen

292. In de paragrafen 1, 3 en 4 wordt het tijdstip vastgesteld waarop krachtens de Overeenkomst kennisgevingen kunnen gebeuren. De Overeenkomst vereist in hoofdzaak dat bij de ondertekening een voorlopige lijst van kennisgevingen wordt verstrekt aan de depositaris en dat vervolgens, bij het neerleggen van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, een definitieve lijst van kennisgevingen aan de depositaris wordt verstrekt (behoudens latere wijzigingen aan die lijst die uitdrukkelijk zijn toegestaan door de bepalingen van artikel 29(5) en (6) en artikel 35(7) van de Overeenkomst). De Overeenkomst voorziet tegelijkertijd in de mogelijkheid dat een definitieve lijst van kennisgevingen (behoudens latere wijzigingen aan die lijst die uitdrukkelijk zijn toegestaan door de bepalingen van artikel 29(5) en (6) en artikel 35(7) van de Overeenkomst) aan de depositaris kan worden verstrekt bij de ondertekening. In dergelijke gevallen moet het document dat de kennisgevingen bevat uitdrukkelijk vermelden dat het als definitief moet worden beschouwd.

Paragraaf 1

293. Paragraaf 1 bepaalt dat kennisgevingen die gedaan zijn krachtens bepaalde bepalingen in de Overeenkomst, ofwel moeten gedaan worden bij de ondertekening, ofwel bij het neerleggen van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring. Deze algemene regel is van toepassing onder voorbehoud van artikel 29(5) (dat voorziet in de mogelijkheid om de lijst van verdragen waarvan krachtens artikel 2(1)(a)(ii), kennis werd gegeven, uit te breiden, en in de mogelijkheid om aanvullende kennisgevingen te doen die vereist zouden kunnen zijn ten aanzien van de nieuw toegevoegde verdragen, alsook om nieuwe voorbehouden te maken indien een nieuw toegevoegd belastingverdrag het eerste belastingverdrag is op de lijst dat gesloten is door of namens een rechtsgebied of gebied waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van de Partij vallen); artikel 29(6) (dat voorziet in de mogelijkheid om bepaalde aanvullende kennisgevingen te doen met betrekking tot belastingverdragen die reeds zijn opgenomen in de lijst waarvan krachtens artikel 2(1)(a)(ii), kennis is gegeven; en artikel 35(7) (de kennisgevingen die vereist zijn wanneer een Partij een voorbehoud maakt met betrekking tot de bepalingen over de uitwerking met het oog op de voltooiing van de daartoe voorziene interne wettelijke procedures).

294. Paragraaf 1 bevat een exhaustieve lijst van de vereiste kennisgevingen, onder verwijzing naar de bepalingen waar zij zijn voorzien. Dit omvat kennisgevingen met betrekking tot de keuze van facultatieve bepalingen, die van toepassing zouden zijn op alle door een Partij gesloten belastingverdragen die gedekte belastingverdragen zijn of kunnen worden (behoudens voorbehouden die van toepassing zijn op gedekte belastingverdragen die bepalingen bevatten met specifieke en objectief omschreven kenmerken). Dit omvat ook kennisgevingen betreffende welke gedekte belastingverdragen binnen de werkingssfeer van de verenigbaarheidsclausules vallen, voor elke bepaling van de Overeenkomst.

Paragraaf 2

295. Paragraaf 2 vereist dat een Partij die, overeenkomstig artikel 2(1)(a)(ii) van de Overeenkomst, in haar lijst van gedekte belastingverdragen een of meer belastingverdragen heeft opgenomen die zijn gesloten door of namens een rechtsgebied of gebied waarvan de internationale betrekkingen overeenkomstig artikel 2(1)(a)(i)(B) van de Overeenkomst onder haar verantwoordelijkheid vallen, een afzonderlijke lijst van kennisgevingen voor dat rechtsgebied of gebied neerlegt, die kan verschillen van de eigen lijst van kennisgevingen van die Partij. Deze afzonderlijke lijst van kennisgevingen is van toepassing op door of namens dat rechtsgebied of gebied gesloten verdragen die onder de Overeenkomst vallen (behoudens de voorbehouden die van toepassing zijn op gedekte belastingverdragen die bepalingen met specifieke en objectief bepaalde kenmerken bevatten).

296. Paragraaf 2 is niet relevant voor rechtsgebieden die Partij worden bij de Overeenkomst krachtens artikel 27(1)(b) of (c), aangezien deze rechtsgebieden zelf Partij bij de Overeenkomst zijn en zoals elke andere Partij hun eigen kennisgevingen zullen doen krachtens artikel 29(1).

297. De term "gebied" wordt naast de term "rechtsgebied" gebruikt om de verschillende soorten niet-statelijke entiteiten te vatten waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van een staat vallen. De termen "door of namens" zijn ook bedoeld om de verschillende manieren te vatten waarop belastingverdragen kunnen worden gesloten ten aanzien van niet-statelijke rechtsgebieden of gebieden. In bepaalde gevallen worden belastingverdragen door het rechtsgebied of gebied zelf gesloten, terwijl in andere gevallen de staat die verantwoordelijk is voor de internationale betrekkingen van een rechtsgebied of gebied de belastingverdragen namens dat rechtsgebied of gebied kan sluiten. In beide gevallen verstrekt de staat die Partij is bij de Overeenkomst en die verantwoordelijk is voor de internationale betrekkingen van het rechtsgebied of gebied, voor dat rechtsgebied of gebied een lijst van kennisgevingen, die verschillend kan zijn van de eigen lijst met kennisgevingen van de staat die Partij is bij de Overeenkomst.

298. Kennisgevingen betreffende de keuze van toe te passen facultatieve bepalingen ten aanzien van het rechtsgebied of gebied, zijn van toepassing op alle belastingverdragen die door dat rechtsgebied of gebied zijn gesloten en die gedekte belastingverdragen zijn of later gedekte belastingverdragen worden, met inbegrip van verdragen die krachtens artikel 29(5) van de Overeenkomst in de toekomst toegevoegd zullen worden (behoudens de voorbehouden die van toepassing zijn op gedekte belastingverdragen die bepalingen bevatten met specifieke en objectief bepaalde kenmerken).

299. Het neerleggen door een Partij van de lijst van kennisgevingen van een rechtsgebied of gebied overeenkomstig artikel 29(2), moet plaatsvinden: ofwel, (i) tegelijk met de neerlegging van de lijst van kennisgevingen van de desbetreffende Partij, indien een of meer van de belastingverdragen van het rechtsgebied of gebied zijn opgenomen in de initiële lijst van belastingverdragen die door de Partij overeenkomstig artikel 2(1)(a)(ii) zijn vastgesteld; ofwel, (ii) tegelijk met de kennisgeving van een toevoeging aan de lijst van overeenkomsten overeenkomstig artikel 29(5) van de Overeenkomst, indien deze toevoeging tot gevolg heeft dat voor het eerst een door het rechtsgebied of gebied gesloten belastingverdrag wordt opgenomen.

Paragraaf 3

300. Paragraaf 3 voorziet dat, indien bij de ondertekening kennisgevingen worden gedaan, deze moeten worden bevestigd bij de neerlegging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, aangezien dat ogenblik is dat, na voltooiing van de interne procedures, de instemming om door de Overeenkomst gebonden te zijn tot uitdrukking wordt gebracht. Bij de neerlegging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring kunnen wijzigingen worden aangebracht in de lijst van kennisgevingen, met inbegrip van de toevoeging, schrapping of wijziging van kennisgevingen die bij de ondertekening zijn gedaan.

301. Paragraaf 3 voorziet in een uitzondering in het geval dat een Partij uitdrukkelijk vermeldt dat de lijst van kennisgevingen die zij bij de ondertekening doet, als definitief moet worden beschouwd. In dergelijke gevallen is geen bevestiging van de kennisgevingen vereist op het moment van neerlegging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring. Het definitieve karakter van de bij de ondertekening gemaakte kennisgevingen is evenwel onderworpen aan de bepalingen van: Artikel 29(5) (dat voorziet in de mogelijkheid om de lijst van verdragen waarvan krachtens artikel 2(1)(a)(ii), kennis werd gegeven, uit te breiden, en in de mogelijkheid om aanvullende kennisgevingen te doen die vereist zouden kunnen zijn ten aanzien van de nieuw toegevoegde overeenkomsten, alsook om nieuwe voorbehouden te maken indien een nieuw toegevoegd belastingverdrag het eerste verdrag is op de lijst dat gesloten is door of namens een rechtsgebied of gebied waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van de Partij vallen); artikel 29(6) (dat voorziet in de mogelijkheid om bepaalde aanvullende kennisgevingen te doen met betrekking tot belastingverdragen die reeds zijn opgenomen in de lijst waarvan krachtens artikel 2(1)(a)(ii), kennis is gegeven; en artikel 35(7) (de kennisgevingen die vereist zijn wanneer een Partij een voorbehoud maakt met betrekking tot de bepalingen over de inwerkingtreding met het oog op de voltooiing van de daartoe voorziene nationale wettelijke procedures).

Paragraaf 4

302. Paragraaf 4 bepaalt dat indien bij de ondertekening geen kennisgevingen worden gedaan, er op dat tijdstip een voorlopige lijst met te verwachten kennisgevingen aan de depositaris wordt verstrekt. Deze voorlopige lijst is alleen bedoeld voor transparantiedoeleinden en is bedoeld om de andere ondertekenaars een preliminaire indicatie te geven van de voorgenomen positie van de ondertekenaar. Hierbij wordt rekening gehouden met de aard van de Overeenkomst, die opgezet is om de bestaande bilaterale of multilaterale betrekkingen te wijzigen. De door de andere verdragsluitende rechtsgebieden gekozen opties zullen in dit verband de wijze bepalen waarop het bestaande bilaterale of multilaterale verdrag wordt gewijzigd. Deze voorlopige aanwijzingen van voorgenomen posities zijn bijgevolg van belang om inzicht te krijgen in de eventuele wijzigingen van een bestaand belastingverdrag en om de interne ratificatieprocedures te vereenvoudigen, alsook om de tenuitvoerlegging van de door de Overeenkomst aangebrachte wijzigingen voor te bereiden. De voorlopige lijst van verwachte kennisgevingen krachtens artikel 29(4) belet een ondertekenaar niet om bij de neerlegging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring een gewijzigde lijst van kennisgevingen in te dienen.

Paragraaf 5

303. Paragraaf 5 bepaalt dat de lijst van verdragen waarvan krachtens artikel 2(1)(a)(ii), kennis is gegeven, te allen tijde kan uitgebreid worden, door middel van een aan de depositaris gerichte kennisgeving. Indien het verdrag binnen de werkingssfeer valt van een van de door de Partij gemaakt voorbehoud dat opgelijst is in artikel 28(8), moet de Partij dit specificeren in haar kennisgeving.

304. De Partij moet tevens iedere aanvullende kennisgeving specificeren die op grond van Artikel 29(1)(b) tot (s) vereist zijn om aan te geven dat er bijkomende verdragen in de lijst werden opgenomen. Dit zou van toepassing zijn indien de aanvulling van de lijst zou resulteren in de opname van een verdrag dat bestaande bepalingen bevat die binnen de werkingssfeer vallen van de krachtens de artikelen 3 tot en met 26 vereiste kennisgevingen.

305. Indien die aanvulling bovendien, zoals hierboven bepaald, er voor de eerste keer toe leidt dat er een belastingverdrag in de lijst wordt opgenomen dat gesloten is door of namens een rechtsgebied of een gebied waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van een Partij vallen, moet de Partij op dat ogenblik alle voorbehouden of kennisgevingen specificeren die van toepassing zouden zijn op de gedekte belastingverdragen die door of namens dat rechtsgebied of dat gebied gesloten zijn.

306. Tot slot bepaalt paragraaf 5 dat, op de datum waarop een nieuw toegevoegd verdrag krachtens de Overeenkomst een gedekt belastingverdrag wordt, de aan het gedekt belastingverdrag aangebrachte wijzigingen uitwerking zullen hebben in overeenstemming met de in artikel 35 voorziene regels.

Paragraaf 6

307. Paragraaf 6 laat een Partij, nadat zij Partij geworden is bij de Overeenkomst, toe aanvullende kennisgevingen te doen overeenkomstig artikel 29(1) (b) tot (s) door een kennisgeving te richten aan de depositaris. Alinea's a) en b) stellen vast wanneer zulke aanvullende kennisgevingen van toepassing zullen worden. De bepaling is geënt op artikel 28(9) betreffende de datum waarop de intrekking of vervanging van een voorbehoud van toepassing wordt.

308. Met betrekking tot gedekte belastingverdragen die zijn gesloten door of namens een rechtsgebied of gebied waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van een Partij vallen en die door die Partij worden vermeld in de in artikel 2(1)(a)(ii) voorziene lijst, worden de verwijzingen in artikel 29(6)(a) en b) naar een Partij bij de Overeenkomst en in artikel 29(6)(b) naar de inwerkingtreding van de Overeenkomst voor een verdragsluitend rechtsgebied, gelezen als verwijzingen naar de Partij die verantwoordelijk is voor de internationale betrekkingen van dat rechtsgebied of dat gebied.

309. Artikel 35(7) biedt een Partij de mogelijkheid om de regel inzake de uitwerking van de aanvullende kennisgevingen te wijzigen, opdat de interne procedures voor dat doeleinde zouden kunnen beëindigd worden (zie de paragrafen 338 tot en met 344 hieronder).

Artikel 30 — Latere wijzigingen van gedekte belastingverdragen

310. Artikel 30 bepaalt dat de bepalingen van de Overeenkomst geen afbreuk doen aan latere wijzigingen van gedekte belastingverdragen die de verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekte belastingverdrag onderling overeen kunnen komen. Dit weerspiegelt het feit dat het niet het doel van de Overeenkomst is om de inhoud van een onderliggend belastingverdrag te bevriezen in de tijd en het feit dat verdragsluitende rechtsgebieden nog kunnen beslissen om een onderliggend verdrag verder aan te passen nadat het gewijzigd werd door de Overeenkomst.

Artikel 31 — Conferentie van de Partijen

Paragraaf 1

311. Paragraaf 1 bepaalt dat de Partijen een conferentie van de Partijen kunnen bijeenroepen voor het nemen van elke beslissing of voor het uitoefenen van elke functie die krachtens de bepalingen van de Overeenkomst vereist of aangewezen kan zijn. Dit kan een conferentie van de Partijen omvatten om de vragen met betrekking tot de interpretatie of implementatie van de Overeenkomst te beantwoorden of om een mogelijke aanpassing aan de Overeenkomst te overwegen zoals voorzien in artikel 33(2).

312. De Partijen kunnen beslissen om ondertekenaars uit te nodigen om deel te nemen aan de conferentie van de Partijen. De conferentie van de Partijen kan persoonlijk bijeenkomen, maar kan ook haar taken vervullen door op afstand te vergaderen, bijvoorbeeld door gebruik te maken van videoconferenties of teleconferenties, door besluiten te nemen via de schriftelijke procedure of met andere middelen waartoe de Partijen hebben besloten.

Paragraaf 2

313. Paragraaf 2 voorziet dat een conferentie van de Partijen wordt ondersteund door de depositaris.

Paragraaf 3

314. Paragraaf 3 voorziet dat elke Partij om een conferentie van de Partijen mag verzoeken door een verzoek daartoe aan de depositaris te richten. De depositaris stelt daarna alle Partijen in kennis van dergelijk verzoek. Indien het verzoek ondersteund wordt door één derde van de Partijen binnen de zes kalendermaanden na de mededeling door de depositaris van het verzoek, zal de depositaris een conferentie van de Partijen bijeenroepen.

Artikel 32 — Interpretatie en implementatie

Paragraaf 1

315. Paragraaf 1 verduidelijkt het mechanisme voor het bepalen van de vragen over de interpretatie en implementatie van gedekte belastingverdragen, in tegenstelling tot vragen over de interpretatie en implementatie van de Overeenkomst zelf. Paragraaf 1 bepaalt dat alle vragen met betrekking tot de interpretatie of de implementatie van de bepalingen van een gedekt belastingverdrag, zoals die gewijzigd zijn door de Overeenkomst, worden behandeld conform de relevante bepaling(en) van dat gedekt belastingverdrag zelf (zoals die bepalingen kunnen worden gewijzigd door de Overeenkomst). De gebruikelijke mechanismes die voorzien zijn in het gedekt belastingverdrag moeten bijgevolg gebruikt worden om vragen met betrekking tot de interpretatie of de implementatie van de bepalingen van een gedekt belastingverdrag die door de Overeenkomst gewijzigd zijn, te behandelen. Dit omvat vragen over hoe de Overeenkomst een specifiek gedekt belastingverdrag heeft gewijzigd overeenkomstig de verenigbaarheidsclausules en andere in de Overeenkomst uiteengezette bepalingen. De bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden kunnen dan ook een overeenkomst bereiken over de toepassing van de Overeenkomst op hun gedekte belastingverdragen, zolang de bereikte overeenkomst in overeenstemming is met de bepalingen van de Overeenkomst.

Paragraaf 2

316. Paragraaf 2 heeft betrekking op de interpretatie of de implementatie van de Overeenkomst zelf en bepaalt dat dergelijke vragen mogen behandeld worden door een conferentie van de Partijen die is bijeengeroepen conform de in artikel 31 (3) uiteengezette procedure. Het gebruik van het woord "mogen" in paragraaf 2 wijst erop dat er andere manieren mogelijk zijn om de vragen met betrekking tot de interpretatie en de implementatie van de Overeenkomst te behandelen, zoals een akkoord tussen de bevoegde autoriteiten onderling over de wijze waarop de Overeenkomst wordt toegepast voor een specifiek gedekt belastingverdrag.

317. De laatste clause van de Overeenkomst bepaalt dat de authentieke talen van de Overeenkomst het Engels en het Frans zijn. Bijgevolg kan het nodig zijn om, wanneer er vragen van interpretatie rijzen in verband met in andere talen gesloten gedekte belastingverdragen of in verband met vertalingen van de Overeenkomst in andere talen, te verwijzen naar de Engelse of Franse authentieke teksten van de Overeenkomst.

Artikel 33 — Wijziging

Paragraaf 1

318. Paragraaf 1 bepaalt dat elke Partij een wijziging aan de Overeenkomst kan voorstellen door de voorgestelde wijziging aan de depositaris voor te leggen.

Paragraaf 2

319. Paragraaf 2 bepaalt dat er een conferentie van de Partijen mag bijeengeroepen worden conform de procedure uiteengezet in artikel 31(3) om de voorgestelde wijziging te onderzoeken.

Artikel 34 — Inwerkingtreding

Paragraaf 1

320. Paragraaf 1 bepaalt dat de Overeenkomst in werking zal treden op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van drie kalendermaanden die aanvangt op de datum van neerlegging van de vijfde akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring. Vanaf die datum zullen de vijf ondertekenaars die hun akten van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring hebben neergelegd, Partij worden en zullen zij gebonden zijn door de Overeenkomst.

321. Wanneer de datum van de neerlegging van de vijfde akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, plaatsvindt op de eerste dag van een maand, zal “de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van drie kalendermaanden die aanvangt op de datum van neerlegging”, vier maanden na de neerlegging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring zijn. Indien de vijfde akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring bijvoorbeeld neergelegd wordt op 1 maart 2018, zal de Overeenkomst in werking treden op 1 juli 2018.

Paragraaf 2

322. Paragraaf 2 voorziet dat voor elke ondertekenaar die de Overeenkomst bekrachtigt, aanvaardt of goedkeurt na de neerlegging van de vijfde akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, de Overeenkomst voor die staat of dat rechtsgebied in werking treedt op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van drie kalendermaanden na de datum waarop die staat of dat rechtsgebied zijn akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring heeft neergelegd. Vanaf die datum zal dergelijke staat of rechtsgebied gebonden zijn door de Overeenkomst en hun gedekte belastingverdragen zullen gewijzigd worden met ingang van de in artikel 35 bepaalde datum.

323. Wanneer de datum van de neerlegging van de akte van bekrachtiging, aanvaarding of goedkeuring, plaatsvindt op de eerste dag van een maand, zal de Overeenkomst voor die Ondertekenaar vier maanden later in werking treden, zoals beschreven betreffende artikel 34(1).

Artikel 35 – Toepassing

324. Artikel 35 bepaalt wanneer de bepalingen van de Overeenkomst van toepassing zullen zijn in elk van de verdragsluitende rechtsgebieden ten aanzien van de specifieke belastingen die binnen de werkingssfeer van het gedekte belastingverdrag vallen.

Paragraaf 1

325. Artikel 35 deelt wijzigingen op in twee categorieën, gebaseerd op het type belastingen waarop zij van toepassing zijn. Deze categorieën worden respectievelijk bepaald in alinea's a) en b).

326. Paragraaf 1(a) heeft betrekking op de toepassing van bepalingen van de Overeenkomst met betrekking tot belastingen geheven aan de bron, op bedragen die zijn betaald of toegekend aan niet-inwoners. In deze categorie zijn de eerste belastingen waarop de bepalingen van de van toepassing zullen zijn, deze waarvan het feit dat aanleiding geeft tot de belasting zich voordoet op of na de eerste dag van het eerstvolgende kalenderjaar dat aanvangt op of na de laatste van de data waarop de Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag in werking treedt. Indien de Overeenkomst bijvoorbeeld voor het eerste verdragsluitend rechtsgebied in werking treedt op 1 maart 2018 en voor het tweede verdragsluitend rechtsgebied op 1 maart 2019, zal de Overeenkomst uitwerking hebben met betrekking tot alle belastingen die betrekking hebben op een gebeurtenis vanaf 1 januari 2020.

327. Paragraaf 1(b) heeft betrekking op de toepassing van bepalingen van de Overeenkomst met betrekking tot alle andere door een verdragsluitend rechtsgebied geheven belastingen. In deze categorie zijn de eerste belastingen waarop de bepalingen van de Overeenkomst van toepassing zullen zijn, deze die worden geheven ter zake van belastbare tijdperken die aanvangen op of na het verstrijken van een termijn van zes kalendermaanden (of een kortere termijn wanneer al de verdragsluitende rechtsgebieden de depositaris ervan in kennis stellen dat ze voornemens zijn om die kortere termijn toe te passen) te rekenen vanaf de laatste van de data waarop de Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag in werking treedt. Bijvoorbeeld, wanneer de verdragsluitende rechtsgebieden er niet mee instemmen om een kortere periode toe te passen:

2018		2019
1 september	Termijn van zes maanden	1 maart 2019
Laatste datum van inwerkingtreding van de Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag		Verstrijken van de termijn van zes maanden. De bepalingen van de Overeenkomst zullen van toepassing zijn betrekking tot alle niet bij de bron ingehouden belastingen die worden geheven ter zake van belastbare tijdperken die beginnen op of na die datum. In het geval van een belastbaar tijdperk dat overeenstemt met een kalenderjaar, zullen de bepalingen van de Overeenkomst van toepassing zijn ter zake van het belastbaar tijdperk dat aanvangt op 1 januari 2020.

328. Met betrekking tot gedekte belastingverdragen die zijn gesloten door of namens een rechtsgebied of gebied waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van een Partij vallen en die door die Partij worden vermeld in de in artikel 2(1)(a)(ii) voorziene lijst, worden de verwijzingen in artikel 35(1)(a) en (b) naar de inwerkingtreding van de Overeenkomst voor een verdragsluitend rechtsgebied, gelezen als verwijzingen naar de Partij die verantwoordelijk is voor de internationale betrekkingen van dat rechtsgebied of dat gebied.

Paragraaf 2

329. Paragraaf 2 bepaalt dat een Partij ervoor mag kiezen om "kalenderjaar" te vervangen door "belastbaar tijdperk" voor redenen van haar eigen toepassing van artikel 35(1)(a) en (5)(a). Die Partij moet de depositaris daarvan in kennis stellen. Dit laat de verdragsluitende rechtsgebieden toe om ervoor te kiezen om de toepassing van bepalingen betreffende bronbelastingen te koppelen aan het belastbaar tijdperk, om situaties aan te pakken waarin het belastbaar tijdperk niet gelijkloopt met het kalenderjaar.

330. In dergelijke gevallen, wat de toepassing van de bepalingen van de Overeenkomst met betrekking tot een specifieke gedekt belastingverdrag betreft, zal de partij die voor deze optie kiest de regel in de paragrafen 1(a) en 5(a) met verwijzing naar diens belastbare tijdperk toepassen, maar kan (kunnen) het(de) andere verdragsluitende rechtsgebied(en) die regel toepassen met verwijzing naar het kalenderjaar (indien zij niet ook voor deze optie gekozen hebben). Het gebruik van de term "uitsluitend" aan het begin van paragraaf 2, is bijgevolg bedoeld om duidelijk te maken dat deze keuze asymmetrisch van toepassing is en enkel van toepassing is met betrekking tot de toepassing van paragrafen 1(a) en 5(a) door de verdragsluitende rechtsgebieden die ervoor gekozen hebben.

Paragraaf 3

331. Paragraaf 3 bepaalt dat een Partij ervoor mag kiezen om de verwijzing naar "belastbare tijdperken die aanvangen op of na het verstrijken van een termijn" te vervangen door een verwijzing naar "belastbare tijdperken die aanvangen op of na 1 januari van het eerstvolgende kalenderjaar dat aanvangt op of na het verstrijken van een termijn" voor redenen van haar eigen toepassing van artikel 35(1)(b) en (5)(b). De Partij moet de depositaris daarvan in kennis. Dit laat de verdragsluitende rechtsgebieden toe om te garanderen dat de uitwerking slechts na de aanvang van het kalenderjaar zal plaatsvinden.

332. Net zoals dit het geval is bij paragraaf 2, is het gebruik van de term "uitsluitend" bedoeld om duidelijk te maken dat deze optie ertoe kan leiden dat de bepalingen van de Overeenkomst tussen verdragsluitende rechtsgebieden asymmetrisch uitwerking zullen hebben.

Paragraaf 4

333. Paragraaf 4 voorziet een specifieke regel voor de uitwerking van artikel 16 over de procedure voor onderling overleg. Krachtens deze regel, zal artikel 16 van toepassing zijn op een gedekt belastingverdrag voor een zaak die aan de bevoegde autoriteit van een verdragsluitend rechtsgebied wordt voorgelegd op of na de laatste van de data waarop de Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekte belastingverdrag in werking treedt. Dit geldt niet voor zaken die op die datum niet konden worden voorgelegd krachtens het gedekte belastingverdrag (vóór de wijziging ervan door de Overeenkomst) en dit ongeacht het belastbare tijdperk waarop de zaak betrekking heeft. Paragraaf 4 is bedoeld om te garanderen dat de bepalingen over de regeling voor onderling overleg zo snel als mogelijk van toepassing zijn na de inwerkingtreding van de Overeenkomst, in plaats van slechts van toepassing te zijn na het verstrijken van de in paragraaf 1 bepaalde periode. Op die manier kunnen de bepalingen van artikel 16 van toepassing zijn op zaken die voorgelegd worden aan de bevoegde autoriteit na de inwerkingtreding van de Overeenkomst, zelfs als die zaken betrekking hebben op belastbare tijdperken van voor de inwerkingtreding van de Overeenkomst.

334. De uitzondering voor zaken die niet aan de regeling voor onderling overleg konden worden voorgelegd vóór de inwerkingtreding van de Overeenkomst, is bedoeld om te garanderen dat de Overeenkomst die zaken niet zou doen "herleven".

Paragraaf 5

335. Paragraaf 5 regelt de toepassing, in elk verdragsluitend rechtsgebied, van de bepalingen van de Overeenkomst voor de gedekte belastingverdragen die op grond van artikel 29 (5) toegevoegd worden aan de lijst van de verdragen waarvan krachtens artikel 2(1)(a)(ii) een kennisgeving werd gedaan. De termijnen zijn dezelfde als deze die hierboven beschreven zijn met betrekking tot paragraaf 1, behalve dat er een termijn van 30 dagen wordt toegevoegd in alinea a) en dat de termijn in alinea b) negen kalendermaanden is in plaats van zes. Ook beginnen de termijnen in beide gevallen te lopen vanaf de datum van de mededeling door de depositaris van de kennisgeving van de toevoeging aan de lijst van verdragen, in plaats van vanaf de laatste van de data waarop de Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag in werking treedt.

336. Zoals hierboven vermeld, zijn de in de paragrafen 2 en 3 uiteengezette keuzes ook van toepassing op de regel inzake de uitwerking die uiteengezet is in respectievelijk paragraaf 5(a) en (b).

Paragraaf 6

337. Een Partij kan zich, krachtens paragraaf 6, het recht voorbehouden om paragraaf 4 (betreffende de uitwerking van artikel 16 aangaande op de procedure voor onderling overleg) niet toe te passen op haar gedekte belastingverdragen. In dergelijk geval zal de uitwerking van artikel 16, voor

een gedekt belastingverdrag ten aanzien waarvan de Partij die dat voorbehoud maakt een verdragsluitend rechtsgebied is, geregeld worden door artikel 35(1) tot en met (3).

Paragraaf 7

338. Paragraaf 7 bepaalt dat een Partij zich het recht kan voorbehouden om de uitwerking van de bepalingen van de Overeenkomst (en dus van de wijziging van gedekte belastingverdragen) uit te stellen tot die Partij haar interne procedures voor dat doeleinde beëindigd heeft. In dergelijke gevallen zou de in artikel 35(1) en (5) uiteengezette regel inzake de uitwerking van toepassing zijn 30 dagen na de dag dat de depositaris een kennisgeving heeft ontvangen van elke Partij die het voorbehoud heeft gemaakt dat zij haar interne procedures voltooid heeft met betrekking tot een specifiek gedekt belastingverdrag. Indien meer dan een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt belastingverdrag dit voorbehoud maakt, is de referentiedatum voor de regel inzake de uitwerking 30 dagen nadat de depositaris een kennisgeving heeft ontvangen van het laatste verdragsluitend rechtsgebied dat het zijn interne procedures voltooid heeft met betrekking tot dat specifieke gedekt belastingverdrag. Dezelfde aanpak wordt gevolgd voor de uitwerking van de intrekking of vervanging van een voorbehoud overeenkomstig artikel 28(9), voor de uitwerking van aanvullende kennisgevingen overeenkomstig artikel 29(6) of voor de uitwerking van Deel VI krachtens artikel 36.

339. Praktisch gezien zal een Partij die hier gebruik van wenst te maken, zich het recht voorbehouden om volgende delen te vervangen:

- i) specifieke delen van de paragrafen 1, 4 en 5, zodat de datum op basis waarvan de uitwerking van de Overeenkomst wordt berekend, gewijzigd wordt naar 30 dagen na de datum waarop de depositaris de laatste van de kennisgevingen heeft ontvangen, waarmee elk verdragsluitend rechtsgebied dat het in paragraaf 7 omschreven voorbehoud heeft gemaakt hem ter kennis brengt dat het zijn interne procedures voor het van toepassing worden van de bepalingen van de Overeenkomst met betrekking tot dat specifieke gedekte belastingverdrag voltooid heeft;
- ii) specifieke delen van artikel 28(9) betreffende voorbehouden die gaan over de uitwerking van intrekkingen of vervangingen van voorbehouden, zodat de datum op basis waarvan de uitwerking van dergelijke intrekking of vervanging wordt berekend, gewijzigd wordt naar 30 dagen na de datum waarop de depositaris de laatste van de kennisgevingen heeft ontvangen, waarmee elk verdragsluitend rechtsgebied dat het in paragraaf 7 omschreven voorbehoud heeft gemaakt hem ter kennis brengt dat het zijn interne procedures voor het van toepassing worden van de intrekking of de vervanging van het voorbehoud met betrekking tot dat specifieke gedekte belastingverdrag voltooid heeft; en
- iii) specifieke delen van artikel 29(6) betreffende kennisgevingen die gaan over de uitwerking van aanvullende kennisgevingen krachtens die paragraaf, zodat de datum op basis waarvan de uitwerking van dergelijke aanvullende kennisgevingen wordt berekend, gewijzigd wordt naar 30 dagen na de datum waarop de depositaris de laatste van de kennisgevingen heeft ontvangen, waarmee elk verdragsluitend rechtsgebied dat het in paragraaf 7 omschreven voorbehoud heeft gemaakt hem ter kennis brengt dat het zijn interne procedures voor het van toepassing worden van de aanvullende kennisgevingen met betrekking tot dat specifieke gedekte belastingverdrag voltooid heeft.
- iv) specifieke delen van artikel 36(1) tot en met (5) die gaan over de uitwerking van Deel VI, zodat de datum op basis waarvan de uitwerking van Deel VI wordt berekend, gewijzigd wordt naar:
 - a) indien een Partij ervoor kiest om Deel VI toe te passen wanneer zij Partij wordt bij de Overeenkomst, 30 dagen na de datum waarop de depositaris de laatste van de kennisgevingen heeft ontvangen, waarmee elk verdragsluitend rechtsgebied dat het in paragraaf 7 omschreven voorbehoud heeft gemaakt hem ter kennis brengt dat het zijn

interne procedures voor het van toepassing worden van de bepalingen van de Overeenkomst met betrekking tot dat specifieke gedekte belastingverdrag voltooid heeft; en

- b) indien een Partij slechts nadat zij Partij is geworden bij de Overeenkomst Deel VI begint toe te passen op een gedekt belastingverdrag (omdat een nieuw gedekt belastingverdrag is toegevoegd ingevolge een uitbreiding van de lijst van verdragen van een of beide Partijen krachtens artikel 2(1)(a)(ii), omwille van de intrekking of vervanging, overeenkomstig artikel 28(9), van een krachtens artikel 26(4) gemaakt voorbehoud, omwille van de intrekking van een krachtens artikel 28(2) gemaakt bezwaar tegen een voorbehoud of omdat een Partij ervoor kiest om Deel VI voor het eerst toe te passen nadat zij Partij is geworden), 30 dagen na de datum waarop de depositaris de laatste van de kennisgevingen heeft ontvangen, waarmee elk verdragsluitend rechtsgebied dat het in paragraaf 7 omschreven voorbehoud heeft gemaakt hem ter kennis brengt dat het zijn interne procedures voor het van toepassing worden van de bepalingen van Deel VI met betrekking tot dat specifieke gedekt belastingverdrag voltooid heeft.

340. Dergelijke kennisgeving met betrekking tot de uitwerking van de bepalingen van de Overeenkomst, van de intrekking of vervanging van een voorbehoud, van een aanvullende kennisgeving of van de uitwerking van Deel VI, is vereist van een Partij die het voorbehoud heeft gemaakt met betrekking tot elk gedekt belastingverdrag.

341. Er wordt omwille van praktische redenen een bijkomende termijn van 30 dagen voorzien tussen dergelijke kennisgeving en de uitwerking. Op die manier worden de risico's vermeden van een uitvoering van de bepalingen zonder geschikte termijn.

342. Het voorbehoud beoogt de Partijen, die hun interne wetgeving moeten wijzigen teneinde er de specifieke veranderingen in weer te geven die in haar belastingverdragen zijn aangebracht, de mogelijkheid te bieden zulks te doen voordat de door de Overeenkomst aangebrachte wijzigingen van toepassing worden. Het is evenwel duidelijk dat verwacht wordt dat elke Partij die dit voorbehoud maakt, haar interne procedures betreffende de uitwerking zo snel als mogelijk zal aanvatten, teneinde haar verplichtingen krachtens de Overeenkomst na te komen en de uitwerking van de Overeenkomst met betrekking tot haar gedekte belastingverdragen, zo min mogelijk te vertragen.

343. Alinea b) bepaalt dat de Partij die het voorbehoud heeft gemaakt, de depositaris en het (de) andere verdragsluitende rechtsgebied(en) bij het gedekt belastingverdrag waar de kennisgeving betrekking op heeft, gelijktijdig in kennis zal stellen van de bevestiging dat het haar interne procedures voltooid heeft. Deze bevestiging is belangrijk opdat het (de) andere verdragsluitende(e) rechtsgebied(en) zo snel als mogelijk op de hoogte gesteld zou(den) zijn van de datum waarop de termijnen betreffende de uitwerking met betrekking tot het gedekt belastingverdrag beginnen te lopen. Indien een verdragsluitend rechtsgebied dat het voorbehoud heeft gemaakt krachtens artikel 35(7) geen interne procedures moet voltooien met betrekking tot een specifieke wijziging van voorbehouden of kennisgevingen, wordt verwacht dat het verdragsluitend rechtsgebied de depositaris en het andere verdragsluitend rechtsgebied onmiddellijk op de hoogte stelt dat haar interne procedures voltooid zijn voor de toepassing van deze paragraaf.

344. Alinea c) bepaalt dat artikel 35(7) symmetrisch van toepassing zal zijn op alle verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag. Het geeft aan dat, indien een of meer verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag een voorbehoud maken op grond van paragraaf 7, de datum van toepassing van de bepalingen van de Overeenkomst, van de intrekking of de vervanging van een voorbehoud krachtens artikel 28(9), van een aanvullende kennisgeving krachtens artikel 29(6) met betrekking tot dat gedekte belastingverdrag, of van de toepassing van Deel VI krachtens artikel 36, geregeld wordt door artikel 35(7) voor alle verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekte belastingverdrag. Als zodanig, indien een verdragsluitend rechtsgebied bij een gedekt

belastingverdrag het in paragraaf 7 voorziene voorbehoud maakt, zijn de gewijzigde tijdlijnen voor de uitwerking van toepassing op alle verdragsluitende rechtsgebieden bij het gedekt belastingverdrag.

Artikel 36 — Toepassing van Deel VI

Paragraaf 1

345. Paragraaf 1 bepaalt dat artikel 36 de toepassing van de bepalingen van Deel VI van de Overeenkomst zal regelen en dit ongeacht de bepalingen van artikel 28(9) (dat betrekking heeft op de intrekking van een voorbehoud), artikel 29(6) (dat betrekking heeft op aanvullende kennisgevingen) en artikel 35 (behalve paragraaf 7) (dat betrekking heeft op de toepassing van de Overeenkomst).

346. Alinea a) bepaalt dat Deel VI van toepassing zal zijn met betrekking tot zaken die aan de bevoegde autoriteit van een verdragsluitend rechtsgebied worden voorgelegd vanaf de laatste van de data waarop de Overeenkomst in werking treedt voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden.

347. Alinea b) bepaalt dat Deel VI van toepassing zal zijn met betrekking tot zaken die aan de bevoegde autoriteit van een verdragsluitend rechtsgebied worden voorgelegd vóór de laatste van de data waarop de Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden in werking treedt, op de datum waarop beide verdragsluitende rechtsgebieden de depositaris kennis gegeven hebben van het feit dat zij onderlinge overeenstemming hebben bereikt over de toepassing van Deel VI overeenkomstig artikel 19(10) en met die kennisgeving ook inlichtingen verstrekt hebben over de datum of data waarop die zaken volgens de bereikte onderlinge overeenstemming beschouwd worden als zijnde voorgelegd aan de bevoegde autoriteit van een verdragsluitend rechtsgebied. De datum waarop beide verdragsluitende rechtsgebieden de depositaris kennis gegeven hebben van het feit dat zij onderlinge overeenstemming hebben bereikt over de toepassing van Deel VI overeenkomstig artikel 19(10), is te dien einde de datum waarop de depositaris de kennisgeving van het tweede verdragsluitend rechtsgebied heeft ontvangen. Met betrekking tot de datum waarop zulke zaken worden geacht voorgelegd te zijn, kunnen de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden een datum afspreken die van toepassing is op alle zaken of een specifieke datum voor elke individuele zaak. Mededeling aan de depositaris van data met betrekking tot individuele zaken kan echter een anonimiseringsproces vereisen, teneinde te vermijden dat de vertrouwelijkheid van de gegevens van de belastingplichtige geschonden worden. Een verdragsluitend rechtsgebied kan de specifieke data ook rechtstreeks aan de belastingplichtigen meedelen door de depositaris eenvoudigweg op de hoogte te stellen van het feit dat een akkoord over de data met betrekking tot individuele zaken werd bereikt, zonder details te verschaffen over die individuele zaken. Alinea b) is bedoeld om bevoegde autoriteiten toe te staan om de toelaatbaarheid van bestaande zaken uit te stellen tot zij afspraken gemaakt hebben over de toepassingswijze van Deel VI en om hen toe te laten de data waarop dergelijke zaken in aanmerking komen voor arbitrage, in de tijd te spreiden, zodat niet alle bestaande zaken op dezelfde dag in aanmerking komen voor arbitrage.

Paragraaf 2

348. Paragraaf 2 bepaalt dat Partijen zich het recht kunnen voorbehouden Deel VI toe te passen op een zaak die aan de bevoegde autoriteit van een verdragsluitend rechtsgebied wordt voorgelegd vóór de laatste van de data waarop de Overeenkomst voor elk van de verdragsluitende rechtsgebieden in werking treedt, maar uitsluitend voor zover de bevoegde autoriteiten van beide verdragsluitende rechtsgebieden ermee instemmen dat Deel VI op die specifieke zaak van toepassing zal zijn. Wanneer een Partij dat voorbehoud heeft gemaakt, zouden haar bestaande onder de procedure van onderling overleg vallende zaken hier niet door gedekt zijn, tenzij beide bevoegde autoriteiten akkoord gaan dat een specifieke bestaande zaak aan arbitrage kan worden onderworpen. Dit is onder andere bedoeld om de bezorgdheid aan te pakken dat een gebrek aan middelen het voor verdragsluitende rechtsgebieden met een grote achterstand van zaken die nog moeten worden behandeld, moeilijk zou maken om Deel VI op een efficiënte wijze op die zaken toe te passen, ondanks de krachtens paragraaf 1(b) voorziene mogelijkheid om de toelaatbaarheid voor arbitrage uit te stellen.

349. Met betrekking tot gedekte belastingverdragen die zijn gesloten door of namens een rechtsgebied of gebied waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van een Partij vallen en die door die Partij worden vermeld in de in artikel 2(1)(a)(ii) voorziene lijst, worden de verwijzingen in artikel 36(1)(a) en (b) en artikel 36(2) naar de inwerkingtreding van de Overeenkomst voor een verdragsluitend rechtsgebied, gelezen als verwijzingen naar de Partij die verantwoordelijk is voor de internationale betrekkingen van dat rechtsgebied of dat gebied.

Paragrafen 3 tot en met 5

350. Paragrafen 3 tot en met 5 hebben betrekking op de toepassing van Deel VI in het geval dat een Partij deel VI slechts begint toe te passen op een gedekt belastingverdrag nadat zij Partij wordt bij de Overeenkomst. Dit kan gebeuren omdat een nieuw gedekt belastingverdrag toegevoegd wordt wegens een uitbreiding door een van de verdragsluitende rechtsgebieden van de lijst van verdragen waarvan kennis werd gegeven krachtens artikel 2(1)(a)(ii). Dit kan ook gebeuren omwille van de intrekking van een krachtens artikel 26(4) gemaakt voorbehoud om Deel VI niet toe te passen met betrekking tot een specifieke gedekt belastingverdrag of de vervanging van dergelijk voorbehoud door een voorbehoud dat beperkter is in werkingssfeer (bijv. Door een voorbehoud met betrekking tot alle gedekte belastingverdragen te vervangen door een voorbehoud dat enkel van toepassing is op een specifiek gedekt belastingverdrag). Dit kan bovendien gebeuren indien een Partij die eerder bezwaar had tegen een krachtens artikel 28(2) gemaakt voorbehoud, dat bezwaar intrekt. Tot slot kan dit gebeuren omdat een Partij haar beleid betreffende arbitrage wijzigt en ervoor kiest om Deel VI voor het eerst toe te passen nadat zij Partij is geworden. In al dergelijke gevallen, is de datum van toepassing gebaseerd op de datum waarop de depositaris de desbetreffende kennisgeving, intrekking of vervanging van voorbehoud, of intrekking van bezwaar, meedeelt, eerder dan op de datum van inwerkingtreding van de Overeenkomst.

Artikel 37 – Opzegging

Paragraaf 1

351. Paragraaf 1 bepaalt dat elke Partij te allen tijde de Overeenkomst kan opzeggen, door middel van een aan de depositaris gerichte kennisgeving.

Paragraaf 2

352. Paragraaf 2 bepaalt dat de opzegging van kracht wordt vanaf de datum waarop de depositaris de kennisgeving ontvangt.

353. Paragraaf 2 bepaalt ook dat in gevallen waarbij de Overeenkomst voor alle verdragsluitende rechtsgebieden bij een gedekt belastingverdrag van toepassing werd vóór de datum waarop de opzegging van kracht wordt, dat gedekte belastingverdrag blijft bestaan zoals het gewijzigd werd door de Overeenkomst. De opzegging heeft bijgevolg enkel gevolgen naar de toekomst toe. Wanneer het verdrag reeds een gedekt belastingverdrag heeft gewijzigd (ongeacht of die wijzigingen reeds van toepassing zijn krachtens artikel 35), zou een eenzijdige beslissing om de Overeenkomst op te zeggen de reeds aan dat gedekt belastingverdrag gemaakte wijzigingen niet ongedaan maken. Elke verdere wijziging aan het gedekt belastingverdrag gebeurt daarentegen naar goeddunken van de verdragsluitende rechtsgebieden. Deze aanpak herneemt de aanpak die gebruikt werd voor protocollen tot wijziging van bilaterale belastingverdragen waarbij de bilateraal overeengekomen wijzigingen niet unilateraal ongedaan gemaakt kunnen worden door de opzegging van het protocol.

354. Opzegging zou garanderen dat de Overeenkomst geen belastingverdragen zou wijzigen met Staten en rechtsgebieden die de Overeenkomst vervoegen na de opzeggingsdatum, aangezien zij niet onder de definitie van “gedekte belastingverdragen” zouden vallen.

355. Met betrekking tot gedekte belastingverdragen die zijn gesloten door of namens een rechtsgebied of gebied waarvan de internationale betrekkingen onder de verantwoordelijkheid van een Partij vallen en die door die Partij worden vermeld in de in artikel 2(1)(a)(ii) voorziene lijst, wordt de

verwijzingen in artikel 37(2) naar de inwerkingtreding van de Overeenkomst voor een verdragsluitend rechtsgebied, gelezen als verwijzingen naar de Partij die verantwoordelijk is voor de internationale betrekkingen van dat rechtsgebied of dat gebied.

Artikel 38 — Relatie met Protocollen

356. Artikel 38 bepaalt dat de Overeenkomst mag worden aangevuld door een of meer protocollen, dat een staat of een rechtsgebied ook Partij moet zijn bij de Overeenkomst om partij te worden bij een protocol en dat een Partij bij de Overeenkomst niet gebonden wordt door een protocol indien zij geen partij geworden is bij dat protocol, in overeenstemming met de bepalingen ervan.

Artikel 39 — De depositaris

Paragraaf 1

357. Paragraaf 1 bepaalt dat de Secretaris-Generaal van de Organisatie voor Economische Samenwerking en Ontwikkeling de depositaris is voor de Overeenkomst en voor alle protocollen krachtens artikel 38.

Paragraaf 2

358. Paragraaf 2 geeft een niet-exhaustieve opsomming van de akten, kennisgevingen of mededelingen met betrekking tot de Overeenkomst waarvan de depositaris al de Partijen en Ondertekenaars in kennis moet stellen. De depositaris moet de Partijen en de Ondertekenaars binnen één kalendermaand in kennis stellen van de akte, kennisgeving of mededeling.

Paragraaf 3

359. Paragraaf 3 bepaalt dat de depositaris publiekelijk beschikbare lijsten bijhoudt van gedekte belastingverdragen, van de door de Partijen gemaakte voorbehouden en van de door de Partijen gedane kennisgevingen.

BIJLAGE**BEPS-RAPPORTEN MET MAATREGELEN BETREFFENDE BELASTINGVERDRAGEN DIE ZIJN OPGENOMEN IN BEPALINGEN VAN DE OVEREENKOMST**

De volgende actie-rapporten bevatten de BEPS-maatregelen met betrekking tot de belastingverdragen die zijn opgenomen in het “*Final BEPS Package*”. Elke maatregel wordt behandeld in de artikelen 3 tot en met 26 van de Overeenkomst.

1. *Het neutraliseren van de gevolgen van hybride mismatches - Actiepunt 2 - 2015 Eindrapport (gepubliceerd op 5 oktober 2015)*

BEPS-maatregel die verband houdt met belastingverdragen	Relevant artikel van de Overeenkomst
Entiteiten met een dubbele woonplaats (bladzijde 137)	Artikel 4
Verdragsbepaling betreffende transparante entiteiten (bladzijde 139)	Artikel 3
Vrijstellingsmethode (bladzijde 146) en Verrekeningsmethode (bladzijde 147)	Artikel 5

2. *Voorkomen van het oneigenlijk gebruik van belastingverdragen wanneer de omstandigheden er zich niet toe lenen- Actiepunt 6 - 2015 Eindrapport (gepubliceerd op 5 oktober 2015)*

BEPS-maatregel die verband houdt met belastingverdragen	Relevant artikel van de Overeenkomst
Regel inzake beperking van de voordelen (bladzijde 20)	artikel 7 (paragrafen 8 tot en met 13)
Regels die gericht zijn op structuren of transacties die als voornaamste doel hebben de in verdragen voorziene tegemoetkomingen te verkrijgen (bladzijde 54)	artikel 7 (paragrafen 1 en 4)
Transacties voor het verschuiven van dividenden (bladzijde 70)	Artikel 8
Transacties die de toepassing van artikel 13(4) ontwijken (bladzijde 71)	Artikel 9
Beslissingsregel (“ <i>tie-breaker rule</i> ”) om overeenkomstig een verdrag de woonplaats vast te stellen van een persoon, niet zijnde een natuurlijke persoon (bladzijde 72)	Artikel 4
Antimisbruikbepaling voor vaste inrichtingen in derde rechtsgebieden (bladzijde 75)	Artikel 10
Toepassing van belastingverdragen om het recht van een Partij om	Artikel 11

haar eigen inwoners te belasten te beperken (bladzijde 86)	
Verduidelijking dat belastingverdragen niet bedoeld zijn om dubbele niet-heffing tot stand te brengen (bladzijde 91)	Inleiding en artikel 6

3. Voorkomen van de kunstmatige ontwijking van kwalificatie als vaste inrichting, Actiepunt 7 - 2015 Eindrapport (gepubliceerd op 5 oktober 2015)

BEPS-maatregel die verband houdt met belastingverdragen	Relevant artikel van de Overeenkomst
Kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van commissionairstructuren en soortgelijke strategieën (bladzijde 15)	Artikelen 12 en 15
Kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door het gebruik van uitzonderingen die van toepassing zijn voor sommige specifieke werkzaamheden (bladzijde 28)	Artikel 13
Splitsen van contracten (bladzijde 42)	Artikel 14

4. De efficiëntie van mechanismes voor geschillenbeslechting verhogen - Actiepunt 14 - 2015 Eindrapport (gepubliceerd op 5 oktober 2015)

BEPS-maatregel die verband houdt met belastingverdragen	Relevant artikel van de Overeenkomst
Elementen van een minimumstandaard met het oog op het garanderen van een tijdige, efficiënte en doeltreffende geschillenbeslechting (bladzijde 13) en beste praktijken (bladzijde 28)	Artikelen 16 en 17
Verbintenis tot verplichte en bindende arbitrage (bladzijde 41)	Artikelen 18 tot en met 26

KONINKRIJK BELGIE**Toestand van de lijst met voorbehouden en kennisgevingen bij de neerlegging van de akte van bekrachtiging**

Dit document bevat de lijst met voorbehouden en kennisgevingen door België, zoals die op grond van de artikelen 28(6) en 29(3) van de Overeenkomst bevestigd werden bij de neerlegging van de akte van bekrachtiging.

Artikel 2 — Interpretatie van uitdrukkingen***Kennisgeving – Verdragen die onder de toepassing van de Overeenkomst vallen***

Ingevolge artikel 2(1)(a)(ii) van de Overeenkomst, wenst België de volgende verdragen onder de toepassing van de Overeenkomst te laten vallen:

Nr	Titel	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Origineel/wijzigend Instrument	Datum van ondertekening	Datum van inwerking-treding
1	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Albanië tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting	Albanië	Origineel	14-11-2002	01-09-2004
2	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Democratische Volksrepubliek Algerije tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van wederzijdse bijstand inzake belastingen naar het inkomen en het vermogen	Algerije	Origineel	15-12-1991	10-01-2003
3	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en Argentijnse Republiek tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Argentinië	Origineel	12-06-1996	22-07-1999
4	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Armenië tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Armenië	Origineel	07-06-2001	01-10-2004

Nr	Titel	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Origineel/wijzigend Instrument	Datum van ondertekening	Datum van inwerking-treding
5	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en Australië tot het vermijden van dubbele belasting en het voorkomen van het ontgaan van belasting met betrekking tot belastingen naar het inkomen	Australië	Origineel	13-10-1977	01-11-1979
			Wijzigend instrument (a)	20-03-1984	20-09-1986
			Wijzigend instrument (b)	24-06-2009	12-05-2014
6	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Oostenrijk tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, met inbegrip van de ondernemingsbelasting en de grondbelastingen	Oostenrijk	Origineel	29-12-1971	28-06-1973
			Wijzigend instrument (a)	10-09-2009	01-03-2016
7	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Azerbeidzjan tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Azerbeidzjan	Origineel	18-05-2004	12-08-2006
8	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk Bahrein tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Bahrein	Origineel	04-11-2007	11-12-2014
			Wijzigend instrument (a)	23-11-2009	11-12-2014
9	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Volksrepubliek Bangladesh tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Bangladesh	Origineel	18-10-1990	09-12-1997
10	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Wit-Rusland tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Wit-Rusland	Origineel	07-03-1995	13-10-1998
11	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Socialistisch Federatieve Republiek Joegoslavië tot het vermijden van dubbele belasting van het inkomen en het vermogen	Joegoslavië – Bosnië en Herzegovina	Origineel	21-11-1980	26-05-1983
12	Overeenkomst tussen de Regering	Botswana	Origineel	30-11-2017	N/A

Nr	Titel	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Origineel/wijzigend Instrument	Datum van ondertekening	Datum van inwerking-treding
	van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Botswana tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen				
13	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Federatieve Republiek Brazilië tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen	Brazilië	Origineel	23-06-1972	13-07-1973
			Wijzigend instrument (a)	20-11-2002	23-10-2007
14	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Volksrepubliek Bulgarije tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Bulgarije	Origineel	25-10-1988	28-11-1991
15	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van Canada tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Canada	Origineel	23-05-2002	06-10-2004
			Wijzigend instrument (a)	01-04-2014	N/A
16	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Chili tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Chili	Origineel	06-12-2007	05-05-2010
17	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Volksrepubliek China tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen	China	Origineel	07-10-2009	29-12-2013
18	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Democratische Republiek Congo tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Congo (Democratische Republiek)	Origineel	23-05-2007	24-12-2011
			Wijzigend instrument (a)	16-07-2010	N/A
19	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Kroatië tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het	Kroatië	Origineel	31-10-2001	01-04-2004

Nr	Titel	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Origineel/wijzigend Instrument	Datum van ondertekening	Datum van inwerking-treding
	ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen				
20	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Cyprus tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Cyprus	Origineel	14-05-1996	08-12-1999
21	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Tsjechische Republiek tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Tsjechische Republiek	Origineel	16-12-1996	24-07-2000
			Wijzigend instrument (a)	15-03-2010	13-01-2015
22	Overeenkomst tussen België en Denemarken tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Denemarken	Origineel	16-10-1969	31-12-1970
			Wijzigend instrument (a)	27-09-1999	25-04-2003
			Wijzigend instrument (b)	07-07-2009	18-07-2013
23	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Ecuador tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Ecuador	Origineel	18-12-1996	18-03-2004
24	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Arabische Republiek Egypte tot het vermijden van dubbele belasting en het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Egypte	Origineel	03-01-1991	03-03-1997
25	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Estland tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Estland	Origineel	05-11-1999	15-04-2003
26	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Finland tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Finland	Origineel	18-05-1976	27-12-1978
			Wijzigend instrument (a)	13-03-1991	16-07-1997
			Wijzigend instrument (b)	15-09-2009	18-07-2013
27	Overeenkomst tussen België en Frankrijk tot voorkoming van	Frankrijk	Origineel	10-03-1964	17-06-1965
			Wijzigend	15-02-1971	19-07-1973

Nr	Titel	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Origineel/wijzigend Instrument	Datum van ondertekening	Datum van inwerking-treding
	dubbele belasting en tot regeling van wederzijdse administratieve en juridische bijstand inzake inkomstenbelastingen		instrument (a)		
			Wijzigend instrument (b)	08-02-1999	27-04-2000
			Wijzigend instrument (c)	12-12-2008	17-12-2009
			Wijzigend instrument (d)	07-07-2009	01-07-2013
28	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Gabon tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Gabon	Origineel	14-01-1993	13-05-2005
29	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en Georgië tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Georgië	Origineel	14-12-2000	04-05-2004
30	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Ghana tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar vermogenswinst	Ghana	Origineel	22-06-2005	17-10-2008
31	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Helleense Republiek tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Griekenland	Origineel	25-05-2004	30-12-2005
			Wijzigend instrument (a)	16-03-2010	24-07-2017
32	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Speciale Administratieve Regio Hong Kong van de Volksrepubliek China tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Hong Kong	Origineel	10-12-2003	07-10-2004
33	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Hongaarse Volksrepubliek tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Hongarije	Origineel	19-07-1982	25-02-1984
34	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek IJsland tot	IJsland	Origineel	23-05-2000	19-06-2003
			Wijzigend	15-09-2009	14-04-2015

Nr	Titel	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Origineel/wijzigend Instrument	Datum van ondertekening	Datum van inwerking-treding
	het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen		instrument (a)		
35	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek India tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	India	Origineel	26-04-1993	01-10-1997
			Wijzigend instrument (a)	09-03-2017	N/A
36	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Indonesië tot het vermijden van de dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Indonesië	Origineel	16-09-1997	07-11-2001
37	Overeenkomst tussen België en Ierland tot het vermijden van dubbele belasting en van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Ierland	Origineel	24-06-1970	31-12-1973
			Wijzigend instrument (a)	14-04-2014	N/A
38	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Eiland Man tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Eiland Man	Origineel	16-07-2009	N/A
39	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Staat Israël tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Israël	Origineel	13-07-1972	04-11-1975
40	Overeenkomst tussen België en Italië tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontgaan van belasting op het gebied van belastingen naar het inkomen	Italië	Origineel	29-04-1983	29-07-1989
			Wijzigend instrument (a)	19-12-1984	29-07-1989
			Wijzigend instrument (b)	11-10-2004	17-04-2013
41	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Ivoorkust tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting met betrekking tot belastingen naar het inkomen	Ivoorkust	Origineel	25-11-1977	30-12-1980

Nr	Titel	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Origineel/wijzigend Instrument	Datum van ondertekening	Datum van inwerking-treding
42	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Kazachstan tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Kazachstan	Origineel	16-04-1998	13-04-2000
43	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken tot het vermijden van de dubbele belasting van het inkomen en van het vermogen	USSR -Kirgizië	Origineel	17-12-1987	08-01-1991
44	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Korea tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting met betrekking tot belastingen naar het inkomen	Korea (Zuid)	Origineel	29-08-1977	19-09-1979
			Wijzigend instrument (a)	20-04-1994	31-12-1996
			Wijzigend instrument (b)	08-03-2010	01-12-2015
45	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Socialistisch Federatieve Republiek Joegoslavië tot het vermijden van dubbele belasting van het inkomen en het vermogen	Joegoslavië - Kosovo	Origineel	21-11-1980	26-05-1983
46	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Staat Koeweit tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en tot de bevordering van de economische betrekkingen	Koeweit	Origineel	10-03-1990	28-10-2000
47	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Letland tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Letland	Origineel	21-04-1999	07-05-2003
48	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Litouwen tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Litouwen	Origineel	26-11-1998	05-05-2003
49	Overeenkomst tussen België en Luxemburg tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van	Luxemburg	Origineel	17-09-1970	30-12-1972
			Wijzigend instrument (a)	11-12-2002	20-12-2004

Nr	Titel	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Origineel/wijzigend Instrument	Datum van ondertekening	Datum van inwerking-treding
	sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen		Wijzigend instrument (b)	16-07-2009	25-06-2013
50	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Speciale Administratieve Regio Macao van de Volksrepubliek China tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Macao	Origineel	19-06-2006	N/A
51	Overeenkomst tussen de Belgische regering en de Macedonische regering tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting	Macedonië	Origineel	06-07-2010	17-07-2017
52	Overeenkomst tussen de Regering van België en de Regering van Maleisië tot het vermijden van dubbele belasting en het voorkomen van het ontgaan van belasting met betrekking tot belastingen naar het inkomen	Maleisië	Origineel	24-10-1973	14-08-1975
			Wijzigend instrument (a)	25-07-1979	25-07-1979
			Wijzigend instrument (b)	18-12-2009	N/A
53	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Staat Malta tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting	Malta	Origineel	28-06-1974	03-01-1975
			Wijzigend instrument (a)	23-06-1993	17-10-2002
			Wijzigend instrument (b)	19-01-2010	N/A
54	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Mauritius tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Mauritius	Origineel	04-07-1995	28-01-1999
55	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Verenigde Mexicaanse Staten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Mexico	Origineel	24-11-1992	01-02-1997
			Wijzigend instrument (a)	26-08-2013	19-08-2017
56	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken tot het vermijden van de dubbele belasting van het inkomen en van het vermogen	USSR - Moldavië	Origineel	17-12-1987	08-01-1991
57	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de	Moldavië	Origineel	04-12-2008	N/A

Nr	Titel	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Origineel/wijzigend Instrument	Datum van ondertekening	Datum van inwerking-treding
	Regering van de Republiek Moldavië tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen				
58	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en Mongolië tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Mongolië	Origineel	26-09-1995	30-03-2000
59	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Socialistisch Federatieve Republiek Joegoslavië tot het vermijden van dubbele belasting van het inkomen en het vermogen	Joegoslavië - Montenegro	Origineel	21-11-1980	26-05-1983
60	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk Marokko tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan en het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Marokko	Origineel	31-05-2006	30-04-2009
61	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk der Nederlanden tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Nederland	Origineel	05-06-2001	31-12-2002
			Wijzigend instrument (a)	23-06-2009	01-09-2013
62	Overeenkomst tussen de Regering van België en de Regering van Nieuw-Zeeland tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Nieuw-Zeeland	Origineel	15-09-1981	08-12-1983
			Wijzigend instrument (a)	07-12-2009	N/A
63	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Federale Republiek Nigeria tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar vermogenswinsten	Nigeria	Origineel	20-11-1989	27-10-1994
64	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Sultanaat Oman tot het vermijden van dubbele belasting en	Oman	Origineel	16-12-2008	N/A

Nr	Titel	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Origineel/wijzigend Instrument	Datum van ondertekening	Datum van inwerking-treding
	tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen				
65	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Islamitische Republiek Pakistan tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Pakistan	Origineel	17-03-1980	02-09-1983
66	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek van de Filipijnen tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting met betrekking tot belastingen naar het inkomen	Filipijnen	Origineel	02-10-1976	09-07-1980
			Wijzigend instrument (a)	11-03-1996	24-12-1999
67	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Polen tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Polen	Origineel	20-08-2001	29-04-2004
			Wijzigend instrument (a)	14-04-2014	02-05-2018
68	Overeenkomst tussen België en Portugal tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen	Portugal	Origineel	16-07-1969	19-02-1971
			Wijzigend instrument (a)	06-03-1995	05-04-2001
69	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Staat Qatar tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Qatar	Origineel	06-11-2007	N/A
			Wijzigend instrument (a)	22-03-2015	N/A
70	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van Roemenië tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Roemenië	Origineel	04-03-1996	17-10-1998
71	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Russische Federatie tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Rusland	Origineel	16-06-1995	26-06-2000

Nr	Titel	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Origineel/wijzigend Instrument	Datum van ondertekening	Datum van inwerking-treding
72	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Russische Federatie tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Rusland (nieuw)	Origineel	19-05-2015	N/A
			Wijzigend instrument (a)	30-01-2018	N/A
73	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Rwanda tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Rwanda	Origineel	16-04-2007	06-07-2010
			Wijzigend instrument (a)	17-05-2010	N/A
74	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek San Marino tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen	San Marino	Origineel	21-12-2005	25-06-2007
			Wijzigend instrument (a)	14-07-2009	18-07-2013
75	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Senegal tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Senegal	Origineel	29-09-1987	04-02-1993
76	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Socialistisch Federatieve Republiek Joegoslavië tot het vermijden van dubbele belasting van het inkomen en het vermogen	Joegoslavië - Servië	Origineel	21-11-1980	26-05-1983
77	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek der Seychellen tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Seychellen	Origineel	27-04-2006	10-09-2015
			Wijzigend instrument (a)	14-07-2009	22-06-2016
78	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Republiek Singapore tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Singapore	Origineel	06-11-2006	27-11-2008
			Wijzigend instrument (a)	16-07-2009	20-09-2013
79	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Slowaakse Republiek tot het vermijden van	Slowaakse Republiek	Origineel	15-01-1997	13-06-2000

Nr	Titel	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Origineel/wijzigend Instrument	Datum van ondertekening	Datum van inwerking-treding
	dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen				
80	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Slovenië tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Slovenië	Origineel	22-06-1998	02-10-2002
81	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Zuid-Afrika tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Zuid-Afrika	Origineel	01-02-1995	10-10-1998
82	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk Spanje tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Spanje	Origineel	14-06-1995	25-06-2003
			Wijzigend instrument (a)	02-12-2009	N/A
			Wijzigend instrument (b)	15-04-2014	N/A
83	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Democratische Socialistische Republiek van Sri Lanka tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Sri Lanka	Origineel	03-02-1983	12-06-1985
84	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk Zweden tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Zweden	Origineel	05-02-1991	24-02-1993
85	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken tot het vermijden van de dubbele belasting van het inkomen en van het vermogen	USSR - Tadzjikistan	Origineel	17-12-1987	08-01-1991
86	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Tadzjikistan tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van	Tadzjikistan	Origineel	10-02-2009	N/A

Nr	Titel	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Origineel/wijzigend Instrument	Datum van ondertekening	Datum van inwerking-treding
	het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen				
87	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk Thailand tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Thailand	Origineel	16-10-1978	28-12-1980
88	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Tunesië tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontgaan van belastingen inzake belasting naar het inkomen en naar het vermogen	Tunesië	Origineel	07-10-2004	05-06-2009
89	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Turkije tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen	Turkije	Origineel	02-06-1987	08-10-1991
			Wijzigend instrument (a)	09-07-2013	N/A
90	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Unie van Socialistische Sovjetrepublieken tot het vermijden van de dubbele belasting van het inkomen en van het vermogen	USSR - Turkmenistan	Origineel	17-12-1987	08-01-1991
91	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Oeganda tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Oeganda	Origineel	26-07-2007	N/A
			Wijzigend instrument (a)	25-04-2014	N/A
92	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van Oekraïne tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Oekraïne	Origineel	20-05-1996	25-02-1999
93	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Verenigde Arabische Emiraten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Verenigde Arabische Emiraten	Origineel	30-09-1996	06-01-2004
94	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de	Verenigd Koninkrijk	Origineel	01-06-1987	21-10-1989
			Wijzigend	24-06-2009	24-12-2012

Nr	Titel	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Origineel/ wijzigend Instrument	Datum van ondertekening	Datum van inwerking-treding
	Regering van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar vermogenswinsten		instrument (a)		
			Wijzigend instrument (b)	13-03-2014	N/A
95	Overeenkomst tussen de Regering van het Koninkrijk België en de Regering van de Verenigde Staten van Amerika tot het vermijden van dubbele belasting en van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Verenigde Staten	Origineel	27-11-2006	28-12-2007
96	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek ten Oosten van de Uruguay tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting	Uruguay	Origineel	23-08-2013	04-08-2017
97	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Oezbekistan tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Oezbekistan	Origineel	14-11-1996	08-07-1999
			Wijzigend instrument (a)	17-04-1998	08-07-1999
			Wijzigend instrument (b)	18-02-2015	N/A
98	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Republiek Venezuela tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen	Venezuela	Origineel	22-04-1993	13-11-1998
99	Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Socialistische Republiek van Vietnam tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen	Vietnam	Origineel	28-02-1996	25-06-1999
			Wijzigend instrument (a)	12-03-2012	N/A

Artikel 3 – Transparante entiteiten

Kennisgeving van bestaande bepalingen in de verdragen die in de lijst opgenomen zijn

Ingevolge artikel 3(6) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen een in artikel 3(4) bedoelde bepaling bevatten die niet binnen de reikwijdte valt van een voorbehoud zoals bedoeld in artikel 3(5)(c) tot en (e). Het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling is hieronder vermeld.

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
27	Frankrijk	artikel 1 (4)
38	Eiland Man	Protocol (2)
49	Luxemburg	artikel 4 (1), tweede zin
57	Moldavië	artikel 1 (2)
61	Nederland	Protocol (2) en Protocol (4)(b)
62	Nieuw Zeeland	artikel 4 (1), tweede zin
84	Zweden	artikel 4(1), tweede zin
88	Tunesië	artikel 4 (1), tweede zin
95	Verenigde Staten	artikel 1 (6)

Artikel 4 – Entiteiten met een dubbele woonplaats

Voorbehoud

Ingevolge artikel 4(3)(a) van de Overeenkomst, behoudt België zich het recht voor om artikel 4 in zijn geheel niet toe te passen op zijn gedekte belastingverdragen.

Artikel 6 – Doel van een gedekt belastingverdrag

Kennisgeving van de keuze voor facultatieve bepalingen

Ingevolge artikel 6(6) van de Overeenkomst, kiest België hierbij om artikel 6(3) toe te passen.

Kennisgeving van bestaande bewoordingen in de preambule van de verdragen die in de lijst opgenomen zijn

Ingevolge artikel 6(5) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen niet binnen de reikwijdte vallen van een voorbehoud zoals bedoeld in artikel 6(4) en in hun preambule bewoordingen hebben zoals bedoeld in artikel 6(2). De tekst van de desbetreffende paragraaf uit de preambule is hieronder vermeld.

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Tekst van de preambule
1	Albanië	wensende, <voor de verdere ontwikkeling en de bevordering van hun economische betrekkingen,> een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting,
2	Algerije	wensende een overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot regeling van wederzijdse bijstand inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Tekst van de preambule
3	Argentinië	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
4	Armenië	<handelend met de intentie de economische, wetenschappelijke, technische en culturele betrekkingen tussen beide overeenkomstsluitende Staten te bevorderen en te verstevigen> en om dubbele belasting te vermijden inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, het ontgaan van belasting te voorkomen <en belastingdiscriminatie uit te sluiten>,
5	Australië	de wens koesterende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en het voorkomen van het ontgaan van belasting met betrekking tot belastingen naar het inkomen,
6	Oostenrijk	de wens koesterende dubbele belasting te vermijden en sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen, met inbegrip van de ondernemingsbelasting en de grondbelastingen te regelen,
7	Azerbeidzjan	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
8	Bahrein	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
9	Bangladesh	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
10	Wit-Rusland	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
11	Joegoslavië – Bosnië en Herzegovina	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting van het inkomen en van het vermogen,
12	Botswana	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
13	Brazilië	wensende dubbele belasting te vermijden en sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen te regelen,
14	Bulgarije	<wensende de economische betrekkingen en de samenwerking tussen de twee landen te bevorderen en te verstevigen,> hebben besloten een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
15	Canada	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Tekst van de preambule
		dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
16	Chili	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
17	China	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
18	Congo (Democratische Republiek)	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
19	Kroatië	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
20	Cyprus	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
21	Tsjechische Republiek	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
22	Denemarken	de wens koesterende dubbele belasting te vermijden en sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen te regelen,
23	Ecuador	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
24	Egypte	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
25	Estland	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
26	Finland	wensende een nieuwe Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
29	Georgië	<wensende de economische, culturele, wetenschappelijke en technische betrekkingen tussen beide Staten te bevorderen en te verstevigen> door een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
30	Ghana	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Tekst van de preambule
		vermogenswinst,
31	Griekenland	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
32	Hong-Kong	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
33	Hongarije	<wensende> een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en tot <het bevorderen en het verstevigen van de economische betrekkingen tussen de twee landen>,
34	IJsland	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
35	India	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
36	Indonesië	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
37	Ierland	de wens koesterende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
38	Eiland Man	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
39	Israël	de wens koesterende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
41	Ivoorkust	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
42	Kazachstan	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
43	USSR -Kirgizië	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van de dubbele belasting van het inkomen en van het vermogen,
44	Korea (Zuid)	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
45	Joegoslavië - Kosovo	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting van het inkomen en van het vermogen,
46	Koeweit	<wensende een Overeenkomst te sluiten> tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en <tot de bevordering van economische

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Tekst van de preambule
		betrekkingen>,
47	Letland	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
48	Litouwen	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
49	Luxemburg	wensende dubbele belasting te vermijden en sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen te regelen,
50	Macao	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
51	Macedonië	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting,
52	Maleisië	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en het voorkomen van het ontgaan van belasting met betrekking tot belastingen naar het inkomen,
53	Malta	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en het voorkomen van het ontgaan van belasting,
54	Mauritius	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
55	Mexico	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
56	USSR-Moldavië	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van de dubbele belasting van het inkomen en van het vermogen,
57	Moldavië	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
58	Mongolië	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
59	Joegoslavië - Montenegro	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting van het inkomen en van het vermogen,
60	Marokko	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan en het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
61	Nederland	wensende dat door beide Staten een nieuw Verdrag wordt gesloten tot het vermijden van dubbele belastingen en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
62	Nieuw-Zeeland	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Tekst van de preambule
		dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
63	Nigeria	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar vermogenswinsten,
64	Oman	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
65	Pakistan	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
66	Filipijnen	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting met betrekking tot belastingen naar het inkomen,
67	Polen	wensende een nieuwe Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
68	Portugal	wensende dubbele belasting te vermijden en sommige andere aangelegenheden inzake belastingen naar het inkomen te regelen,
69	Qatar	<wensende> een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en tot <het bevorderen en het verstevigen van de economische betrekkingen tussen de twee landen>,
70	Roemenië	<wensende de economische betrekkingen tussen beide staten te bevorderen en te verstevigen> door het sluiten van een Overeenkomst tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
71	Rusland	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
72	Rusland (nieuw)	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
73	Rwanda	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
74	San Marino	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen, <en tot het versterken van de geordende ontwikkeling van de economische betrekkingen tussen de twee Staten in het kader van een nauwere samenwerking,>
75	Senegal	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Tekst van de preambule
		dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
76	Joegoslavië - Servië	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting van het inkomen en van het vermogen,
77	Seychellen	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
78	Singapore	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
79	Slowaakse Republiek	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
80	Slovenië	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
81	Zuid-Afrika	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
82	Spanje	wensende een nieuwe Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan en het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
83	Sri Lanka	wensende een overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
84	Zweden	wensende een nieuwe Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
85	USSR - Tadzjikistan	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van de dubbele belasting van het inkomen en van het vermogen,
86	Tadzjikistan	<wensende de economische, wetenschappelijke, technische en culturele samenwerking tussen beide Staten te bevorderen en te verstevigen en> een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
87	Thailand	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
88	Tunesië	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken en het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Tekst van de preambule
89	Turkije	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen,
90	USSR - Turkmenistan	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van de dubbele belasting van het inkomen en van het vermogen,
91	Oeganda	<wensende de economische betrekkingen tussen de twee landen te bevorderen en te verstevigen,> en een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
92	Oekraïne	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen <en bevestigende hun intentie om de wederzijdse economische betrekkingen te ontwikkelen en uit te diepen>,
93	Verenigde Arabische Emiraten	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
94	Verenigd Koninkrijk	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar vermogenswinsten,
95	Verenigde Staten	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
96	Uruguay	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en tot het voorkomen van het ontduiken van belasting,
97	Oezbekistan	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,
98	Venezuela	wensende een Overeenkomst sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen,
99	Vietnam	wensende een Overeenkomst te sluiten tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen,

Kennisgeving van de verdragen die in de lijst opgenomen zijn en die geen bestaande bewoordingen in de preambule hebben

Ingevolge artikel 6(6) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen geen bewoordingen in hun preambule hebben die verwijzen naar de wens om economische betrekkingen te ontwikkelen of om de samenwerking op belastinggebied te verbeteren.

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied
2	Algerije
3	Argentinië
5	Australië
6	Oostenrijk
7	Azerbeidzjan
8	Bahrein
9	Bangladesh
10	Wit-Rusland
11	Joegoslavië – Bosnië en Herzegovina
12	Botswana
13	Brazilië
15	Canada
16	Chili
17	China
18	Congo (Democratische Republiek)
19	Kroatië
20	Cyprus
21	Tsjechische Republiek
22	Denemarken
23	Ecuador
24	Egypte
25	Estland
26	Finland
27	Frankrijk
30	Ghana
31	Griekenland
32	Hong-Kong
34	IJsland
35	India
36	Indonesië
37	Ierland
38	Eiland Man
39	Israël
40	Italië
41	Ivoorkust
42	Kazachstan
43	USSR - Kirgizië
44	Korea (Zuid)
45	Joegoslavië - Kosovo
47	Letland
48	Litouwen
49	Luxemburg
50	Macao
51	Macedonië

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied
52	Maleisië
53	Malta
54	Mauritius
55	Mexico
56	USSR - Moldavië
57	Moldavië
58	Mongolië
59	Joegoslavië - Montenegro
60	Marokko
61	Nederland
62	Nieuw Zeeland
63	Nigeria
64	Oman
65	Pakistan
66	Filipijnen
67	Polen
68	Portugal
70	Roemenië
71	Rusland
72	Rusland (nieuw)
73	Rwanda
75	Senegal
76	Joegoslavië - Servië
77	Seychellen
78	Singapore
79	Slowaakse Republiek
80	Slovenië
81	Zuid-Afrika
82	Spanje
83	Sri Lanka
84	Zweden
85	USSR - Tadzjikistan
87	Thailand
88	Tunesië
89	Turkije
90	USSR - Turkmenistan
93	Verenigde Arabische Emiraten
94	Verenigd Koninkrijk
95	Verenigde Staten
96	Uruguay
97	Oezbekistan
98	Venezuela
99	Vietnam

Artikel 7 – Voorkomen van verdragsmisbruik

Kennisgeving van de keuze voor facultatieve bepalingen

Ingevolge artikel 7(17)(b) van de Overeenkomst, kiest België hierbij om artikel 7(4) toe te passen.

Kennisgeving van bestaande bepalingen in de verdragen die in de lijst opgenomen zijn

Ingevolge artikel 7(17)(a) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen niet binnen de reikwijdte vallen van een voorbehoud zoals bedoeld in artikel 7(15)(b) en een bepaling bevatten zoals bedoeld in artikel 7(2). Het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling is hieronder vermeld.

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
7	Azerbeidzjan	Artikel 11(8)
		Artikel 12(7)
		Artikel 21(4)
8	Bahrein	Artikel 28
12	Botswana	Artikel 10(6)
		Artikel 11(8)
		Artikel 12(7)
16	Chili	Artikel 10(6)
		Artikel 11(7)
		Artikel 12(7)
17	China	Artikel 10(6)
		Artikel 11(8)
		Artikel 12(7)
18	Congo (Democratische Republiek)	Protocol(4)
25	Estland	Artikel 28
31	Griekenland	Artikel 11(8)
		Artikel 12(7)
38	Eiland Man	Artikel 23
42	Kazachstan	Artikel 11(8)
		Artikel 12(7)
47	Letland	Artikel 29
48	Litouwen	Artikel 29
50	Macao	Artikel 28
51	Macedonië	Protocol(8)(c)
55	Mexico	Protocol(3)
57	Moldavië	Artikel 27
63	Nigeria	Artikel 10(5)
		Artikel 11(6)
		Artikel 12(6)
64	Oman	Artikel 10(7)
		Artikel 11(9)
		Artikel 12(7)
		Protocol (10)
69	Qatar	Artikel 28
72	Rusland (nieuw)	Artikel 27
73	Rwanda	Protocol (5)
74	San Marino	Artikel 23
77	Seychellen	Artikel 27
86	Tadzjikistan	Artikel 29
88	Tunesië	Protocol (ad artikel 23, paragraaf 2, a) en b))
92	Oekraïne	Artikel 12(7)
		Protocol (1),

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
		tweede zin
94	Verenigd Koninkrijk	Artikel 10(8) (na wijziging door artikel V van (a))
		Artikel 11(8) (na wijziging door artikel VI van (a))
		Artikel 12(6) (na wijziging door artikel VII(2) van (a))
		Artikel 22(5) (na wijziging door artikel XIV van (a))
		Artikel 23(4) (na wijziging door artikel XV(1) van (a))

Artikel 8 – Transacties voor het verschuiven van dividenden

Kennisgeving van bestaande bepalingen in de verdragen die in de lijst opgenomen zijn

Ingevolge artikel 8(4) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen een bepaling bevatten zoals bedoeld in artikel 8(1) die niet binnen de reikwijdte valt van een voorbehoud zoals bedoeld in artikel 8(3)(b). Het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling is hieronder vermeld.

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
1	Albanië	Artikel 10(2)(a)
3	Argentinië	Artikel 10(2)(a)
4	Armenië	Artikel 10(2)(a)
7	Azerbeidzjan	Artikel 10(2)
8	Bahrein	Artikel 10(2), tweede zin
10	Wit-Rusland	Artikel 10(2)(a)
11	Joegoslavië - Bosnië en Herzegovina	Artikel 10(2)(a)
12	Botswana	Artikel 10(2)(b)
13	Brazilië	Artikel 10(2)(a) (na wijziging door artikel III van (a))
15	Canada	Artikel 10(2)(a)
16	Chili	Artikel 10(2), tweede zin
17	China	Artikel 10(2)(a)
18	Congo (Democratische Republiek)	Artikel 10(2)(a)(i) en (b)(i)
19	Kroatië	Artikel 10(2)(a)
20	Cyprus	Artikel 10(2)(a)
21	Tsjechische Republiek	Artikel 10(2)(a)
22	Denemarken	Artikel 10(2)(2) (na wijziging door artikel 6 van

		(a)
24	Egypte	Artikel 10(2)(b)(i)
25	Estland	Artikel 10(2)(a)
26	Finland	Artikel 10(2)(a) (na wijziging door artikel 1 van (a))
27	Frankrijk	Artikel 15(2)(a) (na wijziging door artikel 1 van (a))
29	Georgië	Artikel 10(2)(a)
30	Ghana	Artikel 10(2)(a)
31	Griekenland	Artikel 10(2)(a)
32	Hong Kong	Artikel 10(2), eerste zin (a) en tweede zin
34	IJsland	Artikel 10(2)(a)
36	Indonesië	Artikel 10(2)(a)
38	Eiland Man	Artikel 10(2)(a)(i)
Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
42	Kazachstan	Artikel 10(2)(a) en Protocol (5)
45	Joegoslavië - Kosovo	Artikel 10(2)(a)
47	Letland	Artikel 10(2)(a)
48	Litouwen	Artikel 10(2)(a)
49	Luxemburg	Artikel 10(2), eerste zin (a) en tweede zin
50	Macao	Artikel 10(2), eerste zin (a) en tweede zin
51	Macedonië	Artikel 10(2), eerste zin (a) en tweede zin
52	Maleisië	Artikel 10(2)(a) en 3(a) (na wijziging door artikel VI van (b))
54	Mauritius	Artikel 10(2)(a)
55	Mexico	Artikel 10(2), tweede zin (a) (na wijziging door artikel VI van (a))
57	Moldavië	Artikel 10(2)(a)(i) en (b)(i)
58	Mongolië	Artikel 10(2)(a)
59	Joegoslavië - Montenegro	Artikel 10(2)(a)
60	Marokko	Artikel 10(2)(a)
61	Nederland	Artikel 10(2)(a)
63	Nigeria	Artikel 10(2)(a)
64	Oman	Artikel 10(2)(a)
65	Pakistan	Artikel 10(2)
66	Filipijnen	Artikel 10(2)(a) (na wijziging door artikel III van (a))
67	Polen	Artikel 10(2), tweede zin (a) (na wijziging door artikel II van (a))
69	Qatar	Artikel 10(2)(a)
70	Roemenië	Artikel 10(2)(a)
72	Rusland (nieuw)	Artikel 10(2)(a)

73	Rwanda	Artikel 10(2), tweede zin (a)
74	San Marino	Artikel 10(2)(a) en (b)
76	Joegoslavië - Servië	Artikel 10(2)(a)
77	Seychellen	Artikel 10(2), eerste zin (a) en tweede zin
78	Singapore	Artikel 10(2), eerste zin (a) en tweede zin
79	Slowaakse Republiek	Artikel 10(2)(a)
80	Slovenië	Artikel 10(2)(a)
81	Zuid-Afrika	Artikel 10(2)(a)
82	Spanje	Artikel 10(2)(b)
Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
84	Zweden	Artikel 10(2)(a)
86	Tadzjikistan	Artikel 10(2), tweede zin (a)
87	Thailand	Artikel 10(2)(a)(1), (a)(2) en (b)(1)
88	Tunesië	Artikel 10(2)(a)
89	Turkije	Artikel 10(2)(a)
91	Oeganda	Artikel 10(2)(a)
92	Oekraïne	Artikel 10(2)(a)
93	Verenigde Arabische Emiraten	Artikel 10(2)(a)
94	Verenigd Koninkrijk	Artikel 10(3)(a) (na wijziging door artikel V van (a))
95	Verenigde Staten	Artikel 10(2)(a), (3)(a) en (4)(a)
96	Uruguay	Artikel 10(2)(a)
97	Oezbekistan	Artikel 10(2)(a)
98	Venezuela	Artikel 10(2)(a)
99	Vietnam	Artikel 10(2)(a) en (b)

Artikel 9 – Vermogenswinst verkregen uit de vervreemding van aandelen of belangen in entiteiten waarvan de waarde hoofdzakelijk bepaald wordt door onroerende goederen

Voorbehoud

Ingevolge artikel 9(6)(b) van de Overeenkomst, behoudt België zich het recht voor om artikel 9(1)(a) niet toe te passen op zijn gedekte belastingverdragen.

Kennisgeving van bestaande bepalingen in de verdragen die in de lijst opgenomen zijn

Ingevolge artikel 9(7) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen een bepaling bevatten zoals bedoeld in artikel 9(1). Het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling is hieronder vermeld.

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
1	Albanië	Artikel 13(4)
4	Armenië	Artikel 13(4) en Protocol (6)
5	Australië	Artikel 13(1), 2(a)(iii) en (2)(b)(iii)

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
7	Azerbeidzjan	Artikel 13(2) en Protocol (4)
12	Botswana	Artikel 13(4)
15	Canada	Artikel 13(4)
16	Chili	Artikel 13(4)
17	China	Artikel 13(4)
18	Congo (Democratische Republiek)	Artikel 13(4)
25	Estland	Artikel 13(2) en Protocol (8)
32	Hong Kong	Artikel 13(4)
35	India	Artikel 13(4)
42	Kazachstan	Artikel 13(2)
47	Letland	Artikel 13(2) en Protocol (8)
48	Litouwen	Artikel 13(2) en Protocol (8)
55	Mexico	Artikel 13(5) en Protocol (6) (na wijziging door artikel IX(2) en XIX(4) van (a))
57	Moldavië	Artikel 13(4)
60	Marokko	Artikel 13(4)
67	Polen	Artikel 13(4)
72	Rusland (nieuw)	Artikel 13(4) (na wijziging door artikel I van (a))
73	Rwanda	Artikel 14(4)
74	San Marino	Artikel 13(4)
82	Spanje	Artikel 13(2)
92	Oekraïne	Artikel 13(2)
96	Uruguay	Artikel 13(4)
98	Venezuela	Artikel 13(4)
99	Vietnam	Artikel 13(4)

Artikel 10 – Antimisbruikregel voor vaste inrichtingen die in derde rechtsgebieden gelegen zijn

Voorbehoud

Ingevolge artikel 10(5)(a) van de Overeenkomst, behoudt België zich het recht voor om artikel 10 in zijn geheel niet toe te passen op zijn gedekte belastingverdragen.

Artikel 11 – — Toepassing van belastingverdragen om het recht van een Partij om haar eigen inwoners te belasten te beperken

Kennisgeving van bestaande bepalingen in de verdragen die in de lijst opgenomen zijn

Ingevolge artikel 11(4) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen een bepaling bevatten zoals bedoeld in artikel 11(2). Het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling is hieronder vermeld.

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepalingen
5	Australië	Artikel 9(4) (na wijziging door artikel II(b) van (a)) en Artikel 27(1)
6	Oostenrijk	Artikel 27(4)(2)
9	Bangladesh	Artikel 28
14	Bulgarije	Artikel 27
15	Canada	Artikel 27(3)
28	Gabon	Artikel 28(1)
33	Hongarije	Artikel 27(1)
37	Ierland	Artikel 27(1)
39	Israël	Artikel 27(2)
40	Italië	Artikel 29(3)
41	Ivoorkust	Artikel 27(1)
43	USSR - Kirgizië	Artikel 23(3)
46	Koeweit	Artikel 28(2)
52	Maleisië	Artikel 27(2) (vóór wijziging door artikel XIX van (b))
56	USSR - Moldavië	Artikel 23(3)
65	Pakistan	Artikel 27(3)
75	Senegal	Artikel 27(1)
83	Sri Lanka	Artikel 27(1)
85	USSR - Tadzjikistan	Artikel 23(3)
87	Thailand	Artikel 28(1)
89	Turkije	Artikel 28(1)
90	USSR - Turkmenistan	Artikel 23(3)
94	Verenigd Koninkrijk	Artikel 28(5)
95	Verenigde Staten	Artikel 1 (4) en (5)

Artikel 12 – Kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van commissionairstructuren en soortgelijke strategieën

Kennisgeving van bestaande bepalingen in de verdragen die in de lijst opgenomen zijn

Ingevolge artikel 12(5) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen een bepaling bevatten zoals bedoeld in artikel 12(3)(a). Het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling is hieronder vermeld.

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepalingen
1	Albanië	Artikel 5(5)
2	Algerije	Artikel 5(5)(a)
3	Argentinië	Artikel 5(5)
4	Armenië	Artikel 5(5)(a)
5	Australië	Artikel 5(5)(a)
6	Oostenrijk	Artikel 5(4)
7	Azerbeidzjan	Artikel 5(5)
8	Bahrein	Artikel 5(5)
9	Bangladesh	Artikel 5(5)(a)

10	Wit-Rusland	Artikel 5(5)
11	Joegoslavië – Bosnië en Herzegovina	Artikel 5(4)
12	Botswana	Artikel 5(5)(a)
13	Brazilië	Artikel 5(4), eerste zin
14	Bulgarije	Artikel 5(6)
15	Canada	Artikel 5(6)
16	Chili	Artikel 5(5)
17	China	Artikel 5(5)
18	Congo (Democratische Republiek)	Artikel 5(5)
19	Kroatië	Artikel 5(5)
20	Cyprus	Artikel 5(5)
21	Tsjechische Republiek	Artikel 5(5)
22	Denemarken	Artikel 5(4)
23	Ecuador	Artikel 5(5)
24	Egypte	Artikel 5(5)(a)
25	Estland	Artikel 5(5)
26	Finland	Artikel 5(4)
27	Frankrijk	Artikel 4(6)
28	Gabon	Artikel 5(5)(a)
29	Georgië	Artikel 5(5)
30	Ghana	Artikel 5(5)
31	Griekenland	Artikel 5(5)
32	Hong Kong	Artikel 5(5)(a)

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepalingen
33	Hongarije	Artikel 5(5)
34	IJsland	Artikel 5(5)
35	India	Artikel 5(4)(a)
36	Indonesië	Artikel 5(5)(a)
37	Ierland	Artikel 5(4), eerste zin
38	Eiland Man	Artikel 5(5)
39	Israël	Artikel 5(4), eerste zin
40	Italië	Artikel 5(4)
41	Ivoorkust	Artikel 5(4)
42	Kazachstan	Artikel 5(5)
43	USSR – Kirgizië	Artikel 5(5)
44	Korea (Zuid)	Artikel 5(4)
45	Joegoslavië – Kosovo	Artikel 5(4)
46	Koeweit	Artikel 5(5)(a)
47	Letland	Artikel 5(5)
48	Litouwen	Artikel 5(5)
49	Luxemburg	Artikel 5(4)
50	Macao	Artikel 5(5)
51	Macedonië	Artikel 5(5)
52	Maleisië	Artikel 5(5)(a)
53	Malta	Artikel 5(4)
54	Mauritius	Artikel 5(5)(a)
55	Mexico	Artikel 5(5)
56	USSR-Moldavië	Artikel 5(5)

57	Moldavië	Artikel 5(5)
58	Mongolië	Artikel 5(5)
59	Joegoslavië – Montenegro	Artikel 5(4)
60	Marokko	Artikel 5(5)(a)
61	Nederland	Artikel 5(5)
62	Nieuw-Zeeland	Artikel 5(6)
63	Nigeria	Artikel 5(6)(a)
64	Oman	Artikel 5(4)(a)
65	Pakistan	Artikel 5(4)(a)
66	Filipijnen	Artikel 5(4)(a)
67	Polen	Artikel 5(5)
68	Portugal	Artikel 5(4)
69	Qatar	Artikel 5(4)
70	Roemenië	Artikel 5(5)
71	Rusland	Artikel 5(5)
72	Rusland (nieuw)	Artikel 5(5)
73	Rwanda	Artikel 5(5)
74	San Marino	Artikel 5(5)
75	Senegal	Artikel 5(5)(a)
76	Joegoslavië – Servië	Artikel 5(4)
77	Seychellen	Artikel 5(4)
78	Singapore	Artikel 5(5)
79	Slowaakse Republiek	Artikel 5(5)
80	Slovenië	Artikel 5(5)
Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepalingen
81	Zuid-Afrika	Artikel 5(5)
82	Spanje	Artikel 5(5)
83	Sri Lanka	Artikel 5(5)(a)
84	Zweden	Artikel 5(5)
85	USSR – Tadzjikistan	Artikel 5(5)
86	Tadzjikistan	Artikel 5(5)
87	Thailand	Artikel 5(4)(a)
88	Tunesië	Artikel 5(4)(a)
89	Turkije	Artikel 5(5)(a)
90	USSR – Turkmenistan	Artikel 5(5)
91	Oeganda	Artikel 5(5)
92	Oekraïne	Artikel 5(5)
93	Verenigde Arabische Emiraten	Artikel 5(5)
94	Verenigd Koninkrijk	Artikel 5(5)
95	Verenigde Staten	Artikel 5(5)
96	Uruguay	Artikel 5(5)
97	Oezbekistan	Artikel 5(5)
98	Venezuela	Artikel 5(4)
99	Vietnam	Artikel 5(5)(a)

Ingevolge artikel 12(6) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen een bepaling bevatten zoals bedoeld in artikel 12(3)(b). Het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling is hieronder vermeld.

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepalingen
--	------------------------------------	------------

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepalingen
1	Albanië	Artikel 5(6)
2	Algerije	Artikel 5(6)
3	Argentinië	Artikel 5(6)
4	Armenië	Artikel 5(6)
5	Australië	Artikel 5(6)
6	Oostenrijk	Artikel 5(5)
7	Azerbeidzjan	Artikel 5(6)
8	Bahrein	Artikel 5(6)
9	Bangladesh	Artikel 5(6)
10	Wit-Rusland	Artikel 5(6)
11	Joegoslavië – Bosnië en Herzegovina	Artikel 5(5)
12	Botswana	Artikel 5(6)
13	Brazilië	Artikel 5(5)
14	Bulgarije	Artikel 5(7)
15	Canada	Artikel 5(7)
16	Chili	Artikel 5(6) en Protocol (4)
17	China	Artikel 5(6)
18	Congo (Democratische Republiek)	Artikel 5(6)
19	Kroatië	Artikel 5(6)
20	Cyprus	Artikel 5(6)
21	Tsjechische Republiek	Artikel 5(6)
22	Denemarken	Artikel 5(5)
23	Ecuador	Artikel 5(6)
24	Egypte	Artikel 5(7)
25	Estland	Artikel 5(6)
26	Finland	Artikel 5(5)
27	Frankrijk	Artikel 4(8)
28	Gabon	Artikel 5(6)
29	Georgië	Artikel 5(6)
30	Ghana	Artikel 5(6)
31	Griekenland	Artikel 5(6)
32	Hong Kong	Artikel 5(6)
33	Hongarije	Artikel 5(6)
34	IJsland	Artikel 5(6)
35	India	Artikel 5(5)
36	Indonesië	Artikel 5(6)
37	Ierland	Artikel 5(5)
38	Eiland Man	Artikel 5(6)
39	Israël	Artikel 5(5)
40	Italië	Artikel 5(5)
41	Ivoorkust	Artikel 5(6)
42	Kazachstan	Artikel 5(6)
43	USSR – Kirgizië	Artikel 5(6)
44	Korea (Zuid)	Artikel 5(5)
45	Joegoslavië – Kosovo	Artikel 5(5)
46	Koeweit	Artikel 5(6)
47	Letland	Artikel 5(6)
48	Litouwen	Artikel 5(6)
49	Luxemburg	Artikel 5(5)

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepalingen
50	Macao	Artikel 5(6)
51	Macedonië	Artikel 5(6)
52	Maleisië	Artikel 5(6)
53	Malta	Artikel 5(5)
54	Mauritius	Artikel 5(6)
55	Mexico	Artikel 5(7)
56	USSR-Moldavië	Artikel 5(6)
57	Moldavië	Artikel 5(6)
58	Mongolië	Artikel 5(6)
59	Joegoslavië – Montenegro	Artikel 5(5)
60	Marokko	Artikel 5(7)
61	Nederland	Artikel 5(6)
62	Nieuw-Zeeland	Artikel 5(7)
63	Nigeria	Artikel 5(5)
64	Oman	Artikel 5(5)
65	Pakistan	Artikel 5(5)
66	Filipijnen	Artikel 5(6)
67	Polen	Artikel 5(6)
68	Portugal	Artikel 5(5)
69	Qatar	Artikel 5(6)
70	Roemenië	Artikel 5(6)
71	Rusland	Artikel 5(6)
72	Rusland (nieuw)	Artikel 5(6)
73	Rwanda	Artikel 5(7)
74	San Marino	Artikel 5(6)
75	Senegal	Artikel 5(7)
76	Joegoslavië – Servië	Artikel 5(5)
77	Seychellen	Artikel 5(5)
78	Singapore	Artikel 5(6)
79	Slowaakse Republiek	Artikel 5(6)
80	Slovenië	Artikel 5(6)
81	Zuid-Afrika	Artikel 5(6)
82	Spanje	Artikel 5(6)
83	Sri Lanka	Artikel 5(6)
84	Zweden	Artikel 5(6)
85	USSR – Tadzjikistan	Artikel 5(6)
86	Tadzjikistan	Artikel 5(6)
87	Thailand	Artikel 5(5)
88	Tunesië	Artikel 5(6)
89	Turkije	Artikel 5(6)
90	USSR – Turkmenistan	Artikel 5(6)
91	Oeganda	Artikel 5(6)
92	Oekraïne	Artikel 5(6)
93	Verenigde Arabische Emiraten	Artikel 5(6)
94	Verenigd Koninkrijk	Artikel 5(6)
95	Verenigde Staten	Artikel 5(6)
96	Uruguay	Artikel 5(6)
97	Oezbekistan	Artikel 5(6)
98	Venezuela	Artikel 5(5)
99	Vietnam	Artikel 5(6)

Artikel 13 – Kunstmatige ontwijking van de kwalificatie als vaste inrichting door middel van uitzonderingen voor specifieke activiteiten

Kennisgeving van de keuze voor facultatieve bepalingen

Ingevolge artikel 13(7) van de Overeenkomst, kiest België hierbij om Optie B van artikel 13(1) toe te passen.

Kennisgeving van bestaande bepalingen van de verdragen die in de lijst opgenomen zijn.

Ingevolge artikel 13(7) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen een bepaling bevatten zoals bedoeld in artikel 13(5)(a). Het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling is hieronder vermeld.

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepalingen
1	Albanië	Artikel 5(4)
2	Algerije	Artikel 5(4)
3	Argentinië	Artikel 5(4)
4	Armenië	Artikel 5(4)
5	Australië	Artikel 5(3)
6	Oostenrijk	Artikel 5(3)
7	Azerbeidzjan	Artikel 5(4)
8	Bahrein	Artikel 5(4)
9	Bangladesh	Artikel 5(4)
10	Wit-Rusland	Artikel 5(4)
11	Joegoslavië - Bosnië en Herzegovina	Artikel 5(3)
12	Botswana	Artikel 5(4)
13	Brazilië	Artikel 5(3)
14	Bulgarije	Artikel 5(5)
15	Canada	Artikel 5(5)
16	Chili	Artikel 5(4)
17	China	Artikel 5(4)
18	Congo (Democratische Republiek)	Artikel 5(4)
19	Kroatië	Artikel 5(4)
20	Cyprus	Artikel 5(4)
21	Tsjechische Republiek	Artikel 5(4)
22	Denemarken	Artikel 5(3)
23	Ecuador	Artikel 5(4)
24	Egypte	Artikel 5(4)
25	Estland	Artikel 5(4)
26	Finland	Artikel 5(3)
27	Frankrijk	Artikel 4(5)
28	Gabon	Artikel 5(4)
29	Georgië	Artikel 5(4)
30	Ghana	Artikel 5(4)
31	Griekenland	Artikel 5(4)
32	Hong Kong	Artikel 5(4)
33	Hongarije	Artikel 5(4)

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepalingen
34	IJsland	Artikel 5(4)
35	India	Artikel 5(3)
36	Indonesië	Artikel 5(4)
37	Ierland	Artikel 5(3)
38	Eiland Man	Artikel 5(4)
39	Israël	Artikel 5(3)
40	Italië	Artikel 5(3)
41	Ivoorkust	Artikel 5(3)
42	Kazachstan	Artikel 5(4)
43	USSR - Kirgizië	Artikel 5(3) en (4)
44	Korea (Zuid)	Artikel 5(3)
45	Joegoslavië - Kosovo	Artikel 5(3)
46	Koeweit	Artikel 5(4)
47	Letland	Artikel 5(4)
48	Litouwen	Artikel 5(4)
49	Luxemburg	Artikel 5(3)
50	Macao	Artikel 5(4)
51	Macedonië	Artikel 5(4)
52	Maleisië	Artikel 5(3)
53	Malta	Artikel 5(3)
54	Mauritius	Artikel 5(4)
55	Mexico	Artikel 5(4)
56	USSR – Moldavië	Artikel 5(3) en (4)
57	Moldavië	Artikel 5(4)
58	Mongolië	Artikel 5(4)
59	Joegoslavië – Montenegro	Artikel 5(3)
60	Marokko	Artikel 5(4)
61	Nederland	Artikel 5(4)
62	Nieuw-Zeeland	Artikel 5(4)
63	Nigeria	Artikel 5(3)
64	Oman	Artikel 5(3)
65	Pakistan	Artikel 5(3)
66	Filipijnen	Artikel 5(3)
67	Polen	Artikel 5(4)
68	Portugal	Artikel 5(3)
69	Qatar	Artikel 5(3)
70	Roemenië	Artikel 5(4)
71	Rusland	Artikel 5(4)
72	Rusland (nieuw)	Artikel 5(4)
73	Rwanda	Artikel 5(4)
74	San Marino	Artikel 5(4)
75	Senegal	Artikel 5(4)
76	Joegoslavië - Servië	Artikel 5(3)
77	Seychellen	Artikel 5(3)
78	Singapore	Artikel 5(4)
79	Slowaakse Republiek	Artikel 5(4)
80	Slovenië	Artikel 5(4)
81	Zuid-Afrika	Artikel 5(4)
82	Spanje	Artikel 5(4)
83	Sri Lanka	Artikel 5(4)
84	Zweden	Artikel 5(4)

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepalingen
85	USSR - Tadzjikistan	Artikel 5(3) en (4)
86	Tadzjikistan	Artikel 5(4)
87	Thailand	Artikel 5(3)
88	Tunesië	Artikel 5(3)
89	Turkije	Artikel 5(4)
90	USSR – Turkmenistan	Artikel 5(3) en (4)
91	Oeganda	Artikel 5(4)
92	Oekraïne	Artikel 5(4)
93	Verenigde Arabische Emiraten	Artikel 5(4)
94	Verenigd Koninkrijk	Artikel 5(4)
95	Verenigde Staten	Artikel 5(4)
96	Uruguay	Artikel 5(4)
97	Oezbekistan	Artikel 5(4)
98	Venezuela	Artikel 5(3)
99	Vietnam	Artikel 5(4)

Artikel 14 – Splitsen van contracten

Voorbehoud

Ingevolge artikel 14(3)(a) van de Overeenkomst, behoudt België zich het recht voor om artikel 14 in zijn gheheel niet toe te passen op zijn gedekte belastingverdragen.

Artikel 16 – Procedure voor onderling overleg

Kennisgeving van bestaande bepalingen in de verdragen die in de lijst opgenomen zijn

Ingevolge artikel 16(6)(a) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen een bepaling bevatten zoals bedoeld in artikel 16(4)(a)(i). Het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling is hieronder vermeld.

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
1	Albanië	Artikel 25(1), eerste zin
2	Algerije	Artikel 25(1), eerste zin
3	Argentinië	Artikel 25(1), eerste zin
4	Armenië	Artikel 25(1), eerste zin
5	Australië	Artikel 25(1), eerste zin
6	Oostenrijk	Artikel 25(1), eerste zin
7	Azerbeidzjan	Artikel 25(1), eerste zin
8	Bahrein	Artikel 25(1), eerste zin
9	Bangladesh	Artikel 25(1), eerste zin
10	Wit-Rusland	Artikel 25(1), eerste zin

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
11	Joegoslavië - Bosnië en Herzegovina	Artikel 24(1), eerste zin
12	Botswana	Artikel 25(1), eerste zin
13	Brazilië	Artikel 25(1), eerste zin
14	Bulgarije	Artikel 25(1), eerste zin
15	Canada	Artikel 25(1), eerste zin
16	Chili	Artikel 25(1), eerste zin
17	China	Artikel 25(1), eerste zin
18	Congo (Democratische Republiek)	Artikel 24(1), eerste zin
19	Kroatië	Artikel 25(1), eerste zin
20	Cyprus	Artikel 25(1), eerste zin
21	Tsjechische Republiek	Artikel 25(1), eerste zin
22	Denemarken	Artikel 25(1), eerste zin
23	Ecuador	Artikel 25(1), eerste zin
24	Egypte	Artikel 25(1), eerste zin
25	Estland	Artikel 24(1), eerste zin
26	Finland	Artikel 26(1), eerste zin
27	Frankrijk	Artikel 24(3), eerste zin
28	Gabon	Artikel 25(1), eerste zin
29	Georgië	Artikel 26(1), eerste zin
30	Ghana	Artikel 25(1), eerste zin
31	Griekenland	Artikel 24(1), eerste zin
32	Hong-Kong	Artikel 24(1), eerste zin
33	Hongarije	Artikel 25(1), eerste zin
34	IJsland	Artikel 25(1), eerste zin
35	India	Artikel 25(1), eerste zin
36	Indonesië	Artikel 24(1), eerste zin
37	Ierland	Artikel 25(1), eerste zin
38	Eiland Man	Artikel 26(1), eerste zin
39	Israël	Artikel 25(1), eerste zin
40	Italië	Artikel 25(1), eerste zin en Protocol (5)
41	Ivoorkust	Artikel 24(1), eerste zin
42	Kazachstan	Artikel 25(1), eerste zin

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
43	USSR - Kirgizië	Artikel 21(1), eerste zin
44	Korea (Zuid)	Artikel 24(1), eerste zin
45	Joegoslavië - Kosovo	Artikel 24(1), eerste zin
46	Koeweit	Artikel 25(1), eerste zin
47	Letland	Artikel 25(1), eerste zin
48	Litouwen	Artikel 25(1), eerste zin
49	Luxemburg	Artikel 25(1), eerste zin
50	Macao	Artikel 25(1), eerste zin
52	Maleisië	Artikel 25(1), eerste zin
53	Malta	Artikel 25(1), eerste zin
54	Mauritius	Artikel 25(1), eerste zin
55	Mexico	Artikel 24(1), eerste zin
56	USSR - Moldavië	Artikel 21(1), eerste zin
57	Moldavië	Artikel 24(1), eerste zin
58	Mongolië	Artikel 25(1), eerste zin
59	Joegoslavië - Montenegro	Artikel 24(1), eerste zin
60	Marokko	Artikel 25(1), eerste zin
61	Nederland	Artikel 28(1), eerste zin
62	Nieuw-Zeeland	Artikel 24(1), eerste zin
63	Nigeria	Artikel 25(1), eerste zin
64	Oman	Artikel 24(1), eerste zin
65	Pakistan	Artikel 25(1), eerste zin
66	Filipijnen	Artikel 25(1), eerste zin
67	Polen	Artikel 25(1), eerste zin
68	Portugal	Artikel 24(1), eerste zin (na henummering door artikel XIII van (a))
69	Qatar	Artikel 25(1), eerste zin
70	Roemenië	Artikel 26(1), eerste zin
71	Rusland	Artikel 25(1), eerste zin
72	Rusland (nieuw)	Artikel 24(1), eerste zin
73	Rwanda	Artikel 25(1), eerste zin
74	San Marino	Artikel 26(1), eerste zin
75	Senegal	Artikel 24(1), eerste zin
76	Joegoslavië - Servië	Artikel 24(1), eerste zin

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
77	Seychellen	Artikel 23(1), eerste zin
78	Singapore	Artikel 24(1), eerste zin
79	Slowaakse Republiek	Artikel 25(1), eerste zin
80	Slovenië	Artikel 25(1), eerste zin
81	Zuid-Afrika	Artikel 24(1), eerste zin
82	Spanje	Artikel 25(1), eerste zin
83	Sri Lanka	Artikel 25(1), eerste zin
84	Zweden	Artikel 25(1), eerste zin
85	USSR - Tadzjikistan	Artikel 21(1), eerste zin
86	Tadzjikistan	Artikel 26(1), eerste zin
87	Thailand	Artikel 25(1), eerste zin
88	Tunesië	Artikel 25(1), eerste zin
89	Turkije	Artikel 25(1), eerste zin
90	USSR - Turkmenistan	Artikel 21(1), eerste zin
91	Oeganda	Artikel 26(1), eerste zin
92	Oekraïne	Artikel 25(1), eerste zin
93	Verenigde Arabische Emiraten	Artikel 25(1), eerste zin
94	Verenigd Koninkrijk	Artikel 25(1), eerste zin
96	Uruguay	Artikel 24(1), eerste zin
97	Oezbekistan	Artikel 25(1), eerste zin
98	Venezuela	Artikel 25(1), eerste zin
99	Vietnam	Artikel 25(1), eerste zin

Ingevolge artikel 16(6)(b)(i) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen een bepaling bevatten volgens dewelke een zaak zoals bedoeld in de eerste zin van artikel 16(1) moet worden voorgelegd binnen een bepaalde termijn die minder bedraagt dan drie jaar vanaf de datum van de eerste kennisgeving van de maatregel die een belastingheffing ten gevolge heeft die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekte belastingverdrag. Het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling is hieronder vermeld.

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
6	Oostenrijk	Artikel 25(1), tweede zin
13	Brazilië	Artikel 25(1), tweede zin
15	Canada	Artikel 25(1), tweede zin
22	Denemarken	Artikel 25(1), tweede zin
27	Frankrijk	Artikel 24(3), tweede zin

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
31	Griekenland	Artikel 24(1), tweede zin
35	India	Artikel 25(1), tweede zin
37	Ierland	Artikel 25(1), tweede zin
39	Israël	Artikel 25(1), tweede zin
40	Italië	Artikel 25(1), tweede zin
49	Luxemburg	Artikel 25(1), tweede zin
52	Maleisië	Artikel 25(1), tweede zin
66	Filipijnen	Artikel 25(1), tweede zin
68	Portugal	Artikel 24(1), tweede zin (na henummering door artikel XIII van (a))
74	San Marino	Artikel 26(1), tweede zin
89	Turkije	Artikel 25(1), tweede zin en Protocol (9)
98	Venezuela	Artikel 25(1), tweede zin

Ingevolge artikel 16(6)(b)(ii) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen een bepaling bevatten volgens dewelke een zaak zoals bedoeld in de eerste zin van artikel 16(1) moet worden voorgelegd binnen een bepaalde termijn van minstens drie jaar na de eerste kennisgeving van de maatregel die een belastingheffing ten gevolge heeft die niet in overeenstemming is met de bepalingen van het gedekte belastingverdrag. Het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling is hieronder vermeld.

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
1	Albanië	Artikel 25(1), tweede zin
2	Algerije	Artikel 25(1), tweede zin
3	Argentinië	Artikel 25(1), tweede zin
4	Armenië	Artikel 25(1), tweede zin
5	Australië	Artikel 25(1), tweede zin
7	Azerbeidzjan	Artikel 25(1), tweede zin
8	Bahrein	Artikel 25(1), tweede zin
9	Bangladesh	Artikel 25(1), tweede zin
10	Wit-Rusland	Artikel 25(1), tweede zin
11	Joegoslavië - Bosnië en Herzegovina	Artikel 24(1), tweede zin
12	Botswana	Artikel 25(1), tweede zin

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
14	Bulgarije	Artikel 25(1), tweede zin
16	Chili	Artikel 25(1), tweede zin
17	China	Artikel 25(1), tweede zin
18	Congo (Democratische Republiek)	Artikel 24(1), tweede zin
19	Kroatië	Artikel 25(1), tweede zin
20	Cyprus	Artikel 25(1), tweede zin
21	Tsjechische Republiek	Artikel 25(1), tweede zin
23	Ecuador	Artikel 25(1), tweede zin
24	Egypte	Artikel 25(1), tweede zin
25	Estland	Artikel 24(1), tweede zin
26	Finland	Artikel 26(1), tweede zin
28	Gabon	Artikel 25(1), tweede zin
29	Georgië	Artikel 26(1), tweede zin
30	Ghana	Artikel 25(1), tweede zin
32	Hong-Kong	Artikel 24(1), tweede zin
33	Hongarije	Artikel 25(1), tweede zin
34	IJsland	Artikel 25(1), tweede zin
36	Indonesië	Artikel 24(1), tweede zin
38	Eiland Man	Artikel 26(1), tweede zin
41	Ivoorkust	Artikel 24(1), tweede zin
42	Kazachstan	Artikel 25(1), tweede zin
43	USSR - Kirgizië	Artikel 21(1), tweede zin
44	Korea (Zuid)	Artikel 24(1), tweede zin
45	Joegoslavië - Kosovo	Artikel 24(1), tweede zin
46	Koeweit	Artikel 25(1), tweede zin
47	Letland	Artikel 25(1), tweede zin
48	Litouwen	Artikel 25(1), tweede zin
50	Macao	Artikel 25(1), tweede zin
51	Macedonië	Artikel 24(1), tweede zin
53	Malta	Artikel 25(1), tweede zin
54	Mauritius	Artikel 25(1), tweede zin
55	Mexico	Artikel 24(1), tweede zin
56	USSR - Moldavië	Artikel 21(1), tweede zin
57	Moldavië	Artikel 24(1), tweede zin

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
58	Mongolië	Artikel 25(1), tweede zin
59	Joegoslavië - Montenegro	Artikel 24(1), tweede zin
60	Marokko	Artikel 25(1), tweede zin
61	Nederland	Artikel 28(1), tweede zin
62	Nieuw-Zeeland	Artikel 24(1), tweede zin
63	Nigeria	Artikel 25(1), tweede zin
64	Oman	Artikel 24(1), tweede zin
65	Pakistan	Artikel 25(1), tweede zin
67	Polen	Artikel 25(1), tweede zin
69	Qatar	Artikel 25(1), tweede zin
70	Roemenië	Artikel 26(1), tweede zin
71	Rusland	Artikel 25(1), tweede zin
72	Rusland (nieuw)	Artikel 24(1), tweede zin
73	Rwanda	Artikel 25(1), tweede zin
75	Senegal	Artikel 24(1), tweede zin
76	Joegoslavië - Servië	Artikel 24(1), tweede zin
77	Seychellen	Artikel 23(1), tweede zin
78	Singapore	Artikel 24(1), tweede zin
79	Slowaakse Republiek	Artikel 25(1), tweede zin
80	Slovenië	Artikel 25(1), tweede zin
81	Zuid-Afrika	Artikel 24(1), tweede zin
82	Spanje	Artikel 25(1), tweede zin
83	Sri Lanka	Artikel 25(1), tweede zin
84	Zweden	Artikel 25(1), tweede zin
85	USSR - Tadzjikistan	Artikel 21(1), tweede zin
86	Tadzjikistan	Artikel 26(1), tweede zin
87	Thailand	Artikel 25(1), tweede zin
88	Tunesië	Artikel 25(1), tweede zin
90	USSR - Turkmenistan	Artikel 21(1), tweede zin
91	Oeganda	Artikel 26(1), tweede zin
92	Oekraïne	Artikel 25(1), tweede zin
93	Verenigde Arabische Emiraten	Artikel 25(1), tweede zin
94	Verenigd Koninkrijk	Artikel 25(1), tweede zin
95	Verenigde Staten	Artikel 24(1), tweede zin

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
96	Uruguay	Artikel 24(1), tweede zin
97	Oezbekistan	Artikel 25(1), tweede zin
99	Vietnam	Artikel 25(1), tweede zin

Kennisgeving van de verdragen die in de lijst opgenomen zijn en die geen bestaande bepalingen bevatten

Ingevolge artikel 16(6)(c)(i) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen geen bepaling bevatten zoals bedoeld in artikel 16(4)(b)(i).

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied
22	Denemarken
27	Frankrijk
37	Ierland
39	Israël
49	Luxemburg
52	Maleisië
68	Portugal

Ingevolge artikel 16(6)(c)(ii) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen geen bepaling bevatten zoals bedoeld in artikel 16(4)(b)(ii).

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied
2	Algerije
3	Argentinië
5	Australië
6	Oostenrijk
10	Wit-Rusland
11	Joegoslavië - Bosnië en Herzegovina
13	Brazilië
14	Bulgarije
15	Canada
16	Chili
20	Cyprus
21	Tsjechische Republiek
22	Denemarken
23	Ecuador

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied
24	Egypte
25	Finland
27	Frankrijk
28	Gabon
31	Griekenland
33	Hongarije
36	Indonesië
37	Ierland
39	Israël
40	Italië
41	Ivoorkust
43	USSR - Kirgizië
44	Korea (Zuid)
45	Joegoslavië - Kosovo
46	Koeweit
52	Maleisië
53	Malta
54	Mauritius
55	Mexico
56	USSR - Moldavië
58	Mongolië
59	Joegoslavië - Montenegro
63	Nigeria
65	Pakistan
66	Filipijnen
68	Portugal
70	Roemenië
71	Rusland
75	Senegal
76	Joegoslavië - Servië
79	Slowaakse Republiek
80	Slovenië
81	Zuid-Afrika
82	Spanje
83	Sri Lanka

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied
84	Zweden
85	USSR - Tadzjikistan
87	Thailand
89	Turkije
90	USSR - Turkmenistan
93	Verenigde Arabische Emiraten
98	Venezuela
99	Vietnam

Ingevolge artikel 16(6)(d)(i) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen geen bepaling bevatten zoals bedoeld in artikel 16(4)(c)(i).

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied
5	Australië
6	Oostenrijk
11	Joegoslavië - Bosnië en Herzegovina
13	Brazilië
22	Denemarken
26	Finland
27	Frankrijk
37	Ierland
39	Israël
41	Ivoorkust
44	Korea (Zuid)
45	Joegoslavië - Kosovo
49	Luxemburg
52	Maleisië
53	Malta
59	Joegoslavië - Montenegro
66	Filipijnen
68	Portugal
76	Joegoslavië – Servië
87	Thailand

Ingevolge artikel 16(6)(d)(ii) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen geen bepaling bevatten zoals bedoeld in artikel 16(4)(c)(ii).

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied
1	Albanië
2	Algerije
3	Argentinië
4	Armenië
5	Australië
6	Oostenrijk
7	Azerbeidzjan
8	Bahrein
9	Bangladesh
10	Wit-Rusland
11	Joegoslavië - Bosnië en Herzegovina
12	Botswana
13	Brazilië
14	Bulgarije
15	Canada
16	Chili
17	China
18	Congo (Democratische Republiek)
19	Kroatië
20	Cyprus
21	Tsjechische Republiek
22	Denemarken
23	Ecuador
24	Egypte
25	Estland
26	Finland
27	Frankrijk
28	Gabon
29	Georgië
30	Ghana
31	Griekenland
32	Hong-Kong
33	Hongarije
34	IJsland
35	India

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied
36	Indonesië
37	Ierland
38	Eiland Man
39	Israël
40	Italië
41	Ivoorkust
42	Kazachstan
43	USSR - Kirgizië
44	Korea (Zuid)
45	Joegoslavië - Kosovo
46	Koeweit
47	Letland
48	Litouwen
49	Luxemburg
50	Macao
51	Macedonië
52	Maleisië
53	Malta
54	Mauritius
55	Mexico
56	USSR - Moldavië
57	Moldavië
58	Mongolië
59	Joegoslavië - Montenegro
60	Marokko
61	Nederland
62	Nieuw-Zeeland
63	Nigeria
64	Oman
65	Pakistan
66	Filipijnen
67	Polen
68	Portugal
69	Qatar
70	Roemenië

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied
71	Rusland
72	Rusland (nieuw)
73	Rwanda
74	San Marino
75	Senegal
76	Joegoslavië - Servië
77	Seychellen
78	Singapore
79	Slowaakse Republiek
80	Slovenië
81	Zuid-Afrika
82	Spanje
83	Sri Lanka
84	Zweden
85	USSR - Tadzjikistan
86	Tadzjikistan
87	Thailand
88	Tunesië
89	Turkije
90	USSR - Turkmenistan
91	Oeganda
92	Oekraïne
93	Verenigde Arabische Emiraten
94	Verenigd Koninkrijk
95	Verenigde Staten
96	Uruguay
97	Oezbekistan
98	Venezuela
99	Vietnam

Artikel 17 – Overeenkomstige aanpassingen

Kennisgeving van bestaande bepalingen in de verdragen die in de lijst opgenomen zijn

Ingevolge artikel 17(4) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen een bepaling bevatten zoals bedoeld in artikel 17(2). Het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling is hieronder vermeld.

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
1	Albanië	Artikel 9(2)
2	Algerije	Artikel 9(2)
3	Argentinië	Artikel 9(2)
4	Armenië	Artikel 9(2)
5	Australië	Artikel 9(3)
7	Azerbeidzjan	Artikel 9(2)
8	Bahrein	Artikel 9(2)
10	Wit-Rusland	Artikel 9(2)
12	Botswana	Artikel 9(2)
15	Canada	Artikel 9(2)
16	Chili	Artikel 9(2)
17	China	Artikel 9(2)
18	Congo (Democratische Republiek)	Artikel 9(2)
19	Kroatië	Artikel 9(2)
25	Estland	Artikel 9(2)
26	Finland	Artikel 9(2)
27	Frankrijk	Artikel 5 (4), tweede zin
29	Georgië	Artikel 9(2)
30	Ghana	Artikel 9(2)
32	Hong Kong	Artikel 9(2)
34	IJsland	Artikel 9(2)
38	Eiland Man	Artikel 9(2)
46	Koeweit	Artikel 9(2)
47	Letland	Artikel 9(2)
48	Litouwen	Artikel 9(2)
50	Macao	Artikel 9(2)
51	Macedonië	Artikel 9(2)
52	Maleisië	Artikel 9(2) (Na wijziging door Artikel V van (b))
57	Moldavië	Artikel 9(2)
60	Marokko	Artikel 9(2)
61	Nederland	Artikel 9(2)
62	Nieuw-Zeeland	Artikel 9(2) (Na wijziging door Artikel 4 van (a))
63	Nigeria	Artikel 9(2)
64	Oman	Artikel 9(2)
66	Filipijnen	Artikel 9(2)
67	Polen	Artikel 9(2)
69	Qatar	Artikel 9(2)
70	Roemenië	Artikel 9(2)
72	Rusland (nieuw)	Artikel 9(2)
73	Rwanda	Artikel 9(2)
74	San Marino	Artikel 9(2)
77	Seychellen	Artikel 9(2)
78	Singapore	Artikel 9(2)
81	Zuid-Afrika	Artikel 9(2)
82	Spanje	Artikel 9(2)
83	Sri Lanka	Artikel 9(2)

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
86	Tadzjikistan	Artikel 9(2)
88	Tunesië	Artikel 9(2)
89	Turkije	Artikel 9(2)
91	Oeganda	Artikel 9(2)
92	Oekraïne	Artikel 9(2)
94	Verenigd Koninkrijk	Artikel 9(2)
95	Verenigde Staten	Artikel 9 (2)
96	Uruguay	Artikel 9(2)
97	Oezbekistan	Artikel 9(2)
99	Vietnam	Artikel 9(2)

Artikel 18 – Keuze om Deel VI toe te passen

Kennisgeving van de keuze voor facultatieve bepalingen

Ingevolge artikel 18 van de Overeenkomst, kiest België hierbij om Deel VI toe te passen.

Artikel 19 – Verplichte en bindende arbitrage

Voorbehoud

Ingevolge artikel 19(12) van de Overeenkomst, behoudt België zich het recht voor om de volgende regels toe te passen op zijn gedekte belastingverdragen niettegenstaande de andere bepalingen van artikel 19:

- a) elke onopgeloste kwestie die voortkomt uit een zaak die via de procedure voor onderling overleg onderzocht werd en die anders onder de toepassing valt van de arbitrageprocedure waarin de Overeenkomst voorziet, wordt niet aan arbitrage onderworpen wanneer daaromtrent reeds een uitspraak werd gedaan door een rechterlijke instantie of een administratieve rechtbank van een van beide verdragsluitende rechtsgebieden;
- b) indien een rechterlijke instantie of een administratieve rechtbank van een van de verdragsluitende rechtsgebieden op enig tijdstip nadat een verzoek om arbitrage werd ingediend, en voordat het arbitragepanel zijn uitspraak heeft doen toekomen aan de bevoegde autoriteiten van de verdragsluitende rechtsgebieden, een uitspraak ter zake van de kwestie gedaan heeft, wordt de arbitrageprocedure beëindigd.

Artikel 24 – Akkoord over een andere oplossing

Kennisgeving van de keuze voor facultatieve bepalingen

Ingevolge artikel 24(1) van de Overeenkomst, kiest België hierbij om artikel 24(2) toe te passen.

Voorbehoud

Ingevolge artikel 24(3) van de Overeenkomst, behoudt België zich het recht voor om artikel 24(2) enkel toe te passen op zijn gedekte belastingverdragen waarvoor artikel 23(2) van toepassing is.

Artikel 26 – Compatibiliteit

Voorbehoud

Ingevolge artikel 26(4) van de Overeenkomst, behoudt België zich het recht voor om Deel VI niet toe te passen op de volgende verdragen die reeds voorzien in verplichte en bindende arbitrage voor onopgeloste kwesties die volgen uit een zaak die door middel van de procedure voor onderling overleg onderzocht werd. Het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling is hieronder vermeld.

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
12	Botswana	Artikel 25(6)
38	Eiland Man	Artikel 26 (6)
57	Moldavië	Artikel 24 (6)
67	Polen	Artikel 25 (6) (na wijziging door artikel VII van (a))
94	Verenigd Koninkrijk	Artikel 25 (5) (na wijziging door artikel XVII(2) van (a))
95	Verenigde Staten	Artikel 24 (7) en (8) en Protocol (6)
96	Uruguay	Artikel 24 (5)

Kennisgeving van bestaande bepalingen in de verdragen die in de lijst opgenomen zijn

Ingevolge artikel 26(1) van de Overeenkomst, meent België dat de volgende verdragen niet binnen de reikwijdte vallen van een voorbehoud zoals bedoeld in artikel 26(4) en een bepaling bevatten die voorziet in arbitrage voor onopgeloste kwesties die volgen uit een zaak die door middel van de procedure voor onderling overleg onderzocht werd. Het nummer van het artikel en de paragraaf van elke dergelijke bepaling is hieronder vermeld.

Nummer van het in de lijst opgenomen verdrag	Ander verdragsluitend rechtsgebied	Bepaling
52	Maleisië	Artikel 25(5) (na wijziging door artikel XVII van (b))
55	Mexico	Protocol (9) (na wijziging door artikel XIX (7) van (a))
72	Rusland (nieuw)	Protocol (4)
86	Tadzjikistan	Artikel 26(6)

Lijst Gebonden staten

Staten / Jurisdicties	Ondertekening	Datum Instemming	Inwerkingtreding
Albanië	28/05/2019		
Andorra	07/06/2017		
Argentinië	07/06/2017		
Armenië	07/06/2017		
Australië	07/06/2017	26/09/2018	01/01/2019
Barbados	24/01/2018		
België	07/06/2017	26/06/2019	01/10/2019
Belize	11/01/2019		
Bulgarije	07/06/2017		
Burkina Faso	07/06/2017		
Canada	07/06/2017		
Chili	07/06/2017		
Colombië	07/06/2017		
Costa Rica	07/06/2017		
Curaçao	20/12/2017	29/03/2019	01/07/2019
Cyprus	07/06/2017		
Denemarken	07/06/2017		
Duitsland	07/06/2017		
Egypte	07/06/2017		
Eiland Man	07/06/2017	25/10/2017	01/07/2018
Estland	29/06/2018		
Fiji	07/06/2017		

Finland	07/06/2017	25/02/2019	01/06/2019
Frankrijk	07/06/2017	26/09/2018	01/01/2019
Gabon	07/06/2017		
Georgië	07/06/2017	29/03/2019	01/07/2019
Griekenland	07/06/2017		
Guernsey	07/06/2017	12/02/2019	01/06/2019
Hong Kong	07/06/2017		
Hongarije	07/06/2017		
Ierland	07/06/2017	29/01/2019	01/05/2019
IJsland	07/06/2017		
India	07/06/2017	25/06/2019	01/10/2019
Indonesië	07/06/2017		
Israël	07/06/2017	13/09/2018	01/01/2019
Italië	07/06/2017		
Ivoorkust	24/01/2018		
Jamaica	24/01/2018		
Japan	07/06/2017	26/09/2018	01/01/2019
Jersey	07/06/2017	15/12/2017	01/07/2018
Kameroen	11/07/2017		
Kazachstan	25/06/2018		
Koeweit	07/06/2017		
Korea	07/06/2017		
Kroatië	07/06/2017		
Letland	07/06/2017		

Liechtenstein	07/06/2017		
Litouwen	07/06/2017	11/09/2018	01/01/2019
Luxemburg	07/06/2017	09/04/2019	01/08/2019
Maleisië	24/01/2018		
Malta	07/06/2017	18/12/2018	01/04/2019
Mauritius	05/07/2017		
Mexico	07/06/2017		
Monaco	07/06/2017	10/01/2019	01/05/2019
Nederland	07/06/2017	29/03/2019	01/07/2019
Nieuw Zeeland	07/06/2017	27/06/2018	01/10/2018
Nigeria	17/08/2017		
Noorwegen	07/06/2017		
Oekraïne	23/07/2018		
Oostenrijk	07/06/2017	22/09/2017	01/07/2018
Pakistan	07/06/2017		
Panama	24/01/2018		
Papoea-Nieuw-Guinea	23/01/2019		
Peru	27/06/2018		
Polen	07/06/2017	23/01/2018	01/07/2018
Portugal	07/06/2017		
Qatar	04/12/2018		
Roemenië	07/06/2017		
Rusland	07/06/2017	18/06/2019	01/10/2019
San Marino	07/06/2017		

Saoedie-Arabië	18/09/2018		
Senegal	07/06/2017		
Servië	07/06/2017	05/06/2018	01/10/2018
Seychellen	07/06/2017		
Singapore	07/06/2017	21/12/2018	01/04/2019
Slovenië	07/06/2017	22/03/2018	01/07/2018
Slowakije	07/06/2017	20/09/2018	01/01/2019
Spanje	07/06/2017		
Tsjechië	07/06/2017		
Tunesië	24/01/2018		
Turkije	07/06/2017		
Uruguay	07/06/2017		
Verenigd Koninkrijk	07/06/2017	29/06/2018	01/10/2018
Verenigde Arabische Emiraten	27/06/2018	29/05/2019	01/09/2019
Volksrepubliek China	07/06/2017		
Zuid-Afrika	07/06/2017		
Zweden	07/06/2017	22/06/2018	01/10/2018
Zwitserland	07/06/2017		